Thèse Présenté par

Oumar DIOP

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

LA TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE LA PECHE LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS : ETUDE GEOGRAPHIQUE

Année Universitaire 2001 / 2002

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

Documentation and Information Centre
CODICE
CODESRIA



07.10.04
D 10
12633

LA TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE LA PECHE LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS : ETUDE GEOGRAPHIQUE

THESE DE DOCTORAT D'ETAT ES LETTRES & SCIENCES HUMAINES

Présentée par :

Oumar DIOP

Sous la direction du :

Pr Cheikh BA

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Année Universitaire 2001 / 2002

DEDICACES

A la mémoire des mes parents

A mon épouse Aïssitou Niang GUEYE pour ses énormes sacrifices et son sens élevé du devoir.

A mes enfants Sanou , Mohamed et Mariama.

A mes amis Serigne DJIGAL, Banda FALL et Omar SOUGOU.

A la mémoire de mes amis Ndiaga CASSET et Alioune KEITA, très tôt arrachés à notre affection.

Aux étudiantes, étudiants pour les exhorter à la patience et au travail.

A toutes les communautés des pêcheries maritimes artisanales pour leur persévérance et leur ténacité dans le travail.

A tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce travail..

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SOMMAIRE P.

PREMIERE PARTIE

LES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET LES CONDITIONS DE LEUR EXPLOITATION LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS 36

CHAPITRE 1 :

DES CONDITIONS MORPHOHYDROLOGIQUES FAVORABLES AUX ACTIVITES HALIEUTIQUES 37

I- ORIENTATION DU LITTORAL SENEGALAIS ET IDENTIFICATION DES PRINCIPAUX SECTEURS COTIERS 40

II- RELIEF SOUS MARIN, NATURE DES FONDS ET REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES. 53

III- LES MIGRATIONS DES BANCS DE POISSONS LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS 63

CHAPITRE II :

LES STRATEGIES D'EXPLOITATION DE LA PECHE ARTISANALE MARITIME : DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES AUX TECHNIQUES DE PECHE 71

I- LES MIGRATIONS DES PECHEURS 71

II- LES FACTEURS TECHNIQUES 82

CHAPITRE III :

UPWELLING ET ENRICHISSEMENT BIOLOGIQUE DES EAUX MARINES SENEGALAISES 124

I-LE ROLE DES FACTEURS HYDROCLIMATIQUES DANS L'ENRICHISSEMENT BIOLOGIQUE DES EAUX MARINES 124

II- UPWELLING ET ENRICHISSEMENT BIOLOGIQUE DES EAUX MARINES 129

III- HYDROLOGIE CONTINENTALE ET EVOLUTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES : L'EXEMPLE DU FLEUVE CASAMANCE 144

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DEUXIEME PARTIE

L'EVOLUTION ET L'INTEGRATION DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE LA PECHE DANS L'ECONOMIE DE MARCHE 158

CHAPITRE I :

L'ANCIENNETE ET L'EVOLUTION DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE LA PECHE LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS 167

I- LES ACTIVITES HALIEUTIQUES DU NEOLITHIQUE JUSQU'AU XVe SIECLE 170

II- LE RÔLE DE L'IMPLANTATION DES EUROPEENS DANS L'EVOLUTION DES ACTIVITES HALIEUTIQUES LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS (XVIe – XIXe SIECLE) 180

III- L'INTEGRATION DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE LA PECHE DANS L'ECONOMIE DE MARCHE 190

CHAPITRE II :

L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION ARTISANALE ET LA DISTRIBUTION DES PRODUITS TRANSFORMES 200

I- L'APPROVISIONNEMENT DES ATELIERS DE LA TRANSFORMATION ET LA REPARTITION DE LA PRODUCTION ARTISANALE LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS 201

II- UN MARCHE INTERIEUR DES PRODUITS TRANSFORMES EN EVOLUTION 220

III- LE DEVELOPPEMENT RECENT ET DIVERSIFIE DE LA DEMANDE EXTERIEURE 248

TROISIEME PARTIE

DYNAMIQUE ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE LA PECHE 261

CHAPITRE I :

DIVERSITE DES COMMUNAUTES DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE ET EVOLUTION DE LEURS EFFECTIFS 270

I- UNE DIVERSITE DES COMMUNAUTES FONDEE SUR LA BASE ETHNIQUE DES PËCHEURS 270

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II- L'EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE 275

CHAPITRE II :

LA TRANSFORMATION ARTISANALE ET LES NOUVEAUX CADRES D'INTERVENTION DANS LES PECHERIES MARITIMES 285

I- LE CADRE INSTITUTIONNEL ET SES CONTRAINTES 286

II- LES NOUVEAUX CADRES D'INTERVENTION : LA REGIONALISATION DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT 289

III- LES REPONSES DES ACTEURS DE LA TRANSFORMATION ARTISA NALE 299

CHAPITRE III

PORTEE ET LIMITES DES INTERVENTIONS DE DEVELOPPEMENT :CONTRAINTES ET SUCCES 311

I- LES CONTRAINTES D'ORDRE CONJONCTUREL 314

II-LES CONTRAINTES NOUVELLES 329

III- LES ALTERNATIVES ET LES DYNAMIQUES EMERGENTES 336

CONCLUSION GENERALE 344

BIBLIOGRAPHIE 348

GLOSSAIRE 387

LISTE DES CARTES, TABLEAUX ET FIGURES 388

ANNEXES 392

PLANCHES 443

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SIGLES

A.C.D.I. :	Agence Canadienne pour le Développement International
A.O.F. :	Afrique Occidentale Française
A.T.E.P.A.S. :	Amélioration des Techniques de Pêche Artisanale au Sénégal.
AFRACA :	Association Africaine de Crédit Rural et Agricole.
B.N.D.S. :	Banque Nationale pour le Développement du Sénégal.
B.R.G.M. :	Bureau de Recherches Géologiques et Minières .
C.A.E.P. :	Centre d'Assistance, d'expérimentation et de vulgarisation pour la Pêche Artisanale
C.A.M.P. :	Centre d'Assistance à la Motorisation des Pirogues
C.A.P.A.S :	Centre d'Assistance à la Pêche Artisanale Sénégalaise
C.B.A.O. :	Compagnie Bancaire pour l'Afrique de l'Ouest
C.C.C.E. :	Caisse Centrale de Coopération Economique
C.C.F.D. :	Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement.
C.E.E. :	Communauté Economique Européenne
C.E.M. :	Centre d'Entretien Mécanique
C.E.R.E.E.R. :	Centre d'Etude et de Recherche des Energies Renouvelables.
C.E.R.P. :	Centre d'Expansion Rurale Polyvalent.
C.F.A. :	Confédération Financière Africaine
C.F.D. :	Caisse Française de Développement
C.N.C.A.S. :	Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal.
CODESRIA	Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique
C.P.A. :	Coopérative Primaire d'Avitaillement
C.P.M. :	Centre de Pêche de Missirah.
C.R.A.D. :	Centre Régional d'Assistance pour le Développement
C.R.O.D.T :	Centre de Recherche Océanographique Dakar - Thiaroye
C.S.C. :	Conseil Sénégalais des Chargeurs
C.T.P.M. :	Complexe de Transformation des Produits de la Mer.
D.A.T	Direction de l'Aménagement du Territoire
D.M.M. :	Direction de la Marine Marchande.
D.O.P.M. :	Direction de l'Océanographie et des Pêches Maritimes
D.P.D.R. :	Direction de la Planification du Développement Rural
D.P.S. :	Direction de la Prévision et de la Statistique.
D.S.E. :	Direction Suivi - Evaluation

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

E.C.N.A. :	Eaux Centrales Nord Atlantique
E.D.N. :	Enquêtes Démographiques Nationales
E.F.I.	Ecole de Formation d'Instituteurs
E.C.S.A :	Eaux Centrales Sud Atlantique
F.A.O. :	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
F.E.D. :	Fonds Européen de Développement
F.I.T. :	Front Intertropical
G.A.I.P.S. :	Groupement des Artisans et des Industriels de la Pêche au Sénégal.
G.I.E. :	Groupement d'Intérêt Economique.
I.F.A.N. :	Institut Fondamental d'Afrique Noire
I.T.A. :	Institut de Technologie Alimentaire
I.U.C. :	Indice d'Upwelling Côtier
J.I.C.A. :	Agence Japonaise de Coopération Internationale
M.E.C. :	Mutuelle d'Epargne et de Crédit
M.F.E.F. :	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.
M.P.T.M. :	Ministère de la Pêche et des Transports Maritimes.
O.E.P.S. :	Observatoire Economique de la Pêche au Sénégal.
O.M.V.S :	Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal
O.N.C.A.D. :	Office National de Coopération et d'Assistance pour le Développement
O.R.A.N.A. :	Office de Recherche sur l'Alimentation et la Nutrition Africaines.
P.A.F.G.C. :	Programme d'Auto promotion des Femmes de la Grande Côte.
P.A.G.P.F. :	Projet d'Appui aux Groupements de Promotion Féminine.
P.A.M.E.Z. :	Projet de développement de la pêche Artisanale Maritime dans la région de Ziguinchor
P.A.P.A. Sud	Programme d'Appui à la Pêche Artisanale au Sud du littoral
P.A.P.E.C. :	Projet de Développement de la Pêche Artisanale sur la Petite Côte.
P.A.T.T. :	Projet d'Appui Technique et Technologique.
P.D.R.H. :	Programme de Développement des Ressources Humaines.
P.N.U.D. :	Programme des Nations Unies pour le Développement.
P.R.O.P.A.C. :	Projet de Développement de la Pêche Artisanale en Casamance.
P.S. :	Parti Socialiste
P.S.P.P. :	Projet de Surveillance et de Protection des Pêches.
P.S.T. :	Programme Sectoriel Transport
PATTGFR :	Projet d'Appui Technique et Technologique aux Groupements féminins Ruraux

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

PDTARCEF :	Projet de Développement des Technologies Appropriées et du Renforcement des Capacités Entrepreneuriales des Femmes
PRO-PÊCHE :	Programme d'assistance à la pêche artisanale au Sénégal.
R.G.P.H. :	Recensement Général de la Population et de l' Habitat
S.A.E.D	Société d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta, des vallées du Sénégal et de la Falémé.
S.A.G.E :	Service de l'Administration Générale et de l'équipement.
S.G.B.S. :	Société Générale des Banques du Sénégal.
S.O.G.R.E.A.H. :	Société Grenobloise d'Etudes et d'Application Hydrauliques
S.O.P.A.O. :	Société des Pêches de l'Afrique Occidentale
S.Y.N.A.P.A.S	Syndicat National des Pêcheurs Artisanaux du Sénégal
SENELEC :	Société Nationale d'électricité.
S.I.G	Système d'Information Géographique
SONAGA :	Société Nationale de Garantie.
U.E. :	Union Européenne
U.E.M.O.A. :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.
U.N.I.C.E.F. :	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
U.O.P.A.G.C. :	Union des Opératrices de la Pêche artisanale de la Grande Côte.
U.R. :	Union Régionale.
U.S.A.I.D. :	United States agency for International Development (Washington)
UNIFEM :	Fonds des Nations Unies pour la Femme.
Z.E.E. :	Zone Economique Exclusive.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

REMERCIEMENTS

Si le travail a pu être mené jusqu'à son terme, c'est grâce aux conseils et à l'aide de nombreuses personnes qu'il convient, avec sincérité, de remercier.

Au Pr. Cheikh BA pour l'honneur qu'il nous a fait en acceptant de diriger nos travaux. Nous lui exprimons ici notre profonde reconnaissance pour les nombreux entretiens que nous avons eus, les échanges de correspondances et surtout pour ses conseils, ses critiques et encouragements. Pour nous avoir intéressé, initié à la géographie humaine et enseigné la rigueur du travail intellectuel, qu'il trouve à travers ces quelques lignes, le témoignage de toute notre profonde gratitude.

Nos remerciements vont également au Pr. Mamadou Moustapha SALL pour avoir guidé nos premiers pas dans l'enseignement supérieur, au sein de la section de Géographie de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. A travers lui, à tous les enseignants de la section pour leur soutien moral : André D'ALMEIDA, Mouhamadou Maouloud DIAKHATE, Serigne Modou FALL, Cheikh SARR, Boubou Adiouma SY, Cheikh Samba WADE et le doctorant Cheikh Tidiane WADE.

Pendant nos recherches, nous avons beaucoup sollicité le Pr. Samba TRAORE, Directeur de l'UFR des Sciences Juridiques et Politiques, sur les caractéristiques juridiques du domaine public maritime. Qu'il veuille bien trouver ici tous nos remerciements.

Nous remercions également le Pr. Adama DIAW, Directeur de l'UFR des Sciences Economiques et de Gestion pour avoir relu nos travaux et nous avoir fait part de ses réactions et remarques.

Au Pr Issiaka Prosper LALEYE et à tous les collègues de l'Université Gaston BERGER de Saint-Louis, nous exprimons nos remerciements pour leur encouragement.

Nous exprimons toute notre reconnaissance à :

- Mr Ndiaga GUEYE, Directeur de l'Océanographie et des Pêches Maritimes pour nous avoir offert l'occasion de participer au Colloque international de Dakar en mars 1998 consacré à « la vision africaine de la mer et ses réalités », ainsi que Mrs Niokhor DIOUF

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Inspecteur des pêches à Thies, Alassane Samba DIOP chef de secteur des pêches de Thiès à Kayar, Seydou KANDE, technicien des pêches chargé de la surveillance côtière à Kayar, Mamadou NDAO et Abdou BASSE techniciens des pêches à Joal, Doudou GUEYE journaliste de la radio « la côtière » à Joal, Cheikhou DIEME, Inspecteur des pêches à Ziguinchor pour leurs conseils avertis et leurs informations pertinentes sur la transformation artisanale des produits de la pêche.

- Mmes Arame KEITA et Maïmouna POUYE documentalistes à la D.O.P.M. pour nous avoir facilité sans relâche la recherche d'ouvrages et de documents.

- Mrs Bara THIAM dessinateur – cartographe à la D.A.T, Abdou DIA conseiller technique à la S.A.E.D , Aly CISSOKHO et Amadou NIANG, chargés du S.I.G à la D.P.D.R./ D.S.E. de la S.A.E.D pour la réalisation cartographique.

- Mrs Bécaye SAKHO, Inspecteur de l'Education Nationale à l'E.F.I de Saint-Louis pour les sacrifices énormes consentis dans le cadre de la saisie informatique du travail, ainsi que Oumar DIOP étudiant en Géographie pour les nombreuses séances de corrections qu'il nous a consacrées.

- Mr Mamadou BALDE, notre correspondant à Ziguinchor, ancien marchand de poissons secs, pour la qualité et la diversité des informations fournies sur les mutations de la transformation artisanale dans cette commune.

Au cours de nos derniers mois de recherche sur le terrain, nous avons rencontré à Mballing et à Joal, Mrs Mohamed FALL expert en droit foncier et Atoumane DIOUF agent de suivi de la cellule nationale de coordination du projet PAPA Sud ; ils nous ont fait bénéficier de leurs expériences sur les problèmes fonciers auxquels sont confrontées les diverses communautés des pêcheries maritimes artisanales, dans un échange réciproque de connaissances et d'idées qui, pour avoir été parfois assez heurté, n'en fut pas moins toujours fructueux.

Au CODESRIA, nous exprimons également nos remerciements pour sa subvention.

Enfin aux transformatrices, aux transformateurs des pêcheries maritimes artisanales, nous exprimons des sentiments de reconnaissance.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION GENERALE

Depuis 1970, les capacités autonomes des populations des pays en voie de développement à générer des revenus à partir d'activités ne relevant, a priori, ni du secteur moderne - utilisant des méthodes de productions intensives - ni de l'Etat, ont suscité de nombreuses études. Ces dernières ont été réalisées par des chercheurs de disciplines différentes : sociologues, économistes, géographes, juristes, pour ne citer que ceux-là.

Il est possible, entre autres, de situer dans cette dynamique le rapport du Bureau International du Travail (B.I.T.) – le travail dans le monde – de 1992 ; il indique que le « secteur informel » représentait en 1991 les 2/3 de l'emploi en Afrique subsaharienne et plus de la moitié en Asie. Entre 1980 et 1987, il a augmenté de 56 % en Amérique Latine.

Les recherches se poursuivent encore dans ce sens. C'est dans ce mouvement que s'inscrit notre réflexion sur la transformation artisanale des produits de la pêche, mais d'un point de vue géographique.

Au-delà de cette précision, la transformation artisanale a été depuis la période coloniale objet de préjugés défavorables. Que d'expressions lui ont été consacrées à ce propos ! « Un secteur polluant », « un simple appendice du mareyage », « une activité incapable d'évoluer ». La litanie de préjugés n'en finit pas. Certains jugements, douteux et à la limite révoltants, ont même contribué à influencer la recherche sur ce secteur après les indépendances.

Or la transformation artisanale est dotée, comme nous le verrons dans le travail proprement dit, d'un dynamisme propre, mal compris ou mal interprété, parfois à dessein. Elle est une activité susceptible d'évoluer et dispose d'un potentiel de production et d'offre d'emplois divers, pour une frange importante de la population (surtout féminine) frappée par le chômage.

La transformation artisanale est appelée à se développer, donc à sortir de sa « dépendance » vis-à-vis du mareyage, à jouer un rôle de plus en plus important dans le développement économique et social du Sénégal. A cet effet, il importe de rappeler que le secteur artisanal traite 40 % en moyenne des débarquements de la pêche artisanale maritime.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Il convient donc, pour sa plus grande lisibilité dans les pêcheries artisanales maritimes, de l'étudier dans son cadre naturel, géographique : le littoral sénégalais . Celui-ci est certes plus complexe, mais plus vaste et plus global .

Dans le contexte de ce travail, la définition du cadre d'étude, le littoral, ne sera pas focalisée sur des questions de formalisation, l'unanimité n'étant pas réalisée quant à l'explication du terme. Cependant, l'abondante littérature qui lui a été consacrée (rive, rivage, côte, bande de terre...) nous conduit nécessairement à en évoquer quelques aspects.[1]

Selon le dictionnaire thématique histoire, géographie (2è édition 1991, p. 287) le littoral, au sens strict, est une bande de terre plus ou moins étroite comprise entre le niveau des plus hautes mers et celui des plus basses mers. C'est donc l'équivalent de l'estran. Plus largement, l'espace littoral correspond au domaine terrestre directement soumis aux actions marines (marées, vagues, tempêtes...), autrement dit le rivage.

Mais pour DIAW A.T. (1999), le littoral peut être défini selon des critères physique et humain :

- d'un point de vue physique, le littoral est une zone variable, un domaine de contact entre l'hydrosphère, l'atmosphère et la lithosphère ; c'est aussi un milieu d'échanges (entre milieux physiques) soumis aux lois de dépendance de ces milieux (fluides et solides) ;
- d'un point de vue humain, le littoral est un milieu de fréquentations et d'activités spécifiques, un lieu de rencontre de flux économiques et humains.

L'espace ainsi défini est soumis, au Sénégal, à diverses forces, possède des contenus vivants (populations, activités, fonctions, usages fonciers...) et évolue. Il est soumis à des politiques de gestion, parfois contradictoires, oscillant entre, d'une part, sa colonisation, les diverses possibilités de mise en valeur de ses ressources (biologiques, végétales...), et d'autre part, la préservation de sa biodiversité et la protection de ses sites naturels (parcs nationaux). Le littoral est ainsi source d'enjeux animés par son peuplement, les spéculations foncières, ses multiples fonctions industrielles, portuaires, agricoles, touristiques, etc. Toutes ces activités menacent les espaces littoraux, d'extension forcément restreinte, de saturation.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Pour les problèmes de définition, il est possible de consulter, entre autres références, celle de :
DIAW A.T. 1999 : Méthodes et techniques d'études littorales. « Cours de formation régional ». Gestion des zones humides. UICN. WETLANDS INT. pp. 193-198.

Comment la transformation artisanale des produits de la pêche a t-elle évolué et évolue t-elle encore dans ce contexte ?

La problématique ainsi conçue, interpelle, entre autres, la géographie et soulève la question pertinente de l'état des connaissances. A ce propos, plusieurs thèmes ont été identifiés en rapport avec nos objectifs.

L'ETAT DES CONNAISSANCES SUR LA TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE LA PECHE.

La documentation sur le milieu physique est abondante ; il est bien décrit et sa variabilité est cernée. (Grande Côte, Petite Côte...). Il ressort de l'analyse des mécanismes qui interviennent dans l'évolution des phénomènes hydrologiques observés (upwelling, montée de la thermocline) qu'un rôle déterminant est joué par les vents à la côte (intensité, orientation) et par la circulation sur le plateau continental.

La géologie, la sédimentologie, la géomorphologie, etc. ont fait l'objet de recherches approfondies et pertinentes. Des cartes sédimentologiques de fonds ont été, par exemple, dressées. Il subsiste toutefois des incertitudes sur la dynamique de la matière organique au contact eau-sédiment. La valeur nutritive de la matière organique produite par l'écosystème, son origine (apports continentaux directs par les fleuves, production océanique...), sa dynamique (accumulation-piégeage dans le sédiment, dégradation par les bactéries, pénétration d'oxygène) etc., sont autant de voies ouvertes à la recherche.

La variabilité dans le temps et dans l'espace des teneurs en sels nutritifs, de la production primaire et du cycle du zooplancton est suffisamment analysée, de même que celle des structures des peuplements de phyto et de zooplancton. Ont été également déterminées les influences respectives des remontées d'eau froide et des apports continentaux sur la dynamique et la production de divers écosystèmes (l'écosystème pélagique). Des données sur les variations saisonnières de la composition faunistique et de la biomasse ont été acquises mais sont encore à compléter. Les relations trophiques entre les poissons et les échelons antérieurs de l'écosystème ne sont, le plus souvent, déterminées qu'au plan qualitatif ; elles restent plus explicatives que prédictives. Parmi les autres aspects de l'écologie et de la biologie des poissons, d'importants résultats ont été obtenus dans le

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

domaine de la caractérisation des peuplements, des variations saisonnières et journalières, de la biologie des espèces (croissance et reproduction) et de leurs migrations.

Malgré cet acquis, il manque encore diverses informations sur certains niveaux de la chaîne trophique pour évaluer et suivre les « flux d'énergie » ; par exemple, le rôle des bactéries dans la production.

Par ailleurs, des facteurs explicatifs très pertinents (upwelling, courants, eaux continentales) qui interagissent sur les équilibres de l'écosystème et dont la variabilité régit celle de la production, surtout la production finale exploitée, sont bien identifiés. Néanmoins, des zones d'ombre subsistent encore. C'est, par exemple, la compréhension (dans le détail) des processus qui, à partir de la variation des facteurs climatiques et hydroclimatiques, de leur impact sur les productions primaire et secondaire et de leur influence directe sur les espèces, finissent par avoir de profondes repercussions sur les stocks de petits pélagiques.

Les études sur le milieu physique ont toujours occupé une part importante de l'effort de recherche au Sénégal. Les résultats obtenus sont de ce fait nombreux, détaillés et ont permis de formuler une diversité de propositions en matière de gestion de pêcheries.

Le C.R.O.D.T., l'I.R.D., les départements de géologie, de géographie, de biologie animale de l'Université C.A. DIOP de Dakar, l'I.F.A.N. ont apporté une contribution majeure à toutes ces recherches, à la fois par la collecte des données de base et la réalisation d'opérations de marquage.

En ce qui concerne les aspects historiques, la transformation artisanale des produits de mer existait sur le littoral sénégalais depuis les temps les plus reculés, comme l'attestent de nombreuses recherches archéologiques (DESCAMPS, C. 1982. La préhistoire au Sénégal). Cependant, l'exploitation des ressources des sites protégés du littoral (baies, rias, estuaires, lagunes, lacs côtiers) l'aurait emporté sur celle des produits de mer proprement dits. L'importance actuelle de celle-ci est le résultat d'importantes mutations (surtout socio-économiques), variables selon les régions et les périodes historiques.

La transformation artisanale est en effet inséparable de l'économie littorale dans son ensemble (pêche, sel,commerce...) et d'un contexte socio-politique en transformations

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

rapides, notamment depuis l'arrivée des Européens sur les côtes d'Afrique. Les techniques de navigation et de pêche, la nature et l'ampleur des échanges commerciaux, les situations politique et sociale sur le littoral sénégalais et dans les sociétés et Etats de l'intérieur, ont beaucoup fluctué et influencé de manière significative les formes d'exploitation des ressources halieutiques.

C'est à partir du XIXe siècle, par exemple, que les principaux éléments du dispositif contemporain des pêcheries artisanales maritimes ont été mis en place : type de pirogue, débouchés commerciaux du poisson frais et transformé, migrations des pêcheurs vers la Petite Côte et les « Rivières du Sud ».

Il existe de nombreux documents anciens susceptibles de fournir des informations sur l'état économique et social du Sénégal précolonial. Cependant, peu de travaux de synthèse historique ont été produits sur le littoral proprement dit.(CHAUVEAU, J.P., 1982). L'intérêt des chercheurs aurait été, sans doute, orienté vers la reconstitution des Etats et des grands groupes sociétaux de l'intérieur, les sociétés des espaces côtiers étant considérées comme des « appendices » de ceux-ci ou du commerce atlantique.

Le point de départ est calqué sur l'arrivée des premiers navigateurs portugais (XVe siècle) sur les côtes sénégalaises. Au demeurant ce choix est arbitraire et discutable. En effet, le littoral a connu des transformations sociales et économiques à des époques bien antérieures à l'arrivée des Européens. C'est dans la totalité des sources, y compris les documents arabes du VIIIe au XVe siècle, qu'il faut trouver les informations écrites les plus anciennes et, sans doute, les plus précises sur l'état du littoral sénégalais.

Avant le XXe siècle, l'évolution ou la description des pêcheries et des techniques de navigation sont essentiellement prises en compte dans des considérations générales. Les documents spécialement consacrés à la pêche ou aux populations du littoral sont très rares ; ils concernent surtout des récits de voyages ou d'expéditions concertées, de descriptions générales utiles aux projets commerciaux et politiques des puissances européennes.

L'aube du XXe siècle, quant à elle, correspond à la mise en place du dispositif colonial et à l'élaboration d'une documentation plus spécifique orientée vers la « mise en valeur » immédiate des richesses de la colonie. Dans le domaine de la pêche maritime, ce

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

tournant est marqué par « les recherches monumentales » de GRUVEL A. (1908) sur les pêcheries du littoral de la Mauritanie et du Sénégal. S'y ajoutent les documents administratifs produits par les services des pêches.

Pour l'essentiel des aspects (historiques et socio-économiques) que nous venons d'évoquer, il est possible de classer les références exploitées en quatre composantes en rapport avec les principales sources écrites :

- les collections de voyages, d'origine ancienne, sont surtout liées à l'intérêt porté par l'Europe à l'expansion économique et par les principales puissances à témoigner de leurs « droits » dans le partage colonial. Particulièrement abondantes dans la première moitié du XIXe siècle, elles n'intéressent que partiellement le littoral sénégalais ;

- les routiers, les instructions nautiques à l'usage des navigateurs et les reconstitutions contemporaines de géographie historique du littoral. Des travaux contemporains faisant état des problèmes liés à l'usage de la voile sur le littoral sénégalais dans les navigations « européenne » et « locale » peuvent être inclus dans cette partie ;

- des textes contemporains de portée générale ou locale, se rapportant au littoral et concernant les principaux aspects structurels liés aux relations historiques intercontinentales. Ces travaux font principalement état de plusieurs aspects spécifiques de l'histoire économique et sociale du littoral : les « découvertes », les implantations et la colonisation européennes sur la côte, la traite des esclaves et son abolition, la constitution d'une société et des couches sociales « particulières » sur le littoral, les mutations des circuits économiques et d'échanges, le dispositif de « mise en valeur colonial » et d'économie de traite des produits. Tous ces thèmes, faut-il le souligner, restent étroitement liés. De nombreux ouvrages, bien que cités à propos de l'un des sujets, se rapportent également aux autres ;

- des travaux historiques contemporains consacrés aux « régions littorales particulières » permettent de distinguer les études générales et les travaux localisés ; en ce qui concerne ces derniers par exemple, il est possible de les classer par région : la région périphérique de Saint-Louis (4 provinces historiques du waalo, du Tuube et du Gandiolais, le Kajoor dont la limite occidentale est constituée dans sa plus grande partie par la Grande Côte), la région du Cap Vert et la zone de peuplement Lebu, la Petite Côte et la zone de peuplement Serer du Bawol et du Siin, la zone de peuplement Serer niominka (Gandun) et Soce (Niombato), du Saalum, le littoral s'étendant de la Gambie au Rio Cacheu (les « rivières du Sud »). Le découpage de ces zones est malaisé car les critères géographiques, ethniques et politiques (royaumes) ne se recoupent pas nécessairement. S'y

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ajoute que certains textes peuvent concerner deux régions (Siin et Saalum) et pour le « pays Lebu » à cheval sur le Kajoor et le Bawol.

En substance cette littérature a beaucoup insisté, dans l'analyse de l'histoire économique et sociale, sur la pêche maritime artisanale, le mareyage et ses débouchés, la navigation et les balbutiements de la pêche industrielle. La transformation artisanale (« le traitement local ») n'y apparaît qu'en filigrane. Des allusions sommaires , des propos évasifs. Désormais, il faut aller au-delà des nuances. Il importe de reconstruire l'appareil analytique, toute l'échelle de valeurs consacrées à la transformation artisanale. C'est dans cette perspective qu'il faut inscrire, sans doute, à partir des années 1970-1980, l'abondance des travaux sur le « secteur informel » dans les pays en voie de développement. A ce propos, la transformation artisanale a fait l'objet de nombreuses recherches. Il est possible de les subdiviser en trois principales rubriques.

D'abord pour les travaux réalisés par des organismes de recherche, il est possible de citer ceux de l'I.T.A (1984, 1986, 1988, 1991), du B.I.T. (1988), de la F.A.O. (1970, 1971, 1977, 1984) et de l'U.NI.F.E.M (1989).

Les informations livrées par l'Institut de Technologie Alimentaire sont d'ordre technologique liées aux méthodes artisanales, aux améliorations envisagées ou entreprises dans ce domaine : le séchage solaire, les techniques de protection des produits transformés dont l'infestation par les insectes est courante.

Toutes ces questions, bien que pertinentes, ne concernent que quelques centres de transformation (Mbour, Kayar, Joal, Missirah) ; or il en existe plus d'une centaine présentant des caractéristiques très différentes calquées sur les nuances du littoral : physiques, socio-démographiques, culturelles, économiques...

Par ailleurs, ces questions n'évoquent pas d'éléments nouveaux, des voies nouvelles pour la recherche. D'autres organismes ont réalisé des études dans ce domaine sous la forme d'informations à vulgariser.

En effet, les études du Bureau International du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et du Fonds de Développement des Nations Unies

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

pour les Femmes s'inscrivent essentiellement dans ce domaine : vulgariser des technologies de transformation du poisson frais (salage, séchage, fermentation, fumage, cuisson...) les mieux adaptées aux petites unités, analyser la rentabilité des procédés, les répercussions sur l'emploi et des besoins en personnel associés à chaque technique.

Leurs limites relèvent surtout de leurs caractères globalisants, très souvent sans cadre de référence dans lequel se déroulent les activités de transformation artisanale. En outre, les études de cas réalisées, à notre connaissance, ne couvrent pas le littoral sénégalais ; c'est, par exemple, le manuel n° 4 (pp 60-71) publié par l'U.N.I.FEM qui étudie les cas du Ghana, de la Guinée, du Togo et de la Sierra Léone.

Ensuite, quant aux mémoires et travaux universitaires inédits, ils proviennent notamment de l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée – Dakar (LY NIANG O.K. 1988 ; NIANG A. 1989 ; WADE O. 1988), du Centre National de Formation des Techniciens de Pêches Maritimes – Dakar (DIALLO S. 1984 ; FAYE I 1985 ; NIANG K. 1981). Il existe aussi des mémoires de maîtrise (LAISON A. 1993) et de DEA (DIOP A. 2000) et des thèses (DIOP O. 1990 ; LLERES B. 1986) de géographie. Dans le même ordre d'idées, on peut citer la thèse de doctorat vétérinaire de SCHAAN M.A. (1994).

En ce qui concerne les mémoires, ils ont eu pour objectifs principaux :

- l'analyse du rôle et de la place des femmes dans la filière artisanale et celle de leurs caractéristiques socio-économiques ;
- la description des techniques de transformation ;
- l'étude des impacts socio-économiques de la transformation ;
- l'analyse de la situation de la transformation en identifiant les principales contraintes auxquelles les femmes transformatrices sont confrontées ;
- les possibilités d'une amélioration des technologies existantes.

Tous ces thèmes ont été passés en revue à partir d'études de cas, donc à partir d'échelles très réduites par rapport au littoral sénégalais. Ainsi les régions septentrionales (Saint-Louis et Louga) et méridionales (Fatick, Ziguinchor) n'ont pas été systématiquement étudiées. Par ailleurs, certains travaux ont été repris par d'autres sans proposer une problématique novatrice ; c'est surtout le cas des mémoires de fin d'étude des écoles de

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

formation professionnelle en ce qui concerne l'analyse des technologies (anciennes) et celle des contraintes de la transformation artisanale. Aucun recensement des effectifs des transformatrices n'a été effectué, aucune étude du marché des produits transformés, non plus.

Que nous ont apporté les thèses ?

La première, celle de Bernard LLERES, relative à la pêche piroguière maritime au Sénégal, ne consacre que 23 pages (pp 351 à 374, Tome 2) à la transformation artisanale qu'elle considère comme « un maillon important dans la chaîne de distribution intérieure ». L'approche historique qui lui a été consacrée est totalement isolée des contextes historique, économique et social du littoral. Or, cette corrélation est nécessaire pour une meilleure visibilité de la transformation artisanale. Notre réflexion a pris en charge cette dimension et ses aspects cumulatifs car les influences (sociodémographique, technique, culturelle...) qui se sont succédées ont chaque fois laissé des empreintes.

La deuxième thèse (DIOP O. 1990) analyse, à partir d'une échelle régionale (région de Dakar) les déterminants socio-économiques et techniques qui ont contribué à l'évolution de la transformation artisanale, les conditions de production et de distribution des produits transformés, les potentialités de production, d'emplois et de revenus de la transformation artisanale. Cependant, ce travail n'avait pas relevé le hiatus existant entre l'importance du rôle économique de la production artisanale et son invisibilité dans les statistiques nationales et les projets de développement. En outre, la mise en perspective de la transformation artisanale par rapport aux problèmes de développement n'a pas été suffisamment analysée.

Bien qu'elle ait évoqué dans les « conclusions et perspectives » les contraintes de développement de la transformation artisanale, la thèse de SCHAAN, M.A. a essentiellement mis l'accent sur la dimension biologique de la filière (espèces traitées, nature et qualité des produits).

Enfin, pour les articles et rapports de stage publiés sur la transformation artisanale, ils sont nombreux et divers. A propos des premiers, celui de DURAND M.H. (Aspects socio-économiques de la transformation du poisson de mer au Sénégal archive n° 103 – CRODT, 95p, 1981) est en réalité une monographie ayant pour cadre d'étude Mbour ; ce travail, en

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

plus de l'écart qu'il révèle entre le titre et le contenu, n'a pas soulevé une voie de recherche nouvelle par rapport aux travaux évoqués. Pour les rapports de stage (LEVESQUE P. 1992 et PERREANT L. 1991), la dimension technique a été dans l'ensemble privilégiée, mais sans corrélation avec les variables climatique (végétation), démographique, choix des acteurs, donc leurs stratégies adaptatives en relation avec les opportunités du marché et les limites imposées par les ressources halieutiques disponibles (la raréfaction des ressources).

L'état des connaissances sur la transformation artisanale des produits de pêche le long du littoral sénégalais révèle une diversité des centres d'intérêt dont l'importance varie en fonction des auteurs et des périodes.. Les principaux aspects analysés sont d'ordre socio-économique et technologique. Les études monographiques y occupent une place de choix. Par rapport à notre réflexion, les travaux consultés renferment des limites. Il convient d'en évoquer les principales.

La première est à envisager par rapport à la dimension des études locales. La transformation artisanale n'a jamais été étudiée sur l'étendue de son cadre naturel et global pour saisir ses principaux aspects : le littoral sénégalais. Il importe dorénavant de corriger une telle lacune. Il sera désormais question de prendre en compte l'état de la transformation artisanale et ses dynamiques.

L'environnement local (tantôt favorable, tantôt difficile) ou international, les conditions du marché national et international en rapport avec des événements comme la dévaluation du F CFA et la normalisation du marché européen n'ont jamais été pris en compte. Il en va de même du rôle des moyens de communication dans la circulation des produits transformés, de la distribution géographique de la production artisanale le long du littoral. Ces observations constituent la deuxième limite des travaux antérieurs.

En plus de ces limites, une place prépondérante a été accordée à l'analyse des techniques de transformation au détriment des formes organisationnelles nouvelles (groupement féminin, groupement d'intérêt économique, union...) en tant que facteurs de mutations ou de permanences et de leurs impacts sur la production artisanale. Or toutes ces questions comptent autant que les technologies et les pratiques nouvelles constamment proposées aux femmes pour accroître leurs productions. En effet, le développement repose

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

bien souvent moins sur la variable technico-économique que sur les variables humaine et sociale.

Par ailleurs, les travaux consultés ne font état ni d'un recensement des centres de transformation artisanale (voir cartographie du littoral), ni d'un effort dans ce sens pour ses principaux acteurs ; cette quatrième lacune révèle, si besoin en est, que l'analyse des problèmes n'a jamais jeté un regard critique sur la gestion de l'espace-littoral. Celui-ci est en mutation. Il est au coeur d'intenses spéculations foncières, d'enjeux socio-politiques, économiques et environnementaux complexes. Il en résulte un ensemble d'actions, d'interventions, de pouvoirs, de capacités qui correspondent à une pléthore d'acteurs : propriétaires, collectivités locales, Etat, utilisateurs... Quel sort est réservé à la transformation artisanale dans cette dynamique de renouvellement rapide, de substitutions importantes dans les domaines d'activités, des établissements humains, des équipements ... ?

Dans l'ensemble, les travaux consultés se sont constamment fondés sur les traditionnelles références de la transformation artisanale par rapport au mareyage en la considérant comme « une simple utilisatrice des invendus du mareyage », « un appendice du mareyage ». Tout cela s'est fait aux dépens d'une analyse de ses potentialités, des capacités endogènes des transformatrices, de ses problèmes récurrents et structurels, bref de sa mise en perspective par rapport aux problèmes de développement.

Toutes ces considérations faites, il nous paraît nécessaire maintenant d'expliquer notre méthode de travail. Au préalable, il convient de rappeler les objectifs et les hypothèses qui le sous-tendent.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LES OBJECTIFS ET LES HYPOTHESES

Une réflexion sur la transformation artisanale dans un contexte de mutations est pertinente. Cependant, elle doit dorénavant fixer son idéal au-delà des études monographiques. Le littoral, espace de déploiement de la transformation artisanale, est un champ d'investigation vivant pour sous-tendre une telle réflexion. De ce point de vue, l'analyse géographique est interpellée et peut fournir à la recherche un cadre conceptuel et théorique.

Notre approche se veut donc géographique. La transformation artisanale est un secteur d'activités localisables qui ont évolué et qui évoluent encore en fonction des contextes démographique, économique, géopolitique, etc., du littoral.

Au-delà de cet objectif général, notre réflexion est orientée vers des objectifs spécifiques :

- établir une cartographie pertinente du littoral et localiser l'essentiel des centres de production artisanale ;

- identifier et analyser les indicateurs quantitatifs et qualitatifs de l'évolution historique et économique de la transformation artisanale ;

- identifier et analyser ses modalités d'approvisionnement (la matière première) les plus significatives, la structure de ses débouchés intérieur et extérieur, leurs déterminants (socio-économiques) et leurs tendances les plus récentes, bases d'évaluation de celles du futur ;

- procéder à une analyse de l'évolution des effectifs de la transformation artisanale pour une plus grande lisibilité des activités, de leurs acteurs et une meilleure prise en compte de leurs besoins, spécifiques, par rapport aux mareyeurs et aux pêcheurs ;

- identifier et analyser les interventions de développement mises en oeuvre en direction de la transformation artisanale afin d'en saisir les contraintes et les succès ;

- identifier son niveau d'équipement, ses problèmes fonciers, ses contraintes financières, de production et de commercialisation ; souligner, du point de vue de ses acteurs, la signification et les limites des interventions de développement publiques ou privées et formuler des alternatives pour l'expansion du secteur, surtout dans ses dimensions sociale et économique.

La mise en perspective de la transformation artisanale par rapport aux problèmes de développement est au centre des objectifs que nous venons d'évoquer.

Les objectifs ainsi définis s'articulent autour des hypothèses suivantes :

- la transformation artisanale est, d'abord, une activité endogène et traite des ressources halieutiques par des techniques diverses ;

- ensuite, elle contribue à satisfaire des besoins alimentaires diversifiés et vitaux, étendus au Sénégal et en dehors du Sénégal ; riche en opportunités d'emplois et de revenus, elle l'est aussi en matière de formation ;

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- enfin, malgré son potentiel de production et les grandes capacités d'adaptation de ses acteurs, elle reste confrontée à de multiples problèmes de développement ; néanmoins, elle est susceptible d'intensification, de modernisation, sans investissements coûteux en vue d'améliorer le niveau socio-économique des nombreuses communautés de base (en majorité des femmes) qui l'animent. Par ailleurs, ses mutations en cours présentent bien des incertitudes.

Pour vérifier nos hypothèses de recherche, nous avons adopté une démarche qui combine collecte et analyse de documents, enquêtes de terrain, traitement et dépouillement de données.

LA METHODE DE TRAVAIL

La recherche documentaire a revêtu deux dimensions : l'une multi-séquentielle et l'autre multispatiale.

La première comprend plusieurs périodes caractérisées par une accumulation progressive de documents généraux (sur la pêche artisanale en général) et spécifiques (sur la transformation artisanale).

Pendant l'année universitaire 1982-1983, dans le contexte de la préparation d'un travail d'étude et de recherche (TER) sur le thème « Approvisionnement de Dakar en produits de mer (poissons) par sa banlieue rurale immédiate », nous avions collecté de très nombreux documents. Ils nous avaient permis de mieux cerner l'importance socio-économique des pêcheries artisanales maritimes. Au-delà de notre thème de recherche, la transformation artisanale des produits de pêche avait singulièrement retenu notre attention.

C'est dans cette dynamique que nous avions préparé en 1984, sous la direction du Pr. Cheikh BA, un mémoire de diplôme d'études approfondies (DEA) sur les « Aspects socio-économiques de la transformation des produits de mer sur la côte au sud du Cap Vert : le cas de Bargny ». Cette deuxième période de nos recherches documentaires nous a donné l'opportunité de collecter des documents plus sélectifs, plus spécifiques à notre sujet de recherche. La documentation qualitative renfermait alors beaucoup de clichés, de représentations, de concepts négatifs sur la transformation artisanale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Entre 1985 et 1990, pendant que nous assurions les enseignements d'histoire et de géographie à l'Ecole Normale Régionale de Bambey, la recherche documentaire a été intensifiée et diversifiée, associant indicateurs quantitatifs et données qualitatives. La préparation d'une thèse de 3e cycle sur « L'économie de la transformation artisanale et de la distribution des produits de pêche dans la région de Dakar » était au centre de cette motivation. Le Pr Cheikh BA en avait assuré aussi la direction. Globalement sélective, circonscrite à la région de Dakar, marquée par la prédominance des études monographiques, la rareté des études comparatives et l'insuffisance des efforts de théorisation et de problématisation, la documentation nous avait néanmoins permis d'identifier quelques aspects majeurs de la transformation artisanale : sa dimension spatiale, ses rapports surtout conflictuels avec les activités (tourisme) avec lesquelles elle partage le même espace de déploiement (le littoral), la prédominance des femmes dans le secteur en constituent les principaux.

Pour la dernière phase de collecte et d'analyse documentaire, l'objectif de la préparation d'une thèse d'Etat, à la suite de notre recrutement, en novembre 1991, à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis en qualité d'Assistant à la section de géographie, a été déterminant. La perspective d'une carrière universitaire[2] a impulsé cette période. La documentation a pris une dimension nouvelle : documents cartographiques et photographiques, indicateurs quantitatifs, dossiers de presse, de situation, rapports[3], etc. ont été sans cesse collectés et classés en fonction du plan de notre thèse. Une attention soutenue a été accordée aux mutations socio-économiques et institutionnelles du secteur, ses problèmes fonciers, les interventions de développement privées ou publiques qui ont jalonné son évolution, etc. Dans ce cadre, les dossiers de presse, les rapports de projet ont été judicieusement exploités. Bien que certaines informations n'aient, à priori, aucun rapport avec le secteur, elles nous ont néanmoins permis d'organiser la réflexion et de construire un cadre théorique sur quelques aspects importants de la transformation artisanale. L'effondrement des industries halieutiques sous le poids de la normalisation européenne et ses effets sur les licenciements en série, le chômage du personnel à dominante féminine, l'avancée de la mer (reportages périodiques réalisés par une partie de la presse nationale), les

[2] Nous avions renoncé aux fonctions de censeur du lycée Ibou DIALLO de Sédhiou en novembre 1991, poste auquel nous avions été nommés en juillet de la même année.

[3] C'est dans cette dynamique que nous avons consulté de nombreux rapports sur les conditions économiques de la femme et son rôle dans le développement au Sénégal et de nombreux travaux (mémoires de maîtrise, thèses de 3e cycle et d'Etat) ; à ce titre, les travaux du Pr Cheikh BA ont manifestement influencé notre approche, surtout dans la 3e partie (Dynamique de la transformation artisanale et perspectives de développement)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

accords de pêche SENEGAL – Union Européenne et leurs enjeux, les acteurs et leurs stratégies, bref toutes ces questions ont été prises en compte et réinvesties pour mieux cerner la dynamique de la transformation artisanale.

Par ailleurs, la collecte et l'analyse des documents ont été ponctuellement remaniées, actualisées et enrichies par d'autres apports : séminaires, colloques ou assises nationales ou internationales, émissions des presses parlées locales et nationales en constituent les principaux.

Passer ici en revue tous ces moments privilégiés consacrés à l'analyse de questions relatives aux pêcheries artisanales maritimes serait, sans doute, fastidieux. Aussi convient-il d'en citer les principaux à titre d'illustrations et de les classer en annexes (XXVI)

En ce qui concerne la dimension multispatiale le travail de documentation a été réalisée selon le canevas suivant :

- à Dakar, ce sont les centres de documentation de la F.A.O., du B.I.T., de l'U.N.I.FEM et de l'I.T.A qui ont fourni des informations générales sur les pêcheries artisanales. Pour la recherche bibliographique ciblée sur des questions précises, les investigations ont touché l'I.R.D., le C.R.O.D.T., la D.O.P.M., les Ecoles et Centres de formation professionnelle (E.N.E.A., C.N.T.P.M.), les départements d'histoire et de géographie de la faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université Cheikh Anta DIOP, la Direction Nationale de la Statistique, les Archives Nationales, l'I.F.A.N., le Service Régional des pêches maritimes, le Ministère de la femme, de l'enfant et de la famille, etc. ;

- dans les régions, les centres de documentation des services régionaux et/ou départementaux des pêches maritimes de Saint-Louis, Louga, Thiès, Fatick et Ziguinchor.

Bien qu'elle ait été très fournie par le volume et la diversité des informations, la recherche documentaire a été complétée par des enquêtes de terrain, réalisées en deux étapes :

Pendant la première phase, les enquêtes ont été effectuées, grâce à une subvention du CODESRIA (programme de petites subventions 1995) entre août 1996 et avril 1997 par 05 (cinq) étudiants de la section de géographie de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. Ils ont été assistés par Cheikh Samba WADE docteur en géographie humaine et régionale appliquée de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le but recherché en associant les étudiants aux enquêtes est de les familiariser aux travaux de terrain et de consolider ainsi leur formation en « Initiation aux travaux de terrain » entreprise dès la première année[4]. En outre, ils sont tous originaires des localités où les enquêtes ont été menées : Ansou DIEME et Mamadi SIDIBE de Ziguinchor, Younouss SOW de Thiès, Karim SANE de Mbour et Mbaye DIENG de Louga.

Les travaux de terrain de cette première séquence ont été exécutés selon les modalités suivantes :

- la Grande Côte de Potou à Kayar[5] par Mbaye DIENG inscrit en licence environnement ;
- la presqu'île du Cap Vert et les îles du Saloum par Dr. Cheikh Samba WADE ;
- la Petite Côte (de Yène à Saly-Portudal) par Younouss SOW inscrit en DEUG II ;
- la Petite Côte (de Mbour à Joal Fadiout) par Karim SANE inscrit en DEUG II ;
- la Basse Casamance par Mamadi SIDIBE[6] maître en géographie (option environnement) de août à septembre et Ansou DIEME inscrit en DEUG II en avril 1997.

Les enquêtes ont couvert l'ensemble du littoral sénégalais et nous avaient permis de procéder à l'état des lieux des centres de transformation artisanale dont les principaux ont été représentés sur la carte I. L'accent a été mis sur les niveaux d'équipement des centres en matière d'adduction d'eau potable, d'électrification, d'enclavement, de qualité des aires de séchage... Les conditions de travail, voire de vie ont été donc nos principaux centres d'intérêt. La relance des activités de la transformation ne se réalisera mieux que dans une

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[4] A ce propos, entre 1992 et 1995, nous avons tiré profit des nombreuses sorties pédagogiques (organisées par le Pr. Mamadou Moustapha SALL à l'intention des étudiants de la section de géographie de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis) pour mieux cerner les impacts des évolutions morphologiques du littoral sur les activités économiques. L'illustration la plus pertinente en avait été l'avancée de la mer à Djifer et ses incidences négatives sur, entre autres, les pêcheries maritimes artisanales (disparition de l'usine de pêche de Djifer, des aires et ateliers de séchage de la transformation artisanale).

[5] En plus de la coordination et de la supervision des travaux, nous avons mené les enquêtes dans la région de Saint-Louis.

[6] Après deux mois d'activités en Basse Casamance, Mamadi SIDIBE bénéficiaire d'une bourse de 3e cycle de l'Université de Toulouse a été remplacé par Ansou DIEME.

perspective aménagiste. L'accent devra être mis moins sur la production proprement dite que sur les conditions de vie des transformatrices.

Pour chaque région littorale cible, l'enquête a porté sur un échantillon suffisamment (entre 75 et 100) large de transformatrices. Afin d'obtenir des données significatives, l'approche adoptée a revêtu deux formes : l'interview de groupe (G.I.E., G.F.) et l'interview individuelle.

Les principaux groupes socioprofessionnels touchés ont été : les transformatrices, les transformatrices-mareyeuses ou vice-versa, les commerçants (grossistes, demi-grossistes, détaillants), les mareyeurs et les pêcheurs. Nous avons collecté auprès de ces deux derniers groupes des informations externes au monde de la transformation artisanale. Les données « récoltées » ont été confrontées, croisées afin de mieux cerner l'essentiel, de démêler les opinions passionnées des jugements argumentées, résultats d'une analyse objective de la problématique du développement des pêcheries maritimes artisanales.

Au terme des enquêtes le devenir de la transformation artisanale a été au centre des préoccupations des transformatrices. Passionnante question a été celle de son évolution, de son devenir dans un contexte de mutations des espaces de vie, des productions et des relations, de renforcement, de plus en plus, d'une économie de marché mondialisante, de logique d'accaparement et d'accumulation (foncière) sur des espaces stratégiques (le littoral par exemple), d'accroissement des besoins alimentaires des communautés de base et paradoxalement de la limite des ressources halieutiques.

Toutes ces questions ont produit des réactions diverses : mitigées, très critiques et argumentées, de désarroi et dubitatives. Les réponses fournies nous ont permis d'accumuler des informations pertinentes et diverses par rapport à nos objectifs de recherche.

Les bilans des enquêtes réalisés les 12/12/1996 et 15/04/1997 dans la salle D13 de l'Unité de Formation et de Recherche des Lettres et Sciences Humaines de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, ont permis aux enquêteurs d'évoquer les contraintes avec lesquelles ils ont été confrontés ; il s'agit de l'accès peu commode aux centres de transformation (surtout dans les îles), de la mobilité des agents des services techniques et des

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

gestionnaires de projets, de la rétention de certaines informations « sensibles » (par exemple la gestion foncière), de la période hivernale peu favorable au travail de terrain, etc.

Pendant la deuxième phase, en raison de la rapidité des mutations des pêcheries maritimes artisanales sous la pression de la mondialisation des échanges et de l'accroissement des besoins, nous avons visité des centres de transformation tests : Kayar (le 24/12/2001) sur la Grande Côte, Mbao et Rufisque (le 25/12/2001) dans le Cap Vert, Mballing, Pointe Sarène (le 26/12/2001) et Joal (le 27/12/2001) sur la Petite Côte.

Des développements récents ont été identifiés. En ce qui concerne la transformation artisanale, il est important de noter la construction d'infrastructures modernes de production (clés de séchage lavables, salles de repos, de conférence, des toilettes, un centre de formation, etc.) à Kayar. Des équipements similaires sont prévus à Rufisque où les transformatrices de Diokoul ont été déguerpies et recasées dans un domaine situé entre le quai de pêche et le foyer des jeunes. Il en est de même à Pointe Sarène où des infrastructures quasi identiques que celles de Kayar sont en phase de réalisation très avancée.

L'un des aspects les plus significatifs de ces mutations aura été, sans doute, le démarrage du programme d'appui à la pêche artisanale au sud du littoral (PAPA-Sud). De la Petite Côte jusqu'aux domaines estuariens du Saloum et de la Casamance, le PAPA-Sud (2001/2004) cherche entre autres objectifs (environnement, éducation, formation, santé...) à sécuriser sur le plan foncier les activités des divers groupes socioprofessionnels de la pêche artisanale maritime (pêcheurs, mareyeurs et transformatrices surtout).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Il convient de rappeler que dans le cadre des voyages d'études, nous avons effectué un séjour du 22/09/ 2001 au 28/09/2001 à Ouagadougou (Burkina Faso) pour une meilleure appréciation de l'importance des marchés extérieurs africains des produits transformés. Le Burkina Faso, pays sahélien continental s'est révélé, à la suite des entretiens des 24 et 25/09/2001 avec divers acteurs de la commercialisation[7], un débouché potentiel de la production artisanale sénégalaise. Plusieurs aspects ont été évoqués ; entre autres, les moyens de transport des produits transformés du Sénégal au Burkina Faso (combinaison voie ferrée voie terrestre), les prix pratiqués (très variables en fonction de la loi de l'offre et

[7] Nous avons eu des entretiens avec des grossistes, des demi-grossistes et des détaillants, sous la supervision de l'agent de sécurité Ouédrago Aimé au marché central ROOD-WOKO de Ouagadougou. BOLOGO Salif et SAYAGO Youssouph demi-grossites ont particulièrement contribué à fournir les informations sollicitées.

de la demande : 500 à 1200F CFA le kg), les marchés intérieurs burkinabés (Bobodioulasso, Tankadogo, PO, etc.), les contraintes de conservation (effritement du keccax, principal produit commercialisé), les systèmes d'emballage (carton de récupération), et les principaux agents de la distribution intérieure.

Le séjour à Ouagadougou a été riche d'enseignements, autant par la diversité des informations recueillies que par leur pertinence. Il est possible d'en déduire l'importance des produits transformés dans la circulation des biens entre pays sahéliens continentaux (Burkina Faso, Mali, Niger) « enclavés » sans débouchés sur la mer et pays sahéliens à façade maritime. A ce titre, la transformation artisanale dispose de belles perspectives de développement.

Travail de documentation, enquêtes de terrain, différentes émissions de radio ou de télévision, séminaires, voyage d'étude, etc. ont permis de mieux appréhender le sujet dans ses aspects géographiques, mais aussi sociologiques, historiques et économiques.

Le travail de rédaction, amorcé depuis 1999, nous a donné l'opportunité de soumettre périodiquement les différentes parties au Pr. Cheikh BA, pour correction. A la suite de ses observations, le travail a été organisé autour de trois principales parties ci dessous résumées.

Dans la première partie, ce sont des questions relatives au milieu physique et aux conditions d'exploitation des ressources halieutiques qui ont été analysées. Les facteurs morphohydrologiques, le processus d'enrichissement biologique des eaux marines et les stratégies d'exploitation des principales ressources halieutiques constituent les axes fondamentaux autour desquels la réflexion a été organisée. A ce propos, la mise en évidence de quelques liens entre les faits géographiques étudiés est importante pour une meilleure compréhension des phénomènes d'interactions : la distribution géographique des espèces en fonction de la nature des fonds marins, le processus de remontée des eaux froides profondes (upwelling) et ses rapports avec les migrations des bancs de poissons, ou encore le rôle des facteurs météorologiques dans la dynamique des eaux marines, etc.

La deuxième partie est consacrée à l'analyse de l'évolution et de l'intégration de la transformation artisanale dans l'économie de marché. Après avoir examiné les éléments d'ancienneté de la transformation artisanale et sa dynamique évolutive en articulation avec

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'évolution socio-politique et économique du littoral, il a été question ensuite de l'étude du processus de son intégration dans l'économie de marché et de sa place dans la circulation des biens tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Sénégal.

Quant à la troisième partie, elle se veut prospective. Les diverses communautés de la transformation artisanale voient leurs effectifs croître, leurs productions augmenter tout en se diversifiant. Leurs capacités d'organisation et de négociation prennent, de plus en plus, corps. Cette dynamique a été insérée dans une politique de régionalisation des actions de développement qui a produit, après les insuffisances des programmes de dons, des effets parfois contradictoires. Tous ces aspects ont été analysés dans la troisième partie qui, en outre, a cherché à identifier d'une part, les contraintes et les succès des interventions de développement et d'autre part les alternatives et les dynamiques émergentes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

PREMIERE PARTIE :

LES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET LES CONDITIONS DE LEUR

EXPLOITATION LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Pages

CHAPITRE 1 :

DES CONDITIONS MORPHOHYDROLOGIQUES FAVORABLES AUX ACTIVITES HALIEUTIQUES 37

INTRODUCTION 37

I – ORIENTATION DU LITTORAL SENEGALAIS ET IDENTIFICATION DES PRINCIPAUX SECTEURS CÔTIERS 40

I. 1 La Grande Côte de Saint-Louis à Yoff 40

I.1.1 Un littoral sableux et rectiligne 40

I.1.2 Un littoral très ouvert sur l'océan 41

I.1.3 Un littoral très instable 41

I. 2 La Presqu'île du Cap-Vert 43

I. 2.1 Un littoral rocheux et découpé 43

I. 2.2 Le rôle d'abri de la Presqu'île du Cap-Vert 44

I. 3 Le littoral méridional 45

I.3.1 La Petite Côte : de la Baie de Hann à Joal 45

I.3.2 Le domaine des estuaires : de Joal au Cap Roxo 45

I.3.3 Des eaux moins agitées et une instabilité moins marquée que sur la Grande Côte 46

I.3.4 Le littoral sud présente moins de difficultés 50

II – RELIEF SOUS-MARIN, NATURE DES FONDS ET REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES 53

II. 1 Le relief sous-marin 53

II. 1.1 Le plateau continental 53

II. 1.2 La fosse de Kayar 54

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 2 Nature des fonds et répartition des espèces 57
II. 2.1 Les fonds 57
II. 2.1.1 Les fonds rocheux 57
II. 2.1.2 Les fonds sableux 57
II. 2.1.3 Les fonds vaseux 58
II. 2.2 Nature des fonds et répartition des espèces : L'exemple des ressources démersales 60
II. 2.2.1 La communauté à Scianidae 60
II. 2.2.2 La communauté à Sparidae 60
II. 2.2.3 Les espèces des eaux profondes 61

III – LES MIGRATIONS DES BANCS DE POISSONS LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS 63

III. 1 Les migrations des espèces à affinité saharienne 63
III. 1.1 Le mérou bronzé 63
III. 1.2 Le tassergal 64
III. 1.3 Le chinchard noir 66

III. 2 Les migrations des espèces des eaux chaudes s'opèrent en sens inverse 66
III. 2.1 L'exemple de la sardinelle plate 66

CHAPITRE II :

LES STRATEGIES D'EXPLOITATION DE LA PÊCHE ARTISANALE MARITIME : DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES AUX TECHNOLOGIES DE PÊCHE 71

INTRODUCTION

I – LES MIGRATIONS DES PÊCHEURS 71
I. 1 Des migrations très anciennes et diverses 71
I.1.1 Des migrations empreintes de passé 71
I. 1.2 Des migrations calquées sur les déplacements des bancs de poissons 73

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. 2 La diversité des fondements migratoires 75
I. 2.1 Des mobiles d'ordre mercantile et sociologique 75
I 2.2 L'accentuation des facteurs socio-économiques par des contraintes démographiques 80

II – LES FACTEURS TECHNIQUES 82

II. 1 L'état de la mer et accès aux ressources halieutiques 82
II. 1.1 Les houles du littoral sénégalais 82
II. 1.1.1 La houle du nord, nord-ouest 83
II. 1.1.2 La houle du sud, sud-ouest 83
II. 1.2 Les vagues ou mer de vent 84

II. 2 Les incidences des houles et des vagues sur l'effort de la pêche artisanale maritime 85
II. 2.1 Le rôle des embarcations : l'exemple de la pirogue 85
II. 2.2 Le nombre de sorties de pirogues comme instrument d'analyse de l'effort de pêche 87

II. 3 La motorisation des pirogues 89
II. 3.1 Les grandes étapes de la motorisation hors-bord 89
II. 3.1.1 Les débuts de la motorisation (1950 – 1971) 90
II. 3.1.1.1 Les progrès de l'équipement 90
II. 3.1.1.2 Le problème du financement de l'équipement 92
II. 3.1.1.3 La maintenance et le service après vente 93
II. 3.1.2 La deuxième étape de la motorisation (1972 – 1985) 93
II. 3.1.2.1 La première période (1972-1976) 94
II. 3.1.2.2 La deuxième période (1977-1985) : l'autogestion 95
II. 3.1.3 Le bilan de la motorisation 97
II. 3.1.3.1 L'évolution du nombre des unités motorisées de la pêche artisanale maritime 97
II. 3.1.3.2 Les conséquences économiques de la motorisation 99

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 3.1.3.3 L'impact technique de la motorisation 100
II. 3.2 La conservation des prises à bord 101

II. 4 Les engins et techniques de pêche 104
II. 4.1 Les pièges : de la tradition à l'innovation 105
II. 4.1.1 Les pièges traditionnels 105
II. 4.1.2 Les casiers à céphalopodes : une utilisation relativement récente 106
II. 4.2 Les lignes 107
II. 4.2.1 Les lignes de fond 107
II. 4.3 Les filets 111
II 4.3.1 Les filets passifs 111
II 4.3.1.1 Les filets dormants de fond 111
II 4.3.1.2 Les filets dormants de surface 113
II 4.3.1.3 Les filets fixes (filtrants) à crevette en Casamance 113
II. 4.3.2 Les filets actifs 116
II. 4.3.2.1 Les engins traditionnels 116
II. 4.3.2.1.1 Les éperviers 116
II. 4.3.2.1.2 Les sennes de plage 117
II. 4.3.2.2 Les filets actifs d'introduction récente 118
II. 4.3.2.2.1 Les filets maillants encerclants 118
II.4.3.2.2.2 Les sennes tournantes et coulissantes 119

CHAPITRE III :
UPWELLING ET ENRICHISSEMENT BIOLOGIQUE DES EAUX MARINES SENEGALAISES 124

INTRODUCTION

I – LE RÔLE DES FACTEURS HYDROCLIMATIQUES DANS L'ENRICHISSEMENT BIOLOGIQUE DES EAUX MARINES 124

I -1 FACTEURS METEOROLOGIQUES ET HYDRODYNAMIQUES 124

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. 1.1 Les centres d'action 124

I.1.2 Les facteurs hydrodynamiques : les courants marins 125

I.2 Les masses d'eau : structures et caractères 125

I. 2.1 La structure verticale des eaux 125

I.2.2 La situation thermo-haline 126

I. 2.3 La circulation en latitude des masses d'eau le long du littoral sénégalais 127

I.2.3.1 En saison chaude 127

I. 2.3.2 En saison froide 128

I.2.3.3 Les saisons de transition 128

II – UPWELLING ET ENRICHISSEMENT BIOLOGIQUE DES EAUX MARINES 129

II.1 Mécanisme et variabilité de l'upwelling 129

II. 1.1 Mécanisme de base 129

II. 1.2 Variabilité et diversité de l'upwelling 129

II. 1.2.1 Variabilité du vent 132

II. 1.2.2 Variabilité saisonnière et diversité côtière de l'upwelling 132

II. 2 Upwelling et enrichissement biologique des eaux marines 137

II. 2.1 Upwelling et production primaire 137

II.2.2 Evaluation et répartition des ressources halieutiques le long du littoral sénégalais 139

III – HYDROLOGIE CONTINENTALE ET EVOLUTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES : l'exemple du fleuve casamance 144

III. 1 La Casamance : présentation générale 144

III. 1.1 L'hydrographie 145

III. 1.1.1 La Casamance 145

III. 1.1.2 Le réseau tributaire 147

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

III. 2 Les incidences des facteurs physiques et anthropiques sur l'évolution des ressources halieutiques **148**

III. 2.1 Les facteurs physiques **148**

III.2.1.1 Une évolution climatique marquée par des déficits **149**

III. 2.1.2 L'hypersalinisation de l'estuaire et ses impacts sur les ressources halieutiques **150**

III. 2.2 Les facteurs anthropiques : le barrage de Guidel **154**

III. 2.2.1 Le fonctionnement du barrage **154**

III. 2.2.2 Les incidences de l'édification du barrage de Guidel sur l'évolution des ressources halieutiques **155**

Conclusion **156**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE I :

DES CONDITIONS MORPHOHYDROLOGIQUES FAVORABLES AUX ACTIVITES HALIEUTIQUES

INTRODUCTION

De 124 338 tonnes, le volume de poisson exporté par le Sénégal en 1999 a chuté à près de 88000 tonnes en 2000, soit une baisse de 29 %. Loin d'être un indicateur isolé, cette baisse révèle les tensions qui existent dans les pêcheries maritimes sénégalaises.

En dépit d'éléments apparents de crise, celles-ci sont menacées d'épuisement. Les signes avant-coureurs de cette évolution sont très clairs ; sur la base des données statistiques, le volume de poisson débarqué diminue. La baisse est nuancée selon les espèces. Les débarquements de poissons de haute valeur commerciale (soles, rougets, dorades, mérous ...) sont en baisse. Pour les nouvelles espèces en exploitation, certaines sont stables comme la seiche ou le poulpe, d'autres (le capitaine) connaissent déjà une dégradation.

La baisse se ressent directement dans les prises. Depuis 1994, en dépit de l'effort de pêche global, les débarquements sont restés presque stables. Il a été constaté en même temps une diminution de la taille des espèces capturées. En effet, la taille des poissons pêchés est un autre indicateur biologique de la surexploitation des ressources halieutiques[1]. S'il y a surexploitation les poissons pris sont plus petits, car les plus gros l'ont déjà été. La capture de poissons plus jeunes et de plus petite taille annonce toujours une réduction du rendement biologique pour les années à venir, car elle affaiblit les perspectives de reproduction des populations futures.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] De 150 kg/heure en 1991, les prises du mérou bronzé ont chuté à 10 kg/heure en 1998 (Le MATIN du 19 juillet 2001 page 9).

L'ampleur de la crise biologique marine au Sénégal renferme des éléments d'une controverse fort complexe. Les uns considèrent que l'évolution actuelle ne représente pas un danger réel pour l'équilibre des ressources halieutiques. Les autres y perçoivent une réelle menace, un cas d'urgence.

Quels que soient les facteurs évoqués pour expliquer cette crise (liberté traditionnelle d'accès à la mer et à la pêche, agressions des écosystèmes marins, surexploitation des ressources exportées, développement économique et accroissement de la demande, expansion des revendications nationales sur les territoires de pêche ...) les mesures à prendre s'avèrent difficiles car les décisions sont influencées par une diversité d'acteurs aux intérêts et aux comportements le plus souvent contradictoires : hommes politiques, groupes socioprofessionnels, consommateurs...

Un tel contexte, marqué par une mondialisation « techno marchande », soulève bien des interrogations quant aux dispositions à prendre.

Faut-il limiter l'effort de pêche par un gel des licences ou par une évaluation des redevances des navires sur la valeur des espèces débarquées et non sur les tonnes de jauge brute ? Faut-il institutionnaliser des licences pour les unités de pêche artisanale ? Faut-il davantage valoriser les ressources halieutiques avant leur exportation, interdire ou surtaxer l'exportation des espèces menacées ? Faut-il réduire l'exploitation des espèces démersales aux accords de pêche ?

Comment protéger les pêcheries (quotas de prises, règles de limitation d'accès à la pêche, repos biologique ...) et favoriser une pratique durable de l'activité ? Autrement dit, comment concilier dans un contexte de libéralisation de plus en plus forte, active et impérative, des objectifs commerciaux, environnementaux et socioéconomiques ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Nous n'avons pas la prétention de formuler, à travers cette problématique, des solutions alternatives pour résoudre la crise de la gestion des ressources halieutiques au Sénégal. Au delà des interrogations qu'elle soulève et des réflexions qu'elle suscite, nous envisageons simplement, en raison des travaux pertinents déjà réalisés sur cette question, d'évoquer, dans cette première partie, les éléments constitutifs de la richesse des eaux marines sénégalaises et procéder à l'analyse du processus de la remontée des eaux froides profondes d'une part, et à celle des stratégies (migrations, technologie de pêche, des pêcheurs artisans (qui assurent 70 % des débarquements) pour exploiter ces eaux marines, d'autre part.

Au préalable, il est nécessaire d'identifier les principaux secteurs côtiers du littoral sénégalais.

La mise en évidence des aspects les plus significatifs du processus d'enrichissement biologique des eaux marines contribuera, sans doute, à faire comprendre que la mer n'est pas un réservoir de ressources inépuisables, bien que celles-ci soient renouvelables.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I – ORIENTATION DU LITTORAL SENEGALAIS ET IDENTIFICATION DES PRINCIPAUX SECTEURS CÔTIERS

L'orientation du littoral sénégalais, associée aux directions dominantes des perturbations, contribue à identifier plusieurs secteurs côtiers depuis Saint-Louis, au nord, jusqu'au Cap Roxo, au sud (carte n°1). Nous présenterons brièvement ces espaces le long desquels se déploient de très nombreux centres de transformation artisanale. Ils constituent, par ailleurs, une des variables explicatives de l'extension (avancée de la mer avec ses effets sur l'évolution des zones côtières) des centres de production artisanale le long du littoral sénégalais.

I. 1 La Grande Côte : de Saint-Louis à Yoff

I.1.1 Un littoral sableux et rectiligne

Le bas plateau de marnes et de calcaires éocènes, situé au nord ouest du Sénégal, entre en contact avec l'océan, par une côte basse, sableuse et rectiligne.

Deux accidents rompent la « régularité » du littoral : au nord, l'estuaire du fleuve Sénégal, isolé de l'océan par un étroit cordon, et au sud, un léger décrochement au niveau de la fosse de Kayar, lié à un jeu de failles que prend en écharpe la base de la Presqu'île du Cap-Vert. Cette côte rectiligne s'achève à la hauteur de l'îlot de Yoff, amorce de la côte rocheuse. Dans le détail, des formes mineures (croissants de plage, microfalaise) accidentent la partie basse de la grève. Vers l'intérieur, des dunes vives fixées par reboisement ou ravivées, forment un cordon quasi continu de 100 m de large et de 20m à 30 m de hauteur. Ce cordon isole de l'océan une série de dépressions (niayes) souvent ennoyées par l'eau douce ou salée, entre lesquelles s'étendent des dunes rouges ogoliennes. (figure1)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. 1.2 Un littoral très ouvert sur l'océan

Son orientation et sa configuration exposent la côte septentrionale aux houles du Nord qui, par déferlement à proximité du rivage, provoquent la barre (une suite de rouleaux continus). Cette barre (la barre c'est aussi la zone de déferlement et d'accumulation sous-marine se formant au droit d'une embouchure) ne s'atténue qu'au dessus de la fosse de Kayar, où des fonds importants parviennent à proximité immédiate du rivage ; partout ailleurs elle gêne considérablement l'accès à la haute mer.

Les pirogues de pêche franchissent l'obstacle ; parfois, les pêcheurs laissent leurs plus grosses embarcations (pirogues de 18 à 20 m), chargées d'une senne tournante, au mouillage à quelques encablures au large ; mais les pirogues peuvent rompre leurs amarres et disparaître si, par gros temps, elles n'ont pas été hissées sur la grève.

La grande côte reçoit aussi de plein fouet les vagues engendrées par les alizés de secteur nord. Très creusées et très courtes, elles rendent la navigation malaisée et combinent leurs effets à ceux de la houle pour accentuer la barre. Ce secteur du rivage est par contre à l'abri des perturbations de sud / sud-ouest qui sévissent pendant l'été. Par exemple en 1982, « près de Kayar sur le site de port Sédar, les houles maxima se produisent en saison fraîche : 26 % des houles supérieures à 1, 75m de janvier à mars, contre 13,7 % de juin à août»[2].

I. 1.3 Un littoral très instable

L'analyse de l'évolution à long terme du tracé de la ligne de rivage, de même que l'observation de la dynamique actuelle attestent la grande instabilité du littoral septentrional.

La dérive littorale actuelle et l'obliquité des crêtes de vagues par rapport à la ligne de rivage, entretiennent un transfert massif de sable tout au long de la Grande Côte. Au nord de Kayar, par exemple, les volumes sableux charriés vers le sud varient entre 200 000

[2] LLERES, B. (1986) : La pêche piroguière maritime au Sénégal : son évolution, son introduction dans l'économie de marché. Thèse de Doctorat d'Université. Université de Bordeaux III. U.E.R de Géographie. p.106.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

et 450 000 m^3/an (BARUSSEAU J.P. 1980). Ces transferts modifient constamment le cordon littoral bordant l'estuaire du fleuve Sénégal et la passe donnant accès à l'océan. Le déplacement de la passe s'accompagne d'une grande mobilité des bancs sableux qui encombrent l'embouchure. (Langue de Barbarie)

Le littoral nord, le long duquel « abonde du poisson » une partie de l'année, se révèle assez impropre à l'installation des bases de pêche et de transformation artisanale. Les vagues engendrées par les alizés du nord et les houles fréquentes gênent la navigation, l'exercice des activités halieutiques et rendent périlleux le mouillage des pirogues au-delà de la barre. Très souvent, lors des « coups de mer », de nombreuses embarcations à l'ancre au large de Saint Louis dérivent dans les rouleaux. Beaucoup d'esquifs sont, par conséquent, hissés sur la plage faute de havre naturel ou artificiel suffisamment sûr. L'instabilité du littoral sableux rend problématique et coûteux la construction de la moindre infrastructure des activités de pêche (port, aires de séchage et magasins de stockage des produits transformés...).

Les contraintes du port de Saint Louis illustrent avec pertinence les difficultés auxquelles se heurtent les pouvoirs publics dans leur volonté d'aménager une base de pêche moderne le long de la Grande Côte. Ce port, construit par une entreprise polonaise, sur la rive droite de l'estuaire à 3 km environ de la ville, était destiné à développer les activités de pêche dans la région. Malgré l'importance des investissements, depuis son achèvement en 1980, il n'a pas été utilisé. En effet, si les infrastructures ont été complètes et fonctionnelles[3] , un obstacle de taille demeure : l'impossibilité d'accéder à la haute mer en raison de « l'instabilité de la passe, de sa faible profondeur et du danger que représente le franchissement à la barre au niveau de l'embouchure » (LLERES, B. op.cit. p. 111.)

ORSTOM - BIBLIOTHEQUE

[3] Le port de pêche de Saint Louis a été construit, à l'emplacement de l'ancienne hydrobase, par la Pologne, dans le cadre d'accords de pêche. Les infrastructures comprenaient un ouvrage d'accostage de 140 m de large, des terres-pleins de 38000 m2 sur lesquels ont été édifiés :

- une halle à marée de 780 m2 ;
- des magasins pour l'entreposage du matériel d'une superficie totale de 1064 m^2 ;
- un bâtiment pour les piroguiers de 263 m^2 ;
- un complexe frigorifique couvrant 3700 m^2 et comprenant 3 tunnels de congélation de 20 tonnes jour, des chambres de stockage de poisson d'une capacité de 900 tonnes, une salle de mareyage réfrigérée.

Le coût total de l'opération a été estimé à près de 500 millions de F CFA. L'usure du temps a eu raison sur les infrastructures.

Près de deux décennies après, les réserves formulées, en 1985, dans le Plan d'Action de la Pêche sénégalaise se sont avérées exactes. La viabilité des équipements ne peut être garantie que par une libre exploitation des richesses halieutiques des eaux mauritaniennes et par l'ouverture d'un chenal à travers la Langue de barbarie.

Dans le cadre de l'aménagement du fleuve Sénégal, il est prévu le percement de ce chenal au sud du port de pêche. En effet, le programme de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (O.M.V.S.) envisage d'édifier un port de commerce sur la rive gauche de l'estuaire en aval de Saint-Louis et relié à l'océan par un chenal dont la longueur oscillerait entre 130 et 210 m, la profondeur entre 12, 75 et 13, 75m. Le canal d'accès, après avoir traversé la Langue de Barbarie, se prolongerait en mer sur des centaines de mètres, à l'abri de brise-lames ; ceux-ci assureraient une protection contre les houles de nord et ralentiraient l'ensablement. L'ouverture de ce chenal est encore au stade de projet, faute de bailleurs de fonds : en 1985, le Plan d'Action de la Pêche sénégalaise, à la suite d'une étude canadienne, évaluait à 16 milliards de F CFA le coût de creusement et à 13 milliards de F CFA celui de la construction des brise-lames, soit globalement près de 10 % du budget de l'Etat en 1984. En revanche la presqu'île du Cap Vert joue un rôle d'abri.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. 2 - La Presqu'île du Cap Vert

I.2.1 Un littoral rocheux et découpé

Rocheuse et découpée, la presqu'île du Cap Vert forme l'accident principal du littoral sénégalais. Elle correspond à l'affleurement de roches sédimentaires (paléocène et éocène inférieur) surélevées par une tectonique cassante (horst) et à des épanchements volcaniques (Cap Manuel du miocène supérieur, Mamelles du quaternaire récent) liés à cette tectonique. Ces affleurements sédimentaires et volcaniques expliquent le paysage découpé et morcelé de cette partie du littoral où s'individualisent plusieurs secteurs :

- au nord, de Yoff à la Pointe des Almadies, la côte rocheuse, constituée de roches volcaniques (dolérite), est ourlée d'une plate-forme d'abrasion marine d'une cinquantaine de mètres de large, parsemée de blocs arrondis, recouverte par les marées hautes de vives eaux. Deux îlots, Yoff et Ngor, isolent de petites baies relativement abritées ; plusieurs écueils (chaussée des Almadies) rendent périlleuse la navigation côtière ;

- de la Pointe des Almadies au port de Dakar, s'allonge une côte à falaise dont la hauteur varie ; en fonction de la hauteur et du matériel concerné il est possible de distinguer trois grands types de falaises :

* les falaises élevées taillées dans un matériel volcanique résistant ; les falaises du Cap Manuel (41 m) et les falaises des Mamelles (50 à 57 m) en offrent les exemples les plus caractéristiques. Les falaises constituées dans les roches volcaniques résistantes correspondent à des avancées de la côte, à des petits caps...

* les falaises en général basses taillées dans des roches sédimentaires peu résistantes (sables infrabasaltiques, calcaires tendres), surmontées de coulées volcaniques ou d'une cuirasse ferrugineuse.

* les falaises basses taillées dans des cinérites ou dans des roches sédimentaires assez friables.

Par ailleurs, les espaces rocheux et les falaises taillées dans du matériel volcanique résistant et homogène (ankaratrite, dolérite) évoluent peu. Seuls les espaces constitués de roches tendres et friables (sables infrabasaltiques, tufs, calcaires et marnes) reculent sensiblement sous l'action des fortes houles et du ruissellement continental. Par exemple, à proximité des carrières de Fann, la mer sape la base sableuse de l'abrupt, et, lors des tempêtes, des pans entiers s'effondrent ; à ce propos le recul du pied de cette falaise a été évalué à 28 cm par an et celui du sommet à 38 cm. (SALL M. M, 1971)

I. 2.2 Le rôle d'abri de la Presqu'île du Cap Vert

La presqu'île forme un écran face aux vagues engendrées par les alizés de saison fraîche et atténue considérablement les houles de secteurs nord et nord-ouest. Les houles subissent une diffraction à proximité des avancées rocheuses et perdent de la hauteur ; seules les plus fortes (creux supérieurs à 3 m) atteignent le sud du Cap Manuel ; si leur hauteur est comprise entre 1 et 2 m, la mer reste calme aux alentours de Gorée et dans la baie de Hann.

Compte tenu de ses caractéristiques, la Presqu'île « offre plusieurs havres propices » à l'installation de centres de pêche et de transformation artisanale :

- sur la face nord, la petite crique protégée par l'îlot de Yoff offre un plan d'eau où des dizaines de pirogues peuvent demeurer à l'ancre par mer calme ; la baie de Ngor

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

constitue un plan d'eau plus vaste, mais les activités de pêche semblent peu compatibles avec le voisinage des complexes touristiques (Hotel Méridien) ;

- sur la face occidentale, seule l'Anse de Soumbédioune bénéficie d'un abri suffisant pour le mouillage des pirogues. Le port de Dakar occupe une grande partie de l'espace d'eau calme qui se déploie au sud de la Presqu'île. De part et d'autre des installations portuaires, l'Anse Bernard et la baie de Hann, qui « offrent des refuges sûrs » en saison fraîche, ont très tôt polarisés des communautés de pêcheurs et de transformation artisanale, comme en témoignent les nombreux villages lebu localisés au sud de la presqu'île : Mbao, Bargny, Sendou, Yenne.. prolongements naturels du littoral sud..

I. 3 Le littoral méridional

I. 3.1 La Petite Côte : de la baie de Hann à Joal

Le littoral Sud est baigné par des eaux plus calmes ; la Petite Côte est plus morcelée que les rivages septentrionaux. Des affleurements rocheux (tufs, grès ...)donnent naissance à des pointements isolant de petites anses largement ouvertes vers le sud (Rufisque, Saly Portudal, Mbour) et à quelques écueils à proximité immédiate du rivage.

Dans le détail, plusieurs types de profils peuvent être identifiés :

- au sud de la Presqu'île du Cap Vert près de Mbao et de Rufisque, la côte est basse et sableuse ; elle est bordée vers l'intérieur par un cordon formé de sable et de coquillages de 2 à 2,50 m de hauteur, de 10 à 50 m de largeur. Ce cordon isole des dépressions topographiquement peu marquées ;

- près du Cap des Biches à marée haute, la mer baigne le pied d'une micro-falaise de 1 à 1,50 m de hauteur, taillée dans des calcaires très friables ;

- plus au sud, les collines du massif de Ndiass donnent naissance à des pointements rocheux qui évoluent en falaises de plusieurs dizaines de mètres de hauteur. Citons, par exemple, le Cap de Naze près de Popenguine ;

- jusqu'à Joal, à nouveau, un rivage bas et sableux ; des affleurements rocheux émergent sous forme d'écueils, des cordons littoraux isolent de petits espaces lagunaires.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. 3.2 Le domaine des estuaires : de Joal au Cap Roxo

Le domaine des estuaires est en grande partie bordée par des zones déprimées correspondant à d'anciens golfes nouakchottiens, isolés de la mer par des cordons littoraux et partiellement comblés par la vase. Un chevelu de chenaux, peu profonds, s'insinue au travers de basses vasières actives (slikkes) où croissent des palétuviers (mangroves à rhizophora). Les zones plus élevées, anciennes vasières parfois recouvertes par l'eau (hivernage) forment des espaces au sol dénudé et très salé : ce sont les tannes (schorres) colonisés, par endroit, par une végétation herbacée. Au Sine Saloum, les vasières occupent des superficies importantes ; en revanche, en Casamance domine la mangrove qui se dégrade de plus en plus sous les effets des actions physiques et anthropiques.

Au sud de l'estuaire de la Casamance, la ligne de rivage présente une succession de larges anses dissymétriques séparées par de petits caps. Ce secteur du littoral est caractérisé par l'existence d'une falaise morte plus ou moins marquée topographiquement. De la mer vers l'intérieur se succèdent trois types de formes :

- une plage actuelle disparaissant au niveau des petits caps, parfois précédée d'écueils constitués par des lambeaux de cuirasse ferrugineuse, qui émergent à marée basse ;
- une plage soulevée, colonisée par une végétation psammophile et quelques palmiers ;
- une falaise morte, façonnée dans du sable argileux et quasi couverte par la végétation (roniers, lianes ...). Aux alentours du Cap Skirring, elle a conservé un aspect abrupt ; la dénivellation peut y varier entre 10 et 15 m.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I.3.3 Des eaux moins agitées et une instabilité moins importante que sur la Grande Côte.

Les rivages méridionaux, abrités des houles et des vagues de secteur nord sont exposés aux ondulations venues du sud et du sud-ouest ; la mer y est, en général, plus agitée pendant l'hivernage (juillet - septembre) qu'au cours de la saison fraîche. En 1981, par exemple, les houles d'une hauteur supérieur à 1, 75 m ne représentaient que 0,4 % du

total, alors que leur nombre dépasse les 18 % sur la côte nord[4]. Par ailleurs de juin à août de la même année, 12 % des houles avaient une hauteur supérieure à 1 m contre 0,4 % de janvier à mars. Cependant, les pêcheurs ne sont pas à l'abri d'accidents ou de dégâts causés par les perturbations : le mercredi 11 janvier 1995, 12 pêcheurs de Rufisque et de Hann ont péri en haute mer vers Sangomar (Annexe IA) ; à Mbour, les vagues ont causé, le lundi 1er Septembre 1997, des dégâts (pirogues, carburants, poissons emportés) estimés à des dizaines de millions de F CFA ; de même, au large de Cap Skirring, quatre pêcheurs de Yenn et leurs embarcations ont disparu le lundi 20 avril 1998. (Annexe IB).

Le littoral méridional n'est pas figé. Il est soumis à une évolution différente en fonction de la morphologie du secteur considéré : falaise, côte basse et sableuse, domaine des estuaires ou de la mangrove. Il en résulte de nombreuses contraintes sur l'extension des sites de transformation artisanale (aires et ateliers de séchage, fumeries).

Les secteurs bordés par des falaises subissent l'attaque de fortes houles et régressent sensiblement : le pied de la falaise du Cap des Biches recule de 14 à 15 cm en moyenne par an, celui du Cap de Naze (figure 2) de 7 cm (SALL, M.M. 1971).

Le long des plages, le cloisonnement par les pointements rocheux freine, dans une large mesure, les transferts sableux, moins importants que sur la Grande Côte. Les transports de sable vers le sud se situent entre 10000 et 25 000 m3 par an contre 200 à 450 000 m3 /an (BARUSSEAU, J.P., 1980). Ces transferts se traduisent par l'alternance d'engraissements et de démaigrissements des plages et par la modification du tracé des cordons littoraux. Le vent, la marée et la houle sont les principaux agents de l'alternance d'engraissements - démaigrissements. Les phénomènes de déflation qui en résultent constituent de sérieuses contraintes pour le développement de la transformation artisanale (route littorale emportée, abris, fumeries ou sécheries détruits...). Djifer, jadis important centre d'activités de pêche, en constitue un exemple pertinent et significatif.

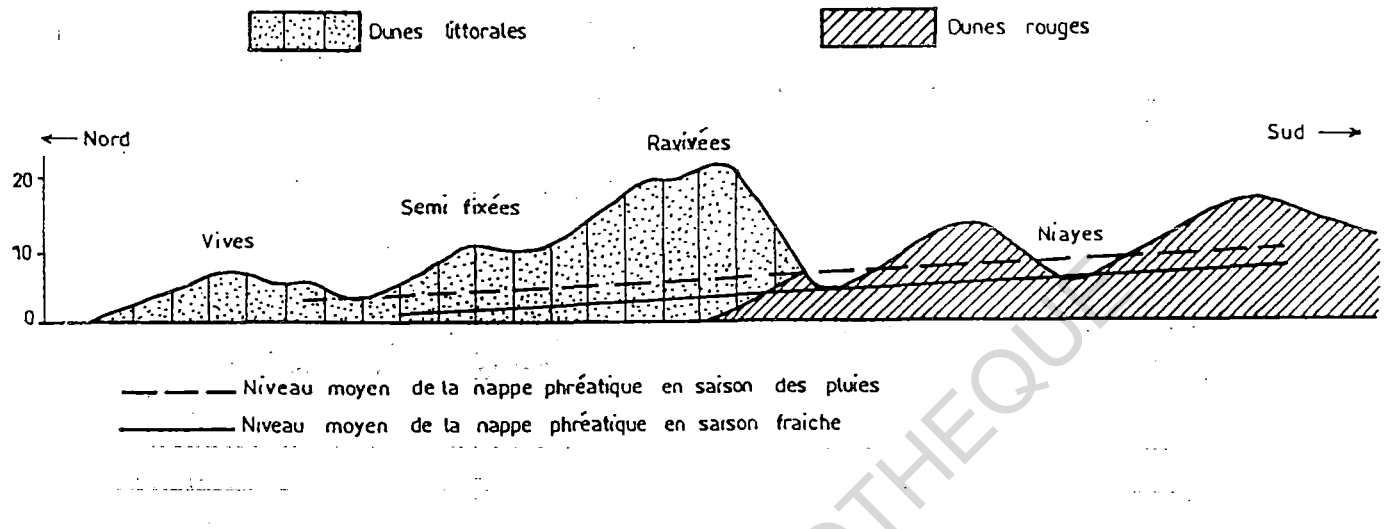
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[4] Pourcentages et statistiques établis à partir des mesures de houle effectuées en 1981 par la SOGREAH, pour le compte de la MIFERSO (Société des Mines de Fer du Sénégal Oriental), dans la perspective du choix d'un emplacement pour la construction d'un terminal minéralier. La hauteur des ondulations a été déterminée à l'aide de houlographes (sondeurs à ultra sons) fixés sur des fonds de 13 m à 3 km du rivage ; l'un sur le littoral nord (au large du site de Port Sédar au nord-est de Dakar), l'autre sur la Petite Côte (au large de Bargny).

Comme sur le littoral nord, les cordons littoraux subissent des transformations constantes de leur longueur, de leur largeur et de leur configuration. A l'arrière de ces cordons, dans les estuaires, les chenaux s'insinuant à travers les tannes et la mangrove ont tendance à se rétrécir sous l'effet de l'envasement. Malgré ces évolutions le littoral méridional présente moins de difficultés pour le développement des activités de pêche.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

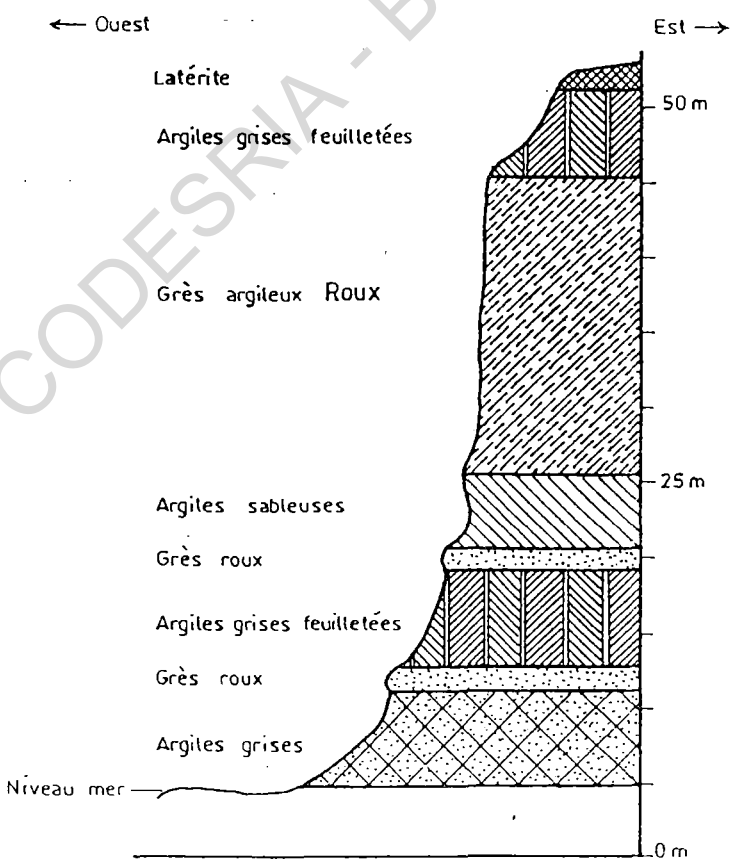
Fig. N°1 COUPE DU SYSTEME DUNAIRE SUR LA GRANDE COTE



Source : P. MICHEL, 1977

Fig. N°2

FALAISE DU CAP DE NAZE



Source : M. M. SALL 1971

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. 3.4 Le littoral sud présente moins de difficultés

Il pose moins de contraintes d'ordre physique ; il est plus favorable à une implantation des bases de pêche et de transformation artisanale[5]. Sur la Petite Côte, de petits plans d'eau isolés par des pointements permettent aux embarcations de demeurer à l'ancre tout au long de l'année. La construction d'abris « provisoires » mais adaptés bénéficie de conditions plus favorables que sur le littoral septentrional et profiterait de liaisons relativement faciles avec les centres de consommation. Néanmoins, la construction de digues de protection par « simple enrochement » se heurterait à la rareté de la pierre. Cependant, l'insuffisance et la mauvaise gestion des capitaux constituent les contraintes majeures à toute entreprise d'édifications d'infrastructures de pêche et de transformation artisanale (port de pêche, aires de séchage, magasin de stockage des produits transformés...).

En ce qui concerne les problèmes de gestion, par exemple, un contentieux a opposé en juin 1996, le ministre de la Pêche et des Transports maritimes et le maire de Rufisque à propos du quai de pêche de cette ville. Le Maire, après avoir rejeté la décision du ministre de le dessaisir de la présidence de gestion du quai de pêche au profit du projet d'appui à la Petite Côte (PAPEC) a saisi successivement le Président de la République et le Conseil d'Etat pour « une annulation de cette décision ».(annexes IIA et IIB) .

Quels qu'en soient les motifs (conflits d'ordre politique, mesures techniques et administratives) l'édification et la gestion des infrastructures liées aux activités de pêche est, très souvent, source de controverses. Les enjeux à caractère politique en constituent toujours la toile de fond compte tenu du poids des communautés de pêcheurs et des transformatrices de poisson dans le corps électoral, surtout dans la région de Dakar.

Dans le même ordre d'idées, c'est dans un contexte électoral (les élections régionales, municipales et rurales de novembre 1996) que le premier secrétaire du parti socialiste (P.S.) avait promis, le samedi 14 septembre 1996 dans le foyer Sainte Marie de Mbour, au Syndicat national des Pêcheurs artisanaux du Sénégal (SY.NA.P.A.S.) de

[5] Le tourisme (d'affaires et de loisirs) est un grand consommateur d'espaces, notamment littoraux ; A ce titre, il entretient des rapports souvent conflictuels avec la transformation artisanale (exemple de Mbour).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

s'investir personnellement pour satisfaire la revendication des pêcheurs (annexe III). Cette revendication déjà satisfaite concernait la construction d'un quai de pêche à Mbour en remplacement du débarcadère ; ce quai de deux kilomètres de long et de cinq cents mètres de large aurait coûté près deux milliards de francs CFA.

Les « rivières du Sud » offrent des havres intéressants (6 m de tirant d'eau à Djifer côté estuaire), cependant les bancs de sable instables, le caractère mouvant (instabilité, obstruction, déplacements ...) des passes rendent la navigation délicate au niveau des embouchures. Le long des bolons, les pirogues peuvent être hissées soit sur les berges, soit laissées au mouillage, attachées à un piquet fiché dans le fond vaseux ou sableux. Malgré ces atouts, de nombreux projets prévus dans le cadre des plans quadriennaux de développement, n'ont pas été réalisés ; il s'agit entre autres du port d'Elinkine destiné à accueillir 50 embarcations de petite pêche (5^{e} plan, 1977-1981), des ports de Nikine et de Kafountine (6^{e} plan 1981-1985) dans la région de Ziguinchor.

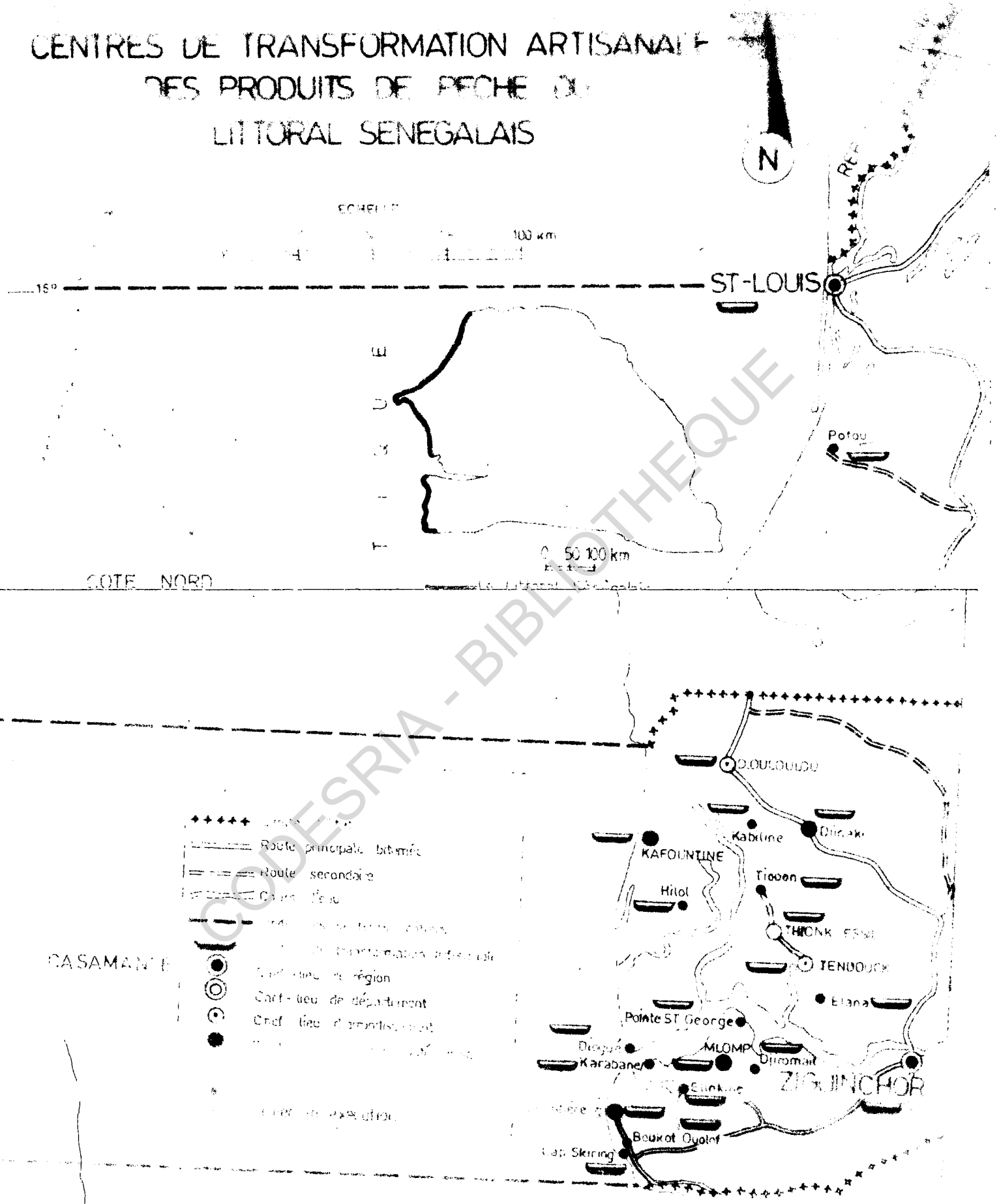
Les secteurs côtiers ainsi définis abritent de nombreux centres de transformation artisanale (carte 1), répartis dans plusieurs régions administratives : Dakar, Fatick, Louga, Saint-Louis, Thiès et Ziguinchor.

Selon le dernier recensement général de la population et de l'habitat, ces régions totalisaient en 1988, 4 488 492 habitants (65 % de la population totale) sur 48,6 % du territoire national. Une telle répartition géographique tournée vers l'atlantique, d'origine coloniale, ne manque pas d'engendrer des incidences diverses en matière d'aménagement du territoire (concentration des équipements socioéconomiques, politiques, culturels, ...) et de nombreux conflits entre les usagers à travers leurs activités.

Le long de ces grands secteurs côtiers se déploient des eaux marines qui recèlent une diversité de ressources halieutiques (Annexe IV) valorisées par des communautés à dominante féminine, grâce à des techniques antérieures ou récentes (séchage, salage, fumage), adaptées à la structure des prises dont la distribution dépend en partie de facteurs physiques.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CENTRES DE TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE PECHE DU LITTORAL SENEGALAIS



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II - RELIEF SOUS-MARIN, NATURE DES FONDS ET REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

II. 1 Le relief sous-marin

La largeur du plateau continental et les différences bathymétriques déterminent, en partie, l'abondance et la localisation de certaines espèces.

II. 1.1 Le plateau continental

La plate-forme continentale du Sénégal couvre un peu plus de 31 000 km^2 et place le pays en 6ème rang parmi les États riverains de l'Atlantique du Centre Est et du Golfe de Guinée (tableau 1).

Tableau 1 : Superficie du plateau continental de quelques pays de l' Afrique de l'Ouest et du Golfe de Guinée

Guinée Bissau	52 500 km^2	Sierra Léone	26 900 km^2
Rép. Guinée	39 500 km^2	Cameroun	25 000 km^2
Gabon	39 000 km^2	Ghana	21 700 km^2
Nigéria	37 000 km^2	Libéria	17 400 km^2
Mauritanie	32 300 km^2	Congo	16 000 km^2
Sénégal	31 000 km^2	Côte d'Ivoire	11 600 km^2

Source :LLERS B. 1986

Le plateau continental se limite à l'isobathe 200m (carte2) mais ses fonds se répartissent très inégalement entre le nord et le sud de la presqu'île du Cap-Vert. (Tableau 2). Il s'étale sur 50 km dans la région de Saint-Louis, 70 km au droit de la Pointe de Sangomar et entre 70 et 80 km au large de la Casamance.

En outre, il couvre environ 6600 km^2 au nord du littoral où la zone photique, couche où s'effectue la photosynthèse, occupe un volume de 170 km^3. Au sud, le plateau s'étend

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

sur 24 500 km² et permet à la zone photique d'occuper un volume de 550 km^3. Le sud du littoral dispose donc d'une superficie et d'un volume « utile » plus importants que le nord.

Tableau 2:Largeur du plateau continental sénégalais

Situation	Largeur du plateau continental en km
Au large de Saint-Louis	50
Au nord de Kayar	20
Entre Kayar et Dakar	15
A la pointe des Almadies	2
Au large de Joal	70
Au large du Saloum	100
Au large de la Casamance	70 à 80

Source :SALL M M, 1983

La pente du plateau continental est, dans l'ensemble, douce ; elle révèle, par endroits, la présence de replats et quelques rares fonds, lesquels avoisinent 1000 à 1200 mètres de profondeur sur la bordure externe.

Sur le plan de la structure, le plateau sous-marin apparaît comme un prolongement des assises continentales, les couches ployant légèrement au niveau du talus. L'accident majeur est la fosse sous-marine de Kayar dont la tête s'établit en bordure du littoral par des fonds de 15 à 20 m.

II. 1.2 La fosse de Kayar

Des liens ont été établis entre les mouvements latitudinaux et l'accident topographique de Kayar. DOMAIN F. (1980), CURY P. et WORMS J. (1982) estiment que ce canyon, domaine de prédilection des espèces de fond, constitue une barrière difficile à franchir pour les espèces d'eaux froides (venues du nord). Ainsi, quelques bancs de faibles densités de mérous adultes du littoral nord parviendraient à le franchir. Il existerait donc deux stocks :

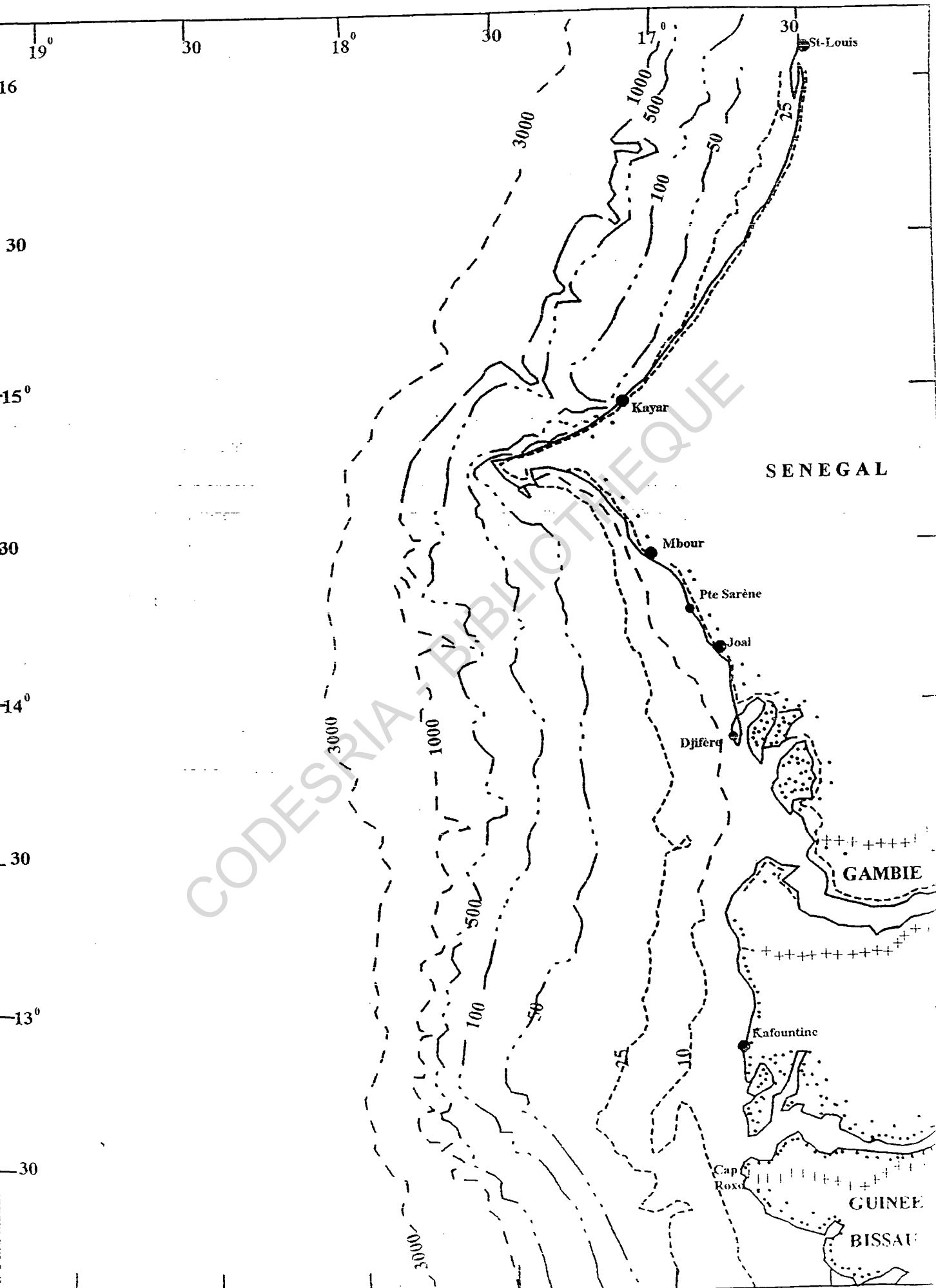
- le premier migrerait jusqu'au nord de la fosse,
- le second au sud de la presqu'île du Cap-Vert, effectuerait des migrations verticales le long du plateau continental.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

A cet obstacle topographique se greffe un obstacle d'ordre hydrologique lié à l'instabilité thermique de la partie nord de la presqu'île du Cap-Vert. Cependant, ce facteur thermique est atténué par des éléments d'ordre sédimentologique qui agissent sur la distribution des espèces.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Carte n° 2 : Données barthymétriques du plateau continental sénégalais



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Sources : RUFFMAN et al. 1977; Diop, E. S., 1990

DIOP O 2002

II. 2 Nature des fonds et répartition des espèces

L'aire de répartition de nombreuses espèces obéit principalement à la nature sédimentologique des fonds marins et de la profondeur.

II. 2.1 Les fonds (carte3)

Cette description sommaire doit être saisie comme un aspect de la distribution des ressources surtout les espèces démersales côtières (les espèces pélagiques et côtières, les sardinelles et les chinchars, migrent saisonnièrement).

II. 2.1.1 Les fonds rocheux

Ils forment des bancs discontinus et occupent, du nord au sud, de petites superficies :

– de Saint-Louis au canyon sous-marin de Kayar, de petits bancs parfois recouverts de sédiments s'allongent parallèlement à la côte sur des fonds de 15 à 20 m. Les versants de cette fosse sous-marine correspondent à des affleurements rocheux, de l'argile verte tapisse le fond ;

– des formations rocheuses liées à l'activité volcanique (fin du tertiaire, début du quaternaire) se déploient de part et d'autre du Cap-Vert ;

– au sud de la presqu'île s'étendent plusieurs zones rocheuses ; près de la côte entre Mbour et Joal s'allonge un banc correspondant à un affleurement de calcaires éocènes. Au large, des bancs, très allongés et formés de blocs soudés entre eux, occupent l'emplacement d'anciennes lignes de rivage datant de la fin du Wurm : ce sont des grès de plage ou « Beach rocks ».

Ailleurs, le substratum rocheux est partiellement ou entièrement recouvert par des dépôts meubles.

II. 2.1.2 Les fonds sableux

Ils s'étendent le long de la côte nord de la presqu'île du Cap-Vert et occupent de vastes espaces sur le plateau continental de la côte sud.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 2.1.3 Les fonds vaseux[6]

Il est possible de distinguer deux importantes zones vaseuses sur le plateau continental sénégalais. Elles correspondent au débouché des fleuves dans l'océan Atlantique :

- la première s'étend de part et d'autre de l'embouchure du fleuve Sénégal (16° 30 N) entre les isobathes 20m et 80 m (DOMAIN F., 1976). Elle est surtout alimentée par les particules en suspension transportées par le fleuve et régulées par des lâchés périodiques du barrage de Diama ;
- la seconde zone vaseuse s'étend à partir de l'embouchure de la Casamance et se prolonge jusqu'au large des îles Bissagos, entre les isobathes 25m et 50 m (DOMAIN F., 1976). Les origines de son alimentation sont controversées. Pour certains chercheurs (DOMAIN F. 1976, 1980), cette zone est alimentée par la Casamance et les nombreux cours d'eau, dont le Rio Cacheu, qui débouchent à la mer sur les côtes de la Guinée Bissau ; d'autres recherches (LLERES B. 1986) postulent que ce domaine ne reçoit plus de particules de la part de la Casamance.

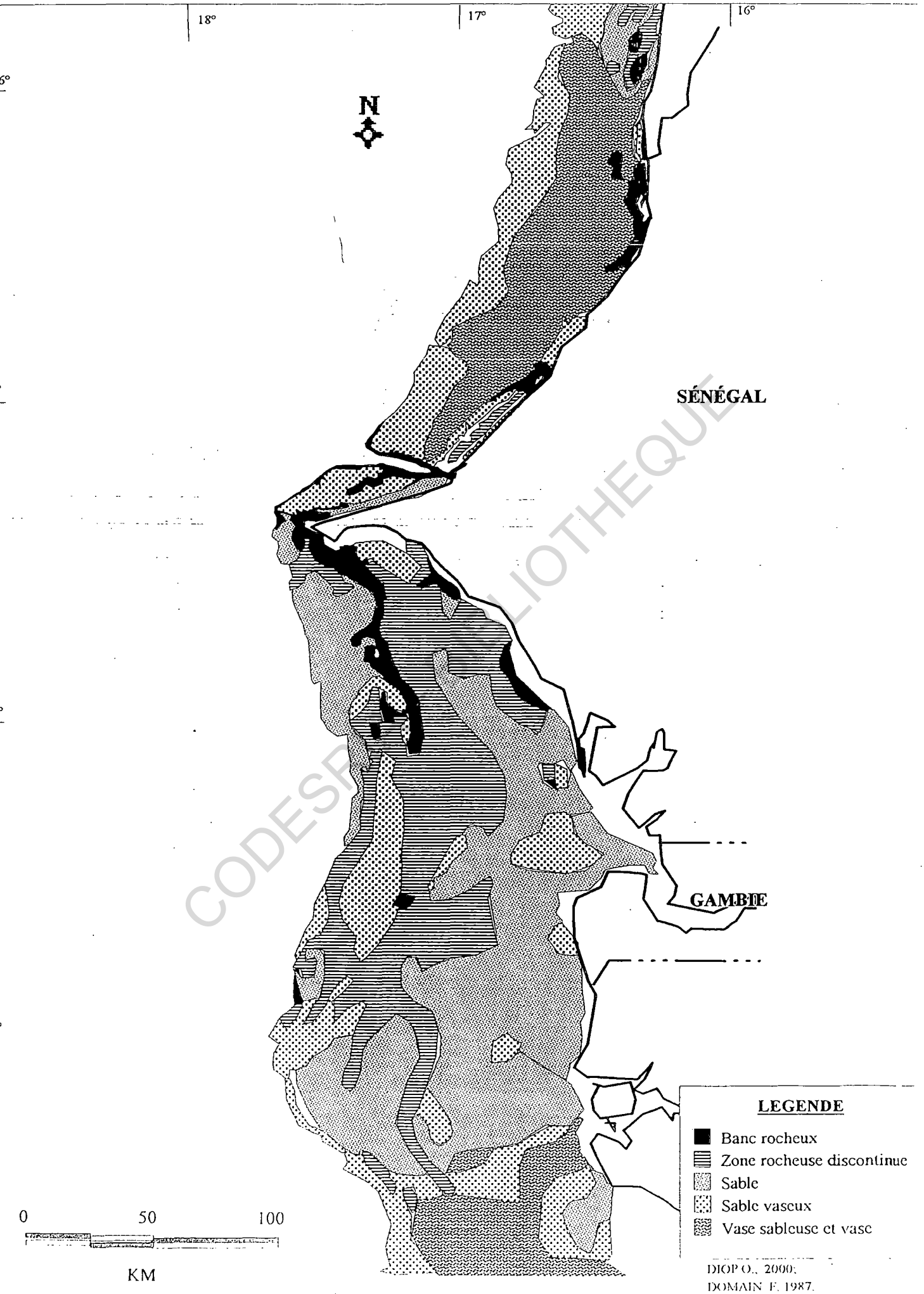
A propos de cette question, toute conclusion hâtive et définitive est à proscrire. Il faut mener d'autres recherches en raison des évolutions climatiques récentes à l'échelle de la planète (phénomène El Niño) et de la complexité des interactions entre les activités humaines, le climat et l'environnement.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[6] Pour une étude géomorphologique des vasières du littoral sénégalais, il existe de nombreux travaux dont certains font référence :

- DIOP E.S. 1980 : Vasières à mangrove, tannes et cordons sableux des îles du Saloum (Sénégal) : aspects sédimentologiques et minéralogiques. In Bull. IFAN, T. 42, Série A, n° 1, janvier, pp. 25-69.
- SALL M.M. 1983 : Dynamique et morphogénèse actuelle au Sénégal occidental. Thèse de Doctorat d'Etat ès Lettres, Université Louis Pasteur, 604 p.
- SOUMARE A. 1996 : Etude comparative de l'évolution géomorphologique des bas estuaires du Sénégal et du Saloum : approche par les données de terrain et la télédétection. Thèse de Doctorat de 3e cycle UCAD, 265 p

Carte n° 3 fonds marins du littoral sénégalais



DIOP O., 2000;
DOMAIN F, 1987.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 2.2 Nature des fonds et répartition des espèces : les ressources démersales

LONGHURST A. R. (1969), DOMAIN F. (1980) et CHABANE J. (1987) ont identifié trois communautés (carte 4) de ressources démersales réparties en fonction de la nature sédimentologique du fond marin et de la profondeur. Elles sont exploitées entre 0m et –150 m par les flottilles artisanales et industrielles et constituées de crustacés (crevette blanche, langouste, crabe ...), de céphalopodes (seiche, poulpe ...) et de poissons de fond (rouget, dorades, soles ...). Le schéma général de leur répartition et de leurs aires de distribution (SUN C. ,1975 ; THIAM M. ,1978 ; FRANQUEVILLE C. ,1983) est le suivant :

II. 2.2.1 La communauté à Scianidae

Il est possible de distinguer deux types d'espèces :

- des espèces très littorales, vivant au voisinage des embouchures et des cours d'eau telles que les carpes blanches (*pomadasys jubelini*) les machoirons (*Arius mercatorius, A. gambiensis* et *A. heudeloti*), le capitaine (*Pseudotolithus typus*) et les soles langues (*Cynoglossus senegalensis, C. monodi* et *C. browni*). Ce sont des espèces à faciès d'estuaire, abondantes en saison chaude sur les petits fonds (-20m). Leurs caractères eurytherme et euryhalin leur permettent de remonter saisonnièrement les estuaires ou les cours d'eau.

- des espèces à faciès mixte, adaptées aux conditions hydrologiques littorales, mais plus eurybathes que les précédentes. Le capitaine (*Pseudotolithus senegalensis*) et le musssolissi (*Vomer setapinnis*) sont les deux spécimen de ce faciès. La superficie concernée couvre 7500km^2 en Sénégambie et 25 300 km^2 en Guinée Bissau.

II. 2.2.2 La communauté à Sparidae

Elle se répartit en deux groupes :

- les espèces du faciès de fonds meubles (vase) peuvent évoluer au-delà de l'isobathe 150 m ; ce sont essentiellement la brotule (*Brotula barbata*) le saint-pierre et la seiche (*Sepia officinalis*) ;

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- les espèces de fonds durs, « inféodées » aux fonds rocheux continus ou discontinus, concernant le rouget (*Pseudupeneus prayensis*) le mérou bronzé (*Epinephelus aenus*), la dorade grise (*Plectorhynchus mediterraneum*), les dorades roses (*Dentex gibbosus, D. Canariensis*) etc. La superficie couverte par ces peuplements intermédiaires est plus importante en Sénégambie (13 000 km^2) qu'en Mauritanie (8000 km^2) ou en Guinée Bissau (6000 km^2).

II. 2.2.3. Les espèces profondes

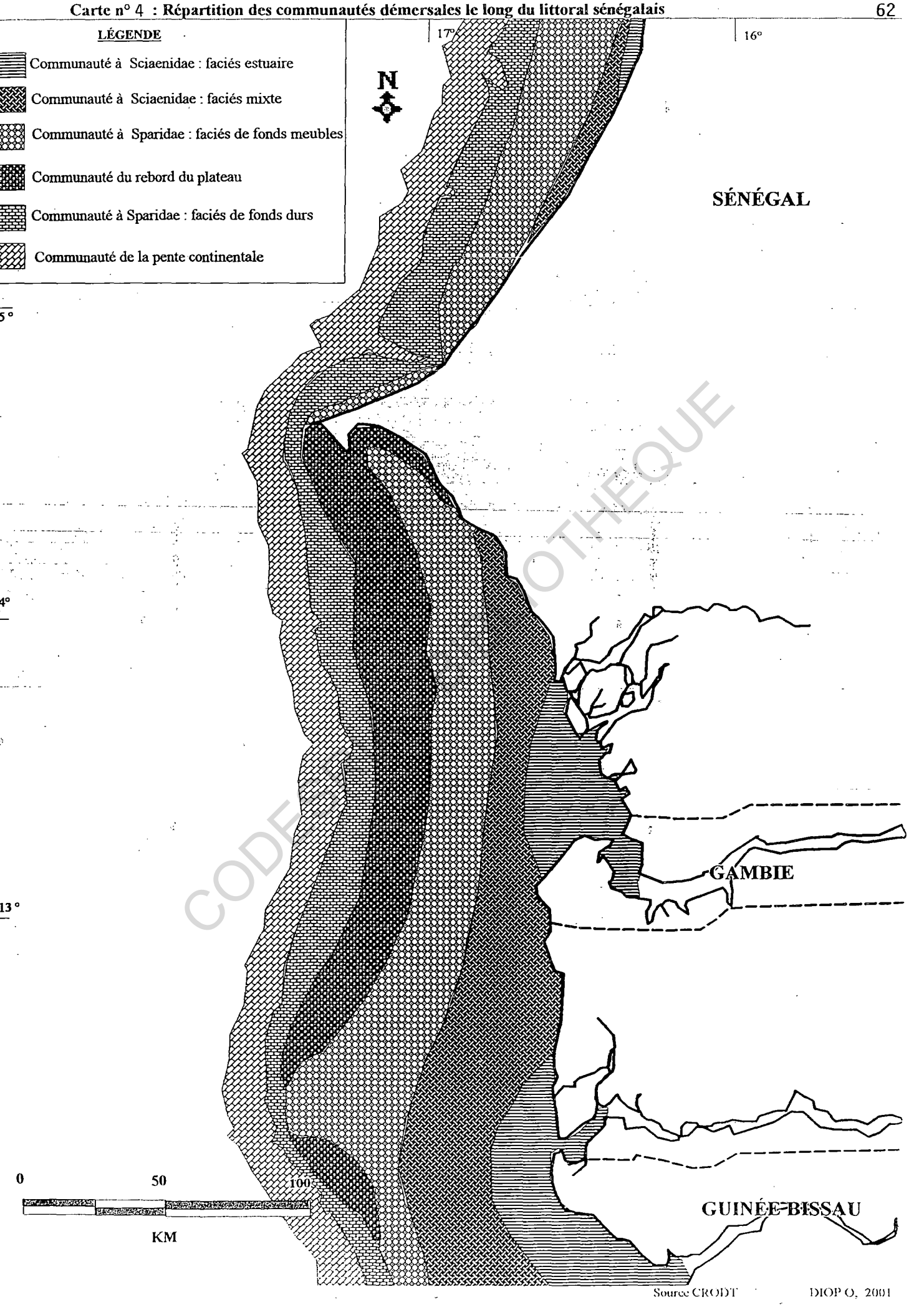
Elles regroupent les communautés du rebord du plateau continental (sédiments meubles à dominante vaseuse entre -100 et -200 m) et celles de la pente continentale (fonds durs) entre -200 et -100m. Les principales espèces de cette communauté, la sole langue (*Cynoglossus canariensis*) et la crevette blanche (*Penaeus notialis*) sont eurythermes et eurybathes ; leurs domaines de prédilection se situent entre la côte et l' isobathe - 100 m. Cependant des facteurs édaphiques (teneur du sédiment en particules fines et en matière organique) influencent l'interprétation de leur répartition. En ce qui concerne la crevette blanche, par exemple, son cycle vital passe par une phase lagunaire des juvéniles ; c'est pourquoi cette catégorie et les subadultes se retrouvent dans les estuaires du Saloum et de la Casamance où ils sont exploités par la pêche artisanale.

La répartition ainsi évoquée n'implique pas un cloisonnement des principales familles dans les strates bathymétriques définies. La plupart des juvéniles des différentes espèces se développent dans la frange littorale ; les fractions adultes peuvent avoir une répartition beaucoup plus large avec une distribution bathymétrique liée à l'âge ou à la taille des individus. Certaines espèces (les semi-pélagiques) sont difficiles à classer car elles peuvent évoluer tantôt en surface, tantôt en profondeur. (*Pomadasys jubelini, Trichiurus lepturus*).

Poissons, mollusques et crustacés tirent le meilleur parti des eaux marines en procédant par migration pour se nourrir ou se reproduire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Carte n° 4 : Répartition des communautés démersales le long du littoral sénégalais



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Source CRODT DIOP O, 2001

III- Les migrations des bancs de poissons le long du littoral sénégalais

En raison de la grande diversité des ressources halieutiques, il importe de choisir des exemples précis et significatifs de cycles migratoires d'espèces, objets de prises notables par la pêche artisanale d'une part, et qui présentent un intérêt commercial (matières premières) pour la transformation artisanale, d'autre part. CHAMPAGNAT C. et DOMAIN F. (1978) opposent les espèces d'eaux froides (espèces sahariennes) à celles d'eaux chaudes (espèces guinéennes).

III. 1 Les migrations des espèces à affinité saharienne

En période d'alizés, quand l'upwelling du littoral sénégalais se déclenche, les espèces à affinité saharienne localisées (août à octobre) dans les eaux mauritaniennes, entre 20° et 30° N, migrent vers le sud dès novembre pour se stabiliser entre 10° et 16° N en février-mars. A partir du mois d'avril s'amorce le retour vers le nord.

Avec des modalités légèrement différentes, les migrations du mérou bronzé (*Epinephelus aeneus*), du tassergal (*Pomatomus saltator*) et du chinchard noir (*Trachurus trachurus*) correspondent à ce schéma général.

III. 1.1 Le Mérou bronzé

Le Mérou bronzé est présent sur l'ensemble du plateau continental sénégalais (DOMAIN. F. 1980). Les concentrations les plus importantes, localisées au sud du Cap-vert, sont réparties le long de l'isobathe 50m, au niveau des bancs rocheux.

En 1982, CURY PH. et WORMS J., à la suite d'une étude sur l'espèce, ont décrit sa migration, (carte 5) avec des modalités suivantes :

- les individus adultes apparaissent à Saint-Louis à partir de novembre ; une fraction y demeure jusqu'en juin et une autre poursuit la migration vers le sud pour atteindre Kayar en décembre (un mois après leur transit à Saint-Louis). « **En fait ce schéma est simplifié**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

car une partie de la population de mérous adultes est sédentaire »[7] . En outre, l'arrivée des bancs de poissons à Kayar est étalée car ils ne nagent pas à la même vitesse.

En ce qui concerne les « populations adultes » migrantes CURY PH. et WORMS J. (1982) attestent l'existence de deux stocks avec des possibilités d'échanges dynamiques entre les individus localisés au nord et au sud de la presqu'île du Cap-Vert.

III. 1.2 Le tassergal

En 1978, CHAMPAGNAT, après avoir recapturé 323 individus (6 %) sur 5674 marqués[8] , a mis en évidence, à propos des adultes, l'apparition de vagues successives de tassergals constitués de cohortes d'âges différents dans les « pêcheries piroguières » de Saint-Louis et Kayar. Les premiers migrent au delà de la presqu'île du Cap-Vert (fin janvier). Ce sont les plus jeunes, de taille variant entre 30 et 45 cm. Les classes d'âges intermédiaires (45 à 75 cm) apparaissent en février, leurs migrations vers le sud s'achèvent en mars-avril entre Kayar et Saint-Louis.

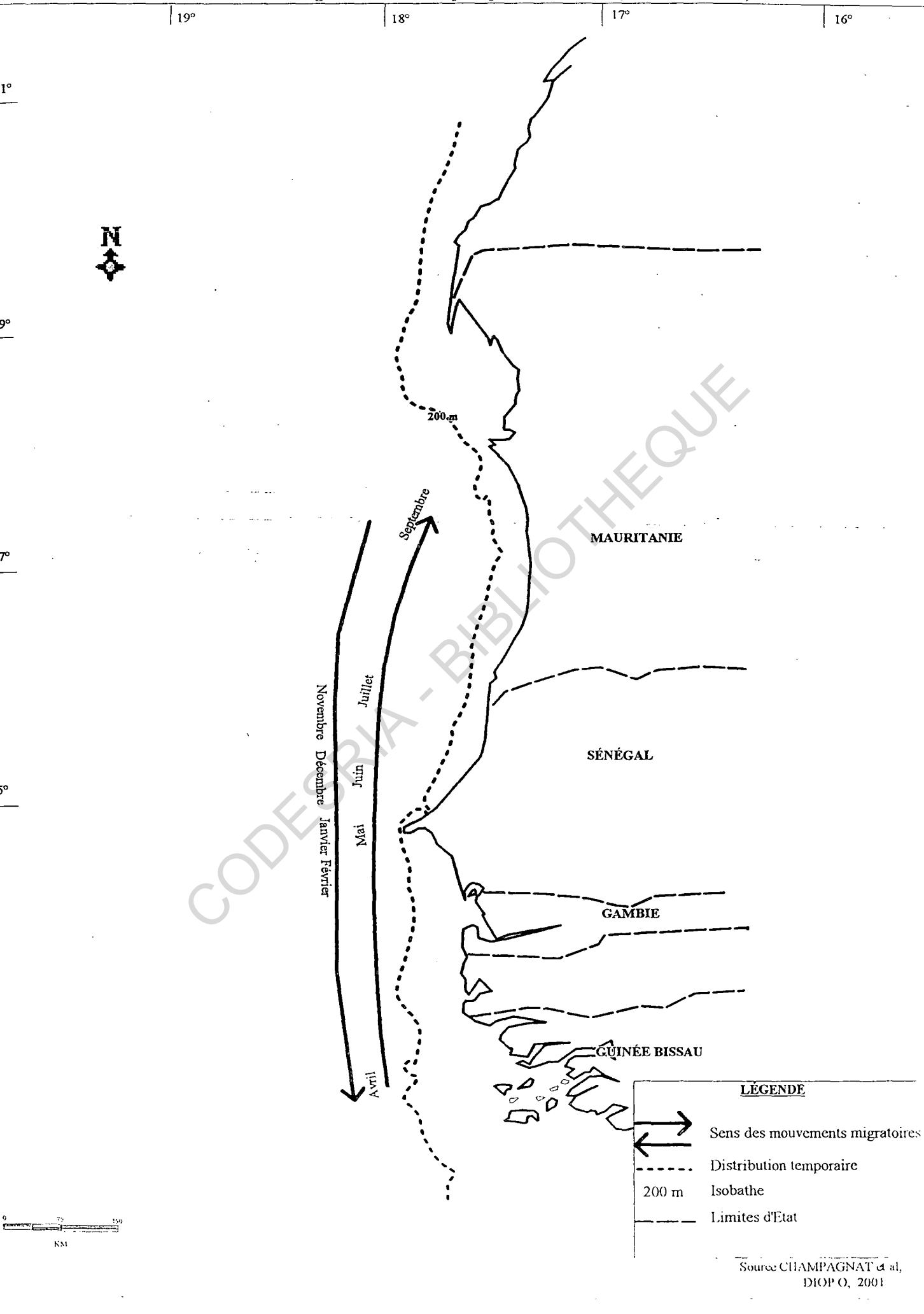
Les espèces de taille supérieure à 75 cm, présents au nord de Saint-Louis jusqu'en avril, apparaissent au nord de la fosse de Kayar pour une brève période, fin avril, début mai (carte 6). Les déplacements des « immatures » sont mal connus. Ils ne font pas l'objet d'une exploitation commerciale particulière et ont été, par conséquent, peu échantillonnés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[7] BARRY-GERARD M. 1994 « Migrations des poissons le long du littoral sénégalais » in *L'évaluation des ressources exploitables par la pêche artisanale sénégalaise. Symposium de Dakar du 08 au 13 février 1993.* Edition ORSTOM Tome II p. 230.

[8] Son objectif principal a été de vérifier l'existence de liens entre les poissons exploités par diverses pêcheries au large des littoraux mauritaniens et sénégambiens ou s'il s'agissait de stocks indépendants.

Carte n° 5 : Mouvements migratoires de l' Epinephelus aeneus (mérou bronzé)



Source CHAMPAGNAT et al, DIOP O, 2001

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

III. 1.3 Le chinchard noir

Selon OVERKO S.M. et MYLNIKO N.I. (1979) les migrations côte-large sont prépondérantes. En saison froide, les poissons sont localisés à la côte et en saison chaude, ils sont concentrés au large du plateau continental en profondeur. Cependant DOMAIN F. (1976) BOELY T. et al., (1978) avaient auparavant identifié des migrations de grandes amplitudes parallèles à la côte. En effet entre janvier et avril les poissons sont localisés entre Saint-Louis et Dakar, puis ils entament une migration vers le nord mauritanien pour atteindre 28° N en septembre-octobre ; dès novembre, les bancs migrent de nouveau vers le Sénégal. (carte 7)

III. 2 Les migrations des espèces des eaux chaudes s'opèrent en sens inverse

Les espèces d'affinités chaudes donnent lieu à des relevés de densités plus faibles que celles d'affinités froides et leurs migrations s'opèrent en sens inverse. En ce qui concerne, par exemple, les espèces côtières (la sardinelle plate, l'éthmalose...), les jeunes reproducteurs effectuent des déplacements saisonniers de faible amplitude à l'intérieur de leur nurserie notamment dans les estuaires du Sine Saloum, de la Gambie, de la Casamance et de la Guinée Bissau. Ces mouvements procèdent de l'exploitation de la production induite par l'upwelling en saison froide et celle liée à la décharge des cours d'eau en saison chaude.

III. 2.1 L'exemple de la sardinelle plate.

Un stock de cette espèce (il diffère du stock localisé au large des côtes de la Mauritanie) vit en permanence au dessus du plateau continental, au sud du Cap-Vert. « **Les bancs animés de mouvements rapides ne se déplacent jamais sur de grandes distances ; en saison fraîche (de janvier à avril) ils séjournent dans la partie méridionale du pays jusqu'à la frontière guinéenne ; pendant l'hivernage, ils migrent vers la latitude de Mbour et le Nord de la Petite Côte** »[9] (carte 8)

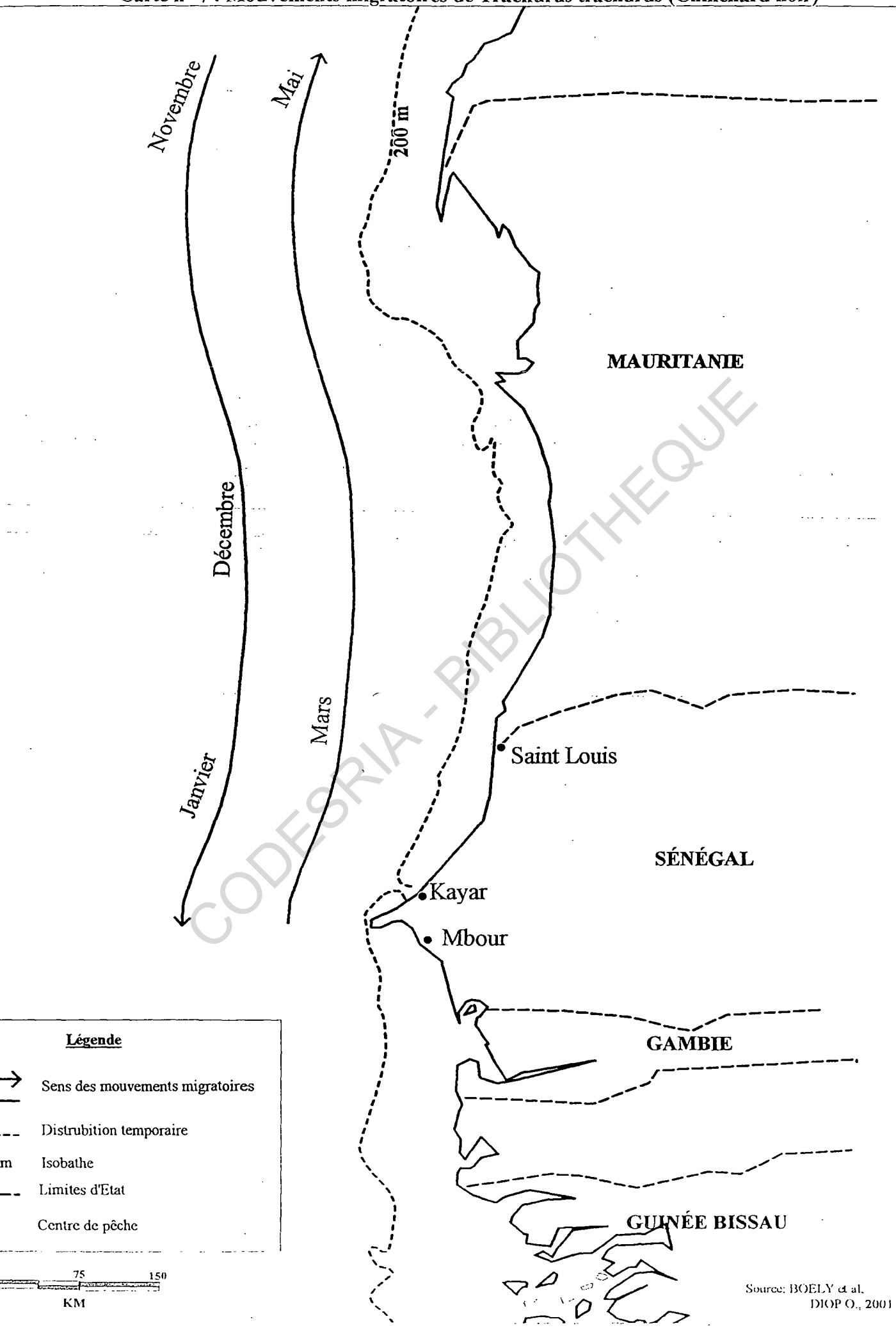
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[9] LLERES, B. op.cit. p. 25

Les migrations saisonnières des différents bancs de poissons révèlent non seulement une adaptation aux variations thermiques des eaux, mais elles permettent aussi aux diverses espèces de tirer le meilleur parti possible de l'enrichissement des couches supérieures de l'océan.

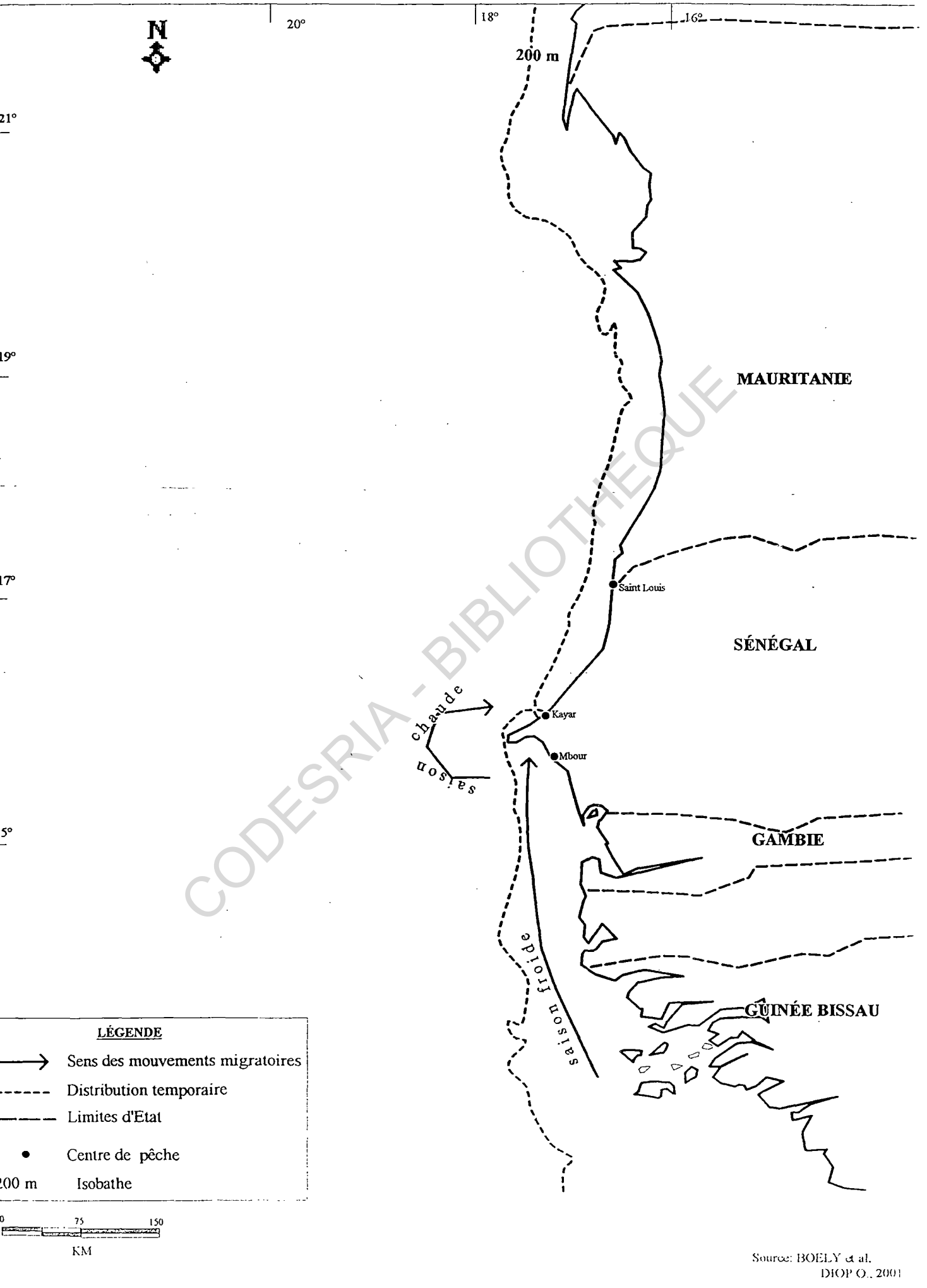
Pour exploiter les diverses ressources halieutiques des eaux marines sénégalaises, les pêcheurs artisans ont développé des stratégies qui associent mouvements migratoires et techniques de capture dont l'introduction de la senne tournante a été un tournant décisif dans l'accroissement des débarquements.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Carte n° 8 : Mouvements migratoires de Sardinella maderensis (Sardinelle plate)



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Source: BOELY et al.
DIOP O., 2001

CHAPITRE II :
LES STRATEGIES D'EXPLOITATION DE LA PÊCHE ARTISANALE MARITIME : DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES AUX TECHNIQUES DE PÊCHE.

Les stratégies d'exploitation des ressources halieutiques par la pêche artisanale maritime sont diverses, complexes et multidimensionnelles. Certaines sont fort anciennes et d'autres relativement récentes. Elles se combinent avec de puissants leviers économiques, socioculturels, démographiques... qui déterminent essentiellement leurs tendances évolutives , leurs mutations. Dans ce chapitre, les migrations de pêcheurs et les facteurs techniques constituent les principaux thèmes de notre réflexion.

I- LES MIGRATIONS DES PÊCHEURS

La mobilité des pêcheurs est une donnée de la civilisation des populations côtières. Elle fait partie de leur histoire et, malgré le rôle de plus en plus croissant des préoccupations mercantiles, apparaît avant tout comme une réponse aux migrations des bancs de poissons le long du littoral sénégalais. A ce titre, elle trouve sa place dans l'étude des stratégies de pêche.

I. 1 Des migrations très anciennes et diverses

I. 1.1 Des migrations empreintes de passé

Dans ses travaux, VAN CHI BONNARDEL R[10] . évoque le séjour temporaire de pirogues de Yoff sur le pourtour de la fosse de Kayar dès le milieu du XIX^{e} siècle[11] . Les migrations concernaient, dès le début du XX^{e} siècle, les pêcheurs de Saint-Louis (Guet Ndar), les Lebu du Cap Vert et les Niominka des îles du Saloum.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[10] VAN CHI BONNARDEL R. (1973) : chances et problèmes du futur complexe de pêche de Djifer. Rapp. DOPM, Dakar. 110p. Rapport Annexe : Migrations de pêcheurs sur l'ensemble du littoral sénégalais, motorisation, modalités, conséquences socio-économiques. Projet SEN : 73/09. Dakar, 19 p.

[11] Dans un article intitulé « La Mauritanie et les droits de pêche des Guet-Ndariens », paru dans le Quotidien Walfadjri n° 1805 du 20 mars 1998, à la page 10, Pathé DIAGNE linguiste révèle à travers les propos ci-dessous les dimensions historique et spatiale des migrations :

« Lorsque les geti mool mariniers et les maragin de Get-Ndar, du Delta, de Saint-Louis et Ndeer Geej, arment, malgré les arraisonnements et les meurtres dont ils sont victimes, pour aller pêcher dans et au-delà des eaux mauritaniennes, ils exercent un droit millénaire imprescriptible... ».

A propos de l'espace migratoire des pêcheurs guet-ndariens, il précise en ces termes : « c'est les mool geti mariniers... qui ont inventé tous les sites » cailloux ou (doj), caches (neeg) ou niches connues dans l'espace qu'envahissent aujourd'hui, le long de la côte mauritanienne, sahraoui, marocaine et sénégalaise les pêcheurs européens ou japonais.

Cependant, les statistiques disponibles, très partielles, ne permettent pas de retracer l'évolution de ces mouvements sur une longue période pour l'ensemble du littoral. Il s'agit de sources d'époques et nature différentes : les descriptions de GRUVEL A[12], les chiffres des archives de l'Inspection des pêches de Joal (dont certaines ont disparu des dossiers), des bulletins d'information et de documentation du service de l'élevage de Saint-Louis (IFAN) de la période de1949-1951. Pour Joal, par exemple, l'asphaltage de l'axe routier Mbour-Joal (1958), en facilitant la distribution de la production a joué un rôle déterminant dans l'afflux des pêcheurs migrants (tableau 3) vers ce centre, mais **« les déplacements atteignent une intensité avant même la diffusion massive des propulseurs hors-bord puisqu'en 1958, donc au tout début de la motorisation, 74 à 80% des embarcations « campagnardes » accueillies à Joal pendant la saison sèche... parvenaient jusqu'à ce village poussées par la force du vent »**[13] .

Tableau 3 : Evolution du nombre de pirogues migrantes à Joal entre 1950 et 1984

Années	Périodes	
	Janvier	Février
1950	43*	43*
1951	26*	26*
1958	299	233
1973	229	250
1981	235	251
1982	175	193
1983	172	217
1984	228	178

*** Moyenne décembre-avril**

Sources : Inspection des Pêches de Joal (secteur Mbour), (Bull. Inf. et doc. Service Elevage Saint-Louis (Août-Septembre 1951)

[12] GRUVEL A. 1908 : Les pêcheries des côtes du Sénégal et des rivières du sud. Paris. Challamel. 245p.

[13] LLERES B. op cit p. 220

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Très anciens sur le littoral sénégalais, les mouvements migratoires des pêcheurs ont progressivement été impulsés par une diversité de motifs relativement complexes. En plus des adaptations aux conditions biologiques, les plus anciennes et les plus importantes sans doute, l'intégration progressive de la pêche artisanale maritime dans l'économie de marché, combinée aux mobiles d'ordre socio-démographique, constituent les principaux éléments d'explication des migrations.

I. 1.2 Des migrations calquées sur les déplacements des bancs de poissons

Limités dans leur rayon d'action - la zone réservée à la pêche artisanale maritime s'étendait, avant les accords de pêche de mars 1997, sur 6 miles[14] - avec des moyens de conservation à bord à faible capacité, les pêcheurs rythment leurs migrations sur celles des bancs de poissons. Trois exemples permettent d'illustrer ces mécanismes.

En premier lieu, l'arrivée des Guet-Ndariens à Kayar, entre novembre et décembre, coïncide avec celle du mérou bronzé en provenance des côtes de la Mauritanie, en même temps que les masses d'eaux froides. La forte concentration de pirogues migrantes dans le centre de débarquement (tableau 4) correspond à la période au cours de laquelle, entre février et mai, les bancs de tassergals se stabilisent au-dessus de la fosse de Kayar ; en fin mai, faune marine et pêcheurs reprennent « de concert » leurs mouvements vers le nord : pêcheurs guet-ndariens et bancs de tassergals se retrouvent dans les mêmes eaux, au large de Saint-Louis en juin.

Ensuite, l'afflux des pirogues migrantes à Joal atteint son niveau le plus élevé entre février et mars : c'est la saison où les bandes de sardinelles rondes adultes (*Sardinella aurita*) atteignent l'espace le plus méridional dans leurs déplacements latitudinaux (tableau 5)

[14] Les pêcheurs artisans ont revendiqué et obtenu une extension de cette zone de 6 à 12 miles (1mile =1609m) à la suite des accords de pêche conclus le 26 mars 1997 entre le Sénégal et l'Union Européenne. Malgré une telle extension, les « espaces halieutiques » des pêcheurs migrants restent limités par les frontières maritimes des Etats héritiers du legs colonial. Il en résulte des problèmes de gestion dont certains aboutissent à des conflits entre pêcheurs et administration locale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 4: Évolution du nombre de pirogues migrantes à Kayar[15]

Mois / Années	1973	1976	1977	1981	1982	1983	1984
Janvier	283	188	11	*	241	393	390
Février	**380**	**418**	**215**	**379**	**415**	**270**	**519**
Mars	**397**	**473**	**188**	**515**	**480**	**417**	**550**
Avril	**369**	**433**	**191**	**395 (367)**	**433 (657)**	**433**	**484**
Mai	**226**	**465**	**186**	**384**	**390**	**496**	**255**
Juin	140	93	71	252	227	258	224
Juillet	96	96	67	167	127	150	272
Août	88	95	67	142	40	118	282
Septembre	104	97	70	137 (177)	171 (190)	131	135
Octobre	105	98	75	142	*	130	122
Novembre	131	50	81	154	116	175	139
Décembre	135	106	113	174	173	172	180

Source : Centre de pêche de Kayar * Pas de chiffre disponible.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Dans l'estuaire et les îles du Saloum, enfin, les Niominka s'installent au mois de décembre dans leurs campements proches de l'embouchure pour piéger les bancs d'éthmaloses d'origine océanique, (après un séjour hivernal), les poursuivent dans leurs remontées à travers les bolons et les capturent à partir de février dans leurs bases intérieures.

A ces motivations d'ordre biologique, se combinent des préoccupations d'ordre socio-démographique.

[15] Les chiffres ci-dessus provenant des services officiels des pêches ne coïncident pas pour 1981-1982 avec ceux du CRODT ; s'étalant sur une période assez longue, ils présentent cependant l'avantage de permettre des comparaisons dans le temps. Les chiffres du CRODT sont indiqués entre parenthèses.

Tableau 5 . Pirogues migrantes à Joal.

Mois	1981		1982		1983		1984	
	P.L	**P.M**	P.L	**P.M**	P.L	**P.M**	P.L	**P.M**
Janvier	130	**235**	130	**175**	152	**172**	*	**228**
Février	130	**251**	132	**193**	191	**217**	132	**178**
Mars	132	**280**	*	*	200	**199**	*	**220**
Avril	132	**185**	132	**144**	196	**158**	73	**191**
Mai	132	**131**	132	**121**	169	**64**	53	**158**
Juin	132	**85**	132	**101**	139	**19**	14	**75**
Juillet	130	**70**	132	**66**	139	**17**	22	**155**
Août	132	**81**	150	**112**	143	**108**	26	**187**
Septembre	132	**114**	117	**61**	143	**102**	*	**168**
Octobre	132	**116**	117	**40**	57	**104**	*	*
Novembre	132	**157**	154	**44**	72	**167**	*	**149**
Décembre	132	**180**	176	**107**	72	**173**	*	**206**

* Pas de chiffres disponibles

Source : Centre de Pêche – Joal

P.L : Pirogues locales

P.M : Pirogues migrantes

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. 2 La diversité des fondements migratoires.

I. 2.1 Les motivations mercantiles et sociologiques

L'écoulement de la production aux prix les plus rémunérateurs justifie, de plus en plus, la mobilité des pêcheurs. Par exemple, en 1993, l'abondance du poisson dans la baie de Hann, où la pollution a entraîné la raréfaction voire la disparition de plusieurs espèces, n'explique pas l'afflux des pirogues migrantes vers la rive sud de la région de Dakar. Ce centre récepteur et celui de Soumbédioune fondent leur puissance de polarisation sur le

voisinage immédiat du marché dakarois[16] . En effet, en 1993 la même sardinelle vendue à 75 francs CFA à Mbour ou à Joal, trouvait preneur à 175 francs sur la plage de Hann[17] . Cette tendance n' a guère baissé, elle a été plutôt accentuée par d'autres facteurs tels que la dévaluation du franc CFA en 1994, les enjeux des accords de pêche entre le Sénégal et l'Union Européenne, la baisse sélective des espèces débarquées et l'accroissement des besoins des populations urbaines et rurales..

Par ailleurs, plusieurs pêcheurs de la Presqu'île ont modifié le sens de leurs migrations; ceux de Yoff, par exemple, ont réduit l'ampleur et le rythme de leurs mouvements. Ils séjournaient sur la Petite Côte et en Gambie entre novembre et février; mais depuis l'édification, en 1992, d'un marché central de poisson à Dakar, ils pêchent toute l'année dans leur village. Car le marché dakarois offre des opportunités pour réaliser d'appréciables profits par rapport aux autres capitales régionales (Saint-Louis, Thiés, Kaolack, Louga etc...). La polarisation des flux migratoires par quelques centres de pêche, dans les îles du Saloum, participe du même mobile, celui d'écouler le poisson frais au près des mareyeurs qui se rendent dans les centres urbains (Kaolack, Fatick).

L'affranchissement des contraintes familiales, la recherche d'une autonomie et de profits individuels constituent d'autres motifs à caractère sociologique (ces motifs doivent être suivis et précisés) pour analyser l'évolution des dynamiques migratoires des pêcheurs.

En effet malgré le poids de l'organisation sociale communautaire, une propension vers l'entreprise individuelle, liée aux mutations sociales et économiques, se développe progressivement au sein des sociétés de pêcheurs. (annexeV)

En 1977 déjà, VAN CHI BONNARDEL R. notait, à propos des pêcheurs de Gandoun, «**la migration saisonnière individuelle hors des îles rend libre et autorise des gains que le travailleur n'est pas tenu de partager. C'est pourquoi tout jeune niominka émigre saisonnièrement loin de chez lui chaque fois qu' il le peut** »[18] .

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

16 Selon le recensement général de la population du Sénégal de 1988, la région de Dakar regroupait 22% de la population du Sénégal (1500549) sur 0,3% du territoire national (550 km^2). Son taux d'urbanisation est passé de 84% en 1976 à 96% en 1988(plus de 50% du pouvoir d' achat national). En 1996, les villes de Dakar, de Pikine, de Guédiawaye et de Rufisque totalisaient respectivement 806 374, 602 536, 361 158 et 151 501 habitants. (Source : Direction Nationale de la Statistique)

17 Enquêtes de terrain 1993/1994

18 VAN CHI BONNARDEL R. 1977: « Exemple de migrations multiformes intégrées: les migrations des niominka. » in Bull. IFAN, T. 39 p 859.

De tels motifs sont aujourd'hui évoqués sans ambiguïtés par des pêcheurs dont certains font campagne à bord de bateaux étrangers. LLERES B. a décrit cette pratique dans ses travaux :

«en 1983 un navire coréen et trois navires espagnols venaient ainsi enrôler des pêcheurs guet-ndariens. Une fois les pirogues hissées à bord, les cargos prennent le large pour une campagne dont la durée varie de quinze jours à deux mois, qui les emmènent vers des horizons divers : rarement, les rivages mauritaniens et sénégalais, le plus souvent des eaux plus lointaines, guinéennes ou sierra léonaises »[19] .

Cette forme de coopération «illicite» entre la pêche artisanale et industrielle n'a pas encore disparu puisqu'en 1992 KEBE M. et LE RESTE L. décrivaient les mêmes aspects mais avec plus de précisions :

«depuis quelques années on a noté le recrutement souvent clandestin de pêcheurs artisans par des bateaux-usines coréens et espagnols soit comme guides pour leur indiquer les lieux de pêche favorables soit en les embarquant avec leurs moyens de production pour la pêche au large des côtes sénégalaises ou dans les eaux relevant de la juridiction d'autres pays pour lesquels les bateaux possèdent une licence de pêche. Dans ce dernier cas, les pêcheurs artisans travaillent pour le compte du bateau et le produit est traité à bord pour une éventuelle exportation. Très souvent les délais sont très longs pour le règlement des «salaires» aux piroguiers puisqu'il ne se fait qu'après la vente du produit pêché de retour dans le pays d'origine. C'est là une source de conflits qui, non seulement porte préjudice aux pêcheurs, mais aussi réduit considérablement l'activité des pirogues et donc les débarquements de la pêche artisanale, d'où un manque à gagner pour les pêcheurs embarqués et pour la population locale privée en partie de poisson. On peut s'interroger sur le caractère licite ou non du recrutement de pêcheurs artisans avec tous leurs moyens de production à bord des bateaux industriels, la loi n'étant pas explicite en la matière »[20].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[19] LLERES B. Op cit p. 242

[20] KEBE M. et LE RESTE L. 1993 « Conflits liés au secteur des pêches sénégalaises » in *Gestion des ressources côtières et littorales du Sénégal. Acte de l'atelier de Gorée 27-29 juillet 1992.* UICN-ISRA-IFAN p. 385.

Les évènements de novembre 1998, liés aux "bateaux ramasseurs" (pêcheurs guet-ndariens arrêtés en Angola) révèlent la persistance de cette forme de migration aux intérêts controversés.(walfadjri n° 2002 lundi 16 novembre1998, p.3)

En quoi consiste réellement cette forme de «coopération» ?

C'est une «association» entre des bateaux congélateurs «étrangers» et une flottille de pirogues sénégalaises ; les bateaux disposent d'une autonomie de six mois en moyenne en mer, d'une grande capacité de stockage (500 tonnes environ) et transportent les pêcheurs, très souvent, hors des eaux territoriales sénégalaises. Les employeurs fournissent les appâts et le carburant, assurent le couvert et la nourriture; en contre partie, les pêcheurs leur force de travail, leur savoir faire et le matériel de capture. A la fin de la marée, les pêcheurs et leur équipement sont ramenés à domicile. Les paiements sont effectués, en général, dans la semaine qui suit le retour des pêcheurs, par l'intermédiaire chargé de leur recrutement.

Quelles sont les incidences de cette «coopération» ?

Elles sont diversement appréciées.

Les points de vue de quelques pêcheurs des quartiers de Guet-Ndar et de Goxumbaac permettent d'en identifier quelques aspects[21] .

Dans les domaines de l'emploi et des retombées financières, Mariguy FALL, 47 ans, pêcheur guet-ndarien précise :

«en moyenne 8 bateaux travaillent avec nous(...), 1200 pêcheurs travaillent à bord de 240 pirogues embarquées... En moyenne des revenus d'un peu plus de 1 milliard de FCFA sont injectés dans notre quartier par le biais de cette activité. »

En ce qui concerne la préservation des ressources halieutiques, l'expérience et la sécurité des pêcheurs en mer, Adama FALL, 39 ans, domicilié à Goxumbaac, rassure :

[21] M.P.T.M 1997 : La pêche et les transports maritimes au sommet de la vague. Soleil n° spécial. Hors série. P. 22.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

« nous avons les possibilités de profiter des ressources étrangères, un long séjour en mer grâce aux services offerts par le bateau... La sécurité est améliorée du fait de cette association entre bateau et pirogue, nos ressources propres sont préservées du fait d'une diminution de l'effort de pêche... ».

Cependant, Moussa DIOP, de Goxumbaac, qui ne partage pas les mêmes opinions que les autres pêcheurs rétorque :

« les inconvénients de cette activité sont majeurs. Les bateaux appartiennent exclusivement à des étrangers qui parfois se livrent à de véritables chantages à l'endroit des pêcheurs. Il y a un surnombre sur les bateaux avec des difficultés à gérer les conflits qui surgissent immanquablement. Il y a aussi l'éloignement des pêcheurs de leur base avec une coupure avec l'administration pendant toute la durée de la marée. La production est entièrement débarquée à l'étranger. Ce qui fait qu'il n'y a pas de valeur ajoutée locale ».

Ces arguments, tantôt convergents, tantôt controversés[22], posent aussi le problème de la pertinence des politiques de développement de la pêche artisanale maritime, politiques en partie suscitées, mais essentiellement financées de l'extérieur, parfois, sans une prise en compte suffisante des réalités locales. Les impératifs de trésorerie l'emportent très souvent.[23]

A propos des orientations économiques, l'analyse de l'histoire de la pêche artisanale maritime et des politiques de développement de la pêche au Sénégal, est révélatrice de certains effets pervers. CHAUVEAU J.P. et SAMBA A. nous en fournissent quelques exemples :

«En dépit de leurs échecs, la plupart des interventions de développement ont eu cependant des effets non recherchés imputables en grande partie aux capacités d'adaptation des pêcheurs. Ainsi les difficultés d'approvisionnement en engins et pièces de rechange a(sic) conduit les pêcheurs à tourner la difficulté de plusieurs

[22] Les évènements de novembre 1998, relatifs à l'arraisonnement en Angola de bateaux coréens dont l'équipage était constitué par des pêcheurs guet ndariens, révèlent les difficultés que soulève la question des bateaux ramasseurs surtout en matière de réglementation et de sécurité en raison de l'énormité des enjeux politiques et économiques. (annexes VIA et VIB)

[23] Après la signature des accords de pêche, le 26 mars 1997, entre le Sénégal et l'Union Européenne, la gestion de la contrepartie financière avait opposé le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan et celui de la Pêche et des Transports Maritimes. (annexes VIIA et VIIB)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

manières : en s'insérant davantage dans les filières d'équipement des pays limitrophes (Mauritanie, Gambie, dans une moindre mesure Guinée Bissau) ou en travaillant pour des « bateaux ramasseurs » évoluant en dehors des eaux sénégalaises (Mauritanie, Sierra Léone). Il s'agit dans ce dernier cas de chalutiers désormais basés à Las Palmas qui recrutent des pirogues à Saint-Louis et Joal et les amènent directement sur les lieux de pêche »[24].

En définitive, compte tenu de la diversité et de la complexité des effets qui peuvent découler de telles formes de « coopération », tous les acteurs concernés, en rapport avec les pouvoirs publics, doivent concevoir un cadre juridique (sous la forme de contrat, par exemple) opérationnel susceptible de garantir un bon déroulement des opérations. Dans cette perspective, un renforcement des mesure de sécurité des pêcheurs migrants a été entrepris par le ministère de la pêche et des transports maritimes ; une série de mesures[25] destinées à contrôler davantage les « bateaux ramasseurs » ont été prises le jeudi 11 février 1999.

II. 2.2 L'accentuation des facteurs socio-économiques par des contraintes démographiques

Les facteurs sociologiques n'expliquent pas tout. Ils se combinent avec de puissants mobiles d'ordre démographique pour justifier l'ampleur des migrations, surtout saint-louisiennes. Par exemple, la langue de Barbarie, une flèche littorale de direction Nord-Sud, longue de 25 km environ et large de 200m à 500 m (SALL M.M. 1983), n'est plus en mesure d'accueillir ses milliers de pêcheurs répartis, principalement, entre les sites de Guet Ndar et de Goxumbaac (annexe VIII). Les phénomènes de surpeuplement observés dans ces quartiers constituent de réels motifs d'émigrations saisonnières (8 à 9 mois d'absence) des pêcheurs accompagnés des membres de leurs familles (les femmes et les enfants

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[24] CHAUVEAU J.P et SAMBA A 1998 : Un développement sans développeurs ? Historique de la pêche artisanale maritime et des politiques de développement de la pêche au Sénégal. P. 31.

[25] Ces mesures portent sur le respect strict des zones de pêche, la limite du nombre de pirogues devant embarquer dans un bateau, la présence dans le navire d'un infirmier et d'un observateur, l'édition d'un journal de bord (qui est présenté à l'observateur), la fixation de l'âge du pêcheur à 15 ans au moins, la souscription de police d'assurance pour tout l'équipage, la présence à Dakar d'un co-signataire de l'armateur, etc. Ces mesures font suite aux incidents survenus aux mois d'octobre et de novembre 1998 en Angola où 539 pêcheurs sénégalais avaient été arrêtés et leurs équipements saisis. (Voir Le SOLEIL 8610 du vendredi 12/2/1999 page 5.) Cependant selon SUD QUOTIDIEN n° 1756 du Vendredi 12/2/1999 à la page 11 « l'âge requis d'un pêcheur pour être embarqué dans ces navires est de 18 ans au lieu de 15 ans ».

s'adonnent à la transformation artisanale du poisson). En 1995, sur les 20 765 pêcheurs du littoral nord (Grande Côte), les 15 000 (72%) étaient originaires de Saint-Louis.
Le tableau 6 fournit l'évolution et la répartition du nombre de pêcheurs de cette portion du littoral.

Tabl. 6 : Evolution et répartition du nombre des pêcheurs le long du littoral nord. (1991-1995).

Régions \ Années)	1991	1992	1993	1994	1995
Thiès Nord	5114	5895	5865	5313	5453
Louga	-	236	244	316	312
St Louis	13500	14000	14200	14200	15000
Total	18614	20131	20309	19829	20765

Source : MPTM-JICA. Etude sur le programme de développement dans la zone de pêche Nord en République du Sénégal.Projet de rapport définitif. Septembre 1997. P. 85

Par ailleurs, selon les prévisions de l'Etude sur le programme de développement dans la zone de pêche Nord en République du Sénégal (MPTM, septembre 1997), le nombre de pêcheurs de Saint-Louis atteindrait le chiffre de 23 000 en 2015. Une telle concentration, sur un espace aussi limité, accentuera les problèmes d'aménagement de cette flèche littorale. Il importe d'amorcer une réflexion et proposer des alternatives crédibles, d'autant plus que le sud de la flèche littorale est, depuis la « crise casamançaise », envahie par de nombreux hôtels.

Les migrations de pêcheurs sont très significatives. Elles révèlent la souplesse et la capacité d'adaptation de ses acteurs. Cependant, les situations instantanées, résultats des recensements bi-annuels (avril et septembre) effectués par le CRODT depuis 1981, ne permettent pas de saisir toute l'ampleur et toute la complexité de ces pérégrinations[26] .

[26] La variable « potentialité des ressources halieutiques » n'est presque pas prise en compte dans l'étude des fondements migratoires. Or ce facteur constitue un levier tout aussi puissant que les saisons hydrologiques dans l'analyse des migrations. Sans présager de l'influence des ressources halieutiques dans le développement de la transformation artisanale, notons, toutefois, que leur appropriation a de tout temps donné lieu à des affrontements entre groupes socioprofessionnels (annexe IX). La mort de Sidaty Dièye, pêcheur saint-louisien, le 17 novembre 1997, tué par des gardes-côtes mauritaniens en est une illustration pertinente. Cet incident, dont la presse sénégalaise, le MATIN n° 261, p.2 et l'AURORE n° 1703, p.3, et 1704, p. 3 s'est fait l'écho, est survenu à la frontière sénégalo-mauritanienne, au large de l'île de Sal-Sal. L'appropriation de la ressource a provoqué d'autres incidents de nature différente -saisie et confiscation de matériels de pêche - à la même frontière (annexe XA et XB)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'espace migratoire des pêcheurs est un continuum d'échelles régionale, nationale et transnationale, reliées entre elles ; c'est un espace à géométrie variable car les migrants « fluctuent » au sein d'un champ de transit multipolaire : pôles émetteurs, pôles de transit et pôles récepteurs. Les mouvements qui en résultent (grandes migrations, petites migrations) sont associés à des conditions diverses pour accéder aux ressources halieutiques. A ce propos, les conditions techniques jouent un grand rôle.

II - LES FACTEURS TECHNIQUES

L'exploitation des diverses ressources halieutiques obéit à plusieurs facteurs d'ordre physique, humain, technique, économique, etc. Ceux-ci varient aussi bien en fonction du temps qu'en fonction de l'espace. De ce point de vue, les conditions d'ordre hydrodynamique exercent une influence notoire sur l'effort de pêche. L'analyse des sorties de pirogues, en rapport avec les vagues et les houles, permet d'en identifier quelques aspects.

II. 1 L'état de la mer et accès aux ressources halieutiques

Les principaux facteurs océanographiques dont les incidences sur les conditions d'accès aux diverses ressources halieutiques restent attestées sont les houles et les vagues ; ce sont des perturbations qui diffèrent essentiellement en fonction de leur origine. Le tableau 7 permet d'identifier quelques unes de leurs caractéristiques.

II. 1.1 Les houles du littoral sénégalais

Ce type de perturbations est lié **« à l'activité de centres météorologiques perturbés généralement lointains : elles représentent la composante filtrée et régularisée de la mer de vent et, de ce fait, offrent des longueurs d'onde et des périodes plus constantes ; les hauteurs sont toutefois moins uniformes et les différentes ondulations de la houle, caractérisées par des hauteurs alternativement croissantes et décroissantes, se succèdent en trains de vagues ».**[27]

[27] BARUSSEAU J.P, DESCAMPS C., DIOUF B., KANE A. et SAOS J.L (1993) « Processus hydro et morpho-sédimentaires et stabilité de la façade du delta ». In *L'après-barrages dans la vallée du Sénégal.*

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le régime océanographique du littoral sénégalais (TRICART J. et CAILLEUX A. 1965 ; SALL M.M. 1983) est marqué par des houles fortes et constantes, caractéristiques spécifiques aux côtes des latitudes intertropicales. Ce sont des perturbations qui appartiennent à la famille des « houles longues » : il s'agit des houles du N-NW et du S-SW, avec des longueurs d'ondes de 300 m, une période de 14 s et une célérité de 12 m (MASSE J.P. 1968 ; DIALLO S. 1982 ; DIOP E.S. 1990).

II. 1.1.1 La houle du nord, nord-ouest

La houle du nord-ouest, d'origine boréale, se manifeste toute l'année (tableau 7). « **Ceci est attesté par les dépouillements effectués par M. SALL (1983) à partir de 441 houles où celles du SW ne représentent que 2 % des observations** »[28] . Pendant l'hiver, dans l'hémisphère nord, l'amplitude de la houle est plus forte que pendant le reste de l'année ; ses valeurs moyennes oscillent entre 1 m et 1,60 m, et sa vitesse de propagation, 22 m/s, lui permet d'atteindre la côte sous la forme « de train d'onde » de grande longueur (entre 190 et 350 m en moyenne) avec des périodes comprises entre 11 et 15 s. Cette houle, expression de vents violents de l'Atlantique nord, est associée aux pulsations d'air froid des anticyclones mobiles polaires qui renforcent sa puissance et accroissent sa vitesse. L'existence de basse pression dans l'Atlantique nord induit parfois de violentes tempêtes. Des coups de mer dévastateurs se sont produits, par exemple, en février 1985, en juillet 1993 entre le 1er et le 7 janvier 1999. (annexes XIA, XIB et XIC).

II. 1.1.2 La houle de secteur sud / sud-ouest

Ce type de houle moins fréquent que celui du secteur nord, se manifeste surtout en été (tableau 7). Elle engendre des creux moins profonds (hauteur moyenne 1,20 m, hauteur maximum 2 m). La période moyenne de 6 s correspond à une longueur d'onde de 56 m. Elle prend naissance dans l'hémisphère sud (36ème - 40^{e} parallèles). L'action des houles se combine à celle des mers de vent aux caractères plus irréguliers.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Modifications hydro-dynamiques et sédimentologiques - Conséquences sur le milieu et les aménagements hydro-agricoles.Résultats des travaux du Projet CAMPUS, 1989-1992. Collection M.C.D, P.U.P. p.85.

[28] SOUMARE A. 1996 : Étude comparative de l'évolution géomorphologique des bas-estuaires du Sénégal et du Saloum : Approche par les données de terrain et de la télédétection. Doctorat de 3^{e} cycle. Département de Géographie. Faculté Lettres et Sciences Humaines. UCAD . p. 52.

Tab. 7 : Caractéristiques des types de houles et des types de vagues au larges des côtes sénégalaises

	Houles de secteur nord *	Houles de secteur Sud/Sud-ouest * *	Mer de vent (Vagues) Secteur nord *	Mer de vent (Vagues) Secteur Sud/sud-ouest * *
Saison Fréquence	Eté de mai à octobre 81 100 % des houles	Eté de mai à octobre 81 17 % des houles	Hiver de janvier à mars 81 100 % des vagues	Eté de mai à octobre 81 25 % des vagues
Hauteur moyenne	2 m	1,2 m	1, 12 m	0, 64 m
Hauteur maximum	4, 5 m	2 m	3, 5 m	1, 5 m
Période moyenne	7 à 8 s.	6 s.	2, 7s.	2, 4 s.
Période maximum	21 s.	10 s.	6 s.	8 s.
Longueur d'onde	76 à 100 m	56 m	11 m	9 m

* Moyennes établies sur les mois de janvier, février, mars 1981.

* * Moyennes établies sur la période mai-octobre.

Source : SOGREAH

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 1.2 Les vagues ou mer de vent

«Les vagues sont engendrées localement par les vents soufflant sur la surface de la mer (« mer de vent ») ; elles ont un caractère irrégulier tant en période qu'en hauteur »[29] . La presque totalité des vagues qui agitent les eaux sénégalaises, résultent de l'impulsion des alizés de secteur nord soufflant en saison froide. Il existe des relations entre

[29] BARUSSEAU J.P. et al. op.cit 1993, p. 85.

l'intensité du vent et la hauteur des vagues, mais la direction du flux ne semble pas déterminante. LLERES B.(op.cit. p. 101) en a identifié quelques unes (tableau 8).

Tableau 8 : Vitesses de vent et hauteurs des vagues

Vitesse de vent	hauteur des vagues
3 à 6 m/s	0, 5 à 1 m
6,5 à 8, 5 m/s	1 à 1, 50 m
9 à 12 m/s	1,50 à 2 m
12, 5 à 14 m/s	2 à 2,5 m
16 m/s	3,50 m

Source :LLERES B., 1986

Par ailleurs, en été, la mer de vent peut être impulsée par les flux du sud ou du Sud-ouest. De mai à octobre 1981, par exemple, les vagues engendrées par des vents de secteur sud représentaient 25 % de l'ensemble. Moins hautes que celles de l'alizé du nord, avec une hauteur moyenne de 0, 64 m, une hauteur maximum de 1, 50 m, elles présentaient une période moyenne de 2, 4 s et une longueur d'onde de 9 m (tableau 7).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 2 Les incidences des houles et des vagues sur l'effort de la pêche artisanale.

Le régime des houles et de la mer du vent permet de distinguer un littoral septentrional aux conditions de navigation difficiles d'une part, et un littoral méridional aux eaux plus calmes, d'autre part. Pour résoudre les contraintes liées à la navigation, plusieurs embarcations ont été testées dont la pirogue traditionnelle.

II. 2.1 Le rôle des embarcations : l'exemple de la pirogue

Deux types d'embarcation aux allures fort semblables, mais différentes dans le détail, répondent à cette dualité :

- la pirogue niominka, très adaptée aux « eaux clémentes » de la côte sud mais ne peut guère s'aventurer au nord de la presqu'île du Cap Vert ;

- la pirogue guet-ndarienne , conçue pour braver les rouleaux de la barre et les houles de la Grande côte, fréquente aussi, sans risques, les eaux méridionales.

Les différences entre ces grandes variantes de la pirogue « traditionnelle » portent d'abord sur les matériaux et les méthodes d'assemblage.

L'artisan saint-louisien utilise volontiers le bois rouge pour la confection du corps de l'embarcation et choisit systématiquement le bois blanc pour la fabrication de la partie supérieure des plats bords. Le charpentier niominka reste fidèle au bois rouge aussi bien pour la réalisation de la coque que pour celle des bordages. Bien que ces procédés alourdissent la partie supérieure de l'embarcation, élèvent son centre de gravité et réduisent la stabilité. Les greffes plus élaborées ne laissent pas apparaître de larges interstices. Il fournit une embarcation qui paraît, à première vue, mieux élaborée, mais aussi plus lourde, que celle livrée par l'artisan saint-louisien.

Les différences se situent aussi au niveau des dimensions (tableau 9) et des proportions. La pirogue saint-louisienne est plus haute que la pirogue niominka qui dispose d'une ligne plus effilée, mais une capacité moindre ; son éperon moins redressé a tendance « à s'enfoncer dans les flots à pleine charge ».

Toutes ces nuances, peu perceptibles de prime abord, déterminent à l'usage des aptitudes différentes. La pirogue saint-louisienne, au passage de la barre ou face à une vague à forte cambrure, se redresse et franchit sans difficultés l'obstacle. En revanche, construite à l'aide de matériaux résistants, l'embarcation niominka possède une durée de vie plus longue, mais son espace d'actions est plus réduit (eaux de la Petite Côte, rivières du sud) car sur une mer agitée sa tendance à « piquer du nez » et à percer la vague le rend peu stable.

« En cas de chavirement, l'embarcation niominka coule presque immédiatement, alors que la pirogue saint-louisienne surnage ; les pêcheurs peuvent la retourner, la vider de son eau et continuer leur route ; dans le pire des cas, ils s'agrippent à la coque et se laissent dériver »[30].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[30] LLERES B. op.cit. p. 157.

Tableau 9 : Dimensions principales des pirogues Saint -Louisienne et Niominka

	Pirogue saint-louisienne	Pirogue niominka
Longueur totale	16, 20 m	16, 80 m
Largeur du fond (intérieure)	0, 65 m	0, 46 m
Largeur totale	2, 70 m	2, 05 m
Profondeur	1,30 m	0, 90 m

Source : LLERES B., 1986

Les pêcheurs niominka installés sur la Petite Côte n'affrontent pas les « éléments hostiles » et demeurent à terre pendant les tempêtes d'hivernage ou en saison sèche lorsque l'alizé continentale souffle très fort. Par ailleurs, la mise en parallèle de l'évolution de l'effort de pêche des pirogues saint-louisiennes et des fluctuations de l'état de la mer sur la Grande Côte (tableau 10) met en relief la fiabilité de ce type d'embarcation et son aptitude à surmonter de mauvaises conditions de navigation. Cependant si la brièveté de la période étudiée ne permet pas de dégager, avec rigueur, des seuils au-delà desquels la pêche est impossible, l'examen du tableau 10 met en évidence des situations réduisant considérablement le nombre des sorties de pirogues[31].

II. 2.2 Le nombre de sorties de pirogues comme élément d'analyse de l'effort de pêche

L'effort de pêche peut être compris comme étant le nombre d'unités de pêche artisanale (ou industrielle) opérationnelles recensées au niveau des ports de débarquement. Le tableau 10 révèle que le 16 février 1981 des creux de houle de secteur Nord (4, 75 m) ont fortement réduit le nombre de sorties : de 50 pour l'ensemble du mois de février, elles tombèrent à 04 (quatre).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[31] Les sorties de pirogues de senne tournante n'ont subi aucun comptage systématique en janvier et février 1981 sur la Grande Côte ; seules les pirogues pêchant à la ligne de fond, sensibles aux effets du vent, ont été dénombrées à Yoff.

Tableau 10 : Influences de la houle sur l'effort de pêche à yoff (Cap Vert)

Jour	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Hauteur houle(m)	2	1,7	1,7	2,5	2,5	1,7	1,7	1,8	1,8	1,9	1,5	3	3,5	2,9
Nbre sortie pirogue*	50	57	30	13	08	43	57	65	65	72	95	40	50	60
Jour	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Hauteur houle(m)	2,5	4,75	04	3,6	2,8	02	02	1,1	1,2	1,5	2,5	2,5	1,1	1,9
Nbre sortie pirogue	76	04	03	49	49	49	57	45	75	47	102	110	47	82

Sources :Nombres de sorties de pirogues :CRODT. Houle (2à3 mesures par jour :9h,15h,21h TU :SOGREAH). Année :février 1981

* : pirogues lignes /moteur

Faut-il en conclure que le nombre de sorties de pirogues est lié, au sens strict du terme, à l'état de la mer ? Autrement dit existe-t-il un déterminisme physique de l'effort de pêche ?

La prise en compte du facteur physique a été animée par deux courants contraires. Promue dans un premier temps comme premier facteur de l'évolution du nombre de sorties de pirogues, l'influence des houles et des vagues a été ensuite niée et remplacée par une forte confiance dans la capacité technique des hommes à surmonter les obstacles d'ordre océanographique. Les excès d'un pessimisme exagéré quant à l'influence de l'état de la mer sur l'effort de pêche et ceux d'un optimisme béat en ce qui concerne l'aptitude des pêcheurs à s'en affranchir, sont tout aussi peu probants. Il faut donc s'efforcer d'appréhender le débat de manière dépassionnée.

L'effort de pêche ne peut être réduit à un seul bilan des sorties de pirogues, mais se doit de tenir compte des conditions politiques, sociales et économiques de l'exploitation des ressources halieutiques dans une période déterminée : par exemple, le MATIN n° 524 du lundi 5 octobre 1998 (page 3) et SUD QUOTIDIEN n° 1695 du lundi 30 novembre 1998 (pp. 2 et 3) nous apprennent qu'entre 1991 et 1992, le Sénégal pour organiser la coupe d'Afrique des Nations de Football (Sénégal 92), avait signé des "accords secrets" de pêche avec la Russie. Ainsi 25 000 tonnes de poissons (sardinelles) capturés en trois mois dans les eaux maritimes sénégalaises, auraient été entièrement exportés. Or ce tonnage représente **"l'équivalent du quota octroyé sur cette espèce en une année, à l'ensemble des bateaux**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de pêche européens, au terme des derniers accords qui lient notre pays à l'U.E" (MATIN op. cit. p.3).

En outre, la diversité des stratégies de pêche - report d'une espèce à une autre - et les facteurs techniques - innovations en matière d'engins de capture et d'appareillage - sont susceptibles d'introduire des biais.

Dans le domaine technique, la motorisation des pirogues a renforcé les capacités d'exploitation des ressources halieutiques.

II. 3 La motorisation des pirogues

La pirogue traditionnelle, après des retouches, a adopté des évolutions techniques importantes. Il s'agit surtout de la propulsion motorisée et, dans une moindre mesure, de la conservation des prises par le froid.

II. 3.1 Les grandes étapes de la motorisation hors-bord

L'adaptation du moteur hors-bord à la pirogue constitue une profonde évolution pour la pêche artisanale. Il est possible de distinguer deux grandes étapes dans ce processus d'équipement : la première est celle des premiers essais de motorisation en 1950, la deuxième (1971-1972) celle à laquelle les pouvoirs publics décident de motoriser la totalité du parc piroguier et mettent sur pied, avec l'assistance financière et technique du Canada, le Centre d'Assistance à la Motorisation des Pirogues (C.AM.P.).

Tout au long de ces événements, deux problèmes reviennent comme un leitmotiv : comment financer l'entreprise et aider les pêcheurs à s'équiper ? Comment assurer la maintenance ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 3.1.1 Les débuts de la motorisation (1950-1971)

II. 3.1.1.1 Les progrès de l'équipement

Les autorités coloniales et les pouvoirs publics sénégalais ont joué un rôle déterminant dans le processus (impulsion, vulgarisation et équipement) de la motorisation des pirogues.

En 1950, la section des pêches, relevant du service de l'Elevage du Sénégal, avait décidé de moderniser l'armement artisanal sur l'ensemble de la Grande Côte. Contrainte d'opter entre l'installation de moteurs fixes et l'adaptation de propulseurs amovibles, elle choisit la deuxième solution qui offrait de réels avantages. Le moteur hors-bord pouvait être installé sans difficultés sur les embarcations légères et robustes qui avaient révélé leur aptitude à franchir les brisants du littoral septentrional et à affronter une mer agitée. La simplicité apparente de l'équipement rassurait les futurs utilisateurs.

Les premières expériences d'adaptation de moteur hors-bord ont été menées à Saint-Louis au mois de décembre 1950. Après percement d'un orifice aux 2/3 arrière, dans le fond de la coque, le propulseur fut fixé sur un puits en tôle de 3 mm, l'hélice plongeant dans l'eau au-dessous de l'embarcation. Après plusieurs essais le bois prit le relais de la tôle pour la confection du puits. Parmi les trois marques proposées, Lutecia, Motogodille et Goiot, les autorités choisirent la dernière qui réunissait les qualités requises (lenteur de rotation de l'arbre, robustesse et bonne protection de la mécanique).

En mars 1951, une pirogue motorisée longeant la côte, accomplit le trajet Saint Louis -Dakar, soit 210 km, en 14h. La réussite de l'essai prouvait la fiabilité du prototype et autorisait le passage au stade de la commercialisation.

En février 1952, une équipe spécialisée (trois agents et deux mécaniciens) de la section des Pêches installa à Kayar un atelier afin d'effectuer les premières poses commerciales. Après avoir persuadé des pêcheurs réticents (refus de trouer le fond des embarcations) l'équipe réussit à placer, en neuf mois, 77 moteurs ; en 1953, 135 pirogues furent équipées. Authentique réussite sur le plan technique, l'entreprise s'est avérée

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

rentable pour les usagers, qui, dès la première saison de pêche, ont accru leurs revenus de 30 %, arguments décisifs pour convaincre les plus hésitants.

Dès 1952, des pêcheurs de la Petite Côte, s'estimant délaissés et lésés par rapport à ceux du littoral Nord, protestèrent. En 1953, les protestations devinrent plus véhémentes ; dans une lettre adressée au Chef du Service de l'Elevage et des Industries Animales, le directeur du Centre d'Etudes des Pêches de Joal exprimait l'irritation des professionnels : « **hier jeudi 17 février ... je fus à nouveau pris à parti par les pêcheurs locaux qui réclamaient contre l'abandon de la Petite Côte ... Les pêcheurs (de cette région) demandent des moteurs non pour pêcher uniquement à Joal ou à Mbour ... mais surtout pour faire des campagnes au même titre que ceux de la Côte nord** »[32]. Et de fait, en 1954, 30 pirogues « nordistes » motorisées faisaient campagne le long du littoral au sud du Cap-Vert. Fin 1954, l'équipement des pêcheurs pouvait commencer à Mbour.

Nous ne disposons pas assez de chiffres fiables sur l'évolution du nombre des moteurs dans les années 1950 ; cependant les archives du Centre d'Etudes des Pêches de Joal ont révélé des renseignements partiels concernant la Petite Côte. En octobre 1958, par exemple, sur 282 pirogues en activité à Mbour (migrantes et sédentaires), 189 naviguaient à la voile, 93 étaient motorisées, soit un taux de 32,9 % ; à Joal ce taux de motorisation voisinait les 28 % (73 pirogues à moteur sur un total de 257 embarcations).

Dans la même dynamique, au cours de la même année, les pouvoirs publics, en s'appuyant sur la Direction de l'Océanographie et des Pêches Maritimes (D.O.P.M.), mirent sur pied un premier programme d'équipement qui permit de satisfaire 900 demandes (soit 225 poses par an) dans une première phase de 1958 à 1961 et 1578 (soit plus de 390 poses par an) dans sa deuxième phase de 1963 à 1966. De 35 % en 1965, le taux de motorisation atteint 45 % environ en 1969[33] ; les régions du Fleuve et du Cap-Vert devançaient largement :

Fleuve : 74 %
Cap-Vert : 62 %
Thiès : 45 %

[32] Propos cités citée par B. LLERES. op cit. p. 135

[33] HOORTHE, J.E. 1980. Comptes économiques du sous-secteur pêche au Sénégal. Rapp RONEO. 10p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Casamance : 10 %

En 1971, près de la moitié du parc piroguier sénégalais (49 %) était équipé d'un propulseur hors-bord. Les pourcentages très approximatifs établis à partir des statistiques de la D.O.P.M. ne peuvent que donner un ordre de grandeur.

ii. 3.1.1.2 Le problème du financement de l'équipement

Dès le début de cette première étape (1950-1971) s'est posée la brûlante question du financement de l'équipement. L'achat d'un moteur constituait, pour le piroguier, un investissement énorme auquel il ne pouvait faire face sans aide extérieure. Cet impératif avait amené les autorités à créer un système de prêts et d'aides permettant aux pêcheurs d'accéder au crédit à des conditions acceptables. De 1950 à 1971, les diverses solutions adoptées ont enregistré des résultats mitigés.

Lorsqu'en 1951, soucieuse de mobiliser des capitaux, l'administration des pêches lança le projet de motorisation, elle sollicita l'aide de la Caisse Centrale de Crédit Agricole ; prétextant le peu de garanties offertes par les pêcheurs, celle-ci refusa à consentir des prêts individuels. Il fallut donc, dès février 1952 (début de la phase commerciale), regrouper les candidats à la motorisation au sein d'une association d'entraide mutuelle, dénommée « Mutuelle Sénégalaise des Pêcheurs Motorisés ».

Cette association, placée sous le contrôle technique du Service de l'Elevage, recevait des prêts, à faible taux d'intérêt (6,5 %), octroyés par le Crédit Agricole, et des subventions du Budget local. Elle se chargeait ensuite de distribuer les machines et de percevoir les remboursements auprès des pêcheurs. Cette dernière tâche s'est avérée difficile : les membres de l'association acceptaient les avantages de la Mutuelle mais refusaient de se plier à ses servitudes.

A partir de 1962, les coopératives de pêche, prises en charge dans un premier temps par les Centres Régionaux d'Assistance pour le Développement (C.R.A.D.), puis à compter de 1966 par l'Office National de Coopération et d'Assistance pour le Développement (O.N.C.A.D.), assumèrent sans beaucoup plus de succès le recouvrement des

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

remboursements[34] . La Banque Nationale de Développement du Sénégal (B.N.D.S.) qui, à partir de 1965, accorda son aide aux artisans pêcheurs, permettant en 1969 l'achat de 575 moteurs, ne parvint jamais à rentrer dans ses fonds.

II. 3.1.1.3 La maintenance et le service après vente

Ils ont constitué le second goulot d'étranglement de la première étape de la motorisation. Incertaine quant à la ligne de conduite à adopter, l'administration, dans les années 1950, proposa plusieurs alternatives qui n'ont jamais donné pleinement satisfaction. De 1950 à 1952, elle prit directement en charge la mise sur pied et le fonctionnement d'un réseau de dépannage ; des Centres d'Entretien Mécanique (C.E.M.) virent le jour à Kayar, Yoff, Dakar, Rufisque, Mbour et Joal.

Le 1er Janvier 1953, les pouvoirs publics se déchargèrent de leur tâche en louant les services d'une entreprise privée (R. GOIOT), qui à la faveur d'une situation de monopole, provoqua un vif mécontentement dans le monde des pêcheurs. Pour apaiser les récriminations, en janvier 1955, la gestion des Centres d'Entretien et la maintenance furent confiées à la Mutuelle Sénégalaise des Pêcheurs Motorisés (c'est-à-dire indirectement à l'administration). Au cours de l' année 1969, les coopératives de pêche prirent le relais.A partir de 1970, les anciennes coopératives de pêche se transformèrent en Coopératives Primaires d'Avitaillement (C.P.A.).Les problèmes de financement et de maintenance ont conservé leur tonalité, tout au long de la deuxième étape qui débuta en 1971.

II. 3.1.1.2 La deuxième étape de la motorisation de 1972 à 1985

Plusieurs aspects ont marqué cette deuxième étape :

- un recours à l'aide financière et technique étrangère[35] qui a permis de résoudre conjoncturellement les difficultés de trésorerie ;

- la mise en place d'un réseau de centres d'entretien qui théoriquement devrait porter remède aux problèmes de maintenance ;

[34] Le prix du moteur s'élevait à environ 100 000 f CFA, le pêcheur s'engageait à payer 7500 F CFA en 10 mensualités s'échelonnant sur 2 campagnes ; la différence restait à la charge de la subvention du budget local.
[35] Aide Belge (en 1971 et en 1977) Japonaise et surtout Canadienne. A partir de 1970, l'aide extérieure joua un rôle important dans l'ensemble du secteur de la pêche artisanale (et de la pêche en général).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

remboursements[34] . La Banque Nationale de Développement du Sénégal (B.N.D.S.) qui, à partir de 1965, accorda son aide aux artisans pêcheurs, permettant en 1969 l'achat de 575 moteurs, ne parvint jamais à rentrer dans ses fonds.

II. 3.1.1.3 La maintenance et le service après vente

Ils ont constitué le second goulot d'étranglement de la première étape de la motorisation. Incertaine quant à la ligne de conduite à adopter, l'administration, dans les années 1950, proposa plusieurs alternatives qui n'ont jamais donné pleinement satisfaction. De 1950 à 1952, elle prit directement en charge la mise sur pied et le fonctionnement d'un réseau de dépannage ; des Centres d'Entretien Mécanique (C.E.M.) virent le jour à Kayar, Yoff, Dakar, Rufisque, Mbour et Joal.

Le 1er Janvier 1953, les pouvoirs publics se déchargèrent de leur tâche en louant les services d'une entreprise privée (R. GOIOT), qui à la faveur d'une situation de monopole, provoqua un vif mécontentement dans le monde des pêcheurs. Pour apaiser les récriminations, en janvier 1955, la gestion des Centres d'Entretien et la maintenance furent confiées à la Mutuelle Sénégalaise des Pêcheurs Motorisés (c'est-à-dire indirectement à l'administration). Au cours de l' année 1969, les coopératives de pêche prirent le relais.A partir de 1970, les anciennes coopératives de pêche se transformèrent en Coopératives Primaires d'Avitaillement (C.P.A.).Les problèmes de financement et de maintenance ont conservé leur tonalité, tout au long de la deuxième étape qui débuta en 1971.

II. 3.1.1.2 La deuxième étape de la motorisation de 1972 à 1985

Plusieurs aspects ont marqué cette deuxième étape :

- un recours à l'aide financière et technique étrangère[35] qui a permis de résoudre conjoncturellement les difficultés de trésorerie ;

- la mise en place d'un réseau de centres d'entretien qui théoriquement devrait porter remède aux problèmes de maintenance ;

---

[34] Le prix du moteur s'élevait à environ 100 000 f CFA, le pêcheur s'engageait à payer 7500 F CFA en 10 mensualités s'échelonnant sur 2 campagnes ; la différence restait à la charge de la subvention du budget local.
[35] Aide Belge (en 1971 et en 1977) Japonaise et surtout Canadienne. A partir de 1970, l'aide extérieure joua un rôle important dans l'ensemble du secteur de la pêche artisanale (et de la pêche en général).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- une accélération du nombre de poses, aboutissant à une motorisation presque totale du parc piroguier conformément aux prévisions des 3e et 4e plans quadriennaux (1969-1973 et 1973-1977).

L'artisan de cette entreprise a été le Centre d'Assistance à la Motorisation des Pirogues (le C.A.M.P.), structure indépendante, placée sous tutelle de la D.O.P.M., dont l'histoire peut s'articuler autour de deux périodes.

II 3.1.2.1 Première période 1972-1976

Le centre vit le jour le 12 juin 1972 à la suite de la signature d'une convention entre le Sénégal et le Canada qui prévoyait l'octroi par l'Agence Canadienne pour le Développement International (A.C.D.I.) d'un prêt de 542 millions de F. CFA (2,7 millions de dollars canadiens) remboursable en 50 ans sans intérêts, avec un différé de 10 ans. Ce prêt a servi à l'achat de 3500 moteurs (de marque Johnson et Evinrude) et de pièces détachées, à la construction, l'équipement d'une cellule centrale de motorisation (Dakar-Thiaroye) et à la mise en place de plusieurs satellites d'entretien dispersés tout au long du littoral (Saint-Louis, Fass Boye, Kayar, Cap-Vert, Mbour, Joal, Ndangane, Foundiougne, Kaolack, Djifer, Sokone Kafountine, et Ziguinchor). Les Canadiens se chargeaient aussi de la formation du personnel (de tous niveaux) et de la gestion des fonds. L'Agence Canadienne, répondait ainsi à une demande sénégalaise, finançait un projet précis, concret et limité dans le temps ; le partenaire nord américain cessa son assistance dans le domaine de la motorisation au bout de 4 ans.

Au cours de cette première période, le C.A.M.P. assura la distribution des machines, la gestion des stocks et les services d'entretien. Le pêcheur qui adhérait obligatoirement à une Coopérative Primaire d'Avitaillement (C.P.A.) payait 20 à 30 % du prix du propulseur (détaxé) lors de la livraison et s'acquittait du solde en 24 mensualités. Le Centre d'Assistance se chargeait de la récupération des dettes.

De 1972 à 1977, plus de 4500 nouveaux moteurs (soit 900 poses / an), livrés par lots ou tranches, ont équipé les pirogues du Fleuve (33 % des livraisons), du Cap-Vert (22 %

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

des livraisons), du Sine-Saloum (18 %), de Thiès (14,4 %) et de la Casamance (12,6 %)[36]. Au début de 1977, le taux de motorisation s'élevait à 76 % pour l'ensemble du pays ; un taux de remboursement moyen de 86 % (en 1977) permettait d'envisager avec optimisme l'avenir de la motorisation.

II. 3.1.2.2 La deuxième période (1977-1985) : L'autogestion

En 1977, le C.A.M.P. intégré dans les structures du Centre d'Assistance à la Pêche Artisanale Sénégalaise (C.A.P.A.S.) nouvellement créé, poursuivit sa tâche de motorisation[37]. Dans ce nouveau cadre, le centre de motorisation possède son autonomie de gestion ; tenu d'équilibrer son budget, il ne doit bénéficier en principe d'aucune subvention. Dans la réalité, une partie des activités commerciales du C.A.P.A.S. a été financée grâce à des prélèvements sur la trésorerie du C.A.M.P.

Profitant du repli canadien dans le domaine de la production, en 1977, le gouvernement nippon fit don de 1000 moteurs Yamaha au Sénégal, assurant, sous le couvert de l'aide bilatérale une pénétration commerciale, qui, à terme, s'est révélée très avantageuse pour le pays donateur. En 1984, par exemple, les propulseurs achetés au pays du Soleil Levant équipaient la quasi totalité des embarcations motorisées.

Depuis 1978, le C.A.M.P. s'est déchargé d'une partie de ses activités au profit des Coopératives Primaires d'Avitaillement, qui, suivant le principe de l'autogestion, ont assuré la distribution des machines et se sont chargées du recouvrement des dettes. De 1978 à septembre 1983, le C.A.M.P. a livré 3620 moteurs Yamaha (soit un peu plus de 600 poses / an) dont le taux de remboursement avoisine les 80 %. Malgré ce taux jugé très satisfaisant, le C.A.M.P. a été confronté à de sérieuses difficultés de trésorerie. De septembre 1983 à décembre 1984, le centre n'a pu livrer un seul moteur, suscitant un vif mécontentement parmi les pêcheurs ; le problème délicat de l'approvisionnement a pris en 1984 une

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[36] Source : C.A.M.P. Dakar-Thiaroye. Sur les 4500 moteurs livrés (marques Johnson et Evinrude), 3600 provenaient de l'aide canadienne ; les autres acquis en Belgique, de qualité moyenne, ne donnèrent guère satisfaction.

[37] Le C.A.P.A.S. créé en 1977 dans le cadre de la coopération sénégalo-canadienne a prolongé et surtout élargi le champ d'action de l'aide accordée pendant la période 1972-1976. Le C.A.P.A.S. comprenait 2 volets : un volet production (motorisation-expérimentation) dont le C.A.M.P. était la pièce maîtresse et un volet commercialisation(construction de centres de maréyage équipés de chambres froides et d'usines de production de glace) qui bénéficiait de l'essentiel des ressources financières.

tournure grave. Les « caisses étaient vides », le fonds de roulement, constitué par le don japonais de 1977 avait « fondu comme neige au soleil ». En décembre 1984, le C.A.P.A.S. avait reçu un lot de 220 propulseurs très insuffisant pour satisfaire une demande estimée à 1800 engins.

Quels ont été les principaux facteurs de cette contre performance ?

Deux réflexions, l'une descriptive et l'autre critique, nous fournissent quelques éléments de réponse.

Selon Bernard LLERES(1986) cette situation s'explique aisément par le décalage entre, d'une part le système de distribution qui s'effectue en général à crédit (33 % à la livraison, le solde payable en 18 mensualités sans intérêt, les pièces de rechange se paient au comptant), et d'autre part l'obligation d'acheter au comptant auprès du constructeur. Aucun intérêt n'étant perçu sur l'avance consentie au pêcheur, il s'avère impossible de compenser l'érosion monétaire et la hausse du prix des produits importés (un moteur 25 chevaux payé 152 000 F CFA H.T en 1971 coûtait 395000 F CFA en 1985).

D'autres chercheurs, Jean Pierre CHAUVEAU et Alassane SAMBA[38] , évoquant l'intégration du C.A.M.P. (chargé du placement des moteurs) dans le C.A.P.A.S., précisent :

« L'association des activités de mareyage et d'aide à la motorisation accentua la lourdeur, les conflits internes et l'opacité du dispositif d'intervention. La disparition, à la suite d'une mauvaise gestion, du « fonds de roulement » destiné à l'achat du matériel entraîna une rupture de stock chronique en moteurs et pièces détachées (1983-1986). Les pêcheurs en ressentirent si vivement les effets que beaucoup réclamaient la possibilité d'acheter du matériel subventionné... dans le commerce ».

Quels que puissent être les fondements de cette crise, après la quasi dissolution du C.A.P.A.S., le C.A.M.P. ne fonctionnait presque plus que sur la base de subventions (Japon). Son monopole en matière de motorisation a été largement entamé par la

[38] CHAUVEAU J.P. et SAMBA, A. 1988, op cit. p. 29.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

régionalisation des opérations de développement qui prévoyait la prise en charge de la motorisation par les Groupements d'intérêt Economique (G.I.E.)[39].

II. 3.1.3 Le bilan de la motorisation

Il est possible d'analyser cette dimension au travers des variables telles que le taux de l'équipement du parc piroguier et des incidences économiques et techniques.

II. 3.1.3.1 L'évolution du nombre des unités motorisées de la pêche artisanale maritime.

Dès 1982, FONTANA et WEBER[40] estimaient que le taux de motorisation (pirogues d'estuaires exclues) s'élevait à 90 %. Tous les grands centres de pêche, Saint-Louis, Kayar, Soumbédioune, Mboro, Joal, avaient motorisé plus de 90 % de leur parc, seuls quelques centres secondaires (Bel Air, Anse Bernard, Sendhou, Niangal...) avaient un taux de motorisation inférieur à 60 %[41] . Certains pêcheurs disposaient de deux engins par embarcation, l'un en service quotidiennement, l'autre gardé en réserve en cas de panne du premier. Le tableau 11, réalisé sur la base des données de la DOPM et du CRODT, permet de saisir les aspects les plus significatifs de la motorisation du parc piroguier[42].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[39] Le G.I.E, créé par l'ordonnance française n° 67-821 du 23/09/1967, a été repris par la législation sénégalaise (loi 84-37 du 11/05/1984, publiée au J.O.R.S n° 50004 du 18/05/1984).

[40] FONTANA A. et WEBER J. 1983 Aperçu de la situation de la pêche en décembre 1982. Document d'archive n° 121, p. 18 - CRODT.

[41] Le taux de motorisation varie aussi en fonction du type de pêche pratiqué ; il atteint 100 % pour les pirogues utilisant la senne tournante et le filet maillant encerclant ; 85 % pour les pirogues ligne, filet dormant, casier et seulement 64 % pour les embarcations pêchant à la senne de plage. (SOCECO-PECHART, 1982).

[42] Dans le domaine de la pêche artisanale, les données sur le parc piroguier proviennent de 02 sources. La D.O.P.M. fournit des données anciennes qui renseignent sur le nombre d'unités présentes dans les centres de débarquement ; selon les années, elles intègrent les pirogues de la pêche continentale. Une telle méthode explique le nombre relativement élevé d'unités de pêche à rame. En 1991, par exemple, 72 % des pirogues à rame étaient localisées en Casamance. Le CRODT dispose de données récentes (depuis 1981) « collectées » par recensement semestriel des pirogues en activité dans les différents centres de pêche. De 1981 à 1986, le recensement a couvert toutes les régions maritimes ; entre 1987 et 1991, l'opération n'a pas touché les espaces fluvio-maritimes de la Casamance et du Saloum.

Tableau 11 : Evolution du nombre de pirogues motorisées dans les pêcheries sénégalaises (1960-1991)

Années	PIROGUES				Années	PIROGUES			
	DOPM		CRODT			DOPM		CRODT	
	Rame	Moteur	Rame	Moteur		Rame	Moteur	Rame	Moteur
1960	3900				1976	2257	**3843**		
1961	3900				1977	3593	**3263**		
1962	3100				1978	3796	**3957**		
1963	5500				1979	3986	**4631**		
1964	5500				1980	3869	**4616**		
1965	5400				1981	4180	**4931**	469	**3388**
1966	4600				1982	4327	**4774**	465	**3356**
1967	4400				1983	3226	**5300**	482	**3263**
1968	5100				1984	3904	**5138**	490	**3343**
1969	4400				1985	1445	**3640**	559	**3340**
1970	2451	**1995**			1986	2813	**4808**	559	**3340**
1971	2715	**2578**			1987	2731	**5830**	593	**3066**
1972	2408	**3209**			1988	2413	**6210**	619	**3152**
1973	2369	**3561**			1989	3580	**6425**	555	**3055**
1974	2255	**4187**			1990	3889	**6522**	393	**3753**
1975	2000	**4041**			1991	3920	**6979**	460	**4220**

Source : D.O.P.M. -C.R.O.D.T.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Le tableau 11 révèle, en ce qui concerne les données de la DOPM, une croissance du nombre des pirogues. Soutenue à partir de 1979, cette augmentation a atteint un maximum en 1991, avec près de 10 900 unités. Le nombre de pirogues motorisées devient plus important que celui des embarcations à rame à partir de 1972, en raison surtout de l'impact du projet de motorisation impulsée par le C.A.M.P. Seule l'année 1977 a enregistré un recul en faveur des pirogues à rame et inaugure la période de l'autogestion (1977-1985) difficile.

Selon les données de la D.O.P.M., le taux de motorisation est passé de 45 % en 1970 à 72 % en 1988. Pour le C.R.O.D.T, ce taux a atteint 81 % en 1988. La différence des taux est aussi observable pour 1990 : il est de 63 % selon la D.O.P.M et de 90 % selon le CRODT. Cette controverse des chiffres ne doit pas occulter la réalité. La motorisation du parc piroguier a été une entreprise globalement satisfaisante.

Depuis 1985, le problème réside moins dans l'équipement de nouveaux esquifs que dans l'entretien et le remplacement du parc de propulseurs existant. En effet, soumises à une utilisation très intensive, parfois maltraitées, les machines s'usent vite ; par exemple, la durée de vie d'un moteur Yamaha de 25 à 40 chevaux, équipée d'une unité de senne tournante (grande pirogue), n'excède pas un an, tandis que la mécanique d'une pirogue ligne (8 chevaux) moins sollicitée peut fonctionner sans trop d'ennuis pendant deux ans.

Le nombre des mécaniciens privés (souvent d'anciens techniciens du C.A.M.P. installés à leur compte) a considérablement augmenté. Ils parviennent très souvent à venir à bout des pannes mineures lorsque les pièces de rechange ne font pas défaut.

II. 3.1.3.2 Les conséquences économiques de la motorisation

Faute de données chiffrées suffisamment anciennes et fiables, ces incidences ne peuvent être appréciées quantitativement. A l'évidence l'abandon de la propulsion à voile a considérablement accru l'efficacité de la pêche artisanale.

En partie libéré des contraintes naturelles, beaucoup moins soumis aux caprices et au rythme du vent, le pêcheur peut multiplier les sorties : certaines pirogues, servies par deux équipages, passent en mer la plus grande partie de leur temps. Le moteur a raccourci le temps de trajet et allongé celui consacré aux captures proprement dites. En 1954, les pirogues à voile partant de Joal mettaient 1 à 3 h, selon la force du vent et l'état de la mer, pour atteindre les zones de pêche situées au sud de ce centre, les embarcations motorisées effectuent le même parcours en une demi-heure[43]. Le moteur a considérablement élargi les horizons de la pêche artisanale, lui permettant d'atteindre de nouvelles zones de pêche. En plus des déplacements de faible amplitude, l'usage du moteur a impulsé les grandes

[43] Rapport mensuel du Centre d'Etudes des pêches de Joal. Septembre 1954.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

migrations des pêcheurs artisans le long du littoral ouest-africain (Mauritanie, Gambie, Guinée Bissau, République de Guinée). A l'échelle locale, les migrations ont été de puissants facteurs de mutations par l'adoption et la diffusion de nouvelles techniques et engins de pêche. A ce propos les pêcheurs de Saint-Louis ont joué un rôle déterminant dans la diffusion des pirogues glacières à la palangrotte en Casamance. (DEME M. et DIADIOU H.D., 1990).

Malgré le caractère très approximatif des chiffres fournis par la Direction de l'Océanographie et des Pêches Maritimes, il est difficile de nier l'accroissement des mises à terre entre 1960 et 1970. De 1954 à 1970, la production passa de 29 300 tonnes à plus de 133 000 tonnes, soit une multiplication par 4,5. Les progrès de la mécanisation furent incontestablement le facteur essentiel de cet accroissement. Par la suite, son impact se révéla peut-être moins décisif, mais à partir des années 1980, des moteurs de plus en plus puissants (apparition et augmentation du nombre des moteurs de 40 chevaux : tableau12) , propulsant des embarcations de plus en plus volumineuses favorisèrent l'adoption de nouvelles techniques de pêche permettant des captures de masse (senne tournante). Par exemple, en 1988, les débarquements de la pêche artisanale étaient estimés à 237 000 tonnes dont 194 000 de petits pélagiques (CRODT, 1990).

Tableau 12 : Evolution des livraisons de moteurs de 40 chevaux par la Société Peyrissac (1979 /1984)

1979	1980	1981	1982	1983	1984
0	67	112	108	126	141

Source : LLERES B., op cit, p. 145

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 3.1.3.3 L'impact technique de la motorisation

Sur le plan technique, la motorisation n'a introduit aucun changement notable. L'installation du propulseur hors-bord. n'a pas nécessité de modification fondamentale dans la conception de la pirogue qui conservé son aspect traditionnel . L'engin présente plusieurs avantages : facilité d'installation, grande mobilité qui autorise son retrait après chaque sortie, faiblesse des vibrations n'entraînant aucune dislocation des structures de l'embarcation.

Le couple pirogue traditionnelle-moteur hors-bord a, depuis 1951, révélé son efficacité. Cependant, l'embarcation a fait l'objet de critiques plus ou moins fondées :

- son manque de stabilité en rapport avec le caractère « empirique » de l'assemblage qui entraîne parfois un déséquilibre de l' « édifice » que les pêcheurs compensent en plaçant des sacs de sable à leurs pieds ;

- une durée de vie relativement courte ; les bordages de bois blanc, les troncs de fromager pourrissent assez rapidement et subissent l'attaque des vers (tarets). Des défectuosités à l'endroit des attaches, entre une étanchéité médiocre, provoquent de fréquentes ruptures et, à pleine charge, les flancs des grands esquifs ont tendance à s'écarter. Les pêcheurs mettent rarement au rebut tous les éléments de l'assemblage. Les parties saines de plusieurs embarcations hors d'usage servent au montage d'une nouvelle unité ;

- de nombreux rapports officiels ont dénoncé les charpentiers de la pêche artisanale pour leur contribution active à la déforestation. En effet, le couvert forestier est très menacé, à la fois par des mécanismes physiques (les déficits pluviométriques et anthropiques (abattages autorisés et clandestins d'arbres pour le bois et la fabrication du charbon de bois). J. WEBER[44] estimait à 150 par an (entre 1980 et 1985) le nombre d'arbres abattus pour les besoins de la construction des embarcations. Il s'agit essentiellement de caïlcédrats ou de fromagers dont les autorités ne se sont jamais préoccupées de replanter.

Malgré toutes ces critiques, la pirogue traditionnelle survit, résistant aux projets les plus séduisants (usage du métal, du contreplaqué pour réaliser un esquif plus léger, le fibro-verre pour obtenir des coques en matière plastique, légères, résistantes aux agents de destruction biologiques ou chimiques, etc). Les succès globaux de la motorisation ont attesté ses facultés d'adaptation. De ce point de vue, elle a assimilé la conservation des prises à bord.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 3.2 La conservation des prises à bord

Depuis plusieurs décennies (à partir de 1975 selon le plan d'action de la pêche sénégalaise version 1980), les pêcheurs artisanaux du littoral sénégalais ont tenté d'étendre leur champ d'action en installant à bord de leurs embarcations des glacières amovibles qui leur permettent de prolonger leur séjour en mer (des marées de 3 à 10 jours).

---

[44] WEBER J. Aperçu sur la situation de la pêche maritime sénégalaise, archive n° 121, p. 17, n.d. CRODT.

Dans ses travaux, LLERES, B[45] . décrit la technique :

« La glacière se présente sous la forme d'un caisson polyédrique ayant pour base deux rectangles de dimensions inégales et pour faces latérales des trapèzes ; sa configuration lui permet de s'insérer parfaitement dans la partie médiane de la pirogue, la plus petite base reposant sur le fond de la coque. A l'intérieur, une cloison sépare le volume utile en deux compartiments égaux, auxquels on accède par deux trappes ouvertes sur la partie supérieure du caisson[46] . Sur certaines glacières, le couvercle de la trappe coulisse dans des rainures en bois, sur d'autres il se rabat grâce à une charnière en toile forte. La taille du caisson varie en fonction de celle de la pirogue destinée à le recevoir ; les cales à glace placées dans les embarcations de grande dimension (16 m) peuvent atteindre une capacité de 500 à 600 kg (moitié glace, moitié poisson) offrant une autonomie d'utilisation de 3 à 4 jours ; dans les petites pirogues la charge utile ne dépasse pas 200 kg, le poisson peut-être conservé au maximum pendant 2 jours» (fig 3) .

Dans l'ensemble, seules les embarcations servant à la pêche à la ligne capturant des espèces à haute valeur commerciale, (mérous, dorades, rougets, soles, etc.) ont saisonnièrement recours à la conservation sous glace. Son utilisation a un caractère saisonnier. En 1990, le CRODT avait recensé 291 embarcations glacières en avril contre 176 en Septembre de la même année.

Les guet ndariens ont été à la pointe de l'innovation, puisqu'en 1982, par exemple, sur 99 pirogues glacières recensées pour l'ensemble du littoral, 94 avaient une origine saint-louisienne (CRODT, 1982) ; soixante six d'entre elles exerçaient leur activité à Joal, les autres pêchaient à Soumbédioune et dans la région de Saint-Louis. Les tonnages débarqués par les pirogues glacières ont connu une croissance soutenue entre 1982 (1400 T) et 1987 (13 300 T) ; en 1990, elles ont accusé une baisse (5900 T) à la suite de la fermeture des frontières maritimes entre le Sénégal et la Mauritanie, fermeture consécutive au conflit de 1988.

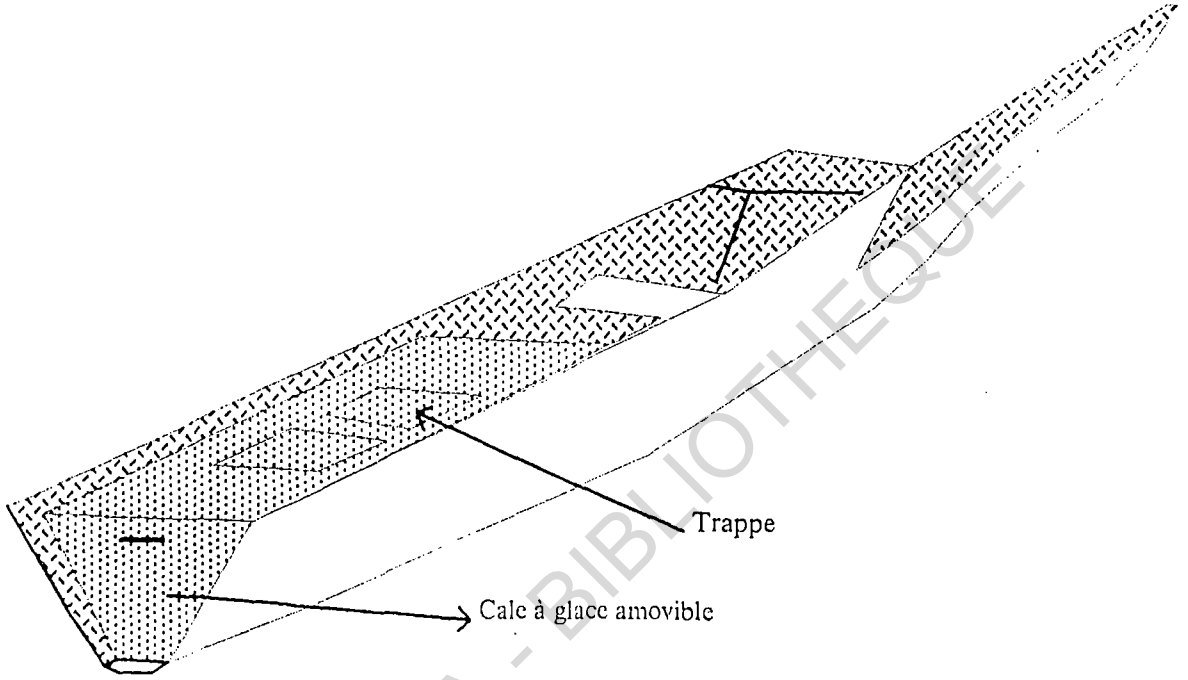
L'usage des cales à glace a révélé plusieurs contraintes qu'il convient de relever :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

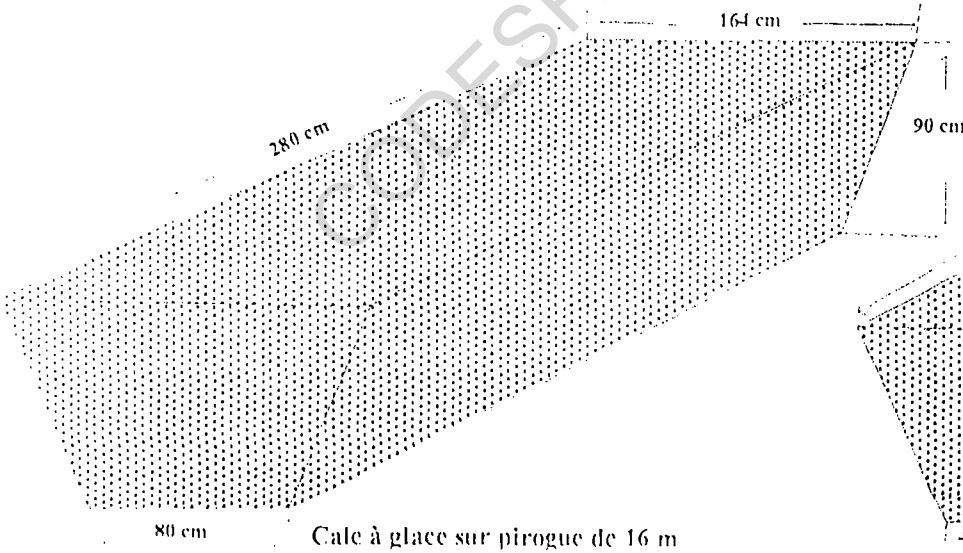
[45] LLERES B., op.cit. pp. 150-151.

[46] Au fur et à mesure des prises, les pêcheurs puisent la glace stockée dans le premier compartiment et la mélangent au poisson entassé dans le deuxième.

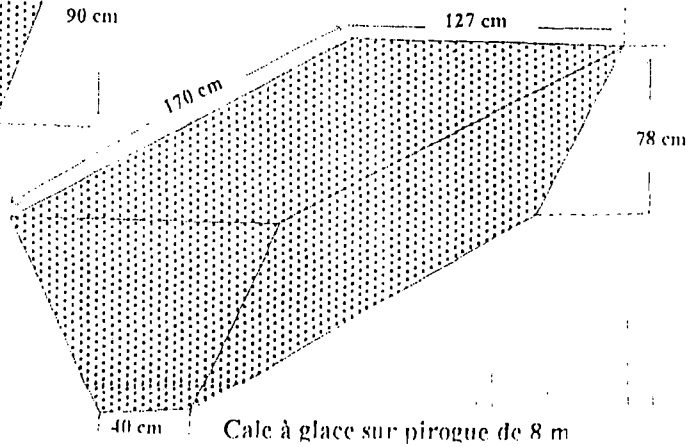
Fig n° 3 : Cales à glace sur pirogues guet-ndariennes (Saint-Louis)



Pirogue glacière



Cale à glace sur pirogue de 16 m



Cale à glace sur pirogue de 8 m

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- un accroissement des coûts d'exploitation, lié à une consommation importante de glace, consécutive à la mauvaise isolation thermique des bacs ;

- un surcroît de travail imposé par le maniement des caissons ;

- un manque d'espace à l'intérieur de l'embarcation ;

- une réduction de la stabilité de l'embarcation lorsque la glacière contient des tonnages importants de poissons.

Malgré ces limites, l'utilisation des caissons isothermes à bord des pirogues enregistre de plus en plus d'adeptes ; le nombre de pirogues glacières est passé de 186 en 1983 (SOCECO-PECHART, 1985) à 462 en 1990 (CRODT, 1993), soit un taux d'accroissement moyen annuel de près de 6 %.

Le recours malencontreux (chavirement de la pirogue, explosion du moteur, dislocation des planches) au moteur diesel fixe[47] , les problèmes du stockage sous glace à bord des embarcations révèlent les limites de la pirogue traditionnelle, pourtant capable d'évoluer, bien adaptée aux exigences et à la diversité des engins et techniques de pêche de plus en plus performants.

II. 4 Les engins et techniques de pêche

Jusqu'au début du XX^{e} siècle, les pêcheurs du littoral sénégalais disposaient d'engins de pêche relativement variés, permettant d'exploiter assez superficiellement les ressources halieutiques. Certains de ces instruments, mentionnés par les observateurs au début des années 1950[48] tels que « l'Yis » (la nasse ou le petit piège) utilisé par les lebu autour de la Presqu'île du Cap-Vert et le long de la Petite Côte, ou la foëne (harpon à

[47] Depuis 1990, en raison du poids de la pêche artisanale maritime dans l'exportation des produits frais (70 %) et de ses incidences sur le volume et le coût de l'essence (augmentation de la taille des embarcations de 16 à 22m, prolongement de la durée de la marée de 7 à 15 jours), les pouvoirs publics ont adopté une politique de vulgarisation des moteurs diésel dont les coûts et les volumes consommés sont moindres par rapport à l'essence (une réduction d'au moins 50 % du carburant). En outre, des efforts d'adaptation sont menés dans les domaines suivants : une plus grande résistance du moteur - pièces usuelles - un aménagement de la pirogue - l'emplacement du puits à élargir - une réduction de l'angle de rotation et du pas de l'hélice en fonction de la taille de l'embarcation. L'expérimentation conduite par le Centre d'assistance, d'expérimentation et de vulgarisation pour la pêche artisanale (C.A.E.P.) se poursuit avec l'appui de la coopération du Japon.

[48] SARR, S.C. 1955. Conférence Economique de la Pêche Maritime, pp. 15-16.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

plusieurs branches pointues et barbelées, emmanché à un bâton), servant à harponner les gros poissons dans les rivières du sud, ont disparu. D'autres ont évolué par accroissement de leurs dimensions ou par usage de matériaux nouveaux importés (nylon).

L'évolution décisive eut lieu après la deuxième guerre mondiale lorsque, sous l'influence des pouvoirs publics, et des organismes internationaux (F.A.O.), en liaison avec l'accroissement de la demande en produits halieutiques et grâce aux progrès de la motorisation, de nouveaux engins très performants, firent leur apparition dans la pêche artisanale.

A proximité de ces engins à « haut rendement », mais peu sélectifs (adultes et juvéniles sont, sans distinction, pris au piège), une deuxième tendance se précise de plus en plus : l'usage d'instruments spécialisés dans la capture d'espèces prisées par les pays industrialisés (seiches, poulpes, cymbium, crevettes, soles ...)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 4.1 Les pièges : de la tradition à l'innovation

II. 4.1.1 Les pièges traditionnels

Disparus des espaces proprement maritimes, les pièges traditionnels subsistent encore dans les Rivières du Sud. Héritage du passé, ces engins se rattacheraient à la pêche continentale ; leur présente étude se justifie par le fait que, dans l'embouchure des fleuves et les marigots, ils permettent la capture d'espèces océaniques, ou d'espèces qui accomplissent une partie de leur cycle de vie en mer.

Dans les estuaires du Saloum et de la Casamance, ces pièges se présentent sous forme de barrages fixes utilisant le mécanisme de flux et de reflux de la marée. Tous basés sur le même principe, ces instruments possèdent des formes et des noms différents suivant la région.

SECK P.A[49] décrit les engins utilisés dans les passes à proximité de Betanti (Saloum). Le piège se compose de deux éléments : le barrage (« sarape ») constitué par une

[49] SECK P.A. 1980, catalogue des engins de pêche artisanale au Sénégal. COPACE/PACE-FAO.

claie de branchages fixée à des pieux fichés dans le fond, des paniers (« warandes ») coniques placés entre la claie et le sol, ouverture dirigée vers l'amont. Les poissons se prennent à marée descendante. (fig. 4A)

Dans la région de Ziguinchor, les « Kayas » ou « Bouils » à la Pointe St-Georges et de « Boupagabou » dans le département de Bignona, jalonnent les berges de l'estuaire du fleuve. La palissade constituée par des rachis de feuilles de palmier, placés côte à côte et reliés entre eux par des fibres végétales, mesure 1, 50 à 2 , 20 m de hauteur ; maintenue par de grandes perches en bois de palétuvier plantées dans le fond, elle émerge de 30 à 50 cm au dessus des flots à marée haute et se trouve exondée à marée basse. La claie, (50 à 100 m de long), forme un vaste arc de cercle dont une extrémité jouxte à la rive et l'autre s'ouvre largement vers l'amont. Dans son tracé, la clôture dessine une ou deux petites hernies dont la poche regarde vers l'aval. A marée descendante, le poisson entre dans l'enclos et lorsque les eaux atteignent leur plus bas niveaux, il se trouve pris au piège dans les petites poches. (fig.4B) L'engin sélectif sur le plan de la taille des prises doit être réparé ou reconstruit tous les ans. Le produit de la pêche, (mulets, ethmaloses, carpes ...) contribue à satisfaire les besoins alimentaires de la famille.

Alors que ces pièges appartiennent à une économie largement tournée vers l'autoconsommation, l'introduction récente des casiers sur la Petite Côte procède d'une demande des pays industrialisés.

II.4.1.2 Les casiers à céphalopodes : une utilisation relativement récente.

En 1975, deux usines de conditionnement du poisson, la SENEPESCA et la SOPAO, à capitaux mixtes[50] , installées à Dakar pour assurer leur approvisionnement en céphalopodes destinés à l'exportation, suscitèrent l'utilisation des casiers au sein des pêcheurs de la Petite Côte.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[50] La SENEPESCA, créée en 1974 à l'aide de capitaux sénégalais (60 %) et japonais (40 %) a acheté en 1983, 340 tonnes de seiches auprès des pêcheurs artisanaux de Mbour et Joal.
La SOPAO (capitaux à 51 % sénégalais, 46 % japonais et 3 % français), a acheté en 1983, 486 tonnes de seiches et 3 tonnes de calmars.
Les usines ont donc absorbé cette année là, près de 830 tonnes de céphalopodes soit environ 75 % des seiches et calmars mis à terre par la pêche artisanale. Elles assurent un débouché régulier, assez rémunérateur mais dangereusement exclusif.

Les premiers casiers employés de forme cylindrique (1,5 m de longueur, 60 cm de diamètre), fabriqués en bambou, trop légers, emportés par le courant, furent remplacés par des engins à structure métallique de forme parallélipipèdique (130 cm de longueur, 80 cm de hauteur et 80 cm de largeur). (fig 5)

Les artisans installés sur les plages confectionnent l'armature à l'aide de ronds à béton de 5 à 6 mm de diamètre et laissent au pêcheur le soin de la recouvrir d'un filet nylon ou d'un grillage à maille de 30 mm. Chaque pêcheur possède plusieurs casiers qu'il immerge soit en ligne soit en cercle et qu'il relève tous les jours ou tous les deux jours. Les résultats du recensement de septembre 1989 publiés par le C.R.O.D.T. font état de 3562 pirogues pratiquant ces types de pêche. Les centres de débarquement de la petite côte possèdent la plus grande partie de casiers recensés au Sénégal : Mbour et Joal fournissent près de 80% des céphalopodes capturés.

II. 4.2 Les lignes

Elles correspondent à une demande de poissons de qualité. Les pêcheurs sénégalais emploient plusieurs types de lignes en fonction de la profondeur et des espèces recherchées : les ligne de fond, les lignes de traîne, les turluttes et les lignes à espadon. L'étude portera uniquement sur la ligne de fond en raison de son caractère « ubiquiste » et par l'importance des tonnages capturés.

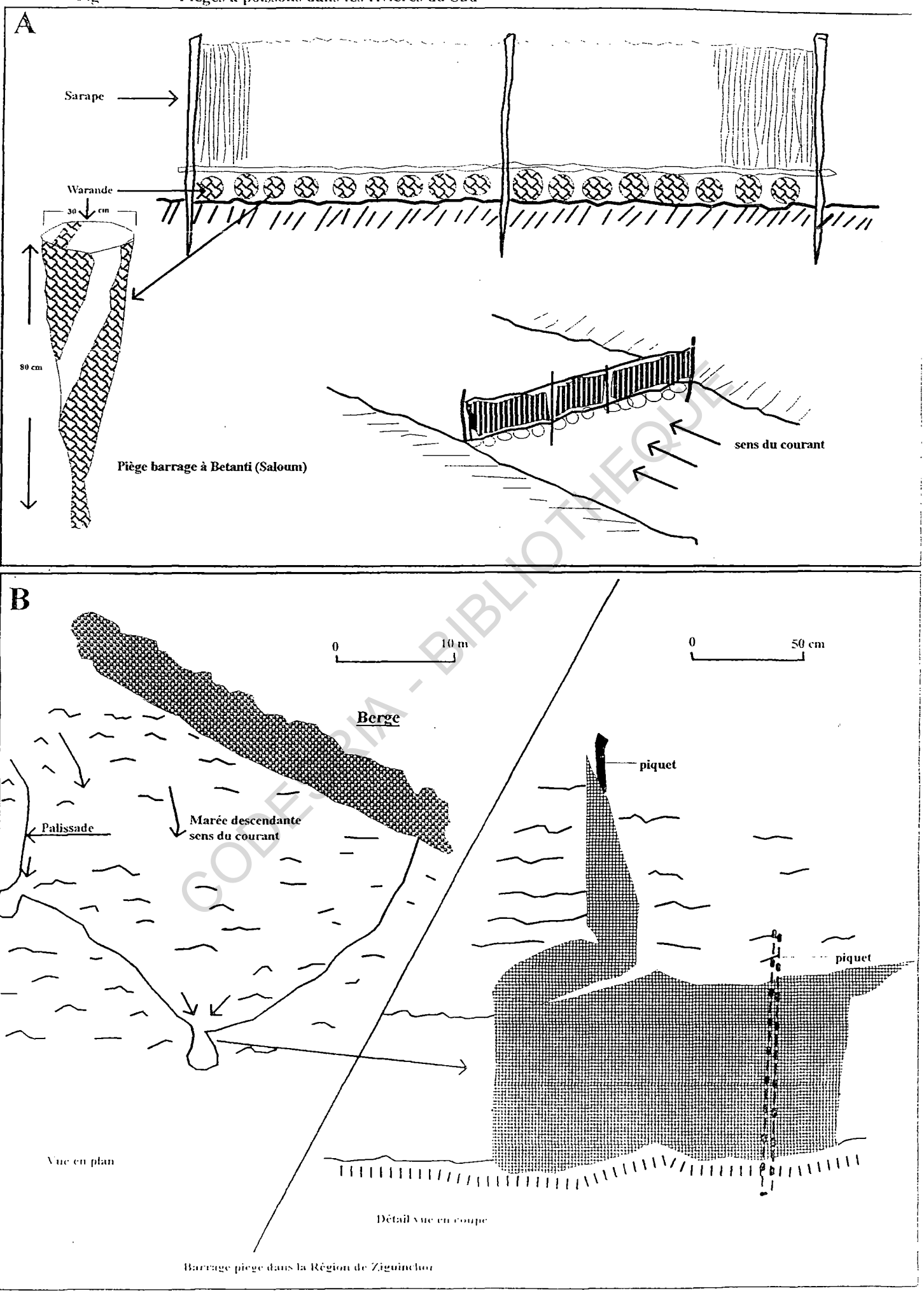
II. 4.2.1 Les lignes de fond[51]

Utilisé dans les eaux sénégalaises depuis le XIXe siècle, cet instrument a relativement peu évolué malgré l'introduction de matériaux nouveaux : les fibres d'écorce de baobab ou de feuille de palmier rônier ont cédé la place au fil de coton goudronné puis, à partir de la fin de l'année 1950, au mono-filament de nylon ; mais l'aspect général de l'engin, ses techniques de maniement n'ont guère changé. (tableau 13) Le fil, de diamètre et

[51] Les autres types de ligne jouent un rôle marginal par rapport aux lignes de fond et occupent une place réduite dans les débarquements de la pêche artisanale :
la pêche à l'espadon se pratique à l'aide d'un fil de nylon très résistant dépourvu de plomb et muni d'un très grand hameçon ;
la turlutte se présente sous la forme d'un grappin de couleur vive pour attirer la proie ; sa partie inférieure porte une couronne d'hameçons et sur l'extrémité supérieure un anneau sert à attacher un monofilament nylon. Des mouvements de traction brutaux exercés sur le fil permettent d'accrocher le céphalopode.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

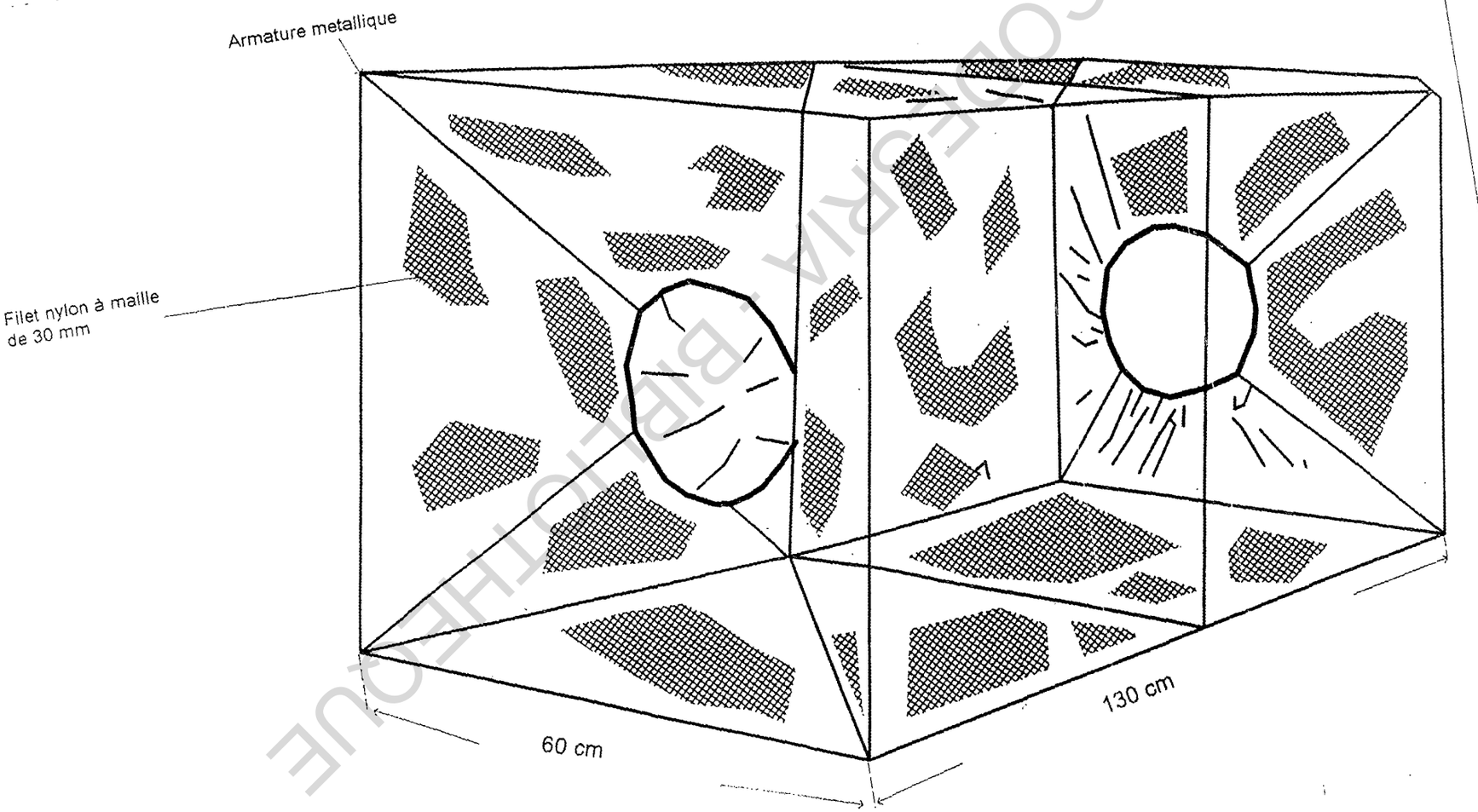
Fig 4 Pièges à poissons dans les rivières du Sud



Barrage piege dans la Région de Ziguinchor

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Fig n° 5 : Casier à céphalopodes de fabrication locale



COPERNIA BIBLIOTHEQUE

de longueur variables, lesté à l'aide d'un plomb, comporte 1 à 5 avançons portant chacun un hameçon.

Tableau 13 :Caractéristiques des principaux types de lignes de fond.

Lignes à main	Fil	Hameçon	Profondeur de pêche
à pageot et pagre	Nylon 25 kg	N°11	25 à 30 m
à ngot petite taille ngot : tassergal	Nylon 25 kg	N° 6-7	10 - 12 m
à ngot grande taille	Nylon 65 kg	N° 2-3	10 - 25 m
à thiof et mérou	Nylon 65 kg -	N° 3	15 - 100 m

Source : SECK P.A., 1980.

La pêche à la ligne se pratique à l'aide d'embarcations de petite taille (3 à 4 hommes à bord) lorsqu'elle se limite aux eaux proches du rivage. Elle mobilise des pirogues de taille moyenne, parfois équipées d'une cale à glace, (5 à 6 hommes) lorsqu'elle recherche les grosses pièces loin des côtes et du port d'attache. Chaque membre d'équipage possède sa propre ligne, enroulée en fuseau autour d'un morceau de bois arrondi.

Munis de leurs appâts (les sardinelles et les petites sardines coupées en morceaux ou entières), les pêcheurs se dirigent vers les fonds rocheux au dessus desquels ils jettent l'ancre. Pour la pêche au large, lorsque le repérage à partir de points situés sur la côte devient difficile ou impossible, les pêcheurs procèdent à l'estime : ils jettent les lignes et se laissent dériver. La pêche à la ligne correspond à une demande en poissons de qualité, mais, depuis 1975, sa part relative dans le total des débarquements de la pêche artisanale ne cesse de diminuer. En 1963, les lignes fournissaient 93 % des apports de la pêche artisanale maritime (76 800 t sur 82 000 t) ; 18 % seulement en 1978 (toutes lignes confondues), 14 % en 1983 et moins de 10 % en 1995. (DOPM, 1996)

Les stocks des espèces recherchées par la pêche à la ligne « normale » sont surexploitées et/ou ont disparu des pêcheries (tassergal, dorade). D'autres stocks (mérous, chinchards) sont en majorité très exploités. La pêche à la ligne « normale » est une technique en déclin. En effet, « **la pêche de ces espèces(...) est moins rentable que les autres types d'exploitation. Il s'y ajoute que la concurrence de la pêche à la palangre**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ou à la ligne à bord de pirogues équipées de cales à glace est très forte car cette technique est plus rentable, d'autant plus que le thiof n'est plus rencontré près des côtes. La palangre est en outre moins pénible et pêche des individus plus gros donc plus recherchés... »[52] .

II. 4.3 Les filets

Deux grands types de filets sont actuellement utilisés le long du littoral sénégalais : les filets passifs, dits dormants, et les filets actifs.

II. 4.3.1 Les filets passifs

II. 4.3.1.1 Les filets dormants de fond

Leur apparition dans l'arsenal de la pêche artisanale serait relativement récente. Dans ses descriptions des activités de pêche le long du littoral sénégalais, au début du XX^{e} siècle, A. GRUVEL n'a jamais fait allusion à l'existence de filets dormants dont les premiers instruments auraient sans doute servi à la capture des requins et des langoustes.Les filets dormants de fond répondent tous aux mêmes critères généraux, mais présentent des différences, en particulier au niveau de la taille des mailles et de la longueur des nappes, en fonction de l'espèce cible et du lieu et mode d'utilisation.
Le tableau14 indique les caractéristiques des filets de fond.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[52] BARRY – GERARD M et al 1993 : « Exploitation des ressources halieutiques côtières dans les eaux sous juridiction sénégalaise » in *Gestion des ressources côtières et littorales du Sénégal. Actes de l'atelier de Gorée 27-29 Juillet 1992*. UICN-ISRA-IFAN. P. 306.

Tableau 14 : Les filets maillants de fond utilisés au Sénégal

Types de filets		Caractéristiques d'une nappe de filet			Lieux de pêche	Secteurs côtiers
		maille étirée (mm)	longueur montée (m)	chute étirée (m)		
Filets de fond	à poisson	120 160	60 18	4,2 4,8	Petits Fonds : sable vase	Petite Côte, Saloum, Grande Côte
	à sole	92 à 100			30 m : sable coquiller près des rochers	Grande Côte
	à requin	160 180	18 55	4,0 4,5	Variable Variable	Toute la côte Surtout Grande côte
	à courbine	200	20	6,2	20-30m : sable	Petite Côte
	à capitaine	140	90	1,5	8-10m :sable près rochers	Petite Côte Casamance

Source : La Pêche Maritime n° 1211, 1979, p. 5

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les rendements des filets dormants de fond varient suivant la saison : « **de 150 kg par sortie au cours de l'hivernage, ils tombent à 50 kg en saison fraîche. Quelque soit le lieu considéré, le rendement moyen annuel reste sensiblement le même, oscillant autour de 90 kg (91 kg à Mbour, 90 à Joal, 85 à St Louis)** ». LLERES B. op.cit. p. 194)

Entre 1985 et 1990, sur l'ensemble du littoral, 1500 à 1800 pirogues se consacraient temporairement à la pêche au filet de fond qui a assuré 15 à 20 % des débarquements de la pêche artisanale. (DOPM, 1990). Ce type de pêche fournit une gamme de produits diversifiés, variant suivant les régions. Sur la côte nord, raies et requins occupent une place de choix, suivis par les capitaines, les machoirons et les soles langue à Saint Louis, par les courbines et les thiofs à Kayar. Sur la Petite Côte, les gastéropodes (Cymbium tritor : Yeet) représentaient en 1990 à eux seuls 60 % des prises.

II. 4.3.1.2 Les filets dormants de surface

Ils ne fournissent qu'une part très faible des débarquements de la pêche piroguière (0,3 à 0,4 % des prises). (LLERES B., 1986). En apparence plus efficaces que les filets de fond (rendement annuel moyen par sorties 140 kg), ils ne livrent que des poissons à faible valeur commerciale : sardinelles, ethmaloses. Ces engins, utilisés essentiellement sur la rive sud de la Presqu'île du Cap-Vert et sur la Petite Côte, ont du mal à résister à la concurrence des filets actifs modernes qui exploitent les mêmes espèces.

Par ailleurs, des recherches effectuées sur les incidences des engins et des méthodes de pêche sur les ressources halieutiques et l'écosystème marin ont révélé plusieurs effets pervers des filets dormants :

- « **les monos-filaments à partir desquels sont fabriqués les filets dormants sont décretés non biodégradables et sont interdits par la réglementation nationale (article 30 du décret d'application de la loi portant code de la pêche maritime) ;**
- **les captures n'étant pas fraîchement récupérées entrent en putréfaction et aggravent la pollution en plus des vibrations sonores qu'émettent les filets ;**
- **les prises n'étant pas de bonne qualité, ne peuvent avoir de bons prix ;**
- **ces filets dégradent les herbiers des fonds marins qui servent de nourriture et de refuges pour les poissons ;** »[53] (Bara TALL, commission presse, information. Comité de pêche de Kayar).

C'est en raison de ces effets pervers que la pêche au filet dormant est interdite à Kayar. Son usage par une quinzaine de pêcheurs sur les cinq cents migrants recensés à Kayar est à la base des conflits opposant pêcheurs kayarois et guet ndariens.

II. 4.3.1.3 Les filets fixes (filtrants) à crevette en Casamance.

Utilisés dans l'estuaire et les marigots du fleuve Sénégal, les filets filtrants à crevettes furent introduits en Casamance à partir de 1963 pour répondre à la demande de la première usine de traitement des crustacés nouvellement installée, l'entreprise Capcrus fondée par un expatrié d'origine italienne M. FRANZERI (LLERES B. op.cit. 1986). Les

[53] Le Matin, jeudi 19 juillet 2001 p. 9.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

filets filtrants forment des poches à mailles de 14 à 22 mm (nœud à nœud) suspendues à de longues perches (de7 à 7, 50 m), placées de part et d'autre d'une pirogue ancrée dans l'axe de l'estuaire ou des bolons. De gros fûts, assujettis à l'extrémité des perches, contribuent à la flottaison. L'ouverture rectangulaire maintenue béante par des bâtons verticaux regarde vers l'amont, les crustacés se prennent dans les mailles à marée descendante.(fig. 6)

Dans les mêmes eaux, des filets maillants dérivants (les Félé Félé) de 80 m de longueur, de 4 m de hauteur à maille de 30 mm (nœud à nœud), servent aux ñominka et aux tukulër à la capture des ethmaloses et des crevettes. Cette cohabitation a souvent engendré de graves conflits[54] entre pêcheurs de crevettes. En effet, « **depuis l'origine de la pêcherie(...) jusqu'en 1984, la quasi totalité des crevettes était capturée à l'aide de filets fixes en forme de poche. Ce n'est qu'à partir de 1985 que les félé-félé se sont multipliés. Un arrêté de 1988 limite leur longueur à 30 m mais cette clause n'est pas respectée. Il semble que les conflits actuels soient dus au fait que la réglementation n'est pas suivie d'effet : les groupes qui se sentent lésés tendent alors à se faire justice eux-mêmes.**

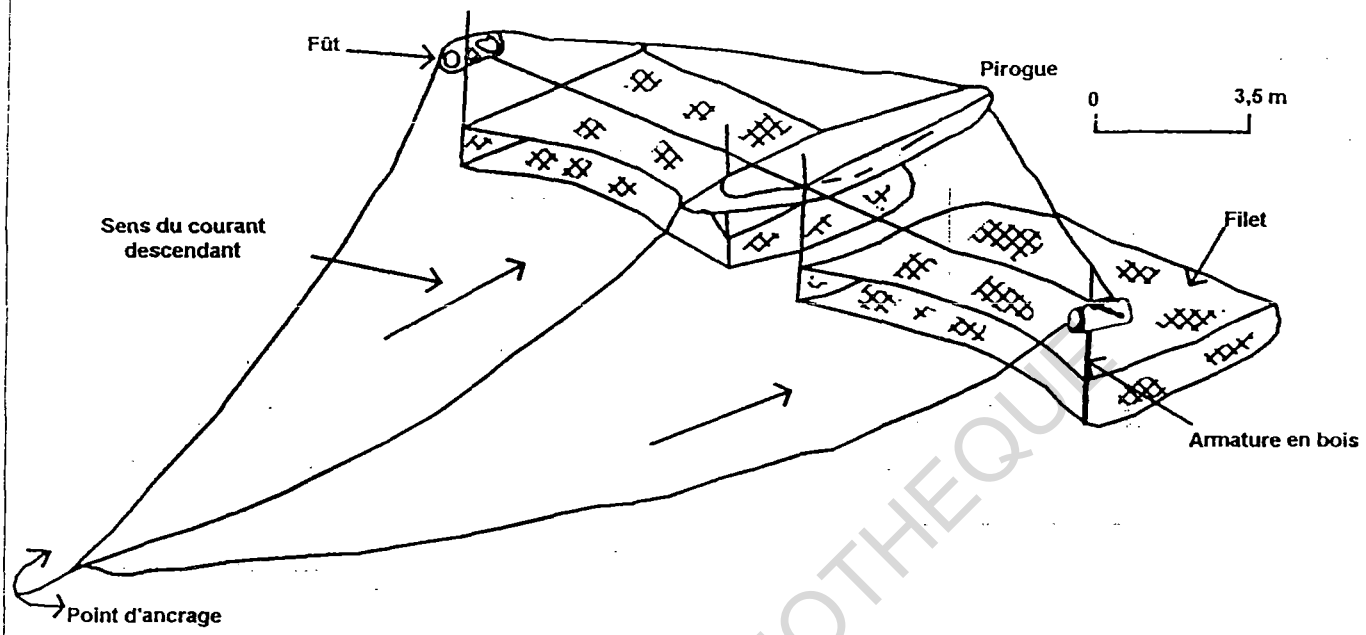
L'administration des pêches évoque un manque de moyens pour faire respecter le règlement. Il semble plutôt qu'elle hésite à appliquer la réglementation avec rigueur de crainte que d'autres problèmes n'apparaissent »[55] .

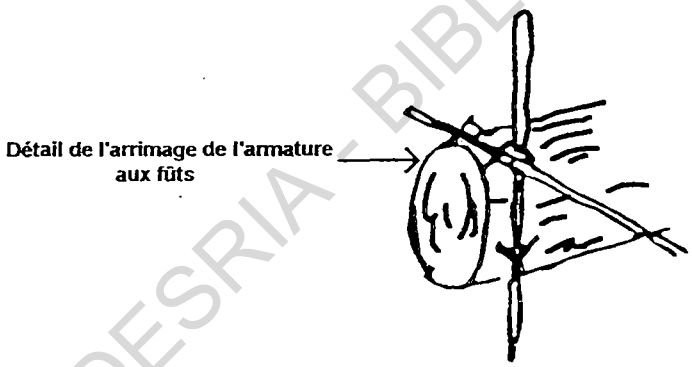
Ces problèmes peuvent revêtir des aspects divers tels que la réduction du pouvoir des autorités administratives, la multiplication des actions de représailles et les risques de surexploitation. Il arrive parfois que le service des pêches procède par des opérations dites de coup de poing pour arrêter les contrevenants et saisir leurs matériels ; par exemple, 49 filets de pêche de crevette et 4 moteurs de pirogue ont été saisis par l'inspection régionale

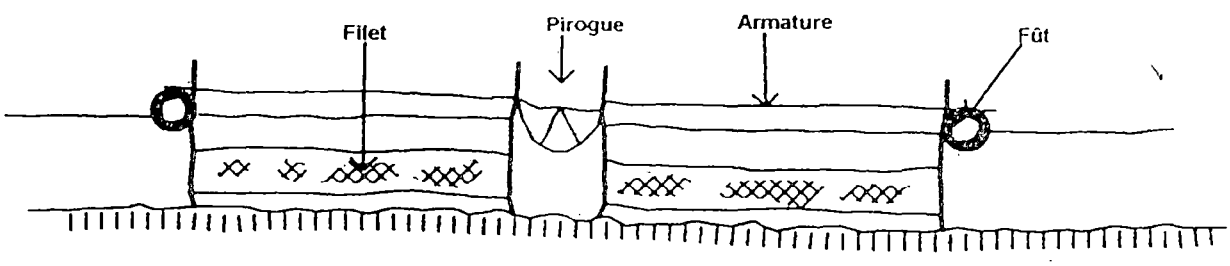
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[54] Pour comprendre les rapports conflictuels qui prévalent au sein de la pêche crevettière, évoquons à grand trait le cycle de migration des crevettes : elles se reproduisent en mer ; les larves après trois semaines de vie planctonique, pénètrent dans l'estuaire de la Casamance et grandissent près des berges, dans les zones peu profondes. Progressivement elles gagnent le chenal et finissent par être entraînées vers la mer où elles poursuivent leur croissance et leur reproduction. Les filets fixes pêchent dans le chenal les crevettes en migration vers la mer. Les filets maillants, utilisés sur les hauts fonds, capturent des crevettes plus jeunes. Or plus les filets maillants capturent de jeunes individus, moins les filets fixes ont des possibilités de pêcher des crevettes âgées en migration. Il en résulte des hostilités des pêcheurs aux filets fixes contre ceux des filets maillants d'autant plus que le prix du kilogramme augmente avec la taille.

[55] KEBE M. et LE RESTE L. 1993 : « Conflits liés au secteur des pêches sénégalaises » in *Gestion des Ressources côtières et littorales du Sénégal*. 1992. UICN, ISRA, IFAN. P. 388.







Vue en coupe

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

des pêches de Ziguinchor, le lundi 1er septembre 1997. (cf. SUD QUOTIDIEN n° 1320 du 2 septembre 1997, p. 2)

II. 4.3.2 Les filets actifs

Certains filets actifs d'un emploi ancien peuvent être considérés comme des instruments traditionnels, d'autres d'introduction plus récente peuvent recevoir le qualificatif de « modernes ».

II. 4.3.2.1 Les engins traditionnels

Ce sont essentiellement les éperviers et les sennes de plage. D'abord utilisés dans les eaux continentales, les éperviers (Wolof : Mbaal y sanni) et les sennes de plage (Wolof : Mbaal y law), existent depuis le XIXe siècle.

II. 4.3.2.1.1 Les éperviers

SECK P.A. (1980) distingue deux grands types d'éperviers : l'épervier simple observé dans les Iles du Saloum (mesurant plus de 4, 5 m de longueur) et l'épervier à anneau de cuivre ou d'os (3, 5 m de long) employé dans les régions de Saint-Louis et Ziguinchor. Beaucoup moins fréquent en mer que dans les eaux peu profondes des estuaires (1 à 3 m) et des marigots, lancé par un pêcheur à pied ou à partir d'une pirogue, cet engin, dont le maillage varie de 40 à 70 mm (nœud à nœud), sert à capturer des mulets et des ethmaloses (Cobos). Entre 1940 et 1950, l'épervier a joué un rôle important dans les stratégies de pêche des populations du littoral Sud.

En 1950, à propos de la Petite Côte, POSTEL E. écrivait : « **dans la région Sérère, lorsque les clupeidés sont abondants, toutes les pirogues pêchent à l'épervier. Ce mode de pêche permet à des pirogues montées par deux hommes de ramener à terre, en bonne saison, 200 à 300 kilogrammes de yaboïs (sardinelles) ou de cobos (ethmaloses)** »[56].

[56] POSTEL E 1950 : Congrès des pêches et des pêcheries dans l'Union Française d'Outre Mer. Institut colonial de Marseille. P. 126.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Vers 1955, à côté du filet maillant, l'épervier constituait encore le principal instrument de capture des ethmaloses pour les Niominka au Sud de la Petite Côte. Dans un rapport sur la pêche au cobo (août-septyembre 1951), BLANC A. indiquait :

« l'emploi de l'épervier fortement lesté permet seul de pêcher aussi bien aux embouchures peu profondes que dans les fleuves où les fonds atteignent parfois 14 m et plus ... les pêcheurs lançaient à partir de pirogues très étroites, longues, presque plates, à bordage en planches... Chaque pirogue comporte 2 éperviers et deux lanceurs se relayant ; l'un démaille le poisson du filet venant de servir pendant que l'autre pêche et inversement... »[57] .

De nos jours, cet engin participe de manière insignifiante aux débarquements de la pêche artisanale maritime et n'alimente qu'un commerce très restreint.

II. 4.3.2.1.2 Les sennes de plage

Les sennes de plage ou filets collectifs, en revanche, jouent encore un rôle prépondérant ; les techniques d'utilisation n'ont guère évolué, mais le fil de nylon a pris la relève du coton et surtout la taille des engins a considérablement augmenté. Jusqu'au milieu du XXe siècle, les plus grandes sennes n'excédaient pas 200m de long et 5m de chute. Actuellement, la senne classique mesure 300 à 400 m, mais les plus grandes, sur la côte nord ou dans la région de Ziguinchor, peuvent atteindre 1000 m pour 10m à 20 m de hauteur.

Inertes dans leurs grandes lignes, les techniques de pêche ont cependant subi quelques modifications. Lorsque des bancs de poissons s'approchent du rivage, la pirogue prend la mer, dépose un cordage, fixé à une aile du filet, sur la plage et attend le moment propice pour décrire un grand cercle et emprisonner les proies à l'intérieur de la boucle. L'embarcation autrefois mue à la pagaie reçoit de plus en plus un propulseur. Une fois le banc encerclé, après dépôt de la deuxième extrémité du filet sur la grève, le halage commence ; 30 à 40 voire 50 personnes participent à l'opération pour les petits engins ; les plus grands (800 à 1000 m) nécessitent les efforts conjugués de plus de soixante personnes ;

[57] BLANC A 1951 : « La pêche du cobo (ethmalose fimbriata) sur la Petite Côte du Sénégal » in *Bull. d'info et de doc. Service de l'Elevage Saint-Louis*. Pp. 33-34.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

dans ce cas, au fur et à mesure que la nappe sort des flots, deux individus entassent les ailes et les contre poches sur la berge ou sur le plateau de charrettes attelées.

Le rendement d'une opération de senne peut atteindre 1 à 2 tonnes. Parmi les poissons capturés, dominent les espèces pélagiques à valeur commerciale faible :grande carangue (*carangidae*) sur la côte nord ; pelons (*brachydeuterus auritus*) et mulets sur la Petite Côte. Les sennes de plage dont le nombre ne cesse de baisser depuis 1981 (140 en 1981 ; 175 en 1982 ; 162 en 1983 ; 100 en 1989 - CRODT, 1990) subissent la concurrence des filets actifs plus modernes.

II. 4.3.2.2 Les filets actifs d'introduction récente

II 4.3.2.2.1 Les filets maillants encerclants

La date d'introduction de ce type d'engin n'a pas été précisée ; mais après le deuxième conflit mondial, les pêcheurs de Mbour, Joal et les pêcheries européennes (Pêcherie de Joal), l'utilisaient dans les eaux de la Petite Côte, pour capturer la sardinelle et l'ethmalose. Les rapports adressés au Service de l'Elevage de Saint-Louis au début de 1950, donnent une idée de ses dimensions et de son mode d'utilisation :

« **chaque filet est constitué par une nappe rectangulaire de 100 à 250 m de long, ralingue supérieure lestée, mailles uniformes (30 mm) pour l'ensemble du filet, pas d'ailes, pas de centre, les chutes sont partout de même dimension.... La technique de pêche au filet maillant telle qu'elle est pratiquée par les autochtones est la suivante : entourer si possible un banc de poisson et le faire mailler, attendre le temps nécessaire au maillage et relever le filet** » (BLANC A. op.cit pp 33 et 36)..

A partir de cette date et au cours des premières années de l'indépendance, bénéficiant du développement de la motorisation, l'usage des filets maillants encerclants s'est amplifié sur la Petite Côte et dans le Saloum, devenant une spécialité des pêcheurs ñominka. Il est possible de distinguer actuellement deux grands types de filets maillants encerclants :

- en pleine mer, la longueur de l'engin varie entre 250 et 450 m, sa hauteur entre

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

10 et 12 m, les sardinelles se maillent dans les filets en tentant d'échapper au resserrement du cercle. Le filet est ensuite halé dans une pirogue et les poissons démaillés individuellement ;

- dans les estuaires, les filets encerclants employés pour la recherche des ethmaloses ne dépassent pas 7 m de chute et 60 m de longueur.

La technique mise en œuvre, sensiblement la même pour les deux unités de pêche, n'a guère évolué depuis 1950 : une fois le banc repéré, l'équipage largue la nappe dont une extrémité demeure fixée à une bouée, et, par un mouvement tournant de l'embarcation, encercle les bancs. Les poissons effrayés par des coups de rame frappés dans l'eau, viennent se précipiter dans les mailles du piège . Les pirogues (57 pirogues en septembre 1989 selon les statistiques du CRODT) utilisant ce type de filet, exercent toute leur activité autour de Mbour, Joal et dans les Iles Saloum et ne s'aventurent pas au nord du Cap-Vert (instabilité du temps).

Peu diversifiées, les captures se composent essentiellement de sardinelles plates (71 % des prises en 1983) et d'ethmaloses (25 % des prises en 1983) ; ce sont presque les mêmes espèces que capturent les sennes tournantes, d'apparition plus tardive dans l'arsenal des pêcheries artisanales et qui font figure, grâce à leur efficacité, de concurrentes sérieuses.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 4.3.2.2.2 Les sennes tournantes et coulissantes (filets tournants coulissants)

Les premiers essais de filet tournant coulissant sont tentés, sans succès, vers 1950 par le Centre d'Etude des Pêches de Joal sur le littoral sud. L'échec de la première expérience a été attribué à la trop grande chute de l'engin utilisé.

En 1952, le Service des Pêches mit l'engin à la disposition des pêcheurs artisans de Joal afin « de les habituer à une méthode de pêche nouvelle » et préconisa la vulgarisation de cette technique. Dans un article du Bulletin de Documentation du Service de l'Elevage, BLANC A. concluait : « **si la pêche s'avérait plus fructueuse, nul doute que nous verrions le pays évoluer vers la généralisation de l'emploi du filet tournant** » (BLANC A. op.cit p. 33).

Dix sept ans plus tard, en 1969, avec le concours de la F.A.O., les essais d'adaptation de la senne tournante reprirent sur la Petite Côte ; ils ont été poursuivis en 1972 sous l'égide de la D.O.P.M. Après des essais concluants, cette nouvelle technologie s'est diffusée rapidement à partir de 1973 et a révélé sa très grande capacité de production en pêche artisanale, surclassant parfois celle des petites unités industrielles comme les sardiniers.

Sa performance peut être analysée, par exemple, à partir de quelques données du CRODT, certes anciennes, mais très significatives. Celles-ci sont relatives à l'évolution des débarquements de la pêche artisanale par type d'engin sur la grande côte (Saint-Louis et Kayar).

A Saint-Louis, en 1975, le volume des prises à la ligne était estimé 3635 tonnes (91,5 %), contre 91 tonnes seulement (2,3 %) pour la senne tournante, celui du filet dormant à 241 tonnes (6 %) et les autres divers engins à 1 tonne. Près d'une décennie, en 1983, les rôles ont été totalement inversés en faveur de la senne tournante : 4695 tonnes (66 %) contre 1012 tonnes (14,3 %) pour la ligne et 1321 tonnes (18,7 %) pour le filet dormant.

Une évolution similaire est tout aussi appréciable pour l'un des principaux centres de pêche du littoral nord, Kayar : en 1975, les lignes débarquaient près de la quasi totalité des prises, soit 9792 tonnes (99,6 %) ; la portion congrue revenait à la senne tournante (25 tonnes ; 0,2 %) et au filet dormant (13 tonnes ; 0,1 %). Mais en 1983, la senne tournante révélait ses réelles capacités de production et confirmait ainsi l'attente des pêcheurs : 10133 tonnes (73,9 %) contre 3118 tonnes (22,7 %) pour les lignes et 438 tonnes (3,1 %) pour le filet dormant.

Ces performances, la senne tournante le doit ,entre autres, à la typologie des engins, donc à leur adaptation aux diverses espèces. A ce titre, il est possible de distinguer deux types de sennes : celles des petits pélagiques et celles des gros poissons.

La pêche à la senne tournante (fig7.) se pratique de jour comme de nuit. Elle devient délicate lorsque souffle l'alizé, les vents supérieurs à 6-8 m/s gênent considérablement les manœuvres et limitent le nombre des sorties, en particulier sur la

CODESPA - BIBLIOTHEQUE

Grande Côte. Ces contraintes climatiques limitent l'expansion des sennes au nord du Cap-Vert.

De loin les instruments les plus productifs du secteur artisanal, les sennes tournantes ont atteint, au début de leur mise en service, des rendements spectaculaires : les coups de filet de 10 à 25 tonnes étaient fréquents avec des records de l'ordre de 80 tonnes. Lorsque le contenu de la poche dépasse la capacité de la pirogue porteuse, (10 à 20 tonnes), d'autres piroguiers appelés à la rescousse apportent leur contribution. Les pêches fabuleuses des premiers temps sont devenues rares et les prises par unité d'effort ont baissé. En 1979 déjà, GERLOTTO[58] notait des rendements moyens de 2 tonnes / sortie à Saint Louis, de 4 tonnes / sortie à Kayar ; en 1981, les chiffres tombaient à 1,4 tonne pour Saint Louis et 2, 6 tonnes pour Kayar.

Depuis 1977, l'évolution du nombre d'unités de sennes tournantes a compensé la baisse des rendements : 120 en 1977, 220 en 1981, 265 en 1983, 290 en 1985 et 303 unités en 1989 (CRODT, 1985, 1991 ; SOCECO-PECHART, 1982, 1985).

En plus des bouleversements technologiques, la senne tournante a engendré des mutations socio-économiques significatives dans le domaine des stratégies d'exploitation et de transformation des ressources halieutiques. A ce titre, KEBE M. socio-économiste au CRODT identifie quelques aspects de ces évolutions :

« **Cette innovation technologique contribue pour deux tiers aux captures de la pêche artisanale, notamment en espèces pélagiques : près de 135 000 tonnes par an. Cette situation a favorisé un développement de la commercialisation en frais et de l'industrie du braisage artisanal du poisson (kéthiakh), notamment sur la Petite Côte, qui mobilise une importante main d'œuvre féminine et donne naissance à des courants d'échanges actifs avec d'autres pays africains ; la construction de pirogues de grande taille capables de transporter des prises importantes (jusqu'à 20 tonnes) ; l'introduction de nouvelles formes d'organisation du travail et de nouveaux rapports de production. Le travail en couple des embarcations (pirogue porteuse et pirogue filet) permet de faire appel à une main d'œuvre non spécialisée originaire du milieu rural (agriculture) pour former les nombreux équipages : 20 à 30 pêcheurs par unité.**

[58] GERLOTTO F. et Al. La pêche maritime artisanale en Afrique de l'Ouest : La pêche au Sénégal. La Pêche Maritime n° 1211, pp. 8-9.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'importance du capital investi, 9 à 10 millions de FCFA par unité de pêche actuellement, est à l'origine de l'introduction d'un nouveau système de partage du produit de la pêche, plus favorable à la rémunération du capital. Par ailleurs, on assiste à une véritable accumulation du capital dans le système(...). Disposant de plus de ressources pour acheter les captures importantes des sennes tournantes, les mareyeurs ont remis peu à peu en cause le rôle des femmes bien qu'il soit toujours prépondérant dans la valorisation des captures. Afin de s'assurer un approvisionnement abondant permettant une meilleure rentabilisation des moyens de distribution mobilisés, certains commerçants ont investi dans l'achat d'unités de pêche à la senne tournante. »[59]

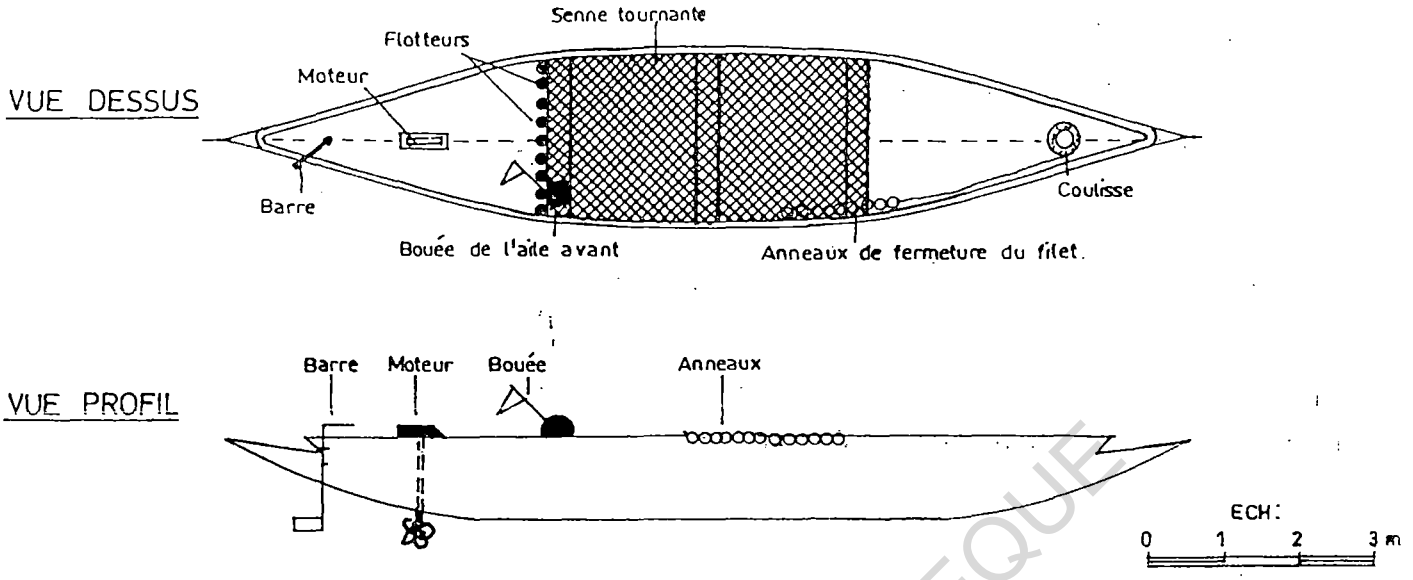
Après avoir procédé à l'étude des principales stratégies de pêche du secteur artisanal maritime, et mis en relief quelques unes de ses incidences sur les ressources halieutiques, il convient dans les lignes qui suivent d'analyser les mécanismes, complexes, par lesquels les eaux marines, au large des côtes sénégalaises, s'enrichissent. A ce propos, les éléments hydroclimatiques et la remontée des eaux profondes permettant le développement du plancton, riche nutriment, constitueront les axes de notre réflexion.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

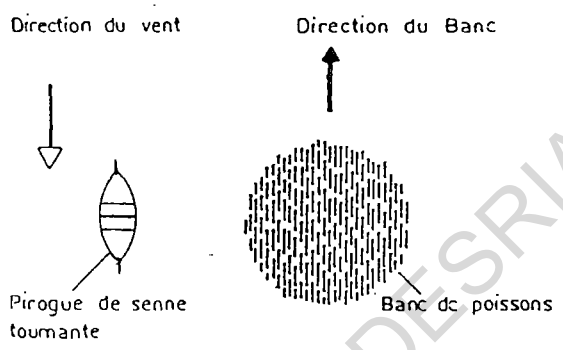
[59] KEBE, M. (1994) : « Principales mutations de la pêche artisanale maritime sénégalaise » in *Evaluation des ressources exploitables par la pêche artisanale sénégalaise. Symposium de Dakar du 8 au 13 février 1993.* ORSTOM. p. 48.

FIG. 7 LA PECHE A LA SENNE TOURNANTE

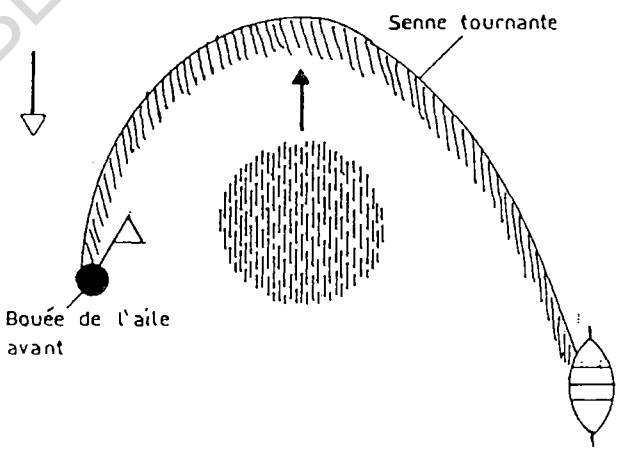
SCHEMA D UNE PIROGUE DE SENNE TOURNANTE



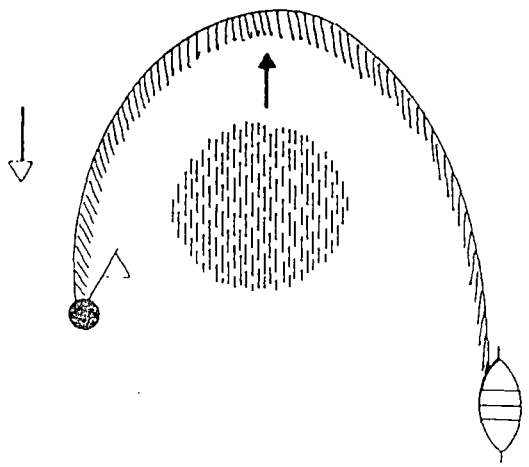
LA TECHNIQUE DE PECHE



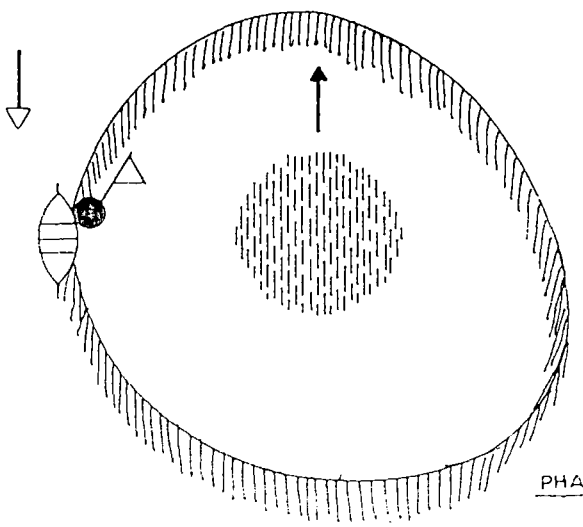
PHASE 1



PHASE 2



PHASE 3



PHASE 4

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE III :

UPWELLING ET ENRICHISSEMENT BIOLOGIQUE DES EAUX MARINES SENEGALAISES

La vie dans les eaux marines obéit à un rythme saisonnier déterminé par le déplacement latitudinal de masses liquides aux caractères différents et par des remontées d'eaux profondes. Ces mécanismes s'inscrivent dans le cadre plus vaste des conditions hydroclimatiques générales extérieures à la zone du plateau continental sénégalais. Les variations de la pluviométrie et des écoulements continentaux influencent surtout les estuaires et les franges côtières immédiates.

I – LE RÔLE DES FACTEURS HYDROCLIMATIQUES DANS L' ENRICHISSEMENT BIOLOGIQUE DES EAUX MARINES

I. 1 – Les facteurs météorologiques et hydrodynamiques

Le littoral sénégalais est sous l'influence de trois masses d'air principales, perceptibles au sol, dont deux d'origine boréale et une d'origine australe. Elles sont séparées par une surface de discontinuité, le front intertropical (F.I.T.) situé dans la zone des basses pressions intertropicales et matérialisé au sol par une ligne dont les déplacements régissent, en partie, le climat.

I. 1.1 Les principaux centres d'action.

Quatre champs de pressions conditionnent la circulation dans les basses couches atmosphériques :

- les anticyclones des Açores et de Saint-Hélène qui forment deux systèmes maritimes permanents;
- les deux systèmes continentaux saisonniers : l'anticyclone Sud Libyen (cellule anticyclonique maghrébine) et la dépression saharienne.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ces champs de pression déterminent l'évolution saisonnière du vent au sol et trois types de vents :

- l'alizé maritime frais et humide, de secteur Nord avec une rotation progressive vers l'Ouest; de novembre à mai les vents atteignent leur maximum d'intensités (environ 5m / s)dans la partie Nord du littoral sénégalais ;
- l'alizé continental, vent d'Est, chaud et sec;
- de juin à septembre, la mousson flux chaud et humide, vecteur de précipitations.

Octobre et mai sont des mois de transition ;

Alizés du Nord-Ouest dans l'hémisphère Nord et du Sud-Est dans l'hémisphère Sud engendrent des courants marins.

I. 1.2 Les facteurs hydrodynamiques: les principaux courants marins.

La région maritime sénégalaise est soumise à deux types de circulation (DIAW B. 1982):

- le courant Nord-équatorial vers l'Ouest (eaux froides) ;
- le contre-courant équatorial vers l'Est (eaux chaudes et salées) ;

Cette circulation zonale devient méridienne sur le plateau continental où il est possible de distinguer :

- un courant Sud (eaux froides) de novembre à mai, désigné courant des « Canaries » (ROSSIGNOL M. 1973) ;
- un courant Nord (eaux chaudes) de juin à Août.

Les mouvements de ces courants influencent la répartition des masses d'eau au-dessus du plateau continental sénégalais.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I.2. Masses d'eau : structures et caractères

I.2.1 La structure verticale des eaux

Une coupe schématique à travers la troposphère océanique (la partie supérieure de l'élément liquide) révèle plusieurs couches superposées :

- Les eaux centrales proviennent d'un mélange d'Eaux Centrales Nord Atlantique

(E.C.N.A.) et d'Eaux Centrales Sud Atlantique (E.C.S.A.); elles occupent la partie inférieure de la troposphère.

- La partie supérieure de la troposphère, la couche de couverture, est étroitement liée aux influences atmosphériques; elle subit des variations de température et de salinité importantes. Au sein de cette couche s'individualisent des masses d'eaux qui se déplacent sur le plan horizontal.
- Entre les eaux centrales et la couche de couverture s'étale une couche de discontinuité, la thermocline, dont la profondeur varie au cours de l'année. En juin elle se situe vers -35m, en avril autour de -25 m (LLERES, B. 1986). La thermocline peut disparaître en pleine la saison froide lorsque les eaux centrales parviennent jusqu'à la surface.

La zone superficielle de l'océan pénétrée par la totalité du spectre lumineux permet le déroulement de la photosynthèse; elle est le domaine privilégié de l'activité biologique. L'épaisseur de cette couche euphotique varie saisonnièrement: « **d'une dizaine de mètres pendant la saison froide, elle peut atteindre une centaine de mètres au cours de la saison chaude, englobant alors la couche de couverture et une partie des Eaux Centrales** ». (LLERES, B. op.cit. p 13).

I. 2.2 La situation thermo-haline:

Le plateau continental sénégalais est « baigné » par trois types de masses d'eau aux caractères différents (carte n°9).

- les eaux froides dont la température est inférieure à 20°C et la salinité comprise entre 30 pour mille et 36 pour mille (courant des Canaries) ;
- les eaux chaudes et salées du courant nord ;
- les eaux libériennes (guinéennes) chaudes et dessalées.

Les eaux chaudes apparaissent vers mai et sont ensuite transportées par la frange Nord du contre courant équatorial. Leur température **« peut passer de 24° à 27°C en deux mois; leur salinité est à l'origine comprise entre 35,6 pour mille et 35,8 pour mille. Sous l'effet de l' évaporation elle augmente par la suite de manière linéaire à partir du mois de mai en tendant vers 36 pour mille. L'augmentation de la salinité cesse en fonction de l'arrivée des pluies (en juillet ou au-delà). L'apparition en surface d'eau à**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

salinité faible en saison chaude est ... liée à la forte pluviométrie dans toute la zone de mousson à cette époque. Cependant d'autres processus peuvent intervenir qui sont notamment dictés par :

- les eaux de large liées au contre-courant équatorial dont les salinités typiques sont de l'ordre de 35 pour mille.

- les eaux du fleuve Sénégal ... Au niveau de Saint-Louis leur salinité peut être inférieure à 20 pour mille et croît à mesure que l'on s'éloigne de l'embouchure.

- le coin d'eau dessalée guinéenne constituée d'eaux formées au Sud du Cap Roxo par les apports des nombreux fleuves côtiers de la Guinée Bissau et de la Guinée. Les eaux peuvent atteindre des salinités très basses (inférieures à 30 pour mille).

- les effets locaux comme le ruissellement des eaux de pluie, l'influence des nappes phréatiques supérieures et le débordement des marigots ».[60]

Entre les eaux froides et chaudes, la zone frontale est animée par des oscillations Nord-Sud de grande amplitude. Il en résulte l'alternance de saisons hydrologiques

I. 2.3 La circulation en latitude des masses d'eau le long du littoral sénégalais

Les déplacements latitudinaux des masses d'eau se combinent avec ceux des grands centres d'action atmosphériques. Il est possible de distinguer deux périodes principales[61] :

I. 2.3.1 La situation en saison chaude

Pendant cette période, (carte n° 9) les eaux tropicales chaudes et salées baignent les côtes sénégalaises; en Août à la latitude du Cap Blanc (21°N) elles atteignent leur maximum d'extension. A la fin de ce mois, les eaux guinéennes, chaudes et dessalées, prennent le relais et s'installent jusqu'à la hauteur du Cap Vert; en novembre elles atteignent Saint-Louis; c'est aussi à cette période que le F.I.T. occupe sa position extrême,

[60]REBERT, J.P. 1979 Hydrologie et Dynamique des eaux du plateau continental sénégalais. Doc. Sc.n°89, CRODT p. 12

[61]Les dates d'apparition des saisons varient d'un secteur à un autre du littoral sénégalais. Une approche par les températures de surface est mal aisée car le réchauffement est progressif et le refroidissement, plus brutal, procède par oscillations avant de se stabiliser (REBERT, J.P., 1983). Les dates d'apparition de la saison froide (mi-novembre) et de la saison chaude (mi-mai) peuvent varier d'une année à l'autre et dépendent de l'installation plus ou moins tardive du régime des alizés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

au-dessus du 20 parallèle. L'anticyclone des Açores « chevauche » le 35 parallèle, celui de Sainte Hélène atteint les côtes du Golfe de Guinée et une zone dépressionnaire (1006 mb) recouvre le Sahara. Les brises de secteur Sud-ouest, faibles (2 à 4m\s), accompagnent parfois de fortes précipitations et des tornades soufflent sur les côtes sénégalaises.

I.2.3.2 La situation en saison froide

Les eaux froides et salées d'origine boréale, entre janvier et février surtout, refoulent les eaux tropicales vers l'ouest et les eaux guinéennes vers le sud (carte n° 9). Une zone frontale s'établit au large de la Guinée vers 10° N (Front des Bissagos; DOMAIN. F. 1980). Une zone de hautes pressions s'étend le long du 30ème parallèle (Anticyclone des Açores et Anticyclone de Libye). Le FIT s'allonge de part et d'autre du 5ème parallèle alors que l'Anticyclone de Sainte Hélène stationne au sud de l'équateur. Les principales saisons hydroclimatiques sont séparées par des périodes de transition.

I. 2.3.3 Les saisons de transition

Pendant la saison de transition vers la saison chaude (mai-juin) les alizés s'estompent, les eaux froides sont progressivement recouvertes par les eaux chaudes qui se déplacent rapidement vers le nord; elles sont associées au contre-courant équatorial. La transition saison chaude-saison froide (novembre-décembre) est marquée par un retour progressif des alizés et l'apparition d'upwellings côtiers; les eaux chaudes refluent vers le sud et le large.

Les conditions hydroclimatiques du littoral sénégalais sont caractérisées par une forte variabilité saisonnière et inter annuelle. Ces facteurs déterminent, dans une large mesure, les upwellings sources d'enrichissements des eaux marines.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II - UPWELLING ET ENRICHISSEMENT BIOLOGIQUE DES EAUX MARINES SÉNÉGALAISES

II. 1 Mécanisme et variabilité de l'upwelling

II. 1.1 Mécanisme de base

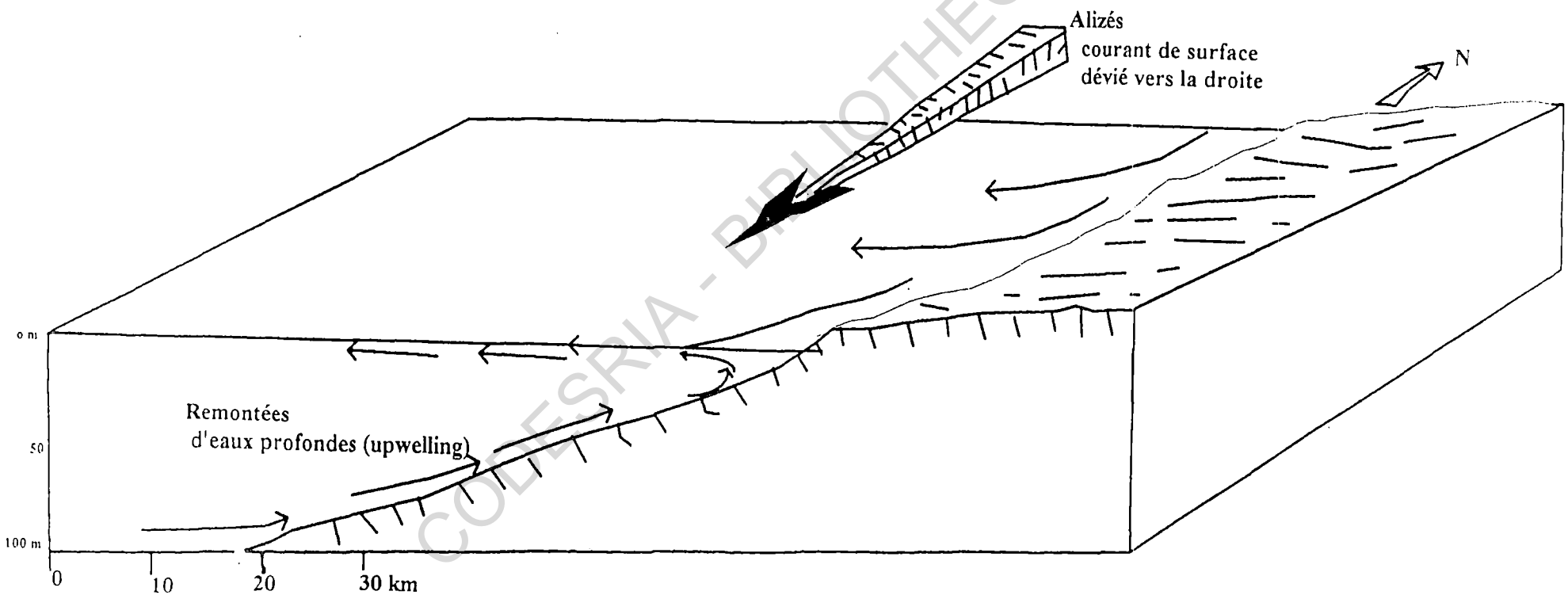
Lorsque les alizés soufflent le long du littoral, ils provoquent un courant de surface qui, sous l'influence de la Force de Coriolis, dévie vers la droite et chasse les eaux vers le large. Pour remplacer les eaux refoulées vers la haute mer, s'amorce un courant ascendant qui entraîne un afflux d'eaux profondes en direction de la côte (fig.8) .La source de ces eaux profondes se situerait entre les isobathes 40m et 100 m et entre 30 et 40 km du littoral (LLERES B. 1986). La remontée des eaux profondes, en saison froide, est surtout impulsée par le régime du vent.

II. 1.2 Variabilité et diversité de l'upwelling

Au Sénégal, l'upwelling est un phénomène saisonnier (carte10). Divers travaux (Wooster W. S. et al. 1976; Touré D. 1983; Rebert J. P. 1983; Portalano P. 1986; Roy C. 1989 et 1992; GNINGUE, I.D. et al. 1990) ont mis en évidence sa variabilité (tableau 15). Il est principalement induit par les vents, les alizés du nord-ouest en particulier.

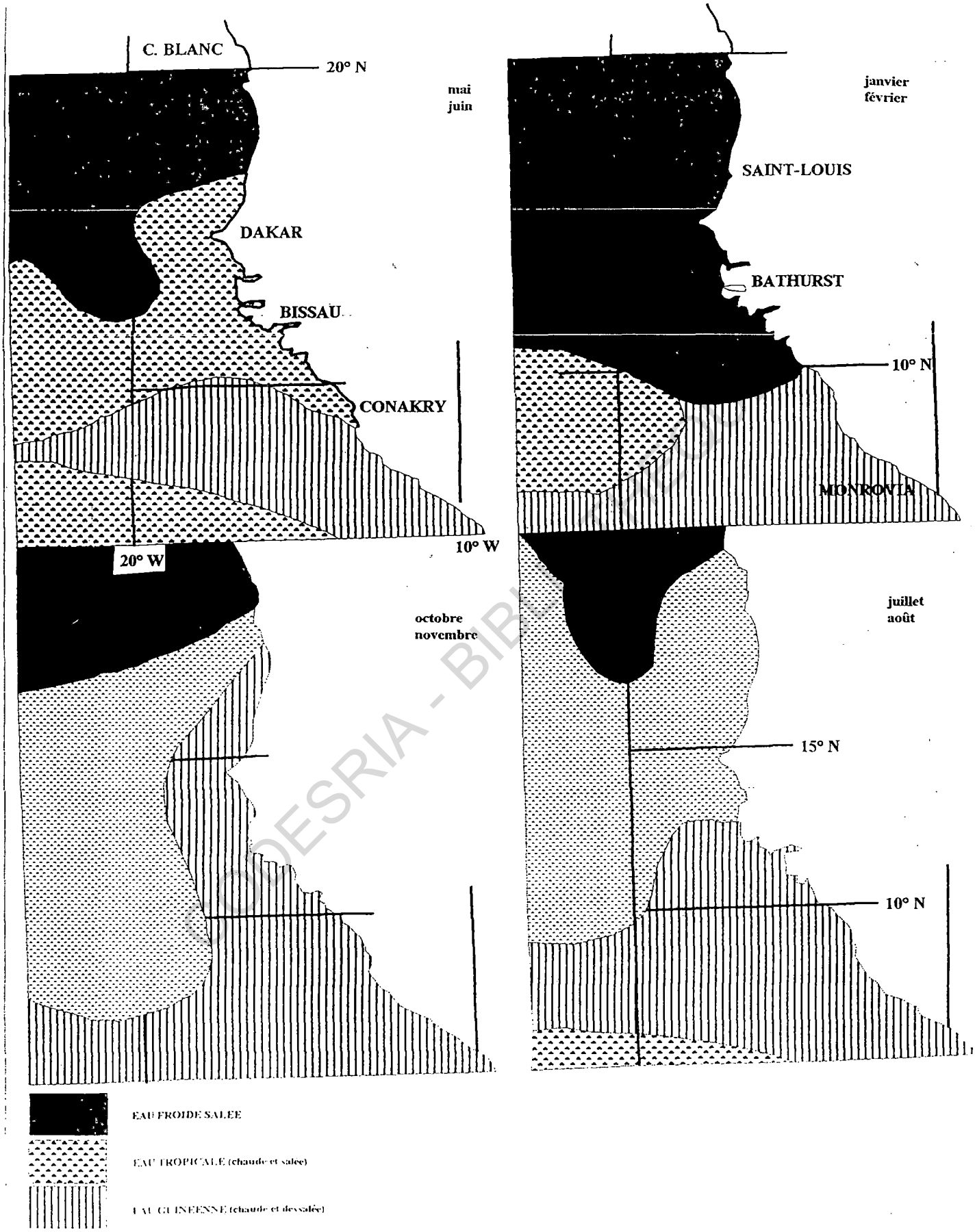
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Fig n° 8 : Mécanisme de l'upwelling



COLLESRIA - BIBLIOTHEQUE

DIOP O. 2001



© IDESRIA - BIBLIOTHEQUE

Source : Rossignol M. 1973 ;
DIOP O. 2001

Tabl. 15 :Durée moyenne des saisons d'upwelling le long de la côte ouest africaine entre 12°N et 23°N

ZONE	LATITUDE	PERIODE D'UPWELLING	DUREE MOYENNE DE LA SAISON D'UPWELLING
Cap Barbas	23° N	Toute l'année	12 mois
Cap Blanc	20° 55' N	Toute l'année	12 mois
Nouakchott	17° 50' N	Octobre à juin	9 mois
Cap-Vert	14° 45' N	Fin novembre à mai	5,5 mois
Cap Roxo	12° N	Fin décembre à mars	3 mois

Source : SCHEMAINDA et NEHRING 1975

II. 1.2.1 Variabilité du vent

La répartition temporelle des vents entre 1964 et 1991 révèle des variations mensuelles et annuelles pertinentes :

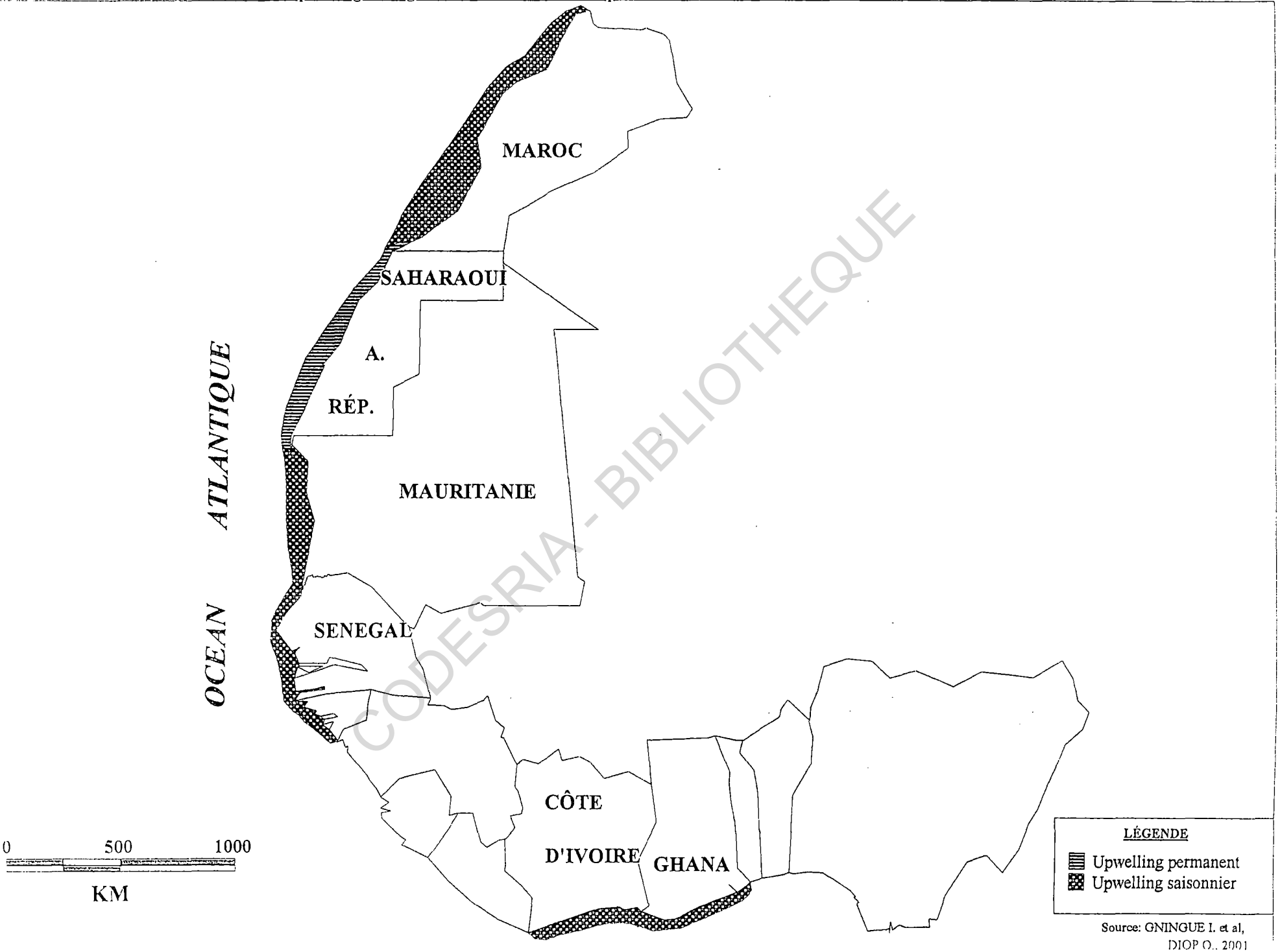
- l'évolution de la moyenne mensuelle de la vitesse du vent (fig. 9) met en exergue une croissance progressive (10 à 11 nœuds) des vitesses de janvier à avril, ensuite une baisse à partir de mai pour atteindre le minimum entre août et septembre (6 nœuds)
- l'évolution des vitesses moyennes par an(fig.10) montre une baisse de la moyenne annuelle à partir de 1965 (9 nœuds) pour atteindre des minima entre 1968 et 1969(7,5 nœuds). Les vitesses les plus élevées sont observées entre 1972 et 1977 (10 nœuds) et entre 1985- 1986 (9,5 nœuds); des périodes de vents faibles sont relevées entre 1981 et 1984 (7,5 nœuds).

Des variations similaires sont tout aussi observables dans l'évolution de l'upwelling.

II. 1.2.2 Variabilité saisonnière et diversité côtière de l'upwelling

La vitesse du vent et l'orientation de la côte par rapport aux vents introduisent des fluctuations dans l'intensité de la résurgence. Cependant d'autres paramètres tels que la topographie (largeur et profondeur du plateau continental), la présence d'un canyon sous-marin, d'un cap ou d'une baie peuvent aussi influencer la remontée des eaux profondes. Par conséquent, l'intensité de l'upwelling peut varier entre le nord et le sud du littoral pour une même vitesse de vent.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Source: GNINGUE I. et al, DIOP O., 2001

Afin de mieux saisir les relations qui existent entre ces divers mécanismes, GNINGUE, I.D et TOURE, D. (1993) ont calculé des indices d'upwelling sur la base de données de vent (1964-1991). A ce propos l'indice d'upwelling côtier (I.U.C.) mesuré en m3/s par mètre de côte(le volume d'eau remontant du fond dépend de la force du courant de surface chassant l'eau vers le large) révèle une forte variation temporelle et spatiale de la résurgence le long du littoral sénégalais.

Les moyennes mensuelles de l'indice d'upwelling, de 1964 à 1991, révèlent une grande variabilité aussi bien saisonnière que spatiale de cet indice; cependant, la fluctuation est moins accentuée entre juin et septembre (fig 11).

Au sud du littoral, la moyenne mensuelle des indices est positive toute l'année (entre 1,5 m3/s - et 0,10m3/s). L'indice moyen y croît de janvier à avril et de septembre à décembre; les indices moyens calculés dans cette zone sont plus élevés que ceux de la zone nord.

Au nord, les données révèlent des caractéristiques différentes : la moyenne mensuelle des indices s'annule et devient négative entre juin et septembre; le maximum de l'indice moyen est observé entre mars et avril.

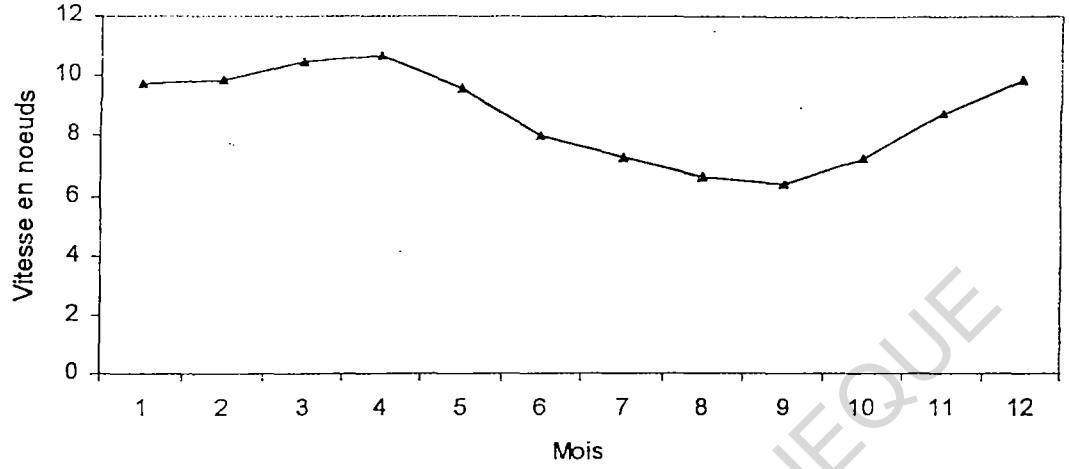
A l'échelle annuelle, l'évolution de la moyenne de l'I.U.C.(fig.12)montre une période d'upwelling élevé entre 1972 et 1977; il en va de même pour 1985. Si l'allure de l'évolution de l'indice est quasi-identique le long du littoral, il est possible de constater, cependant, que sa valeur annuelle est plus marquée au sud.

Par ailleurs, les indices d'upwelling calculés sur la base des données de vent recueillies au large par les navires marchands (ROY C. 1992) sont plus élevés que ceux fournis à partir de données collectées à Yoff. Cependant, elles révèlent des courbes aux contours presque identiques que ceux des courbes construites sur la base des données de vent recueillies à Yoff.[62]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[62] En plus du facteur topographique (largeur du plateau continental) REBERT J.P. (1983) justifie la persistance d'une poche d'eau froide sous le Cap Vert par la présence d'un tourbillon dans la baie de Gorée.

Fig: 9 Evolution de la moyenne mensuelle de la vitesse du vent de 1964 1991 le long du littoral sénégalais (CRODT).



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Fig:10 Evolution de la moyenne annuelle de la vitesse du vent de 1964 à 1991 le long du littoral sénégalais (CRODT)

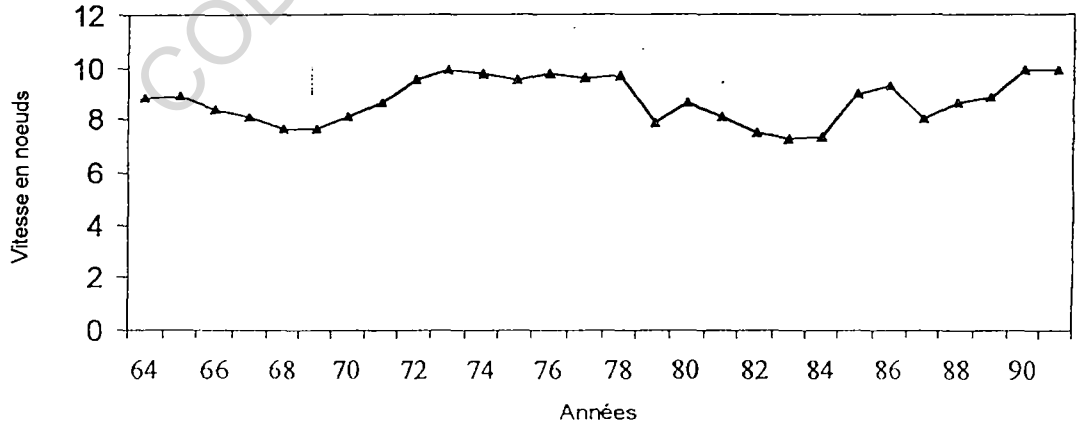
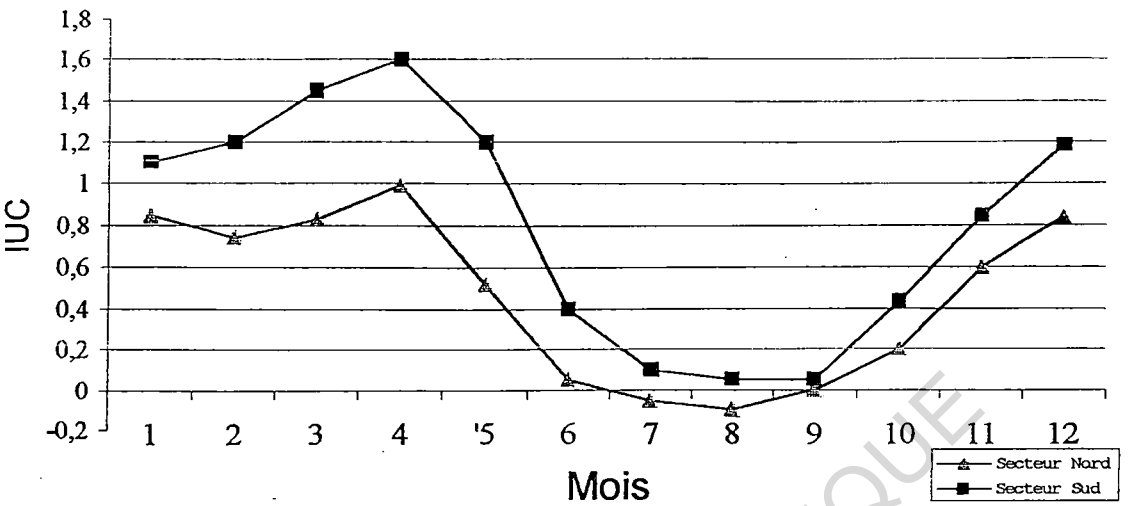
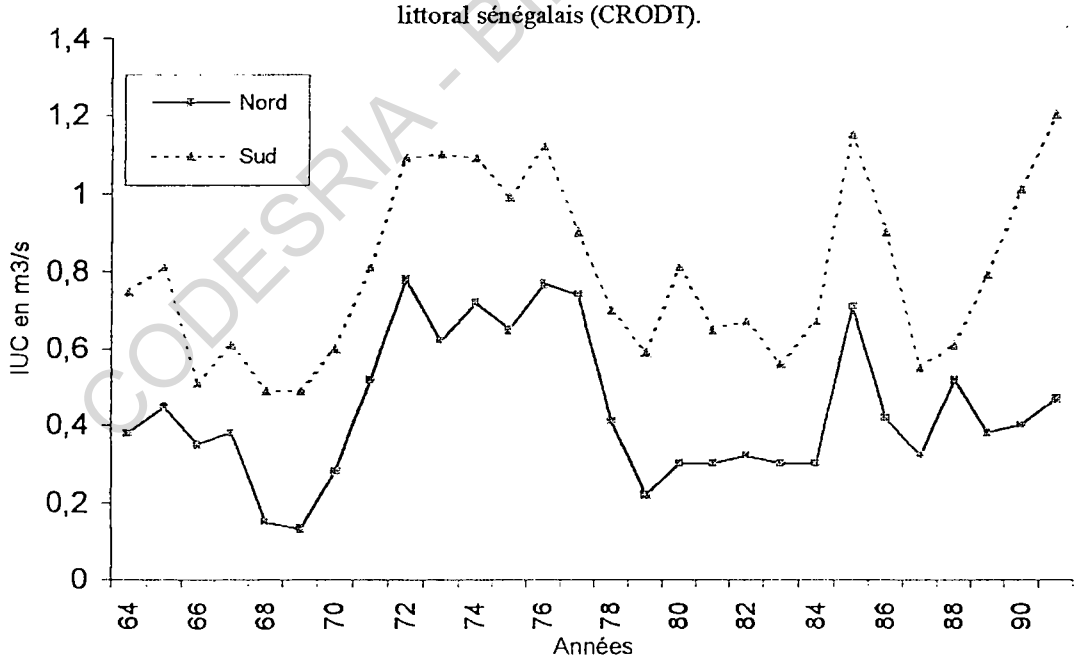


Fig 11: Evolution des moyennes mensuelles de l'indice d'upwelling le long du littoral sénégalais de 1964 à 1991 (CRODT)



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Fig:12 Evolution de la moyenne annuelle de l'IUC de 1964 à 1991 le long du littoral sénégalais (CRODT).



Dans l'ensemble, nous constatons que la comparaison des courbes de l'évolution des vents et des indices d'upwelling, entre 1964 et 1991, révèle des profils presque identiques : par vents forts les indices sont positifs toute l'année au sud du littoral et par vents faibles ils s'annulent et deviennent négatifs (entre juin et septembre) au nord du littoral.

II.2 UPWELLING ET ENRICHISSEMENT BIOLOGIQUE DES EAUX MARINES

Les remontées d'eaux profondes provoquent un refroidissement de la température de surface et enrichissent les couches superficielles en sels minéraux[63], bases d'une grande richesse biologique.

II. 2.1 Upwelling et production primaire [64]

Pendant la saison chaude, la couche homogène de surface est épuisée en sels nutritifs; le développement du phytoplancton est relativement faible près de la côte. Il se fait par régénération à partir de la matière organique provenant des crues des fleuves, rivières et de pollutions diverses (les déchets domestiques ou issus de la transformation artisanale des produits de la pêche et les effluents des industries agro-alimentaires). Au large le maximum de phytoplancton est situé dans les eaux stables et éclairées (environ

SODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[63] Des recherches récentes, pertinentes et détaillées ont été effectuées sur les variations des quantités de sels nutritifs des eaux côtières sénégalaises. Voir dans ce cadre:
- GNINGUE, I.D., ROY, C. et TOURE, D.(1990): *Variabilité spatio-temporelle de la température des nitrates et de la chlorophylle devant les côtes du Sénégal*. Doc. Sc. No. 122 CRODT.
-OUDOT C. Et ROY C.(1991). Les sels nutritifs au voisinage de Dakar: cycle annuel moyen et variabilité inter annuelle. *Pêcheries Ouest-africaines*; ed. CURY et ROY, ORSTOM, pp. 81-89.

[64] En matière de productivité, l'upwelling est le principal processus pris en compte au sénégal. Les cinq autres mois de l'année (juin-octobre) pendant lesquels la zone côtière est sous l'influence des eaux chaudes d'origine tropical, sont presque ignorés. L'écosystème est sous l'influence des phénomènes se développant en subsurface, processus dont il est plus difficile de rendre compte à partir de mesures simples. Or la saison chaude, la pluviométrie et les débits des fleuves sont des paramètres qui contribuent à la productivité océanique; il serait intéressant de les intégrer dans les prochaines recherches. Toutefois, faut-il le rappeler, la zone côtière est le domaine d'interactions énergétiques fortes (marées, tempête, courants,...) et d'une intense activité biologique. Elle est de surcroît l'objet d'une activité humaine susceptible d'entraîner d'importants flux de polluants. Aux apports naturels déjà importants de sels nutritifs par les rivières, viennent s'ajouter les rejets anthropiques croissants d'azote, de phosphore et contaminants chimiques divers, d'origine domestique, agricole ou industrielle.

20m de profondeur). La relative transparence des eaux permet un développement en profondeur du phytoplancton (TOURE D. 1983)

En saison froide trois étapes ont été mises en évidence:

- le début de l'upwelling est marqué par le développement du phytoplancton en liaison avec les fortes vitesses ascendantes (couches intermédiaires et profondes) qui injectent les sels nutritifs dans les couches stables et éclairées. « **La valeur de la biomasse intégrale est alors de 25 mg/m^2)** [65] ;
- au milieu de l'upwelling, la force des vents et la puissance des vagues accroissent la turbulence verticale et la turbidité des eaux côtières. Il en découle une augmentation de l'absorption et la diffusion du rayonnement par les matières dissoutes et en suspension dans l'eau d'une part et une réduction de l'épaisseur de la couche riche en phytoplancton, d'autre part. Dans cette phase « **la biomasse intégrée n'est pas encore importante malgré l'enrichissement en sels nutritifs des couches superficielles (biomasse intégrale 20mg/m^2)** » (GNINGUE I.D. et DIAW B. ibid.) ;
- l'étape ultime « **correspond à la période maximum de biomasse intégrée (70mg/m^2) observée juste après la période la plus intense de la remontée soit entre mars et mai... Ces productions, comparées à celles d'autres régions, 3 à 22mg/m^2 dans le secteur oriental du Pacifique et 75 à 322 mg/m^2 au Cap Blanc dans l'upwelling mauritanien, classeraient l'upwelling sénégalais comme étant de moyenne productivité** » (GNINGUE I.D. et DIAW B. ibid.)

Ce schéma global ne révèle pas toutes les nuances de la productivité des eaux du littoral ; à ce propos, après avoir constaté la concordance entre le schéma théorique et les données hydrologiques, TEISSON, C. (1982) distingue trois étapes dans l'établissement de l'upwelling sur la Petite Côte (fig.13)

- dans un premier stade, en octobre, les alizés en s'installant amorcent un transport de l'eau de surface vers le large ; la couche de couverture, formée d'eau dessalée à

[65] GNINGUE, I.D., et DIAW, B.1993 « Circulation et dynamique des sels nutritifs et du phytoplancton devant les côtes sénégalaises ».In: *Gestion des ressources côtières et littorales du Sénégal. Actes de l'atelier de Gorée, 27-29 juillet 1992*.UICN-ISRA-IFAN, p.155.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

proximité du rivage, d'eaux chaudes et salées en pleine mer, surmonte une thermocline très marquée située entre 15 et 50 m de profondeur ;

- en décembre, dans la deuxième phase, l'accumulation des eaux au large provoque un enfoncement de la thermocline dans cette zone et sa remontée à proximité de la côte où elle affleure à la surface ; des eaux d'upwelling occupent le fond de la baie de Gorée ;

- lors de la troisième étape (février), les alizés bien installés, la thermocline s'enfonce au large et vient « crever » la surface à une trentaine de kilomètres de la côte.

De part et d'autre de ce front s'organisent deux cellules de circulation parallèles au littoral : un premier système d'upwelling amène au rivage des eaux provenant d'une profondeur de 40 à 60m ; vers le large, se développe un upwelling secondaire portant à la surface des eaux de –26 à -30m.

Par endroits, l'étroitesse du plateau continental (Grande Côte) et les orientations différentes de la ligne de rivage par rapport aux flux d'alizés ne permettent la mise en place que d'une seule cellule d'upwelling. Ces aspects exercent-ils une influence sur la distribution de la productivité le long du littoral sénégalais ?

II. 2.2 Évaluation et répartition des ressources halieutiques le long du littoral sénégalais

Plusieurs campagnes océanographiques (acoustiques) ont tenté d'évaluer la biomasse des eaux côtières. Elles ont fourni des données significatives aussi bien sur le plan quantitatif que sur celui de la distribution.

En ce qui concerne la première génération, quinze campagnes d'écho intégration[66] ont été effectuées de mars 1973 à février 1982 par les navires Le Capricorne (11) Le Dr. Fridtjof NANSEN (03) et le Cornide de SAAVEDRA (01).

[66] L'évaluation directe des stocks de poissons pélagiques côtiers fait appel à la technique d'écho intégration. En tant que méthode d'évaluation de la biomasse, elle admet le principe que l'écho des poissons qui se trouvent dans le volume d'eau insonifié est proportionnel à leur densité.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Toutes ces campagnes ont été menées aussi bien en saison froide (10) qu'en saison chaude (05). Les valeurs moyennes des estimations de biomasse ci-dessous ont été obtenues[67]:

- le littoral sud: 950 000 tonnes en saison froide et 430 000 tonnes en saison chaude

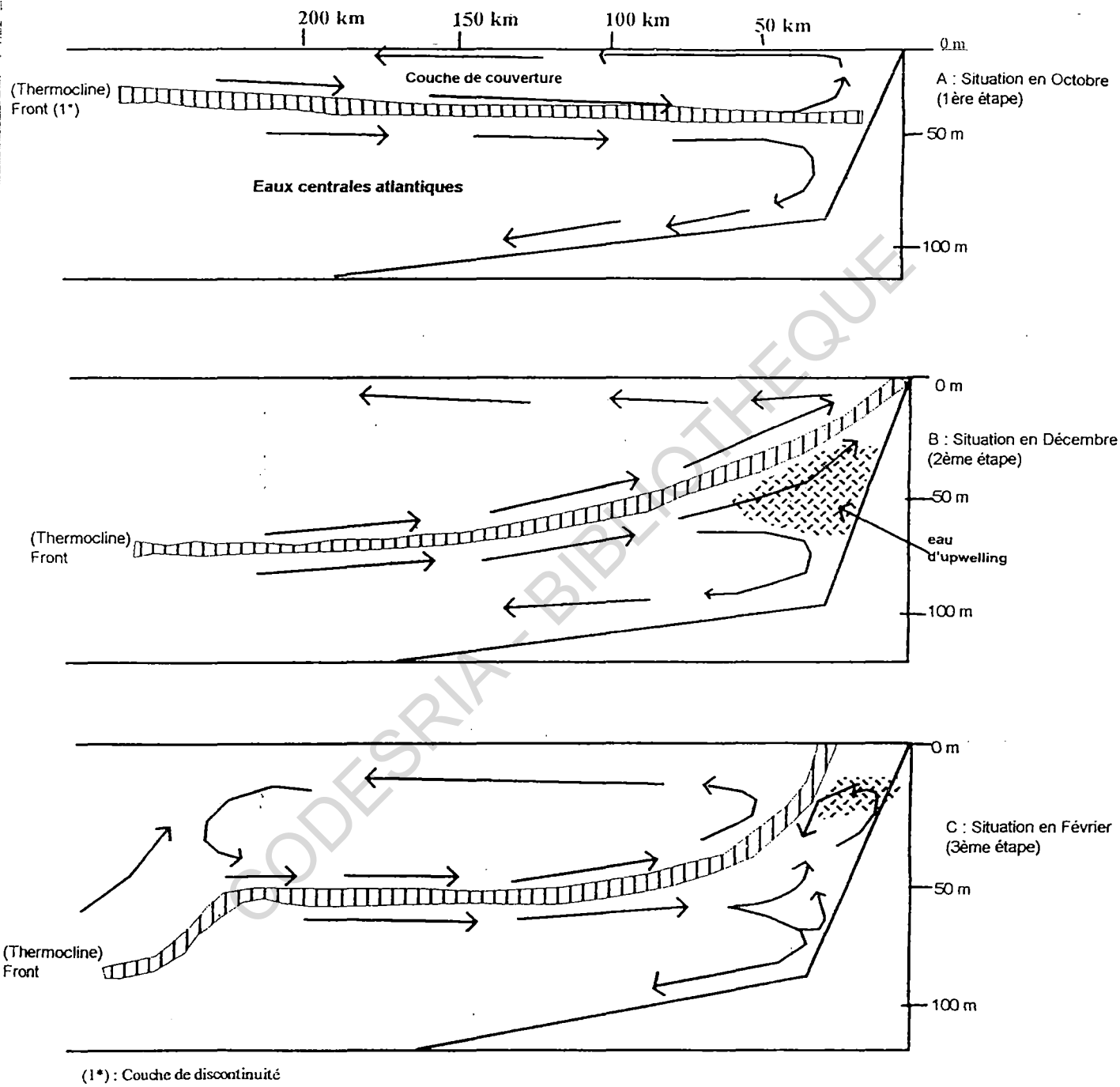
- le littoral nord: 280 000 tonnes en saison froide et 120 000 tonnes en saison chaude.

Pour la seconde génération, entre 1983 et 1989, les campagnes ont été réalisées par les navires le Laurent AMARO et le Louis SAUGER. Le tableau 16 récapitule les données de la biomasse pour les pélagiques côtiers.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[67] SAMB B. 1994: L évaluation des ressources exploitables par la pêche artisanale sénégalaise. Symposium de Dakar du 08 au 13 février 1993 éd. ORSTOM, Paris;Tome 2. p.183.

Fig n° 13 : Les étapes de l'établissement de l'upwelling (exemple de la Petite Côte)



(1*) : Couche de discontinuité

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Source : TEISSON 1982
adaptation : DIOP O. 2001

Tableau16 :Évaluation de la biomasse totale de pélagiques côtiers par écho-intégration (x 1000 tonnes) entre 1983 et 1989.

	LITTORAL NORD	LITTORAL SUD
Mars 83	141,3	383,1
Mars 84	103,5	266,8
Avril 85	130	591,2
Février 86	151,5	423,9
Mars 87	150	314,5
Février 88	162,3	282
Mars 89	63,5	102,3

N.B. En février 1986 trois campagnes ont été effectuées; il en est de même pour mars 1987. Source:SAMB B. (1994).

L'inégale répartition de la biomasse le long du littoral sénégalais doit être considérée comme un fait scientifiquement établi résultant de plusieurs campagnes d'évaluation. Elle se traduit par une localisation préférentielle des ressources halieutiques dans le sud du littoral où les indices d'upwelling les plus élevés ont été relevés. Les variabilités observées sont si significatives pour être justifiées sur la base unique des limites des méthodes d'observation[68].

Cependant de nombreuses incertitudes[69] demeurent sur la compréhension quantitative des processus impliqués dans la distribution spatiale des ressources halieutiques le long du littoral. Ces incertitudes limitent fortement la capacité de prédiction concernant l'évolution future de ces ressources ; et ce d'autant plus qu'au fur et à mesure que les mécanismes mis en jeu sont identifiés et compris (variation saisonnière, alternance des masses d'eaux, migration des bancs de poissons...), l'atmosphère terrestre se modifie sous l'effet permanent des perturbations anthropiques (l'effet de serre). De plus, le problème est rendu complexe par les interactions multiples entre l'atmosphère, l'océan et la

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[68] Pendant la saison hydrologique chaude, l'essentiel de la biomasse résiduelle sédentaire est concentré sur des fonds côtiers (pour échapper aux détections acoustiques) inaccessibles par les navires. Le stock localisé entre la côte et dix mètres a, par exemple, échappé aux campagne de la deuxième génération.

[69] Les principales incertitudes résultent :
-de la difficulté à quantifier avec précision la répartition spatiale et temporelle de certains sels nutritifs (nitrate, phosphate) ;
-de la connaissance encore imprécise des mécanismes physico-chimiques qui régissent la reproduction ou la nutrition de certaines espèces marines;
-d'une description encore insuffisante des couplages entre migration et reproduction ou nutrition, en particulier aux échelles régionales (littoral ouest africain.)

biosphère qui conduisent à un couplage étroit entre les différents problèmes d'environnement. Le phénomène el niño est, à ce titre, significatif.

Les données agrégées de la biomasse peuvent paraître familières ou banales pour le biologiste qui s'intéresse aux ressources halieutiques dans leur dimension bioécologique unique. Il faut pousser la réflexion pour en tirer des enseignements d'ordre socio-économique. L'interprétation des chiffres doit, en conséquence, être nuancée, les différentes estimations ne peuvent s'analyser qu'en termes de valeurs relatives et doivent être confrontées avec l'évolution de « l'effort de pêche ». En effet, **« alors que les réserves de poissons des océans ont longtemps été considérées comme inépuisables, les techniques modernes de localisation et de capture ont quadruplé les prises depuis 1950 (...)Du Maroc au Ghana, dans tout le nord-ouest de l'Afrique, les pêcheries qui fournissent le marché domestique sont pratiquement épuisées »**[70].

L'intérêt de ces propos n'est pas à situer dans une polémique de chiffres. Il faut plutôt les considérer dans le contexte d'une réflexion générale relative à la crise dans la gestion des ressources halieutiques, aux bouleversements socioéconomiques (sapement des fondements de survie de milliers de personnes, chômage, accroissement de la pauvreté, misère...) et les conflits sociaux qui pourraient en résulter. En témoignent ceux qui opposent pendant les saisons de pêche garde-côtes mauritaniens et pêcheurs guet ndariens ou pêcheurs kayarois et pêcheurs guet ndariens.

Les mécanismes d'enrichissement des eaux côtières par l'upwelling sont renforcés par une hydrologie continentale dont le rôle dans l'accroissement des ressources halieutiques du Sénégal a été bouleversé par des facteurs d'ordre physique et anthropique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[70] SPORE n° 63. Mai-juin 1996, p. 1.

III -HYDROLOGIE CONTINENTALE ET EVOLUTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES : L'EXEMPLE DE LA CASAMANCE

Le rôle du fleuve Casamance dans l'évolution des ressources halieutiques est important ; le volume et la variété des espèces procédaient surtout des migrations (échanges) estuaires-océan, fondements d'une alimentation équilibrée et d'une reproduction périodique. Cependant, depuis 1968, ces mécanismes sont en mutation sous l'action des effets combinés des variables naturelles et anthropiques. Les bouleversements sont plus manifestes dans les espaces estuariens.

III. 1 LA CASAMANCE : PRESENTATION GENERALE (Carte11.)

Deux raisons majeures ont présidé au choix de la Casamance comme espace d'analyse des incidences des modifications hydrodynamiques sur l'évolution des ressources halieutiques:

- la première revêt une dimension écologique. Une évaluation effectuée en 1978 par le Centre technique forestier tropical indique que la superficie totale de la mangrove (son rôle dans le développement des écosystèmes aquatiques est très important) au Sénégal était de 162 000 ha[71] ; or c'est en Casamance que cette « formation arbustive » était la plus importante puisqu'elle couvrait une superficie de 101 800 ha (63 % environ) contre 59 600 ha pour le Saloum ;
- la deuxième, surtout d'ordre physique et anthropique, découle du contexte actuel.

L'ampleur des dégâts causés par l'avancée de la langue salée, les stratégies pour y remédier (les barrages hydroagricoles, les endiguements...), la « crise casamançaise » ne peuvent laisser indifférents. En plus de la diversité des recherches, des reportages ont été menés pour révéler à l'opinion publique les mutations négatives qui s'opèrent dans le bassin de la Casamance. A ce titre l'article de DIATTA Oumar constitue un témoignage poignant. En effet, dans cet article titré : « **Confrontée (sic) à la pollution, à l'ensablement et au sel, le fleuve Casamance agonise** », le journaliste rapporte les propos

[71] En faisant la synthèse des travaux du séminaire du 18/9/1998 tenu à Mbam (Foundiougne) et organisé par l'Association ouest africaine pour l'environnement marin (Waame), le quotidien Walfadjri n° 1955 du 22/9/98 p. 7 rapporte que les mangroves couvrent au Sénégal une superficie de 440 000 ha dont 59 000 dans le Sine Saloum.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

angoissants de Cheikhou DIEME , Inspecteur régional des pêches de Ziguinchor : « **Le fleuve Casamance, de mémoire de fils de la région n'a jamais été aussi menacé qu'il ne l'est présentement. Les agressions de toutes parts par la nature et l'homme sont d'une intensité telle que des mesures urgentes et efficaces s'imposent pour préserver le fleuve et ses richesses** » [72]

III. 1.1 L'hydrographie

Le réseau hydrographique est formé par la Casamance et ses nombreux tributaires. La densité du réseau s'explique par l'abondance relative des précipitations dans un cadre géologique et topographique favorable aux écoulements de surface.

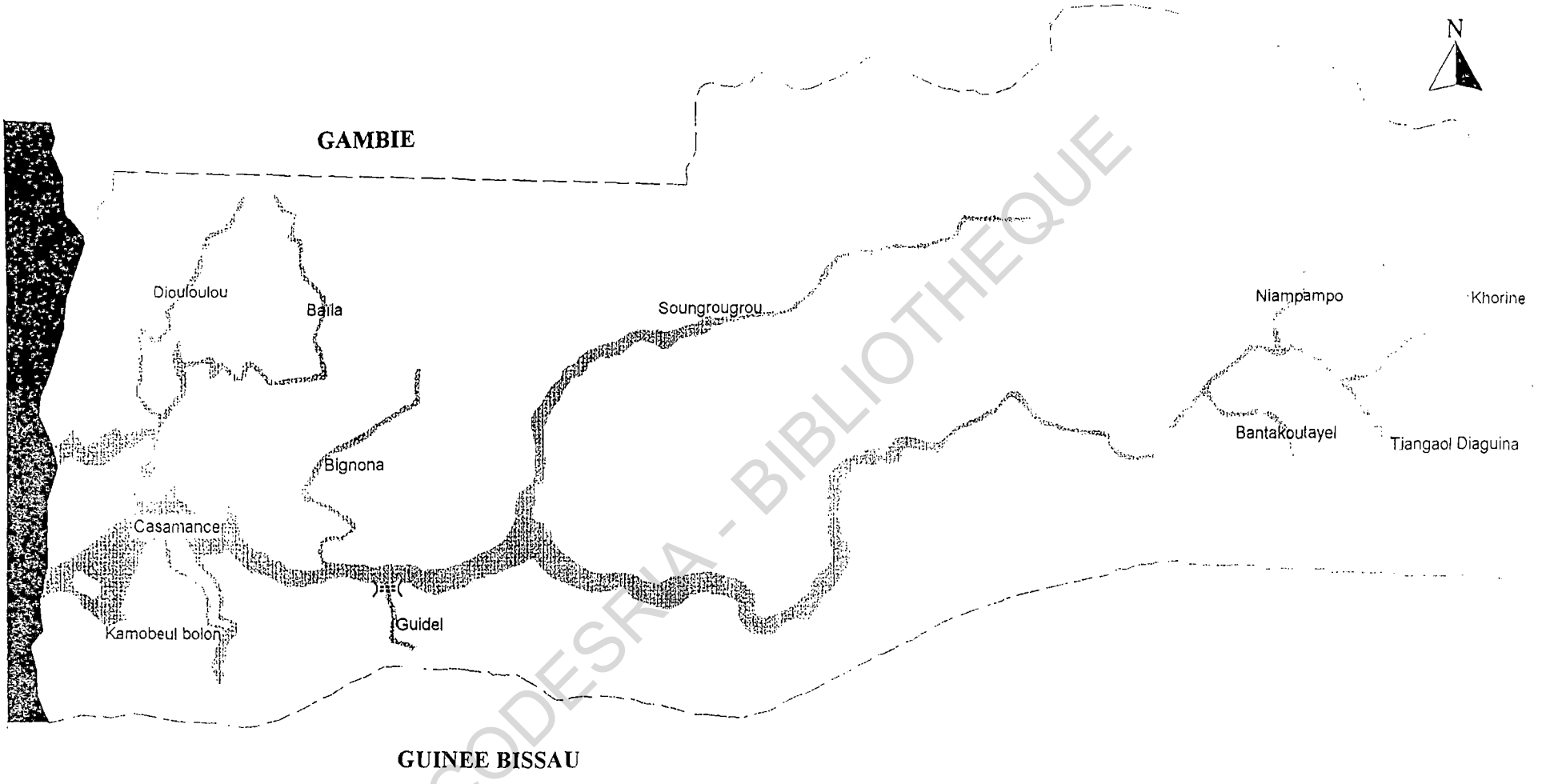
III. 1.1.1 La Casamance

Elle prend sa source à Saré Boïdo Mali à 50 km au Nord-Est de Kolda, entre Fafacourou et Vélingara. Elle draine un bassin versant de 20 150 km^2 et s'étire sur 350 km dont 250 en cours permanent.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[72] SUD QUOTIDIEN N° 1345 du mercredi 1er octobre 1997, p. 5

CARTE N° 11: LA CASAMANCE ET SES TRIBUTAIRES



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Dans l'ensemble, la Casamance coule d'Est en Ouest. De sa source à Diogué, elle suit un tracé très sinueux et multidirectionnel (Est-Ouest, Sud-Ouest, Nord-Ouest, Nord-Sud ...). La sinuosité du cours de la Casamance et de ses affluents résulte de la tectonique cassante subie par son bassin. La largeur de son lit est très variable : 45m de large de Saré Boïdo Mali à Kolda, 4 km aux environs de Adéane et 8 km vers l'embouchure en amont de l'île de Karabane, après un rétrécissement aux environs de Ziguinchor.

Du point de vue bathymétrique, la Casamance est peu profonde. Sa profondeur se situe à 20m aux environs de Diogué, à l'embouchure ; de Ziguinchor au haut bassin, elle avoisine à peine 6m. Le fleuve a atteint son profil d'équilibre et ne creuse plus son lit.

Le régime de la Casamance est unimodal avec un maximum de saison sèche. Grosso modo, ses débits sont faibles : « **les débits moyens annuels de 1967 à 1989 sont 2, 11 m^3/s (Kolda), 0,90m^3/s (Saré Sara), 0,20m^3/s (Médina Oumar), 0,10m^3/s (Saré Koutayel)** ».[73]

III. 1.1.2 Le réseau tributaire

Il comprend les tributaires du cours supérieur, du cours moyen et ceux du cours inférieur.

En ce qui concerne le cours supérieur, quatre tributaires ont été identifiés : trois de rive gauche (la Khorine, le Tiangol Diaguina, le Bantakoutayel) et un de rive droite (le Niampampo) :

- la Khorine prend sa source dans la forêt de Dabo, conflue avec le Tiangol Diaguina à Saré Sara avant de se jeter dans la Casamance ; ce tributaire s'étire sur près de 40 km ;

- le Bantakoutayel est le moins important des tributaires du supérieur ; long de 20 km, il se situe en aval de Kolda ;

- le Niampampo, isolé sur la rive droite, s'étire sur près de 35 km.

Pour les tributaires du cours moyen, la Casamance reçoit plusieurs affluents dont le plus important est le Soungrougrou qui se déploie sur 165 km environ ; il prend sa source

[73] GUEYE M. 1995 : Sécheresses hydro-climatiques et modifications du milieu naturel dans le bassin de la Casamance. Mémoire de maîtrise. Section de Géographie U.G.B.S.L. p. 35.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

dans les forêts de Pata et de Guimara ; ce tributaire est caractéristique par son tracé sinueux et son cours décrit plusieurs méandres. C'est le plus important affluent de la Casamance.

Ceux du cours inférieur, des « bolons » se singularisent par l'interférence de la marée dans leur fonctionnement :

- le marigot de Diouloulou est le plus important des tributaires du cours inférieur et constitue la branche mère du marigot de Baïla. Son bassin est parcouru par un « lacis inextricable de chenaux de marées » dont les interstices sont occupés par la mangrove ;

- le marigot de Bignona est un bolon de rive droite qui s'étire sur près de 30 km et se jette dans la Casamance en aval des îles aux oiseaux, à 6 km de Ziguinchor ;

- le kamobeul bolon, de rive gauche, se déverse dans la Casamance en amont de la Pointe de Saint-Georges. Il conflue avec le marigot de Nyassia au Sud d'Enampor et relie la Casamance à l'estuaire du Rio Cacheu en Guinée Bissau.

Dans l'ensemble, la Casamance est dotée d'un potentiel hydrique relativement important dont le rôle dans l'évolution des ressources halieutiques a été bouleversé par des facteurs d'ordre anthropique et physique qu'il convient d'analyser.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

III.2 Les incidences des facteurs physiques et anthropiques sur l'évolution des ressources halieutiques.

Les paramètres physiques et anthropiques revêtent divers aspects très complexes en raison de leurs interrelations ; ils impliquent diverses recherches (biologie, géographie, socioéconomique ...) aux objectifs (intérêts) tantôt complémentaires, tantôt contradictoires. C'est pourquoi, nous avons choisi d'orienter notre réflexion vers les aspects significatifs par rapport à nos objectifs de recherche.

III. 2.1 Les facteurs physiques

Ils sont essentiellement caractérisés par une évolution climatique ponctuée de déficits pluviométriques et par une hypersalinisation de l'estuaire.

III. 2.1.1 Une évolution climatique marquée par des déficits

Des recherches (GUEYE M. 1995) effectuées sur l'évolution pluviométrique du bassin de la Casamance nous permettent d'en retenir l'essentiel.

L'examen des tendances pluviométriques, de 1920 à 1991 révèle quatre périodes significatives :

- de 1920 à 1939, une période excédentaire ;
- de 1941 à 1944, une courte phase sèche ;
- de 1949 à 1967, une période excédentaire ;
- de 1968 à 1991, une phase très sèche qui, comparée à la précédente sèche, se singularise par l'importance des déficits et la fréquence des années sèches.

Toutes ces informations sont représentées dans le tableau 17 ; par exemple, la station de Ziguinchor a enregistré, sur 73 ans, 38 déficitaires, dont 23 pour la période 1968-1992, soit 92%.

Tableau 17 : Caractéristiques pluviométriques du bassin de la Casamance dans quelques stations.

VELINGARA Période d'observation : 1920-1992 soit 73 ans Nombre d'années déficitaires : 40 Minimum absolu : 625 De 1968 à 1992 : 25 années dont 22 déficitaires	**SEDHIOU** Période d'observation : 1920-1992 soit 73 ans Nombre d'années déficitaires : 37 Minimum absolu : 711 De 1968 à 1992 : 25 années dont 22 déficitaires
ZIGUINCHOR Période d'observation : 1920-1992 soit 73 ans Nombre d'années déficitaires : 38 Minimum absolu : 698 De 1968 à 1992 : 25 années dont 23 déficitaires	**DIOULOULOU** Période d'observation : 1935-1992 soit 58 ans Nombre d'années déficitaires : 27 Minimum absolu : 596 De 1968 à 1992 : 25 années dont 19 déficitaires
KOLDA Période d'observation : 1922-1992 soit 71 ans Nombre d'années déficitaires : 36 Minimum absolu : 566 De 1968 à 1992 : 25 années dont 20 déficitaires	**FAFACOUROU** Période d'observation : 1964-1992 soit 29 ans Nombre d'années déficitaires : 15 Minimum absolu : 596 De 1968 à 1992 : 25 années dont 15 déficitaires
OUSSOUYE Période d'observation : 1932-1992 soit 61 ans Nombre d'années déficitaires : 29 Minimum absolu : 692 De 1968 à 1992 : 25 années dont 22 déficitaires	**BIGNONA** Période d'observation : 1953-1992 soit 40 ans Nombre d'années déficitaires : 22 Minimum absolu : 612 De 1968 à 1992 : 25 années dont 18 déficitaires

Source : Météorologie nationale, (citée par GUEYE M. 1995)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Dans l'ensemble, le bassin totalise en moyenne 20 années déficitaires entre 1968 et 1992, mais elles se caractérisent par une distribution spatiale très inégale. Sur cette question, GUEYE M (op.cit, p.58) a cartographié les déficits en comparant les deux épisodes secs. Ce « diagnostic spatial » révèle deux aspects significatifs de l'intensité de la sécheresse le long de la Casamance :

- en ce qui concerne le premier, la période sèche 1968-1992, hétérogène, suit un gradient positif Est-Ouest, du haut bassin vers la Basse Casamance ;

- l'intensité de la sécheresse de l'épisode 1968-1992, par rapport à la phase courte 1941-1944, singularise le second aspect (219 mm contre 82 mm).

Les déficits pluviométriques ont affecté l'écoulement de surface en réduisant les disponibilités en eau douce. Ces bouleversements d'ordre hydrologique ont engendré, entre autres, une hypersalinisation de l'estuaire.

III. 2.1.2 L'hypersalinisation de la Casamance et ses impacts sur les ressources halieutiques.

La Casamance et ses tributaires du bief maritime étaient, avant la sécheresse, sous influence des marées et d'un taux de salinité moyen en saison sèche. En saison des pluies, les différents apports des écoulements et les précipitations autorisaient un lessivage total. En outre, les concentrations en sels suivaient, en toute saison, de l'aval vers l'amont, un gradient négatif ; les valeurs maximales dépassaient à peine 35g/l. (tableau 18)

Tableau 18 : Salinités maximales en g/l en 1969.

Diogué	Ziguin-chor	Bagha-gha	Ka-our	Hamda laye	Séfa	Diana Malari	Marsas-Soum	Bona	Diarou-mé
35	40,7	41,2	38,9	23,4	6,7	0,7	38,6	22,8	8,1

Source : SOMIVAC 1978 (citée par GUEYE M. 1995)

Cependant depuis 1968, à la suite de plusieurs années de déficits pluviométriques, de nombreux travaux ont situé la remontée du front salin à plus de 250 km en amont de l'île de Karabane.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La baisse des précipitations et du rôle compensateur des nappes ont eu pour impact de supprimer l'effet de chasse. Ces modifications, combinées à une forte évaporation, ont déclenché un processus d'accumulation de sel dans le fleuve dont le fonctionnement a été assimilé à une nappe d'eau superficielle stagnante (marais). Le non renouvellement des eaux a provoqué un accroissement des teneurs en sel supérieures à celle de la mer (187 g/l en 1992 à Tankanto dans le département de Kolda). Les valeurs minimales, comprises entre 1 et 60 g/l, sont enregistrées en saison des pluies ; en 1990 et 1991, par exemple, des salinités minimales supérieures à 35 g/l (40 à 65 g/l) ont été enregistrées entre les kilomètres 100 et 180 (GUEYE M. op.cit. , p. 75). Les salinités maximales, variant entre 50 et 150 g/l, sont relevées en saison sèche. De l'embouchure jusqu'au kilomètre 180 et en amont, elles ont été supérieures à 40 g/l entre 1987 et 1992, tandis qu'en 1969, elles n'atteignaient presque pas 35 g/l (GUEYE M. op.cit., p. 75).

De l'hypersalinisation, s'est développée une tendance abiotique associée à un excès de cations métalliques (Al^3, Fe^{3+}, Mn^{2+} ...), à une surcharge en sels solubles (chlorure, sulfate ...), à une acidité naturelle très élevée et à un déficit en éléments fertilisants. Les interactions de ces mutations ont été particulièrement négatives sur la capacité métabolique des espèces végétales : faiblesse, voire blocage, de l'assimilation des oligo-éléments, compétitions ruineuses entre éléments dont la manifestation la plus aiguë est l'étouffement de la plante en rapport avec un excès de sel.

Quels sont les impacts de l'hypersalinisation sur la mangrove et les ressources halieutiques ?

La mangrove est une formation arbustive caractéristique des régions tropicales et subtropicales ; elle se développe en eau saumâtre à l'intérieur des zones côtières abritées, dans les estuaires et les marigots, sur fonds vaseux. Les espèces végétales (palétuviers) de l'écosystème de la mangrove sont périodiquement soumises aux mouvements des marées et leur zonation le long des rives est fonction du degré d'inondation requis par chaque espèce. En raison de sa localisation entre les marges continentale et océanique, la mangrove attire une grande diversité d'espèces fauniques des écosystèmes terrestres (mammifères, reptiles et oiseaux), et aquatiques avoisinants. En ce qui concerne les ressources halieutiques, crabes, crevettes et poissons migrent vers les mangroves, à la faveur des courants et de la

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

marée, pour trouver nourriture et abri, se reproduire ou compléter leur croissance dans les eaux bordées par les palétuviers[74].

Toutefois, ce rôle écologique vitale a fortement régressé, voire disparu. En effet, le taux de mortalité de la mangrove[75] a varié entre 70 et 100 % en amont de Ziguinchor dans la zone amont de l'estuaire (DIOP E.S. 1986). L'évolution des superficies des tannes (SALL M. M. 1983) révèle l'ampleur du désastre. A ce propos, le faciès tanne a évolué (+ 185 km^2) au détriment des vasières à mangrove (- 87 km^2). Cette évolution a été caractérisée par une réduction « **des Rhizophoras remplacés partiellement par une mangrove décadente avec association *Avicennia*, *Sesuvium portuculastrum* ... Dans la zone amont de l'estuaire, les peuplements d'*Avicennia* sont décimés par la sursalure ainsi que certaines graminées comme *Scirpus littoralis*, *Philoxerus vermicularis*, *Paspalum vaginatum* ...** » (GUEYE M. op.cit p.89).

A l'évidence, la dégradation de la mangrove a revêtu plusieurs aspects dont certains concernent la survie des ressources halieutiques. La productivité des eaux a été fortement compromise et l'équilibre de la chaîne trophique perturbé. Par un apport insuffisant de nourriture , des espèces ont déserté ou migré vers des milieux plus favorables (Nord du fleuve Sénégal ou Sud du fleuve Casamance). La diversité faunique a fléchi, les espèces les plus « opportunistes » ont colonisé le domaine estuarien aux dépens d'espèces plus sélectives. La disparition des palétuviers a enrayé également la possibilité d'un abri pour les jeunes et la prédation a été plus importante[76]. Conséquences : les conflits entre

ORDESRIA - BIBLIOTHEQUE

[74] L'écosystème des mangroves est" un système ouvert" qui interagit avec d'autres écosystèmes. La présence d'une faune diversifiée est liée à la grande productivité des eaux des mangroves : une partie du matériel détritique issue de la décomposition des feuilles de palétuviers est transportée par le biais de la marée par les eaux côtières, tandis que le matériel d'origine terrigène, riche en éléments minéraux est conduit vers les mangroves par les eaux de ruissellement et les « eaux amonts » des fleuves. Par ailleurs, la mangrove abrite de nombreux micro-organismes (insectes, bactéries ...)qui contribuent à la productivité du milieu.

[75] Les causes de la dégradation ou de la disparition de la mangrove sont aussi d'origine anthropique. Il est possible de les résumer comme suit :

- empiètement des sols de mangrove pour des aménagements agricoles ;
- construction de digues et de barrages anti-sel qui freinent les eaux de ruissellement riches en sels minéraux ;
- abattage incontrôlé des palétuviers (usage domestique) ;
- construction de routes réalisées sur les bras de marigots ou de bolons ;
- coupe des racines-échasses des palétuviers pour la récolte des huîtres.

[76] La crevette blanche, après une reproduction en mer, pénétrait dans l'estuaire au stade post-larve ou juvénile et y demeurait jusqu'au stade adulte. Les poissons tels que les capitaines, les otolithes, la carpe blanche, le mulet, l'ethmalose... séjournaient dans les eaux estuariennes au cours de leur cycle de vie. La mangrove

groupes socio-professionnels et types de pêches se sont multipliés pour l'appropriation des ressources (KEBE M.et LE RESTE, L. op cit, pp 379-392). Les dégradations de plus en plus complexes de cet écosystème revêtent une dimension nationale, voire internationale. C'est dans ce contexte que des journalistes ont contribué à alerter l'opinion.

A cet effet, en février 1998, dans le cadre d'un dossier[77] réalisé sur la « crise casamançaise », DALMEIDA Yannick et FALL Alioune évoquaient avec une approche tantôt passionnelle et tantôt rigoureuse, les conséquences de l' « agression saline » :

« au moment même où l'homme s'évertue à transformer le grenier casamançais en terre de désolation, la nature, mue par un de ses caprices dont elle seule a le secret, y met du sien comme pour hâter l'arrivée de la catastrophe. Son moyen ? L'avancée de la langue saline. Le long de la bretelle qui mène du carrefour Diaroumé à Sédhiou, dans le Pakao, tout comme dans le paysage du Casa (Oussouye), le spectacle est le même. L'illustration la plus parfaite se trouve aux environs du Katakoulousse (axe Ziguinchor-Oussouye). A perte de vue, des souches de palmiers dépassent à peine, et piteusement, la surface du sol, laissant une impression d'avoir vu passer une calamité. Ce qui fut naguère une mangrove luxuriante n'est aujourd'hui ni plus ni moins qu'un désert, sous l'assaut irrésistible des eaux salines ... Première conséquence directe sur la vie de l'homme, le poisson a fini de déserter ses eaux fluviales où ils (sic) abondait ».

Au travers de la problématique environnementale soulevée par l'analyse des journalistes, retenons la variable ressources halieutiques. En plus des effets sur le poisson[78] , la situation des crevettes reste préoccupante : les captures, de l'ordre de 1600 tonnes entre 1986 et 1990, sont tombées à 1280 tonnes en 1991 (KEBE M. et LE RESTE L., op.cit 1993, p. 389).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

abritait également des espèces plus sédentaires ou "inféodées" aux eaux estuariennes et continentales (huîtres, gastéropodes, crabes...).

[77] Le MATIN n° 336 du mardi 17 février 1998, p.9.

[78] Près de soixante dix espèces de poissons constituaient le peuplement ichtylogique de l'estuaire de la Casamance (ALBARET, J.J. 1984). Les formes d'origine marine et estuarienne en représentaient l'essentiel, variaient le long du fleuve et diminuaient de l'aval vers l'amont (ALBARET, J.J. 1987). La zone de l'embouchure à Ziguinchor, sous influence marine, était la plus riche et la plus diversifiée (70 % des espèces) avec une nette prédominance des formes marines. En outre, suite aux violations répétées de la réglementation de la pêche crevettière en Casamance (les services de pêche ont interdit depuis 1982 la pêche de la crevette du pont Emile Badiane à 1km de Goudomp), C. DIEME Inspecteur régional des pêches de Ziguinchor nous apprend qu'en 1984, la pêcherie crevettière de la région fournissait annuellement 1630 tonnes. De nos jours, elle débarque moins de 600 tonnes. (Sud Quotidien n° 1320, page 2).

Par ailleurs, le fléchissement global de la production de la pêche estuarienne sénégalaise de 50 000 tonnes en 1972 (REIZER, C. 1974) à 30000 tonnes en 1990 (DIOUF P.S et al, 1991) est aussi imputable à d'autres variables telles que l'usage d'engins non réglementaires, de filets aux mailles inadaptées, de la pêche à l'explosif, du non respect du « repos biologique » etc.

Aux impacts négatifs de la baisse de la pluviométrie sur l'état des ressources halieutiques des domaines estuariens se sont conjugués les effets des barrages hydro-agricoles.

III. 2.2 Les facteurs anthropiques : le barrage de Guidel

III. 2.2.1 Le fonctionnement du barrage

Les ouvrages anti-sel ont été réalisés afin de freiner la remontée du « front salin » sur les terres cultivables situées très en amont des cours d'eau. Ces barrages permettent, en outre, de créer une réserve d'eau douce nécessaire à l'irrigation et au dessalement des terres. L'édification de ces ouvrages est devenue une nécessité pour sauvegarder des sols rizicultivables qui, depuis 1968, ont subi les contrecoups des déficits pluviométriques et de la sursalure des terres, préjudiciables à l'agriculture.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les ouvrages hydro-agricoles diffèrent selon la situation topographique des terres, la nature des sols et le bilan hydrique au site du barrage anti-sel. A titre d'exemple, le barrage de Diama sur le fleuve Sénégal, à une quarantaine de kilomètres de Saint-Louis, est de plus grande envergure que celui de Guidel localisé sur un des bolons de la Casamance, le Guidel, à une quinzaine de kilomètres de Ziguinchor (carte11). Il serait fastidieux, dans le contexte du présent travail, de décrire le fonctionnement de ces différents types de barrages. Cependant, pour comprendre les implications de l'existence de ces ouvrages sur l'état des ressources halieutiques et le rendement des pêches, il faut évoquer les grands aspects de leur principe de fonctionnement. L'exemple retenu est celui du barrage de Guidel.

Le barrage de Guidel comprend un système de vannes et de portes mécaniques qui permettent de freiner la remontée des eaux salées à marée haute et de retenir l'eau douce en amont du barrage. La fermeture et l'ouverture des vannes et des portes mécaniques sont

fonction de la saison et des besoins en eau pour la riziculture. Par ce principe, en décembre, au début de la saison sèche, le barrage reste ouvert à marée haute, afin de permettre le remplissage des rizières par l'eau salée des bolons. En fin de saison sèche (mai), les techniciens procèdent à la vidange du barrage, opération inverse.

Dès le début de la saison des pluies (mai-juin), l'eau de ruissellement est retenue en amont du barrage. Celui-ci reste fermé pendant environ un mois. L'eau douce ainsi accumulée contribue au lessivage des terres et se charge progressivement en sels. Vers la fin juillet et le début d'août, le barrage est ouvert à marée basse pour vider les rizières en amont de l'ouvrage. Ce dernier est par la suite fermé afin de préparer les terres à la riziculture ; l'eau de ruissellement en accumulation est retenue en amont pour la croissance du riz (août à novembre). Vers décembre, les eaux sont évacuées à marée basse pour récolter le riz.

III. 2.2.2 Les incidences du fonctionnement du barrage de Guidel sur l'évolution des ressources halieutiques et de la pêche.

Le mode de fonctionnement de l'ouvrage anti-sel de Guidel a modifié, dans une large mesure, la qualité physico-chimique des eaux en amont et en aval du barrage[79] .

En effet, d'une part en amont du barrage, les eaux sont salées près de 5 mois sur 12 tandis que le reste du temps, à l'exception des périodes de vidange, l'eau douce est confinée dans le bief amont. D'autre part, dans cette portion du cours d'eau une eutrophisation des eaux a été observée puisque celles-ci ne se renouvellent pas, étant confinées dans un réservoir. Conséquences : les eaux se sont appauvries en oxygène (anoxie) et en matières organiques . Peu d'espèces estuariennes ont survécu en amont du barrage en raison de l'inexistence de la salinité. Des espèces comme les tilapies (*Tilapia guineensis*) et les mulets ont subsisté en eau douce mais se sont développés à un rythme plus lent ; les

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[79] Sur l'évolution de la qualité chimique des eaux en amont et en aval des barrages anti-sel, il est possible de consulter pour le barrage de Diama :
- BA M. 1993 : « L'estuaire du fleuve Sénégal : impact des barrages de Diama et Manantali sur la qualité chimique des eaux » in Gestion des ressources côtières et littorales du Sénégal. Actes de l'atelier de Gorée 27-29 juillet 1992. Pp. 157-172.
- MILLET B. 1991 Modélisation numérique de la circulation de marée et de la dispersion du sel dans l'estuaire du fleuve. Doc. CRODT, Dakar, 31p.
- DIAKHATE M. 1988 : Ecodynamique des milieux et effets d'impacts potentiels du barrage de Diama dans le Delta du fleuve Sénégal. Thèse de Doctorat Université Lumière-Lyon 2. 401p.

hémichromis (*hemochromis fasciatus*) et les clarias (*Clarias senegalensis*), espèces d'origine continentale, ont vraisemblablement trouvé des conditions plus favorables en amont. Les crevettes et les huîtres (*Crassostrea gazar*) ont presque disparu, ne pouvant survivre en eau douce.

La rétention des eaux en amont a contribué à l'appauvrissement des eaux en aval du barrage puisque l'apport de matières organiques et d'éléments minéraux a été interrompu par l'ouvrage anti-sel. Les larves d'espèces estuariennes et les espèces migratrices ne trouvent plus les conditions idéales pour leurs développements. Par ailleurs, l'édification du barrage de Guidel et les bouleversements du régime hydrologique consécutifs ont affecté les fondements migratoires de reproduction et d'alimentation des espèces estuariennes.

Les incidences des variables physiques et anthropiques sur l'évolution des ressources halieutiques sont fort complexes en raison des mécanismes de leurs interactions (par exemple la destruction de la mangrove, site naturel, engendre la disparition de plusieurs espèces de poissons). Celles-ci ne perturbent pas fondamentalement l'enrichissement saisonnier des eaux du littoral sénégalais qui offrent des conditions favorables aux différentes espèces marines pour se nourrir, ou se reproduire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Conclusion

Les résultats des investigations documentaires ont permis de comprendre que l'environnement du littoral sénégalais se caractérise par une variabilité inter annuelle et saisonnière. Les résultats de nombreux travaux réalisés au Sénégal (BERRIT, 1962 ; ROSSIGNOL et ABOUSSOUAN, 1965 ; REBERT, 1978 et 1983 ; GALLARDO, 1981 ; TEISSON, 1982 ; TOURE, 1983 , etc) ont mis en évidence, entre autres, deux principaux contrastes responsables d'une grande partie de la variabilité hydrologique des secteurs côtiers du littoral.

Un contraste morphologique du plateau continental entre le nord et le sud du Cap Vert, lié à la largeur du plateau (étroit au nord et élargi au sud) et à l'orientation de la côte.

Un contraste saisonnier lié essentiellement au régime du vent ; à une saison chaude succède une saison froide qui correspond à une période d'upwelling induit par les vents et identifiée sur les côtes ouest africaines dont celles du Sénégal (WOOSTER et al, 1976 ; TOURE, 1983 ; ROY, 1989 ; PORLANO, 1986 ; DEME – GNINGUE et al, 1990, etc.).

Les principales caractéristiques de ce contraste du littoral sénégalais conditionnent le développement d'une faune et d'une flore riches et fluctuantes (BARRY-GERARD, 1993).Aussi la fluctuation des conditions de l'environnement affecte t-elle celles de la pêche. Les éléments hydroclimatiques en constituent des aspects importants.

Les campagnes d'évaluation directe des stocks des poissons pélagiques (côtiers) qui ont couvert le plateau continental sénégalais ont permis de fournir des informations pertinentes sur la distribution géographique de la ressource. Toutefois ces campagnes seront plus performantes si elles deviennent plus effectives et régulières à l'échelle régionale en raison des migrations des espèces.

L'évaluation des ressources halieutiques au Sénégal révèle un secteur confronté à une surexploitation et à une option commerciale orientée vers l'exportation. Si l'évolution de ces ressources reste problématique, celle de la transformation artisanale, activité stratégique dans la pêche et dans la sécurité alimentaire, révèle des aspects historiques et économiques très significatifs. Tout ceci d'un point de vue géographique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DEUXIÈME PARTIE :

EVOLUTION ET INTEGRATION DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE LA PÊCHE DANS L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Pages

INTRODUCTION 163

CHAPITRE I :

ANCIENNETE ET EVOLUTION DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE LA PECHE LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS 167

Introduction

I – LES ACTIVITES HALIEUTIQUES DU NEOLITHIQUE JUSQU'AU XV^e SIECLE 170

I.1 La question des sources 171

I.1.1 Sur la richesse des eaux côtières sénégalaises 171

I.1.2 Sur les activités halieutiques 173

I.2 Caractéristiques des activités halieutiques le long du littoral sénégalais 175

I.2.1 La pratique des activités halieutiques le long du littoral 175

I.2.1.1 Le Delta du Sénégal 176

I.2.1.2 La Grande Côte et la Presqu'île du Cap Vert 176

I.2.1.3 Les amas du Nord de la Petite Côte et de l'estuaire du Saloum 177

I.2.1.4 La Basse Casamance 177

I.2.2 La commercialisation d'une partie de la production 178

II – LE RÔLE DE L'IMPLANTATION DES EUROPEENS DANS L'EVOLUTION DES ACTIVITES HALIEUTIQUES LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS (XVIe – XIXe siècle) 180

II.1 Les premières installations européennes et les marchés de consommation des produits halieutiques 180

II.1.1 Les marchés de consommation et la production halieutique 181

II.1.2 La marginalisation des produits halieutiques dans la nouvelle économie d'échange 183

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II.2 La mise en place des bases des activités halieutiques contemporaines au XIXéme siècle. **185**

II.2.1 La politique des activités halieutiques dans le nouveau contexte économique **185**

II.2.1.1 Le rôle des marchés intérieurs **185**

II.2.1.2 L'exportation des produits halieutiques **188**

III – L'INTEGRATION DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE LA PÊCHE DANS L'ECONOMIE DE MARCHE **190**

III.1 Les contraintes de l'implantation des unités de transformation « européennes » au Sénégal **191**

III.1.1 Les premières années du XXe siècle : l'échec des pêcheries en Mauritanie **191**

III.1.2 Les tentatives d'implantation des unités de transformation « européennes » au Sénégal durant la première guerre mondiale **192**

III.1.3 Le faible développement des unités de transformation durant l'entre deux-guerres **193**

III.2 L'essor éphémère des pêcheries « européennes » le long du littoral sénégalais dans la conjoncture de la seconde guerre mondiale (1939-1948) **194**

III.2.1 Le développement des pêcheries « européennes » pendant la guerre **194**

III.2.2 La dépendance des pêcheries « européennes » à l'égard des pêcheries « locales » **196**

III.2.3 La conférence de la pêche maritime de 1948 et la consécration des pêcheries « locales » comme « petites productions marchandes » **197**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE II :
EVOLUTION DE LA PRODUCTION ARTISANALE ET DISTRIBUTION DES PRODUITS TRANSFORMES 200

I – L'APPROVISIONNEMENT DES ATELIERS DE TRANSFORMATION ET LA REPARTITION DE LA PRODUCTION ARTISANALE LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS 201

I.1 L'approvisionnement des ateliers de transformation 201
I.1.1 Le rôle de la pêche piroguière maritime 201
I.1.2 La diversité des produits transformés 204
I.2 La répartition de la production artisanale le long du littoral sénégalais 210
I.2.1 Sur le plan quantitatif 210
I.2.2 Sur le plan qualitatif 217
II – UN MARCHE INTERIEUR DES PRODUITS TRANSFORMES EN EVOLUTION 220
II.1 L'évolution de la demande intérieure et rôle des moyens de communication 220
II.1.1 L'évolution démographique et l'accroissement des besoins 220
II.1.2 Le poids de la région de Dakar, reflet de la croissance urbaine 222
II.1.3 Evolution et rôle des moyens de transport 225
II.1.3.1 Le poids de l'héritage colonial 225
II.1.3.2 Le rôle pionnier du rail 226
II.1.3.3 L'effacement du rail au profit de la route 228
II.1.3.4 Le développement du transport fluvio-maritime : l'exemple du « Joola » 231

II.2 La distribution intérieure des produits transformés 236
II.2.1 Les grands flux commerciaux 237
II.2.1.1 L'évolution des quantités distribuées 237

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II.2.1.2 Les pôles de commercialisation **238**

II.2.1.3 Les flux **240**

II.2.2 Les acteurs de la distribution **242**

III – LE DEVELOPPEMENT RECENT ET DIVERSIFIE DE LA DEMANDE EXTERIEURE **248**

III.1 Accroissement et évolution des exportations des produits transformés **249**

III.1.1 L'élargissement de la gamme des produits traités exportés **249**

III.1.2 L'augmentation du nombre de partenaires commerciaux **251**

III.2 L'accroissement des besoins sur les marchés extérieurs **253**

III.2.1 D'importants besoins en Afrique noire **255**

III.2.2 Les pays industrialisés : des marchés porteurs mais exigeants **256**

Conclusion **258**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Introduction

L'histoire économique du littoral sénégalais ne peut être réduite aux seules activités de navigation et de pêche maritime. Cette "longue période" doit prendre en charge l'ensemble des activités de l'économie du littoral et de leur contexte global en raison des relations significatives qui existent entre elles. Ces activités aussi diverses que la pêche, l'extraction du sel, le séchage des coquillages, du poisson, le boucanage du poisson, l'artisanat, le commerce... ont évolué essentiellement en fonction de la situation politique ou économique des différents espaces côtiers à l'égard des formations sociales de l'intérieur ou de la présence coloniale.

La transformation artisanale a été, sans conteste, au centre des pêcheries maritimes artisanales de cette « longue période » en raison des contraintes majeures liées à la conservation et au transport des produits frais. Cependant malgré son rôle stratégique dans le dispositif alimentaire des communautés de base et son poids non négligeable dans la circulation des biens tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Sénégal, la production artisanale n'a presque jamais été un centre d'intérêt pour la recherche anté et post-coloniale. Les principales interrogations et interprétations de la recherche sur les pêcheries étaient polarisées par la navigation et la pêche maritime.

La logique de périphérisation de la production artisanale, qui en est l'une des principales conséquences, a marqué profondément la recherche dans la pêche maritime au Sénégal, après 1960. Des concepts, des termes entachés de préjugés négatifs ont servi à caractériser les « traitements locaux » d' « inopérationnels », de « malsains », de « polluants », de « figés »...la liste est longue !

A l'évidence, les jugements de cette nature, corporatistes, ont cherché à polariser les investissements de la métropole en faveur des « industries européennes » et de la pêche maritime artisanale dans le seul but d'accroître les débarquements, donc les exportations. C'est sans compter avec les limites des politiques de mise en place des infrastructures modernes de conservation (chaîne de

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

froid) et les performances des stratégies de valorisation de la transformation artisanale.

Néanmoins, la recherche a nié ses dynamiques : son passé, son présent et ses perspectives. L'analyse de son histoire économique et sociale est cependant nécessaire. N'est-elle pas le principal facteur d'appréciation de la réalité dynamique de la transformation artisanale ? Celle-ci, ou bien témoigne de structures héritées fort anciennes, séculaires, ou bien révèle des mutations diverses, techniques, institutionnelles, économiques...

Les tendances les plus récentes, observées sur les dernières années, conduisent à l'image du présent. Elles sont donc précieuses parce qu'elles permettent d'identifier les acteurs de la production artisanale, leurs comportements, leur souplesse adaptative, leurs stratégies, et parce qu'elles fournissent les bases d'évaluation des tendances du futur.

Compte tenu du caractère des sources disponibles, il ne peut être question de retracer, dans le cadre de ce travail, toute l'histoire économique et sociale des pêcheries (exploitation, aménagement des lieux de pêche et infrastructures de traitement des prises, fumage en particulier).

Nous nous limiterons à un exercice de périodisation[1] à partir des faits relevant de ces activités, tel qu'il est possible de les reconstituer sur la base de documents anciens. Ceux-ci, malgré leurs caractères disparates, parfois imprécis et subjectifs, ont permis de comprendre que les eaux côtières sénégalaises ont constitué une source de nourriture depuis les derniers millénaires du néolithique, et qu'à partir de cette

[1] Selon CHAUVEAU J.P. (1982) la périodisation appliquée à un secteur particulier d'activité, à partir d'informations qui le concernent ne préjuge en rien de l'existence de périodes tranchées pour le reste des aspects historiques des sociétés. Son intérêt réside surtout dans la confrontation des diverses périodes entre elles. Les bornes chronologiques de la périodisation impliquent un biais inévitable dont nous sommes conscients. Cette saisie chronologique des évènements se présente, de prime abord, anecdotique; elle est néanmoins nécessaire pour respecter, même approximativement, les règles de la démonstration historique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

époque, des communautés de pêcheurs, d'agriculteurs, ont vécu en permanence le long du littoral sénégalais.

Le "développement" des activités de pêche se situe probablement entre le XVIIe et le XVIIIe siècle, avec des fluctuations c'est-à-dire des phases d'expansion et de déclin. Elles ne deviennent des "activités intensives" qu'au milieu du XXe siècle. Il est possible d'apprécier leur niveau d'expansion, leurs fluctuations par référence à deux paramètres:

- d'une part, le degré d'évolution des techniques de capture et de navigation dont un aspect a été déjà étudié dans la première partie de ce travail, par rapport à nos objectifs de recherche ;
- d'autre part, l'importance des débouchés, autrement dit les variations de l'extension des marchés de consommation.

Or, faut-il le rappeler, ces paramètres sont étroitement liés au contexte économique et politique du littoral ouest-africain en général, sénégalais en particulier. Il importe donc de les replacer dans un contexte historique et chronologique suffisamment large, à l'intérieur duquel il sera relativement aisé d'identifier plusieurs grandes périodes dont l'analyse de chacune fait l'objet d'un chapitre.

Du néolithique jusqu'à l'installation des européens (fin XV^{e} - début XVI^{e} siècle), les pêcheries ont évolué dans un cadre globalement africain, les espaces côtiers n'entretenant que des liens de complémentarité et d'échanges commerciaux avec les "régions continentales".

Dans un second temps, à partir du XVI^{e} siècle jusqu'à la fin du XVIII^{e} siècle, l'influence européenne n'a cessé de s'amplifier, avec des incidences contradictoires sur la vie économique en général et sur les activités halieutiques en particulier. Les liens privilégiés avec l'intérieur s'affaiblirent au profit de relations au delà du continent.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Au XIX^{e} siècle, dans le contexte de la pénétration coloniale française, se mirent en place les cadres et les structures dans lesquels évoluent les pêcheries, surtout la pêche maritime artisanale actuelle.

Tous ces points seront analysés dans le chapitre I de cette deuxième partie.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE I :
L'ANCIENNETE ET L'EVOLUTION DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE LA PECHE LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS.

Introduction

Avant de vérifier l'hypothèse selon laquelle le littoral sénégalais a été un espace de diverses activités halieutiques, il convient de rappeler, à grands traits, l'apport des recherches historique, archéologique, géographique etc. des chercheurs de l'Institut Français d'Afrique Noire (I.F.A.N) et ceux de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (Départements d'histoire et de géographie).

Au Sénégal, les recherches préhistoriques ont atteint de nos jours un niveau considérable si l'on en juge par le nombre de sites préhistoriques découverts et étudiés. Le début de ces investigations pourrait être situé vers 1900. Depuis cette date jusqu'en 1925, les recherches préhistoriques furent non seulement le fait d'initiatives individuelles, mais elles étaient aussi circonscrites[2] d'une façon générale, à la capitale de l'Afrique Occidentale française (A.O.F) et à son voisinage immédiat.

Cette période « d'amateurisme éclairé » (DIOP A. 1976) est ponctuée essentiellement par des prospections et des collectes de pièces préhistoriques. Les noms de L. BARDON, A. BOUYSSONIE (1907), G. WATERLOT (1909) et de H. HUBERT (1925) sont restés liés aux découvertes et travaux effectués. Toutes les découvertes de cette période, relatives essentiellement aux sites de Rufisque, Sangalkam et Dakar ont été consignées dans la publication de P. LAFORGUE, intitulée « Etat actuel de nos connaissances sur la Préhistoire de l'A.O.F » (I.F.A.N. P. 177, 1925 OR // BRO // VIII (P. 105). Il faudra attendre 1926 et 1938 pour que soient découverts respectivement : les sites préhistoriques de la vallée du fleuve Sénégal et d'autres dans la presqu'île du Cap Vert par TH. MONOD (Paléolithique de Fann). Cette deuxième phase des recherches préhistoriques au Sénégal est qualifiée par R. MAUNY de « période pionnière » (1938).

[2] Les recherches effectuées étaient plutôt circonscrites dans des domaines susceptibles de favoriser l'exploitation économique de la colonie.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Malgré l'insuffisance des moyens (déplacements à l'aide de bicyclettes), la « période pionnière » s'est révélée très fructueuse aussi bien du point de vue de l'importance des sites découverts que de la qualité scientifique des recherches effectuées.

Pour marquer ces événements, TH. MONOD, R. MAUNY et P. LAFORGUE publient deux articles qui paraissent simultanément sous les titres respectifs : « sur la découverte d'un Paléolithique ancien à Dakar » et « Contribution à la Préhistoire du Cap Vert (Sénégal) ».

L'année 1938 est significative à plus d'un titre dans l'évolution des recherches préhistoriques au Sénégal. Elle marque le fonctionnement effectif de l'I.F.A.N qui a été créé depuis 1936. La création de cet institut – qui deviendra, en 1966, Institut Fondamental d'Afrique Noire – aura des incidences très positives dans l'évolution des recherches préhistoriques au Sénégal.

Au cours des années 40, celles-ci, bien que limitées aux prospections, ont été très intensives sous l'impulsion de TH. MONOD, R. MAUNY, P. LAFORGUE, R. CORBEIL et les membres du « clan des sables » (M. PEROIS et J. CHARBONNIER). En effet, les recherches, mieux organisées depuis la création de l'IFAN, furent menées en deux phases : les « recherches dispersées » et les « recherches systématiques ».

Les découvertes des sites préhistoriques de la presqu'île du Cap Vert (Sébikotane, Bargny, Rufisque, Cap des Biches, etc.) entre 1941 et 1943, furent l'objet de publications de R. MAUNY (1943) et R. CORBEIL (1945) sous les titres : « Etat actuel de la question Paléolithique dans la région du Cap Vert » et « Mise en évidence d'industries lithiques anciennes dans l'extrême Ouest sénégalais »[3]. Ces nouvelles découvertes ont permis de combler des lacunes d'ordre chronologique dans la Préhistoire au Sénégal, notamment entre les industries du Paléolithique inférieur et celles du Paléolithique moyen.

La conséquence immédiate de toutes ces « activités » aura été la création et le développement, en 1944, d'une section d'Archéologie -Préhistoire à l'IFAN. Ainsi, les recherches et découvertes préhistoriques acquirent un droit de cité. Dans cette dynamique,

[3] Ces documents ne seront publiés qu'en 1948 dans le bulletin de l'IFAN sous le titre « Préhistoire et Protohistoire de l'Ouest et de l'extrême Ouest sénégalais ».

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

entre 1947 et 1962 et de 1962 à 1970, les prospections des chercheurs, souvent bénévoles, furent coordonnées par R. MAUNY et H. HUGOT. Par la même circonstance, ils établirent avec une précision accrue la chronologie des civilisations préhistoriques du Sénégal. La « période pionnière » était à jamais révolue et avant elle, celle de « l'amateurisme éclairé ».

Dès les années 50, le Sénégal comptait déjà un nombre considérable de sites préhistoriques et protohistoriques dont l'essentiel a fait l'objet d'études ou de publications. Ces progrès de la recherche sont à mettre, pour une part, au compte de plusieurs facteurs surtout la création de l'Université de Dakar qui, par le biais des départements de géologie et de géographie, a permis d'apporter des informations de plus en plus précises sur les niveaux géologiques des terrains prospectés.

Le développement des recherches, la collaboration entre les chercheurs des départements précités et ceux de l'I.F.A.N., se sont intensifiés de 1960 à nos jours. C'est dans cette dynamique qu'il faut inscrire l'installation en 1967 à l'IFAN du laboratoire de Carbone 14 dirigé par Cheikh Anta DIOP. Cet outil a permis d'affiner davantage la chronologie des temps préhistoriques

Une conséquence logique de la création de l'Université de Dakar, aura été la formation au cours des années 70 d'étudiants qui constitueront la première génération de préhistoriens africains en général et sénégalais en particulier. Il est possible de citer entre autres :

- I. DIAGNE qui, dans un mémoire de maîtrise soutenu en 1975 à l'Université de Paris I Panthéon SORBONNE – a procédé à l'inventaire des sites préhistoriques et protohistoriques découverts jusqu'alors.
- A. DIOP apportera, l'année suivante, sa « contribution à la connaissance des industries paléolithiques post-Acheuléennes dans la presqu'île du Cap Vert ».
- A. CAMARA s'est consacré quant à lui, à l'étude du « Néolithique du Cap-Manuel » en 1977.

Même si la période 1980-1990 marque un tournant important dans les recherches préhistoriques au Sénégal[4] en général et singulièrement au Sénégal oriental, le littoral a fait l'objet d'investigations périodiques. Elles se poursuivent jusqu'à nos jours ; les estuaires des

[4] De 1980 à 1990 le parc national de Niokolo Koba a polarisé l'attention des chercheurs aux dépens des autres régions du pays. Cette nouvelle tendance sera légitimée en 1984 par la découverte d'une vingtaine de sites préhistoriques dans le parc au cours d'une mission organisée conjointement par A. CAMARA (Département de Préhistoire – Protohistoire de l'IFAN) et B. DUBOSCO (Département de géologie de l'IFAN).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

fleuves Sénégal, Saloum et Casamance ont été les plus concernés en raison de l'importance et de la diversité des accumulations anthropiques de coquillages qu'ils abritent. Il est possible de consulter des publications dans ce domaine, notamment celles de :

- DESCAMPS C. (1989) : la collecte des arches (Anadara senelis L.) dans le Bas Saloum (Sénégal). Une approche ethnoarchéologique des amas coquilliers – travaux du LAPMO-Aix en Provence : 131-149.
- DIENG S. (1980) : Contribution à la connaissance des amas coquilliers de la région de Joal. Maîtrise Archéologie Université de Dakar, 70p. BU.
- THILMAS G., DESCHAMPS C. (1982) : Amas et tumulus coquilliers du delta du Saloum. Mémoire de l'IFAN, Dakar, 92 : 31-50.
- THIOBANE M. (1998) : Conservation et gestion durable des sites historiques et archéologiques des amas coquilliers du delta du Saloum (Sénégal). DEA Chaire UNESCO/UCAD.

Les recherches préhistoriques entreprises au Sénégal depuis le début du 20ème siècle ont connu des progrès remarquables. Les différentes prospections organisées à travers le pays ont mis en évidence la richesse du Sénégal en sites préhistoriques. Dans ce domaine, les résultats des fouilles archéologiques restent partiels, déséquilibrés d'une année à l'autre et dispersés en fonction des espaces géographiques. Cependant ils ont permis de saisir les traits dominants des activités halieutiques le long du littoral sénégalais. En effet, l'essentiel des découvertes relatives aux pêcheries provient d'amas coquilliers. Ce sont des amoncellements de coquilles de mollusques d'origine anthropique qui ont permis, entre autres, de confirmer l'hypothèse de l'ancienneté des activités halieutiques le long du littoral sénégalais.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I - LES ACTIVITES HALIEUTIQUES DU NEOLITHIQUE JUSQU'AU XVe SIECLE

Les premiers renseignements sur les activités halieutiques proviennent des chantiers de fouilles archéologiques. Les sources arabes "se révèlent très discrètes" sur le sujet. Il faut attendre le milieu du XVe siècle pour trouver des récits de navigateurs vénitiens, portugais, hollandais ou français, de compilateurs, d'hommes de sciences, de commerçants européens...

I.1 – La question des sources

L'analyse des sources sera axée sur la richesse des eaux côtières du Sénégal et sur la pratique des activités halieutiques le long du littoral.

I.1.1 Sur la richesse des eaux côtières sénégalaises

Il existe des témoignages anciens concernant la richesse des eaux côtières mauritaniennes et sénégalaises ; cependant, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle et le début du XIXe, les informations fournies par les divers auteurs restent, dans l'ensemble, vagues. Il s'agissait de quelques allusions et anecdotes dans des descriptions globales du continent et de ses littoraux. C'est au cours des premières décennies du XIXe siècle que des documents plus précis ont été exclusivement consacrés à l'étude du potentiel halieutique et de ses possibilités d'exploitation.

En 1455[5], à propos du rivage mauritanien, CADA MOSTO [6] relevait que toute cette côte "**se trouve grande pescherie et incomparable de divers et bons poyssons semblables aux notres, que nous avons à Venise et encore d'autres espèces**".

Les navigateurs français du XVIIe siècle, peu préoccupés par des activités halieutiques, furent pourtant frappés par l'abondance du poisson le long des littoraux mauritanien et sénégalais.

En 1642, dans son récit intitulé "Voyage de Libye, au royaume du Sénégal, le long du Niger", JANNEQUIN de ROCHEFORT notait, à propos des eaux proches de l'estuaire du fleuve Sénégal "**les indigènes ont des poissons à la vérité en fi grand nombre ; et diverfes fortes (...) que la mémoire ne me pourrait pas fournir, pour en dépeindre la quatrième partie ; vous affleurant feulement qu'en ce même lieu d'un feul coup de fenne nous**

[5] Mais auparavant, Aboulfeda, écrivain et géographe arabe (1273-1331) dans sa "Géographie" (ouvrage traduit en français par M. REINAUX entre 1848 et 1883) consacrée à l'Afrique, insistait sur l'abondance du thon dans le "golfe d'or" qu'il situe vers 19 degrés N, ce golfe pouvait se localiser sur le littoral mauritanien ou correspondre à l'embouchure du fleuve Sénégal.

[6] CADA MOSTO. 1455. Relation des voyages à la côte occidentale d'Afrique. Paris, LEROUX, p.43.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

prifmes une fois trois cents gros mulets, un corbin (...), et quantité d'autres fortes, comme Bonites, Dorades, (...), Soles, Carapets, Barres, Cappitaines, Machorans ..."[7].

Quatre décennies plus tard, en 1682, Sieur LE MAIRE mentionnait à propos des eaux sénégalaises : **"La mer est fort poiffonneuse le long de ces côtes de toutes fortes de poiffons, dont les plus puiffan ont des dents groffes et longues à double et triple rang. Ceux que l'on y mange d'ordinaire font des Parques, Dorades, Vieilles, Thons, Mulets, Racaos, de la figure d'un Saumon, (...) et multitudes de Sardines, dont la mer est couverte en de certains temps"**[8].

En 1769, DOUMET[9] constatait la richesse des flots autour de la Presqu'île du Cap Vert : **"Il y a même des ances où le poisson est si abondant qu'il fait souvent côte (...), dans les temps calmes on voit la superficie de la mer couverte de bancs de poissons..."**.

Dès les premières décennies du XIXe siècle, en raison de leur intérêt pour le développement des activités de pêche, les autorités coloniales se soucièrent d'une meilleure connaissance des ressources ichtyologiques des côtes ouest africaines. En effet, **"de 1825 à 1827, le Ministre de la Marine et des Colonies mit à la disposition du Gouverneur de Saint-Louis un bâtiment destiné à explorer les eaux mauritaniennes ; les résultats de ces campagnes de prospection demeurent inconnus ; mais selon les rapports du Ministre, elles donnèrent lieu à de "grandes espérances"**.[10]

En 1840, Sabin BERTHELOT[11] décrit le potentiel halieutique des rives de la Mauritanie et du Sénégal en introduisant des éléments d'explication : **"La qualité numérique résulte ici de la grande variété des poissons, tandis que dans le nord elle n'est relative qu'à trois ou quatre espèces".** Selon cet auteur, l'abondance et la qualité du poisson

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[7] J. de ROCHEFORT 1642 : Voyage de Libye, au royaume du Sénégal, le long du Niger. pp 44-45.

[8] Sieur LEMAIRE 1682 : Les voyages de Sieur LE MAIRE aux îles Canaries, Cap Vert, Sénégal et Gambie. p.116.

[9] BECKER C. et V. MARTIN 1974 : Mémoire inédit de DOUMET, 1769. Le Kayor et les pays voisins au cours de la deuxième moitié du XVIIIe siècle." Bull. IFAN Tome XXXVI - Séric B, n° 1 pp.26-92.

[10] LLERES, B. op.cit. p.10

[11] BERTHELOT S. 1840 : De la pêche sur la côte occidentale d'Afrique et des établissements les plus utiles au progrès de cette industrie. p. 48.

dépendaient de la nature des fonds[12] : **"sur les fonds rocailleux dominent les espèces sédentaires qui aiment les eaux vives et se plaisent dans les grandes profondeurs."**

BERTHELOT[13] remarquait, en outre, les rapports existant entre la richesse des eaux et l'intensité du courant : **"en général les poissons semblent affectionner davantage les parages où le mouvement de translation des eaux est plus constant et plus rapide ; c'est sur le Banc d'Arguin (...) sur les barres du Sénégal, dans la Baie de Gorée et à l'embouchure de la Gambie qu'on rencontre en masses compactes les bancs de poissons migrateurs..."**. Il constatait enfin, à propos de ces migrations : **"cette marche en rapport avec le soleil, pouvait bien avoir pour motif la recherche des eaux où la température est la plus convenable à l'existence des espèces voyageuses et à l'accomplissement du frai"**. Autrement dit, des bancs migrateurs descendent vers le sud en hiver et se dirigent vers le nord en été.

Les travaux sur la faune marine sénégalaise et sur les facteurs hydroclimatiques se sont multipliés à l'orée du XXe siècle et surtout au lendemain de la deuxième guerre mondiale en rapport avec les ambitions économiques (besoins accrus de matières premières) de la Métropole. Des recherches de biologistes, de biostatisticiens, d'hydrologues, de climatologues, de géographes et diverses campagnes de prospection ont confirmé et consolidé les données antérieures sur les principaux aspects des activités halieutiques le long du littoral sénégalais.

I.1.2 Sur les activités halieutiques

Les espaces côtiers et le littoral surtout, sont des zones de grande productivité en raison de l'intensité de leur activité biologique. C'est pourquoi la "colonisation" des littoraux est une dimension observée à l'échelle mondiale **"entre la fin du Pléistocène et le début de l'holocène, (autour de 10 000 ans B.P.)"**[14]. Cette occupation a été marquée par une

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[12] Des renseignements sur la nature des fonds marins existaient depuis 1819. Consulter à ce propos l'ouvrage (pp 51 à 71) de ROUSSIN, Alb. intitulé "Mémoire sur la navigation aux côtes occidentales d'Afrique depuis le Cap Bojador jusqu'au Mont Souzos". Paris, Imprimerie Royale. (14/2°, 5), 1819-1827. 71p.

[13] BERTHELOT S. op. cit. pp. 50-51.

[14] MBOW .M. Amy. 1993 : "Les peuplements humains anciens du littoral atlantique sénégalais : les amas coquilliers anthropiques et les recherches pluridisciplinaires". in *Gestion des ressources côtières et littorales du Sénégal*. p.30.

exploitation des ressources côtières (pêche, chasse, cueillette, agriculture...) attestée par la présence de plusieurs sites archéologiques côtiers.

Au Sénégal, le peuplement des littoraux est prouvé par l'existence, par exemple, d'accumulations anthropiques de coquillages qui forment des sites spécifiques le long des estuaires des fleuves (Sénégal, Saloum, Casamance) et représentent des décharges où ont été sédimentés des rejets d'activités domestiques ou techniques millénaires. Ces sites renferment essentiellement **"des coquilles vides d'arches (*Anadara senilis*), d'huîtres (*Crassostrea gasar*), de patelles (*Patelle safiana*), de pourpres (*Thais haemastoma* et *Murex hoplites*) et de Cymbium provenant de l'exploitation ancienne de mollusques."**[15] En combinaison avec une diversité de déchets biologiques (végétaux et ossements), ils permettent de formuler des hypothèses sur l'alimentation et sur les stratégies d'exploitation des ressources du littoral (poissons, mammifères marins, mollusques...).

Ainsi, en sus des témoignages des premiers européens ayant abordé les rivages ouest-africains, les grands traits des activités halieutiques du Néolithique au XVe siècle peuvent être évoqués grâce aux résultats des fouilles archéologiques.

Sur le plan chronologique, plusieurs datations de sites archéologiques littoraux effectuées au Sénégal (DESCAMPS C. et al., 1974, 1977 ; AUSSEIL-BADIE J. et al., 1991 ; DIOP C.A. 1971 ;. FAURE H. et al., 1974 ; LINARES DE SAPIR O., 1971 ; RAVISE A. 1970 ; ELOUARD P et al.., 1975, 1977.) ont permis de recueillir plus d'une centaine de dates (103) pour une quarantaine de sites concernant tout le littoral sénégalais[16]. Les secteurs les mieux connus, le delta du Sénégal, les estuaires de la Casamance et du Saloum (par rapport à la Presqu'île du Cap Vert, la Grande Côte et la Petite Côte) ont permis, grâce aux

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[15] MBOW M. Amy., op.cit., pp. 29-30.

[16] MBOW M. Amy., Ibidem, les répartit de la manière suivante :
- pour le delta du Sénégal, 22 dates concernent 12 sites, du IVème millénaire avant J.C, au Vème siècle après J.C.
- pour la grande côte, 6 dates concernent 4 sites, du IIIe millénaire avant J.C au XVIIe siècle après J.C.;
- pour la Presqu'île du Cap-Vert, 2 dates concernent 2 sites, du IX au XV siècle après J.C ;
- pour le Nord de la Petite Côte, 13 dates (dont 11 d'un même site) concernent 3 sites, du début de l'ère chrétienne au VIIe siècle après J.C ;
- pour l'estuaire du Saloum, 45 dates (dont 19 d'un même site et 9 d'un autre site) concernent 12 sites du IIe au XVIIIe siècle après J.C ;
- pour la Casamance, 15 dates concernent 6 sites du II ème siècle avant J.C, au XVIIIe siècle après J.C.

prospections, de recenser près de 300 sites coquilliers (une centaine dans l'estuaire du Saloum et près de 200 dans le delta du Sénégal).

La répartition des dates par rapport aux sites révèle plusieurs aspects significatifs :

- un déséquilibre de la recherche entre les différents secteurs ;
- une disparité des recherches sur le même espace géographique ;
- les processus de fossilisation, d'érosion et de conservation et leurs incidences sur la conservation des sites ;
- une plus grande ancienneté des sites du delta (un gradient d'ancienneté Nord-Sud).

Au début du XV^{e} siècle, les sources écrites ont confirmé, voire complété les renseignements fournis par les travaux archéologiques. En dehors de quelques informations livrées par les sources arabes (El Bekri Abou Obaïd), les principales descriptions proviennent des navigateurs à la suite de leur découverte des côtes mauritaniennes et sénégalaises : la chronique de Guinée de Gomés Ranés de ZURARA (1450-1458) concernait surtout les côtes sahariennes et mauritaniennes ; les récits de Diniz FERNANDEZ (1446), du vénitien Aloise de CADA MOSTO (Relation des voyages à la côte occidentale d'Afrique, 1455-1457), ceux du portugais Valentim FERNANDEZ (Description de la côte occidentale d'Afrique, 1506-1507) portaient plus précisément sur les littoraux sénégalais, domaines de diverses et d'anciennes activités halieutiques.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I.2 Caractéristiques des activités halieutiques le long du littoral sénégalais

L'ensemble des sources évoquées, malgré leur aspect fragmentaire, permet de dégager les grandes lignes des activités halieutiques pendant la période considérée.

I.2.1 La pratique des activités halieutiques sur l'ensemble du littoral

Des traces de la pêche et ses "prolongements" existent, depuis le delta du Sénégal au nord, jusqu'à l'estuaire de la Casamance au sud. Tous les sites recensés dans les quatre "provinces" d'amas coquilliers étaient le siège d'une exploitation importante de ressources halieutiques. (Carte 12)

I.2.1.1 Le delta du Sénégal

Les amas coquilliers de ce secteur sont datés entre le IVème millénaire avant J.C. et le V^{ème} siècle après J.C. Les sites les plus anciens, localisés autour des marigots de Khant à 25 km au N.N.E de St Louis, de Menguèye et de Sarré, sont les plus éloignés du rivage actuel.

Le matériel archéologique (l'épaisseur de la couche coquillière peut dépasser 2m) mis à jour par les fouilles comprend, entre autres, de la céramique, des outils en os, en bois et **des ossements de poissons**.

A la fin de l'occupation des sites du delta intérieur, aux environs de 2000 ans BP, les activités de collecte se seraient déplacées au nord et au sud de Saint Louis en bordure des marigots du Ndèl, de Geumbeul et de Ndieuguer dont les dépôts, peu épais par rapport à ceux "des digitations anciennes" du delta intérieur, ont permis d'identifier de la céramique, des ossements humains, des instruments de pêche (poids de filets)...

I.2.1.2 La Grande Côte et la Presqu'île du Cap Vert

Les amas et sites de cette "province" s'étendent autour du réseau hydrographique ancien formé par des lagunes, estuaires et dépressions fossiles ou encore en eau (lac Retba, lac Mbawane, lac Tanma, Kayar...) ou autour des plages (Pointe de Fann, Iles de la Madeleine...). Les plus anciens sont datés autour du III^{ème} millénaire avant J.C. (Lac Tanma) ; les plus récents sont d'âge protohistorique, autour du X^{ème} siècle et postérieurement au XV^{ème} siècle après J.C. (Lac Retba, Almadies, Ouakam, Pointe de Fann, Iles aux serpents, Bel Air III, Hann, Cap des Biches).

Les amoncellements édifiés par des consommateurs de patelles, de pourpres, d'arches ou d'huîtres, ont révélé de la céramique, des pointes de lances en fer, des perles de verre, **des hameçons en os ou en fer, des restes de poissons** ou de mammifères domestiqués (boeufs, moutons ou chèvres) des ossements humains, **des coquilles de cymbium**...Selon LLERES B. (1986) des coquillages et des arêtes de poissons ont été accumulés sur une épaisseur de 16 m sur le Mamelon de Bel Air III..

COUESPIA - BIBLIOTHEQUE

I.2.1.3 Les amas du Nord de la Petite Côte et de l'estuaire du Saloum

Ils se singularisent par leur nombre et par leurs dimensions[17]. Selon MBOW M. Amy (1993) leurs contours chronologiques ont été établis entre le début de l'ère chrétienne et le VII^{ème} siècle après J.C. pour ceux du Nord de la Petite Côte (Siendou, Joal, Fa-Bura) et entre le II^{ème} et le XVIII^{ème} siècle après J.C. pour ceux du Saloum (Diorom Boumak près de Toubakouta, Bangalène à 10 km au N-N-E de Sokone, Niodior, Maya, Missirah, Djinak).

Ce sont des Kjökkenmöding (terme danois désignant les volumineux amas de coquilliers) à arches et huîtres, surmontés de tumulus, de différentes traditions céramiques dont les faciès ont été identifiés à Fa-Bura et à Diorom Boumak. Ils ont permis, en marge d'ossements humains, de débris de poterie, d'objets en métal, la découverte **de vertèbres et d'arêtes de poisson**, qui attestent que la pêche et ses "prolongements" faisaient partie des activités des populations installées ici.

I.2.1.4 La Basse Casamance

Les amas de coquilliers de l'estuaire de la basse Casamance (et de la Gambie) constituent un prolongement naturel vers le sud de l'aire d'extension de ceux du Saloum. Les plus anciens amas de cet espace marécageux sont datés vers la fin du Néolithique (II^{ème} siècle avant J.C) ; les plus récents datent du XVIII^{ème} siècle après J.C. Ils ont livré **des arches et des huîtres, des ossements de poissons** etc.

Pendant des milliers d'années, sans discontinuer, des populations de pêcheurs, ont exercé leurs activités le long du littoral sénégalais. Les datations effectuées (par exemple le carbone 14) le long des côtes et les comparaisons avec celles réalisées sur des gisements de l'intérieur ont révélé la continuité de l'emprise humaine dans les espaces proches de l'océan.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[17] Les amas du Saloum, issus d'une activité intense de collecte, sont les plus volumineux. Par exemple, les amoncellements de Fa-Bura (près du village de Samba Dia, département de Fatick) se déploient sur 8 ha pour un volume global de 500 000 m^3 (MBOW M. Amy 1993) - GRAVRAND H. (1983) a estimé, sur la base d'une accumulation journalière moyenne de 25 kg de coquillages par actif, à 20 millions de journées de travail pour édifier cet amas.

I.2.2 La commercialisation d'une partie de la production

La production servait d'abord à satisfaire les besoins alimentaires du groupe familial ; cependant DESCHAMPS C. et THILMANS G. (1974) considèrent que les quantités de coquillages récoltés dépassaient de loin les besoins des populations locales et qu'après boucanage, les arches (*Arca senilis*) alimentaient un flux commercial vers l'hinterland. Plusieurs Kjökkenmöddings renferment des "tessons de poterie" brûlés, provenant de potiches ayant servi à cuire les coquillages.

A la base de cette dynamique, il faut ajouter, en plus petite quantité, l'écoulement de poisson séché. La côte ravitaillait les régions continentales en protéines, en sel, et en retour recevait des céréales, du mil surtout. Sur cette question (relations commerciales Côte - Hinterland) CHAUVEAU J.P.[18] nous édifie au travers des propos suivants : **"L'approvisionnement des navires de commerce en eau et vivres contribue aussi au développement des échanges. Mais le littoral est également tourné vers l'Hinterland : coquillages séchés du Salum, sel du Niomi et de Casamance, poisson séché des environs de Rufisque et de la côte sont commercialisés vers l'intérieur"**.

Nous ne disposons pas d'informations sur le volume de poissons secs faisant l'objet d'échanges ou sur le rayon[19] dans lequel s'effectuait la vente. Le poisson simplement séché, jamais salé, ne pouvait être conservé très longtemps et ne pouvait donc supporter des temps de transport très longs.

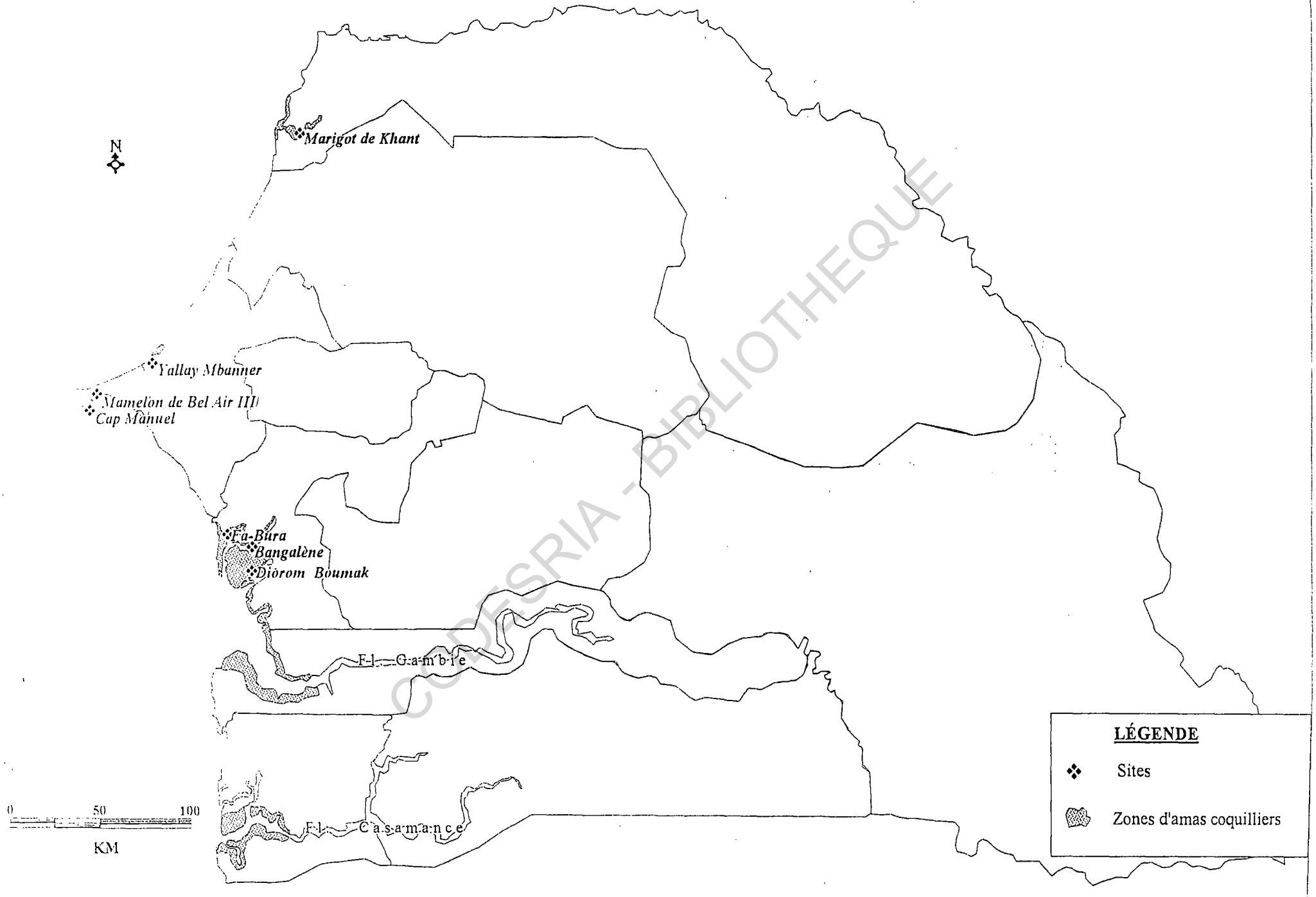
Ces échanges, amorcés au moins depuis l'époque protohistorique, se prolongèrent au cours des siècles suivants, malgré les vicissitudes liées à l'implantation européenne.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[18] CHAUVEAU J.P. (1982) : La navigation et la pêche maritime dans l'histoire économique du littoral sénégambien (XV^{ème} siècle - XIX^{ème} siècle). CRODT. p.3

[19] Mais MBOW M.Amy. (1993) sur la base d'études archéologiques fondées sur des similitudes dans la céramique entre les sites de Diorom-Boumak, Bangalère et celui de Loudia-Ouolof avance l'hypothèse selon laquelle, entre le VIIème siècle et le XV^{ème} siècle, des échanges de produits halieutiques contre du riz, se seraient produits entre le Saloum et la Casamance.

Carte n°12 : Sites préhistoriques et protohistoriques du littoral sénégalais



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DIOP O., 2001

II - LE ROLE DE L'IMPLANTATION DES EUROPEENS DANS L'EVOLUTION DES ACTIVITES HALIEUTIQUES LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS (XVIEME SIECLE - XIXEME SIECLE)

Jusqu'au début du XIX^{ème} siècle, l'emprise européenne[20] se cantonna à la frange côtière et aux estuaires des grands fleuves, mais depuis le XVI^{ème} siècle son impact sur l'économie littorale n'a cessé de croître. A partir de la fin du XVII^{ème} siècle, la concurrence entre les compagnies européennes s'est accentuée, provoquant des conflits âpres pour le contrôle des principaux points de traite : Saint-Louis et Gorée au Sénégal, Saint-James en Gambie.

Les incidences des installations européennes sur l'expansion des activités halieutiques se manifestèrent au niveau, entre autres, des débouchés offerts aux produits halieutiques: consommation locale, produits d'échanges. Les retombées sur l'évolution des marchés de consommation et sur l' écoulement des produits sont complexes et nuancées.

II.1 Les premières installations européennes et les marchés de consommation des produits halieutiques.

L'installation des Européens a entraîné la création et le développement de nouveaux pôles d'activité économique tout le long du littoral sénégalais ; des foyers de consommation émergèrent et grandirent ; aux anciens flux transsahariens se substituèrent de nouveaux flux tournés vers l'Atlantique. Dans quelle mesure ces mutations influencèrent-elles l'écoulement de la production halieutique ? L'effort de production fut-il stimulé par un accroissement de la demande ? Il est mal aisé de répondre à ces questions dans la mesure où l'ouverture du littoral au commerce atlantique a produit des incidences contradictoires.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[20] Les Portugais ont été les premiers à fréquenter les côtes ouest-africaines ; accordant plus d'intérêt aux richesses de l'Asie, ils n'édifièrent sur le littoral aucun établissement stable comportant des infrastructures en dur. Mais, CHAUVEAU J.P. (1982) signale des comptoirs où, au XVI^{ème} siècle, s'effectuaient des échanges : Porto Cabecino (région du fleuve), Palme de Budomel (près de Mboro), Porto d'Ale, Gandigal... (sur la Petite Côte). A la fin du XVI^{ème} siècle (1588), les Anglais fondèrent des compagnies de commerce pour exercer leurs activités dans la Presqu'île et portèrent quelque intérêt à l'embouchure du fleuve Sénégal.

II.1.1 Les marchés de consommation et la production halieutique

Le développement des marchés côtiers n'a pas stimulé la production halieutique. La perspective de trouver un emploi et de réaliser des profits grâce aux échanges avec les Européens, provoqua un afflux d'"indigènes" vers le littoral, surtout à proximité des factoreries et des comptoirs. Cet exode vers les côtes a créé un marché de consommation[21] nouveau, absorbant sur place les produits de la pêche, frais, séchés ou fumés. Plusieurs témoignages du XVII^{ème} au XIX^{ème} siècle s'accordent pour souligner la place privilégiée du poisson dans l'alimentation locale ; poisson et mil constituaient la base des repas quotidiens. En 1606 Pieter VAN DEN BROECKE, après une description des techniques de pêche, constatait que **"sur la Petite Côte on parvenait à se procurer de beaux et savoureux poissons, de toutes sortes d'espèces, mais surtout beaucoup de sardines, que les habitants considèrent comme les plus délicats ; ils les font frire sur des charbons, sans les vider et les manger à la main avec des coescoes fait de farine de mil"**[22].

Au milieu du XVII^{ème}siècle, vers 1642, Jannequin de ROCHEFORT, voyageant près de l'embouchure du Sénégal, pensait que la nécessité de se nourrir obligeait les autochtones à s'adonner à la pêche, dont le produit fournissait l'essentiel de l'alimentation : **"ils n'ont pour tout aliment en ce maudit pays, que les poiffons qu'ils font fecher au soleil, & quelque millet avec du tabac"**[23]**.** Les femmes préparaient le repas en mettant dans **"de grandes gamelles de terre du coufcou ou du fanglet avec du poiffon cuit au soleil, lequel elles rompent en petits morceaux & laissent bouillir ce faligodis iufques à ce qu'il fois comme de la bouillie"**.(p. 75).

Au XVIII^{ème} siècle, à propos de la nourriture des habitants de Gorée, DOUMET écrivait (en 1769) : **"les plus aisés ou pour mieux dire les moins pauvres ne vivent que de**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[21] L'établissement de centres européens permanents importants à but militaire ou commercial (Gorée, Rufisque, Saint-Louis) induit des activités directement liées à la mer. Les échanges avec les Européens, n'entament pas le rôle des groupes côtiers fournisseurs de sel, coquillages séchés et de poisson sec.

[22] THILMANS G. et MORAES, N. (1977) "Les passages à la Petite Côte de Pieter Van Der Broecke" - Bull-IFAN BXXXIV ; n° 3, Dakar - p. 487.

[23] ROCHEFORT J. op. cit. p. 44

couscous et de poisson secq, de presque point de beurre et ne boivent que de l'eau. Les esclaves ne mangent qu'une fois en 24H et seulement du couscous et du poisson secq"[24].

Mais il importe de réduire ces débouchés côtiers à leurs justes proportions ; les termes de ville ou de village utilisés par les auteurs de l'époque ne doivent pas faire illusion ; même à la fin du XVIII[ème] siècle et au tout début du XIX[ème] siècle, les comptoirs européens se limitaient à de petites bourgades regroupant quelques centaines, ou tout au plus quelques milliers d'âmes.

Au début du XIX[ème] siècle, en dépit d'une augmentation considérable au cours du siècle précédent, la population africaine de Gorée ne s'élevait qu'à 2000 individus : 197 Africains en 1749, 800 en 1769, 1800 en 1785, 2000 en 1816. En 1786 Saint Louis comptait 2400 indigènes libres et 3000 captifs de case. En 1770 les chiffres concernant Rufisque et Dakar variaient entre 900 et 3000 habitants. La variation des données dépend des sources considérées[25]

A cette relative exiguïté des marchés locaux étaient venues s'ajouter les difficultés d'écoulement de la production liées aux contraintes commerciales imposées par les autorités coloniales. La pêche était réglementée et taxée par les européens.

Au XVII[ème] siècle aucune contrainte ne gênait, en apparence, l'approvisionnement de Rufisque où **"tout est en abondance, viande comme poisson lequel est le meilleur et le plus abondant de toute la côte de Guinée. Il y a, entre autres, ceux que l'on nomme anchois... aussi que beaucoup de sardines à tellement bon marché que j'en achetai une pleine barque pour une demi-pataque"**[26]. C'est dans "la région de Rufisque" que le commerce de poisson sec avec l'intérieur semblait le plus actif, puisque des caravanes maures venaient s'y approvisionner.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[24] BECKER C. et MARTIN V. op. cit. p. 33

[25] DOUMET en 1769 attribue 3000 habitants à chaque agglomération.

[26] MORAES (Nide) 1973 - "La Petite Côte d'après Francisco de Lemos COELHO. XVIIème siècle. Bull IFAN Tome XXXV, série B, Dakar -pp. 239-268.

La situation semblait plus critique dans la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle à Gorée, où, malgré l'abondance du poisson dans les eaux riveraines, DOUMET se plaignait en 1769 d'avoir beaucoup de difficultés pour le trouver sur les marchés (**"on n'en a point deux fois par semaine"**). Il attribuait, subjectivement, cet état de fait au faible goût des indigènes de l'île et de Dakar pour la pratique de la pêche. Dans les faits, l'explication est toute autre : le règlement commercial établi par les Français imposait au pêcheur un prix de vente peu incitatif, le dissuadant d'exercer son activité. **"Les denrées les plus communes ne pouvaient y (dans l'île) être vendues qu'à des prix fixes, auxquels les gouverneurs prenaient d'autorité tout ce qui pouvait leur convenir"** (Mémoire du Roi pour servir d'instruction au Sr de la GASTIERE 27 Février 1767)[27].

BECKER, C. (1974)[28] indique que **"les pêcheurs restreignaient leurs ventes à Gorée, non seulement à cause des tracasseries administratives ... mais aussi en raison des prix peu rémunérateurs qui étaient pratiqués dans l'île et aux comptoirs français"**.

La faiblesse du marché local n'était que très peu compensée par la possibilité d'écouler la production au-delà des mers ou vers l'intérieur du continent.

II.1.2 La marginalisation des produits halieutiques dans la nouvelle économie d'échanges.

La part des produits halieutiques dans le commerce atlantique était très infime; ils étaient destinés surtout à l'avitaillement des navires en escale près des factoreries ; les quantités ainsi écoulées restaient insignifiantes. Les Compagnies qui jouissaient d'un monopole du négoce sur les côtes ouest africaines venaient acheter de la gomme dans la région du Fleuve, de l'ambre gris, de la cire, du cuir, de l'ivoire et de l'or sur la Petite Côte (à Rufisque, Portudal, Joal...)[29]. La traite des esclaves peu importante au début du XVII^{ème} siècle s'est développée progressivement pour atteindre son apogée dans la seconde moitié du

[27] Cité par BECKER C.et MARTIN, V. sans références bibliographiques

[28] BECKER C. et MARTIN V. - op. cit. p. 33

[29] La tactique des "maisons" était utilisée entre la fin du XVI^{ème} siècle jusqu'au début du XVII^{ème} siècle. Les marchands laissaient à terre un commis chargé de drainer la marchandise vers un point de la côte ; au bout d'un délai parfois assez long (quelquefois 3 ans) un navire venait le chercher avec le produit de la traite. . Dans ces conditions, le poisson simplement séché, jamais salé, ne pouvait être conservé très longtemps.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

XVIII[ème] siècle. De 1732 à 1740 le nombre d'individus vendus annuellement oscilla entre 670 et 1200 ; il a augmenté encore à partir de 1750 : pour la seule année 1789, 8000 personnes avaient été déportées depuis les côtes sénégalaises vers les Amériques (LLERES B. 1986).

Le développement de la traite négrière a accentué l'émiettement et les rivalités que connaissait le pays depuis l'éclatement de l'Empire du Djolof au milieu du XVI[ème] siècle ; il a entretenu un climat d'insécurité qui a perturbé les échanges entre la côte et les régions de l'intérieur. Les expéditions de mollusques boucanés et de poisson sec se sont poursuivies mais à un rythme plus lent. Au XVII[ème] siècle, **"les nègres au bord de mer (...) sèchent le poisson qu'ils rapportent à savoir des pagres, badèches et mérous et les font vendre à l'intérieur, ce qui constitue leur commerce"**[30]. Chassant près de Rufisque en 1674, DUBOIS[31] mentionnait avoir rencontré plusieurs hommes armés conduisant des chameaux et des ânes chargés de poisson sec. Malgré les troubles et les désordres, les échanges avec l'intérieur se perpétuèrent au cours du XVIII[ème] siècle, sous le monopole, une fois de plus, des Maures. DOUMET constatait le fait en 1769 à propos du royaume du Kayor : **"Les Maures achètent pareillement tout le mil de l'intérieur de ce païs, traversent jusques aux villages situés sur la côte, vis-à-vis de Gorée, y changent leur mil pour du poisson sec, qu'ensuite ils vont revendre dans les parties les plus éloignées du bord de la mer"**[32].

Dans l'ensemble, l'étroitesse des marchés de consommation côtiers, les entraves administratives à la liberté du commerce et l'insécurité des pistes de l'intérieur n'ont guère créé du XVII[ème] au XVIII[ème] siècle surtout un environnement favorable au développement des activités halieutiques. Il en sera tout autrement au XIXème siècle.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[30] MORAES N. op.cit. p. 250

[31] DUBOIS P. 1674 : "Les voyages faits par le Sieur DUBOIS aux îles Dauphine ou Madagascar etBourbon ou Mascarenne, les années 1669, 70-71, Paris

[32] BECKER C.et MARTIN V. op.cit. p. 43

II.2 La mise en place des bases des activités halieutiques contemporaines au XIXème siècle

A partir des premières années du XIX^{ème} siècle plusieurs évènements[33] vinrent bouleverser l'environnement économique et politique de l'Afrique Noire en général et du Sénégal en particulier :

- le développement de la première révolution industrielle obligea les pays européens à chercher de nouvelles matières premières hors de leurs frontières ;

- la traite esclavagiste perdit progressivement son souffle : elle fut abolie en 1807 par le gouvernement britannique ; si Napoléon 1er, en 1815, puis Louis XVIII, en 1817, supprimèrent officiellement le commerce des Noirs sur les territoires dépendant de la France, en réalité celui-ci subsista jusqu'en 1848[34].

Poussé par des motivations économiques et politiques, le gouvernement français entreprit la conquête du pays, qui débuta en 1818 par l'occupation de terres fertiles dans le Walo et par la construction de fortifications le long du fleuve Sénégal ; elle s'accéléra de 1854 à 1865 sous l'impulsion de Faidherbe. A la fin du siècle, "la paix coloniale" régnait sur l'ensemble du territoire.

II.2.1 La politique des activités halieutiques dans le nouveau contexte économique

II.2.1.1 Le rôle des marchés intérieurs

Les pêcheries ont bénéficié d'une extension des marchés intérieurs. De véritables marchés urbains se dessinèrent le long des côtes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[33] Le phénomène dominant est la substitution de la traite atlantique des esclaves par l'exportation de produits primaires destinés à alimenter le dispositif du capitalisme industriel. La gomme sur le fleuve mais surtout l'arachide en moyenne Casamance (et en Gambie) et dans l'hinterland de la Petite Côte, deviennent le moteur de l'économie littorale. De nouveaux systèmes de production sont mis en jeu, fondés surtout sur l'utilisation de la main d'oeuvre captive et sur des migrations rurales de grande ampleur. Les fonctions commerciale et monétaire du littoral sous domination coloniale y polarisent de nouveaux éléments de population. Les principaux ports de commerce St Louis, Dakar et Rufisque voient leur population et leurs besoins alimentaires notamment en poisson augmenter. Sur la Petite Côte, la hiérarchie des anciens ports de traite est perturbée par leur mutation en escale arachidière. C'est en liaison avec ces bouleversements que les colonisateurs français soumettent progressivement l'ensemble du Sénégal à partir du fleuve et de la façade maritime.

[34] C'est Victor SCHOELCHER (1804-1893) député de la Martinique et de la Guadeloupe, sous-sécretaire d'Etat à la Marine (mars-mai 1848) qui a préparé le décret d'abolition de l'esclavage dans les colonies (27 avril 1848) françaises.

A la suite de l'abolition de la traite des esclaves, l'Ile de Gorée perdit son dynamisme : 3000 habitants en 1865, 3200 en 1878, 2000 en 1891 ; toutes les autres agglomérations littorales se développèrent : Saint-Louis passa de 7000 habitants à la fin du XVIII^{ème} siècle à près de 20 000 au XX^{ème} siècle ; Dakar ne comptait que 1500 habitants en 1878 mais, en 1895, prit l'aspect d'une petite ville de 8000 habitants. La population de Rufisque s'accrut à peu près dans les mêmes proportions : 1100 habitants en 1878, 9000 à 10 000 à la fin du XIX^{ème} siècle (LLERES B. 1986).

Dans ces villes, le poisson était une des bases de l'alimentation ; vers 1850 l'Abbé BOILAT[35] observait les femmes Wolof préparer les plats traditionnels et notait son utilisation, dans la préparation du couscous "thiéré" où il se trouvait associé à la farine de mil, dans celle du "sanglé"("Lake") où il accompagnait le riz.

Les marchés côtiers absorbaient des quantités sans cesse croissantes de poissons frais, fumés ou séchés. A l'aube du XX^{ème} siècle, dans un rapport du Gouverneur général (cité par B. LLERES, 1986), le vétérinaire chargé de l'inspection sanitaire écrivait **"la vente du poisson est très active à Saint-Louis. Les Européens et les Indigènes en font une grande consommation".** Chaque ville côtière possédait son marché au poisson : à Saint-Louis il se tenait dans le quartier de Guet Ndar, non loin du rivage ; à Dakar il occupait un hangar, situé au centre ville, **"dont le sol mal entretenu était divisé en travées rectangulaires par des briques fixées debout dans la terre et dépassant la surface générale d'une dizaine de centimètres"**[36]. A Rufisque il avait lieu sur la plage, le matin lorsque les pirogues débarquaient leurs prises, **"le marché est, comme à Dakar, un bâtiment rectangulaire (...) largement ouvert sur toutes ses faces, sauf celle qui regarde vers l'est et qui reçoit, par conséquent les vents dominants. Celle-ci est fermée par des persiennes qui permettent à l'air de circuler"**[37].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[35] BOILAT A.(1853). Esquisses Sénégalaises, Paris, P. BERTRAND.

[36] GRUVEL, A. op. cit, p. 101

[37] GRUVEL, A. ibidem.

Dans ces cités, les Européens, peu nombreux (1200 à Saint-Louis en 1880, 247 à Rufisque en 1883) partageaient avec les populations locales, le goût pour certaines espèces comme le mulet (à Saint-Louis), mais en achetaient souvent d'autres, peu prisées par les autochtones, comme les crevettes, les langoustes royales, le crabe et surtout les soles. La capture de celles-ci se limitait aux environs des agglomérations, là où les pêcheurs étaient assurés de débouchés.

Mais à cette époque, est-il nécessaire de le rappeler, l'essor urbain n'avait rien de comparable à celui que le pays a connu au cours du XX^{ème} siècle ; en 1895, sur une population globale d'environ 1 150 000 habitants, les quatre communes de Gorée, Dakar, Rufisque et Saint-Louis comptaient un peu moins de 40 000 habitants soit un taux d'urbanisation atteignant à peine 3 %. Le caractère "continental" et agricole du Sénégal prédominait.

Parallèlement à la satisfaction des besoins de la population urbaine côtière, les pêcheurs continuaient à ravitailler les populations rurales, dans le cadre des relations villes-campagnes, en poisson transformé. En 1848, BOUET-WILLAUMEZ[38] notait que l'abondance du poisson à Gorée permettait "**aux peuplades du littoral de le préparer et faire sécher au soleil pour le troquer contre le mil dans les villages de l'intérieur**". Dans le même ordre d'idées, en 1853, l'Abbé BOILAT relevait la persistance du commerce intérieur du poisson, aussi bien à partir de Saint-Louis que de la Petite Côte : le poisson séché de Rufisque était toujours échangé contre du coton, des pagnes de tissus et d'autres produits encore. De même, en 1865, Pinet LAPRADE[39] évoquait, à propos des pêcheurs de Yoff installés à Kayar dans des cases établies sur les dunes littorales voisines de la mer, "**qu'ils font sécher leur poisson et l'échangent avec les indigènes de l'intérieur contre le mil. Ce commerce dure trois mois**". Au début du XX^{ème} siècle dans le rapport du Gouverneur Général, l'inspecteur vétérinaire indiquait que "**la vente du poisson séché constituait une ressource importante pour les indigènes de Guet Ndar**".

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[38] BOUET-WILLAUMEZ E. 1848. Commerce et traite des noirs aux côtes occidentales d'Afrique, 230p.

[39] LAPRADE P. 1865. "Notice sur les Sérères", Annuaire du Sénégal et Dépendances, pp. 129-171 et Revue Maritime et Coloniale, XIII, pp. 479-492.

A la fin du siècle, en 1886, l'achèvement du chemin de fer Dakar-Saint-Louis, destiné avant tout à l'évacuation de la production arachidière vers les ports, ouvrit de nouvelles perspectives à la vente du poisson dans les escales ferroviaires. Au début du XX^{ème} siècle, GRUVEL remarquait que la plupart de ces escales étaient ravitaillées à partir de Saint-Louis au nord et de Rufisque au sud. En effet, **"le chemin de fer facile l'écoulement vers les escales de l'intérieur du poisson sec de Saint-Louis et de la région de Rufisque, tandis que les coquillages séchés de la région de Joal et du Saloum alimentent des échanges avec l'intérieur et que de nombreuses salines sont exploitées dans un but commercial à la fin du siècle sur tout le littoral. Dans la région de Rufisque, existe un mode de transformation nouveau : les petits poissons sont salés avant d'être séchés"**[40].

II.2.1.2 L'exportation des produits halieutiques

Dès les premières années du XIX^{ème} siècle, la perte des profits tirés de la vente des esclaves incita les autorités coloniales à rechercher de nouveaux produits d'exportation. Pour assurer la relève du commerce de la gomme et de la traite des esclaves, la Métropole envisagea plusieurs solutions parmi lesquelles le développement des cultures, l'exploitation des salines et de la forêt, mais aussi la préparation et l'exportation du poisson salé, occupèrent une bonne place.

La destination de ces exportations devait être les colonies d'Amérique et les Antilles Françaises (La Guadeloupe et la Martinique). L'approvisionnement de ces territoires en morue salée se faisait à partir de la Métropole ou de ses territoires d'Outre-Mer (Saint-Pierre-et-Miquelon au SW de la Réunion), ce qui engendrait de sérieuses difficultés : les morues séchées sur les côtes de Terre Neuve, "de qualité médiocre", ne pouvaient affronter la concurrence américaine ; en outre ce projet était motivé par la perte, par les armateurs français de la pêche à la morue de Terre-Neuve à la suite des tensions politiques franco-anglaises. La durée du trajet était beaucoup trop longue (20 à 25 jours), l'expédition de poisson transformé à partir des côtes sénégalaises, de Saint-Louis et Gorée surtout, offrirait, croyait-on, l'avantage de fournir un produit de meilleure qualité et réduirait considérablement le temps de transport (15 à 20 jours).

[40] CHAUVEAU J.P. op.cit. p.9

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En 1827, alléchés par les primes à l'exportation[41], les négociants européens du Sénégal tentèrent l'expérience qui se solda par un échec attribué à "la mauvaise qualité du sel sénégalais". Mais en réalité, le projet était peu important et il s'agissait plutôt, pour les sociétés de commerce, "d'occuper la place" en perspective du développement futur des intérêts coloniaux. En effet, à cette époque, les seules pêcheries européennes sur les côtes d'Afrique occidentale étaient celles des Canaries qui traitaient 150 000 tonnes de poisson notamment au Cap Bojador et au Cap Blanc. En 1834, Saint-Louis et Gorée avaient importé 111 tonnes de poisson sec.

Cet échec ne semblait pas avoir découragé les " bonnes volontés" puisqu'en 1840, Sabin BERTHELOT préconisait l'installation de sécheries à Saint-Louis et à Gorée[42]. En 1872, un industriel marseillais, M. PASTRE entreprit d'exporter vers la France du poisson salé et séché préparé à Dakar ; malgré une dispense de paiement des droits de Douane, faute "de capitaux suffisants", l'entreprise sombra.

A l'aube du XX^{ème} siècle, plusieurs tentatives d'expédition de poisson transformé (séché, salé) ou glacé[43] vers des marchés extérieurs avaient échoué. Ces entreprises avaient cependant prouvé que les produits de la mer pouvaient devenir pour le Sénégal des denrées de consommation locale mais aussi d'exportation.

ORSTOM - BIBLIOTHEQUE

---

[41] En ce qui concerne ces primes dont nous ignorons les éléments constitutifs, CHAUVEAU J.P. (1983) nous apprend que c'est en 1911 que la "loi générale sur les pêches" a été promulguée, officialisant les primes et encouragements élargis à 5 espèces africaines, dont la "morue d'Afrique". Les primes sont conditionnées au séchage dans un port d'Afrique ou séchage en Métropole pour réexportation, afin de relancer surtout les sécheries de Port Etienne en Mauritanie.

[42] Dans la même période, des collections de poisson sont constituées à Gorée et expédiées au Muséum d'Histoire Naturelle. Ce n'est qu'à partir de cette époque, à la suite des recherches des naturalistes (BERTHELOT, ROCHEBRUNE...), que la croyance en l'existence de la morue sur les côtes occidentales d'Afrique a été rectifiée. Le nom de "fausse morue" ou "morue d'Afrique" restera attaché aux mérous africains, surtout au thiof.

[43] Dans le dernier quart du XIX^{ème} siècle la mise au point de navires frigorifiques (la découverte du dispositif frigorifique en 1876 pour la conservation des aliments par Charles TELLIER) permettant de transporter le poisson frais sur de longues distances fit naître beaucoup d'espoir. La possibilité d'exporter des produits halieutiques sénégalais vers les marchés européens, fut envisagée. Dans ce cas aussi, toutes les tentatives furent vouées à l'échec. La seule expérience de cette fin du XIX^{ème} siècle reste celle d'armateurs marseillais. En 1880 la Société des Deux Mondes, fondée à Marseille en 1877, envoya vers les côtes occidentales d'Afrique un navire à vapeur équipé d'installations frigorifiques (Le Stella Maris), qui achemina du poisson frais vers l'Europe où l'écoulement ne posa aucun problème. Mais les prix de vente jugés trop bas, pour une "mauvaise qualité des espèces pêchées", ne permirent pas de couvrir les frais d'exploitation ; en 1882, la société fut mise en liquidation. Quelques années plus tard, en 1886, une nouvelle entreprise (Le Trident) installa une usine de congélation à Dakar et expédia sa production vers les "Grandes cités ouvrières du centre et de l'est de la France", le naufrage du navire frigorifique de la Société mit fin à l'expérience.

III - L'INTEGRATION DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE LA PECHE DANS L'ECONOMIE DE MARCHE.

Les pêcheries "européennes" ou "industrielles" et les pêcheries "indigènes" ou "locales" ont été deux secteurs historiquement imbriqués. A ce titre, nous avons accordé, pour mieux appréhender l'évolution du second, une attention soutenue au premier. C'est grâce à cette approche que nous avons pu découvrir, in fine, que la transformation artisanale avait, en réalité, une histoire qui n'a jamais été mise en relief en raison des préjugés négatifs qui lui étaient attribués.

Qualifier les pêcheries d'"européennes" éclaire sur l'origine de leur implantation au Sénégal mais n'informe pas sur la nature technologique et économique de leur contenu, ni sur leur pénétration progressive par les différents agents économiques à partir de la seconde guerre mondiale. Elle est pourtant le seul critère discriminant jusqu'aux années cinquante. Tandis que les pêcheries "industrielles" ont été approvisionnées en presque totalité par la pêche piroguière, pour plusieurs "industries" de transformation, seuls les bâtiments[44] les différenciaient de la transformation "locale". En outre, la prise en compte d'une filière spécifique au sein de ces pêcheries, permet de constater, très souvent, que de la production à la transformation, les dimensions sociale, technologique et économique des procédés varient d'un stade à l'autre. Par exemple, l'achat pendant la seconde guerre, par des entreprises "industrielles" de séchage, de poisson sec "indigène" pour une exportation directe vers la métropole. Dans ce cas, le rôle des maisons de commerce européennes a suffi pour introduire cette production dans l'économie de marché.

En réalité, la qualification de ces pêcheries renvoie davantage aux postulats et aux objectifs de ceux qui les caractérisaient plutôt qu'aux aspects réels de ce secteur. Quels que soient les termes et expressions retenus dans le passé par les scientifiques, administrateurs coloniaux ou "industriels" ("pêche et industrie à forme métropolitaine", "pêche européenne",

[44] Selon Bernard LLERES (1986), les installations se résumaient souvent à de simples hangars (pêcheries de Bandiala) ; les pêcheries Normandes de Popenguine étaient installées dans d'anciens bâtiments militaires, des blockhaus et des cases de banco servaient de salle de salage et de magasin. A Kayar, la sécherie Gomis possédait, en tout et pour tout, une aire cimentée carrée de 50 mètres sur 50. Or ce type d'installation, éparpillée le long du littoral, surtout dans la région de Dakar, est un élément central du dispositif actuel du traitement artisanal des produits de pêche.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

"pêche industrielle", "pêche moderne"...), tous l'étaient par dichotomie aux pêcheries africaines ("locales", "indigènes", "artisanales", "traditionnelles", "primitives"[45]. C'est par présupposé ethnocentrique et, peut être surtout, par souci politique, que sont ainsi définis l'un par l'autre les deux types de pêcherie : l'opposition fonde le privilège "naturel" qu'il convient dès lors d'accorder à la pêche "industrielle" désignée ainsi comme étant porteuse de "progrès" et apte à concentrer l'aide des pouvoirs publics" par opposition aux pêcheries africaines "archaïques", "primitives", "inadéquates" à une exploitation commerciale satisfaisante et "incapables" d'évoluer. Hélas, ce primitivisme n'a pas empêché les transformations, les évolutions en cours (cf. 3ème partie).

Dans l'ensemble, c'est par simple usage que nous utiliserons, dans les développements ultérieurs, les expressions "pêcheries industrielles" ou "européennes". Cette remarque s'applique aussi aux sécheries.

III.1 Les contraintes de l'implantation des unités de transformation "européennes" au Sénégal

III. 1.1 Les premières années du XX^{ème} siècle : l'échec des sécheries en Mauritanie

Les premières années du XX^{ème} siècle ont été marquées par le développement des projets de "mise en valeur". Ces projets ont été surtout suscités par des sociétés scientifiques, très "ouvertes" aux intérêts de la Métropole (notamment la Société de Géographie de Bordeaux, ville dont les intérêts économiques étaient dominants au Sénégal), et des administrateurs eux-mêmes. Dès 1901, cette société tenta de créer une unité de conservation de poisson séché du banc d'Arguin pour écouler ses produits vers les Canaries, la Côte d'Afrique et les ports de France.

Dans les faits, le projet était très modeste, l'objectif étant plutôt d'ordre stratégique pour les sociétés de commerce, afin "d'occuper la place" en vue du développement ultérieur des intérêts coloniaux. Néanmoins en 1902 et 1903 les autorités coloniales encouragèrent la venue de missions scientifiques pour développer les pêcheries. Il était surtout question de

[45] Cette approche duale révèle une permanence dans certaines réflexions sur le développement et introduit une opposition entre secteur "structuré", "moderne", "industriel" et secteur "non structuré", "traditionnel", "artisanal" ; elles sous-tendent, par cette vision, que le développement passe par l'absorption du second par le premier.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

créer un port de pêche "industrielle" à Port Etienne où seraient installées des unités de poisson séché. Les missions dirigées par le zoologiste bordelais GRUVEL A. couronnèrent ces efforts de prospection (1905-1907).

A cette époque, les modes de conservation « indigènes » étaient jugés **"inadéquats à une exploitation commerciale satisfaisante et en outre incapables d'évoluer".** Malgré une forte propagande coloniale (ponctuée d'encouragements, de primes...) les opérations d'installation de sécheries "européennes" sur les côtes mauritaniennes échouèrent[46]. Désormais, surtout à partir de 1913, l'attention va porter davantage sur les côtes sénégalaises.

III. 1.2 Les tentatives d'implantation des unités de transformation "européennes" au Sénégal durant la première guerre mondiale

La première guerre mondiale a motivé une demande supplémentaire de produits de consommation pour approvisionner la métropole. C'est dans ce contexte que sont apparues, le long du littoral sénégalais, les premières tentatives d'implanter des unités de transformation "européennes" alors que l'économie sénégalaise était totalement dominée par la traite arachidière.

La principale tentative est effectuée à partir de 1917 par SCHWARTZ (un ingénieur civil) qui a mis en pratique les idées de A. GRUVEL concernant les techniques de séchage et d'exploitation intensive des sous-produits. Etabli à Saint- Louis, SCHWARTZ achète du poisson aux pêcheurs de Guet Ndar. Après avoir traité 200 tonnes la première année, il écoule sa production de salé-séché vers les colonies du Sud. L'opération, qui prévoyait la construction d'une petite flottille (6 bateaux de 500 tonneaux en moyenne), de sécheries, conserveries et d'exploitations agricoles (usage de la farine de poisson comme engrais) a périclité en 1919, deux ans après sa mise en œuvre.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[46] Les causes de l'échec étaient essentiellement attribuées :
- à la crise économique et sociale qui a frappé la pêche associée aux sécheries "européennes" dont le produit (le poisson séché et salé) n'était guère apprécié, dit-on, par les populations africaines ;
- aux difficultés d'approvisionnement en eau potable et la rareté de la main d'œuvre en Mauritanie ;
- au refus des grandes compagnies (qui renforcèrent leur emprise dans les principaux ports français) de répondre aux incitations gouvernementales.

Ce projet et d'autres de nature semblable restaient étroitement liés à la conjoncture de la guerre et de la politique de ravitaillement de la métropole ou du personnel colonial local coupé des exportations métropolitaines. En outre, ces tentatives fondaient leur approvisionnement sur la pêche piroguière maritime (Saint-Louis et Saloum surtout). Or, à ce propos, les accords entre les promoteurs et les pêcheurs ont souffert de leurs caractères avantageux pour les premiers dans un contexte marqué par un renforcement de la contrainte administrative pour réquisitionner ou acheter les produits à bas prix ou pour recruter des troupes. En réaction à la politique de recrutement, les pêcheurs locaux refusaient d'approvisionner les villes en poisson (les niominka à Kaolack) ou migraient vers la Casamance et la Gambie. A Saint-Louis, l'administration coloniale a été obligée de mettre en place un dispositif de surveillance des pêcheurs de Guet Ndar pour les empêcher de "fuir en pirogue".

III. 1.3 Le faible développement des unités de transformation durant l'entre-deux-guerres

Nonobstant les échecs répétitifs, les tentatives antérieures ont contribué à briser le monopole de la Mauritanie. Les premières années de l'entre-deux-guerres ont été ponctuées par d'autres essais.

C'est dans ce cadre que la société PESCADA, créée à Dakar en 1919 et ayant son siège social à Paris se proposa de sécher le poisson, mais demeura à un stade d'installation et d'expérience. Sur la base des rapports annuels sur l'industrie des pêches de 1922 et 1923 exploités et cités par CHAUVEAU, J.P. (1983) il est possible de conclure à l'échec des diverses opérations qui se sont déroulées de 1919 jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale.

En 1920, l'administration coloniale, après avoir renoncé à toute action en direction de la pêche piroguière, mit l'accent sur l'amélioration des techniques de séchage pour l'exportation. La seule alternative offerte était l'installation de pêcheries à forme « métropolitaine », utilisant une main d'œuvre locale et pouvant familiariser les « indigènes » aux méthodes de séchage « perfectionnées ». Malgré l'échec patent antérieur, les espoirs de l'administration coloniale reposaient, une fois de plus, sur les effets des influences exercées

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

sur les groupes financiers spécialisés. La même stratégie a donc produit les mêmes résultats qu'au début du XX^{ème} siècle : l'échec.

Parallèlement aux difficultés des pêcheries "industrielles" de la métropole, de nombreux observateurs ont évoqué la persistance de tentatives individuelles de type "foncièrement artisanales" et approvisionnées par la pêche piroguière. Deux exemples permettent d'illustrer cet aspect :

- M. BOUCHER installa en 1924 un atelier de transformation à Bel air où il s'adonnait au salage-séchage du poisson ; la vente des dents de requins complètait ses activités globalement limitées qui cessèrent en 1927 ;

- le second, LE VAILLANT, ancien employé de BOUCHER, installa à Hann une sécherie alimentée par des sennes de plage et écoulait la quasi-totalité de sa production au "marché indigène".

Malgré leur dimension « familiale et artisanale», ces entreprises ont été les premières à porter quelque intérêt au requin qui sera, dans les années 1940, la principale matière première des pêcheries «européennes» au Sénégal.

Dans l'ensemble, avant la deuxième guerre mondiale, fonctionnaient quelques sécheries gérées par des Européens (pêcheries de l'Atlantique Sud à Mbour) et surtout des maisons de commerce (PEYRISSAC, REBEIZ, NAHAS) travaillant sous contrat avec des pêcheurs et des transformateurs « indigènes » et se chargeaient d'écouler leur production vers l'étranger.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

III.2 L'essor éphémère des pêcheries « européennes » le long du littoral sénégalais dans la conjoncture de la seconde guerre mondiale (1939-1948)

III. 2.1 Le développement des pêcheries « européennes » pendant la guerre

L'état de guerre a produit un contexte tout à fait spécifique qui va redynamiser les activités de pêche pour approvisionner la métropole et atténuer les restrictions des importations au Sénégal. En plus des essais de séchage de coquillages tentés à Joal vers 1940, les pêcheries de requins traditionnellement recherchés pour leurs peaux, furent l'objet d'une attention nouvelle avec le développement des débouchés de l'huile de foie de requin, riche en

vitamine A. La demande pressante en poisson de la métropole a favorisé l'installation de sécheries pour la production du salé-séché[47]. **"C'est ainsi que durant la période des hostilités, de nombreuses petites unités de transformation s'installent ou se développent le long du littoral : sécheries (4 à St Louis, 1 à Kayar, 1 à Yoff, 2 à Hann), saurisserie et fumage (1 à St Louis, 1 à Fann, 1 près de Thiaroye, 1 à l'embouchure du Bandiala dans le Saloum), conserveries (1 à Saint-Louis, Fann, Balling, 2 à Rufisque, 1 à Joal), unités de transformation de requins, surtout concentrées sur la Petite Côte (1 à Hann, Popenguine, Mbour et à la pointe Sangomar, 2 à Joal"**[48].

Ces pêcheries dépendaient en quasi-totalité de la pêche piroguière. Or, même en matière de séchage, les" méthodes indigènes" sont généralement employées, même lorsque le produit est destiné à l'exportation en métropole et malgré les protestations des spécialistes de l'office des pêches maritimes, envoyés au Sénégal à partir de 1941 pour organiser et développer les pêcheries. En réalité, les pêcheries européennes ne peuvent être qualifiées d'"industrielles", tant par leurs méthodes de pêche que par celles de transformation.

Evoquant la "très mauvaise qualité" de la production artisanale, les services sanitaires de la métropole, indiquèrent que plus de 400 tonnes de poissons desséchés et salés en balle et de poissons salés en fûts furent saisis au port de la Joliette en juillet 1941. Une partie seulement des poissons desséchés et salés fut reconnue utilisable pour la consommation du bétail, malgré une teneur élevée en sel. Quant au poisson saumuré "putréfié" et présentant un "développement superficiel de colonies microbiennes", il fut aiguillé vers l'industrie des engrais.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[47] L'absence d'équipements frigorifiques en raison de la désorganisation des "pêcheries européennes" pendant la guerre et la rupture d'approvisionnement en morue ont déterminé la demande de salé-séché.

[48] CHAUVEAU J.P. op.cit. p.20. Sur cette question, B. LLERES précise que dès 1939, la sécherie de HADDAD avait ouvert ses portes à Joal. Fin 1941, l'Office Scientifique des Pêches délivra plusieurs permis de création de pêcheries et de sécheries de type "européen" : à Joal la "pêcherie de la Société de Prévoyance de Thiès" (dirigée par M. CREMOUX) ; à Toubakouta, la "pêcherie du Bandiala" (dirigée par MM. FIGUIE et PASQUET), à Kayar la "Sénégalaise de pêche" (dirigée par M. GOMIS). Entre 1942 et 1943, plusieurs autres sécheries ouvrirent leurs portes : à Mbour, une annexe des "Pêcheries de l'Ouest Africain" (POA) ; à Joal, la "Pêcherie de Joal" et les "établissements Elias THOME et à Popenguine, les "Pêcheries normandes" ; en 1944, naquirent les "Sécheries TOUZARD" à Saint-Louis et ABGRALL sur la Pointe de Sangomar

En réalité, ce sont les conditions de manutention (emmagasinage, durée des expéditions...) qui expliquent essentiellement l'état de dégradation de la production artisanale constatée par les services sanitaires de la métropole.

III 2.2 La dépendance des pêcheries "européennes" à l'égard des pêcheries "locales"

Dans les faits, les pêcheries "européennes" étaient, vis-à-vis des pêcheries "indigènes", dans une dépendance beaucoup plus fondamentale qu'une dépendance technique d'approvisionnement. D'abord, pour une partie peu importante il est vrai, elles avaient le même débouché : la consommation locale de produits transformés, ce qui explique que des maisons de commerce préfèraient quelquefois acheter directement le poisson séché « africain » pour le revendre. Mais surtout la transformation européenne en vue de l'exportation était fortement concurrencée, pour son approvisionnement, par la demande des consommateurs locaux alimentée par les femmes des pêcheurs et les petits mareyeurs dont le rôle n'avait cessé de s'accroître.

Les rapports concurrentiels entre marchés de consommation locale et approvisionnement des unités de transformation "européennes" ont ainsi évolué en faveur des premiers durant la guerre. En 1941, les maisons de commerce de Saint-Louis **"exportaient des quantités croissantes"** de filets saumurés et de salé-séché en métropole, provoquant du coup une augmentation très forte des prix et une raréfaction du poisson sur les marchés locaux[49].

Une question importante qui se posait dès lors était celle-ci : comment l'administration allait-elle intervenir pour protéger la consommation locale et juguler l'écoulement spéculatif des produits transformés de "mauvaise qualité"?

A partir de 1944, le développement de la demande et la mise en place du dispositif de mareyage inversèrent la situation. Au même moment les entreprises "européennes", soumises à des prix taxés et aux contrats passés, ne pouvaient plus acheter suffisamment pour alimenter

[49] Les pêcheurs locaux, ceux de Saint-Louis en particulier, approvisionnaient en priorité les établissements européens, avec lesquels ils étaient liés par des "contrats incitatifs".

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

leurs établissements. Conséquences : fermeture de sécheries et fléchissement d'activités des usines de traitement « européennes » se succédèrent.

Entre 1944 et 1945, une solution provisoire fut mise en oeuvre en faveur des "intérêts des colons privés" par une taxation des prix à la consommation et par un rétablissement à la liberté des prix pour la "préparation européenne" qui a joué sur deux tableaux : achat de produits frais à la pêche artisanale ou achat de poisson transformé "indigène".

Dans l'ensemble, cette importance de la production (pêche piroguière, transformation) et du marché "indigènes" ne tarda pas à se manifester en dehors des orientations administratives quelques années après la guerre.

COLESRIA - BIBLIOTHEQUE

III. 2.3 La conférence de la pêche maritime de 1948 et la consécration des pêcheries "locales" comme "petites productions marchandes"

Tenue à Dakar en 1948, la conférence de la pêche maritime a réuni, pour la première fois, administrateurs, industriels et scientifiques métropolitains ; elle traduisait l'état d'esprit qui a régné après la guerre : l'exploitation intensive des fonds, après l'interruption due à la guerre, incitait pêcheurs et industriels à prospecter d'autres régions. Les déboires de Port Etienne en raison des contraintes de ravitaillement en eau et de main d'œuvre, avaient relancé l'opportunité de développer les pêcheries au Sénégal, au terme d'une mutation que la demande de la métropole en produits d'Outre-Mer durant la guerre avait intensifiée. Les pêcheries maritimes étaient encore presque sous le monopole des pêcheurs autochtones dont les moyens étaient jugés inadéquats avec les exigences d'une "industrie" considérée hâtivement en plein essor. Deux solutions à débattre étaient à l'ordre du jour :

- soit l'acquisition par les industriels de "moyens supérieurs" (moyens financiers);
- soit l'amélioration des moyens des pêcheurs locaux avec le soutien du crédit maritime et la constitution de coopératives.

Il a été admis, en outre, que la prospection scientifique des côtes, l'aménagement des centres de pêche et la construction d'un frigorifique à Dakar devaient compléter le dispositif à mettre en place.

Paradoxalement, les relations entre pêcheries "locales"et pêcheries "européennes", assimilées à tort à la pêche industrielle, sont en fait rarement analysées en tant que telles durant les débats. Elles n'apparaissent qu'à propos de l'utilisation de pêcheurs "locaux"par les pêcheries "européennes" ou de l'approvisionnement des unités de transformation "européennes" par les débarquements artisanaux. Les recommandations de la conférence ont tourné autour des moyens de développement de la pêcherie artisanale : crédit mutuel maritime, création de coopératives, développement économique de la pêche par un assouplissement des taxes douanières et une subvention par la détaxe des produits pétroliers, etc.

En ce qui concerne la pêche industrielle, son développement n'avait pas été immédiatement envisagé en raison de l'inexistence d'infrastructures portuaires adéquates et de prospection des ressources et des fonds. En conséquence, les industriels évoquèrent une intensification des pêcheries artisanales locales qui fournissaient déjà l'essentiel de leur approvisionnement au plus bas coût possible.[50]

Cette période de relance de l'économie coloniale "classique" après les bouleversements consécutifs à la guerre, allait favoriser le croisement d'intérêts entre "industriels", administrateurs et représentants des pêcheurs locaux pour défendre le secteur de la pêche dans "son ensemble". Ce contact entre agents économiques de nature très différente illustrait les rapports, désormais organiques, entre les différents secteurs de la pêche à partir du moment où un secteur d'exportation se greffe sur un mode de production de type domestique, c'est-à-dire caractérisé par une structure de production dominée par des rapports de parenté et de dépendances déterminés par des structures sociales locales. Déjà anciennement ouverte aux échanges villes / campagnes et avec l'appareil colonial, la pêcherie artisanale devenait une "petite production marchande" reconnue comme telle par les représentants européens de l'économie orientée vers la traite de produits primaires, exactement comme l'administration coloniale encourageait, à la même époque, la production d'arachide au Sénégal, de cacao et de café en Côte d'Ivoire par des petits paysans indépendants.

[50] C'est dans ce contexte que les industriels avaient encouragé l'aide publique à la modernisation des "engins artisanaux" tout en souhaitant que les pêcheurs en supportent les frais d'exploitation et le remboursement des avances. La motorisation des pirogues , faut-il le rappeler, se situait dans le prolongement des recommandations de la conférence de la pêche maritime de 1948.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En fait, ce mode de production dit "de petite production marchande" était marqué simultanément par la prédominance du caractère marchand de l'activité orientée vers l'écoulement de la plus grande partie de la production et, pour une grande proportion, vers l'exportation, mais où l'organisation du travail de type domestique n'était pas soumise aux rapports marchands (salariat). Cette articulation organique permettait au "secteur européen" de reporter sur ce mode de production l'essentiel du coût d'accroissement de la production sans investir pour réaliser les prospections et les infrastructures nécessaires à une production de type industriel. En réalité, ce secteur "européen" comptait sur le secteur artisanal" africain" pour assurer la transformation et la commercialisation d'un produit en expansion.

L'approche historique de l'évolution de la transformation artisanale des produits de pêche le long du littoral sénégalais et de son introduction dans l'économie de marché est complexe et mouvementée. L'analyse, essentiellement fondée sur une périodisation, renferme, sans conteste, des limites. Toutefois, cette approche a été nécessaire pour resituer la production artisanale, en rapport avec les mutations économiques et sociales du littoral, dans un contexte dynamique attestant, contrairement aux jugements négatifs et préjugés défavorables dont elle a été l'objet, qu'elle a incontestablement une histoire. Cette évolution est jalonnée de mutations qui ont révélé que son "archaïsme", son "primitivisme" et son "incapacité à évoluer" ne sont en réalité que des clichés dénués de tout fondement scientifique. Les évolutions en cours de la transformation dont certaines seront analysées dans la troisième partie de ce travail révèleront cette dimension.

La réflexion sur l'ancienneté, l'évolution et l'introduction progressive et mouvementée de la transformation artisanale des produits de pêche dans l'économie de marché a révélé, malgré maintes difficultés liées à la fois à des facteurs endogènes et exogènes, que ce secteur d'activités (production, stockage, distribution...) dispose de réelles potentialités. Ces produits sont susceptibles d'être orientés vers la satisfaction de besoins divers et vitaux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Sénégal.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE II :

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ARTISANALE ET DISTRIBUTION DES PRODUITS TRANSFORMES

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la demande en produits halieutiques n'a cessé de s'accroître, stimulant la production. Cette demande résulte des effets combinés d'un marché intérieur dont les besoins en protéines animales sont de plus en plus croissants et orientés vers la consommation de produits locaux et d'un marché extérieur en mutation et en pleine expansion. Comment, à ce titre, la transformation artisanale a t-elle contribué à soutenir le développement d'intenses courants de commercialisation ?

Utilisant une matière première locale variée, les artisans de la transformation artisanale ont diversifié leur offre (leurs produits) le long du littoral pour répondre à une demande tant à l'intérieur du Sénégal qu'à l'extérieur.

Dans cette dynamique, les transformatrices des produits de la pêche ont adopté et associé divers procédés de valorisation des produits; les principaux sont : le séchage simple au soleil, la fermentation et le séchage, le salage et le séchage, le braisage et le fumage.

Jadis tournée vers l'autoconsommation, la transformation artisanale a évolué d'une production d'usage vers une production marchande. La croissance démographique, l'urbanisation, l'accroissement des besoins alimentaires (et leurs modifications en faveur des produits halieutiques), l'intégration des biens de consommation courante, de plus en plus forte, dans les circuits économiques et les réseaux de transport et de commercialisation mondiaux sont autant de facteurs ayant contribué à l'évolution de la production artisanal e.

A ce titre, elle a favorisé l'émergence et le développement de plusieurs pôles de production (Saint-Louis, Kayar, Mbour, Joal, Kafountine, Ziguinchor....). Au-delà, elle a soutenu divers courants d'échanges surtout entre villes et campagnes sénégalaises. Ainsi pôles de production et centres de consommation ont établi des liens solides, fonctionnels, d'intensité variable. Les courants commerciaux qui en ont résulté sont fort complexes. Ils sont animés par des distributeurs dont les stratégies, les comportements varient en fonction des marchés (ruraux et urbains) et des saisons (saison des pluies et saison sèche). Tout ceci laisse une impression de désordre dans un environnement de plus en plus organisé.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ce chapitre II sera analysé à travers les principaux points suivants : la répartition géographique de la production artisanale le long du littoral, l'évolution du marché intérieur des produits transformés et les principales caractéristiques de la demande extérieure.

I - APPROVISIONNEMENT DES ATELIERS DE TRANSFORMATION ET REPARTITION DE LA PRODUCTION ARTISANALE LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS.

I.1 Approvisionnement des ateliers de transformation

I.1.1 Le rôle de la pêche piroguière maritime

L'essentiel de la matière première traitée par la transformation artisanale provient de façon systématique de la pêche piroguière et conjoncturelle du secteur industriel.

La production artisanale absorbe 35 à 40 % des débarquements de la pêche artisanale maritime. Cette proportion demeure relativement constante depuis 1975[51]. L'observation de la courbe représentative de l'évolution des quantités transformées révèle une fluctuation du tonnage traité (Fig.14 et 15, Annexe XII)

- deux plongées en 1978 et 1992 ;
- deux pics en 1984 et 1994 ;
- et de longs paliers entre 1979 et 1983 d'une part et entre 1986 et 1991 d'autre part.

Cette évolution en « dents de scie » est essentiellement liée à deux principaux facteurs:

- d'un côté, les aléas des débarquements (Annexe XII) de la pêche piroguière maritime qui assure bon an, mal an 75 à 78 % des mises à terre (tableau 19) ;

Tableau 19 : Évolution des débarquements de la pêche maritime de 1994 à 1996

Années	Secteurs	Débarquements (tonnes)	Proportion par secteur
1994	P.A	282 412	77,4 %
	P.I	82 043	22,6 %
1995	P.A	266 346	74,2 %
	P.I	92 310	25,8 %
1996	P.A	327 894	78,6 %
	P.I	88 788	21,4 %

Source D.O.P.M Dakar. P.A : Pêche artisanale P.I : Pêche industrielle

[51] Dans les faits, il est possible de remonter jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- de l'autre, les différents aspects de la concurrence que subit la production artisanale ; il s'agit essentiellement de demandes simultanées en produits frais tant par le marché intérieur que par les exportations. Entre 1992 et 1997, par exemple, la pêche maritime (les deux secteurs confondus) a consolidé sa position (première place) dans les exportations sénégalaises ; celles-ci avaient fléchi de 91 257 tonnes en 1992 à 83 882 tonnes en 1993 mais ont enregistré un accroissement sous l'impulsion compétitive du changement de parité (dévaluation du F CFA en 1994) pour atteindre 112 048 tonnes en 1997 (Tableau 20)

Tableau 20 : Évolution des exportations totales entre 1992 et 1997 (tonnes)

1992 : 91 257	**1995** : 103 465
1993 : 83 822	**1996** : 107 079
1994 : 104 658	**1997** : 112 048

Source : Le Soleil n°8308 p.8

La structure des ventes sénégalaises de produits halieutiques à l'extérieur est révélatrice de la concurrence que subit la production artisanale. En 1997 par exemple, elles portent sur du congelé (64 %), du frais (11 %), des conserves (17 %) qui absorbent l'essentiel des débarquements au détriment de la transformation artisanale (8 %) ; or celle-ci avec les conserveries, rapporte plus et offre une diversité d'emplois de la production à la commercialisation.

Par ailleurs la part des mises à terre absorbées par les ateliers de la transformation artisanale varie fortement d'une région à une autre (. Tableau 21) . L'année 1996 est, à ce titre, significative :

- dans les régions de Dakar et Saint-Louis où le mareyage absorbe la plus grande partie de la production, elle représentait 11 % ;

- elle est plus élevée dans la région de Thiès (32,6 %) et dans les rivières du Sud où les plages demeurent mal reliées au réseau routier (33,3 % à Fatick et 51,4 % à Ziguinchor).

A Saint-Louis et à Dakar, la transformation artisanale traite avant tout les « invendus » ou les « laissés pour compte » de la distribution[52] en frais. Dans la région de Thiès, surtout à Mbour et Joal, les différents groupes socioprofessionnels (transformatrices et mareyeurs)

[52] Dans les faits, il s'agit, au cours de la pêche, des poissons non désirés, hissés à bord puis rejetés à la mer morts ou mourants. Ils sont considérés comme des rebuts, soit parce qu'ils sont trop petits, soit parce que leur espèce ou leur sexe ne sont pas commercialisables, ou parce que le pêcheur concerné n'a pas le droit de les pêcher.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

s'intéressent aux mêmes espèces et entrent de plus en plus en vive concurrence lors des débarquements, notamment pour les sardinelles traitées pour la production du keccax.

Tableau 21 : Répartition régionale des quantités de produits halieutiques absorbés par la transformation artisanale en 1996

Région	Mises à terres de la pêche artisanale (tonnes)	Production artisanale (tonnes)	Équivalent en produits halieutiques frais	% des produits frais traités par la transformation artisanale
Dakar	31 440,18	1164,85	3494,55	11,1
Thiès	234 981,34	25 563,08	76 689,24	32,6
Saint-Louis	39 334,90	1441,71	4325,13	10,9
Fatick	6490,15	720,76	2162,28	33,3
Ziguinchor	13 424,22	2300,15	6900,45	51,4
Louga	1600,29	348,88	1046,64	65,4
Kaolack	623,00	16,55	49,65	7,9
TOTAL	327 894,08	31 555,98	94 664,94	

Source : D.O.P.M Dakar

Dans les rivières du sud, sur les plages isolées et non équipées en chaîne de froid, la vente est presque impossible sans traitement préalable. Enfin, Louga se singularise par la faiblesse de ses débarquements quasi absorbés par la transformation artisanale.

Le secteur industriel, depuis plusieurs décennies, fournit une proportion des approvisionnements. Par exemple, les usines de la région de Dakar et des unités de pêche industrielle écoulent auprès des femmes transformatrices des « espèces avariées » ou « non exportables »[53]. Les quantités livrées, non quantifiées de manière précise, varient très souvent en fonction de la conjoncture internationale ou nationale. L'embargo mondial qui, en mars 1996, a frappé les viandes bovines d'origine britannique (syndrome de la maladie de la vache folle) a contribué à fouetter les exportations sénégalaises de produits halieutiques (Tableau 22) vers l'Europe.

[53] L'exemple le plus significatif de ce système d'approvisionnement est la transformation traditionnelle du guedj, située à la fois en amont et en aval du marcyage et utilisant des poissons de toutes espèces et de toutes tailles non commercialisables en frais ou « avariés » (rebuts).

CODESPA - BIBLIOTHEQUE

Tabl. 22 : Évolution des exportations sénégalaises de produits halieutiques par destination (tonnes)

	1992	1997
Europe	55 512	59 835
Afrique	29 935	43 460
Asie	5624	8694
Amérique	186	59
Total	91 257	112 048

Source : D.O.P.M Dakar

En ce qui concerne le contexte national, la mise aux normes requises pour exporter vers le marché européen avait conduit, à la même période que l'embargo, à la fermeture d'une trentaine de sociétés de pêche implantées dans la région de Dakar ; plusieurs d'entre elles avaient alors bradé leurs stocks auprès des transformatrices de Yoff, Mbao, Rufisque et Bargny. L'hypothèse selon laquelle la transformation artisanale aurait tiré profit du gel provisoire des exportations de certaines entreprises de pêche est confirmée par l'analyse de la répartition mensuelle de la production artisanale : de 1886 tonnes en février 1996, la production est passée à 2235 tonnes en mars de la même année, soit un taux d'accroissement de 18,5 % ; en avril 1996, la production artisanale était estimée à 2071 tonnes.(D.O.P.M)

Le dynamisme de la pêche piroguière maritime, facteur de la croissance de la production artisanale, a permis à la transformation de disposer d'une matière première variée dont le traitement permet d'offrir aux consommateurs des produits très diversifiés.

I.1.2 La diversité des produits transformés

La diversité des procédés de transformation est l'expression de la vitalité de la transformation artisanale. Jadis production domestique pratiquée en majorité par les femmes de pêcheurs dans une optique d'épargne, de conservation et de diversification de l'alimentation, - qui donnait lieu parfois à une petite activité marchande - la transformation artisanale a évolué d'une production d'usage vers une production d'échange.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

De nos jours, cette mutation et la diversité de produits qu'elle induit permettent d'identifier plusieurs méthodes de transformation (annexe XIII). A travers la diversité des procédés, seul le yoss est produit à partir d'un simple séchage au soleil et ne concerne que les poissons de toute petite taille (5 à 10 cm) ; ce sont en général des sardinelles juvéniles capturées dans les nurseries. Certains procédés, autrement plus complexes, recourent à la fermentation puis au séchage (gejj), d'autres associent salage et séchage (salé-séché) ou font appel au braisage (keccax) ou au fumage (métora).

Le keccax, le métora, le gejj et le tambajan fournissent actuellement l'essentiel de la production. En 1996, à elles seules, ces quatre variétés représentaient 88 % des quantités traitées artisanalement. Le keccax venait largement en tête avec 18 715 tonnes (59,3 % de la production), suivi par le métora 3237 tonnes (10,2 % de la production), par le gejj 3000 tonnes (9,5 % de la production), par le tambajan 2771 tonnes (8,7 % de la production) et le salé-séché 2667 tonnes (8,4 % de la production). Le yeet (1089 tonnes, 3,4 % de la production), le pagne, le touffa, le sipakh, le féré-féré et le yokhoss réunis (180 tonnes, o,5 % de la production) jouaient un rôle relativement secondaire.(D.O.P.M.)

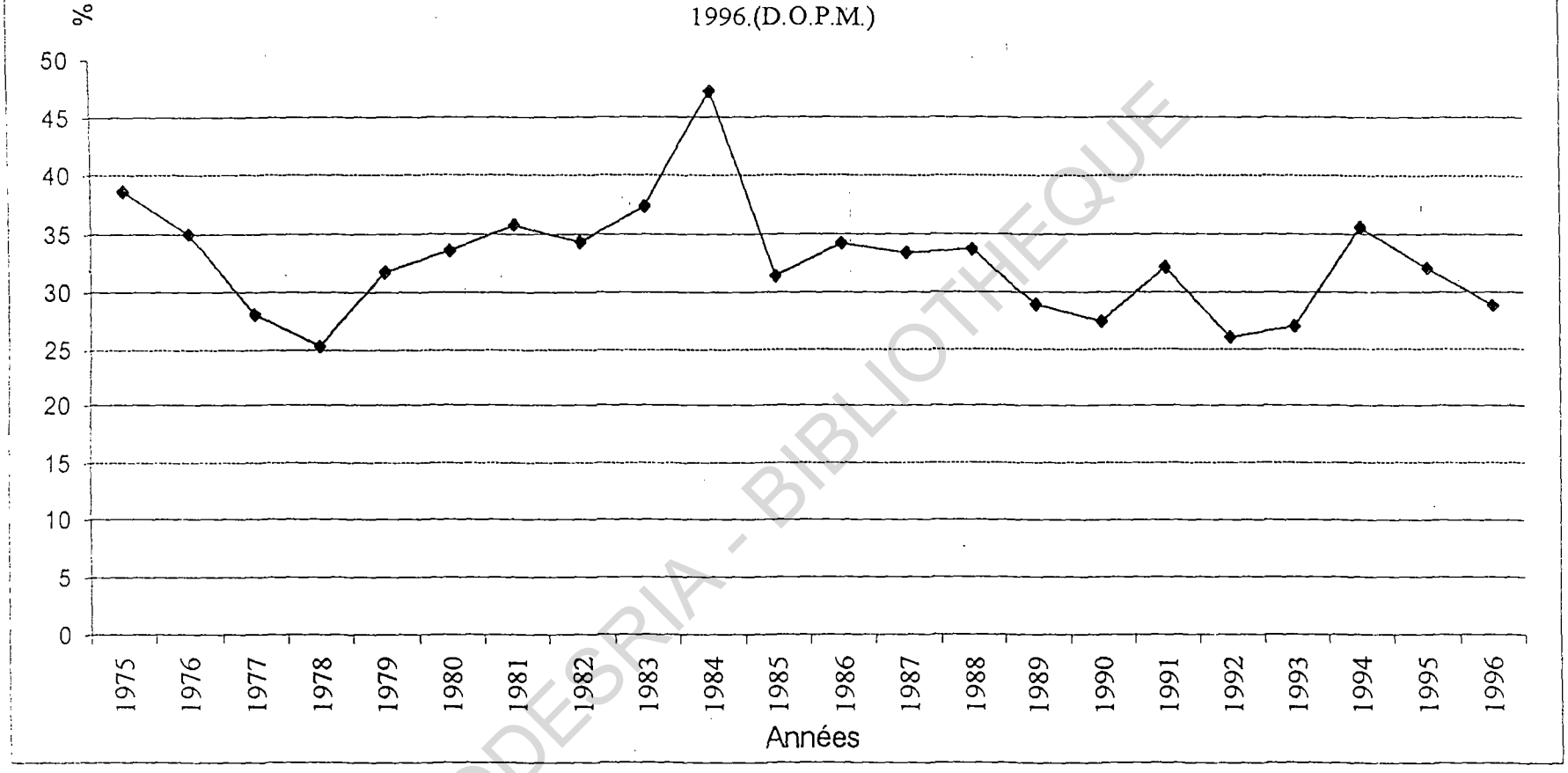
Cependant la part de chaque produit varie dans le temps.

Sur le court terme (fig.16, 17 et 18.), nous constatons des variations importantes, dans l'ensemble liées aux fluctuations des débarquements de la pêche maritime piroguière ; à titre d'exemple, l'offre de yeet sur le marché passe brusquement de 722 tonnes en 1988 à 1049,5 tonnes en 1989, de 617 tonnes (2 % de la production) en 1995 à 1089 tonnes (3,4 % de la production) en 1996. Ces oscillations sont le reflet de celles des captures du cymbium ; elles traduisent, plus profondément, le dynamisme des artisans de la transformation, capables de traiter des quantités peu prévisibles de matières premières. La baisse soudaine du tonnage du gejj en 1994 (983,5 tonnes, 3,8% contre 2972 tonnes, 10,4 % en 1995) s'explique en grande partie par la chute des espèces entrant dans la préparation, malgré une hausse des débarquements (416 682 tonnes en 1996 contre 403 578 tonnes en 1995).

Au-delà des variations annuelles, il est possible de constater que les produits transformés présentent, entre autres, des évolutions inverses.

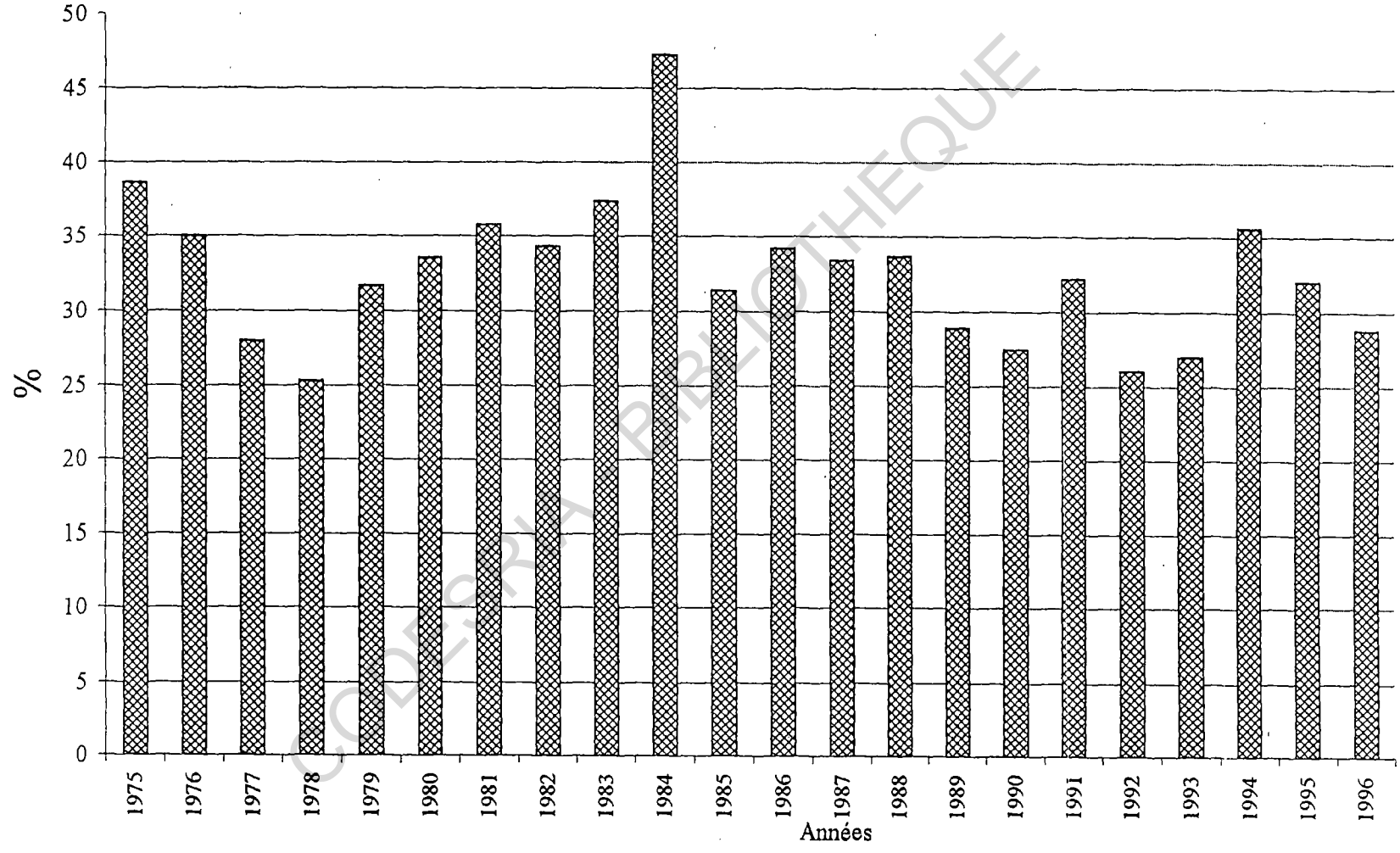
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Fig 14 :Tonnage des produits de la pêche traités par la transformation artisanale. Evolution (%) de 1975 à 1996.(D.O.P.M.)



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Fig 15 : Tonnage des produits de la pêche traités par la transformation artisanale. Evolution (%) de 1975 à 1996. (D.O.P.M.)



COLLECTION BIBLIOTHEQUE

Quelques illustrations peuvent être fournies :

- entre 1984 et1985, la production du keccax a accusé une baisse tant en valeur relative (de 46% de la production artisanale totale en 1984 à 40% en 1985) qu'en valeur absolue (10691 tonnes en 1984 contre 6849 tonnes en 1985) ; pour les mêmes périodes, les productions de tambajan et de gejj enregistrent un accroissement net en valeur relative (de 25% en 1984 à 29% en 1985) pour le premier et une augmentation sensible (de 13% en 1984 à 16% en 1985) pour le second produit . La déprime du keccax a été aussi profitable au yeet ;

- entre 1991 et 1992, nous cernons aussi des comportements inverses de ces produits, cette fois en faveur du keccax : de 61,5% des produits en 1991 à 67% en 1992, alors que le tambajan passe de 18% des produits en 1991 à 12,4% en 1992.(D.O.P.M.)

Des évolutions similaires se sont répétées au cours de la période 1993-1998. Qu'en a t-il été exactement ?

Il est possible de formuler quelques hypothèses mettant en relation étroite ces mouvements inverses (surtout celui du keccax) avec le contexte général des « accords secrets de pêche » dont l'histoire remonte à 1991, à la veille de la Coupe d'Afrique des Nations organisée par le Sénégal en 1992.

Si en 1986, pour financer la participation de l'équipe nationale de football à la coupe d'Afrique des Nations au Caire (Caire 86), les pouvoirs publics avaient fait appel aux populations (efforts de solidarité nationale), ce ne fut pas le cas six ans plus tard. En 1992, le Sénégal devait organiser la compétition continentale de football (Sénégal 92), mais les moyens financiers posaient un réel problème. Pour le résoudre, la pratique « des accords secrets de pêche » fut initiée.

C'est ainsi, nous apprend Alioune Fall, « **qu'en octobre 1991, des accords secrets n'impliquant que quelques hautes personnalités de l'appareil d'Etat sont signés avec les Russes. Ils devaient durer juste un trimestre, leur fin étant prévue pour janvier 1992. C'était suffisant pour permettre aux formidables navires russes, dont l'équipage varie de 90 à 100 hommes, de pêcher 25000 tonnes de yaboy L'équivalent du quota octroyé**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

sur cette même espèce en une année, à l'ensemble des bateaux européens au terme des derniers accords qui lient notre pays à l'UE »(Le Matin n° 524, 5-10- 1998, p.3)

Cette exception dans un contexte particulier, n'a t-elle pas été érigée en règle ?A ce propos, le même Alioune Fall répond par l'affirmative :

« Si l'organisation de la CAN qui était à l'origine des accords secrets avec les Russes sur nos ressources halieutiques a conservé son caractère exceptionnel pour notre pays, il n'en a pas été de même pour le « deal » sur le yaboy. La contrepartie financière découlant des ténébreux accords a aiguisé des appétits au point qu'en fin 92, on va récidiver. Le prétexte cette fois-ci a été l'impérieuse nécessité qu'il y avait de réhabiliter les hôpitaux de Dakar dans un contexte d'ajustement structurel. Les autorités ont donc estimé qu'il fallait trouver des fonds ailleurs qu'au niveau de nos recettes budgétaires dont l'utilisation était conditionnée par les bailleurs de fonds. Le filon halieutique sera une fois de plus sollicité avec les mêmes partenaires qu'en 1991. En décembre 92 seront signés les seconds accords du genre devant permettre à des armements russes en l'espace de quelques mois de pêcher dans nos eaux des dizaines de milliers de tonnes de sardinelles (yaboy) et de thon... Depuis lors, le même type d'accords est renouvelé chaque année avec les Russes, les autorités impliquées ayant même renoncé à trouver des prétextes pour les justifier. Ainsi ceux qui ont été signés en fin 1997 sont arrivés à terme au mois de mai dernier...Des négociations se mènent présentement en coulisse pour favoriser la signature avant la fin de l'année 1998. » (op. cit. p.3)

Quels qu'en soient les motifs (financement de la coupe d'Afrique des Nations, doubles élections législatives et présidentielles de 1993...), les fameux « accords secrets de pêche » ont pesé négativement sur la production artisanale, surtout celle du keccax dont la sardinelle, sa matière première de base, représente plus de 60% des débarquements de la pêche maritime artisanale : 63,6% en 1990, 69% en 1992, 66% en 1993, 73% en 1997 et 69% en 1998.

En témoigne l'allure de la courbe d'évolution du keccax : depuis son pic de 1992 (67% de la production artisanale), le niveau de 60% n'a plus été dépassé ; En 1998, il ne représentait que 50% de la production artisanale totale.

Sur le long terme, l'étude de l'évolution de la production artisanale depuis près de deux décennies révèle quelques tendances (fig.17 et 18, Annexe XIV) :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- une nette progression du keccax[54] : 39,4 % des produits transformés entre 1980 et 1984, 54,6 % entre 1985 et 1989 et 60 % entre 1990 et 1996 ; cette progression s'est opérée au détriment du yeet (13,8 % des produits entre 1980 et 1984, 4 % entre 1985 et 1990, 3,6 % entre 1990 et 1996) et du gejj (respectivement 18,4 %, 12,3 % et 10 % pour les mêmes périodes) ;

- un comportement relativement constant du salé-séché: 3,4 % des produits transformés de 1980 à 1984 (758 à 1311 tonnes), 3 % entre 1985 et 1989 (810 à 765 tonnes), 5 % entre 1990 et 1996 (745 à 924 tonnes) ;

- une fluctuation très prononcée du tambajan: 14,6 %, 21 % et 12 % des produits transformés pour les mêmes périodes.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'évolution de l'éventail des produits transformés se combine à une mutation de la géographie des productions.

I.2 Répartition de la production artisanale le long du littoral sénégalais

La diversité des centres de transformation induit une production artisanale dont la répartition varie sur les plans quantitatif et qualitatif.

I.2.1 Sur le plan quantitatif

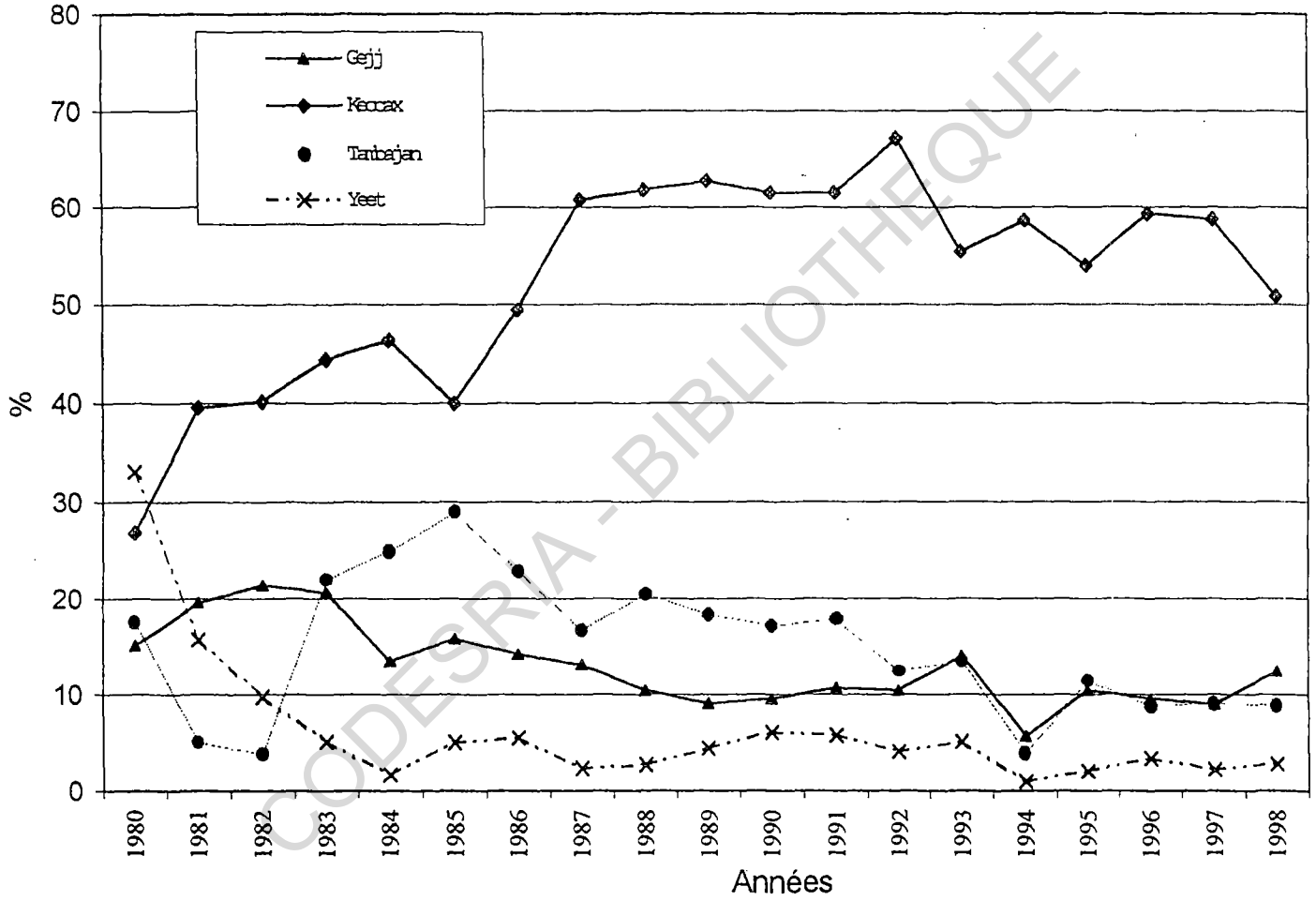
Toutes les régions côtières, depuis Saint-Louis jusqu'à Ziguinchor fournissent des produits transformés provenant d'un grand nombre d'ateliers, parfois minuscules, construits sur tous les points de débarquement de la pêche piroguière. Dans les îles du Saloum et en Casamance, de nombreuses transformatrices opèrent sur des plages accessibles seulement par voie d'eau. Cette dispersion constitue une des principales caractéristiques de la production artisanale ; elle l'oppose à la transformation de type industriel, beaucoup plus regroupée dans l'espace.

Cependant depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'intégration croissante de la transformation artisanale dans l'économie de marché a induit un regroupement sensible de la production autour de quelques pôles privilégiés par l'importance et la diversité des

[54] La production du métora a sensiblement évolué ; après une baisse entre 1986 et 1990 (1,5 % des produits transformés) sa part a atteint 4,7 % de la production entre 1991 et 1996 (3 % entre 1980 et 1985).

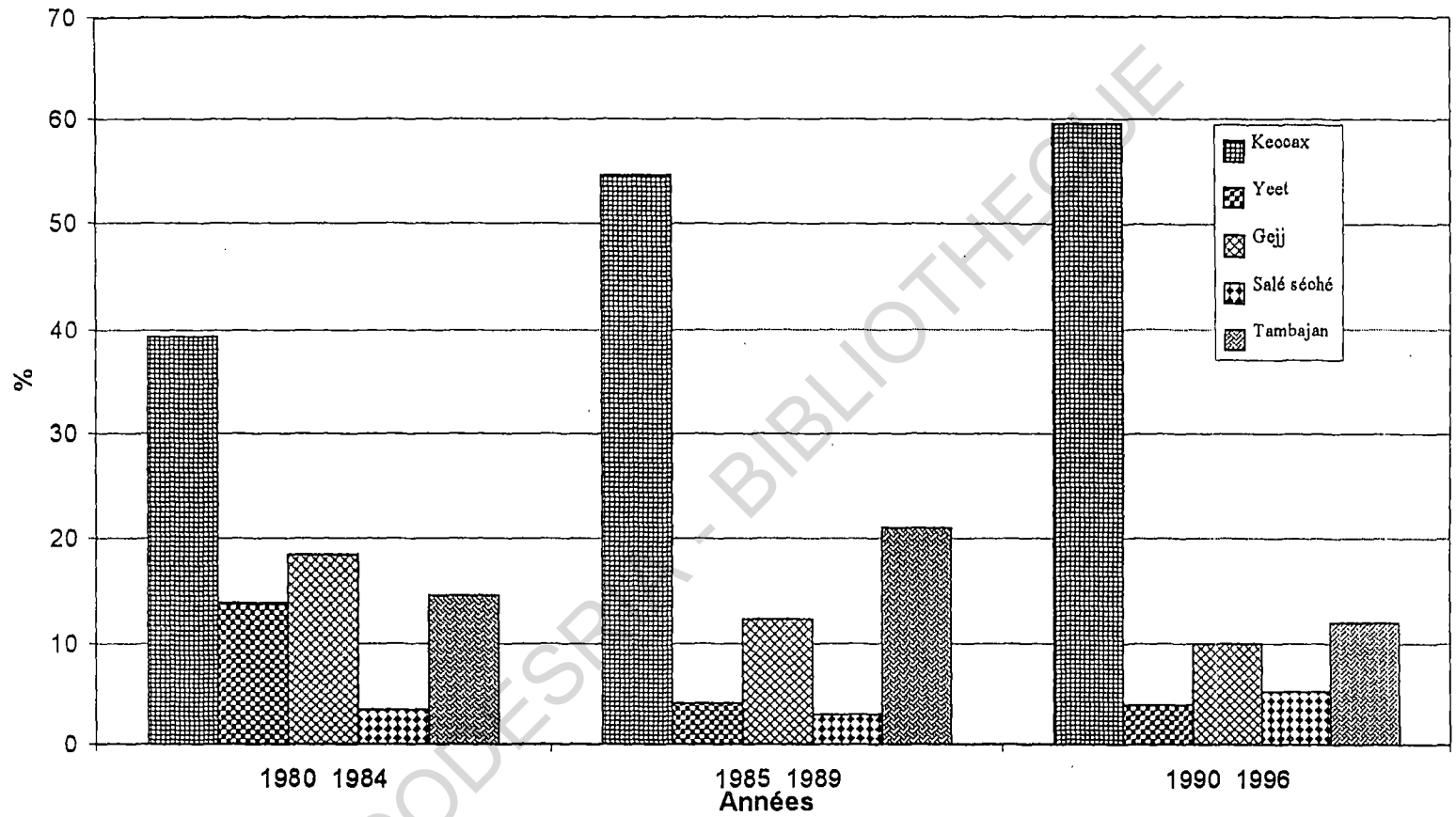
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Fig 16 : Evolution (%) des principaux produits transformés artisanalement le long du littoral sénégalais de 1980 à 1998 (DOPM)



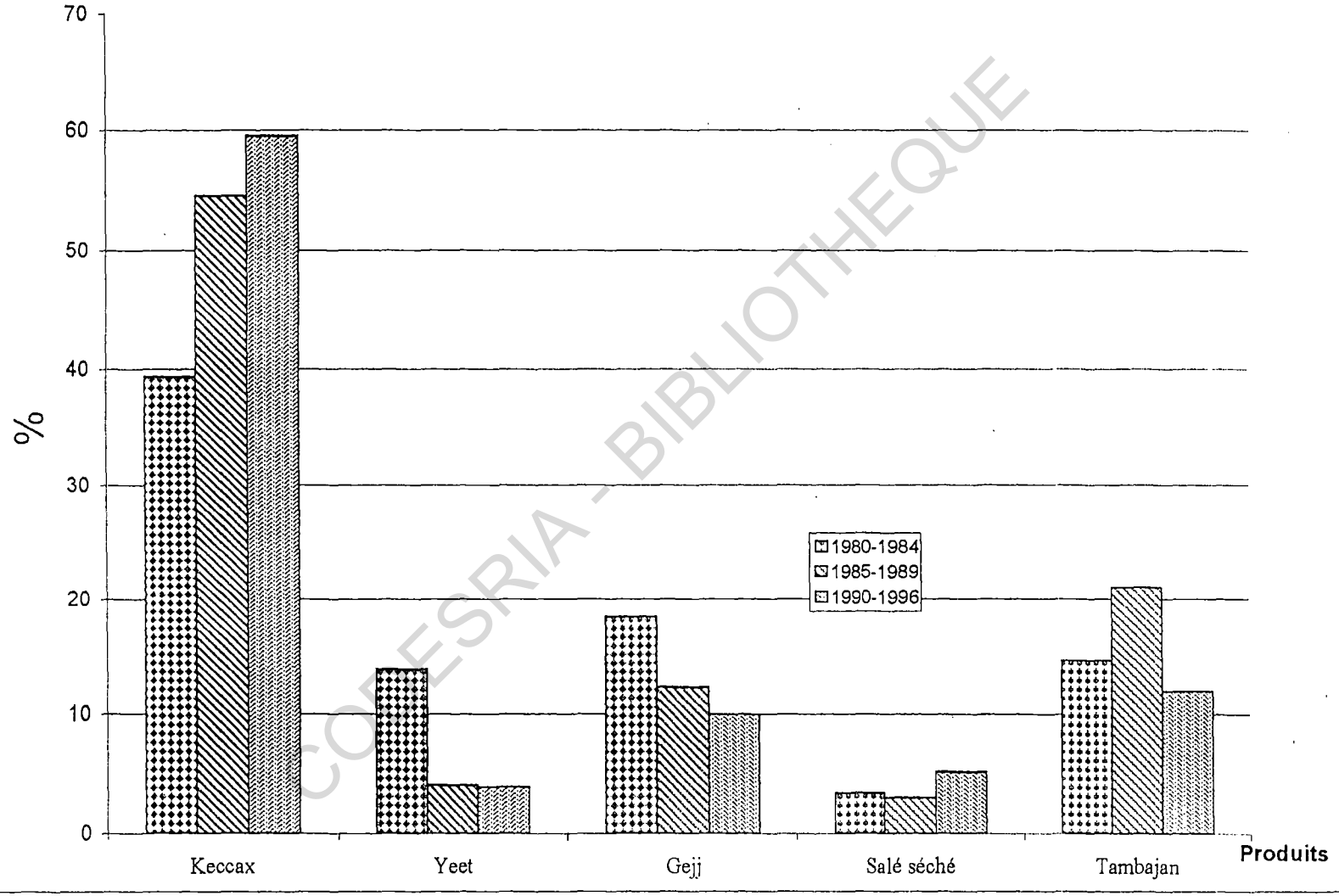
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Fig17 Evolution des produits de la pêche artisanalement transformés (%) de 1980 à 1996 (D.O.P.M.)



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Fig 18 :Evolution des produits de la pêche artisanalement transformés (%) de 1980 à 1996 (D.O.P.M)



CORESRIA - BIBLIOTHEQUE

débarquements, la proximité des marchés urbains et la bonne desserte routière. L'analyse de la carte13 permet d'apprécier l'importance des mutations de la géographie de la production intervenues en quatre décennies :

- en 1954, Saint-Louis (1458 tonnes, 39,4 % de la production) et la Casamance (960 tonnes, 26 % de la production) se présentaient comme les centres les plus importants (Tableau 23) Kayar, le Cap-Vert, Mbour et Joal pris conjointement ne fournissaient que 23 % du poisson transformé ;

- en 1962, les quantités livrées par des ateliers des régions de Saint-Louis et de la Casamance augmentèrent en valeur absolue (respectivement 1800 et 2530 tonnes) mais leur part relative baissa légèrement (respectivement 17,9% et 25,1 % de la production nationale). Dès cette époque, le centre de Mbour avec 2760 tonnes et 27,3 % de la production s'affirmait comme le premier centre de transformation artisanale du littoral. Les îles du Saloum progressaient considérablement, passant de 435 tonnes (11,7 % de la production nationale), à 1850 tonnes (18,3 % de la production nationale) ;

- en 1983, les ateliers saint-louisiens, avec 340 tonnes et 1,9 % des quantités traitées, ne jouaient plus qu'un rôle secondaire[54]. L'essoufflement de la Casamance se poursuivait, mais avec 1280 tonnes, la région livrait encore 7,4 % de la production artisanale. L'essentiel des produits transformés provenait des quatre centres les mieux approvisionnés et les plus proches des lieux de consommation : Joal, Mbour et Kayar de la région de Thiès et le Cap Vert livraient environ 84 % de la production du littoral sénégalais ;

- en 1996, plus d'une décennie après, la région de Thiès a conservé et consolidé sa position de leader avec 81 % de la production nationale (25 563 tonnes sur 31 556 tonnes). Saint-Louis (1442 tonnes et 4,5 % de la production nationale) a redynamisé ses activités en tenant compte, sans doute, des nouvelles forces du marché régional, impulsées par le nouvel espace de consommation notamment l'Université de Saint-Louis ouverte en décembre 1990. Si la région de Dakar s'est essoufflée au profit du mareyage[55], celle de Ziguinchor a, en revanche, enregistré une expansion remarquable avec 9,6 % de la production du littoral, ce qui lui confère la deuxième place après Thiès. Ziguinchor constitue l'axe central de toute la pêche de la Basse Casamance. Premier marché de la région, seul centre d'avitaillement en

[54] Le transfert, en juillet 1957, de la capitale du Sénégal à Dakar et les principaux événements qui l'ont précédé depuis le 19e siècle (l'abolition de l'esclavage, la crise de la gomme, les expériences avortées des colonisations agricoles, l'échec de la mission d'aménagement du fleuve Sénégal, les difficultés connues par l'organisation des Etats riverains du fleuve Sénégal...) ont précipité le déclin des activités économiques de Saint-Louis.

[55] Dakar dispose d'un marché central au poisson construit en 1992 et dont l'extension a été réalisée en 1999.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

équipement (pièces détachées, moteurs, filets) et en glace pour la conservation, il est également le plus grand centre de construction de pirogues et abrite le cœur du tissu industriel crevattier dont dépendent organiquement des dizaines d'unités opérant dans la région. Il est un lieu de débarquement, de transformation artisanale et de rencontre des unités opérant sur toute la longueur de l'estuaire et même en mer et enregistre les mouvements de flux et de reflux quotidiens les plus importants de toute la Basse et Moyenne Casamance. Lieux de résidence permanente de nombreux lignages toucouleur, nyominka, walo-walo dont les activités transcendent même aujourd'hui le domaine exclusif des activités de pêche, les quartiers de Ziguinchor abritent une forte proportion de pêcheurs et de transformateurs exclusifs dont les attaches terriennes sont maintenues tant bien que mal par le caractère ambivalent urbain et rural de cette ville[56].

Tableau 23 : Évolution de la production artisanale dans les principaux centres (tonnes) D.O.P.M.

Centre ou Région	1954		1962		1983		1996	
	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%
St Louis	1458	39,4	1800	17,9	340	1,9	1442	4,5
Kayar[57]	54	1,4	106	1,1	817	4,7		
Cap-Vert	130	3,6	422	4,2	1615	9,5	1165	3,6
Mbour	390	10,5	2760	27,3	7090	41,2		
Joal	280	7,5	618	6,1	4970	28,8		
Saloum[58]	435	11,7	1850	18,3	1116	65	738	2,3
Casamance	960	25,9	2530	25,1	1280	7,4	3033	9,6
Louga[59]							349	

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

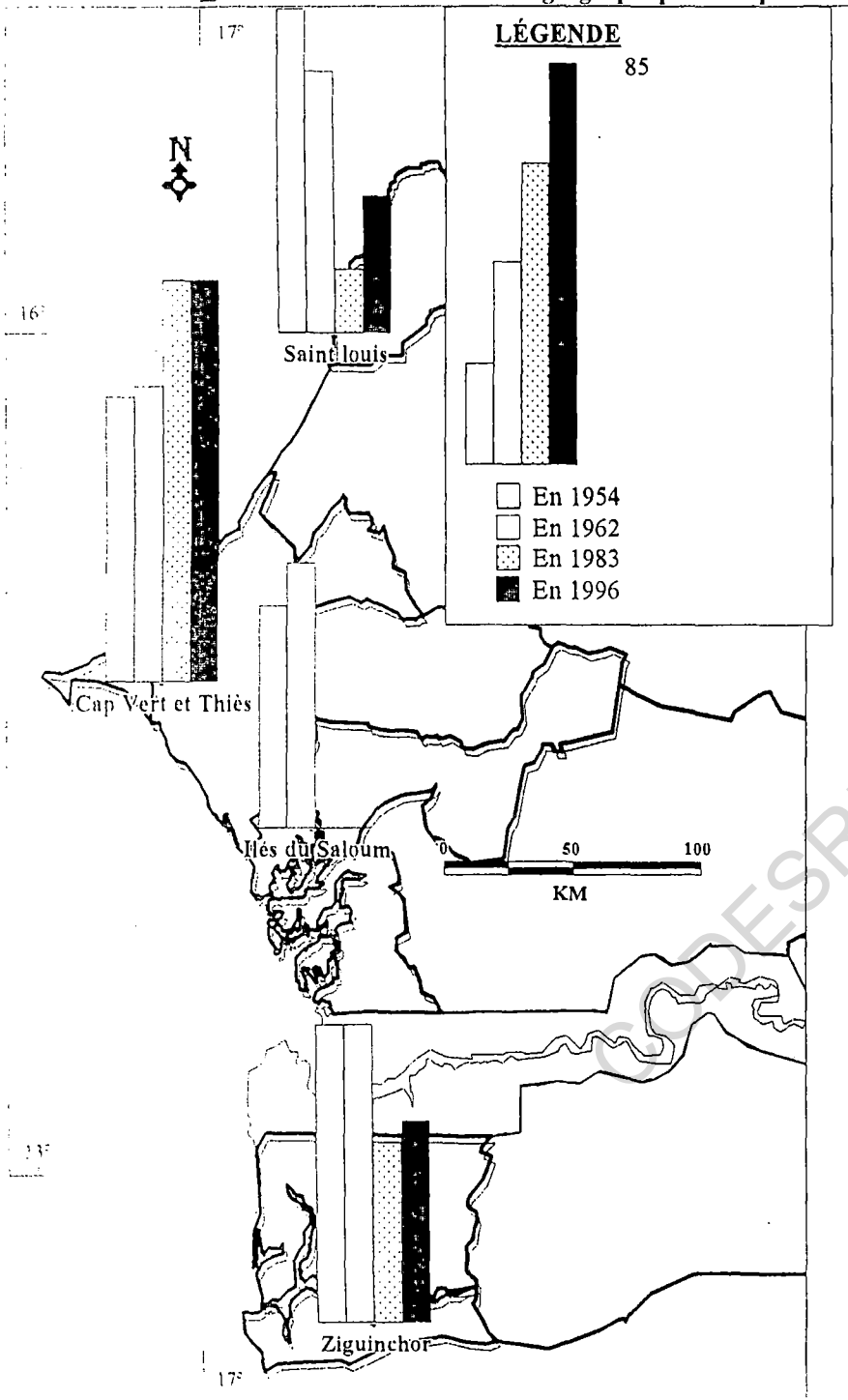
[56] A l'évidence, la prise en compte de l'ensemble de ces interrelations, leur analyse et leur insertion dans l'étude d'ensemble de la pêche dans la région de Ziguinchor et des systèmes de production qui lui sont liés, nécessite un travail spécifique et systématique à caractère monographique. C'est là une voie de recherche qui reste largement ouverte.

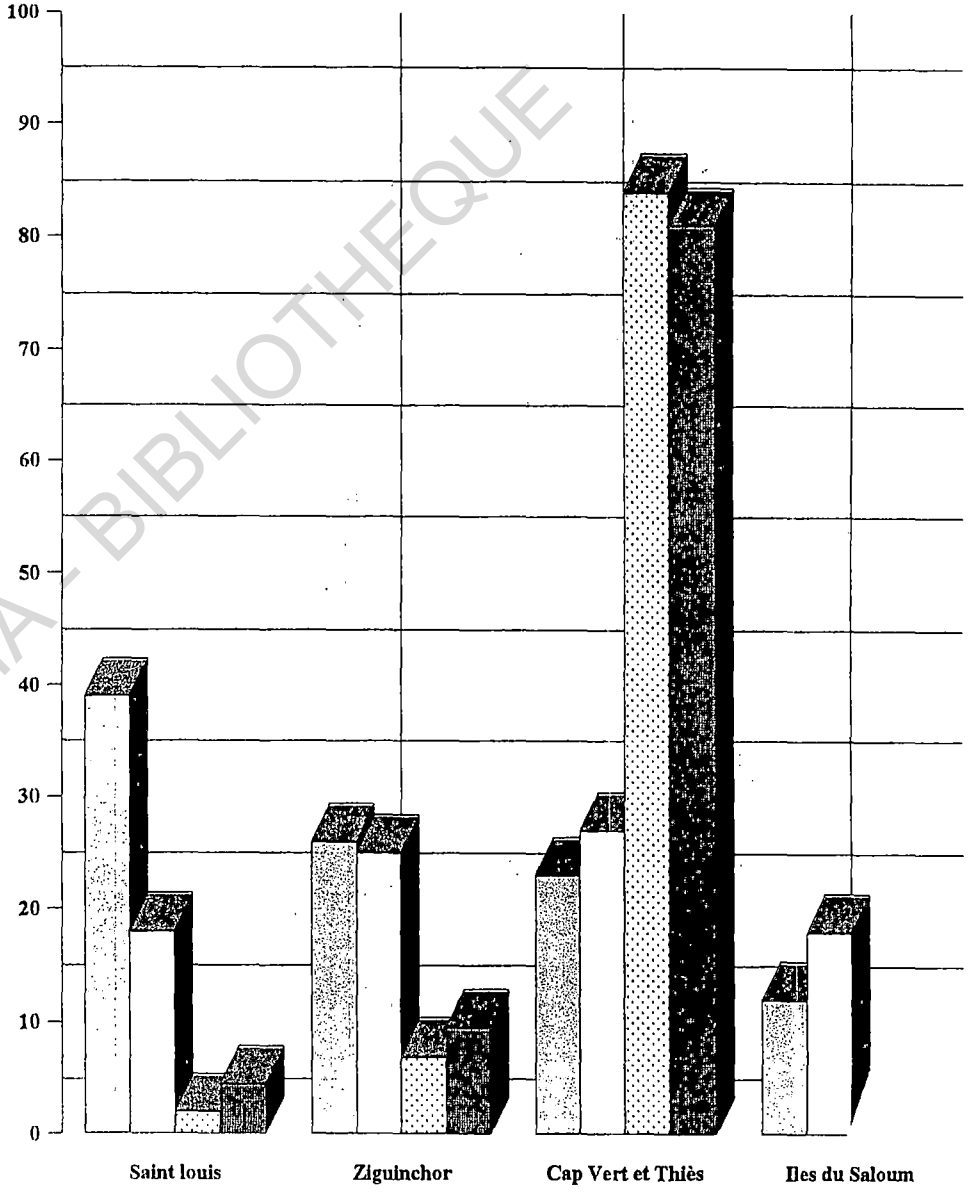
[57] Ces trois centres (Kayar, Mbour, Joal) représentent les principaux pôles de production artisanale de la région de Thiès.

[58] C'est en 1984 que le découpage administratif des régions du Sine Saloum et de Casamance a induit l'émergence de 4 nouvelles régions : Kaolack et Fatick (Sine Saloum), Ziguinchor et Kolda (Casamance).

[59] Pas de données en 1983 pour la région de Louga créée depuis 1976.

Carte n°13: Evolution de la distribution géographique de la production artisanale le long du littoral sénégalais (%)





CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DIOP O., 2001

Les incidences spatiales du dynamisme de la transformation artisanale sont insuffisamment étudiées. Le fonctionnement saisonnier de certains centres de traitement, la précarité, voire l'adaptabilité des ateliers dont les mouvements dans l'espace littoral sont difficiles à saisir, en constituent les principaux facteurs explicatifs: les paysages des sécheries et des fumeries du littoral sont, en partie, façonnés par les différents écosystèmes côtiers et leurs évolutions[60]. Néanmoins, il est possible d'identifier quelques constantes qui illustrent avec pertinence les effets spatiaux induits par le développement de la transformation artisanale; à ce propos, le centre de Mbour, dont l'expansion a engendré un impact réel sur l'aménagement de l'espace côtier immédiat, est significatif : ses sécheries et fumeries, construites dans la partie supérieure de la plage, occupaient, en 1954, quelques centaines de mètres carrés, entre le quartier Téfess et les voies de débarquement ; par étapes successives, elles s'étalèrent vers le nord, au-delà du quartier Golfe sur près de deux kilomètres, et dans une moindre mesure, entre le quartier Mbour Serer et la mer (Fig.19). Une telle progression, en raison des problèmes environnementaux (pollution des plages, pollution de l'air) qu'elle soulève, a été un motif pour les pouvoirs publics qui ont décidé - depuis 1970 - le transfert des ateliers de la transformation artisanale au village de Mballing situé à 5 kilomètres de Mbour. Ce transfert n'a été effectif qu'au mois de janvier 2000 (Le Matin du 4 janvier 2000 p.6)

I.2.2 Sur le plan qualitatif

Depuis plusieurs décennies, une tendance vers des « spécialités » régionales se dessine.

Sur la grande côte, le salé-séché représentait en 1996 42,7 % des produits traités à Saint-Louis (40 % en 1990, 73 % en 1984 et 61 % en 1983) ; de même dans la région de Louga, il représentait 65 % de la production en 1996.(D.O.P.M.)

Dans la région de Thiès[61] (Petite Côte surtout), le keccax l'emportait partout en 1983 : 74 % à Mbour, 43 % à Joal ; en 1990, la production régionale de keccax estimée à 13 443

[60] La complexité des évolutions rapides et la difficulté de classer les sécheries et les fumeries s'explique davantage par leur ancrage dans des contextes régionaux, géomorphologiques, climatiques, économiques.. pour lesquels les recherches se poursuivent encore.

[61] Le yeet est un produit essentiellement de la Petite Côte : Mbour a fourni, en 1996, 81,7 % de la production nationale loin devant Dakar (8 %), Ziguinchor (5,4 %, 7 % en 1995) et Fatick (3 % , 5% en 1995).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

tonnes, représentait 68,4 % des produits traités (19 642 tonnes). Cette part est demeurée constante même en 1996 avec 68,7 % des produits traités (17 567 sur 25 559 tonnes).(D.O.P.M.)

Dans les îles du Saloum (régions de Fatick et Kaolack), le gejj (29 % de la production en 1996) et le tambajan (28 %) dominent.

A Ziguinchor, le salé-séché (32,7 % de la production en 1996, 26,3 % en 1990) occupe la deuxième place derrière le gejj (50,8 % de la production en 1996 et 43,6 % en 1990).

De prime abord, les « spécialités régionales » traduisent des influences de la zonation en latitude du climat et de la végétation. En effet, « **dans la partie nord du pays, sèche au couvert végétal assez maigre, l'emportent les procédés ayant recours au salage et au séchage naturel. Le long de la Petite Côte, le braisage utilisant les cannes de mil, les buissons et l'herbe... domine. Au sud, la forte pluviométrie, le degré hygrométrique élevé et la présence de forêts rendent nécessaire et possible le fumage, employant de grandes quantités de combustibles** »[62].

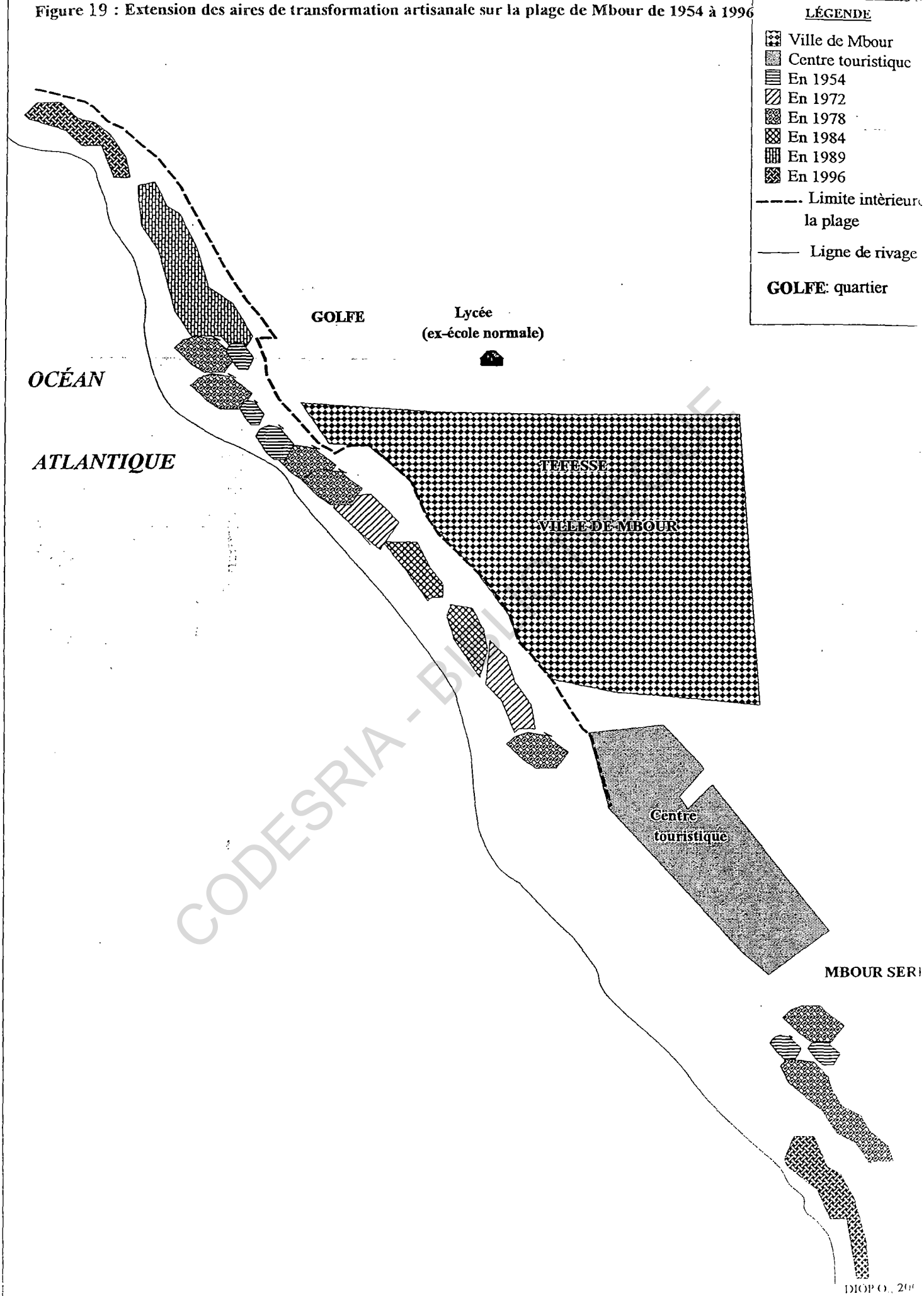
Plus profondément, la spécialisation régionale doit être mise en rapport avec la diversité des espèces débarquées et le choix des modes de traitement en relation avec les opportunités du marché. Sur la Petite Côte, par exemple, dominent les petits pélagiques, les sardinelles notamment, qui servent de base à la confection du keccax.

Absorbant 35 à 40 % des mises à terre de la pêche piroguière, la transformation artisanale offre, grâce à la souplesse de ses modes de traitement, une diversité de produits dans des ateliers qui participent au remodelage constant des paysages du littoral, conquérant de nouveaux espaces et changeant la « vocation » des aires de débarquement à une vitesse étonnante. Si elle fournit un large éventail de denrées à des proportions variables, les spécialités régionales apparaissent néanmoins et se combinent avec des mutations de la géographie de la production. Les liens commerciaux, solides et fonctionnels, que le littoral entretient avec le marché intérieur découle, en partie, de cette dynamique.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[62] LLERES B. 1986. op.cit. ; pp. 368-369.

Figure 19 : Extension des aires de transformation artisanale sur la plage de Mbour de 1954 à 1996



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II - UN MARCHÉ INTÉRIEUR DES PRODUITS TRANSFORMÉS EN EVOLUTION

En 1986, le marché intérieur sénégalais absorbait 20 975 tonnes de produits transformés, soit 90 % de la production artisanale totale (23 200 tonnes) ; en 1990, ce sont 20 911 tonnes de ces produits qui ont été consommés par la demande intérieure, soit 91 % de la production artisanale (23 007 tonnes D.O.P.M.). La demande intérieure ne cesse de se développer. La croissance démographique en est la principale variable explicative. Cet accroissement procède aussi des mutations intervenues dans le régime alimentaire des populations quittant les campagnes pour s'installer en ville, d'une incitation de plus en plus forte à la consommation des produits locaux et de l'amélioration du réseau de communication qui permet une meilleure circulation des biens.

L'expansion de la demande intérieure a constitué et constitue encore un stimulant efficace pour la production artisanale. La séparation dans l'espace des centres de production et des lieux de consommation engendre des flux d'échange importants et complexes, contrôlés par une multitude de négociants et une pléthore de petits intermédiaires. Tous ces aspects seront analysés à travers l'accroissement des besoins nationaux, le rôle des moyens de transport et les mécanismes de la distribution intérieure.

II.1 L'évolution de la demande intérieure et rôle des moyens de communication

II. 1.1 L'évolution démographique et l'accroissement des besoins

L'évolution de la population n'a pas une détermination uniforme et mécanique sur la consommation ; elle représente néanmoins un facteur explicatif pertinent pour évaluer des besoins alimentaires.

Plusieurs pays sahéliens sont confrontés au lancinant problème de la satisfaction de tels besoins toujours plus croissants, engendrés par une démographie galopante. Pour parvenir à cette fin, le Sénégal compte, entres autres, sur l'exploitation de ses ressources halieutiques.

Sous le double effet d'un taux de natalité relativement élevé et constant (47 pour 1000 en 1988) et d'une baisse régulière du taux de mortalité (26,6 pour 1000 en 1960; 19,32 pour

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1000 en 1978 et 17 pour 1000 en 1988), le pays a vu sa population passer de 1 130 000 habitants en 1904 (A.N.S 22G19) à 3 400 000 habitants en 1960 (E.D.N de 1960-1961), 5 115 000 en 1976 (R.G.P.H/1976) et 6 881 000 en 1988 (R.G.P.H/1988). (fig. 20, Annexe XV).

Même en tenant compte de la sous-estimation, de l'ordre de 15 % avant le recensement de 1976 (BECKER et MBODJ, 1987), l'évolution des effectifs traduit un fort accroissement. De ce point de vue, le taux d'accroissement de la population a suivi une accélération continue, passant de 1,8 % par an entre 1904 et 1960 à 2,3 % entre 1960 et 1970, 2,5 % par an au cours de la période 1970-1975, et enfin à 2,7 % de 1976 à 1988 (MBODJ M. et Al., 1992).

Le taux d'accroissement naturel, 3 % par an de l'intervalle chronologique 1976-1988 implique un doublement de la population en l'espace d'un quart de siècle ; c'est l'expression d'une croissance soutenue et forte. Selon les estimations démographiques officielles tirées de l'étude prospective SÉNÉGAL 2015, le pays comptera 16 millions d'habitants en l'an 2015. Une autre projection faite par la D.P.S, sur la base d'une hypothèse (moyenne Sénégal /D.P.S, 1992), prévoit pour 2015 une population totale de 13 602 835 dont 3 822 890 dans la région de Dakar.

Par conséquent, en gardant le niveau actuel de consommation (10 kg de poisson sec / an et par habitant, D.O.P.M, 1996), la production artisanale destinée au marché intérieur devrait se situer au dessus de 150 000 tonnes par an pour satisfaire les besoins dans une quinzaine d'années. Cette évolution supposerait un effort de production - donc de pêche- encore plus important que celui consenti de nos jours par la transformation artisanale. Ce contexte sera marqué si les tendances actuelles se maintiennent tant sur le plan national que sur le plan international, par une surexploitation des ressources halieutiques. L'enjeu est de taille !

Le défi sera t-il relevé?

La seconde caractéristique de l'évolution démographique est la redistribution de la population à l'intérieur du pays. Cette question interpelle la production artisanale dans la mesure où cette redistribution géographique modifie non seulement la localisation des pôles de la demande mais aussi les modes de consommation. La répartition spatiale liée au rôle actif

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

joué par les migrations et le dynamisme interne de la population urbaine, se manifeste, avant tout, par un afflux de population vers la région de Dakar.

II.1.2 Le poids de la région de Dakar, reflet de la croissance urbaine

Selon les résultats préliminaires du recensement général de la population de 1988, la région de Dakar, avec un taux d'accroissement moyen annuel de près de 4 %, est celle où la population a augmenté le plus rapidement depuis 1976 [63]. Ensuite viennent les régions de Diourbel (3,2 % par an) et de Thiès (2,8 % par an). La forte croissance de la population de la région de Dakar exacerbe ainsi le déséquilibre déjà constaté dans la répartition géographique. Sur une superficie de 550 km² (0,3 % de la superficie du pays), cette région concentre une part importante de la population du pays : **« 14 % en 1960, 17 % en 1971, 18,8 % en 1976 et 21,6 % en 1988 »**[64].

La capitale du Sénégal et sa région exercent donc un pouvoir d'éclipse sur la quasi totalité du territoire national. Le Cap-Vert acquiert un poids démographique sans cesse plus important et regroupe toujours « plus de bouches à nourrir ». Alors que les densités de population sont inférieures à 35 habitants par km² sur la plus grande partie du territoire, elles dépassent 2500 habitants par km² autour de la capitale. En 1960, la densité y était de 930 habitants par km², en 1988 elle est de 2728 habitants par km² contre 6 habitants par km² pour la région de Tambacounda, 54 pour Ziguinchor et 143 habitants par km² pour Thiès.

La concentration de la population dans la région de Dakar se rattache à un mouvement plus général de migrations vers les centres urbains ; alors que le taux d'urbanisation atteignait à peine 23 % en 1960 (9 % en 1904), il passa à 30 % en 1970, 34 % en 1976 et 39 % en 1988. Selon les prévisions démographiques de la D.A.T, si le scénario tendanciel se réalise, le taux d'urbanisation atteindra 56 % au Sénégal en 2021. A l'échelle régionale, les pourcentages les

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[63] Au début du XX[e] siècle, le Cap-Vert était peu occupé. Les régions de Thiès, du Fleuve Sénégal et de Louga étaient les plus peuplées et concentraient plus de 54 % de la population (BECKER et al, 1987). En 1960, le tableau était différent et révélait un glissement vers le sud : le Sine-Saloum (22 % de la population), la Casamance (18 %) et Thiès (14 %) étaient les régions les plus occupées, alors que le Cap Vert atteignait à peine 11 % (BECKER et al, 1987). Cette distribution géographique n'a pas évolué en 1976 ; mais le fait marquant était la progression de la population du Cap-Vert (18 %) au dépens des autres régions.

[64] DIOP M.C., 1996. La lutte contre la pauvreté à Dakar. Vers la définition d'une politique municipale-Programme de gestion urbaine - Bureau régional pour l'Afrique. p. 38.

plus élevés seront enregistrés à Dakar (97 % contre 96 % en 1976), Ziguinchor (79 % contre 21 % en 1988 et 17 % en 1976) et Diourbel (60 % contre 38 % en 1988 et 26 % en 1976) . (AnnexeXV).

Selon Lat S. MBOW, « **si rien n'est fait pour renverser la tendance en cours, plus de la moitié de la population sénégalaise s'établira en milieu urbain dans une génération... Ce renversement de situation doit son ampleur au rôle actif joué par les migrations et le dynamisme interne de la population urbaine... On ne dispose pas d'études précises pour mesurer l'apport migratoire dans la croissance urbaine autrement que par la comparaison des lieux de naissance et de résidence des individus. D'après ce critère, on observait en 1976 un équilibre entre populations nées à l'intérieur et à l'extérieur dans la plupart des centres urbains du Sénégal... L'exode rural reste la composante essentielle des migrations vers les villes. En raison de la crise qui affecte l'agriculture, il mobilise les effectifs sans cesse croissants** »[65].

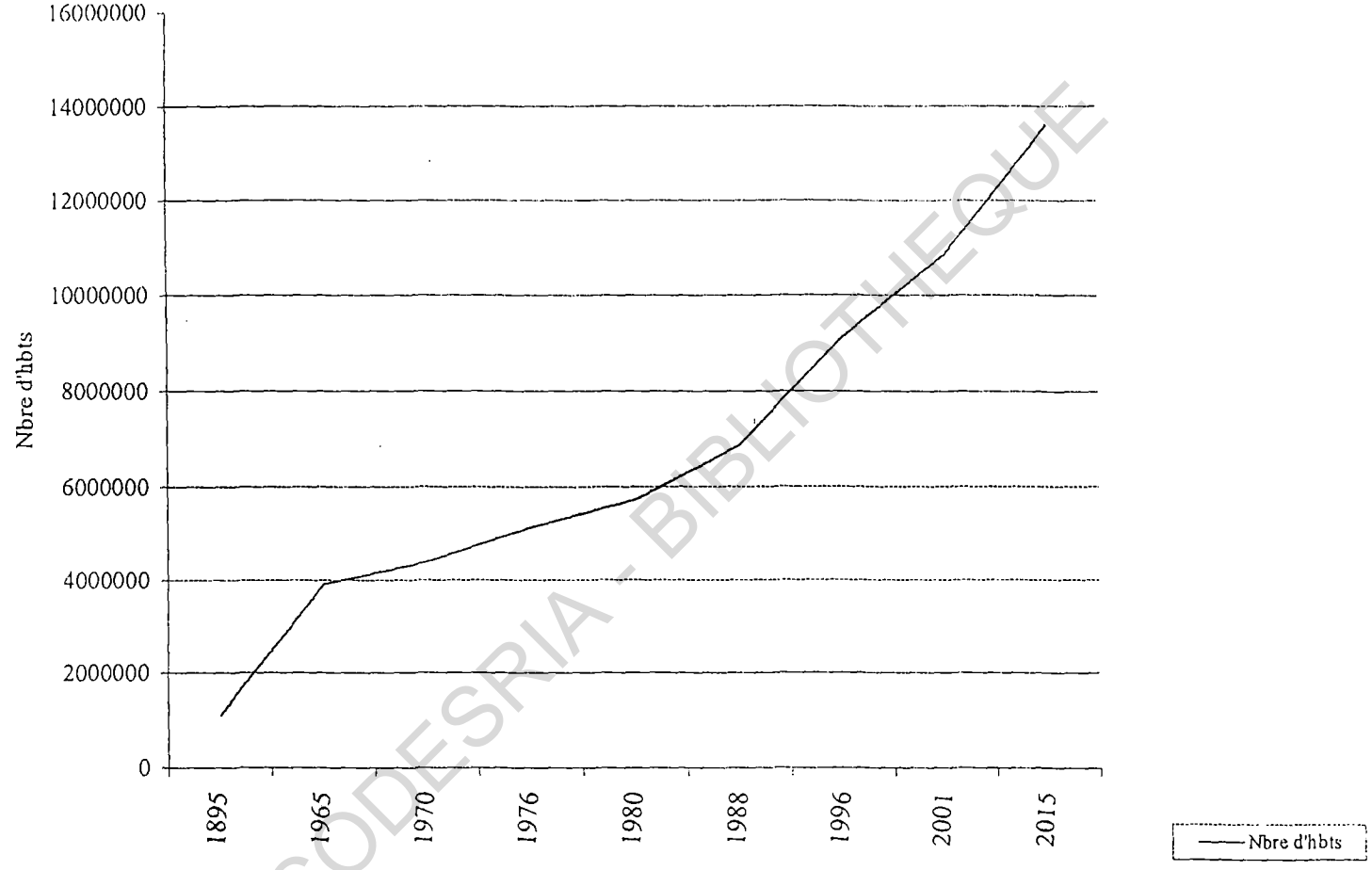
L'afflux des ruraux vers les villes a engendré une modification des habitudes alimentaires, les citadins introduisant plus volontiers des produits de la mer dans leur menu quotidien. Des enquêtes effectuées par l'O.R.A.N.A.[66] (1977-1979) mettent en évidence un recours beaucoup plus important au poisson dans les milieux urbains que les campagnes : dans les espaces ruraux de la Basse - Casamance (région de Ziguinchor) où le poisson ne fait pourtant pas défaut, sa consommation dépasse à peine 66 grammes par habitant et par jour (24 kg par habitant et par an), 104 grammes dans la ville de Louga (38 kg par habitant et par an) et 147 grammes par habitant et par jour à Dakar (54 kg par habitant et par an). L'urbanisation accroît la pression de la demande en produits halieutiques. Pour l'ensemble du Sénégal, la consommation estimée à 12,6 kg par habitant et par an en 1955 (Service des pêches de Joal 1955), s'élevait à 22kg en 1980 et 29 kg en 1995. Produit bon marché, disponible en quantité fractionnée, de conservation moins contraignante que les produits frais, le poisson sec occupe une proportion confortable dans la satisfaction des besoins du Sénégal en protéines animales.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[65] MBOW L.S., 1992. « Les politiques urbaines : gestion et aménagement » in *SENEGAL – Trajectoires d'un Etat - CODESRIA*. p. 207.

[66] CHEVASSUS-AGNES, NDIAYE A.M.; 1980. Enquête de consommation alimentaire de l'O.R.A.N.A. de 1977 à 1979. O.R.A.N.A. Dakar, 27p.

Fig 20:Evolution de la population du Sénégal de 1895 à 2015



Sources: VILLARD. A, D.S, A.N.S, E.D.N. projections 2015

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Au déplacement des pôles de consommation et à la modification des habitudes alimentaires, s'est combinée une amélioration des voies de communication. L'asphaltage des routes, en particulier, favorisera la diffusion des produits halieutiques transformés à travers tout le territoire national.

II.1.3 L'évolution et le rôle des moyens de transport

Parmi les productions alimentaires, le poisson occupe la première place dans les échanges intérieurs ; mais si nous considérons la totalité de la production primaire autre que minérale, il vient au second rang après l'arachide. Frais ou séché, il constitue la principale nourriture protéique de la population sénégalaise. Depuis 1960, grâce à l'adjonction de moteurs hors-bord aux pirogues, les activités de pêche connaissent un essor prodigieux et donnent lieu à des échanges intenses, en constant accroissement. Plusieurs types de moyens de transport en assurent la circulation.

II. 1.3.1 Le poids de l'héritage colonial

A l'exception de la voie fluviale, tout le système de communications du Sénégal converge vers Dakar. Il en résulte un grand déséquilibre spatial du réseau ; la densité des voies, rail et notamment routes, est de plus en plus forte à mesure que leur faisceau se resserre en direction de la capitale, de plus en plus faible à mesure que l'on s'en éloigne. Capitale de l'Afrique occidentale française de 1902 à 1958, Dakar a joué un rôle de premier plan dans le processus de l'intégration économique coloniale de la fédération.

La polarisation du réseau par Dakar est donc d'origine coloniale. A cet effet, le bassin arachidier (centre-ouest) a été très tôt équipé pour l'évacuation des graines d'arachide tandis que le sud et le sud-est marginalisés par la mise en valeur coloniale sont demeurés très longtemps sous-équipés en communications correctes. C'est pourquoi les espaces "extérieurs" à l'arachi-culture restent, dans l'ensemble, mal reliés au littoral et "aux régions d'économie monétaire active", isolés à l'intérieur d'eux-mêmes, donc partiellement privés de vie régionale[67].

[67] Dans le domaine des infrastructures routières, les pouvoirs publics ont engagé un vaste programme de construction de nouvelles routes et pistes (65 milliards de FCFA) pour désenclaver la région de Tambacounda.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

A ces disparités dans l'espace, se greffe un déséquilibre accentué dans le temps en rapport avec l'arachide qui est demeurée pendant des décennies le principal produit d'exportation. A cet égard, le réseau des voies de transport enregistre une intense activité saisonnière, lors de l'évacuation des graines.

Les déséquilibres dans le temps et dans l'espace, produits de l'histoire, ont contribué à organiser l'économie sénégalaise dont les lignes directrices ont été progressivement fixées en fonction de l'incursion du rail puis des routes vers l'hinterland. Auparavant, du fait de l'inexistence d'un bon réseau terrestre, les fleuves ont été les principales artères maîtresses des communications entre le littoral et les espaces intérieurs. Le rôle du fleuve Sénégal a été, à ce titre, très significatif.

L'analyse de l'évolution des moyens de transport révèle un "effacement" quasi total du transport fluvial, une "anémie" du transport ferroviaire et une domination du transport routier[68].

II. 1.3.2 Le rôle pionnier du rail

Conçu à l'origine comme un instrument de pénétration et de domination coloniale, le rail a permis, dès le début du XXe siècle, une pénétration progressive des produits de la mer à l'intérieur du Sénégal, singulièrement dans les diverses escales qui le jalonnaient. Dans le bassin arachidier, la voie ferrée, en orientant la colonisation agricole[69] a aussi favorisé l'écoulement du poisson ; il y est très consommé sous forme de condiment (le plat de riz ou de couscous au poisson).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les routes de Tambacounda-Kidira-Bakel et Ourossogui-Bakel sont réalisées ainsi que les ponts Falémé et Waoundé, tandis que plusieurs pistes de désenclavement sont en cours d'exécution.

[68] A propos de ces différents aspects, il est possible de consulter, entre autres ouvrages :
- BONNARDEL R.NG.V. 1976 : La vie de relation au Sénégal : la circulation des biens. Thèse de Doctorat d'Etat Université de Paris VII, 927p ;
- LY. O.E : La coordination modale des transports terrestres au Sénégal. Mémoire DEA, UCAD - Départementde Géographie. 85p.

[69] La mise en exploitation du chemin de fer Dakar - Saint-Louis en 1885, puis des axes Thiès-Diourbel en 1907, Diourbel-Tambacounda en 1910, a permis de relier le principal bassin de production arachidière, le Cayor, au port de Dakar et une extension rapide des zones d'arachiculture.

L'axe Dakar-Kidira (1907-1923) permettait au poisson de pénétrer vers l'est du territoire à partir de Kaolack, élargissant ainsi l'espace d'écoulement des produits de la mer. Cependant, c'est sous sa forme séchée, plus adaptée au climat et au transport que la marée fraîche, que le poisson atteignait les régions du Sénégal les plus éloignées du littoral.

Sous l'effet de la lenteur dans la mise en place d'un réseau routier[70], le rail a conservé pendant plusieurs décennies un rôle important dans la distribution du poisson. En 1941, à propos de la production de Saint-Louis, le rapport annuel du Service de l'Élevage indiquait à la page 3 : **"indépendamment d'une consommation locale très importante, mais difficile à chiffrer, un énorme tonnage de poisson frais et séché est expédié vers les escales de la ligne et vers Dakar"**. En 1943, Saint-Louis effectuait 30 % de ses expéditions contrôlées de poissons frais et séchés par le rail (210 tonnes sur un total de 700 tonnes), en 1958, cette proportion s'élevait à 89 % (950 tonnes par rail, 115 tonnes par route)[71].

A partir de 1960, à la suite de la dislocation des Fédérations d'Afrique Occidentale Française (A.O.F) et du Mali, le réseau du chemin de fer sénégalais fut confronté à des problèmes d'adaptation, de reconversions technique, économique, sociale et financière. La baisse du trafic sur l'axe principal du réseau Dakar-Niger "amputé" de son espace malien (arrêt des transports maliens à travers le territoire sénégalais), l'absorption de tout le personnel sénégalais de la régie fédérale (pléthorique pour le réseau national), la rentabilisation des infrastructures de gestion et d'entretien (déficit d'exploitation)... ont été les principaux aspects du contexte dans lequel le chemin de fer sénégalais a affronté, à l'époque, l'irrésistible concurrence de la route.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[70] La pénétration coloniale s'est effectuée d'abord par les fleuves, puis à partir de 1885 par le rail. Jusqu'à la première guerre mondiale, l'administration française au Sénégal, dans le souci d'éviter toute concurrence au chemin de fer, manifesta une mauvaise volonté vis-à-vis des routes et opta pour la réparation des pistes existantes au moyen de corvées de début de saison sèche. En 1924, le pays ne comptait encore que 38 km de voies revêtues et 206 en 1930 (LLERES, B. 1986, op.cit. p. 408). Mais selon VAN-CHI BONNARDEL (1976, op.cit. p. 309), il n'y avait encore au Sénégal, en 1949, que 30 km de routes revêtues, 527 km de routes empierrées et 2500 km de pistes principales. Les seuls itinéraires praticables toute l'année se réduisaient à Dakar -Saint-Louis et Dakar - Kaolack. En 1970, le réseau routier sénégalais comprenait 5000 km de voies carrossables, 6000 km de pistes améliorées.

[71] Rapport annuel du Service de l'Elevage. p. 2.

II. 1.3.3 L'effacement du rail au profit de la route

L'extension et la modernisation progressive du réseau routier (carte14), l'accroissement rapide du parc automobile et de la circulation routière ont produit des effets très significatifs sur l'élargissement du marché et l'accroissement de la demande intérieure.

Dès la fin du deuxième conflit mondial, l'administration coloniale fit construire des "routes de pêche" destinées à désenclaver les centres de débarquement et à les relier au réseau général, dont les axes bitumés, en s'allongeant, permettaient d'écouler des produits frais ou séchés auprès d'une clientèle nouvelle[72]. Ainsi la route créait de nouveaux besoins et en assurait la satisfaction. Avant l'édification des dessertes bitumées, la lenteur des moyens de transport (peu compatible avec le caractère périssable de la marée) et l'irrégularité de l'écoulement entravaient l'activité des centres de transformation artisanale.

En 1940 à Kayar, "**les produits : poissons frais, secs, salés étaient vendus sur place à des dioulas qui les transportaient à dos d'ânes (charges 80 à 120 kg) et de chameaux (charges 150 à 250 kg), jusqu'aux centres de consommation. La caravane qui se dirigeait vers Thiès quittait Kayar à la tombée de la nuit pour arriver à l'aube. De novembre à Juin, 10 à 15 chameaux, 15 à 25 ânes arrivaient chaque matin sur le marché de Thiès**"[73].

En 1950 à Joal, les commerçants employaient des moyens similaires pour écouler une partie des poissons capturés vers les marchés des villages proches du centre. Ils acheminaient des quantités difficiles à évaluer "**par des moyens de fortune : charrettes, bourricots, chameaux, porteurs**" et les vendaient "**à une clientèle que la fraîcheur relative de la chair**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[72] - 1949 : Mbour bénéficie de sa situation sur l'axe Dakar-kaolack, revêtu de bitume en 1954.
- 1951 : la route Dakar-Rufisque est élargie et prolongée jusqu'à Bargny ; une route relie Kayar aux centres de consommation.
- 1954 : début des travaux entre Mboro et Tivaouane.
- 1958 : désenclavement de Joal (route de Joal-Mbour).
- 1960 : l'alphaltage de la nationale 2 de Saint-Louis - Dakar est achevé.
- 1962 : réalisation des bretelles Lompoul - Kébémer (N2) et Popenguine-Sindia (N1).
- 1970 : achèvement de la desserte Fass-Boye - Route des Niayes.
- 1973 : le village de Ndangane est relié à la nationale 1.
Djifère (Fatick) ne bénéficie pas encore d'une voie d'accès en bitume ; une piste en coquillage le relie à Joal. Kafountine (Ziguinchor) est relié à la route de Diouloulou -Bignona par une bretelle bitumée depuis 1986.

[73] Service de l'Elevage. Rapport annuel. 1941. p. 2.

ne rebutait pas"[74]. Cependant l'essentiel des mises à terre quittait la plage en camion par la piste de Mbour, malheureusement impraticable pendant l'hivernage. De juin à août, les expéditions étaient interrompues et faute de débouchés, il fallait baisser le rythme des débarquements ; la transformation artisanale jouait alors pleinement son "rôle régulateur". Le tableau 24 révèle les variations du rythme des ventes vers l'extérieur imposées par les conditions climatiques et par la faiblesse des infrastructures de communication desservant la localité.

Tableau 24 : Destination du poisson de Joal en 1950.

Mois	Expéditions hors du centre par camion (contrôlées)	Consommation locale dont transformation
Janvier	200 tonnes	13 tonnes
Février	105 tonnes	39 tonnes
Mars	347 tonnes	31 tonnes
Avril	5 tonnes	3,5 tonnes
Mai	1,5 tonne	4,5 tonnes
Juin	0	2,5 tonnes
Juillet	0	77 tonnes
Août	0	59 tonnes
Septembre	156 tonnes	0
Octobre	133 tonnes	0
Novembre	134 tonnes	0
Décembre	202 tonnes	20 tonnes

Source : BLANC A. , 1951.

A Kayar comme à Joal la construction des dessertes goudronnées entraîna un accroissement rapide du maréyage dont une partie fut absorbée par le traitement artisanal. Pour le premier centre, Kayar, les expéditions en frais vers le marché intérieur passèrent de 1700 tonnes en 1943 à 5600 tonnes en 1960 (route achevée en 1951) ; pour le second, Joal, elles passèrent de 1300 tonnes en 1950 à 1778 tonnes en 1954 et à 8300 tonnes en 1959 (route achevée en 1958).

La mise en service des principaux axes goudronnés (routes nationales 1-2-6 ; Annexe XVI) desservant la plus grande partie du territoire, entraîna une amélioration relative de l'approvisionnement des régions les plus éloignées du littoral. La proportion de poissons secs destinée au Sénégal Oriental qui n'atteignait pratiquement jamais 5 % du total des quantités distribuées dans le pays entre 1976 et 1980 est passée à 7 % au lendemain de l'achèvement de l'asphaltage, en 1980, des nationales 1 (Dakar-Tambacounda) et 6 (Ziguinchor-Tambacounda)

Le tableau 25 ci-dessous révèle l'évolution de la situation de 1976 à 1984.

[74] BLANC A. 1951. L'économie de la mer dans le secteur de la Petite Côte en 1950. p. 51.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 25. Expéditions de poissons secs vers le Sénégal Oriental.

Années	Quantités de poissons secs expédiées vers le Sénégal Oriental	Quantités distribuées dans le pays (total)	Proportion destinée au Sénégal Oriental
1976	1286 tonnes	28 992 tonnes	4,5 %
1977	622 tonnes	17 855 tonnes	3,4 %
1978	958 tonnes	18 276 tonnes	5,2 %
1979	878 tonnes	18 537 tonnes	4,7 %
1980	909 tonnes	21 114 tonnes	4,3 %
ACHEVEMENT DU BITUMAGE DES NATIONALES 1 et 6			
1981	997 tonnes	16 319 tonnes	6,1 %
1982	800 tonnes	11 068 tonnes	7,2 %
1983	1280 tonnes	17 058 tonnes	7,5 %
1984	1588 tonnes	20 905 tonnes	7,5 %

Source : D.O.P.M - Dakar

A titre de comparaison, l'évolution du maréyage, au cours de la même période, connut un profil identique. (tableau 26)

Tableau 26 : Expéditions de poissons frais vers le Sénégal Oriental.

Années	Quantités de poissons frais expédiées vers le Sénégal Oriental	Quantités distribuées dans le pays	Proportion destinée au Sénégal Oriental
1976	1812 tonnes	181 500 tonnes	0,9 %
1977	550 tonnes	138 400 tonnes	0,4 %
1978	806 tonnes	138 100 tonnes	0,5 %
1979			
1980	603 tonnes	124 900 tonnes	0,4 %
ACHEVEMENT DU BITUMAGE DES NATIONALES 1 et 6			
1981	1600 tonnes	81 700 tonnes	2 %
1982	1200 tonnes	82 000 tonnes	1,4 %
1983	1700 tonnes	86 000 tonnes	2 %

Source : D.O.P.M - Dakar

Le rôle croissant du transport routier dans la distribution de la production artisanale est renforcé par le développement récent du transport fluvio-maritime.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 1.3.4 Le développement du transport fluvio-maritime : L'exemple de la desserte Dakar - Ziguinchor (carte15)

Le Sénégal dispose d'infrastructures portuaires parmi les plus fonctionnelles en Afrique de l'Ouest. En dehors de Dakar, de classe internationale, les ports secondaires de Kaolack et Ziguinchor ont perdu beaucoup de l'importance qu'ils avaient avant 1960. Celui de Saint-Louis n'assure plus de trafic depuis 1963.

Le déclin des ports secondaires, amorcé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, s'est aggravé dans les années ayant précédé l'indépendance, en liaison avec la construction des grands axes routiers qui ont très vite absorbé la plus grande partie du transport assuré jadis par le fleuve. Ce déclin est plus ou moins accentué selon les ports. Il l'est d'autant plus que les équipements portuaires sont reliés à Dakar par des moyens de transport routiers rapides. Le port fluvio-maritime de Saint-Louis n'envisage aucune relance de ses activités qu'à la faveur des vastes projets de mise en valeur de la vallée dont Saint-Louis est le débouché naturel. Le port de Kaolack, victorieusement concurrencé par la route qui relie cette ville à Dakar, ne peut escompter de reprise de trafic qu'avec l'industrialisation de la région qui constitue son espace vital, son hinterland. Le trafic fluvio-maritime de Ziguinchor conserve des ressources pour la reconquête de sa vitalité ancienne : l'enclavement relatif de la région qu'il dessert, l'inexistence de concurrent (voie ferrée) dans le transport des pondéreux, les aléas du transport terrestre (défoncement de la chaussée par endroits, nids de poules, multiples taxes liées à la traversée de la Gambie), les coûts prohibitifs du transport aérien (35 000 FCFA en aller simple, 300 000 FCFA la tonne)... en constituent les principales.

La concurrence des ports secondaires combinée à celle que le port de Dakar a livrée impitoyablement aux ports secondaires, a précipité, après 1960, le recul de ces derniers. Toutefois, le rôle stratégique de l'arachide dans l'économie nationale, l'importance socio-économique des projets d'aménagement de la vallée du Sénégal, le potentiel de richesses de la région de Ziguinchor, militent en faveur de la restitution au transport fluvio-maritime de sa fonction économique ancienne. Ainsi, il pourrait contribuer au développement de l'ensemble du pays. C'est globalement dans un tel contexte qu'il faut situer le rôle de la desserte fluvio-maritime Dakar-Ziguinchor.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'importance et la diversité des potentialités de la région naturelle de Casamance (agropastorales, forestières, touristiques, halieutiques...) induisent et induiront des échanges et une circulation des personnes que seules les voies terrestres et aériennes ne peuvent couvrir à elles seules. En ce qui concerne les ressources halieutiques de la région de Ziguinchor par exemple, les produits transformés distribués sur le marché intérieur sont essentiellement expédiés vers Dakar par le navire le Joola[75] et vendus directement sur le marché Elizabeth DIOUF ou sur le quai de l'embarcadère. La mise en service de ce "motor ship" à partir du 14 décembre 1990, a engendré un accroissement des échanges (produits industriels, produits agricoles) entre Dakar et Ziguinchor. La circulation des produits transformés n'a pas échappé à cette dynamique. Oscillant entre 4 % et 3 % entre 1988 et 1990, la proportion des expéditions de produits transformés a considérablement évolué depuis 1991 : 5 % en 1991, 6 % en 1992, 7,5 % en 1993, 14% en 1994. En 1998, cette part a atteint 22 % (tableau 27)

Tabl. 27 . Évolution de la production artisanale de Ziguinchor expédiée vers Dakar (tonnes) 1988-1998.

Années	Tonnage expédié par Ziguinchor	%	Tonnage total aborbé par Dakar
1988	234	4	5387
1989	224	4,5	4934
1990	172	3	5107
1er voyage inaugural du navire le Joola : 14 décembre 1990			
1991	236	5	4565
1992	278	6	4580
1993	333,5	7,5	4367,5
1994	894	14,7	6067,5
1995	908	19,6	4625,5
1996	1025	15,6	6543
1997	1138	19	5898
1998	1444	22	6458

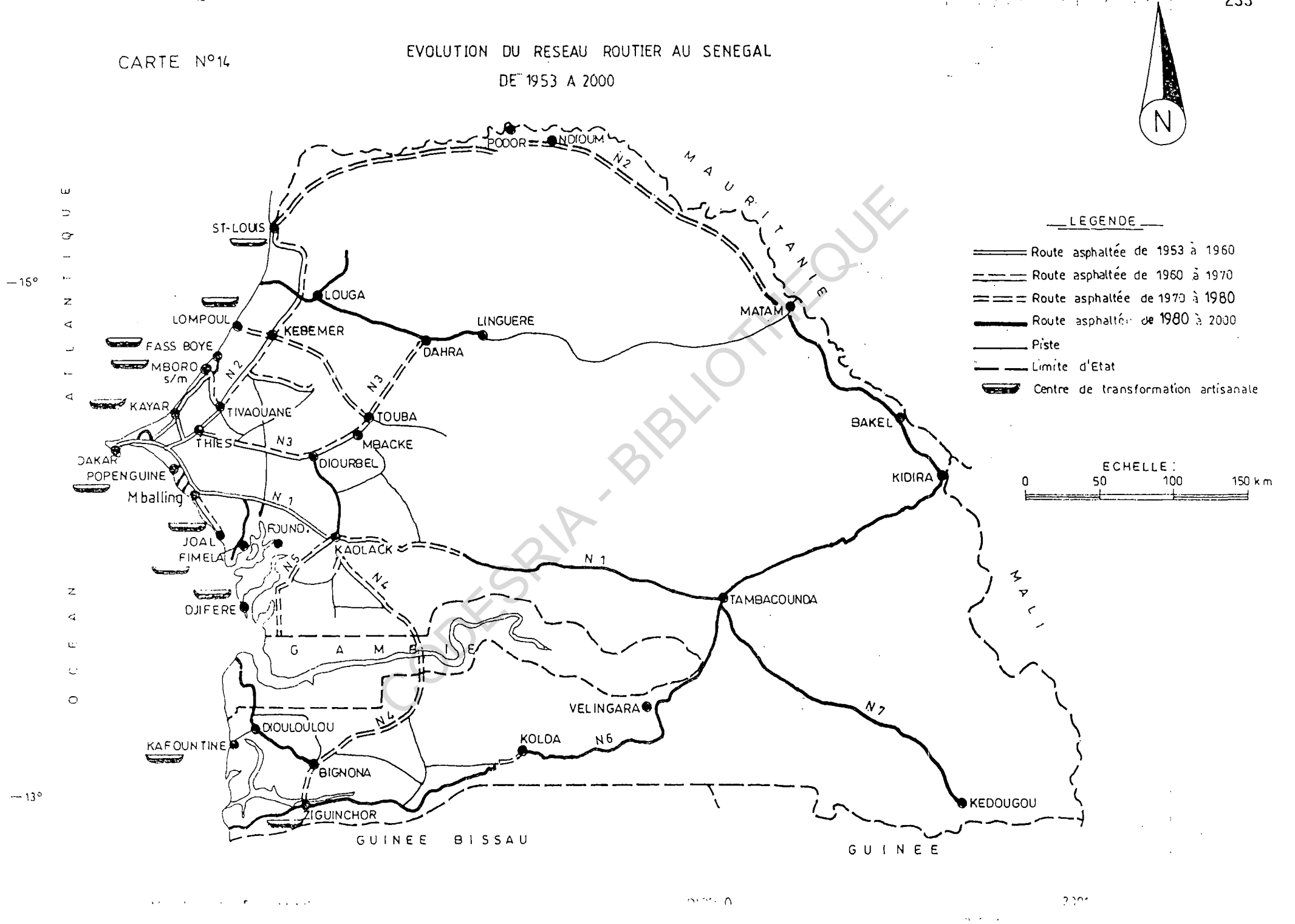
Source :D.O.P.M.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

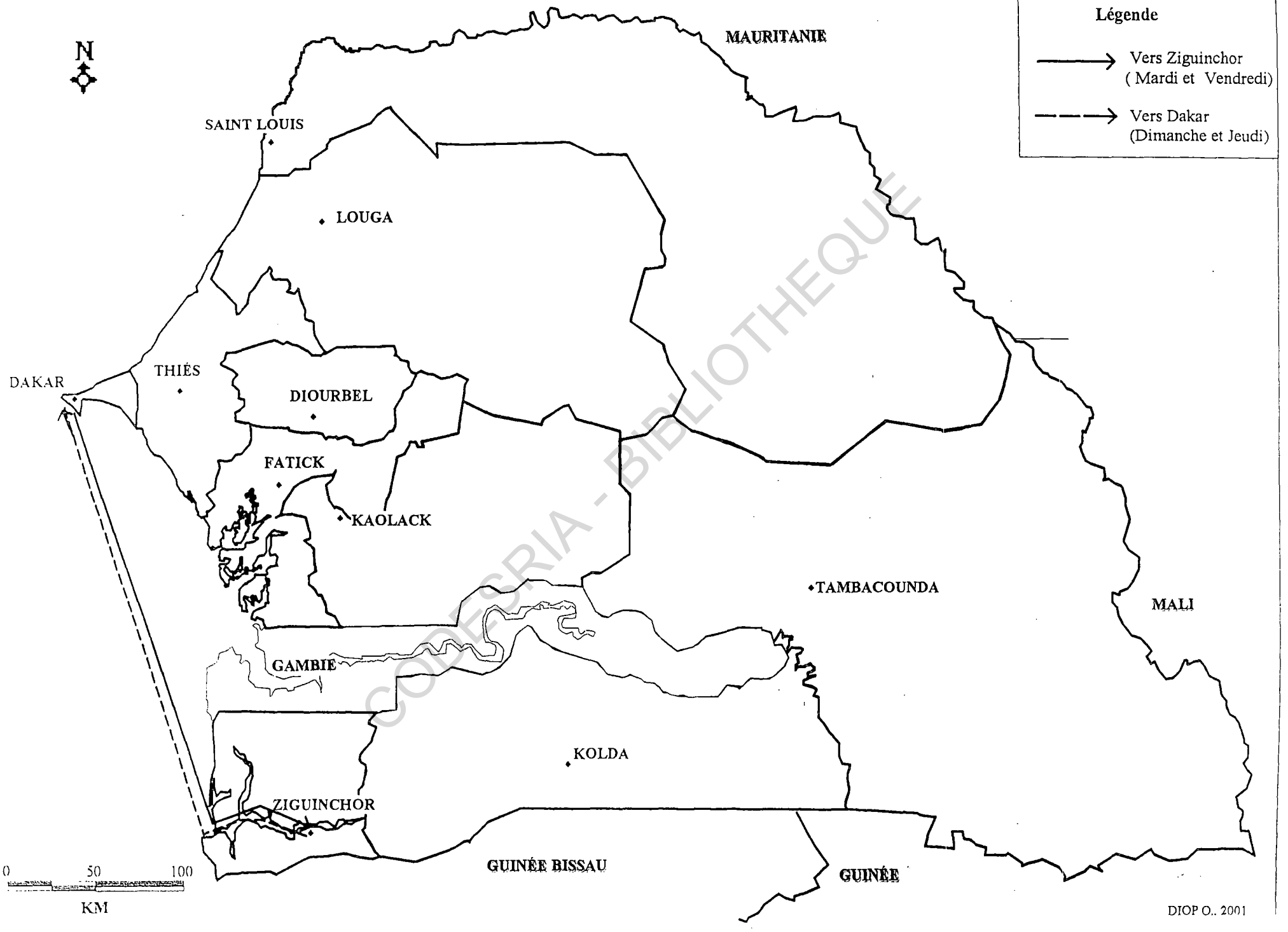
[75] Le "Joola" est le seul navire disponible qui assure avec la voie routière le transport de marchandises Dakar - Ziguinchor et vice-versa. C'est un transbordeur côtier construit par un chantier naval allemand pour un coût de 3,9 milliards de FCFA. Doté de 2 cales aménagées, d'ouvertures latérales pour l'embarquement des passagers et d'une rampe arrière pour les véhicules (40 au maximum) et marchandises, le "Joola" peut transporter hebdomadairement, sur la base de 2 rotations 2200 passagers et un volume de 1720 m³ de marchandises.

CARTE N°14

EVOLUTION DU RESEAU ROUTIER AU SENEGAL DE 1953 A 2000



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Selon des renseignements fournis par le chef du service régional des pêches de Ziguinchor, près de 90 % de ces tonnages sont écoulés vers Dakar par voie maritime, le reste par transport terrestre via Diaobé[76] (route nationale n° 6). A ce propos, nos investigations à la D.O.P.M., au marché Elizabeth DIOUF (du 4/10/1999 au 7/10/1999) et les certificats d'origine et de salubrité (délivrés par le service régional des pêches de Ziguinchor) confirment cette hypothèse[77]. Par ailleurs, il importe de signaler que ce marché est "exclusivement" réservé aux divers produits en provenance de la région de Ziguinchor et dont le transport a été assuré par le Joola. Le reste de la production artisanale livrée à Dakar, est-il nécessaire de le rappeler, est essentiellement distribué à partir du marché de Thiaroye-Gare.

Malgré le rôle stratégique du transport maritime dans l'accroissement des échanges entre Dakar et Ziguinchor, plusieurs rapports dont le plus récent date de Mai 1998 (PST II) ont mis en relief l'insuffisance de l'offre par rapport à la demande de transport (personnes, marchandises et véhicules). Ce déséquilibre entre l'offre et la demande de transport induit une faible couverture du marché et parfois une exploitation du navire le Joola au – delà des limites de sécurité. Face à la forte demande, le navire est utilisé de manière intensive en toute saison. Malgré les surcharges fréquentes du navire, des demandes de transport restent non satisfaites après une réservation de plus de 20 jours (sur les 3000 personnes désirant emprunter hebdomadairement le trajet Dakar-Ziguinchor et vice-versa, le Joola ne peut accueillir au mieux que 2200 passagers). Il en va de même des marchandises représentant au moins 20 % de celles embarquées sont laissées à quai.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[76] Situé à 87 km de sa capitale régionale Kolda et 7 km de son chef-lieu d'arrondissement Kounkané, le village de Diaobé abrite le plus grand marché hebdomadaire du Sénégal. Ouvert à la Gambie, à la République de Guinée et à la Guinée Bissau (moins de 40 km), sa zone d'influence s'étend sur l'ensemble du territoire national. C'est un marché transfrontalier qui draine, à partir du lundi jusqu'au mercredi, des centaines et des centaines de personnes. Il a été inauguré le 24 décembre 1974 par feu Jean COLLIN, ex-ministre.

[77] Nous ne partageons pas entièrement les affirmations des rapporteurs du Deuxième projet sectoriel des Transports (PST II, Mai 1998) sur la desserte maritime Dakar-Ziguinchor qui affirment à la page 20 du rapport : "Faute de pesage en bonne et due forme, il est difficile de se prononcer sur le tonnage des marchandises transportées par l'actuel navire, le m/s le Joola"... Il aurait été intéressant d'exploiter les factures livrées par les fournisseurs aux clients (produits industriels par exemple).

Dans le cadre de l'élaboration d'un schéma de desserte optimal, la mise en place d'un second navire ciblant une clientèle proche de celle du "Joola" se justifie[78]. Dans cette perspective : le "Joola" continuera à être exploité, mais subira des transformations pour devenir à dominante transport de marchandises, le deuxième navire acquis et mis en exploitation devant être à dominante transport de passagers.

Dans ce cas de figure, le "Joola" aura pour vocation et mission principales d'assurer le transport de passagers commerçants désirant accompagner leurs marchandises et le fret industriel. Le deuxième navire visera en revanche la clientèle souhaitant voyager pour diverses autres raisons (tourisme, affaires, famille).

Cette spécialisation des navires procède en partie des nombreux conflits que le diagnostic et l'évaluation ont identifiés entre les transports passagers et marchandises, conflits qui influent négativement sur l'image de marque du "Joola" en particulier et sur celle de la desserte maritime en général.

Les routes, le rail et la mer constituent les axes le long desquels s'écoulent les flux d'échanges.

II.2 La distribution intérieure des produits transformés

Si le mareyage s'est développé assez récemment en rapport avec la modernisation des moyens de communication, la vente des produits traités, à partir des ateliers de transformation du littoral, remonte à une période très lointaine. Animée par une multitude d'intermédiaires, la distribution intérieure porte sur plusieurs types de produits. A travers la complexité des courants d'échange, il est possible d'identifier quelques types de flux et suivre leur évolution depuis une dizaine d'années.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[78] De nombreux projets (Wolof, Ile de Karabane, Casamance Express, African Queen II) pour mettre en exploitation un second navire avaient été initiés ; l'un d'eux a abouti à la mise en exploitation du "KASSOUMAY"; ce navire qui permet de relier Ziguinchor en 6 heures avec des tarifs de 12 000 à 25 000 fCFA, ne se situe pas sur le même segment de marché que le "Joola". Cette nouvelle liaison maritime rapide Dakar-Ziguinchor a été affrétée auprès d'une entreprise norvégienne par la société privée "Union des Remorqueurs de Dakar". Le "Kassoumay" mis en service en juin 1998, assure 3 rotations par semaine avec la possibilité d'une rotation supplémentaire en haute saison. Ce catamaran, de 40 m de long et 12 m de large, 55 km/h peut transporter 370 passagers dont 298 pour la 2ème classe et 72 pour la première.

II. 2.1 Les grands flux commerciaux

Les grands courants représentés sur les cartes 16 et17 concernent les produits traités destinés à la consommation intérieure. Une proportion de 75 à 90 % de la production artisanale totale est destinée au marché intérieur.

II.2.1.1 L'évolution des quantités distribuées

En 1996, 23 983 tonnes de produits halieutiques transformés, soit 76 % de la production artisanale totale sont parties des ateliers du littoral et ont circulé à travers le pays. A l'aube du XX[e] siècle déjà, de petites quantités de ces produits, quittaient quotidiennement Saint-Louis, Rufisque, Mbour, Kayar... pour les escales de la ligne de chemin de fer. Mais selon les statistiques officielles, la distribution intérieure s'est développée surtout au lendemain de la deuxième guerre mondiale. La part des produits traités soumise à la commercialisation passa de 45 à 50 % de la production totale entre 1954 et 1965 à 70 % en moyenne entre 1965 et 1980, 91 % en 1985, 94 % en 1991 et 76% en 1996[79] (tableau 28). Cette évolution[80] s'explique essentiellement par la baisse de la part consacrée à l'autoconsommation et par l'intégration de la transformation artisanale dans l'économie de marché.

Tableau 28 . Évolution de la consommation intérieure des produits transformés 1985-1996 (D.O.P.M.)

Années	Production artisanale.	Consommation intérieure		Exportations
	tonnes	tonnes	%	tonnes
1984	23 053	21 222	92 %	1831
1985	17 666	16 052	91 %	1614
1986	23 200	20 975	90,5 %	2225
1987	25 872	23 983	93 %	1889
1988	26 626	24 227	91 %	2399
1989	23 484	21 382	91 %	2042
1990	23 007	20 911	91 %	2096
1991	26 856	25 188	94 %	1668
1992	25 038	22 186	88,6 %	2852
1993	23 963	21 666	96 %	2297
1994	33 615	27 749	83 %	5866
1995	28 574	22 103	77 %	6471
1996	31 556	23 983	76 %	7573
1997	36 129	23 818	66 %	12 311
1998	30 930	21 315	69 %	9615

[79] En 1997, la consommation intérieure s'élevait à 23 818 tonnes (66 % de la production totale) et 21315 tonnes (69 % de la production totale) en 1998.

[80] Depuis 1992, la part réservée aux exportations ne cesse de croître, cette tendance est à mettre surtout en liaison avec l'émergence de nouveaux marchés (Asie et Amérique du Nord).

COLESPIA - BIBLIOTHEQUE

II. 2.1.2 Les pôles de commercialisation

L'accroissement général des tonnages distribués s'est accompagné d'une complexité croissante de la répartition des flux. La complexité actuelle découle du comportement des régions côtières productrices[81] : toutes se comportent comme "exportatrices" et "importatrices" de denrées transformées. L'examen des cartes16et17 et l'analyse des statistiques de la D.O.P.M. permettent de distinguer plusieurs types de pôles.

Deux régions seulement ont un bilan positif.

La région de Thiès[82], ouverte sur la Grande Côte et sur la Petite Côte constitue le plus grand pôle de distribution du Sénégal ; en 1985, elle mit sur le marché 71 % (11462 tonnes) des denrées transformées commercialisées dans le pays. Cette proportion, passée à 87 % (18222 tonnes) en 1990, est tombée à 78 % (18636 tonnes) en 1996. La baisse de la valeur relative ne révèle pas, cependant, une croissance de + 2,2 % de la valeur absolue. Thiès et sa région expédient la plus grande partie de leur production marchande et apparaissent comme les principaux pourvoyeurs des centres de consommation intérieure.

La région de Ziguinchor, jadis en marge des grands circuits commerciaux, est entrée progressivement dans la sphère d'économie marchande ; elle a livré 1,6 % (348 tonnes), 4 % (1209 tonnes) et 6,5 % (1527 tonnes) respectivement en 1990, 1994 et 1996[83] des produits soumis à transaction au niveau national.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[81] Cette difficulté est renforcée par :
- la complexité des rapports sociaux au sein de l'unité de production (présence simultanée de flux relatifs aux activités collectives et de flux relatifs aux activités individuelles) ;
- la complexité du processus de commercialisation des produits en liaison avec la multiplication des lieux de transaction primaire (marchés ruraux, urbains ou directement à partir des ateliers de production), le nombre des agents de la commercialisation et la destination finale des produits (la destination finale indiquée sur le certificat d'origine et de salubrité délivré par les postes de contrôle, n'est pas toujours respectée).

[82] La région de Thiès est ouverte sur l'océan Atlantique sur deux façades maritimes. Celle du Nord, longue de 120 km environ, s'étend de Kayar à Diogo et comprend 5 centres de pêche : Kayar, Mboro, Fass-Boye, Diogo et Lithie. La façade maritime du Sud, communément appelée Petite Côte, s'étire sur 75 km le long desquels se déploient 15 centres de débarquement dont 13 permanents : Popenguine, Somone, Ngaparou, Saly Portudal, Saly, Niakh-Niakhal, Mbour, Tropical, Warang, Pointe Sarène, Mbodiène, Ngasobil, Joal ; 2 sites temporaires : Ndayane et Guéréo.

[83] Malgré la crise casamançaise, l'Union Régionale Santa Yalla (Ziguinchor, Oussouye et Bignona) des groupements d'intérêt économique des transformatrices de produits halieutiques, lauréat du concours du grand prix du Chef de l'Etat pour la promotion de la femme (7ème édition 1996) a produit 135,2 tonnes de denrées transformées. (cf. 3e partie).

Ces deux pôles reçoivent des denrées artisanalement transformées de l'extérieur mais le bilan de leurs échanges reste positif : + 22775 tonnes et + 1956 tonnes respectivement pour Thiès et Ziguinchor en 1996.

Cinq régions productrices possèdent un solde commercial négatif.

La région de Dakar ne satisfait pas les besoins de sa population et doit largement faire appel aux autres centres de transformation artisanale. Sa part dans l'approvisionnement du marché intérieur fléchit constamment : 13 % (2129 tonnes) en 1985, 6 % (1191 tonnes) en 1992 et 5 % (1134 tonnes) en 1996. Toutefois, son déficit commercial a tendance à diminuer passant de - 3899 tonnes en 1990 à + 519 tonnes en 1996. Cette évolution doit être mise, essentiellement, en liaison avec l'attrait exercé sur les mareyeurs par le marché central de poisson[84].

Depuis leur institution en régions en 1984, Fatick et Kaolack n'ont jamais fourni au commerce inter-régional d'importantes quantités de produits traités, malgré leurs nombreux centres de traitement et l'importance de certains d'entre eux (Missirah dans la région de Fatick). L'éparpillement à travers les îles, les difficiles conditions d'accès et l'avancée de la mer (Djifer) en constituent les principaux facteurs explicatifs. En une décennie, leurs apports ont considérablement fléchi ; en 1996, par exemple, Fatick n'a livré que 2 % (517 tonnes) des transactions intérieures contre 3 % (58 tonnes) en 1990 et 4 % (664 tonnes) en 1985. En ce qui concerne Kaolack, la chute est encore plus prononcée : 1 % (156 tonnes) en 1985, 0,1 % (27 tonnes) en 1990 et 0,07 % (17 tonnes) en 1996.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[84] Produit de la coopération sénégalo-japonaise, ce marché, situé au km 9,5 route de Rufisque a été construit en 1992. Ce pôle de transaction (gros et détail) est doté d'équipements et d'installations divers dont : une fabrique de glace (30 tonnes/jour), une halle de vente entièrement couverte de 4102 m^2, un dépôt de glace d'une capacité de 37 tonnes, une chambre froide de conservation de 27 tonnes. Son objectif principal est d'améliorer le système de distribution du poisson frais dans la région de Dakar en facilitant l'approvisionnement des marchés secondaires. Près 65 tonnes de poisson, en provenance de tous les points de débarquement du littoral sénégalais sont quotidiennement redistribués à partir de ce marché qui accueille 5000 personnes (par jour) dont près de 3000 professionnels de la pêche. Son extension a été réalisée en 1997 pour un coût global de 3,4 milliards de FCFA contre 3,117 milliards de FCFA pour la construction initiale.

La région de Louga, naguère dans une situation analogue, enregistre plutôt une légère augmentation dans le ravitaillement du marché intérieur : 0,2 % (38 tonnes) en 1985, 0,4 % (96 tonnes) en 1990 et 1,4 % (347 tonnes) en 1996. Cette évolution est à mettre en liaison avec le dynamisme des centres de Lompoul, d'accès assez difficile, mais surtout de Potou[85].

La région de Saint-Louis, après un déclin réel entre 1960 et 1980, a livré, en 1996, 6 % (1439 tonnes) des quantités distribuées au niveau national contre 2 % (446 tonnes) en 1990 et 1 % (185 tonnes) en 1985. Malgré cette croissance dans l'approvisionnement du marché national (en 1996 elle n'a vendu aux autres régions que 3 tonnes contre 364 tonnes en 1990), la région connaît un solde commercial négatif : - 1959 tonnes en 1985, - 1087 tonnes en 1990 et - 139 tonnes en 1996.

Les principaux courants d'échange convergent vers ces pôles déficitaires et vers les régions de Diourbel, Tambacounda et Kolda, éloignées de l'océan Atlantique.

II. 2.1.3 Les flux

Les échanges entre ces pôles déterminent des flux d'intensité variable. L'examen des cartes 16 et 17 révèle les faits suivants :

- l'existence de flux principaux et anciens partant de la région de Thiès et se dirigeant l'un (le plus intense : 2285 tonnes en 1985, 4160 tonnes en 1990 et 4383 tonnes en 1995) vers Kaolack le principal pôle de commerce du bassin arachidier, l'autre vers Dakar la capitale (2119 tonnes en 1985, 3931 tonnes en 1990 et 2962 tonnes en 1995) ;

- la présence également de plusieurs flux secondaires. Certains sont anciens, tels ceux reliant Saint-Louis aux espaces septentrionnaux et à la vallée (en 1995, Saint-Louis a expédié 1416 tonnes et a reçu 2188 tonnes) ou celui allant de Thiès à Diourbel[86] (1027 tonnes en 1985, 2107 tonnes en 1990, 1823 tonnes en 1995). D'autres plus récents assurent l'approvisionnement de la région de Tambacounda (521 tonnes en 1985, 1393 tonnes en 1990, 1128 tonnes en 1995) ou concernent les deux régions de Kolda et Ziguinchor. Celle de Kolda a reçu 343 tonnes en 1990 et 1376 tonnes en 1995 et la seconde a "importé" 263 tonnes et 428

[85] A Potou, l'édification de la première station service SHELL, en créant de nouveaux emplois, a permis l'installation de plus de 500 pêcheurs (pour acheter du carburant détaxé) avec leurs familles. En raison de l'absence d'infrastructures (installations frigorifiques) de conservation, le traitement artisanal est en plein essor.

[86] Thiès a livré à Saint-Louis, 2258 tonnes en 1985, 1615 tonnes en 1990 et 1648 tonnes en 1995.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

tonnes respectivement en 1990 et en 1995, mais a expédié, aux mêmes périodes, 172 tonnes et 908 tonnes vers Dakar.

La qualité des produits transformés commercialisés varie selon les régions considérées (tableaux 29 et30) :

- vers les villes et en particulier en direction des centres urbains de la région de Dakar affluent surtout du gejj et du yeet ; les habitants du Cap-Vert disposent plus facilement du poisson frais, le gejj et singulièrement le yeet servent de condiment pour la préparation de plusieurs plats traditionnels. En 1996, par exemple, les villes de Dakar, Rufisque, Guédiawaye et Pikine ont absorbé près de 44 % (1312 tonnes) de la production nationale de gejj (3000 tonnes) et 40 % (432 tonnes) du tonnage national (1089 tonnes) de yeet

- les espaces ruraux du bassin arachidier (Louga, Kaolack et Diourbel) et les régions de l'intérieur (Tambacounda et Kolda) absorbent de préférence du keccax et du tambajan. Répondant à des habitudes alimentaires solides, le keccax se dirige surtout vers Kaolack et Tambacounda ; le tambajan et dans une moindre mesure le gejj vers la vallée du fleuve Sénégal. En 1996, par exemple, sur une production nationale de 18715 tonnes de keccax, Kaolack a reçu 4290 tonnes (23 % du total national) Diourbel 2165 tonnes (11,5 %) et Kolda 1523 tonnes (8 %). Au cours de la même année, Saint-Louis et ses zones rurales ont absorbé 44 % (1221 tonnes) de la production nationale du tambajan (2771 tonnes).

Il n'existe pas, pour les produits transformés, d'un marché comparable au marché central de poisson frais de la région de Dakar[87]. Les points de vente où parviennent d'importants volumes de denrées transformées sont en même temps des marchés de détail.

Le yeet expédié vers la région de Dakar se disperse à travers la capitale et sa banlieue à partir du marché de Rufisque ; le gejj, le tambajan et le keccax à partir de Thiaroye gare[88] et dans une moindre mesure de Tilène, du port (marché Elizabeth Diouf).

COLLECTION BIBLIOTHEQUE

[87] Ce marché a remplacé celui de la Gueule Tapée qui servait jusqu'en novembre 1992 de pôle de transit de l'essentiel du poisson frais expédié vers la région de Dakar et d'éclatement vers les points de vente au détail localisés non seulement dans la capitale et sa banlieue mais aussi à l'extérieur du Cap-Vert. Son site mal adapté à ses fonctions (situé à proximité de la plage de Soumbédioune et d'un grand collecteur d'égoût à ciel ouvert), les difficultés d'accès, le manque d'espace et d'infrastructures appropriées, les conditions d'hygiène précaires... ont présidé à sa disparition. En 1990, nous avions proposé la construction d'un marché central de produits transformés au village de Keur Mbaye Fall conquis, aujourd'hui, par l'urbanisation (DIOP O. op. cit.p.199)

[88] En 1990, nous avions décrit (pp 95-102), les mécanismes de fonctionnement des bascules gejj et keccax qui polarisent l'essentiel de la production artisanale en provenance de toutes les régions productrices du Sénégal.

Tableau 29. Distribution des principaux produits traités par destination (tonnes) 1995

Destination	Gejj	Tambajan	Keccax	Métora	Yeet	Salé-séché
Dakar	1200,53	428,29	2181,14	55,39	402,15	321,47
Thiès	242,75	217,25	1826,83	1,20	117,99	7,10
Saint-Louis	301,56	1450,56	329,56	0,00	105,92	0,00
Ziguinchor	113,90	168,20	117,72	14,03	10,92	1,00
Fatick	107,05	121,92	713,31	0,00	24,48	4,26
Kaolack	193,75	372,08	3749,09	3,40	273,42	0,11
Louga	223,76	210,46	661,07	0,00	24,24	5,54
Diourbel	294,23	141,19	1678,98	0,00	39,45	0,00
Tambacounda	59,04	100,85	938,15	8,70	17,41	3,55
Kolda	53,61	41,52	1243,40	23,20	12,54	0,00
Exportations	72,11	96,84	1695,10	2530,47	16,02	2047,92
Stock	54,84	0,90	245,81	339,91	-399	-49
Total	2917,13	3350,06	15380,20	2976,30	645,54	2341,95

Source : D.O.P.M. - Dakar

Tableau 30: Distribution des principaux produits traités par destination (tonnes) 1996.

Destination	Gejj	Tambajan	Keccax	Métora	Yeet	Salé-séché
Dakar	1311,56	319,66	3386,67	63,79	431,50	979,75
Thiès	337,16	123,74	2128,13	0,00	145,24	47,07
Saint-Louis	115,14	1221,02	167,09	0,00	78,20	0,00
Ziguinchor	107,24	58,64	142,59	15,13	16,82	0,15
Fatick	75,41	95,09	630,56	0,00	54,68	0,46
Kaolack	195,95	170,01	4289,90	0,30	112,98	0,95
Louga	132,05	121,72	606,43	0,00	44,51	0,40
Diourbel	311,15	71,98	2165,07	0,10	99,76	0,06
Tambacounda	39,27	76,49	888,37	5,00	24,85	2,25
Kolda	140,03	29,30	1523,32	31,96	12,05	0,40
Exportations	6,65	589,55	2370,52	2688,01	34,92	1635,70
Stock	6,65	4,31	0,40	3,80	0,70	20,85
Total	2883,26	2881,50	18299,43	2808,09	1056,19	2688,03

Source : D.O.P.M. - Dakar

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Des corps de métiers différents contrôlent la commercialisation de la production artisanale.

II. 2.2 Les acteurs de la distribution

L'évaluation du nombre de personnes exerçant cette activité est rendue difficile par la grande fragmentation du commerce des produits transformés. Il n'existe pas de phénomènes de concentration aussi précis que ceux observés pour la profession de mareyeur[89].

[89] Le métier s'est développé en liaison avec l'extension du réseau routier et la multiplication des moyens de transport. Jusqu'en 1973, l'accès à la profession est demeuré libre ; à cette date pour limiter la prolifération des petits marchands difficiles à contrôler et éviter le monopole de l'activité par quelques individus, l'Etat imposa l'achat d'une carte qui seule devait autoriser l'exercice de la profession.

Des enquêtes que nous avons menées en 1999 (Janvier et Avril)[90] à Saint-Louis, portant sur 175 personnes venues s'approvisionner dans les centres de traitement de la commune, permettent de mettre en relief quelques caractéristiques des agents de la commercialisation.

En 1999, sur l'ensemble de l'échantillon, seuls 12 acteurs (7 % du total), considérés comme grands négociants, achetèrent en moyenne plus de 20 tonnes de produits traités par mois ; 25 (14 % du total) entre 7 et 10 tonnes, 60 (34 % du total) entre 2 et 6 tonnes ; 78 (44,5 % du total) entre 300 kg et 1,5 tonne.

La spécialisation dans le commerce de gros est beaucoup moins nette que dans le secteur du mareyage. Sur l'ensemble des acheteurs se présentant sur les plages de la commune de Saint-Louis, une trentaine environ (17 %) peut être considérée comme de purs grossistes ; les autres, les "demi-grossistes", associent vente en grande quantité et vente au détail. Certains répartissent sur les lieux de consommation la majeure partie de leur chargement entre les détaillantes, puis écoulent eux-mêmes le reste par petits lots auprès des ménagères. Dans d'autres situations, ils procèdent à une répartition des tâches au sein de la famille : par exemple, la sœur (le frère) ou la fille (le fils) se procure le produit dans les centres côtiers de transformation et assure son acheminement ; une autre sœur (frère) ou l'épouse (l'époux) se charge de la vente au détail sur les marchés de l'intérieur.

Enfin, les ateliers de transformation reçoivent la visite de détaillantes et de détaillants qui constituent la majorité des acteurs achetant moins de 1 tonne de produits par mois[91]. A la grande différence des mareyeurs, très peu de négociants en produits halieutiques transformés disposent de leur propre moyen de transport pour acheminer les denrées vers les consommateurs. Par exemple pour expédier la production à partir de Saint-Louis ou de Mbour, des procédés variés sont utilisés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[90] Des enquêtes similaires avaient été effectuées en 1996 par Karim SANE (Mbour) et Mbaye DIENG (Kayar) étudiants de géographie ; les résultats fournis étaient quasi-similaires à ceux que nous avons obtenus à Saint-Louis (la fragmentation du commerce des produits transformés, la faiblesse de la spécialisation dans la distribution de gros, la prédominance des femmes dans le commerce de détail).

[91] Les exemples d'intégration verticale, constatés dans le domaine du mareyage, constituent l'exception. Sur les 175 cas étudiés, nous n'avons identifié que six familles se chargeant de la distribution de leur propre production. A ce niveau, le groupement d'intérêt économique (G.I.E.) joue un rôle de plus en plus important.

De Saint-Louis vers la vallée du fleuve, plusieurs marchandes mettent en commun leurs achats et louent un véhicule (anciens camions frigorifiques, 404 Peugeot) qui dépose les sacs de keccax ou de tambajan tout le long du parcours structuré par un important réseau de marchés hebdomadaires à l'instar de celui du département de Podor[92] (fig. 21).

De Mbour vers Tambacounda ou Kaolack, les paniers de keccax attendent sur la nationale1 le passage de véhicules (cars , 404 Peugeot) ou de camions (10 tonnes) disposant de place libre à leur bord.

Enfin de Mbour vers Thiès, Dakar ou Diourbel, les commerçantes empruntent les transports en commun (cars, 504 Peugeot) ou s'entendent pour affréter une 404 bâchée.

Comme dans le domaine du mareyage, l'ethnie wolof l'emporte largement ; beaucoup de marchands sont originaires des régions de Diourbel et de Louga. L'absence de toute restriction réglementant l'accès à la profession explique le rôle non négligeable joué par des expatriés africains ; à Joal-Fadiout, par exemple, des convoyeurs guinéens, maliens, togolais, ghanéens, camerounais marchandent sur les espaces (les tann) de fumage du poisson, mandatés par des commerçants restés au pays[93].

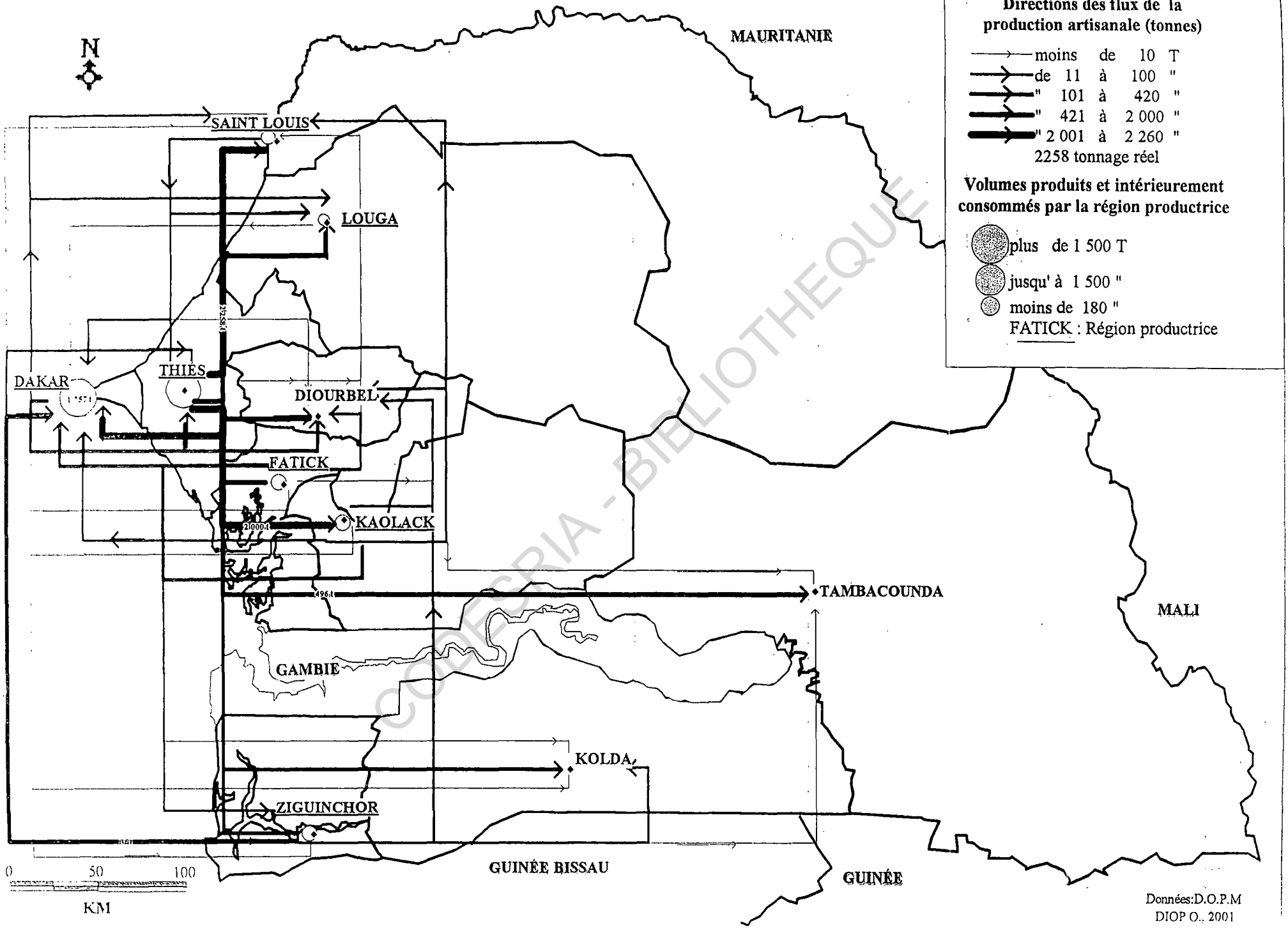
Si les hommes dominent dans ce corps de métier, les femmes n'en sont pas exclues ; certaines figurent même parmi les agents les plus actifs.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[92] Le marché hebdomadaire, expression active de la vie commerciale et sociale est aujourd'hui, au Sénégal, une très grande institution qui marque la vie et l'espace du paysan. Dans la région de Saint-Louis, les agglomérations de la vallée du fleuve Sénégal situées sur le tracé de la route nationale n° 2, ont rompu leur isolement géographique et favorisent l'accès des produits traités jusqu'aux foyers de consommation les plus minuscules.

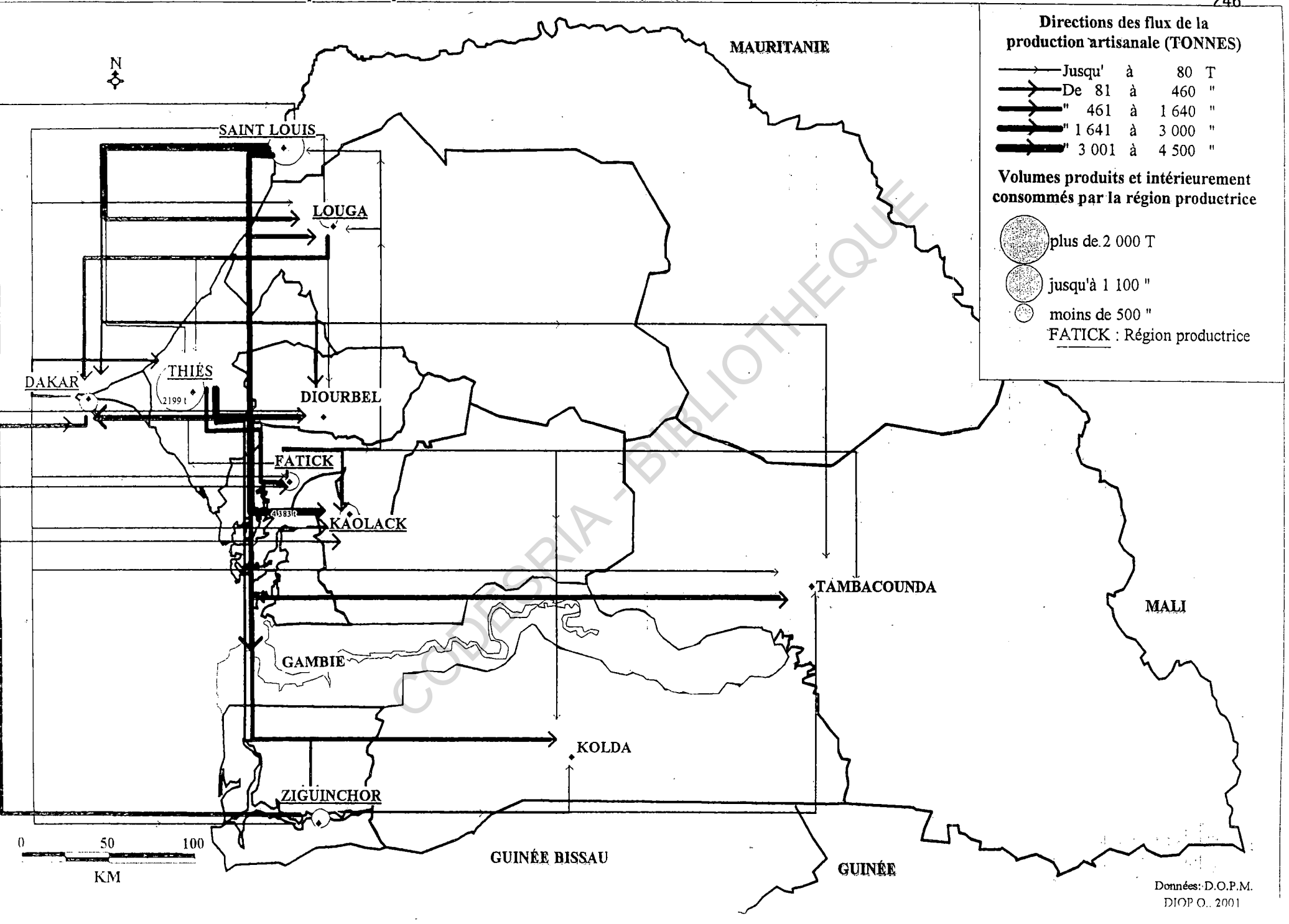
[93] Plutôt que de faire la navette, les burkinabé se sont installés depuis 1993 (une dizaine au début, ils sont aujourd'hui une cinquantaine) et pratiquent leur propre mode de fumage (le métora : fumage à sec de sardinelles plates). Selon Mady Ouédraogo, le pionnier du groupe, ils seraient venus à Joal, situé à 115 km de Dakar, les uns après les autres en raison de l'abondance de la matière première. (certains ont abandonné la Côte d'Ivoire pour le Sénégal).

Carte n° 10 : Circulation intérieure des produits de pêche artisanale et maritimes (1998)



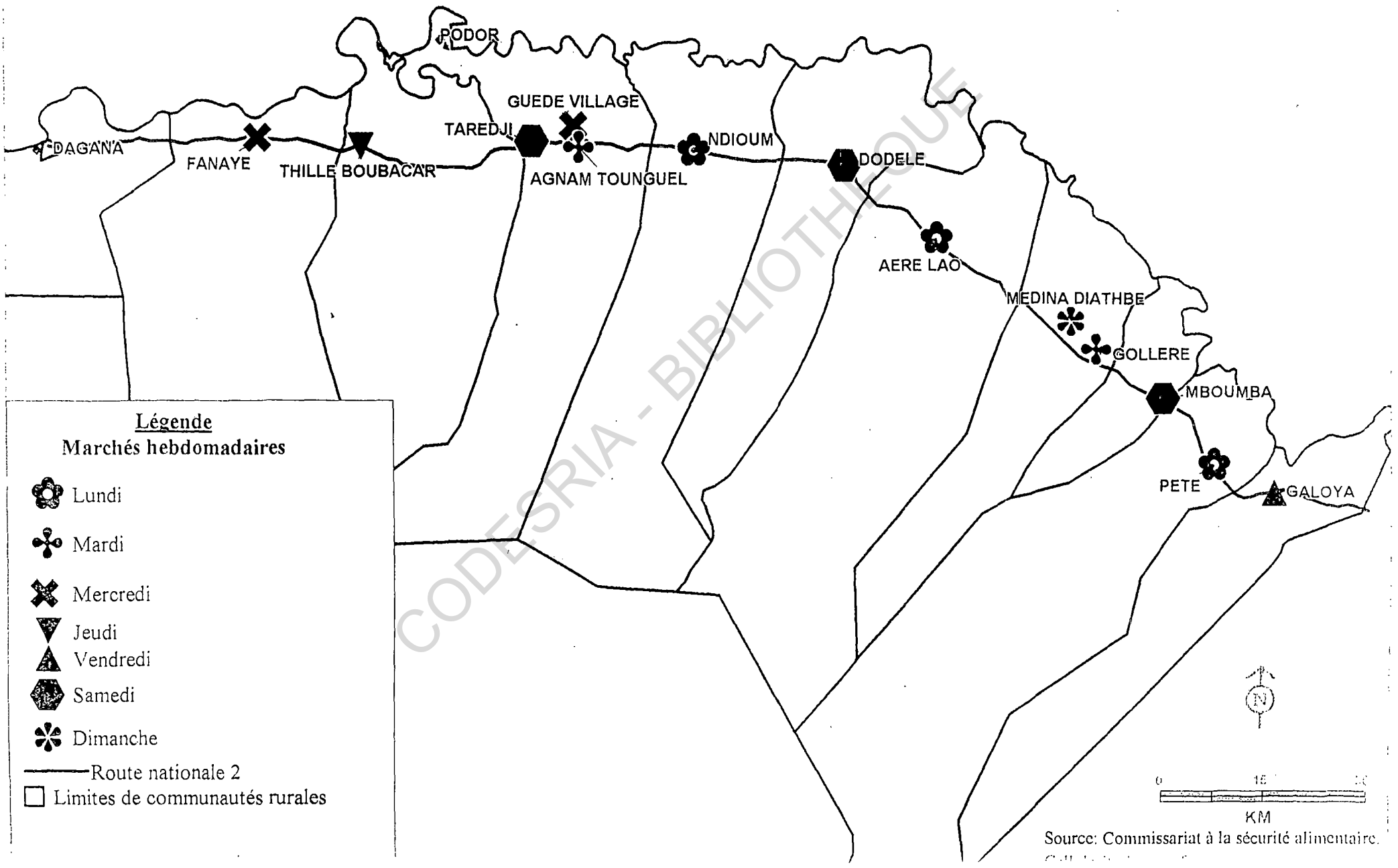
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Carte n° 17: Circulation intérieure des produits de pêche artisanalement transformés (1995)



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Fig. n°21: **Réseau des marchés hebdomadaires du département de Podor**



Source: Commissariat à la sécurité alimentaire.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

A l'extrémité de la chaîne de distribution, sur les marchés locaux, urbains ou ruraux, la vente au détail est dominée par les femmes. Sur les marchés de la commune de Saint-Louis (Ndar Toute et Sor) sur un échantillon de 207 marchands, les femmes représentent 96,6 % du total. Cette proportion varie entre 85 % et 90 % dans les différents marchés de Mbour et des principaux centres urbains de la région de Dakar[94]. Si quelques détaillantes se rendent sur les lieux de production, la majorité d'entre-elles achète, dans les foyers d'éclatement, auprès des grossistes et demi-grossistes, de petites quantités de produits traités (80 kg en moyenne) qu'elles stockent et écoulent par lots sur leur étalage à côté des légumes, d'épices ou d'huile de palme entrant dans la préparation des repas.

Les détaillantes ne forment pas un monde homogène ; certaines s'adonnent à cette activité de manière permanente, d'autres de façon occasionnelle ou temporaire (vente de poisson sec en saison sèche, agriculture en saison des pluies). Dans les principaux centres urbains côtiers, surtout de la région de Dakar, les détaillantes, issues de milieux "ethniques" divers et relativement âgées, sont très souvent d'anciennes marchandes de poisson frais reconverties pour échapper aux contraintes et servitudes de leur ancienne activité[95].

La distribution des produits traités à travers le pays laisse une impression de confusion. La commercialisation ne s'en développe pas moins intensément ; elle parvient à toucher les régions les plus éloignées de la côte atlantique, jusqu'aux moindres villages, et à introduire la production artisanale dans les circuits du marché international.

III - LE DEVELOPPEMENT RECENT ET DIVERSIFIE DE LA DEMANDE EXTERIEURE

Après de nombreuses tentatives vaines d'expédition de produits de la pêche frais-glacés, au cours du XIX^{e} siècle, le Sénégal a circonscrit ses ventes aux pays d'Afrique Noire de faibles quantités de denrées séchées, salées ou fumées. Quelques tonnes de poissons frais servaient à l'avitaillement des navires de ligne faisant escale dans le port de Dakar.

[94] CAMARA S. 1983. Le rôle des femmes dans la commercialisation du poisson dans la région du Cap-Vert. 53p.

[95] Les vendeuses de poisson frais doivent se lever avant l'aube et se trouver sur les lieux de la criée à 4 heures ou 5 heures du matin. Si, à la mi-journée, des produits frais restent encore sur leurs étals, elles sont souvent obligées de les brader (risques financiers) à perte ; elles ne peuvent point diversifier les risques en présentant à la clientèle des produits périssables.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Il fallut attendre le deuxième conflit mondial pour assister à l'accroissement des exportations de produits halieutiques artisanalement traités, notamment à partir du début des années 1970. Les exportations passèrent de 1465 tonnes en 1962 à 2499 tonnes en 1969 et 2852 tonnes en 1992. Cette expansion s'est opérée sans tenir compte du fléchissement conjoncturel de la production artisanale, perceptible surtout entre 1980 et 1985. Elle réduisait par moments la proportion des quantités destinées à la consommation intérieure. Il est possible de l'expliquer, entre autres, par :

- la modernisation des engins de capture (motorisation des pirogues, usage de la senne tournante) ;
- l'accroissement des besoins extérieurs (pays d'Afrique noire, pays industrialisés) ;
- l'amélioration des techniques de transformation et de transport des denrées transformées.

Notre réflexion sera organisée autour du deuxième aspect.

III. 1 Accroissement et évolution des exportations des produits transformés

A travers l'expansion générale des ventes à l'extérieur se profilent des mutations portant tant à la fois sur la qualité des denrées expédiées que sur les partenaires commerciaux.

III. 1.1 L'élargissement de la gamme des produits traités exportés

Si nous examinons la qualité des produits vendus depuis 1962, les données, bien que disparates du Service de l'Elevage et de la D.O.P.M., laissent apparaître quelques périodes significatives.

De 1962 à la fin des années 1975, le Sénégal expédia presque uniquement des poissons séchés, salés, fumés (80 à 90 % du total des exportations de produits halieutiques) provenant des sécheries européennes (utilisant des procédés de fabrication traditionnels) ou des ateliers autochtones. Plusieurs maisons de traite (SOCOPAO, VASQUEZ et ESPINOZA, MAUREL et PROM, BUHAN et TEISSEIRE, NOSOCO...) assuraient la commercialisation. Au cours de cette période, la pêche artisanale pourvoyait à l'essentiel de l'approvisionnement en matières premières.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

De 1976 à 1992, la structure des exportations se modifia considérablement. La proportion des produits salés-séchés se réduisit. Les produits fumés (métora), braisés-séchés ou fumés séchés (keccax), fermentés séchés (tambajan) constituaient désormais la quasi totalité des tonnages vendus. De nombreuses sécheries européennes puisaient leurs produits auprès des sécheries locales qui, de plus en plus nombreuses, offraient une diversité de denrées[96] à partir du littoral. Les exportations de produits artisanalement transformés s'accrurent sensiblement (1614 tonnes en 1985, 2399 tonnes en 1988 et 2852 tonnes en 1992).

Depuis 1994, les expéditions de produits artisanalement transformés s'accrurent de façon très significative ; passant de 5866 tonnes à 7573 tonnes en 1996, elles constituèrent une part sans cesse plus importante de la production artisanale du pays.

Les principaux produits exportés connurent des fortunes diverses, telles que le révèlent les données du tableau n° 31.

Tableau 31. Evolution des principaux produits transformés et exportés de 1995 à 1998

Produits(tonnes) / Années	Métora	Salé-séché	Keccax	Tambajan
1995	2530	2048	1695	97
1996	2668	1636	2370	589
Evolution / 1995	+ 5 %	- 25 %	+ 28,4 %	+ 81,8 %
1997	3643	2531	4957	834
Evolution / 1996	+ 26,7 %	+ 35 %	+ 52 %	+ 29 %
1998	3878	432	3171	496
Evolution / 1997	+ 6 %	- 485,8 %	- 56 %	- 68 %

Source : D.O.P.M.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[96] Une des caractéristiques essentielles de la transformation artisanale est la possibilité pour une transformatrice d'utiliser pendant l'année une ou plusieurs techniques de traitement. Cette polyvalence s'est révélée une pratique courante. C'est aussi un moyen permettant, avec les variations des espèces dues aux différentes saisons hydrologiques, de valoriser leur savoir-faire en l'adaptant à la diversité des ressources halieutiques du littoral sénégalais.

Si le métora a enregistré une évolution positive entre 1995 et 1998, le salé-séché a, par contre, connu une fluctuation caractérisée par une baisse en 1996 (- 25 %) par rapport à 1995, une croissance en 1997 (+ 35 %) par rapport à 1996 et une récession très prononcée en 1998 (- 485,8 %) par rapport à 1997[97]. Le keccax et le tambajan ont adopté un profil d'évolution identique : un léger essoufflement en 1998 après une évolution positive entre 1995 et 1997.

Les mutations de la structure des exportations se firent parallèlement à un effort de diversification des horizons de vente.

III. 1.2 L'augmentation du nombre des partenaires commerciaux

La comparaison des figures 22 A et 22 B permet de dégager les grands aspects des mutations intervenues au sein de la clientèle du Sénégal, depuis la fin de la période coloniale au début des années 1995. La France et les pays d'Afrique Noire ont été des marchés pionniers, mais l'éventail des acheteurs s'est considérablement élargi.

En 1962, (tableau n°32) l'Afrique noire constituait le principal débouché absorbant 1465 tonnes de produits salés-séchés, fumés-séchés, fermentés-séchés à faible valeur commerciale (21 000 FCFA la tonne). L'Afrique occidentale recevait à elle seule 1364,5 tonnes soit 87 % des expéditions de poissons transformés ; le reste se dirigeait vers l'Afrique équatoriale (Gabon : 100,5 tonnes de salé-séché).

La France achetait des denrées un peu plus chères : une centaine de tonnes de poissons séchés à 100 000 FCFA la tonne en moyenne. Parmi les autres pays européens, seule l'Espagne importait quelques centaines de kilogrammes de poissons séchés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[97] Les requins, groupe de poissons menacé, représentent l'essentiel de la matière première des produits salés-séchés exportés vers l'Asie. Ils sont la proie d'une intense exploitation commerciale pour leur peau, leur chair, leurs cartilages (réputés pour avoir des vertus anticancéreuses), l'huile de leur foie, et plus particulièrement leurs ailerons.

Tableau 32 : Exportations de produits transformés (tonnes) en 1962

Destination	Afrique					Europe
Produits (tonnes)	Rép. Guinée	Gambie	C. d'Ivoire	Ghana	Gabon	France
Salé-séché				16,5	100,5	
Gejj et Tambajan	90	9,6				
Keccax	201	22,4	39,3			
Métora	501,7	469,8	14			
Séché						99,5
Total	792,7	501,8	53,3	16,5	100,5	99,5

Source : Service Régional des Pêches. Cap-Vert

En 1997, la rose des flux d'exportation[98] apparaît très différente (tableau 33). Les courants les plus importants drainant 70 % (8500 tonnes) des volumes expédiés (12 311 tonnes) se dirigeaient toujours vers les pays d'Afrique Noire. Le Congo, absorbant à lui seul 37 % des quantités (3207 tonnes),constituait le premier client africain.

Tableau 33 : Exportations de produits transformés (tonnes) en 1997

Destination	Tonnage	%
Afrique	8600	69,8
Europe	2500	20,3
Amérique	950	7,7
Asie	261	2,1
TOTAL	12311	100

Sources : D.O.P.M. Direction générale des Douanes. Direction du Port

[98] La farine de poisson fait partie des exportations, mais faute de données précises sur les différentes formes de production (échelle industrielle et échelle artisanale), ce produit n'a pas été comptabilisé dans les exportations. Toutefois les ordres de grandeur restent incontestables malgré les problèmes de la fiabilité des chiffres...

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Parmi les débouchés européens, la France demeure encore le premier pays pour les produits artisanalement transformés ; ses marchés reçurent, en 1997, 850 tonnes de poissons fumés, de poissons fermentés-séchés, salés-séchés, d'estomacs de capitaines séchés. L'ancienne métropole a perdu cependant, sa place d'acheteur industrialisé quasi exclusif. En effet, depuis le début des années 1980, d'autres pays de l'hémisphère nord[99] prêtent quelque intérêt aux produits halieutiques transformés du Sénégal : L'Espagne (675 tonnes), l'Italie (540 tonnes), sur les rives de la Méditerranée, la Belgique (35 tonnes), en Europe septentrionale, la Grande Bretagne (400 tonnes), en Europe occidentale.

Comme pour la France, leurs achats portent sur des produits de "luxe" : escargots de mer séchés, ailerons de requins, poissons fermentés séchés, estomacs de capitaines séchés.

Aux marchés pionniers dont les besoins ne cessent de s'accroître, se greffent de plus en plus des marchés émergeants.

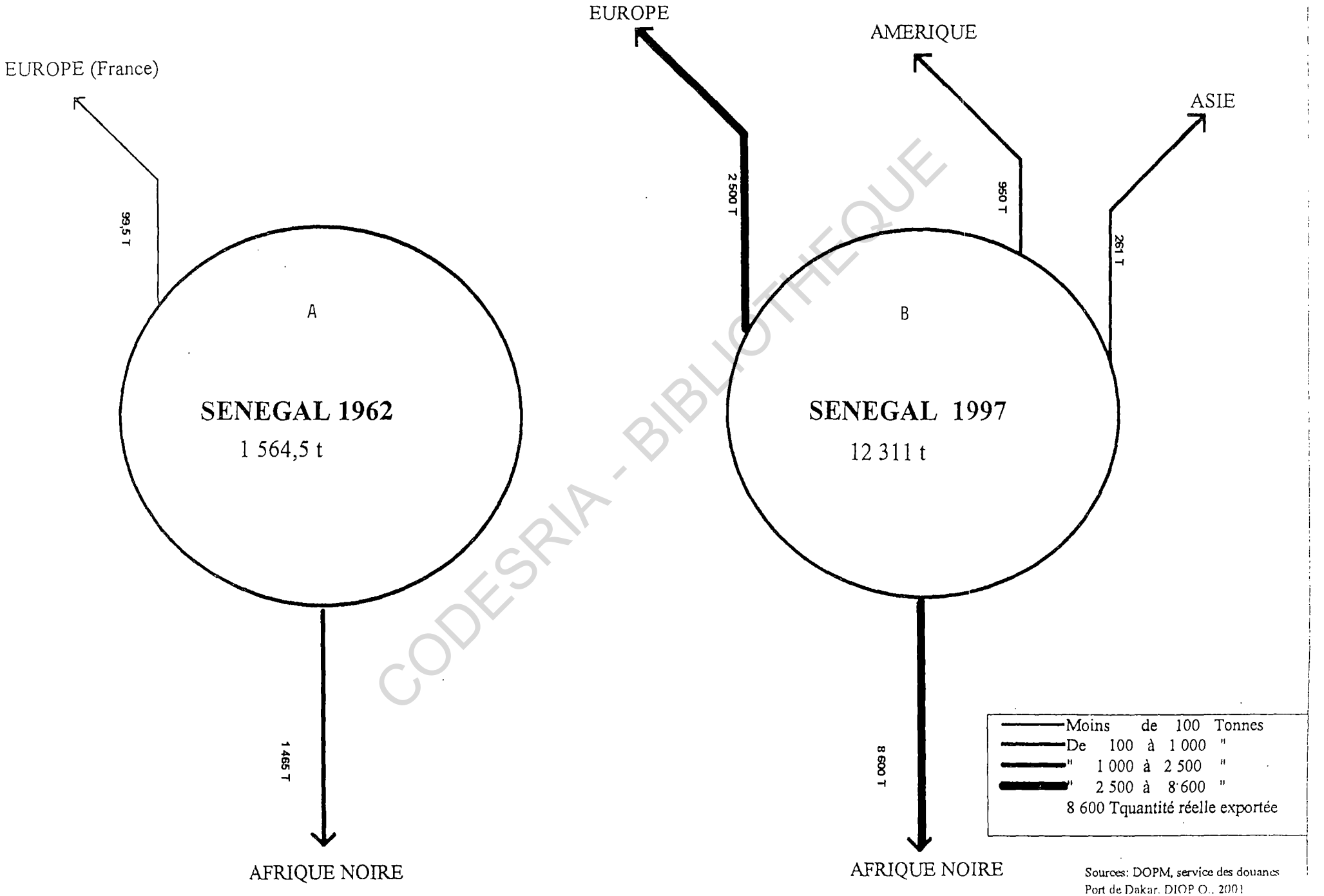
III. 2 L'accroissement des besoins sur les marchés extérieurs

La transformation artisanale a bénéficié et bénéficie encore d'un marché international en expansion. La demande extérieure continuera à augmenter dans les prochaines années. Le Sénégal parviendra-t-il à soutenir ce rythme de croissance ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[99] L'élargissement des débouchés des produits artisanalement traités vers l'Amérique du Nord et l'Asie est très récent par rapport à l'Europe. Leur ouverture se situe entre 1990 et 1995.

Figure n°22: Exportation des produits de pêche artisanalement transformés par groupes de pays



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

III. 2.1 D'importants besoins en Afrique noire

Depuis une trentaine d'années, la consommation des pays africains au sud du Sahara n'a cessé d'augmenter en raison de leur dynamisme démographique et de l'accroissement des besoins en denrées halieutiques absorbés "per capita". Le tableau 34, prenant 6 pays à titre d'exemple, permet de suivre l'évolution.

Tableau 34 : Evolution de la population (millions) et de la consommation per capita (kg/h/an) dans 6 pays d'Afrique Noire.

Pays	1964		1980		1985		1994	
	Pop.	Ration	Pop.	Ration	Pop.	Ration	Pop.	Ration
Burkina Faso	-	-	7	6	-	-	10	8
Côte d'Ivoire	3,7	17,6	8	30	8,5	32	14	38
Ghana	7,6	15,5	11	33,3	13	-	17	-
Mali	-	-	7	-	-	-	10	-
Nigéria	56	8,2	71	8,5	100,8	10	108	11,6
Togo	1,6	9,4	3	12,5	3,7	12,5	4	12,5

Sources : - Lagoin et Salmon 1967

- Plan d'Action de la pêche sénégalaise 2e phase 1980

- Banque Mondiale : Rapports sur le développement dans le monde 1993 et 1996.

Des pays comme "**le Nigéria disposant d'un plateau continental assez ample (37000 km²) et de ressources naturelles considérables peuvent espérer accroître leur production mais d'autres, aux aptitudes plus médiocres, comme la Côte d'Ivoire (superficie du plateau continental 11 600 km²), ... Le Togo (1700 km²) n'ont pas la possibilité de caresser cet espoir**"[100]. L'amélioration des moyens de transports routiers, ferroviaires ou fluvio-maritimes facilitera la satisfaction des besoins des Etats continentaux (Mali)[101].

[100] LLERES. B. 1986.op.cit. p.457.

[101] Il s'avère difficile d'obtenir les résultats globaux concernant les volumes de produits halieutiques traités empruntant la ligne Dakar-Bamako. Les petites quantités convoyées sous forme de bagage à main ne sont pas enregistrées par les services de Douanes installés dans les gares d'embarquement (Dakar et Tambacounda). Cependant les tonnages transportés par voie ferrée à destination du Mali demeurent relativement importantes, (9 tonnes en 1981, 48 tonnes en 1983 ; en 1996, selon les enquêtes réalisées par les étudiants, de Joal-Fadiout, partent chaque semaine 6 à 8 camions de 20 tonnes de poissons fumés, salés et séchés vers le Burkina Faso ou le Mali.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En se fondant sur le niveau des ressources, les perspectives d'évolution démographique (urbanisation), le Plan d'Action de la pêche sénégalaise (2e phase 1980. p. 29) s'attacha à prévoir les besoins théoriques en importations de produits de la pêche pour 7 Etats africains (Côte d'Ivoire, Togo, Cameroun, Congo, Gabon, Nigéria, Ghana) et envisagea un doublement des besoins entre 1985 et 1995. Ceux-ci passeraient de 397000 tonnes à 828 000 tonnes, dont près de 48 % en produits artisanalement traités.

Le Sénégal a, en partie, répondu à l'accroissement d'une demande qui porte sur une production artisanale à faible valeur marchande et dont la matière première est encore relativement abondante dans ses eaux maritimes (sardinelles adultes ou juvéniles, ethmaloses...)[102]. Le pays se heurte cependant à la concurrence impitoyable des navires-usines soviétiques et des bateaux européens qui proposent des prix relativement bas et écoulent leurs prises au-deça du coût réel de production.

Sur cette toile de fond, à courte ou moyenne échéance, la transformation artisanale, susceptible d'intensification sans gros investissements et sans coûts de production élevés (main d'œuvre abondante, diversifiée et à bon marché), possède plusieurs atouts et peut proposer des prix compétitifs.

III. 2.2 Les pays industrialisés : des marchés porteurs, mais exigeants

Plusieurs pays industrialisés ont absorbé des quantités relativement importantes de produits traités et, de prime abord, offrent au Sénégal des perspectives d'exportations séduisantes.

Au sein des marchés pionniers, l'augmentation de la consommation se révèle importante dans les pays méditerranéens, grands amateurs de poissons et crustacés, et foyers de polarisation de très fortes colonies d'expatriés d'origine ouest-africaine[103] qui n'ont pas totalement rompu avec leurs anciennes habitudes alimentaires.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[102] En 1994, les sardinelles et les ethmaloses constituaient 71 % (189 615 tonnes) des débarquements de poissons (266 843 tonnes) de la pêche artisanle sénégalaise ; cette proportion a atteint 75 % (187 778 tonnes) des débarquements (249 391 tonnes) en 1995 et 83,5 % (260 863 tonnes) des mises à terre de poissons (312 729 tonnes) de la pêche piroguière en 1996.

[103] En 1990, la France s'imposait comme le premier pays d'immigration ouest-africaine avec 126 230 personnes. En Grande Bretagne la communauté africaine oscillait entre 43 000 et 48 000 personnes (voir "les Africains noirs

Dans les pays de l'Europe du Nord, la demande est assez faible mais pourrait enregistrer une croissance en liaison avec la crise des firmes agroalimentaires multinationales. Par goût et par tradition culinaire, cette demande se porte de préférence vers les espèces capturées dans les eaux froides (hareng et morue) et séchées.

Au sein des marchés émergeants, malgré une apparition tardive (éloignement, conquête difficile...), certains pays achètent des quantités de plus en plus importantes de poissons séchés ou salés-séchés. Il est possible de distinguer deux principaux pôles de consommation :

- en Asie, le Japon et la Chine reçoivent une diversité de denrées séchées : ailerons de requins séchés, escargots de mer séchés, estomacs de capitaines séchés... ; en 1990, l'Empire du milieu, à lui seul, absorbait 83 % du tonnage global (31 tonnes) d'ailerons de requins secs, l'un des ingrédients les plus prisés par la gastronomie extrême-orientale, expédiés par le Sénégal contre 16 % (4,9 tonnes) pour la France et moins de 1 % (0,4 tonne) pour les Etats Unis d'Amérique. En 1997, ce pays-continent, plus grand foyer de consommation asiatique enlevait la presque totalité des quantités d'escargots de mer séchés, soit 39 tonnes sur les 40,5 tonnes expédiées par le pays[104]

- le foyer américain se singularise par la présence exclusive des Etats du Nord : d'abord celle des Etats Unis d'Amérique qui, en 1997, ont reçu 850 tonnes de divers produits, soit 89 % des quantités expédiées vers le marché nord américain (950 tonnes); enfin celle du Canada, principal partenaire en matière de coopération dans le domaine du financement des projets de développement des activités de pêche, qui a importé 100 tonnes durant l'année 1997.

Par ailleurs, les expéditions, en 1997, de 300 kg d'escargot de mer séché, de 1175 kg d'opercule de murex séché vers les Emirats Arabes Unis[105] et de 14 290 kg d'opercule de

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

en France", Hommes et Migrations n° 1131, avril 1990 et 1132, mai 1990). Cependant, depuis la fin des années 1995, cette "architecture" du champ migratoire ouest-africain fondé sur un héritage colonial, est infléchie par de nouvelles contraintes politiques et législatives. Ces mutations perturbent la dichotomie France/Grande Bretagne et ouvrent de nouveaux espaces d'immigration sud-européens (Italie, Espagne, Portugal...)

[104] Dans l'empire du Soleil Levant, gros consommateur de produits de la mer, les expéditions du Sénégal se développent encore lentement à cause d'une place de plus en plus grande accordée à la viande et aux produits frais surtout les espèces nouvellement exploitées : la seiche et le poulpe.

[105] En 1998, l'Arabie Saoudite a importé 2905 kg d'opercule de murex séché, les Emirats Arabes Unis 1000 kg et Dubaï 300 kg du même produit. (D.O.P.M., 1998).

murex séché vers l'Arabie Saoudite préfigurent-elles un élargissement des espaces de ventes des produits traités du Sénégal vers le Proche Orient ? Cette hypothèse de recherche pourrait être vérifiée dès 2015, surtout en rapport avec la diminution du nombre des poissons de haute valeur marchande (soles, rougets, dorades, mérous), la dégradation de certaines espèces (le capitaine) et l'exploitation nouvelle et progressive des espèces stables comme la seiche et le poulpe.

L'expansion et l'intégration de la transformation artisanale des produits de pêche dans l'économie de marché ont été en particulier liées à l'évolution des contextes historique, social, économique... du littoral sénégalais. Son développement, ponctué de phases de croissance, de stagnation voire de replis, a bénéficié tantôt d'un marché côtier, tantôt d'un hinterland encore mal relié au littoral.

Dès le début du XXe siècle, le rail jadis conçu comme un instrument d'occupation et de domination coloniale, a permis une pénétration progressive des produits halieutiques transformés dans l'arrière pays, surtout dans le bassin arachidier. Le développement d'un réseau routier, à partir de la deuxième guerre mondiale, a impulsé la circulation des biens au Sénégal, y compris les produits halieutiques frais ou transformés. Dans ce contexte, la métropole, après avoir essuyé des échecs dans sa politique de mise en valeur agricole, a fini par mettre en place les bases des pêcheries artisanales maritimes contemporaines. Théoriquement marginalisée par le truchement de clichés qui ont travesti la réalité, la transformation artisanale a, dans les faits, contribué à alimenter les échanges tant avec l'intérieur qu'avec l'extérieur du pays.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Conclusion

Nous avons, à partir de sources diverses, montré que la transformation artisanale des produits de la pêche est une activité endogène et ancienne. Des recherches préhistoriques, historiques, des travaux archéologiques, géographiques etc. ont permis de mettre en évidence différents éléments d'appréciation de la « longue période » des activités halieutiques. Du Delta du fleuve Sénégal jusqu'en Basse Casamance. Les pêcheries maritimes artisanales ont fonctionné dans un contexte largement dominé par l'histoire économique, politique et sociale

du littoral sénégalais. La période coloniale a été considérée comme l'un des principaux facteurs de cette dynamique.

Ce mouvement a induit entre autres des activités et des échanges. Il a contribué à définir et à établir des liens commerciaux en fonction des phases d'expansion ou de récession économique de la métropole. A l'intérieur du Sénégal par exemple, centres urbains côtiers et campagnes des « profondeurs » ont entretenu des relations solides et fonctionnelles. Des flux de produits transformés, d'intensité variable, qui en constituent une forme d'expression pertinente, ont progressivement favorisé l'intégration de la production artisanale dans une économie de plus en plus fondée sur les échanges.

Dans ce domaine, le rail, initialement conçu comme un outil d'occupation, a facilité la pénétration des produits transformés en milieu rural, surtout dans le bassin arachidier. Cependant, c'est le développement d'un réseau routier, à partir de la deuxième guerre mondiale, qui a facilité la circulation des produits halieutiques au Sénégal

L'intégration de la production artisanale dans l'économie du marché se caractérise aussi par une expansion générale des ventes à l'extérieur. Aux foyers de consommation antérieurs (pays du golfe de guinée, France) se sont greffés d'autres plus récents, mais non moins plus importants : l'Espagne et l'Italie, sur les rives de la méditerranée, sont les principaux centres de consommation; en Europe septentrionale, la Belgique apparaît comme un marché porteur et en Europe Occidentale, la Grande Bretagne, malgré son insularité, polarise de plus en plus des produits transformés.

A travers le développement des exportations, se profilent des mutations. De nouveaux marchés émergent mais lointains : le Japon et la Chine en Asie, les Etats-Unis en Amérique, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis au Proche Orient.

La transformation artisanale pourra-t-elle faire face à cette demande nouvelle mais croissante ?

L'empire du milieu, à lui seul, absorbait près de 85% du tonnage d'ailerons de requins secs en 1990 et la presque totalité des quantités d'escargots de mer séchés exportés (39 tonnes sur 40,5 tonnes) en 1997.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les transformatrices seront-elles en mesure de fournir correctement, à moyen ou long terme, les principaux ingrédients de la gastronomie extrême-orientale ?

Les tendances lourdes(surexploitation, mauvaise gestion) qui pèsent de plus en plus sur les ressources halieutiques ne prendront-elles pas le dessus sur la souplesse et l'opportunisme des transformatrices ?

Toutes ces interrogations et d'autres encore induisent une réflexion sur la mise en perspective de la transformation artisanale par rapport aux problèmes de développement des pêcheries maritimes.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

TROISIEME PARTIE :

DYNAMIQUE ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE DES PRODUITS DE LA PECHE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Pages

INTRODUCTION 265

CHAPITRE I :
DIVERSITE DES COMMUNAUTES DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE ET EVOLUTION DE LEURS EFFECTIFS 270

I – UNE DIVERSITE DES COMMUNAUTES FONDEE SUR LA BASE ETHNIQUE DES PÊCHEURS 270
I.1 Les pêcheurs de la vallée du Sénégal et de Saint-Louis 271
I.2 Les lebu, pêcheurs paysans de la presqu'île du Cap Vert 272
I.3 Les serer 273
I.4 Les joola, pêcheurs occasionnels 273

II – L'EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE 275
II.1 De 1975 à 1985 : la décennie des Nations Unies pour la femme et la modernisation des techniques de capture de la pêche artisanale 276
II.2 De 1986 à 1991 : la stabilisation des effectifs 280
II.3 De 1992 à 1996 : la reprise de la croissance des effectifs 280

CHAPITRE II :
LA TRANSFORMATION ARTISANALE ET LES NOUVEAUX CADRES D'INTERVENTION DANS LES PÊCHERIES MARITIMES 285

I – LE CADRE INSTITUTIONNEL ET SES CONTRAINTES 286
I.1 Le ministère de la pêche 286
I.2 La direction de l'océanographie et des pêches maritimes 288
I.3 Les contraintes du cadre institutionnel 288

II – LES NOUVEAUX CADRES D'INTERVENTION : LA REGIONALISATION DESACTIONS DE DEVELOPPEMENT 289
II.1 Le PAMEZ : le projet de développement de la pêche artisanale maritime dans la région de Ziguinchor 294

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II.2 Le PROPAC : le projet de développement de la pêche artisanale en Casamance 295
II.3 Le PAPEC : le projet de développement de la pêche artisanale sur la Petite Côte 296
II.4 Le PRO-PÊCHE : le programme d'assistance à la pêche artisanale au Sénégal 297

III – LES REPONSES DES ACTEURS DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE 299
III.1 Les groupements de promotion féminine (G.P.F.) 299
III.2 Les groupements d'intérêt économique (G.I.E.) : l'exemple du GIE « Mantoulaye GUENE » de Kayar 301
III.3 Les Unions 304
III.3.1 L'Union Régionale des groupements d'intérêt économique de transformatrices de produits halieutiques « Santa Yalla » 305
III.3.2 L'Union des Opératrices de la Pêche Artisanale de la Grande Côte (U.O.P.A.G.C.) 310

CHAPITRE III :
PORTEE ET LIMITES DES INTERVENTIONS DE DEVELOPPEMENT : CONTRAINTES ET SUCCES 311

I – LES CONTRAINTES D'ORDRE CONJONCTUREL 314
I.1 L'enclavement des centres de transformation 314
I.2 Les infrastructures de la transformation artisanale 316
I.3 L'accès au crédit : l'exemple de la Caisse Nationale du Crédit Agricole (C.N.C.A.S.) 318
I.3.1 Les séquences des actions de la C.N.C.A.S 319
I.3.1.1 La période de financement timoré de la transformation artisanale : 1984 -1986 319
I.3.1.2 La période de « déclic » dans la distribution des crédits : 1986 - 1988 320
I.3.1.3 La période « d'audace » dans les financements de la C.N.C.A.S. : 1988 - 1990 321
I.3.2 Les problèmes rencontrés par la C.N.C.A.S. 321
I.3.2.1 Les conditions d'accès au crédit 322
I.3.2.2 Les difficultés de recouvrement 323
I.3.3 Les contraintes d'adaptation institutionnelles 323
I.3.4 Les axes de réformes souhaitables pour la C.N.C.A.S. 324
I.3.4.1 L'organisation et l'encadrement des transformatrices 325
I.3.4.2 La mobilisation et la gestion de l'épargne 325
I.3.4.3 La mobilisation des crédits 325

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I.4 L'alphabétisation et la formation : l'exemple du centre de Fass BOYE **326**

I.5 L'opération maîtrisards : l'exemple du Complexe de Transformation des Produits de la mer à Mbao (C.T.P.M) **327**

II – LES CONTRAINTES NOUVELLES **329**

II.1 La réduction du potentiel de production artisanale **329**

II.2 La saturation des marchés : l'exemple des pays du Golfe de Guinée **330**

II.3 La concurrence et la baisse de la rentabilité des unités de transformation **332**

II.4 L'amélioration des techniques, le transfert de technologies et l'engagement de l'Etat **333**

II.5 La saturation des espaces de transformation **334**

III – LES ALTERNATIVES ET LES DYNAMIQUES EMERGENTES **336**

III.1 Permanence et recul du cachet ethnique **337**

III.2 La percée des hommes **338**

III.3 Inégalités croissantes de l'évolution structurelle des sociétés et des activités **339**

III.4 Recul du rôle de l'Etat : nouveaux acteurs, nouveaux bailleurs, nouveaux enjeux **340**

III.5 Incertitudes sur les mutations en cours **341**

Conclusion **342**

CONCLUSION GENERALE **344**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION

La question sur les perspectives de développement de la transformation artisanale des produits de pêche suscite une réflexion à plusieurs voies, dont deux principales : **le genre et l'espace géographique.**

La première procède de l'approche « genre et développement », la transformation artisanale étant une « filière » dominée par des femmes. A ce propos, la relative attention portée au rôle des femmes est aussi récente que l'apparition du concept de développement. En effet, les idéaux de liberté vont, pendant et après la deuxième guerre mondiale en Occident - et dans les pays colonisés sous l'influence des mouvements de libération - pousser en faveur de la décolonisation des pays du sud. A partir des années 50, apparaissent les notions de « Tiers monde » et de « sous-développement » et se construit le mouvement « néo-féministe ». L'intérêt pour le rôle des femmes dans le développement est en fait issu des premiers résultats - négatifs - des actions de développement et de l'évolution des modes de pensée dans les diverses disciplines.

Au début de l'année 1980, par exemple, des organisations spécialisées dans le développement prennent acte du caractère inopérationnel des approches prônant l'intégration des femmes dans les projets de développement. L'USAID élabore un concept devant permettre de prendre en compte tous les aspects des rôles des femmes et de leur environnement.

La problématique du développement est dans cette optique perçue à travers ce qui fonde et qui pourrait faire évoluer les relations socio-économiques entre hommes et femmes, ou « relations de genre ». Le manque d'efficacité des approches jusqu'alors menées est attribué à leur « caractère incomplet et normatif ». En considérant les femmes comme un groupe spécifique, les actions de développement les ont isolées du reste du contexte global dans lequel elles sont actrices et de ce fait n'ont pu ni améliorer le niveau de vie de leurs familles, ni les soustraire de la « subordination » dont elles sont victimes. Les femmes sont considérées comme des bénéficiaires passives du développement et non des participantes, c'est-à-dire qu'elles ne jouent aucun rôle économique, ceci en vertu de leur rôle reproductif (maternité et éducation des enfants), rôle, estime-t-on le plus représentatif. Cette approche de « bien être » social, introduite par les autorités coloniales a été reproduite par les pouvoirs publics des Etats indépendants. Leurs programmes s'adressaient ainsi aux « groupes vulnérables » et par conséquent aux femmes considérées comme les garantes du bien-

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

être familial. En termes pratiques, cette approche s'est traduite par l'affirmation du rôle de l'État tant dans l'économie que dans le secteur social. C'est pourquoi dans de nombreux pays africains, ont été créés des ministères chargés de l'action sociale[1].

L'approche « genre et développement » prend en compte l'ensemble des variables - socioculturelles, politiques, économiques, juridiques - influençant la position sociale des femmes et des hommes. Au-delà du concept, c'est une méthode de réflexion pour l'action qui est proposée et qui vise à analyser, à travers la division sexuelle du travail, les conditions d'accès et d'utilisation des ressources par les diverses catégories d'acteurs, hommes et femmes. Autrement dit, ce cadre d'analyse aborde la place des femmes dans la division du travail, leur contribution économique, leur position sociale et leur participation dans les projets de développement.

L'approche « genre et développement », malgré son intérêt[2] soulève plusieurs questions complexes d'ordre sociologique, anthropologique, culturel, juridique, religieux, économique... que ce travail n'a pas pour objet de prendre en charge. En outre les problèmes méthodologiques dans l'analyse des rapports Femmes / Hommes dans la planification du développement sont autrement plus complexes ; ces rapports ne sont ni universels, ni statiques.

Les contraintes méthodologiques peuvent être liées, dans la collecte des données, à la définition et aux mesures des dimensions économiques. Les éclairages conceptuels ne prennent pas toujours en charge les spécificités spatio-démographiques des zones d'intervention. Deux limites permettent d'illustrer ces difficultés.

La première découle, dans la définition de l'activité économique, de l'établissement de la limite entre la production domestique et la production pour la vente et l'échange. Dans les espaces ruraux par exemple, en ce qui concerne le travail des femmes la part de la production réservée à

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[1] Au Sénégal, par exemple, créé en 1978, le Secrétariat d'Etat à la condition féminine devait, en 1980, fusionner avec celui de la promotion humaine. En 1981, un ministère du développement social, dans lequel la condition féminine devenait une direction, vit le jour.

[2] Le Plan d'action de Lagos de 1980, adopté par les chefs d'Etat africains et le Programme prioritaire pour le Redressement Economique de l'Afrique (adopté par la quinzième session du Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine en 1989 à Addis -Abéba) avait recommandé la pleine intégration des femmes dans le processus de développement et la suppression des contraintes limitant cette participation. Dans le même ordre d'idées, la Déclaration de Khartoum de 1985 avait vivement préconisé qu' « une attention particulière fût accordée aux questions de genre dans la conception des programmes d'ajustement structurel ».

l'autoconsommation du ménage et celle destinée à la commercialisation ne sont pas clairement établies.

La deuxième, dans la représentation du calendrier de travail, est le défaut de connaissance des horaires exacts ; certaines activités (débarquement des prises, sélection des espèces, transport, traitement, entreposage, transformation, vente de la production) ne se déroulent pas à des moments précis, d'autres se déroulent simultanément. Par ailleurs, l'emploi du temps des transformatrices est affecté par des facteurs internes (taille de la famille, cérémonies familiales) et des facteurs externes (variation des saisons, intempéries).

La deuxième voie procède de l'approche mettant l'accent sur la transformation artisanale dans sa dimension géographique. Elle prend en charge son espace, ses mutations, ses problèmes et ses perspectives de développement. De ce point de vue, elle analyse, sur une période relativement longue, les incidences des théories et pratiques du développement (État, bailleurs de fonds) sur la « filière » afin d'identifier leur signification et leurs limites d'une part, de préciser les stratégies à adopter, d'autre part.

Dans ce cadre, faut-il le rappeler, la transformation artisanale absorbe 30 à 40 % des débarquements de la pêche piroguière maritime (poissons, crustacés et mollusques) auxquels s'ajoutent les « rebuts » de la pêche industrielle. Malgré leur importance économique et sociale, « les traitements locaux », sur la base des théories qui relèvent plus du domaine des représentations que de celui de l'analyse, ont été marginalisés. Les procédés de la transformation artisanale ont été considérés comme peu productifs, « peu évolutifs et malsains ».

Les autorités coloniales avaient systématiquement privilégié la pêche et la transformation à forme européenne au détriment des systèmes de production locaux. A partir de 1970, les pouvoirs publics sénégalais ont considéré la pêche maritime comme un facteur de croissance économique. L'agriculture dépressive parvenait à peine « à nourrir son homme ». En dépit de ce constat et de l'importance des investissements réalisés dans le secteur de la pêche[3], les planificateurs de développement n'ont jamais pris en compte les spécificités et les besoins de la transformation

[3] La pêche artisanale, par exemple, a bénéficié de nombreux projets de développement : la motorisation des pirogues, la diffusion des sennes tournante et coulissante, les projets de cordiers côtiers et sardiniers artisanaux, les équipements et les structures de commercialisation, l'organisation de la profession des maréyeurs... en sont les plus significatifs.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

artisanale. La pêche maritime, piroguière et industrielle absorbait tout. La transformation artisanale évolua alors à partir « d'actions plus ou moins ponctuelles, plus ou moins juxtaposées » tantôt sur les techniques de production, tantôt sur l'équipement. Tout cela s'est opéré sur la base de dons de matériels, parfois sans rapport avec les besoins réels des artisans.

Paradoxalement, toutes les interventions au profit de la pêche maritime ont engendré des effets non recherchés sur la transformation artisanale. La capacité d'adaptation de ses acteurs aux mutations récentes de l'économie sénégalaise, l'évolution de ses techniques, l'accroissement de sa production etc... ont facilité son insertion dans l'économie de marché. Néanmoins, elle demeure encore à la périphérie des projets de développement de la pêche maritime.

Depuis 1980, l'État sénégalais est progressivement amené à se désengager financièrement des interventions de développement en raison, d'une part des échecs des politiques de développement antérieures et, d'autre part du choix des pouvoirs publics d'appliquer les mesures d'austérité imposées par des « institutions à politique mondialisante » comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Or durant ces mêmes années, la transformation artisanale approchait non seulement les limites de ses possibilités d'autofinancement et d'exploitation optimale des débarquements qui lui sont accessibles, mais aussi se heurtait de plus en plus à des contraintes nouvelles.

La dynamique ainsi conçue soulève certaines questions.

D'abord, celle des fondements théoriques des opérations de développement : « **Quelles que soient les écoles, les théories et les divergences qu'elles impliquent, le « développement » est une idéologie et une pratique politique, économique et sociale dont les résultats contredisent son contenu théorique. Le véritable centre de décision et d'initiatives, les bénéficiaires des profits réalisés, les progrès quantitatifs et qualitatifs sont pratiquement étrangers aux sociétés faisant l'objet des « études », « des idées de recherches », « interventions », « actions », « projets », « opérations », « expériences » et autres formules-chocs savamment dosées et administrées. Dans l'ensemble, quels que soient les concepts proposés par les spécialistes, la pratique ne donne pas aux sociétés [...], fortes de leurs expériences, de leurs acquis, de leurs « psychologies », [...], « la maîtrise des moyens de leur développement, y compris les moyens idéologiques et culturels** ».[4]

[4] BA C. 1986 : Les Peuls du Sénégal. Etude géographique. Dakar N.E.A. p. 227.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ensuite, les interventions publiques en faveur de la transformation artisanale ont été plutôt orientées vers les effets que vers les causes de certains phénomènes. Les opérations de dons et le sous-équipement des transformatrices sont significatifs de cet état de fait.

Le troisième élément de faiblesse se résume aux conditions de travail précaires et peu favorables à la production artisanale. La périphérisation de la transformation artisanale dans « l'anonymat du capitalisme mondial » évolue peu à peu vers une marginalisation géographique. Dans les centres urbains, le clivage entre mareyage et transformation artisanale se traduit de plus en plus par la mise en place d'infrastructures dont l'usage est exclusivement réservé aux mareyeurs (marchés centraux de poissons frais, chaîne de froid, ports de débarquements...).

Enfin, la transformation artisanale souffre d'une crise en tenaille. L'étau se resserre autour d'elle. L'avancée de la mer et la progression spatio-démographique du front urbain au détriment des espaces de la production artisanale en sont les aspects majeurs. Considérant les résultats mitigés de la pêche industrielle[5] (base industrielle, effets de surexploitation des stocks, remboursements des dettes différés...) enregistrés depuis près de trois décennies, les transformatrices n'ont-elles pas le droit de se poser des questions ? En définissant les objectifs et les moyens du développement de la pêche maritime, les pouvoirs publics ne se sont-ils pas trompés d'option en orientant l'essentiel des investissements vers la production sans, en aval, assurer à la transformation des conditions pérennes pour mieux valoriser les débarquements et contribuer à la satisfaction des besoins alimentaires (protéines animales) dans un contexte de forte paupérisation nationale ? Quelle a été, quelle est, quelle devrait être la place de la transformation artisanale des produits de pêche dans les choix et les actions en matière de planification du développement ? Des alternatives seront proposées au troisième chapitre de cette présente partie. Auparavant, la diversité des communautés de transformatrices, des structures mises en place et celles liées à la régionalisation des actions de développement seront successivement analysées.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[5] Dans certains pays du Tiers Monde où la pêche industrielle prédomine en association avec des trafics internationaux intenses, les produits congelés tendent à supplanter dans les grandes villes les produits transformés. Ce sont, par exemple, le Brésil, le Chili, la Côte d'Ivoire... A l'inverse, dans d'autres pays comme les pays africains continentaux, à tradition de pêche (Niger) ou dans les pays côtiers où la pêche artisanale persiste, voire se substitue à la pêche industrielle, coûteuse à maintenir en place (flottille vétuste), le secteur de la transformation artisanale est dynamique et évolue (Sénégal, République de Guinée, Gambie...).

CHAPITRE I :
DIVERSITE DES COMMUNAUTES DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE ET EVOLUTION DE LEURS EFFECTIFS.

Les acteurs du traitement artisanal des produits de la pêche forment un ensemble de groupes différenciés, structurés en fonction de leurs croyances, de leurs religions, de leurs origines géographiques et qui présente des clivages par sexe, âge, fraternité, alliance, associations... Les pêcheurs en constituent la base ethnique. Ainsi, nous évoquerons brièvement la formation de ces hommes de la mer avant d'analyser l'évolution des effectifs de la transformation artisanale.

I - LA DIVERSITÉ DES COMMUNAUTÉS DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE .

Dans les pêcheries artisanales maritimes, le rôle des femmes dans l'organisation des activités économiques et sociales (la production et la transmission des rôles économiques d'ascendant à descendant) est important. Elles assurent une double fonction de reproduction sociale et de production économique.

La première fonction intègre toute l'activité domestique : l'entretien de la maison et des enfants, l'approvisionnement en eau et bois de chauffe, la préparation des repas, les soins à donner aux enfants et aux malades...

Quant à la fonction de production, les femmes peuvent soit associer l'agriculture au micro-mareyage ou à la transformation artisanale, soit se consacrer uniquement à l'une des activités. En effet si les activités des hommes restent organisées autour de la pêche, celles des femmes se situent essentiellement dans la commercialisation et la transformation des produits de la pêche.

Les communautés de pêcheurs principalement concernées par la transformation artisanale sont les wolof de Saint-Louis, les lebu de la Presqu'île du Cap-Vert, les serer de la Petite Côte et des îles du Saloum et les joola de la Basse Casamance.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1-1. Les pêcheurs de la vallée du fleuve Sénégal et de Saint-Louis

La transformation artisanale le long des vallées des fleuves n'est pas explicitement étudiée dans le cadre de ce travail ; cependant connaître les hommes de la pêche fluviale s'avère utile : en migrant vers le littoral, ils ont contribué à l'émergence de villages de pêcheurs et au développement des pêcheries maritimes artisanales.

Les cubalo et les walo-walo forment les principaux groupes de pêcheurs de la vallée du Sénégal. Sous l'impulsion de facteurs historiques et économiques, ils ont progressivement migré vers le littoral et ont participé à l'émergence des sociétés de pêcheurs de Saint-Louis : les Guet-ndariens.

- Les pêcheurs de la moyenne vallée, d'ethnie tukulēr, portaient le nom de cubalo. Grâce à leur grande habileté dans l'art de la pêche, leur connaissance « des mystères des eaux », ils inspiraient le respect. La pêche, pratiquée à la ligne, à l'aide de filets et de pièges, était leur principale source de revenus ; cependant ils tiraient aussi quelques profits des taxes perçues sur les éleveurs lors des traversées des cours d'eau par les troupeaux. A la suite de la baisse progressive de l'importance de la pêche dans le fleuve, des subalbé ont, depuis le XIXe siècle migré vers d'autres régions du pays et plus spécifiquement vers le littoral de Saint-Louis où ils se mêlèrent aux groupes walo-walo déjà installés.
- Les walo-walo, pêcheurs wolof de la région du bas fleuve Sénégal, s'adonnaient à la culture de décrue pendant la saison sèche. A partir du XVIII[e] siècle, lors des crues, ils prirent l'habitude de s'installer sous des campements provisoires sur la langue de Barbarie ; dès la fin de la saison des pluies, ils reprenaient le chemin de leur village. Progressivement des familles s'installèrent à demeure et édifièrent un habitat permanent. L'expansion de la « ville européenne», au cours du XIX[e] siècle, incita des populations de plus en plus nombreuses à se fixer sur cette flèche littorale, avant de devenir un quartier de Saint-Louis. Ces mutations, sommairement évoquées, marquent la naissance du « village » de Guet-Ndar[6].

Au XIX[e] siècle, la pêche fluviale et maritime constituait l'activité exclusive pour la majorité des guet-ndariens. Ils fréquentaient des bancs rocheux situés entre 5 et 6 miles au large ; pendant la

[6] La Langue de Barbarie aurait servi de parc à bestiaux (gétt) pour les habitants de Saint-Louis (Ndar) d'où le nom de Guet Ndar donné au nouveau village.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

saison sèche, certains migraient vers le sud et au début du XX^{ème} siècle, leurs migrations les conduisaient dans la baie de Yoff, à Dakar, à Rufisque et même en Base Casamance.

En 1908, GRUVEL[7] notait que les « **ouolof qui se livrent à la pêche à Dakar et à Rufisque viennent à peu près, sinon tous, de Guet-Ndar ; ils arrivent vers le mois de novembre et repartent en mars-avril, d'autres se rendent jusqu'en Casamance d'où ils reviennent soit en se faisant remorquer par un vapeur, soit, le plus souvent, en hissant leur pirogue à bord** ».

Quelques guet ndariens, parallèlement à leurs activités de pêche, pratiquaient le commerce du sel acheté dans les salines proches de l'embouchure et le revendaient dans les escales le long du fleuve Sénégal. Aujourd'hui, les guet ndariens forment la communauté de pêcheurs la plus importante, la plus homogène et la plus dynamique du littoral sénégalais.

1-2. Les lebu, pêcheurs paysans de la Presqu'île du Cap Vert et de la Petite Côte

Ils proviendraient d'un métissage de populations soce, wolof et serer. Ils se seraient « formés sur un fond socé et sérer modifié profondément par des apports wolof » (MICHEL C. 1934). Au début du XIX^{e} siècle les pays lebu[8] s'étendaient le long du littoral, depuis les Petites Mamelles (situées entre Mboro et le Lac Tanma) au nord, jusqu'à Bargny et Yenne au sud. Les lebu forment la base ethnique des villages côtiers de Yoff, Ngor, Ouakam, Cambérène, Rufisque... leur espace d'extension n'a guère varié depuis.

Les lebu, au même titre que les guet ndariens, sont des « pêcheurs par excellence » ; mais les premiers, à la différence des seconds, n'étaient pas entièrement spécialisés dans l'exploitation des ressources halieutiques. En saison des pluies, la pêche était momentanément suspendue au profit des activités agricoles.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[7] GRUVEL A. op.cit. p. 91

[8] Selon BALANDIER et MERCIER, leur origine géographique serait la région de Hodh, du Tagant ou de l'Adrar en Mauritanie. Installés le long de la moyenne vallée du fleuve Sénégal et autour du lac de Guiers sous la pression des conquérants venus du nord entre le Xe et le XIII siècles, ils se seraient initiés à la pêche au contact avec des Sulbalbé qu'ils quittèrent à la fin du XVIe siècle pour amorcer leur établissement dans la presqu'île du Cap Vert où ils fondèrent vers 1790 une république théocratique musulmane indépendante. A partir de 1860, encouragés par les autorités coloniales en lutte contre le Kayor, des lebu de Dakar et de Yoff fondèrent le village de Kayar devenu un des plus grands centres de pêche et transformation artisanale du Sénégal.

1-3. Les Serer

Les Serer vivent essentiellement dans les régions de Thiès, Diourbel, Fatick et Kaolack; leurs ancêtres seraient originaires des rives du fleuve Sénégal, l'ancien royaume du Fouta Toro. Dès leur arrivée sur la Petite Côte et dans les îles du Saloum, ils entrèrent en contact avec des communautés de pêcheurs qui, durant des siècles, avaient édifié des amas coquilliers.

Au début du XX siècle, les Serer installés dans les villages de la Petite Côte - Ngaparou, Mbour, Nianning, Joal, Fadhiout - se livraient à la pêche de façon conjoncturelle (GRUVEL, 1908) ; ils consacraient l'essentiel de leur temps aux activités agricoles.

Dans les îles du Saloum, les niominka (du mandingue niumi = littoral, nka = homme donc niuminka = homme du littoral) issus d'un brassage entre éléments serer et conquérants mandingue (MARTIN et BECKER,1979) s'adonnaient à la pêche en saison sèche, le reste du temps étant consacré à l'agriculture. Des sources concordantes révèlent une spécialisation plus ancienne des serer niuminka à la pêche que pour ceux de la Petite Côte. Le transport des divers produits halieutiques, agricoles entre les belons et le long du littoral leur procurait un complément de ressources.

1-4. Les joola, agriculteurs, « pêcheurs occasionnels »

Ce groupe ethnique forme un peuplement assez homogène en Basse Casamance, où il côtoie plusieurs autres groupes : les baïnouk, les mandjack, les mankagn, les balant ou les papel. Depuis le XIX^{ème} siècle, le joola se consacre avant tout à la riziculture et dans une moindre mesure à l'élevage. Un petit artisanat fournissait les objets de première nécessité (vannerie, poterie) et pendant la saison sèche les hommes réservaient une partie de leur temps à la récolte du vin de palme, les femmes à celle de l'huile de palme.

L'exploitation des ressources halieutiques représentait pour les joola une activité secondaire, occasionnelle pratiquée dans les marigots, les belons et l'estuaire. L'océan atlantique considéré comme « hostile et dangereux » ne faisait l'objet d'aucune exploitation notable. « **C'est quand l'envie de manger du poisson les pousse, qu'ils se réunissent en bandes plus ou moins nombreuses et vont à la pêche comme à une partie de plaisir** » écrivait GRUVEL en 1908. Les marchés des principaux villages en bordure de l'estuaire étaient approvisionnés en poisson frais par

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

des saisonniers Lebu et Guet ndariens ou par des Portugais qui se livraient à la pêche « de façon irrégulière à proximité de Ziguinchor ».

Le caractère « pêcheur » ou « non pêcheur » des joola a soulevé des controverses qu'il importe d'évoquer brièvement ici.

Selon une étude du CRODT (1985, n° 104) une première hypothèse présente les joola comme des « non pêcheurs ». Cette vision ne serait pas historiquement fondée et résulterait d'une certaine compréhension de la pêche assimilée à ses pratiques modernes et maritimes. L'exploitation des ressources halieutiques n'est pas événementielle en Basse Casamance ; elle y est une occupation de longue durée, « celle des civilisations ». Toute la technologie « ingénieuse et sophistiquée » adaptée à l'exploitation des ressources piscicoles - fleuves, rivières, marigots - confirme cette hypothèse.

Malgré la pertinence de cette vision, il est possible d'avancer qu'à la différence des cubalo de la région de Saint-Louis, les populations du domaine fluvio-maritime ne seraient pas spécialisées dans la pêche ; cette activité ne découle pas, dans l'économie locale, d'une division ou d'une spécialisation du travail. A ce propos, PELISSIER observait en 1966 que les joola « **âpres propriétaires terriens, se désintéressent de l'exploitation de leur domaine marin. Contrairement à la situation que nous avons enregistrée en pays niominka, où les villages se sont strictement partagés la propriété des eaux et des lieux de pêche, aucun droit ne pèse sur les marigots ; aucune institution n'y limite ou n'y contrôle la pêche. Ainsi est-elle essentiellement le fait d'étrangers, en particulier les Sérer - Niominka**»[9].

En somme, il est possible de retenir que la pêche à l'échelle d'une économie marchande, est une innovation externe. Elle est le produit de communautés migrantes qui l'ont propulsée au rang d'un « art maîtrisé » à l'intérieur d'une économie de marché. Les migrations de pêcheurs ont donc largement contribué à l'effacement relatif des activités agricoles traditionnelles au profit des activités liées à la mer.

[9] PELISSIER P. 1966 : Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance. Paris, p. 770.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Au début du XX^{e} siècle, par l'importance des effectifs de pêcheurs spécialisés dans la pêche maritime, le Sénégal occupait une position stratégique au sein des colonies ouest africaines disposant d'une façade océanique. Même si les premiers chiffres fournis par GRUVEL sont sujets à caution, le pays possédait en 1908 un parc de près d'un millier de pirogues[10], soit un effectif de 3000 à 4 000 pêcheurs (en considérant comme probable un équipage de 3 à 4 personnes par embarcation).

Ces effectifs paraissent faibles par rapport à la situation de 1996 : 11 600 pirogues dont 9 300 motorisées (80 %), près de 40 000 pêcheurs. Mais à l'aube du XXe siècle, ils s'avéraient importants comparés à ceux des autres pays africains riverains de l'Atlantique et du Golfe de Guinée dans lesquels les vrais pêcheurs exerçant leurs activités sur l'océan et commercialisant leurs prises constituaient une « infime minorité ».

II- ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE

C'est essentiellement au sein des communautés de pêcheurs remaniées sans cesse par des brassages ethniques multiples que d'importants groupes d'artisans de la transformation organisent leurs activités. Il est ardu de préciser leur nombre, néanmoins des données, certes disparates, existent et fournissent des ordres de grandeur susceptibles d'animer une réflexion autour de l'évolution des effectifs du monde de la transformation artisanale. Retenons pour l'essentiel que les chiffres qui sous-tendent les hypothèses restent très variables en fonction de l'intensité et de la durée des activités des pêcheries. En outre, certains chiffres ne concernent que les transformatrices membres des coopératives ou de tout autre groupement (G.I.E ou G.F) ; ainsi des centaines de transformatrices individuelles ne sont pas recensées.

Le traitement des données obtenues permet d'identifier trois grandes périodes allant de 1975 à 1996. Elles seront analysées en tenant compte du contexte international et national.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[10] Estimations du parc piroguier le long du littoral sénégalais (GRUVEL, 1908)

Saint-Louis :	500 pirogues	Mbour :	20 pirogues	Dakar :	30 pirogues	Nianning :	8 pirogues
Rufisque :	100 pirogues	Ngazobil :	5 pirogues	Somone :	10 pirogues	Fadiouth :	100pirogues
Ngaparou :	10 pirogues	Saloum :	200 pirogues				

II.1 De 1975 à 1985 : une évolution marquée par l'inauguration de la décennie des Nations Unies pour la femme et les effets de la modernisation des techniques de capture de la pêche artisanale.

Entre 1975 et 1985, l'effectif des transformatrices recensées le long du littoral sénégalais passe de 1550 à 3750 (CRODT, D.O.P.M.Services des Pêches). Les leviers de cette évolution sont à la fois d'ordre externe et interne.

D'un côté, le contexte international est favorable à l'intégration des femmes dans les actions de développement. Dans les années 1980, la détérioration des économies des pays du Sud pose le problème du rôle de l'Etat dans le développement. La mise sous ajustement des « pays pauvres » par le FMI focalise le débat sur la responsabilisation des producteurs. L'efficacité devient un concept clef ; non seulement la recherche de l'efficacité s'impose du point de vue macro-économique (assainissement de la gestion de l'Etat, augmentation des exportations) mais elle concerne aussi l'économie familiale. La sécheresse et la crise économique ont accentué les migrations des hommes et propulsé en avant les femmes ; celles-ci apparaissent comme les garantes de la survie des familles. L'importance de leur rôle économique et domestique est ainsi mise en avant : en 1975, la décennie des nations Unies pour les femmes est inaugurée, l'intégration des femmes dans les actions de développement (IFD) est l'approche dominante et plusieurs programmes en faveur des femmes seront mis en place. La transformation artisanale, en tant que secteur dominé par les femmes, n'a pas échappé à cette dynamique.

De l'autre, les pouvoirs publics sénégalais manifestent une volonté pour améliorer les conditions du mareyage. La modernisation des techniques de capture de la pêche artisanale maritime - la motorisation et l'usage de la senne tournante et coulissante - a favorisé un accroissement exceptionnel des débarquements (de 133 000 tonnes en 1970 à 276 000 tonnes en 1975 et 226 700 tonnes en 1978) sans, en contre partie, la mise en place d'un programme cohérent d'infrastructures de conservation pour rentabiliser les « surproductions ». En effet tous les projets exécutés dans cette perspective ont dans l'ensemble échoué; il s'agit surtout d'un programme relatif à la mise en place d'une « chaîne de froid » (Annexe XVII) et de l'expérience du CAPAS.

Le programme de la « chaîne de froid », correspondant à une logique en apparence cohérente et à une préoccupation fort louable, était mal adapté aux réalités économiques et sociales du pays.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'utilisation d'unités de stockage dans le froid exige que l'on prenne en compte, dans la gestion des installations, l'amortissement du capital investi et les frais de fonctionnement (consommation d'électricité, rémunération de personnel...). Autant d'éléments qu'il faut incorporer sur le prix de la vente de poisson. L'élévation du coût de la denrée n'a pas été supportée par les populations aux revenus très bas. Ainsi, il est aisé de comprendre que quelques frigos, installés dans l'intérieur du pays n'aient pratiquement jamais fonctionné(carte18). L'exécution de ce programme - chaîne côtière et chaîne intérieure - devant théoriquement ajouter son effet positif à celui de l'extension des voies routières, n'a été qu'un mirage.

L'expérience de CAPAS (carte 18) était une intervention du Canada dans le domaine de la commercialisation du poisson frais, un prolongement « logique » de l'assistance accordée pour soutenir l'effort de motorisation des pirogues parvenues, à son terme en 1976. Malgré ses finalités généreuses et ambitieuses - accroître le revenu du pêcheur, assurer le ravitaillement en produits de qualité des régions rurales mal desservies par le mareyage traditionnel - le projet ne souleva guère l'enthousiasme des mareyeurs, qui se sentirent menacés. Son échec fut imputé à plusieurs causes :

- le choix « délibéré », à l'origine, d'accepter des pertes pour capter les débarquements et gagner des marchés ; en 1983, le changement d'orientation en se conformant aux lois du marché, n'a pas amélioré la situation ;

- l'insuffisance du matériel roulant ;

- la mauvaise utilisation des véhicules qui, fréquemment surchargés, se détériorent vite et subissent des accidents ;

- l'impossibilité d'accroître les prix de vente en raison de la faiblesse du pouvoir d'achat des populations rurales et de l'impitoyable concurrence des mareyeurs.

Le placage de ce système de commercialisation d'un pays industrialisé sur un pays en voie de développement a posé à nouveau la problématique de l'efficacité et de l'opportunité de la coopération bilatérale d'une part, de l'intégration de l'aide d'autre part.

Dans ce contexte global, la transformation artisanale aux conditions d'accès faciles, a polarisé des centaines, voire des milliers de femmes en provenance de toutes les régions pour exploiter toutes les opportunités offertes par les pêcheries depuis le stade de la valorisation des « surproductions » et de ses activités induites (transport et traitement de la matière première, système d'emballage, transport et vente de combustible, évacuation de déchets divers...) jusqu'à celui de la commercialisation. En 1983, par exemple, le nombre de membres des coopératives de transformation était estimé à 3430. (tableau 35)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 35 : Les coopératives de transformation le long du littoral Sénégalais en 1983.

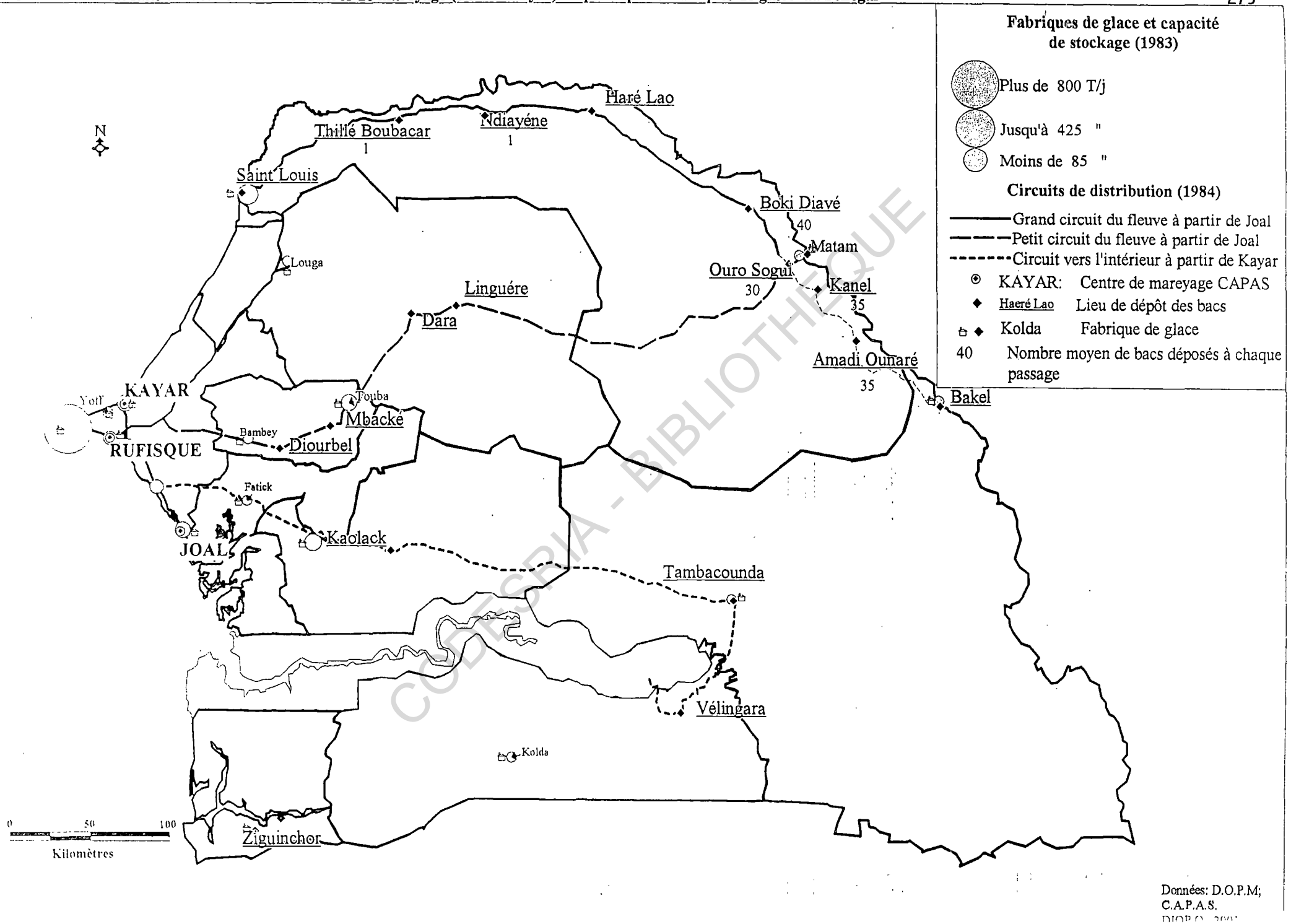
REGION	CENTRE	NBRE DE MEMBRES	
		Femmes	Hommes
Saint-Louis	Saint-Louis	115	00
Dakar	Yoff	150	00
	Thiaroye/mer	64	00
	Rufisque	70	00
	Bargny	420	00
	Yenne	200	00
	Niangal	135	00
Thiès	Fass Boye	41	00
	Kayar	65	00
	Ndayane	171	00
	Mbour	1 100	31
	Pointe Sarène	25	00
	Joal	380	10
Sine Saloum	Dionewar	171	00
	Missirah	176	00
Casamance	Elinkine	70	00
	Kafountine	36	00
Total		3389	41

Source : D.O.P.M

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'examen du tableau 36 fait ressortir le rôle dominant des femmes (3389 sur 3430 artisans, soit 98,8 %) et l'importance des effectifs de la région de Thiès (1823, 53 %) en général et du centre de Mbour (62 % du total régional et 33 % au niveau national) en particulier.

Mais depuis 1986, d'autres paramètres ont infléchi l 'évolution tendancielle des effectifs de la production artisanale.



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 2 : De 1986 à 1991 : la stabilisation des effectifs

Après une décennie marquée par une évolution fulgurante des effectifs de la transformation artisanale, s'installe une période de stabilisation. Les divers programmes initiés pour faciliter l'intégration des femmes dans les actions de développement avaient crée une forte attente auprès de ces populations. Mais les échecs de nombreux projets ponctués par des programmes de dons de matériels très souvent inadaptés (faits par des élus locaux pour s'attirer une clientèle politique à la veille des élections) ont atténué l'ampleur des flux migratoires vers la transformation artisanale considérée comme un secteur « refuge » dont l'effectif oscillait entre 3620 actifs en 1986 et 3700 en 1990. Dans certaines régions, les effectifs ont même chuté. Ainsi à Saint-Louis, ils sont passés de 312 transformatrices en 1987 à 260 en 1989 ; il en va de même pour la région de Ziguinchor qui, confrontée à la « crise casamançaise », a enregistré une baisse de 6 % de ses effectifs : 102 en 1989 contre 108 en 1987 (C.R.O.D.T., D.O.P.M., Services des Pêches).

Toutefois, les effets combinés des programmes « genre et développement » et des mutations économiques internes liées à la crise des industries de la pêche vont redynamiser l'évolution des effectifs.

II. 3 : De 1992 à 1996 : la reprise de la croissance des effectifs

La mise en cause des modèles de développement antérieurs à l'approche « genre et développement », la dénonciation du hiatus existant entre l'importance du rôle économique des femmes et leur « invisibilité » dans les statistiques nationales et les projets de développement, les critiques formulées[11] par les études « féministes » sur les appuis apportés aux femmes dans les domaines considérés comme relevant de leur rôle domestique (alphabétisation, santé, hygiène familial), ont eu un écho favorable au Sénégal[12] où d'autres paramètres ont contribué à propulser les femmes dans plusieurs actions de développement d' « activités génératrices de revenus ». La crise des industries de pêche, les effets contradictoires de la dévaluation du F C.F.A. et la normalisation européenne constituent les principaux aspects de ce contexte national.

[11] Ces études démontrent que les activités créatrices de revenus pour les femmes ne sont en fait qu'un artifice car elles ne touchent que leurs tâches ménagères et donc elles ne changent pas la situation des femmes.

[12] Depuis trois décennies, presque toutes les résolutions, conventions, dispositions et recommandations internationales concernant les femmes ont été adoptées, signées et ratifiées par l'Etat sénégalais qui s'est alors engagé à les faire respecter, appliquer.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les problèmes des industries de la pêche ont libéré une importante main d'œuvre féminine au profit du micro-mareyage et surtout de la transformation artisanale. Deux exemples illustratifs permettent d'en saisir les principaux aspects.

- Les péripéties mouvementées de AFRICAMER[13] - dépôt de bilan, suspension en juillet 1993 par la SENELEC de la fourniture d'électricité pour non paiement d'arriérés de 515 millions de FCFA, refus des banques (SGBS, Crédit Lyonnais, CBAO) de verser 850 millions de FCFA pour couvrir les besoins en fonds de roulement... - ont mis en chômage total ou partiel 2500 à 3000 travailleurs (dont 95 % sont des femmes) qui se sont rués vers les activités de pêche. Dans la même foulée Armand OBERT Directeur général de AFRICAMER[14] avait mis « en congé forcé », en décembre 1993, 1000 employés (saisonniers et permanents) en raison « des règles de concurrence mal définies » (dumping) dont son entreprise a été victime.

- Le deuxième exemple illustre la fragilité de l'industrie du thon : la faiblesse des offres de matières premières[15], les constitutions de stocks de sécurité par les distributeurs européens, la position attentiste des importateurs américains pour acheter au prix le plus bas du marché les conserves du sud-est asiatique, l'activité saisonnière de 6 mois sur 12, la suspension des accords de pêche d'octobre 1996 à mai 1997 ayant empêché la venue des bateaux thoniers européens au Sénégal etc. représentent les principales caractéristiques de cette vulnérabilité.

Les contraintes des industries sénégalaises ont été accentuées par les incidences contradictoires de la dévaluation du FCFA et les impératifs de la normalisation.

Les perspectives de gain de compétitivité escomptées à la suite de la dévaluation se sont traduites par des effets plutôt négatifs dans le sens de l'augmentation du niveau des coûts des

[13] AFRICAMER est une entreprise sénégalaise de pêche fondée en 1979. En l'espace de 10 ans, elle avait enregistré une croissance exceptionnelle ; ainsi, en 1989, son chiffre d'affaires était estimé à près de 16 milliards de F CFA, le nombre de ses employés permanents et saisonniers à 2400 agents et son bénéfice à 2 milliards 300 millions de F CFA. Mais dès 1990, l'ouverture du capital à OHO MBONGO (un Congolais) marque le début de la décadence. (cf. Sud Quotidien n° 130, p.1).

[14] Voir SUD QUOTIDIEN n° 209 pp 1-3

[15] A ce propos Youssoupha WADE (actuel président du CNPet ex-président du Groupement des Armateurs et Industriels de la Pêche au Sénégal) précise que « 90 % du thon traité au Sénégal est importé essentiellement d'Espagne et de France. Il est ardu de combler ce vide car les armateurs sénégalais ne sont pas encore en mesure de s'équiper en thonier en raison de la lourdeur des investissements qui peuvent atteindre les dix milliards de F CFA. Ce qui représente trois fois le prix d'une usine ». (Sud Quotidien du 8 novembre 1996).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

principaux facteurs de production (eau, électricité, téléphone), du prix des emballages et de celui des équipements de base (filets, moteurs, pièces détachées) de la pêche artisanale maritime (60 à 200 %)

En outre, la cherté du fret aérien, l'insuffisance des fréquences de vol, la faiblesse des capacités offertes[16] et la suppression de la subvention à l'exportation ont amplifié la crise des industries sénégalaises de pêche.

L'Union Européenne aussi a pesé sur le secteur de la pêche en définissant de « nouvelles normes incontournables » pour toute denrée susceptible d'être vendue sur le marché européen. L'U.E. a obligé depuis 1994 plusieurs opérateurs économiques à modifier leurs méthodes de travail. La nouvelle réglementation sanitaire impose une obligation de résultat et une obligation de moyens, les installations et les méthodes devant répondre à des normes précises élaborées par l'Union Européenne. En somme, c'est l'ensemble de la filière qui est concernée, de la capture au transport en passant par le transbordement et la transformation.

Après une évaluation en mi-1998, « **30 % des entreprises étaient aux normes..., 50 % n'ont pas encore atteint un niveau satisfaisant, freinées par l'importance des investissements à réaliser. Et 20 % n'ont accompli aucune modification, ce sont pour la plupart des petites entreprises qui exportent des produits frais entiers, comportant de faibles risques sanitaires...** »[17].

Ce processus de normalisation, en privant certaines entreprises de leurs activités, a accru les possibilités d'offres des matières premières et a libéré une main d'œuvre féminine et jeune au profit de la transformation artisanale. Nous avons évoqué le premier aspect (cf. approvisionnement de la transformation artisanale en matières premières) ; en ce qui concerne le second, le tableau 36 donne un aperçu sur l'évolution des effectifs de la transformation artisanale le long du littoral sénégalais, entre 1991 et 1996.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[16] Cheikh A.T. DIOP directeur général de la société de pêche DA-BEL indexe le fret comme le premier obstacle de taille à surmonter par les opérateurs sénégalais. Sur cette question, il fournit un exemple : « une fois, la compagnie aérienne auprès de laquelle j'avais réservé 3 tonnes de fret à destination d'Athènes, m'a fait savoir, au dernier moment, qu'elle n'aurait de la place que pour 1 tonne alors que le poisson était déjà sorti des congélateurs et conditionné pour le voyage ». Le SOLEIL n° 8360 du 15 avril 1998, p.10.

[17] Marchés Tropicaux et Méditerranéens : Le SENEGAL. Hors série Avril 1999, p. 21

Tableau 36 : Evolution des effectifs de la transformation artisanale le long du littoral sénégalais.

REGIONS	ANNEES					
	1991	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**
Saint-Louis	700	700	730	900	1000	1100
Louga	199	209	437	689	860	1032
Thiès	1510	1594	1753	1887	2144	3080
Dakar	719	1016	1085	1190	1300	1411
Fatick	106	118	134	160	197	235
Kaolack	87	95	99	107	102	108
Ziguinchor[18]	182	163	206	280	295	349
	3503	**3895**	**4444**	**5213**	**5898**	**7315**

Sources : - Services régionaux et départementaux des pêches maritimes
- DOPM - Enquêtes de terrain (Avril et Août 1996)

Un examen attentif du tableau 37 nous permet de mettre en relief quelques aspects significatifs de la dynamique d'évolution des effectifs des acteurs de la production artisanale.

La région de Thiès conserve sa position de leader aussi bien pour le volume des produits traités que pour le nombre des acteurs : les centres de Mbour, Joal et Kayar restent au coeur de cette expansion.

L'évolution des effectifs est spectaculaire dans la région de Louga qui ne dispose que de deux principaux sites de débarquements ; cependant le centre de Lompoul et plus récemment celui de Potou polarisent de plus en plus du monde. De 199 en 1991, le nombre d'actifs est passé à 1032 en 1996, soit un taux moyen annuel de croissance de l'ordre de 70 %. Il en va de même pour la région de Fatick où les activités agricoles ont été fragilisées par la salinisation des terres.

Dans la région de Ziguinchor, la « crise casamançaise » a chassé les populations rurales dont une partie s'est consacrée soit au micro-mareyage, soit à la transformation artisanale dans les centres urbains, Ziguinchor et Bignona surtout.

[18] L'évolution des effectifs ne concerne que les membres des GIE de l'Union Régionale « Santa Yalla »

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les transformatrices de produits halieutiques forment des communautés très différenciées sur le littoral sénégalais. Formé d'épouses ou de parents collatéraux (sœurs, tantes, cousines...) des pêcheurs, ce groupe a été sans cesse remanié par des brassages ethniques divers (mariages, migrations, urbanisations). Ces mutations se sont opérées dans un contexte international et national tout à fait particulier. L'intégration des femmes dans les actions de développement (décennie des Nations Unies pour les femmes), les contraintes des industries de pêche au Sénégal, les impacts de la dévaluation du franc CFA, les effets de la normalisation (Union Européenne) d'une part, et l'amélioration des conditions de maréyage (chaîne de froid et commercialisation du poisson frais) d'autre part, ont imposé des trajectoires différentes aux effectifs de la transformation artisanale désormais insérée dans une politique de développement qui a connu des fortunes diverses.

Les principaux aspects de cette dynamique vont à présent être analysés dans le chapitre II.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE II :
LA TRANSFORMATION ARTISANALE ET LES NOUVEAUX CADRES D'INTERVENTION DANS LES PÊCHERIES MARITIMES

La création d'un Secrétariat d'Etat aux ressources animales en 1986 et sa transformation rapide en un Ministère à part entière en 1988[19] témoignent de l'importance de l'enjeu pour l'Etat et de la place stratégique de la pêche dans l'économie nationale.

En effet, le rôle important du secteur de la pêche s'est confirmé dans le contexte d'une déprime de l'agriculture. En outre, depuis deux décennies, le marché mondial du poisson s'est beaucoup développé et le Sénégal a tiré un profit de cette expansion.

Actuellement, le rôle stratégique de la pêche est déterminé par son apport dans la création d'emplois en assurant des activités à près de 15 % de la population active (300 000 pour la pêche artisanale et 30 000 pour la pêche industrielle). Depuis 1986, le secteur occupe le premier poste d'exportations devant les produits phosphatiers et arachidiers. Il contribue actuellement pour 2,6 % à la formation du produit intérieur brut total et pour 11 % à celui du secteur primaire. En 1996, la pêche assurait environ un quart de la valeur des exportations (145 milliards de FCFA) et 15 milliards de recettes fiscales (D.O.P.M.). En outre, la filière contribue largement à la fourniture de protéines, en procurant 75 % des besoins nationaux en protéines animales.

Cependant, malgré cette position stratégique dans l'économie nationale, une analyse exhaustive des différentes structures du Ministère de la pêche (Directions, projets, sociétés, structures de formation...) n'est pas envisagée[20]. Nous évoquerons seulement quelques aspects relatifs aux structures dont les interventions ont une incidence sur les pêcheries maritimes artisanales, surtout la transformation.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[19] L'évolution institutionnelle du Ministère de la Pêche a connu les principales phases suivantes :
- Secrétariat d'Etat aux Ressources Animales (avril 1986)
- Ministère Délégué aux Ressources Animales (avril 1988)
- Ministère des Ressources animales (mars 1990)
- Ministère délégué à la mer (avril 1991)
- Ministère de la pêche et des transports maritimes (avril 1996)
- Ministère de la pêche (avril 2000)

[20] Pour obtenir des informations plus complètes sur le cadre institutionnel, il est possible de consulter, entre autres références, le document publié en 1999 par le MPTM et intitulé : Plan directeur des pêches maritimes. Vol I (analyse descriptive, politiques et stratégies) pp. 51-61.

I - LE CADRE INSTITUTIONNEL ET SES CONTRAINTES

1-1. Le Ministère de la pêche

Le Ministère de la pêche regroupe un ensemble de Directions (Direction de l'Océanographie et des pêches maritimes, Direction de la Marine Marchande), de projets (Observatoire Economique de la Pêche au Sénégal, Projet de Surveillance et de Protection des Pêches) et des structures publiques (Port Autonome de Dakar, Dakar Marine, Conseil Sénégalais des Chargeurs, Compagnie Sénégalaise de Navigation Maritime) ; la tutelle administrative de ces dernières est assurée par la D .M. M.

En plus de ses deux collaborateurs personnels (Chef de Cabinet et Attaché de Cabinet), le Ministre est assisté par un Directeur de Cabinet délégataire de prérogatives en matière de gestion administrative ; ce principal collaborateur du Ministre est assisté par six conseillers techniques.

Les services rattachés comprennent :

- le Service de l'Administration Générale et de l'Equipement (SAGE) chargé de la gestion du personnel, des budgets de fonctionnement et d'investissement du Ministère ;

- l'Observatoire Economique de la Pêche au Sénégal (OEPS) a pour mission le suivi économique des pêcheries. Cet observatoire est chargé :

- de l'établissement du tableau de bord des pêcheries maritimes,

- du suivi des études et projets relevant de la pêche,

- de la réalisation d'études technico-économiques sur l'avenir du secteur en liaison avec l'environnement économique national et international (identification des facteurs de compétitivité),

- de la mise à disposition d'informations économiques et commerciales aux professionnels (cours des produits de la mer sur les marchés extérieurs, organisation des marchés...),

- de la publication périodique d'un bulletin d'informations économiques sur les pêcheries maritimes.

Dans l'exercice de sa mission, l'OEPS se heurte à plusieurs écueils. Le montage du système d'analyse économique est affecté par les dysfonctionnements actuels du système de collecte et de traitement statistiques des pêches et par la rétention d'informations financières par de nombreux

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

opérateurs du secteur. L'observatoire dispose d'un budget « très faible » (140 000 000 FCFA) acquis grâce à un financement de la Caisse Française de Développement pour le fonctionnement et son équipement. Ces ressources lui permettent à peine de fonctionner correctement.

Le Ministère de la pêche devra veiller à la pérennité de l'observatoire en le dotant d'un financement complémentaire après le départ des bailleurs de fonds.

Le projet de Surveillance et de Protection des Pêches (PSPS) a été crée depuis 1981 par le Sénégal et la Coopération Canadienne pour faire face aux menaces qui pèsent sur les ressources halieutiques dans la Zone Economique Exclusive (ZEE). A la fin du financement canadien en 1991, les pouvoirs publics sénégalais ont mis en oeuvre un dispositif de surveillance pour assurer le fonctionnement de la structure, mais auparavant, entre 1960 et 1981, la surveillance et la protection des pêches étaient assurées par la Marine nationale en liaison avec la DOPM. Le PSPS est sous la tutelle de la Direction des pêches.

En plus du contrôle de la licence de pêche, la surveillance a identifié d'autres infractions nuisibles à la préservation des ressources halieutiques : le maillage des filets non conforme, la pêche dans les zones interdites, le non embarquement d'observateur, le transbordement en mer sans autorisation...

Le maillage de liaison radio avec la Gambie, la Guinée Bissau, la République de Guinée, les Iles du Cap Vert et la Mauritanie a permis aux services compétents du Ministère de la Pêche et des transports maritimes, d'inspecter entre 1991 et 1995, 19 099 navires et d'arraisonner 211 navires dont le montant des amendes s'élève à 1,5 milliard de FCFA.

Depuis août 1996, l'aéronef de patrouille maritime est sollicité par l'Agence Luxembourgeoise pour le Développement International, chargée d'assurer la surveillance aérienne des pêches au profit de la Gambie, de la Guinée Bissau, de la République de Guinée et de la Sierra Léone, dans le cadre de la commission sous- régionale des pêches.

Parmi les difficultés rencontrées dans l'exercice de sa mission, le PSPS se heurte à l'insuffisance de moyens ; par exemple, il ne dispose que d'un seul patrouilleur opérationnel

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

susceptible d'assurer la surveillance de l'intégralité de la ZEE ; de même, un seul aéronef de patrouille marine (fourni par le Canada depuis 1982) assure la couverture aérienne.

I. 2 La Direction de l'Océanographie et des Pêches Maritimes

La D.O.P.M. a pour mission la conception et l'exécution des politiques de développement des pêches maritimes. Elle est responsable de l'étude et de la conception des politiques de développement de l'armement, de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits halieutiques. Elle est, enfin, chargée de faire appliquer les réglementations relatives à l'organisation et au contrôle des activités des pêches maritimes.

De nombreux projets sont placés sous sa tutelle. Il s'agit :

- du Centre d'Assistance, d'Expérimentation et de Vulgarisation pour la Pêche Artisanale (CAEP)
- du Projet de Surveillance et de Protection des Pêches (PSPS)
- du Projet du centre de Pêche de Missirah (CPM)
- du Projet d'Assistance à la Pêche Artisanale dans la Petite Côte (PAPEC)

L'exécution des missions de la DOPM est rendue de plus en plus ardue par les limitations budgétaires, les déliquescences de ses différents services (Divisions de la Pêche Industrielle, de la pêche artisanale et du crédit, les services régionaux et départementaux des pêches) et de la démotivation de ses ressources humaines.

I. 3 Les Contraintes du cadre institutionnel

L'étude du cadre institutionnel des pêches maritimes révèle que celui-ci est caractérisé par la prééminence des services centraux et décentralisés du Ministère de la Pêche. En ce qui concerne les organisations professionnelles représentatives (pêcheurs, armateurs, transformateurs, mareyeurs et exportateurs), elles pratiquent, dans l'ensemble, une approche corporatiste très orientée sur le court terme.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les relations institutionnelles se sont organisées et ont évolué sur un dialogue empreint de méfiance et de contestations permanentes[21]. Il convient désormais de bâtir une politique de libéralisation du cadre institutionnel de la pêche fondée sur un type de concertation nouveau, par conséquent « **répartir les responsabilités de la gestion du secteur et des filières, entre une administration moins « jacobine » et une inter profession enfin soucieuse de l'intérêt général** »[22].

La faiblesse du niveau de concertation entre les services du Ministère de la pêche et les organisations professionnelles, le climat de méfiance et de contestations dans lequel évoluent leurs rapports... révèlent, si besoin en est, l'ampleur des enjeux économiques et sociaux de la pêche maritime devenue progressivement un secteur clef de l'économie nationale.

Par ailleurs, des problèmes complexes ont été identifiés dans la gestion de certaines infrastructures de pêche (quais de débarquement de Mbour, centre de mareyage de Rufisque, complexe frigorifique de Saint-Louis...) : les enjeux financiers, politiques, les conflits de compétence... en sont les principaux aspects. Les problèmes d'ordre institutionnel sont amplifiés par l'absence de fonctions de coordination, de suivi et d'évaluation des projets dans le cadre de la régionalisation des actions de développement des pêcheries artisanales maritimes.

II - LES NOUVEAUX CADRES D'INTERVENTION : LA RÉGIONALISATION DES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT.

Tous les groupes socioprofessionnels des pêcheries artisanales, pêcheurs, mareyeurs, transformatrices du littoral sénégalais sont aujourd'hui entraînés dans une politique officielle de développement de la pêche maritime qui cherche tant ses voies que son assise spatiale adéquate.

Entre 1960 et 1980, la politique des pouvoirs publics sénégalais a été marquée par un paradoxe. Partant d'un bilan très critique de la politique coloniale et de ses déconvenues, l'Etat

[21] Les accords de pêche (1997-2001) entre le Sénégal et l'U.E. sont arrivés à terme depuis le 30 avril 2001. Leur renouvellement est au centre de débats et d'enjeux d'ordre écologique, financier et socio-économiques considérables. Les différentes organisations professionnelles de la pêche (FENAGIE, CNPS, FENAMS, UNAGIEMS, GAIPS, etc.) d'une part, et la puissance publique (Présidence de la République, Primature, DOPM, Ministère des Finances, Surveillance Recherche et marine marchande) d'autre part, ont émis un avis défavorable aux possibilités de pêche demandées par l'U.E : 16 084 T J.B pour 207 navires contre 10 000 TJB pour 148 navires du précédent accord.

[22] MPTM. op.cit. 1999, p. 81.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

indépendant propose pourtant des interventions tout à fait similaires, essuie souvent les mêmes échecs (industrialisation coûteuse et inadaptée, modernisation des embarcations artisanales, contrôle de la commercialisation, coopératives de pêcheurs et de transformateurs), mais aussi initie, de manière en partie involontaire, de profondes innovations (la motorisation, la senne tournante coulissante, la chaîne de froid, l'expérience CAPAS....).

Le bilan critique initial des nouveaux décideurs est organisé surtout autour de l'aspect « économie de traite » de la pêche industrielle : le secteur thonier qui se développe à partir des années 1950, est considéré comme une « enclave d'intérêts étrangers ». Il est fait mention que la pêche dans sa globalité et les pêcheries artisanales en particulier n'ont pas bénéficié assez d'aide. Pourtant il s'avère que, très vite, l'intérêt du gouvernement s'oriente surtout vers la construction d'une pêcherie industrielle nationale dont le secteur thonier constitue la pièce maîtresse du dispositif. C'est l'expérience tentée avec la Société Sénégalaise d'armement à la pêche (SOSAP) constituée en 1962 et liquidée en 1976.

Aux déboires de la politique thonière s'ajoute l'échec des projets de pêche industrielle chalutière et pélagique côtière, élaborés cette fois en prenant en charge, mais de manière périphérique, les pêcheries artisanales. Le développement de la pêche chalutière est jugé nuisible car, entre autres arguments avancés, elle concurrence les pêcheries artisanales sur le marché local et sur certains fonds proches des côtes. Quant à la pêche d'espèces pélagiques côtières, elle est considérée comme le « prolongement naturel » des pêcheries artisanales et l'opportunité d'y vulgariser un armement moderne (substitution progressive des pirogues traditionnelles) et des techniques de transformation nouvelles (bac de fermentation circulaire en ciment, claie de séchage améliorée en fer, en bois, tente solaire, aire de séchage avec dalles et murs en ciment).

Cette politique volontariste n'obtient pas les résultats escomptés. Pour le secteur de la transformation, les exemples illustratifs sont divers.

Les claies de séchage améliorées en bois obtiennent la préférence des transformatrices (confortables pour travailler, meilleure circulation de l'air pour faciliter le séchage de poisson), cependant, elles sont étroites et courtes. Les transformatrices préfèrent un modèle plus large et plus long pour accroître leur capacité de séchage. D'autres (Kayar, Mbour avant la délocalisation des sites) déplorent la mauvaise qualité du bois « Samba » ; le rouge est plus résistant. En outre les lattes

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de dessus (Mouït, Lompoul) sont trop espacées. Les claies améliorées en fer confectionnés par la D.O.P.M (Mballing) conviennent pour le séchage du poisson salé et fumé (métora) et non pour la sardinelle braisée (keccax) car le poisson colle sur le grillage.

Les bacs de fermentation en ciment sont les plus utilisés par les transformatrices qui, cependant, préfèrent ceux en fibre de verre plus faciles à manipuler (lavables et légers), mais importés et très coûteux par rapport aux fabrications locales.

Les tentes solaires introduites par l'I.T.A et le C.E.R.E.E.R, jadis localisées à Mbour, Mbao, Mballing, Kayar n'étaient pas adaptées pour le séchage du poisson et inutilisables en raison de leurs revêtements extérieurs en polyéthylène irrésistible aux intempéries (pluies et vents) et aux chocs. De plus, ces innovations étaient inadaptées aux variations de température, d'humidité, ce qui donnait après le séchage un produit cuit en surface et humide à l'intérieur avec une apparence différente de celle des produits traditionnels.

Dans l'ensemble, l'introduction de matériels d'exploitation nouveaux ou améliorés ne correspondant pas toujours aux besoins exprimés, a laissé les transformatrices encore plus réticentes à « s'implanter » dans des projets non pertinents. Pourtant l'échec de cette politique contraste avec le développement de la transformation artisanale. Les pouvoirs publics ne manquèrent pas de s'en attribuer les mérites.

A partir de 1980, la situation des pêcheries artisanales peut être caractérisée par la contradiction suivante. Les pouvoirs publics admettent, à juste titre, leur place stratégique dans l'économie nationale mais l'Etat est amené progressivement à se désengager financièrement des interventions de développement en raison, d'une part, des échecs des opérations en cours et, d'autre part, du choix des autorités d'appliquer les plans d'ajustement structurel imposés par les bailleurs de fonds. Or, durant cette période, le secteur artisanal approche des limites de ses possibilités d'autofinancement et de traitement des débarquements qui lui sont accessibles. Seules des innovations endogènes (évolutions techniques) assurent encore l'expansion de la transformation artisanale. C'est précisément dans ce contexte que l'Etat se limite dans des interventions localisées et peu coordonnées. Tout ceci se fait sous la forme de dons, de projets élaborés presque toujours en marge des besoins de transformatrices et exécutés au gré des financements extérieurs.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En ce qui concerne l'aide au développement sous sa forme perverse, les dons, le tableau 37 et l'annexe XVIII fournissent une idée de son ampleur sur la transformation artisanale.

Tableau 37 : Innovations et améliorations technologiques recensées 12 février - 22 mars 1991.

INNOVATIONS ET AMELIORATIONS TECHNOLOGIQUES	NOM DU SITE DE TRANSFORMATION	ANNÉE D'IMPLANTATION	ORIGINE	INTRODUIT PAR
Claie de séchage améliorée, en bois avec un dessus en lattes espacées ou recouverte d'un filet de pêche ou de Krinting[23]	Thiaroye	1985/1990	DON	DOPM
	Yoff	1984/1985	DON	DOPM
	Mbao	1987	DON	FAFS/ITA
	Kayar	1984/1991	DON FAO	DOPM/DIR. ENVIRONN.
	Fass Boye	1988/1989	DON	DOPM
	Mbour	1990	DON	PROJET /ITA
	Bargny	1986/1990	DON	DOPM
	Mbaling : site non fonctionnel - usine STPH	1978/1979 1989	DON PRET	DOPM DOPM
	Joal : usine SENMER	1990	CREDIT	DIRE
	Joal	1988	DON	PROJET/ITA
	Joal (Santhié)	1990	SUBV 80 %	PRO-PECHE
	Lompoul	1985	DON	PROJET LOUGA/DOPM
	Tassiner	1985	DON	DOPM
	Pilote	1986	DON	DOPM
	Mouit	1980	DON	DOPM
	Guet Ndar	1985/1989	DON	DOPM/ENDA TIERS MONDE
Claie de séchage améliorée en fer, avec un dessus en grillage de fer	Mballing .Site non fonctionnel . Usine STPH	 1978/1979 1989	 DON PRET	DOPM DOPM
Bac de fermentation circulaire en ciment	Thiaroye	1980	Achat fabric.locale	DOPM
	Yoff	1970	Achat fabric.locale	Femmes transformatrices
	Mbao * Kayar Fass Boye	1986 1980 1986	DON DON DON	Femmes transformatrices FAFS/ITA FAFS/ITA

[23] Tige de bambou tressée.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

	Mbour	1988	DON	?
		?	Achat fabric.locale	Femmes transformatrices
Bac de fermentation circulaire en ciment	Mballing :.Site non fonctionnel . Usine STPH	1978/1979 1990	DON PRET	DOPM DOPM/CAPAS
	Joal (Santhié)	?	Achat fabric.locale	Femmes transformatrices
	Joal	1988	DON	PROJET /ITA
	Lompoul	1985	DON	PROJET LOUGA/DOPM
	Pilote	1980	Achat fabric.locale	Femmes transformatrices
	Mouït	1986/1987	DON	DOPM
	Guet Ndar	1984/1985	DON	PPI
Bac de fermentation de forme carrée en fibre de verre	Thiaroye	1985	DON	DOPM/CAPAS
	Yoff	1984/1985	DON	DOPM
	Kayar	1980	DON	DOPM/CAPAS
	Fass Boye	1988/1989	DON	DOPM/CAPAS

Source R.P/ATEPAS N° 23

A la lumière du tableau 37 et de l'annexe XVIII, il est possible d'affirmer que plusieurs actions ont été menées dans le cadre du développement de la transformation artisanale le long du littoral sénégalais. Ces actions, entreprises sous des appellations diverses (allégement du travail de la femme, dons, accroissement des revenus...) n'ont pas répondu à toutes les attentes.

Les contraintes issues des échecs répétés (industrialisation de la pêche, programme chaîne de froid, expérience CAPAS...), les aléas du contexte socio-économique peu favorables aux actions communautaires et les difficultés des dons et des projets à s'insérer dans l'espace de la transformation artisanale provoquèrent de nouvelles reconversions et restructurations, sous l'impulsion de financements extérieurs.

Le choix porta au milieu des années 1990 sur la régionalisation des actions de développement, autrement dit, sur la création de cadres d'intervention plus ou moins spécialisés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les nouveaux secteurs de la pêche, sont dorénavant placés sous l'intervention de « projets de développement de la pêche artisanale » dont les objectifs sont orientés vers le financement des activités sous forme de prêts, la formation à la gestion, le commerce, l'innovation des techniques et l'équipement. Dans les faits, ces espaces restent des territoires d'intervention des bailleurs de fonds. Ainsi, toute la région de Ziguinchor est « supervisée » par le PAMEZ ensuite le PROPAC, la Petite Côte par le PAPEC, la région de Fatick entre autres, par le projet de pêche de Missirah, la région de Dakar par le PRO-PECHE etc.

Que réserve ce nouveau maillage économico-spatial à la transformation artisanale des produits de la pêche? Autrement dit, quelle est sa situation et quelles sont les conditions qui lui sont faites ?

II. 1 Le PAMEZ : le projet de développement de la pêche artisanale maritime dans la région de Ziguinchor

Créé en 1987, le PAMEZ est financé par plusieurs bailleurs de fonds : la C.F.D, la C.C.C.E, la C.E.E/FED et la C.C.F.D. C'est un projet ambitieux d'un montant de 2,5 milliards de FCFA, basé à Ziguinchor et dont la CNCAS assure la gestion d'une ligne de crédit (700 millions de FCFA) accessible aux pêcheurs, aux mareyeurs, aux transformatrices, aux distributeurs de matériels de pêche et aux mécaniciens. Le Comité Catholique contre la faim et pour le développement, une O.N.G française, a contribué au projet pour 24,6 millions de FCFA dans le cadre du volet « transformation et commercialisation du poisson par les femmes ».

Si le projet a résolu en partie la question de la production[24], il n' en a pas fait autant pour celles relatives à l'équipement et à la formation des transformatrices.

Le problème des équipements se résume par l'importance du matériel non utilisé dans les centres de Kafountine, Diogué, Thionck Essyl et Elinkine.

Les fours CHORKOR bien qu'appréciés tant par « la qualité du produit que par la consommation en bois », ne remplissent pas toutes les conditions techniques requises ; les angles ne sont pas suffisamment arrondis pour permettre une meilleure circulation de la fumée et une

[24] En 1989, sur 182 femmes ayant obtenu un financement, 174 ont transformé du poisson et produit 50 tonnes de poissons secs ; avec un prêt de 11,2 millions de F CFA, elles ont dégagé un bénéfice de 11,5 millions de F CFA. Source : Rapport annuel PAMEZ/CCFD Ziguinchor. 1989. pp. 2-7.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

économie conséquente en combustible[25] ; l'absence de couverture ne permet, non plus, leur usage en saison des pluies, période d'abondance de l'ethmalose.

Les balances Robervales bien qu'utilisées ne sont ni vérifiées par les services compétents, ni entretenus par les usagers pour une meilleure évaluation des tonnages produits et commercialisés.

L'introduction des attelages (ânes et charrettes locales) à Kafountine a certes permis des gains de productivité du travail appréciables (transport des produits), mais elle n'a pas assuré la maîtrise des conditions techniques de leur entretien (alimentation, reproduction, dressage et hygiène).

La formation sur la gestion, la recherche de nouveaux marchés, la sensibilisation sur la loi 84/37 du 11 mars 1984 réglementant la constitution et le fonctionnement du GIE au Sénégal, ne sont pas en reste. Elles soulèvent des problèmes autrement plus complexes ; ces difficultés découlent, d'une part de la surcharge du calendrier de travail des transformatrices, de leur grande mobilité et d'autre part, de la diversité des acteurs ; ce sont les transformatrices-commerçantes. La suspension de l'expérience en alphabétisation à Elinkine en est une illustration.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 2 Le PROPAC : le projet de développement de la pêche artisanale en Casamance

C'est en 1995 que le PROPAC a pris le relais du PAMEZ. Il est financé par l'U.E dans le cadre des accords de pêche qu'elle a signés avec le Sénégal. Son objectif est de « responsabiliser les groupements, les fédérations et autres organisations afin de leur permettre de contrôler leurs propres activités ». Le PROPAC a établi son propre projet pour gérer ses fonds. Cette décision « exceptionnelle », dans une région où existe une banque qui a joué un rôle dans le passé, est révélatrice de la désapprobation des bailleurs de fonds sur les procédures de gestion de la CNCAS. A ce propos deux écueils ont été identifiés.

[25] Si pour le braisage de la sardinelle dans le four parpaing et sur le sol, les combustibles locaux de récupération (branchages, enveloppes de coco, feuilles de rôniers, paille de mil et sciure de bois) sont les plus utilisés, à l'inverse, dans le fumage à chaud avec les fours CHORKOR, il faut nécessairement du bois franc ; or le contexte actuel de l'exploitation des forêts de filao et d'acacia risque de compromettre le devenir des ressources forestières nationales.

Le premier relève de l'organisation des ressources humaines. La centralisation excessive du processus d'approbation des prêts, l'inexpérience du personnel de la CNCAS dans le domaine des pêcheries et l'inexistence d'un département spécialisé à la CNCAS orienté vers les crédits destinés aux pêcheries en constituent les principaux aspects.

Quant au second écueil, il s'apparente aux problèmes liés aux services des opérateurs économiques. Sous cet angle, les procédures de demande de prêt sont inutilement complexes, le temps mis pour considérer les demandes est très long, l'inadaptation et l'absence de la formation des débiteurs sont déconcertantes.

II. 3 Le PAPEC : le projet de développement de la pêche artisanale de la Petite Côte

Le PAPEC a démarré ses activités en janvier 1988 à Joal, Mbour et Rufisque ; elles ont été étendues par la suite à Foundiougne et à Djifer. Il cherche à « **redynamiser la pêche artisanale et à étendre le réseau... de distribution du poisson, contribuant ainsi à la promotion et au développement de l'emploi non salarié et des femmes (industrie artisanale de transformation)** ». Parmi ses objectifs, une priorité est accordée à « **l'accès à l'équipement des différents opérateurs économiques (pêcheurs, mareyeurs, charpentiers, transformatrices)** ». Le projet d'une durée de quatre ans a été conjointement financé pour 3 milliards de FCFA par la BAD et le budget national (Fonds de contrepartie).

L'analyse des résultats à la troisième année d'exécution du projet a révélé des écarts notables entre les objectifs annoncés et les réalisations au détriment de la transformation artisanale. En effet, seuls les mareyeurs (6) et les pêcheurs (717) ont bénéficié de la ligne de crédit ; celle-ci n'a été étendue à la production artisanale qu'en fin des programmes 1996 et n'a « accroché » que 538 transformatrices (50 GIE) contre 987 pêcheurs (77 GIE) et 10 mareyeurs (8 GIE).

La situation du volet infrastructures révèle tout aussi une discrimination du traitement artisanal. Deux quais de pêches ont été édifiés à Joal et à Rufisque pour un coût global de 1 milliard de FCFA contre une seule aire de transformation à Joal ; celle-ci est, du reste, exiguë (4 ha aménagés sur 15 ha prévus par la commune) et mal adaptée aux conditions de traitement (absence

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

d'espace de séparation entre la zone de fermentation et celle de séchage). Son coût global est évalué à 225 millions de FCFA[26].

Par ailleurs, le système d'organisation spatiale qui a sous-tendu le projet, à cheval sur trois régions - Dakar, Fatick et Kaolack - a créé de profonds déséquilibres dans les possibilités offertes à l'intérieur d'un espace relativement homogène : celui de la transformation artisanale.

II. 4 Le PROPECHE : le programme d'assistance à la pêche artisanale au Sénégal

Financé par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI), le PROPECHE a exécuté son programme d'activités de 1989 à 1995. Ce projet, de 17,6 millions de dollars canadiens, avait pour objectif « d'appuyer les efforts de développement des opérateurs de la pêche artisanale ». Ainsi le PROPECHE mettrait à la disposition des opérateurs les moyens techniques et financiers afin d'améliorer la « situation de leurs petites entreprises ». Il avait deux grandes composantes.

La première, amélioration des techniques de pêche artisanale au Sénégal (ATEPAS) avait l'ambition de couvrir l'ensemble du littoral sénégalais. La seconde composante, SERVI-PECHE devait intervenir dans les régions de Dakar, Thiès, Louga et Saint-Louis. Elle apporterait « son soutien » pour l'obtention de crédit et le développement de « la capacité de crédit des pêcheries artisanales » au sein de la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS).

Après la production (productivité des engins de pêche, conservation, intensification de l'exploitation des fonds au large) et les services aux pêcheurs, la transformation artisanale était le troisième des mandats d'ATEPAS. L'objectif était double : d'un côté, améliorer les conditions liées à l'environnement et à la vie des transformatrices et, de l'autre, proposer des techniques « perfectionnées » pour rehausser la qualité des produits transformés. Joal dans la région de Thiès et Thiaroye dans celle de Dakar avaient été retenus comme sites d'expérimentation.

L'amélioration du cadre de vie et de travail a consisté à la mise en place de bascules, de fiches comptables, à l'initiation de procédures de constitution d'un système d'épargne collectif, à la gestion des infrastructures édifiées (fontaines, toilettes, entrepôts). Dans la même foulée, les actions d'ATEPAS ont été orientées vers l'hygiène et l'assainissement des sites ; de même, l'identification

[26] Les chiffres ont été tirés d'un rapport non daté et établi par le Service Régional du Projet basé à Mbour ;

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

des principales sources de contamination et du taux de charge microbienne a été réalisée à Kayar, Mbour, Joal, Thiaroye et Missirah. Les résultats obtenus devaient permettre la constitution d'une base d'un programme de sensibilisation des transformatrices, ainsi que la référence pour assainir les aires de travail le long du littoral sénégalais.

A terme[27] des progrès épisodiques ont été réalisés dans les domaines de l'assainissement et de l'accroissement de la production.

En la matière, la redynamisation des groupements d'intérêt économique (GIE) de transformatrices est d'autant plus essentielle que des progrès peuvent encore être accomplis. Cependant des notions comme celles de « produit sain » ou « site salubre » n'ont pas « motivé » les femmes. Ce manque d'intérêt pour leur site n'est-il pas dû au fait qu'elles n'en sont pas propriétaires? Pourquoi les déplace t-on aussi facilement au profit d'autres programmes jugés plus rentables comme ceux qui se rapportent au tourisme ?

Dans le domaine de l'organisation communautaire aussi, l'animation et la mobilisation des transformatrices pour des réalisations d'intérêt général sont demeurées sporadiques ; quant à l'exécution des micro-réalisations (aire de transformation, entrepôts...) elle s'est souvent heurtée à des problèmes domaniaux et à la non couverture de l'apport des 20 % exigés par le système bancaire.

Depuis 1990, les pêcheries artisanales maritimes sont confrontées à de nouvelles structures « d' encadrement », de « développement », de « programme » de « projet » ou « d'appui ». la transformation artisanale n'y a pas échappé. Le partage du littoral sénégalais entre les programmes régionaux de développement de la pêche est simplement la régionalisation de la dépendance des pêcheries artisanales maritimes par l'intermédiaire d'experts, de techniciens et de projets prédéfinis et qui à l'expérience, se sont trouvés en déphasage avec un environnement complexe.

Dans l'ensemble, les nouveaux cadres d'intervention ont très rarement réalisé leurs objectifs concernant les projets intéressant plus ou moins directement la transformation artisanale, notamment

[27] Selon un rapport, en date du 14 février 1991 (p. 28), du Ministère des Ressources animales sur la politique sénégalaise en matière de pêche maritime, au 30 septembre, SERVI-PECHE a financé 190 GIE dont 174 de Saint-Louis, 2 de Thiès et 14 de Dakar pour un coût global de 230 635 062 F CFA. Toutefois aucune précision sur le type de GIE (pêcheurs, mareyeurs, transformatrices) n'a été fournie.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'intégration de nouvelles technologies et l'aménagement des ateliers et des espaces de travail. L'insuccès, comme dans les autres domaines des pêcheries artisanales, est très souvent imputé à la mentalité des groupes socioprofessionnels « peu ouverte aux subtilités des prêts à intérêts et de l'engagement juridique », à la « fermeture d'esprit aux pratiques d'innovation » ou à la « mauvaise gestion ».

Cependant la régionalisation des actions de développement, en se fondant sur des critères peu performants (macro-économiques), non seulement participe au fractionnement de la transformation artisanale et de ses acteurs, mais encore leur impose une rationalité économique exclusivement productiviste à forte tendance uniformisatrice.

Comment les transformatrices ont-elles réagi face aux diverses opportunités ?

III - LES RÉPONSES DES ACTEURS DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE

La transformation artisanale a évolué ; elle est passée d'une production d'usage vers une production d'échange. Les programmes d'information, de formation et d'éducation ont enregistré peu de succès. Cependant la croissance des effectifs, les brassages ethniques, les migrations de pêcheurs[28], la crise économique, les diverses interventions des pouvoirs publics et les références propres aux structures nouvelles ont forgé des femmes-leaders, favorisé l'émergence d'une conscience articulée autour de certains intérêts et suscité des revendications. Les principaux thèmes en sont d'ordre financiers, socio-infrastructurels et institutionnels. Les formes d'expression les plus courantes sont les groupements de production et les unions.

III. 1 Les Groupements de Promotion Féminine

L'organisation de G.P.F est une innovation majeure dans les politiques de développement en faveur des femmes. L'idée était qu'il serait plus aisé pour les femmes de développer et de gérer des activités communes, de trouver des financements en groupe qu'individuellement. Les groupements ont été constitués à partir de multiples associations existantes. Celles-ci avaient, à l'origine, un statut

[28] La mobilité des pêcheurs le long du littoral sénégalais est riche de conséquences économiques et psychosociales de taille : brassages inter-ethniques, transformations matérielles diverses (équipements de techniques de pêches et de transformations), expansion des activités liées à la mer, apparition chez les groupes socio-professionnels les plus mobiles d'objectifs de productivité, de modernisation technologique, de promotion socio-professionnelle, naissance de fortunes diverses fondées sur la commercialisation du poisson, etc.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

initiatique et de solidarité; elles ont par la suite, évolué en développant diverses fonctions : sociales, culturelles, religieuses, financières, matérielle, morale... Ce sont surtout « le mbotaay, le natt, le jamra, le ndèye dické » qui sont considérés comme des formes d'entraide fondées sur le principe d'une mise financière collective qui profitera à chaque membre à tour de rôle.

Tous les groupements de promotion féminine créés jadis avaient plusieurs caractéristiques communes. Il est possible d'en retenir les principales suivantes :

- leur formation fondée sur un contexte international favorable; en effet l'année 1975, faut-il le rappeler, a été considérée comme un tournant dans les politiques en direction des femmes. Les recommandations formulées au plan international visaient une meilleure prise en charge de leurs intérêts. La redéfinition, sur le plan national, des objectifs de « l'Animation féminine » s'est traduite par la prise d'un train de mesures qui ont tourné, pour l'essentiel, autour de la constitution de groupements de promotion féminine, de la recherche de moyens contribuant à l'allègement du travail domestique et à l'intégration des femmes dans les projets de développement ;

- l'esprit de solidarité qui les anime et qui a facilité le recrutement des femmes et leur adhésion à la gestion des activités communes génératrices de revenus ;

- l'affirmation du rôle économique des femmes, comme actrices à part entière ;

- leurs revendications du droit à l'intégration dans les projets de développement, à l'autonomie financière par l'octroi de crédits adaptés à leurs besoins et à leurs activités ;

- un fonctionnement perturbé par, d'une part, des conflits d'intérêt, d'autre part, la manipulation des femmes responsables politiques qui pouvaient se prévaloir, au sein de leur parti, d'une base très large. (Annexe XIX).

Il existe plusieurs types de groupements de promotion féminine cantonnés dans des petits projets de production (maraîchage, poulaillers, bergeries, embouche bovine et ovine...), de transformation ou de conditionnement (produits de pêche, huile de palme, sel marin, fruit...). Très nombreux et répartis sur tout le territoire national, les G.P.F ont constitué, en octobre 1987, une fédération nationale (la FNGPFS) qui regroupait, en 1991, 3614 GPF et 400 000 membres. La transformation artisanale et le micro-mareyage pôlarisaient près de 10 % des GPF et 1,5 % des membres.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

III.2 Les Groupements d'Intérêt Economique : l'exemple du GIE « Mantoulaye GUENE » de Kayar

Après l'insuccès du système coopératif[29] dans la transformation artisanale et les tiraillements internes d'ordre politique qui ont fini par miner les GPF, une nouvelle forme d'association a vu le jour en mai 1984 : le Groupement d'Intérêt Economique.

Le GIE bénéficie de la personnalité juridique et de l'autonomie financière ; c'est en son sein que s'organise l'expression des besoins et ses membres sont solidairement responsables vis à vis des tiers contractants. Les groupements fonctionnent donc comme des associations de crédit solidaire, responsables devant la banque. Ils peuvent être sanctionnés collectivement en cas de non remboursement. Le nombre de membres est généralement réduit. Ceux-ci ont la liberté de se coopter sur la base d'affinités sociales.

La promotion de l'initiative privée par l'émergence des GIE a permis à des milliers de transformatrices naguère réunies au sein de groupements de promotion féminine, de mieux prendre en charge leurs besoins (crédits, équipement...), de forger et de développer un véritable pouvoir d'auto promotion. A ce titre, le GIE « Mantoulaye GUENE » de Kayar, lauréat du « Grand Prix du Président de la République pour la promotion de la Femme » (8è édition, 1997, thème : la femme dans les secteurs de la pêche et de l'élevage) constitue une illustration pertinente (voir le statut de ce prix en Annexe XX).

Kayar est accessible par les routes bitumées à partir du km 50 route des Niayes (Mboro-Bayakh-Kayar), Rufisque-Bayakh-Kayar.

L'évolution du GIE a été marquée par diverses phases. A ses débuts, en 1972, le groupement était une coopérative regroupant 11 transformatrices avec siège au site de transformation ; il s'est élargi à 20 membres en 1983 puis 76 en 1986. En 1997, le GIE comptait 110 membres.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[29] Comme dans le domaine de la pêche artisanale maritime, les pouvoirs publics tentèrent d'utiliser les pratiques communautaires, pour mettre sur pied, à partir de 1970, des coopératives de transformation. (Tableau 36). Les structures adoptées s'apparentent à celles des coopératives de pêche mais, le mode de fonctionnement rendit encore plus pesante la main-mise des autorités, la liberté d'action des organes théoriquement souverains (Assemblée Générale, Conseil d'Administration) fut réduite à sa plus simple expression. La comptabilité, les rapports annuels sur la situation financière, le droit de dissolution ... avaient été systématiquement assurés par les services d'Assistance technique.

C'est le 14 mai 1987 que la coopérative a été érigée en groupement d'intérêt économique sous le numéro 284/B/87.

L'encadrement des transformatrices est assuré par le Service des pêches de Kayar, le C.E.R.P. de Keur Moussa, le Développement communautaire de Thiès et l'I.T.A. L'appui par le PRO-PECHE, la F.A.O, le P.N.U.D., le P.A.T.T.G.F., l'O.N.G .A.D.E.P.S et la M.E.C. de Kayar.

Le groupement dispose de diverses structures (Assemblée Générale, Comité Directeur, Bureau) pour sa gestion et de trois commissions.

La première, hygiène et salubrité, est chargée de veiller sur l'hygiène individuelle et collective et l'environnement. La commission achat et commercialisation s'occupe de l'approvisionnement (intrants et matières premières) et de la fixation des prix de vente. La troisième commission, formation, est orientée vers la vulgarisation des acquis.

Pour ce qui concerne la transformation artisanale, l'approvisionnement s'effectue par achat auprès des pêcheurs et des mareyeurs ; la liste des produits élaborés est exhaustive : salé-séché, fumés (métora), fermentés séchés (gejj), salés-séchés en entier (tambajan), braisés-séchés (keccax)...

En plus des activités de transformation, le GIE exploite le sel (achat et vente) en grande quantité ; en 1997, le stock disponible a été évalué à 415 000 FCFA (fonds de roulement pour la commercialisation). Le groupement vend également des paniers pour l'emballage des produits dont le volume est parfois important (tableau 38)

Tableau 38: Quantités des produits transformés en 1997

Produits	Quantité en kg	Valeur commerciale en FCFA
Gejj	182 460	70 339 000
Keccax	838 220	138 382 080
Tambajan	305 930	47 310 250
Salé séché	105 450	27 655 000
Ailerons	1 830	42 742 500
Yeet	360	155 000
TOTAL	**1 434 250**	**326 583 830**

Source : Projet de candidature du GIE -Ministère de la femme de l'Enfant de la Famille

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'origine des moyens est diverse :

- l'auto suffisance : claies de séchage traditionnelles, modernes, bacs de salage, petit matériel (gants, couteaux, seaux, brosses, abris, sels) ;

- le Crédit : PATT aux GPF ruraux :

  - crédit fonds de roulement : 100 000 F/ femme pour 36 femmes ;
  - 6 fours de braisage.

- Les O.N.G **A.D.P.E.S**. et **Réseau 2000** ont octroyé des crédits respectifs de 2 640 000 FCFA et 100 000 FCFA.

- les dons du gouvernement : quelques claies de séchage-D.O.P.M

- la subvention P.A.T.T. : un magasin de stockage, 14 lampes à gaz, des gants (36 paires), 36 couteaux, 6 râteaux, 4 brosses métalliques, 6 truelles, 12 brosses en nylon 250 paniers.

Le lieu de travail : en plein air. La commercialisation est organisée autour de débouchés intérieurs et extérieurs (tableaux 39 et 40)

Tableau 39: Quantités de produits achetés et distribués au Sénégal. (1997)

Approvisionnement	347 249 kg
* Dakar	500 740 kg
* Diourbel	81 170 kg
* Kaolack	60 225 kg
* Louga	11 190 kg
* Saint-Louis	89 280 kg
TOTAL	**1 089 845 kg**
Valeur commerciale	**256 386 300 FCFA**

Source : Projet de candidature du GIE. MFEF

Tableau 40: Quantités de produits exportés (1997)

Pays	Produits exportés	Poids exporté en kg	Valeur commerciale en FCFA
Congo	Salé-séché	122 150	30 537 500
Bénin	Tambajan	85 000	13 175 000
Togo	Tambajan	105 000	10 410 000
Gambie	Ailerons	400	10 410 000
TOTAL		**312 550**	**64 532 500**

Source : Projet de candidature du GIE. MFEF

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les contraintes liées à la commercialisation se sont manifestées par un écoulement lent des produits braisés (keccax), un système de stockage inadéquat (pertes dues aux insectes) et une faiblesse des moyens de transport. Pour les atténuer, les transformatrices envisagent d'acheter des véhicules, d'explorer de nouveaux pôles de consommation intérieurs (Touba, Mbacké, Ndiéné-Lagane...) de développer un partenariat avec des G.I.E non spécialisés dans la transformation des produits halieutiques (Touba Toul) et l'U.N.I.C.E.F. dans le cadre du « projet talibés ». Dans ce volet, le groupement s'est lancé dans la confection d'emballages traditionnels (paniers en fibres de rôniers) et modernes (carton).

Dans le domaine de la formation[30], plusieurs femmes ont été formées aux techniques améliorées de transformation (36 femmes) par le service des pêches de Kayar et l'I.T.A., en gestion et comptabilité par le P.A.T.T., à l'usage d'une calculatrice (25 femmes). En plus d'une alphabétisation fonctionnelle, les membres du groupement ont été initiés à la production du savon (commercialisé dans le village) et à la gestion[31] de l'environnement par la fabrication des foyers améliorés (Ban ak suuf). De même les aspects de la régionalisation n'ont pas échappé à cette dynamique.

Pour ce qui concerne les effets induits, chaque membre du groupement « entretient ou appuie » sa famille dans divers domaines : santé, éducation, nourriture, habillement, acquisition de biens immobiliers, épargne pour « pérenniser l'activité ». Dans ce contexte, une cotisation hebdomadaire de 3 500 FCFA est versée par chaque membre du GIE afin d'assurer un équipement en ustensiles de cuisine, un préfinancement aux pêcheurs (approvisionnements réguliers en matière première) et un équipement aux pêcheurs (pirogues, moteurs...) membres de la famille.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

III. 3 Les Unions

Au delà des groupements d'intérêt économique, les transformatrices ont crée d'autres structures à base plus large, plus diversifiée, avec une assise spatiale plus vaste. Leurs objectifs sont orientés vers le renforcement de leur pouvoir de négociation, de leurs capacités de production et de

[30] Pour assurer la relève, chaque transformatrice travaille avec une de ses filles (main d'œuvre familiale) en plus de 2 ou 3 manœuvres.

[31] Dans ce cadre, un cahier de comptabilité est tenu à jour pour cerner les recettes et les dépenses du GIE, un compte (30000494064/H) est ouvert à la CNCAS. Une mutuelle d'épargne et de crédit (MEC) a été créée à Kayar pour tous les membres du groupement.

la promotion de leurs produits, de leur autonomie surtout vis-à-vis des autres groupes socio-professionnels (mareyeurs, pêcheurs, commerçants...) avec lesquels elles partagent le même champ d'activités, les pêcheries artisanales maritimes.

Il importe de distinguer deux catégories de structures : celles qui sont spécifiquement liées à la transformation artisanale et qui ont marqué les années 1990 à 1997, celles qui sont communes (transformation artisanale, mareyage). Toutes les deux catégories ont vu le jour à la suite des limites observées dans les différentes formes d'interventions publiques ou privées en matière de développement du secteur transformation, à la faveur il est vrai d'un contexte international ayant créé de fortes attentes auprès des femmes du Tiers-Monde. La première catégorie, plus « corporatiste » est orientée surtout vers les contraintes de production, les infrastructures de travail, l'écoulement des produits..., la seconde, plus « intégrationniste » vers la défense des intérêts (notamment en matière de crédit) de l'ensemble des groupes socio-professionnels de sexe féminin des pêcheries artisanales maritimes. A la première appartient, par exemple, l'Union Régionale des Groupements d'Intérêt Economique de transformatrices de produits halieutiques « SANTA YALLA », à la seconde l'Union des Opératrices de la Pêche Artisanale de la Grande Côte (U.O.P.A.G.C).

III. 3.1 L'Union Régionale des G.I.E. « Santa Yalla »

L'exploitation du projet de candidature au « Grand Prix du Président de la République pour la Promotion de la Femme (1ère édition 1996 : Thème : Artisanat et Entreprenariat féminin) nous a permis de collecter diverses informations sur cette Union régionale. L'Union Régionale « Santa Yalla » a été créée le 23 juillet 1991 avec siège social provisoire à Kafountine. Ce dernier fut transféré en juillet 1993 à Ziguinchor après l'inauguration de son Centre d'Accueil et de Formation. L'U.R. répondait ainsi au désir des femmes encadrées par le Projet de Pêche Artisanale dans la Région de Ziguinchor (PAMEZ) de pérenniser leurs acquis et d'accéder à « la pleine autonomie pour leur développement »(annexeXXI)

L'UR « Santa Yalla » a un statut et un règlement intérieur pour son fonctionnement ; ce qui laisse apparaître plusieurs structures pour sa gestion. Parmi ses organes, notons :

- le Conseil d'Administration composé de huit membres élus ;

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- les Comités (02) chargés de la gestion des prêts du Revoling Fund (fonds de roulement), le matériel et les prestations de service ;

- l'appui technique constitué par une animatrice, un conseil comptable et un coordinateur.

De 19 GIE à la création en 1991 à 27 en 1997, répartis entre Ziguinchor (14), Bignona (10) et Oussouye (3), l'audience et la crédibilité de l'UR « Santa Yalla » se sont renforcées au fur et à mesure, malgré les évènements que la régions a connus. La rigueur et la discipline que les femmes se sont imposées dans le remboursement des prêts ont conduit à des changements dans les effectifs. (tableau 41)

Tableau 41: Evolution des effectifs de l'UR « Santa Yalla » (1991-1997)

Année	Nbre de GIE	Nbre d'Adhérentes
1991	19	182
1992	17	163
1993	19	206
1994	21	280
1995	22	295
1996	26	349
1997	27	356

Source : Projet de candidature du GIE M.F.E.F

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La valorisation des matières premières locales revêt deux aspects majeurs

Pour le premier relatif aux intrants, le sel de cuisine et l'actellic 50 EC sont les produits essentiels pour la transformation du poisson ; la moyenne annuelle de consommation s'établit comme suit : 60 tonnes de sel de cuisine pour une valeur de 1 800 000 FCFA, 20 litres d'actellic représentant la somme de 270 840 FCFA.

A propos de l'actellic, son utilisation est le fruit des investigations de l'UR « Santa Yalla » pour substituer le D.D.T/ dans la conservation des produits transformés (voir BONGA n° 29 de Mars 1995). Pour ce qui est, enfin, de la matière première, dans le contexte de la dévaluation du franc CFA, les pêcheurs se sont tournés vers la pêche à l'exportation (sole, crevette et aileron de requin) au détriment du mareyage local et de la transformation artisanale. Pour promouvoir leur

profession, les femmes ont dû investir dans l'innovation pour mettre sur le marché de nouveaux produits à partir des requins, de l'ethmalose et de l'otolithe qui ont pour labels : arigoni (requin dépiaulé, fermenté et séché), keccax de Casamance (ethmalose fumé décortiqué), bonga (ethmalose entier fumé), tambajan de Casamance (petits otolithes fermentés séchés), caal coma (ethmalose écaillé fermenté entier et séché).

Les données liées à la production sont consignées dans des registres de tenue de comptes dont l'exploitation pour la campagne 1996 donne les résultats suivants :

- Poids des produits élaborés : 207 tonnes ;
- Prix de revient de la production : 57 360 985 F CFA ;
- Prix de vente de la production : 88 770 265 F CFA

En ce qui concerne les effets induits, l'utilisation des revenus des femmes (le revenu moyen par femme pour la campagne 1996 est estimé à 186 960 francs pour les168 transformatrices) couvre plusieurs domaines en fonction de leurs ambitions ; il s'agit de l'équipement des pêcheurs (préfinancements remboursés en nature lors des débarquements), de l'habitat (construction, équipement, location), de la scolarité des enfants (achats de matériels, frais de scolarité dans le privé...) et des dépenses familiales (santé et denrées de première nécessité, surtout céréales).

Par ailleurs, la promotion et la commercialisation des produits élaborés ont permis de conquérir des marchés forains comme Yarang, Touba-Mouride et Saré-Yoba Diéga. Le marché de l'ethmalose fumé prend de l'ampleur à tel point que la tendance est de substituer la sardinelle braisée venant de Mbour ou de Joal. A ce titre l'UR « Santa Yalla » a consenti un prêt d'équipement d'une pirogue de 16 mètres réservée à la pêche exclusive du Cobo. La collecte des produits transformés pour son magasin de dépôt à Ziguinchor est faite en relation avec les rotations du bateau « Le Joola ».

La gestion concerne les investissements, le crédit, le matériel et l'équipement.

Dans le domaine des investissements, l'incendie du Marché Saint-Maur des Fossés a contraint l'UR « Santa Yalla » à construire une cantine de 16 m^2 dans une propriété privée où la location du terrain a coûté 288 000 FCFA. Cet engagement financier avait deux objectifs fondamentaux :

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- améliorer les conditions d'hygiène (les produits ne sont plus exposés à même le sol et les vendeuses sont à l'abri du soleil et de la pluie) ;

- disposer d'un point de vente fixe (maintenant un repère existe pour l'achat des produits élaborés de la pêche par les femmes de l'UR «Santa Yalla »).

En matière de crédit, les événements dits « de Casamance », ont causé en 1992 des pertes à une dizaine de GIE de sorte que les remboursements auprès de la CNCAS n'ont pas été corrects et ceci a beaucoup influencé de façon défavorable le climat de confiance qui existait entre la CNCAS et les GIE de l'Union. Pour une meilleure prise en charge de cette contrainte, des mesures ont été prises telles que la mise en place d'un fond de roulement (Revolving fund) et la création d'une mutuelle de crédit.

Dans l'application de la première mesure en 1994, l'UR « Santa Yalla » a bénéficié, auprès du CCFD, d'une subvention de 6 000000 FCFA. Dans cette dynamique, l'Union a décidé en Assemblée Générale de fixer :

- un taux d'intérêt de 12 % ;
- des cotisations annuelles de 2 000 F par personne et de les mobiliser avant le financement.

Ainsi 222 transformatrices ont été financées pour un montant de 10 475 000 FCFA. En novembre 1995 les remboursements étaient à 100 % et les intérêts perçus s'élevaient à 1 257 000 FCFA. Pour la deuxième mesure, après investigations, il a été constaté que des femmes avaient des comptes d'épargne dans les banques. Ainsi, l'Assemblée Générale de Décembre 1994 a jugé utile de mobiliser cette épargne pour faire face aux besoins en fonds de roulement. Après une campagne de sensibilisation auprès des membres et proches de l'UR « Santa Yalla » la mutuelle de crédit a vu le jour en janvier 1995 avec un bureau provisoire présidé par Mame Binta DEMBA. La part des souscriptions était fixée à 10 000 F et pour les adhésions morales, le minimum était de deux parts soit 20 000 F par personne. Malgré les restrictions liées à des considérations juridiques, la mutuelle a enregistré un capital de 660 000 F CFA constitué par 24 adhérentes ; parmi les adhésions morales sont notées celle de la CARITAS de Ziguinchor avec 20 parts soit 200 000 FCFA.

Le gestion du matériel et de l'équipement est complexe ; elle révèle le sens de l'organisation de l'UR. Dans le cadre du Projet P.A.M.E.Z. et les appuis du C.C.F.D., du Ministère de la Femme, de

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

l'Enfant et de la Famille et de l'A.C.D.I., l'U.R. « Santa Yalla » a bénéficié d'un lot de matériels d'équipement :

- Claies de séchage : 250
- Bacs de salage : 40
- Balances : 6
- Bascules : 4
- Magasins de dépôt : 2
- Charrettes à âne : 3

L'utilisation de ce matériel s'est opérée sous forme de location service ou location vente en vue de prendre en charge l'entretien et l'amortissement. Les recettes pour 1995 s'élèvent à 680 130 FCFA. Dans ses différentes opérations financières de 1995 l'UR « Santa Yalla » a enregistré des recettes qui s'élèvent à 2 776 775 FCFA réparties comme suit :

- Intérêt sur le Revolving Fund : 1 257 000 F CFA
- Cotisations annuelles : 444 000 F CFA
- Mutuelle de crédit : 660 000 F CFA
- Prestations Service Matériel : 415 775 F CFA

Pour les dépenses, elles sont estimées à 1 775 080 F CFA, soit un bénéfice de 1021695 F CFA.

En matière de formation, deux aspects ont été pris en considération ; ce sont la technologie et la gestion.

En technologie, deux séminaires ont été organisés pour le fumage du poisson; ainsi 32 femmes ont été formées et en plus du savoir faire sur le fumage, les problèmes d'environnement ont été évoqués ce qui a permis d'expérimenter les sciures de bois comme combustibles pour maintenir la protection du couvert végétal. Pour la conservation du poisson transformé, un séminaire a été effectué à Diogué sur l'utilisation des insecticides pour conserver les produits avec l'appui du programme régional de valorisation des pertes après captures; une formation sur les modes d'usage de l'actelic 50EC a été faite pour 12 femmes venant de centres de production différents.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

En gestion, l'initiation a touché divers domaines. Pour la tenue des cahiers de comptes, toutes les femmes ont été formées pour disposer de données statistiques d'une part, et d'autre part, permettre aux femmes d'évaluer le résultat de leurs activités. La saisie sur micro-ordinateur a favorisé la maîtrise de la multiplicité des opérations afférentes à la gestion des dépôts des femmes vendant à Ziguinchor et les recettes de l'UR « SANTA YALLA ». L'animatrice Marie Claude a été initiée à la saisie sur micro-ordinateur d'un fichier comptable. Cet apprentissage a duré 45 jours dans les locaux de Général Service. Les études de marché ont été menées grâce à un appui financier de 500 000 F CFA pour 5 femmes à Touba-Mouride, Yarang et Saré-Yoba Diéga. L'utilisation de la calculatrice a été dispensée à titre expérimental aux femmes qui ne savent pas écrire. Par ailleurs, dans le domaine du partenariat, le C.C.F.D. et la CARITAS sont des partenaires privilégiés de l'U.R. « SANTA YALLA ». Dans cette dynamique, en novembre 1994, l'U.R. « SANTA YALLA » a organisé un séjour d'échanges et de réflexion avec les cellules féminines du Collectif National des Pêcheurs à Kafountine. 30 femmes ont participé à la rencontre dont les objectifs tournaient autour de « la consolidation de la coopération et de la solidarité interprofessionnelle »

Enfin l'U.R. « SANTA YALLA » dispose :

- d'un R.C. numéro 91/B-167 du 12/08/91 ;
- de deux comptes bancaires: C.N.C.A.S. (40037744067/M) et CBAO (20434336072/E) d'une B.P.: 637 ;
- d'un numéro de téléphone: 9912102 et d'un Fax numéro: 9912655. etc.

III. 3.2 L'Union des Opératrices de la Pêche Artisanale de la Grande Côte

L'U.O.P.A.G.C. a vu le jour en 1992 par le truchement du programme d'auto promotion des femmes de la Grande Côte (P.A.E.G.C.) qui a été créé à la même période, à la suite des résultats d'une évaluation du projet PRO-PECHE qui avaient révélé que les femmes ne représentaient que 4 % des bénéficiaires des composantes du crédit. Avec l'appui de l'ACDI, l'Union a formé six comités localisés à Saint-Louis, Lompoul, Fass Boy, Kayar, Pikine et Hann. Son expérience spatiale s'étend donc sur les régions de Saint-Louis, de Louga et de Dakar. Les actions de ce comité incluent la promotion d'activités en groupe, l'échange d'informations, le développement des activités de vente et surtout la gestion des prêts renouvelables.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La régionalisation des actions de développement des pêcheries maritimes a produit des effets contradictoires sur la transformation artisanale. Plusieurs objectifs ont été retenus, peu de résultats positifs ont été obtenus. L'insuccès de ces actions n'a pas pour autant fléchi les transformatrices qui, par delà leur périphérisation, ont lutté avec courage et abnégation, bravant des intempéries (froid, poussière, chaleur) et l'insécurité, pour le développement de leurs activités, la compétitivité de leurs produits, mais aussi et surtout la diversification de leurs pôles de pouvoir (de négociation, économique, professionnel...)

Le chapitre suivant sera consacré à la dimension et aux limites des interventions de développement de la transformation artisanale.

CHAPITRE III :
PORTÉE ET LIMITES DES INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE : CONTRAINTES ET SUCCÈS

Plusieurs actions ont été menées dans le cadre du développement des pêcheries maritimes en général et de la transformation artisanale en particulier. Ces interventions ont été entreprises sous des appellations diverses : allégement du travail de la femme rurale, développement d'activités génératrices de revenus, développement de l'entreprenariat féminin, appui aux groupements de promotion féminine... Ces actions n'ont pas répondu à toutes les attentes, bien que des résultats appréciables aient été notés dans les domaines techniques et de la productivité. A ce propos, l'exécution des projets suggère quelques développements complémentaires sur des questions aussi importantes que la « pénétration des structures capitalistes » et la coordination de leurs actions dans les secteurs aussi complexes et sensibles que les pêcheries artisanales maritimes.

A la régionalisation des actions de développement, une pléthore de projets, d'études et autres stratégies sur l' « analyse des genres dans les communautés de pêche » très à la mode dans la dernière décennie du XX siècle ont été plaqués sans discernement.(annexe XXII). Il s'agit entre autres :

- du Projet d'Assistance et d'Expérimentation pour la Pêche Artisanale (C.A.E.P.),
- du Programme d'Auto promotion des Femmes de la Grande Côte (P.A.F.G.C.),
- du Projet d'Appui aux Groupements de Promotion Féminine (P.A.G.P.F.),
- du Projet d'Appui Technique et Technologique (P.A.T.T.)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

- du Projet de Développement des Ressources Humaines (P.D.R.H.),

- du Projet d'Appui Technique et Technologique aux Groupements Féminins Ruraux (P.A.T.T.G.F.R.),

- du Projet de Développement des Technologies Appropriées et du Renforcement des Capacités Entreprenariales des Femmes (P.D.T.A.R.C.E.F.),

- du Fond des Nations Unies pour la Femme (U.N.I.F.E.M.).

Ainsi, la transformatrice et la transformation artisanale ont été ballottées dans un mouvement d'idées et d'actions sans hiérarchies, dans le désordre. Les thèmes qui les sous-tendent ont été tantôt axés sur l'équipement, les techniques, la production, le crédit, la commercialisation, tantôt sur l'environnement, l'hygiène, la santé, l'éducation formelle ou informelle, la formation, l'information, l'entreprenariat féminin, la promotion de la femme, la planification familiale, l'encadrement des groupements féminins, les groupements d'intérêt économique, l'alphabétisation, la responsabilisation de la femme etc.

De l'analyse générale, il ressort que les projets ont agi en ordre dispersé, jaloux de leur indépendance, sans planifier leurs actions[32]. Ainsi, l'absence de coordination a conduit à l'application de différentes politiques de développement sur le littoral sénégalais, chaque projet appliquant ses propres conditions pour la réalisation des ses propres objectifs. Ce fut une foire d'empoigne auprès des pêcheries artisanales maritimes. La transformation artisanale n'a pas échappé à ce bouillonnement d'idées et d'actions.

Par exemple, les conditions d'acquisition d'équipements (bacs de fermentation, claies de séchage améliorées en bois, bassines, seaux, couteaux...) ont varié du don total au remboursement dans des proportions inégales. La participation des transformatrices aux travaux (puits traditionnels, aires de pesage, de réfection du matériel de séchage avec dalle et murs en ciment...) est requise par certains programmes et non par d'autres. De même, les politiques d'épargne et de crédit ont varié quant aux taux d'intérêt, aux conditions de garantie et à la durée des différés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[32] A propos du programme de « relocalisation et aménagement des sites de transformation à Joal » Pierrette LEVESQUE dans son bilan des résultats obtenus du 30/01/1992 (Doc. Tech. sur les pêches, n° 9. PROPECHE composante ATEPAS. Secteur transformation) formulait cette proposition « Il est vrai que ce projet d'aménagement aurait été une réalisation intéressante à mener dans le cadre de la coordination des projets de pêche artisanale. Face au manque de collaboration du PAPEC pour le respect de ses engagements envers les différents partenaires, on propose qu'ATEPAS se retire et concentre ses actions sur un site faisant partie de la zone d'intervention de PRO-PÊCHE » (p. 35).

En outre, l'absence d'harmonie entre les projets s'est traduite par des déséquilibres géographiques et des dédoublements. Ainsi dans la région de Thiès, la presque totalité de l'aide publique ou privée, est concentrée autour du centre de Mbour ; à Saint Louis, le centre de Guet Ndar polarise l'essentiel des investissements au détriment des centres de Goxumbath et du Gandiolais. L'aide en revêtant des formes diverses a créé des mécontentements auprès des transformatrices plus ou moins satisfaites d'être encadrées par tel ou tel projet.

Les faiblesses identifiées dans les interventions de développement posent un problème majeur, celui de la participation des transformatrices à la planification de projets. Ces faiblesses, il convient de rappeler, se résument par une série de lacunes : exclusion des transformatrices du processus de formulation des objectifs de développement et des projets, omission ou faiblesse de l'analyse de leurs objectifs de développement, politiques de dons et d'aides inadaptés, dédoublement d'actions, sous-estimation des besoins, préférences et souhaits des femmes non pris en compte.

L'importance de la participation des transformatrices à la planification des projets est incontestable. De cette participation dépend le succès ou l'échec des activités, mais aussi la pérennité des effets des projets. La participation fait à présent partie de toute conception de projet de qualité.

Si la notion de participation est étendue à la définition des objectifs, il devient donc primordial d'analyser la manière dont les transformatrices conçoivent le développement et leur façon de penser en la matière. Leurs contraintes, leurs choix et leurs désirs doivent être pris en compte par rapport à leurs conceptions du développement. L'analyse de cette vision du développement ne se limite pas uniquement à « **recenser les priorités ou les souhaits ; elle vise également à réunir des arguments et appréciations qui s'inscrivent dans le contexte social au sens large ainsi que dans une perspective historique. Elle va par conséquent bien au-delà d'une simple présentation de la situation actuelle** ».[33]

Dans l'ensemble, les limites que nous avons évoquées en matière de planification de développement, en plus des gaspillages qu'elles engendrent, risquent de démotiver les acteurs de la transformation artisanale face aux contraintes nouvelles.

[33] BARGEL. G. 1996 : Les conceptions endogènes du développement : bases de la planification de projet à caractère participatif in *Agriculture et développement rural n° 2*, p. 56.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Avant d'analyser les contraintes nouvelles auxquelles sont aujourd'hui confrontées les transformatrices et la transformation artisanale, il convient d'évoquer celles d'ordre conjoncturel avec lesquelles les acteurs et leurs activités font périodiquement face.

I. LES CONTRAINTES D'ORDRE CONJONCTUREL DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE

Pour les résoudre, les pouvoirs publics n'ont jamais situé leurs programmes dans une politique d'ensemble. Chaque micro-réalisation a été considérée comme une « fin en soi » et non une étape dans l'élaboration d'un programme global. Cette conception sectorielle du développement, située à l'opposé d'une analyse en terme de systèmes[34] s'est traduite dans les faits par une tendance au « saupoudrage », somme de petites actions isolées, émiettement d'actions éphémères.

Aussi certains problèmes sont-ils récurrents ?

I.1 L'enclavement des centres de transformation

Le développement de la filière en amont est lié au degré d'enclavement des différents centres de production artisanale. L'état du réseau routier reliant les sites de transformation aux marchés de consommation du littoral et de l'hinterland constitue un facteur déterminant dans la politique de développement du secteur. Si les principales régions de production (Saint Louis, Thiès, Dakar et Ziguinchor) sont reliées aux grands pôles de consommation et d'éclatement des produits transformés, certaines zones ou sites de production souffrent actuellement d'un degré d'enclavement important.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[34] Dans une interview publiée dans Walfadjri (n° 2448, p. 5), Samecidine DIENG(ex DG de la CNCAS) nous apprend que l'Association africaine de crédit rural et agricole (AFRACA) dont il est le président a ciblé uniquement les transformatrices de poisson de Mbour pour étendre son programme « linkage ou couplage » afin de permettre à un plus grand nombre de femmes qui évoluent dans la pêche d'accéder au crédit car les banques sont réticentes pour financer les petits projets si le montant est inférieur ou égal à cent mille francs CFA. L'information fait suite au séminaire organisé par la CNCAS les 8 et 9 mai 2000 à Saly sur le couplage entre banques et groupements d'auto-promotion de la pêche artisanale.
Le « linkage » (couplage) tire son origine des expériences menées en Asie du Sud-Est (Thaïlande, Malaisie, Philippines...). Le programme « linkage » est une approche bancaire axée sur le financement des groupements d'auto promotion dont les membres sont a priori économiquement démunis, peu alphabétisés, donc très peu bancarisés.

L'état du réseau routier national est inégal. Si les grands axes de circulation entre les principales villes sont dans l'ensemble convenables, les voies de communication routière desservant certains sites de production sont dans un état de dégradation très avancé. Il est possible de citer les tronçons suivants :

- Route Gnayam Potou
- Piste Potou Taré
- Piste Kébémer Lompoul
- Route Pointe Sarène Joal
- Bretelle Guéréo Popenguine
- Route Mboro Bennen
- Route Mboro Fass Boye
- Piste Toubacouta Missirah
- Piste Fumela Ndangane
- Route Diembering Nikine
- Route Diembering Cap Skiring
- Piste Abéné à la plage
- Piste Kafountine à la plage

L'insuffisance et le délabrement de ces voies de desserte constituent ainsi un handicap de taille pour le développement de la commercialisation des produits traités, donc des activités en amont de la filière.

En ce qui concerne les liaisons routières avec les pays limitrophes importateurs de produits transformés, de grands travaux sont à réaliser malgré le désenclavement récent de la région de Tambacounda, désenclavement qui permet de joindre le Mali par Kayes. Rappelons que le Sénégal exporte par voie routière des quantités relativement importantes de produits transformés vers lespays de l'Afrique de l'ouest : la Gambie, le Mali, la Guinée, le Burkina Faso, pour ne citer que ceux là.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. 2 Les infrastructures de la transformation artisanale

Les infrastructures portent essentiellement sur l'aménagement de sites de transformation, les équipements collectifs (eau, électricité), les systèmes d'assainissement et les conditions de salubrité. (Exemples)L'état des équipements existants le long du littoral est décrit ci-dessous.

Infrastructure/ Sites	**Saint Louis**	**Potou**	**Lompoul**	**Fass Boye**
Zone de Transformation	Aménagée partiellement	Non aménagée	Non aménagée	Non aménagée
Alimentation en eau	Existante	Insatisfaisante (Puits)	Insatisfaisante (Puits)	Insatisfaisante (Puits)
Branchement à L'électricité	Existant[35]	Inexistante	Inexistante	Inexistante
Système d'évacuation des eaux usées	Réseau municipal	Inexistant	Inexistant	Inexistant
Conditions de Salubrité	Insatisfaisantes surpeuplement	Mauvaises	Mauvaises	Mauvaises
	Mboro	**Kayar**	**Yoff**	**Ngor**
Zone de Transformation	Non aménagée	Non aménagée	Aménagée	Inexistante
Alimentation En eau	Inexistante	Insatisfaisante (Puits)	Existante	Existante
Branchement à L'électricité	Inexistant	Existant	Satisfaisant	Satisfaisant
Système d'évacuation des eaux usées	Inexistant	Inexistant	Satisfaisant	Satisfaisant
Conditions de salubrité	Mauvaises	Insuffisantes	Satisfaisantes	Satisfaisantes
	Ouakam	**Soumbédioune**	**Hann**	**Thiaroye**
Zone de transformation	Inexistante	Inexistante	Inexistante	Aménagée
Alimentation en Eau	Satisfaisante	Satisfaisante	Satisfaisante	Satisfaite
Branchement à l'électricité	Existant	Existant	Existant	Existant

[35] Les sites du Gandiolais ne bénéficient pas de branchement à l'électricité.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Système d'évacuation des eaux usées	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfait
Conditions de salubrité	Satisfaisantes	Satisfaisantes	Satisfaisantes	Mauvaises
	Rufisque	**Bargny**	**Yenn**	**Toubab Dialaw**
Zone de transformation	Non aménagée	Aménagée	Aménagée	Aménagée
Alimentation en Eau	Satisfaisante	Satisfaisante	Satisfaisante	Inexistante
Branchement à L'électricité	Existant	Existant	Existant	Existant
Système d'évacuation des eaux usées	Satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Inexistant
Conditions de salubrité	Satisfaisantes	Satisfaisantes	Satisfaisantes	A améliorer
	Popenguine	**Mbour**	**Nianing**	**Joal**
Zone de transformation	Non aménagée	Non aménagée	Non aménagée	Aménagée
Alimentation en Eau	Inexistante	Inexistante	Inexistante	Existante mais à faire fonctionner
Branchement à L'électricité	Existant	Existant	Existant	Existante
Système d'évacuation des eaux usées	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Existante
Conditions de salubrité	Insatisfaisantes	Insatisfaisantes	Insatisfaisantes	A améliorer
	Djifère	**Niodior**	**Foundiougne**	**Missirah**
Zone de transformation	Inexistante	Non aménagée	Non aménagée	Aménagée
Alimentation en eau	Inexistante	Inexistante	Inexistante	Inexistante
Branchement à L'électricité	Inexistante	Existante	Existant	Existant
Système d'évacuation deseaux usées	Inexistante	Inexistant	Inexistant	Inexistant
Conditions de salubrité	Insatisfaisantes	Insatisfaisantes	A améliorer	Satisfaisantes

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

	Betenty	Djnack	Kafountine	Cap Skiring
Zone de transformation	Non aménagée	Non aménagée	A améliorer	A améliorer
Alimentation en Eau	Inexistante	Inexistante	Inexistante	Inexistante
Branchement à L'électricité	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Inexistant
Système d'évacuation des eaux usées	Inexistant	Inexistant	Inexistant	Inexistant
Conditions de salubrité	Insatisfaisantes	Insatisfaisantes	Insatisfaisantes	Insatisfaisantes
		Elinkine	**Diogué**	**Ziguinchor**
Zone de transformation		Non aménagée	Non aménagée	Non aménagée
Alimentation en eau		Inexistante	Inexistante	Inexistante
Branchement à l'électricité		Inexistant	Inexistant	Existant
Système d'évacuation des eaux Usées		Inexistant	Inexistant	Existant
Conditions de salubrité		Insatisfaisantes	Mauvaises	A améliorer

Sources: Enquêtes de terrain (1996). Plan directeur de la pêche maritime. Vol 1 1999.

Il est aisé de constater que les centres de transformations urbains sont mieux équipés que ceux des milieux ruraux.

I. 3 L'accès au crédit : l'exemple de la C.N.C.A.S.[36]

Le diagnostic des modes de financement de la transformation artisanale est centré sur la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal pour deux raisons principales :

- d'abord, c'est l'un des principaux bailleurs de fonds institutionnels de la pêche du fait de son expérience acquise dans le financement du secteur ;

- ensuite son intervention dans le secteur, par le biais de lignes de crédit spécifiques affectées par l'Etat ou à travers la coopération multilatérale[37].

[36] Il existe d'autres institutions de financement dans le secteur de la pêche dont le mode de financement relève du système classique. La BICIS, la SGBS et la CBAO appartiennent à cette catégorie par opposition aux institutions de financement à statut particulier plus ou moins liées au secteur parapublic telles que la CNCAS et le FPE.

[37] La gestion des volets de crédit des Projets d'Aménagement de la Petite Côte (PAPEC) et de Développement de la Pêche Artisanale de Ziguinchor (PAMEZ) a permis à la CNCAS de renforcer sa capacité d'intervention et celle-ci a été accrue par la mise en place d'un fond de garantie dans le cadre du programme Canado-Sénégalais (PROPÊCHE).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La C.N.C.A.S. a été créée en 1984 dans un contexte marqué par la baisse de la productivité et des revenus en milieu rural. Elle a été conçue pour être l'instrument de la Nouvelle Politique Agricole (NPA). En tant que banque de développement, elle participe pour une part prépondérante au financement de toutes les fonctions et activités rurales y compris les pêcheries maritimes et fluviales.

L'essentiel de la clientèle de la C.N.C.A.S. est constitué par des G.I.E. En effet, son portefeuille pêche se compose, en 1998, d'environ 2000 groupements d'intérêt économique intervenant dans toutes les filières des pêcheries artisanales : pêche, mareyage et transformation.

Le diagnostic du mode de financement de la transformation artisanale sera examiné au travers de trois axes qui nous paraissent caractériser le plus l'action de la CNCAS. Ce sont les différentes phases de la politique d'intervention, les problèmes rencontrés et les contraintes d'adaptation institutionnelle.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. 3.1 Les séquences des actions de la C.N.C.A.S.

L'examen des interventions de la C.N.C.A.S. au profit de la transformation artisanale permet d'identifier trois périodes, difficiles à dissocier de celles des autres filières (pêche et mareyage).

I. 3.1.1 La période de financement timoré de la transformation artisanale : 1984-1986.

Au cours de cette période, la CNCAS est intervenue avec ses fonds propres pour financer la transformation artisanale. Cette intervention s'est opérée dans l'optique d'une banque classique dans l'analyse des risques de projets qui lui étaient soumis et elle a cherché en permanence à couvrir ses engagements par des garanties sûres.

Les conditionnalités de ces financements étaient en outre dissuasives (cf. 1.2.2: les problèmes rencontrés par la C.N.C.A.S.) au point où l'encours de son portefeuille, entre 1984 et 1986, n'a pas dépassé 70.000.000 F CFA(soixante dix millions) pour l'ensemble des activités des pêcheries artisanales maritimes (pêche, mareyage et transformation (1,5%)).

L'approche « prudente » de la C.N.C.A.S. s'explique par le fait qu'elle venait d'investir un secteur économique « nouveau » et était confrontée à une série de difficultés qui nécessitaient une adaptation prompte de sa part :

- elle ne maîtrisait pas la particularité de la transformation artisanale.
- elle ne disposait pas de l'expertise technique nécessaire (techniciens de la pêche, socio-économistes) qui lui aurait permis de comprendre davantage la demande en provenance des transformatrices ;
- ses produits financiers n'étaient pas adaptés aux besoins exprimés ;
- son organisation institutionnelle n'était pas préparée à gérer un « portefeuille de clients » dont la spécificité n'était pas assez bien connue et maîtrisée.

I. 3.1.2 La période de « déclic » dans la distribution des crédits : 1986- 1988.

La période 1986 -1988 dans la distribution des crédits de la CNCAS correspond au contexte où les pouvoirs publics avaient admis l'idée que la pêche était devenue une alternative crédible à l'agriculture et à l'industrie extractive, suite à la tendance dépressive des recettes d'exportation des produits agricoles et du phosphate.

Le déclic s'est produit avec la mise à la disposition de la CNCAS de deux lignes de crédits extérieures en faveur de la pêche artisanale[38] : les projets PAPEC et PAMEZ que nous avons déjà analysés dans le chapitre II de la troisième partie (cf. La régionalisation des actions de développement).

Pour l'essentiel, retenons que si la période 1986-1989 a contribué à résoudre la question de la disponibilité de la ressource (accroissement des débarquements) en faveur de la transformation artisanale, elle n'en a pas résolu pour autant les problèmes d'accès au crédit.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[38] En ce qui concerne le PAMEZ, par exemple, son financement a été assuré par plusieurs bailleurs de fonds :
- la CCE pour 1,035 Milliard de F CFA prêté à l'Etat au taux de 3,75 % remboursable en 30 semestrialités ;
- la CEE/FED pour un montant de 1,6 millions d'écus payable en 60 semestrialités au taux de 1 % ; l'Etat a rétrocédé à la CNCAS 0,9 millions d'écus en subventions pour couvrir le fonctionnement de la ligne de crédit pendant les trois premières années du projet ;
- le CCFD pour 24,6 millions de F CFA consacrés uniquement à la transformation artisanale ;
- la participation des bénéficiaires, pêcheurs et mareyeurs surtout, a été estimée à 837 millions de F CFA ;
- le BNE a contribué pour 104 millions de F CFA.

I. 3.1.3 La période « d'audace » dans les financements de la C.N.C.A.S. : 1988-1990.

La phase 1988-1990 coïncide avec la signature d'un protocole d'accords avec le Canada qui a permis, non seulement de mettre en place un fonds de garantie dans le cadre du projet PROPECHE, mais aussi la création de deux mécanismes devant faciliter l'accès au crédit des principaux groupes socioprofessionnels de la pêche[39].

Le mécanisme de garantie et l'Unité de Pêche Artisanale (développement d'une expertise interne dans le domaine maritime) ont dopé les interventions de la CNCAS dans la transformation artisanale. C'est au cours de cette période que son portefeuille pêche a enregistré une expansion pour atteindre un encours crédits record de plus de trois milliards de Fcfa (3.195.018.665) contre soixante dix millions de F CFA entre 1984 et 1986.

« Ces prêts ont permis l'équipement des pêcheurs pour 49% de l'enveloppe globale. Les mareyeurs ont reçu pour leur équipement et leurs fonds de roulement 5% et les transformatrices 46% »[40].

En plus des séquences d'interventions de la CNCAS, le diagnostic a permis la mise en évidence des problèmes majeurs rencontrés par celle-ci dans ses actions.

I. 3..2 Les problèmes rencontrés par la C.N.C.A.S.

L'évaluation de l'action de la C.N.C.A.S. a permis de mettre en relief les écueils liés à l'accroissement du volume des financements nécessaires au développement de la transformation artisanale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

---

[39] Il s'agit :
- d'un mécanisme de garantie sous forme d'un fonds de garantie qui a servi pour l'essentiel à couvrir à hauteur de 50 % les risques des crédits octroyés par la CNCAS sur ses ressources propres ;
- d'une unité de pêche artisanale chargée de gérer l'ensemble du portefeuille pêche de la CNCAS dans la zone d'éligibilité du projet (Saint-Louis à Dakar).

[40] Le SOLEIL n° Spécial. Hors série. Pêche et Transports maritimes au sommet de la vague. P. 15. Les données tirées de ce quotidien méritent une attention. En rapportant le montant financé par la CNCAS, au cours de cette période, à la proportion accordée à chaque type d'activités, il est aisé de constater que la pêche et le mareyage ont bénéficié de 54 % des financements. Certes, la part des transformatrices touchées par ces prêts est plus importante qu'il n'y paraît, mais les montants unitaires restent relativement faibles. Pour les GIE de transformatrices (5 à 60 membres), les prêts ont varié entre 50 000 F CFA et 2 500 000 F CFA.

Jusqu'en décembre 1994, après une décennie d'intervention dans la transformation artisanale, le portefeuille de la C.N.C.A.S. n'a pas dépassé l'encours de 1,5 milliard de F CFA (3,2 milliards de F CFA pour l'ensemble des pêcheries artisanales maritimes).

Ce constat est un indicateur pertinent du caractère relativement inadapté de l'intervention de la C.N.C.A.S. dans son fonctionnement actuel. Au nombre des obstacles rencontrés, les problèmes majeurs suivants ont été identifiés.

I. 3.2.1 Les conditions d'accès au crédit

Parmi ces conditions considérées comme limitatives de l'accès au crédit, il est possible de citer: l'apport personnel et le taux d'intérêt.

L'apport personnel, dans les principes, participe de la « viabilité » et de la « sécurité » d'un système bancaire, mais ce mécanisme de crédit est perçu comme un obstacle difficile à contourner pour l'accès aux ressources de la C.N.C.A.S. Il est considéré comme « un critère de discrimination » une forme d'épargne obligatoire, une nécessité pour la transformatrice de participer au financement de son propre projet et une formule d'anticipation sur les remboursements du prêt. Les transformatrices jugent l'apport personnel comme un mode de sélection ou de « rejet déguisé » de leurs demandes.

Le taux d'intérêt que la C.N.C.A.S. applique à ses opérations dans les pêcheries maritimes se situe en moyenne à 12,5% l'an comprenant les coûts d'accès à la ressource, les frais de gestion et la marge. Sachant que la C.N.C.A.S. bénéficie de la ligne de crédit à des taux concessionnels de près de 4%, il est difficile d'admettre que les frais de gestion et la marge puissent représenter 8 points, soit deux fois le coût maximum de la ressource. Dans un tel contexte, il est logique que les transformatrices se détournent de telles conditions pour se rabattre sur les systèmes de crédit informels (crédits accordés par les mareyeurs aux transformatrices, prêt familial, tontines, fonds communs d'assistance...)

Cependant, les taux de la CNCAS tendent à la baisse ; ils sont passés de 17,5 % à 12,52 % entre 1992 et 1997 et à 7,5% en novembre en 1999[41].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[41] Au moment où nous écrivons ces lignes, M. Abdou DIOUF Président sortant candidat à l'élection présidentielle de février 2000, avait promis une baisse de ce taux à 3 %, s'il était réélu au second tour.

I. 3.2.2 Les difficultés de recouvrement

Les éléments d'explication sont complexes et variés:

- la mise en place des financements en périodes inopportunes (hors campagnes) et l'insolvabilité de certains GIE de transformatrices ;

- l'absence de garanties consistantes: les crédits ne sont pas couverts par des « sûretés », mais plutôt par la caution solidaire du groupement ; or celle-ci, qui sert de « pivot du système de garantie des prêts » aux groupements (GIE, groupements féminins...) est difficile à mettre en oeuvre, elle est parfois mal comprise et mal gérée par les transformatrices qui disposent de très peu d'actifs dont elles peuvent se prévaloir d'une quelconque propriété[42]. En outre, les immobilisations de son atelier de traitement de ses produits sont bien trop précaires pour servir de garantie ;

- les séquelles du crédit coopératif à tempérament ou en fin de campagne, malgré les engagements mensuels souscrits auprès de la banque au moment de l'octroi des prêts ;

Les contraintes d'accès au crédit et de recouvrement posent la problématique de l'efficacité du cadre institutionnel de la C.N.C.A.S.

I. 3.2 Les contraintes d'adaptation institutionnelle.

L'analyse des écueils du financement de la transformation artisanale pose la problématique du cadre organisationnel et institutionnel de la C.N.C.A.S. Ce cadre permet-il une pratique du crédit adaptée aux besoins spécifiques du secteur ?

Une série d'indices décelés au cours du diagnostic de son intervention conduisent à s'interroger sur la pertinence de son organisation ; au nombre de ceux-ci, nous avons retenu :

- les difficultés de la C.N.C.A.S. à situer dans son organisation la transformation artisanale: à l'inverse de l'organisation qu'elle a adoptée pour prendre en compte les besoins de financement de l'agriculture en divisant le territoire national en zones sylvo-pastorales dotées d'agences ou de guichets selon des critères agro-écologiques, la C.N.C.A.S. n'a pas observé la même procédure pour couvrir de guichets permanents ou périodiques l'ensemble des centres de transformation artisanale,

[42] La constitution d'hypothèques sur les terres du domaine national et sur les « pas géométriques » du domaine public, constitués des terres fertiles aux bords des cours d'eau est interdite.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

de Saint-Louis au Cap Skiring. En effet, l'Unité de Pêche Artisanale qui gère le « portefeuille Pêche » de la C.N.C.A.S., a été créée dans le cadre du projet PRO-PECHE dont l'espace d'éligibilité se limite à la frange côtière comprise entre Saint Louis et Dakar. Dans la réalité, la C.N.C.A.S. n'a pas de « politique de crédit fonctionnel » établie sur une base spatiale couvrant tout le littoral sénégalais. Elle est jusqu'ici intervenue dans le cadre de projets sans liens entre eux et avec des critères d'éligibilité spatiale différenciés selon les bailleurs ;

- l'absence d'un circuit approprié d'approbation des demandes de crédits: ce circuit est « anormalement long » pour un secteur qui nécessite un temps de réaction très rapide. En raison de l'absence de délégation de pouvoirs au sein de l'institution (pour des prêts relativement élevés), les demandes en provenance des centres isolés peuvent passer par plusieurs niveaux d'appréciation et mettre quelquefois cinq mois dans les circuits d'approbation[43]. C'est à ce niveau que la mise en place de « crédits hors campagne », donc inopportuns, trouve son origine, avec pour conséquences des utilisations faites à d'autres fins. Cette pratique engendre souvent des difficultés de recouvrement.

La problématique du mode de financement ainsi examiné soulève la question des domaines de réformes souhaitables pour la C.N.C.A.S.

I. 3.4 Les axes de réformes souhaitables pour la C.N.C.A.S.

La mise au point de « produits bancaires » d'épargne et de crédits nouveaux adaptés aux besoins des transformatrices et la décentralisation de l'offre de services financiers en concentration avec les opératrices de la transformation artisanale et le Ministère de la Pêche, est un impératif. Leur exécution nécessite des réformes parmi lesquelles il importe de retenir l'organisation et l'encadrement des productrices, le développement de la collecte et de la gestion de l'épargne ayant pour finalité la levée des entraves à l'accès au crédit.

[43] dans les faits, il ressort de nos entretiens avec les techniciens de l'Unité de Pêche Artisanale de la CNCAS de Saint-Louis que ces « retards » sont imputables à ceux constatés dans la mise en place des fonds de contrepartie (Etat) ou des lignes de crédits (bailleurs de fonds).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. 3.4.1 L'organisation et l'encadrement des transformatrices

Ce volet a pour objet une gestion efficace des ressources associant « Sécurité et Souplesse » dans les procédures d'étude et de modification des financements. L'organisation de la transformation artisanale s'impose afin de conduire progressivement les groupements ou individus opérant dans la filière à fonctionner selon « les modes de gestion transparente du secteur structuré ». Il s'agit de s'appuyer sur les groupements professionnels organisés au plan local, départemental, régional et national pour faire réaliser cette alternative.

Cette dynamique suppose une implication des organisations socioprofessionnelles de transformatrices ; c'est un facteur important de réussite. Par ailleurs, une plus grande visibilité financière et fiscale des activités de la production artisanale, contribuera à terme, à renforcer les capacités de planification rigoureuse des besoins et de leur prise en charge efficace.

I. 3.4.2 La mobilisation et la gestion de l'épargne

La collecte de l'épargne dans la filière de la transformation artisanale vise, d'une part, à drainer les « capitaux oisifs » vers les activités productives (production, exportation) et, d'autre part, à offrir aux épargnants, en cas de besoins, des facilités qui encouragent l'habitude de l'épargne.

Pour vaincre toute réticence et élargir la base de la collecte, il importe de préciser qu'en épargnant il est possible d'accéder à terme à des facilités de financement et à un encadrement technique souple. La finalité de la mobilisation de l'épargne étant de financer les besoins de capitaux, les modalités techniques de sa gestion s'appuieront sur les caisses locales, régionales et nationales. Une telle procédure permettra ,sans doute, d'impliquer les professionnels du secteur dans la constitution et la gestion de mécanismes pérennes de financement de leurs besoins d'investissement et de fonds de roulement.

I. 3.4.3 La mobilisation des crédits

L'accès au crédit sera essentiellement réservé aux épargnants. Les procédures de mobilisation des prêts, tout en prenant en compte les spécialités de la transformation artisanale, devront assurer le renouvellement et la pérennité des ressources.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les modalités d'adhésion et d'octroi de financement devront concilier les impératifs d'une procédure administrative allégée et attractive et les nécessités d'une évaluation objective du bien fondé économique et de la cohérence des besoins de financement.

De cette dynamique, le démarchage de proximité, par exemple, constitue un moyen efficace pour canaliser les ressources vers les projets rentables. Afin de doter les Mutuelles d'Epargne et de Crédit[44] de fonds de commerce constitués de clients déterminés à s'investir dans la prise en charge de leurs besoins de financement, des séances d'animation, de formation et d'encadrement peuvent s'avérer utiles en fonction des « segments de population » des professionnelles de la transformation artisanale (transformatrices simples, transformatrices commerçantes, transformatrices mareyeuses...).

I. 4 L'alphabétisation et la formation: l'exemple du centre de Fass Boye

Fass Boye, un village de la communauté rurale de Mboro dans le département de Tivaouane (région de Thiès), a été équipé en 1996, d'un centre féminin de formation dénommé « Aminata Mbengue Ndiaye » (ex ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille) dans le cadre du projet SERVI - PECHE.

Le centre a pour objectifs essentiels « **le développement d'une meilleure connaissance de la réalité des sites cibles, une maîtrise de leurs besoins et l'élimination des obstacles à l'autonomie des femmes par la formation et la sensibilisation** ». Les principaux thèmes de la formation en alphabétisation fonctionnelle sont liés à la gestion, au marketing et au crédit. Les bénéficiaires du centre sont issus de milieux divers: la pêche, le maraîchage, l'élevage et le petit commerce. Entre 1996 et 1999, 342 femmes de 71 GIE (30 pour la transformation artisanale, 20 pour l'élevage, 9 pour le commerce et 12 pour le maraîchage) ont bénéficié des activités du centre.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[44] La CNCAS, en concertation avec l'Etat et les organisations professionnelles de la transformation artisanale, doit organiser un réseau de Mutuelles de Crédit et d'Epargne dans les centres de production. Ces institutions seront chargées de l'intermédiation financière de proximité axée essentiellement sur le couple Epargne / Crédit. Leur connaissance du milieu, des capacités financières et de la solvabilité potentielle des mutualistes feront d'elles, sur le plan opérationnel, des relais efficaces de l'intervention de la CNCAS. En effet la participation du réseau des caisses d'épargne et de crédit à la distribution de crédit, du fait que celles-ci opèrent sur la base de la solidarité et de la mutualisation des risques, offre plusieurs avantages dont un meilleur suivi de l'utilisation des crédits, des actions de recouvrement plus aisées, mais permettra surtout, de fidéliser la clientèle et en contrepartie, de capter l'essentiel des ressources générées par des activités des mutualistes.

A l'évidence, ce résultat est important, de même la mobilisation des transformatrices incontestable: elles ont participé à hauteur de 5% du coût total de la construction du centre estimé à 18.000 000 F CFA. Mais, le fonctionnement de cette infrastructure a révélé, une fois de plus, les limites des interventions des structures et des stratégies pour le développement de la transformation artisanale.

D'abord la formation dispensée, même informelle, reste élitiste. Les leaders formés (30 facilitatrices à Fass Boye) restent les principaux agents de reproduction des approches du système de formation, donc des bailleurs de fonds. Il s'y ajoute que le projet de formation, très petit et localisé, a produit un impact relativement insignifiant par rapport à l'ampleur des problèmes à résoudre: l'insuffisance d'infrastructures adaptées, la gestion de l'espace de travail, de cohabitation, la sous information sur les possibilités de commerce et l'exploitation des produits transformés.

Ensuite, les thèmes proposés lors des séances de formation et d'alphabétisation n'ont pas suffisamment pris en compte les besoins spécifiques de chaque secteur d'activités ; à ce propos, est-il nécessaire de le rappeler, ces besoins diffèrent en fonction des centres d'activités, donc des milieux géographiques (zone de maraîchage, zone d'élevage, zone de transformation...), de la polyvalence des activités (production, transport, commercialisation...)de la diversité, de la périssabilité des produits (poissons secs, légumes, oeufs, viande...)et surtout de la visibilité des activités (réponses à des besoins réels, vitaux, bilans positifs...)

Enfin, à ces contraintes se greffent celles liées à la poursuite et à la pérennité des cycles de formation du centre. A ce niveau, l'absence de prévision de l'arrêt du projet et l'ignorance de la période où l'autonomie du centre sera assurée sont manifestement les principaux aspects.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I. 5 L'opération « maîtrisards » : l'exemple du Complexe de Transformation des Produits de la Mer à Mbao

Le projet « Maîtrisards Pêche Artisanale » a démarré en 1984 dans le cade du VI plan quadriennal de développement économique et social (1981-1985). L'opération, dont l'exécution avait été confiée à la Société Nationale de Garantie, d'Assistance et de Crédit (SONAGA), participe d'un programme plus vaste des pouvoirs publics pour atténuer l'inadéquation constatée entre les « produits » du système éducatif et les besoins du pays.

En 1981, une centaine de « maîtrisards » fut enrôlée dans la fonction publique mais la Banque Mondiale, désormais hostile à tout recrutement de personnel, deux alternatives furent retenues: des stages de formation dans des entreprises privées devant déboucher sur l'embauche et la création de petites entreprises par les diplômés de l'enseignement supérieur.

L'insuccès de la première solution (réduction des contrats de stages mais très peu d'embauches nouvelles) conduisit les pouvoirs publics à orienter leurs efforts sur la mise en place de plusieurs « petites sociétés anonymes à responsabilité limitée » confiées à des « maîtrisards », en général des diplômés de la Faculté de Droit et de Sciences Economiques de l'Université de Dakar. Ainsi dans une première phase, naquirent, avec l'aide de l'Etat, des entreprises dans les secteurs des transports (taxis urbains et interurbains), de la boulangerie et du commerce.

A partir de 1984, les créations touchèrent les domaines du maraîchage et de la pêche artisanale. En ce qui concerne cette dernière, au mois d'avril de la même année, cinq sociétés anonymes furent créées. Chaque société, gérée par trois diplômés, reçut par l'entremise de la SO.NA.G.A, un prêt de la Banque Ouest africaine de Développement d'un montant de 31.000 000 F CFA. Assorti d'un taux d'intérêt de 12,5%, le remboursement de la dette, modulé en fonction de l'irrégularité saisonnière des débarquements, devait s'étaler en 5 ans, avec un différé de 3 mois à 1 an.

Les entreprises créées grâce à ce prêt devraient théoriquement intégrer l'exploitation et la distribution des produits halieutiques. Pour utiliser toute sa ligne de crédit et en raison surtout des aspérités du terrain (concurrence impitoyable des mareyeurs, irrégularité des débarquements, relations difficiles avec les pêcheurs...) une entreprise se proposa de s'investir dans la transformation artisanale: c'est le Complexe de Transformation des Produits de Mer (C.T.P.M.), situé au km 22, route de Rufisque. C'est à l'angle formé par la nationale I et sa perpendiculaire conduisant à Mbao que s'étend actuellement ce complexe.

Initialement, entre 1988 et 1994, le C.T.P.M. exerçait ses activités à Mbour ; après trois ans d'exercice dans le mareyage, ses promoteurs ont redéployé leurs activités à Mballing où ils ont intégré progressivement la transformation. Mais à partir de 1995, pour atténuer les difficultés liées à l'approvisionnement en matière première et à l'écoulement de leurs produits, ils délocalisent le centre au profit de Mbao, plus proche de Dakar et d'accès plus aisé.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Entre 1996 et 1999, les enquêtes que nous avions effectuées ont permis d'identifier des performances dans des domaines aussi variés que la nature des infrastructures (1 bureau, des toilettes, 1 magasin d'emballage et de stockage des produits...), la gestion des facteurs de production (eau et téléphone), de l'aménagement de l'espace par la répartition des unités de production (aires de salage, de séchage...). Toutefois, ces performances ne doivent pas occulter les problèmes de fonctionnement du centre : absence d'électricité, approvisionnement en matière première (requin, raie), concurrence des transformatrices, monospécificité des produits offerts (le salé-séché), activités saisonnières ; les problèmes évoqués sont en outre accentués par un éloignement relatif par rapport aux espaces de débarquement où mareyeurs et transformatrices se livrent parfois à une impitoyable concurrence pour l'accès à la matière première.

Les contraintes d'ordre conjoncturel de la transformation artisanale sont diverses et complexes. Néanmoins, le secteur est en pleine évolution. Son fonctionnement, ses acteurs et ses objectifs changent sous l'influence d'un certain nombre de facteurs ; mais cette dynamique se heurte à des contraintes nouvelles.

II. LES CONTRAINTES NOUVELLES DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE

Les acteurs de la transformation artisanale ont développé des stratégies adaptatives pour pallier les limites des interventions de développement publiques ou privées. Les contraintes nouvelles auxquelles ils sont confrontés sont de nature plus complexe en raison surtout de leur enracinement dans un cadre plus vaste, celui du littoral Ouest africain.

II. 1 La réduction du potentiel de production artisanale

Suite à la modernisation des techniques de pêche (la motorisation) et à l'adoption d'engins plus performants (filets maillants, sennes tournantes) les captures ont augmenté et se sont diversifiées, surtout en faveur des pélagiques, fournissant une matière première bon marché. Ces débarquements abondants et saisonniers, ont induit le développement de techniques permettant d'absorber périodiquement de grosses quantités comme le fumage ; ces méthodes sont souvent associées à d'autres activités(transport de la matière première de la plage aux ateliers, fabrication de panier...) ou à des migrations saisonnières.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Par contre, la récession de certaines espèces traitées traditionnellement, surtout les démersaux et les poissons cartilagineux (raies, requins) réduit considérablement le potentiel de production des transformatrices. Le complexe de transformation des produits de la mer de Mbao en souffre.

Cette récession est due, soit à une réduction des zones de pêche, liée à la succession de sécheresses ou à la désorganisation de la gestion coutumière des pêches, soit à une raréfaction des ressources suite à leur surexploitation (zone atlantique Ouest africaine), à l'intervention de l'homme (construction de barrage, pollutions industrielles et agricoles...) ou enfin au prélèvement direct du mareyage en frais en vue d'exporter (accords de pêche, mareyage à l'export). Ce dernier aspect, haussant considérablement le prix du poisson au débarquement, handicape la production (kéccax , tambadiang...) destinée à approvisionner les populations à faible pouvoir d'achat. Sa répercussion sur le coût de production incite les transformatrices qui pratiquaient plusieurs activités à s'orienter vers une production monospécifique. En fonction des marchés, certains professionnels choisissent une activité marchande rémunératrice, comme le fumage à Bargny et Mbour. Ce procédé est très attrayant, car le cycle de transformation est plus court, le produit est plus lourd et se vend mieux. Par contre, une situation inverse peut être observée à Mbao (C.T.P.M.), Kayar et Saint Louis, la gestion du coût de production associée au pouvoir d'achat faible, favorise l'essor de méthodes peu onéreuses comme le séchage. En outre, ces phénomènes accentuent les migrations ; les transformateurs (burkinabé, maliens, guinéens...) recherchent des centres fortement producteurs, où la rente économique est élevée. Cela participe certes de la diffusion de nouvelles techniques, mais entraîne aussi la dissipation de cette rente, dégagée par ce secteur porteur.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II. 2 Evolution des marchés : la saturation des marchés des pays du Golfe de Guinée

La facilité d'écoulement des produits est au centre des motivations qui déterminent le type de méthode pratiquée. La perspective de nouveaux débouchés (Amérique du Nord, Proche Orient...) favorise l'expansion de nouvelles techniques, comme à Missirah[45] où les transformatrices peuvent

[45] Le centre de pêche de Missirah (région de Fatick, département de Foundiougne) est réalisé par le truchement de la coopération sénégalo-nippone pour un montant de 1 milliard 700 millions de F CFA représentant une subvention non remboursable du Japon. Les activités du C.P.M. qui touchent les pêcheurs, les mareyeurs et les transformatrices ont démarré en 1990 avec une contrepartie du Sénégal de 90 millions de F CFA. Dans le cadre de l'introduction de nouvelles techniques de transformation, les transformatrices ont mis sur le marché de nouveaux produits à haute valeur ajoutée ; il s'agit surtout de poisson fumé à froid : espadon sciphia (7000 F / kg), capitaine fumé (4500 F /kg), bonite fumé (4000 F / kg), seiche fumée (6000 F / kg).

même s'approvisionner sur le marché du congelé (Usine de pêche de Missirah), et l'amélioration de la qualité des produits qui doivent se conserver plus longtemps pour suivre des circuits de distribution longs.

Les circuits de commercialisation restructurés doivent valoriser les avantages dégagés par l'amélioration de la conservation des produits transformés : désenclavement des zones de pêche et des zones rurales, ouverture de nouveaux marchés ou recherche de marchés intermédiaires... Par exemple, la suppression des barrières douanières au sein des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (U.E.M.O.A)[46] permettra, sans doute, de limiter « les trafics illégaux » et favoriser les échanges. La mise en place d'infrastructures de froid sur les grands centres de débarquements et d'usines de glace locales réduirait la dépendance des transformatrices aux intermédiaires et aux écueils de distribution ; ainsi les lois du marché fonctionneraient correctement.

Par ailleurs, la recherche de nouveaux débouchés nécessite une éducation et la promotion du poisson sec auprès des populations rurales afin d'accroître la demande. En effet, les habitudes alimentaires, faut-il le rappeler, agissent également sur l'essor du secteur de transformation. Les régions éloignées des centres de transformation consomment peu de poisson. Les marchés ne sont ni figés, ni uniformes, ils émergent et fonctionnent dans des conditions identifiables. Plusieurs moyens de vulgarisation existent à ce propos : séances de sensibilisation sur la pêche et la diététique, à l'école, dans les hôpitaux, les centres sociaux ou de formation professionnelle, intégration du poisson dans les menus des collectivités, organisation de concours de cuisine, enquêtes sur la composition des repas journaliers de la population afin de cerner les régions défavorisées ou susceptibles d'être consommatrices.

Toutefois la saturation des marchés peut toucher durement les professionnels ayant investi à cet effet. Tel semble être le cas des transformatrices de salé-séché et de métora qui exportaient la presque totalité de leurs produits vers le Cameroun, le Congo et la République Démocratique du Congo, actuellement en récession économique, et vers le Ghana, actuellement autosuffisant.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[46] L'UEMOA, créée en janvier 1994, regroupe huit pays : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

II. 3 La concurrence et la baisse de la rentabilité des unités de transformation artisanale

Nécessitant des connaissances et des investissements minimes, la transformation artisanale offre un marché du travail ouvert, « à libre entrée et sortie ». Son évolution lui permet d'atteindre une dimension commerciale offrant des revenus souvent supérieurs à ceux des autres groupes socio-professionnels de la pêche et l'émergence d'un important salariat, en majorité les hommes victimes de l'exode rural et du chômage urbain. Les femmes sont des tenantes de la profession, mais un grand nombre exerce cette activité depuis peu et n'appartiennent pas au milieu de la pêche, comme par exemple les transformatrices Peuls de Potou. En effet, **« les Peuls, à l'instar des autres sociétés rurales sénégalaises, doivent faire face, avec des revenus relativement faibles, à une multitude de besoins créés et entretenus dans le cadre d'une économie nationale dominée »**[47]. D'autre part de nombreux étrangers profitent des facilités d'accès de la transformation artisanale, se traduisant par l'ouverture de nouveaux marchés, en particulier vers les pays d'origine des immigrés. Cette insertion s'effectue quelquefois de manière frauduleuse, les produits étant commercialisés à l'insu ou avec la complicité des services de contrôle frontaliers (Douanes, Polices...), grevant l'approvisionnement du marché national.

Tout en permettant d'absorber, en partie, le chômage, ce processus ne va pas sans poser de problèmes. Bien que l'organisation sociale empêche une invasion anarchique de ce secteur, la pression d'entrée forte, les mutations de la gestion traditionnelle des moyens de production et du foncier vers une gestion marchande, entraînent une saturation spatiale des centres de transformation et une vive concurrence pour l'approvisionnement, réduisant la rentabilité individuelle des unités de transformation.

Les transformatrices font preuve de dynamisme et tentent de s'adapter aux nouvelles conditions de production ; mais des disparités économiques (pouvoir d'achat, accès au crédit, accès à la matière première...), des conflits politiques (opposition de tendances) et des contraintes sociales (coutumes, hiérarchie sociale, tabous...) persistent et limitent l'essor de ce secteur. Dans certains centres de transformation, le prix de vente ne permet presque plus de couvrir les frais de production (Iles du Saloum). De plus, le problème posé par les prédateurs (insectes) n'est pas encore résolu.

[47] BA. C. 1986, op.cit p. 219.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

II.4 Amélioration des techniques, transfert de technologies et engagement de l'Etat

Les mutations actuelles de la transformation artisanale révèlent que celle-ci peut réagir à des stimuli extérieurs et s'adapter à de nouvelles situations ; des améliorations peuvent donc être vulgarisées. Bien souvent, les essais d'intégration de nouvelles technologies échouent, car elles sont pensées en dehors du cadre culturel, économique et social dans lequel elles doivent s'insérer. Les projets visent souvent à accroître la production. Leur durée d'action relativement courte, permet rarement de mobiliser les ressources locales, et d'identifier les différents acteurs, leurs besoins et le contexte environnant. Toute action de vulgarisation doit intégrer la totalité des intervenants de la filière et tenir compte de l'environnement conditionnant la production[48]. La richesse de la psychologie des transformatrices et de sa latence dans un littoral en mutation, ne doivent pas être occultées.

L'ensemble des interventions doit être justifié économiquement, les avantages potentiels dégagés et les objectifs fixés, les critères économiques et hygiéniques devant prendre en compte les habitudes alimentaires des consommateurs.

La vulgarisation des techniques nouvelles doit être soutenue par une sensibilisation : formation des professionnels, d'autant que certains centres sont isolés et certains ateliers itinérants. Dans ce cas, les avantages sociaux et les aménagements publics étant restreints (absence d'écoles, d'hôpitaux, d'adduction d'eau...) et le niveau d'alphabétisation bas, l'amélioration des conditions de production doit tout d'abord passer par un désenclavement de la zone et l'amélioration des conditions de vie et d'éducation[49].

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[48] A ce sujet, la phase d'identification doit être poussée et certains thèmes doivent être étudiés :
- destination des produits (nature des marchés traditionnels, consommateurs, valeur marchande des produits, vitesse de vente, marchés potentiels...) ;
- techniques de pêche, espèces débarquées (conditions d'approvisionnement, saisonnalité, évolution des stocks et de la demande, ...) ;
- structure économique, accès au financement (taux et modalité de crédit, organisation du système informel, existence de coopérative, de groupement féminin, de groupement d'intérêt économique, de gestion communautaire, d'épargne...) ;
- structures sociales et organisation de la profession, condition d'accès au secteur...) ;
- existence d'autres modes de valorisation, conserveries, usines de farine, d'engrais... ?

[49] En ce sens, les pouvoirs publics sénégalais en concertation avec le Japon, ont élaboré un programme ambitieux de développement dans la zone de pêche Nord du Sénégal. Les volets relatifs aux conditions de travail, d'éducation et de santé sont largement pris en compte dans ce projet finalisé depuis septembre 1997.

Des mesures annexes, requérant un engagement de l'Etat doivent accompagner ces actions : politiques de crédit efficaces et adaptées, facilité d'approvisionnement en matière première, maintenance des infrastructures... La structure d'encadrement doit tenter de privilégier l'organisation des transformatrices en s'appuyant sur les structures sociales préexistantes, comme la formation de GIE (structure plus souple que les coopératives) regroupant une dizaine de personnes, leur permettant d'avoir accès aux crédits ou au matériel de production. Le regroupement des professionnels permet en outre la fixation des prix et de limiter leur dépendance aux intermédiaires.

II. 5 La saturation des espaces de transformation artisanale

La crise spatiale dont souffre la production artisanale s'inscrit dans une problématique plus large et plus complexe, celle du littoral sénégalais qui revêt plusieurs aspects. En raison de leurs incidences sur l'évolution de la transformation artisanale, nous avons retenu d'organiser notre réflexion autour des questions de nature juridique, anthropique et physique. L'aspect juridique est nécessaire. Il doit être situé dans l'espace, dans les facteurs environnants.

Le littoral sénégalais, malgré la complexité de sa définition, est source d'enjeux d'ordre économique, social, culturel, technique... ; cette tendance crée des problèmes d'arbitrage de plus en plus ardus et liés au partage le plus souvent conflictuel de l'espace et des ressources (foncières, animales, végétales). Ainsi, le littoral est saisi par le droit. De ce point de vue, les pouvoirs publics disposent d'un patrimoine foncier dont une portion relève du domaine public et l'autre du domaine privé (CAVERIVIERE M. et DEBENE M. 1987).

En ce qui concerne le premier dont nous évoquons ici un aspect en raison de ses incidences sur l'évolution du littoral, il soulève la brûlante question des « rivages de la mer », par conséquent des fameux « pas géométriques » dont la délimitation est de plus en plus délicate en raison de multiples pressions d'origine physique et anthropique.

C'est dans les îles françaises (les Antilles, la Réunion) qu'apparut, sous l'ancien régime, l'institution de la réserve des « pas du Roy » ou pas géométriques. Il s'agissait d'une zone de 50 pas (81, 20 m) située en bordure de la mer et faisant le tour des îles. En affirmant leur inaliénabilité, les ordonnances royales les justifiaient pour des besoins d'ordre militaire, de défense contre les invasions extérieures. Après leur introduction au Sénégal en 1900, sous l'expression « d'une zone de cent mètres à partir de la limite des plus hautes marées », elle sera maintenue depuis 1928.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

L'existence des « pas géométriques » donne-t-elle aujourd'hui à l'Etat les moyens de maîtriser l'aménagement du littoral ? En affirmant la domanialité publique du littoral, la loi n° 76-66 du 2 juillet 1976 permet-elle de réserver les terrains nécessaires aux différentes activités économiques sans discrimination ?

Un regard sur la pratique révèle l'existence de plusieurs contraintes liées aux aménagements et à l'intégration des activités économiques.

En ce qui concerne les pressions actuelles et les usages conflictuels[50] qui en résultent en rapport avec l'urbanisation, l'industrialisation, les zones résidentielles et autres activités (pêcheries, navigation, commerce, agriculture, ...), le littoral sénégalais est l'objet d'occupations diverses dont certaines sont illicites et anarchiques, notamment en zones urbaines (Dakar, Rufisque, Mbao, Mbour...). L'augmentation continue du nombre d'habitants dans les zones côtières et de leurs activités entraîne, en plus des dommages profonds sur l'environnement (pollutions industrielles, agricoles, modifications des écosystèmes...), une saturation de l'espace dont toutes les activités subissent les conséquences, à des degrés divers. La situation ainsi créée est fort regrettable pour la transformation artisanale dont les activités, souvent mal appréciées (sources de pollution), sont de plus en plus menacées, délocalisées (transfert des fumeries artisanales de Mbour à Mballing (7km) voire interrompues par l'avancée de la mer.

A ce propos, l'érosion côtière n'est pas uniformément observée sur toute la façade océanique du Sénégal ; certains secteurs (de Saint-Louis à Kayar et le littoral Sud du Saloum) révèlent une tendance à « l'engraissement », d'autres (de Kayar à Yoff) sont presque stables tandis qu'entre la presqu'île du Cap Vert et la Pointe de Sangomar, le recul de trait de côte s'établit à une vitesse de 1,2 à 1,5 m par an (les reculs les plus importants ont été constatés dans l'espace rufisquois : 122 m de 1933 à 1980.

Le recul de la ligne de rivage a des conséquences sociales et économiques importantes par les catastrophes qu'elle engendre : destructions de l'habitat, des activités et donc transfert des populations (Projet Rufisque II, Projet Kadd Diakhanor où près de 220 parcelles ont été aménagées sur un site de 40 hectares pour recaser les habitants de Djifer dont les principales activités,

[50] Une pièce à conviction à verser dans le dossier des conflits : le transfert des fumeries et sécheries de Mbour à Mballing est mal apprécié par l'usine IKAGEL exportatrice de produits frais (crevettes) vers le marché européen.(annexe XXIII).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

organisées autour de l'usine de pêche et des campements touristiques, ont été littéralement balayées par l'avancée de la mer).

La transformation artisanale souffre donc d'une prise en tenaille : d'un côté la mer avance, de l'autre des établissements humains (le front urbain) se densifient et progressent vers les côtes où les conditions de vie sont jugées plus favorables. Elle est prise dans un étau.

La résolution de ces problèmes très complexes et la gestion des conflits en gestation[51] ne pourraient intervenir que dans une dynamique de synergie de compétences pluridisciplinaires, de géomorphologues, d'ingénieurs, d'historiens, de géographes, d'architectes, d'urbanistes, de sociologues, de juristes ... Toutes les solutions envisagées devront être inscrites dans une perspective d'aménagement intégré de la zone côtière donc dans une politique de développement durable du Sénégal[52].

III – ALTERNATIVES ET DYNAMIQUES EMERGENTES

Nous avons vu dans les chapitres précédents comment les transformatrices et la transformation artisanale ont été intégrées, à partir d'une régionalisation des actions de développement, dans une logique productiviste.

Sur le plan économique et social, il en a résulté, entre autres, plusieurs conséquences. La transformation artisanale enregistre de plus en plus une croissance marchande forte, soutenue surtout par une importante consommation intérieure. Elle se caractérise aussi par une grande diversification des activités directes et indirectes de la filière, sources de revenus pour les transformatrices et leurs intermédiaires. Elle est enfin marquée par de nombreuses institutions professionnelles (G.F, G.I.E, Union) ou sociales et culturelles qui soudent les communautés de transformatrices en même temps qu'elles contribuent à l'élaboration de stratégies actives de négociations.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

[51] Dans la région de Dakar, la « Déclaration de Mbao » de décembre 1997 et la lettre ouverte adressée au Président de la République en janvier 1998 par l'architecte Pierre GOUDIABY Atépa constituent des indicateurs objectifs de risques de conflits d'ordre foncier comme ceux qui se sont produits à Ngor (annexes XXIV et XXV)

[52] Entre autres références, il est possible de consulter les modules de formation en aménagement intégré de la zone côtière et la zone économique exclusive publiés par le CRODT (septembre 1995), notamment ceux dispensés (par le Pr. El Hadji Salif DIOP) dans le cadre de la « chaire UNESCO » fonctionnant au sein du département de géographie de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'UCAD à Dakar.

Il convient maintenant d'organiser notre réflexion autour de questions aussi complexes que l'évolution du cachet ethnique, la percée des hommes, l'évolution structurelle des communautés de transformatrices et des activités, les incidences du recul de l'Etat et les incertitudes sur les mutations en cours.

III.1 Permanence et recul du cachet ethnique

Le monde traditionnel des transformatrices change progressivement de contenu. Les formes d'existence coutumières s'aliènent au profit d'une ouverture plus grande sur l'extérieur. L'espace social des transformatrices s'élargit du fait de l'urbanisation et de la mobilité sociale ; leur vie de relations s'organise en des points de plus en plus nombreux (centres de traitement, marchés intérieurs urbains et ruraux, marchés extérieurs d'Afrique, d'Europe, d'Asie...) et s'insère dans des réseaux plus vastes(G.F, G.I.E, Unions régionales) que les familles ou les groupes ethno-territoriaux (lébu du Cap-Vert, wolof de Saint-Louis, serer du Saloum, diola de la basse Casamance).

Intégrées dans une dynamique de mutations, les communautés de la transformation artisanale présentent, entre autres, un visage fort complexe de contradictions (émergence de stratégies individuelles de sortie de crise au sein de sociétés jadis fortement communautaires) où des permanences (dans la gestion des activités, les techniques de production, la perception de l'environnement économique...) côtoient des aspirations de plus en plus fortes au modernisme (techniques de productions nouvelles, usage des technologies de communication et de gestion...).

L'urbanisation, en créant des conditions de vie nouvelles, a développé une culture urbaine. Facteur de promotion économique et sociale, d'émancipation collective et individuelle, l'urbanisation reste, cependant, une source de multiples contraintes, de mutations socioculturelles. Son accentuation dans un contexte de crise économique favorise, entre autres, l'exclusion sociale, la déviance (surtout chez les jeunes) et la rupture avec les traditions. Toutes ces crises affectent différemment les communautés de la transformation artisanale et se cristallisent dans leur cellule de base, la famille. La communauté familiale, jadis étendue, se rétrécit. Le cachet ethnique recule face à l'ampleur des bouleversements économiques et socioculturels.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

III.2 La percée des hommes

Au cœur du développement des pêcheries maritimes artisanales, les femmes ont révélé leur dynamisme quel que soit le domaine considéré (mareyage, transformation artisanale). Mais l'accentuation des problèmes sociaux avec la crise économique et la pauvreté qu'elle induit ont poussé les hommes à s'investir dans des filières traditionnellement réservées aux femmes. Naguère mobilisés pour des activités aussi diverses que le transport de la matière première, le pré traitement des produits (écailler, éviscérer, étêter), l'emballage etc., les hommes s'initient progressivement aux activités de production (le métora, le salé-séché) orientée vers l'exportation. Dans le domaine de la circulation des produits, le commerce de gros surtout, les hommes représentent les principaux agents économiques. Les mécanismes traditionnels fondés sur l'oralité, les relations personnelles ou de parenté, la coutume, s'effacent au profit de mécanismes plus conventionnels faits d'écrits, de cautions.

Intermédiaires entre les gros producteurs (GIE, GF) et les vendeurs en demi-gros ou au détail (monopolisé par les femmes), les hommes comprennent en réalité différentes catégories opérant à des phases (achat en gros ou vente en gros ou demi-gros) et niveaux (dans les centres de transformation, dans les marchés urbains) de commercialisation successifs. C'est en tout cas ce que révèlent les enquêtes de terrain surtout dans les centres de production de Joal, Kayar, Saint-Louis et Kafountine. En raison de leurs possibilités financières, relativement importantes, les hommes achètent l'essentiel de la production des grands centres pour l'écouler auprès des vendeuses de détail ou vendeurs des marchés urbains, parfois ruraux. Dans ce contexte de crise de protection et préservation des ressources halieutiques, donc de leur surexploitation, l'émergence des hommes dans le domaine de la transformation artisanale, surtout dans la production, entraîne de plus en plus des formes d'exclusion, de marginalisation des groupes les plus vulnérables du monde de la production artisanale. Sur le plan économique, les transformatrices individuelles, par exemple, et toutes les familles qui, d'une façon ou d'une autre, dépendent des pêcheries artisanales pour s'alimenter ou pour assurer leur train de vie, pourront-elles soutenir à moyen ou long terme, la concurrence des hommes plus libres et plus mobiles ? Une telle évolution n'engendrerait-elle pas un cercle vicieux de difficultés économiques et de bouleversements sociaux (chômage, survie, révoltes, délinquance, drogue, ...) ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

III.3 Inégalités croissantes de l'évolution structurelle des sociétés et des activités

Les communautés de la transformation artisanale sont de plus en plus prises dans des mutations trop rapides, parfois incontrôlées. Les valeurs de solidarité et le sens de la famille s'effritent progressivement. De nouveaux acteurs apparaissent. En témoigne l'émergence de stratégies individuelles de sortie de crise sur des réponses collectives parfois plus pertinentes face à l'ampleur des problèmes (redéploiement spatial des centres de transformation).

Le milieu urbain, par exemple, offre une palette de petits entrepreneurs (transformatrice, transformatrice-comerçante) relativement aisés. De plus, une nouvelle classe aux revenus plus substantiels a fait son apparition au sein des circuits de distribution décentralisés, amenant les institutions (surtout financières) à les satisfaire en priorité par des services de plus en plus élaborés (crédits, fax, marketing) au détriment des couches (transformatrices individuelles surtout) à revenus modestes. Au-delà de cet exemple, la restructuration sociale des communautés des pêcheries artisanales a impulsé des types d'organisation de transformatrices modernes (GIE, Union de GIE, G.F) rarement articulés sur les organisations traditionnelles préexistantes.

Par ailleurs, les projets, par le biais de l'encadrement technique, ont introduit des messages visant à induire des objectifs de production, de productivité et surtout de progrès sans tenir compte des besoins réels de la transformation artisanale. Le dispositif instrumental de vulgarisation de nouvelles techniques de transformation a permis d'emmagasiner un savoir-faire utile. Mais au-delà de cette évidence, deux aspects sont à noter :

- certaines espèces (les sardinelles) s'accordent mal à ces techniques (le fumage à froid), ce qui entraîne une surexploitation des espèces adaptées ;

- le savoir-faire cumulé n'est que peu transféré en direction des techniques traditionnelles du fait d'une double déconnexion. D'une part, les « techniques améliorées » (centre de pêche de Missirah) sont tournées vers les marchés d'exportation, alors que les techniques traditionnelles sont essentiellement tournées vers les marchés locaux. D'autre part, les « techniques améliorées » ne sont pas des techniques des transformatrices[53] dans le sens où les deux mondes sont relativement

[53] Depuis une décennie le secteur regroupe deux types de transformation : des méthodes traditionnelles, perpétuant des technologies empiriques, ancestrales et des « méthodes améliorées » ou nouvelles pour les transformatrices. Les premières permettent de limiter les pertes en intégrant les contraintes économiques sévissant dans les centres défavorisés (enclavés) : investissements réduits, coûts de production faibles et produits bon marché, disponibles en quantité fractionnée. Cependant, dépendantes du climat, des saisons de pêche et des conditions de distribution imposées par les intermédiaires, elles évoluent peu par manque de capitaux et d'organisation du circuit commercial. En revanche, les « technologies améliorées » ou nouvelles, récemment adoptées par les transformatrices sous l'impulsion de projets (ou pratiquées par des « étrangers immigrants ») peuvent valoriser les produits en une marge brute importante et élargir le rayon de distribution (exportation).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

étanches l'un à l'autre, sauf lorsque éclatent des situations conflictuelles sur l'appropriation des ressources halieutiques (matières premières).

III.4 Recul du rôle de l'Etat : nouveaux acteurs, nouveaux bailleurs, nouveaux enjeux.

Jusqu'en 1980, les pouvoirs publics représentaient les seuls intermédiaires entre les besoins des communautés des pêcheries maritimes artisanales et les financements extérieurs. Mais affaibli par les ajustements structurels des années 80, l'Etat a progressivement perdu ce monopole. De nouveaux acteurs apparaissent, porteurs de revendications de leurs communautés. Sous des formes diverses plus ou moins organisées, ils vont profondément modifier le paysage de l'aide. Les institutions locales occupent des fonctions délaissées par l'Etat et s'arrogent progressivement une partie des prérogatives jusque là réservées à l'administration. Des contestations contre les pouvoirs publics se développent et expriment l'incapacité de la puissance publique à traduire les aspirations des communautés dans leurs stratégies de développement. Les bailleurs de fonds, après avoir soutenu des changements ayant conduit au recul de l'intermédiation de l'Etat, exercent de plus en plus, des actions déterminantes dans cette évolution. L'ouverture de partenariats directs avec les communautés des pêcheries artisanales, l'appui au processus de décision en sont les principales manifestations.

Ce contexte a été particulièrement favorable à l'éclosion de nouvelles institutions (G.F, G.I.E, O.N.G, UNION de G.I.E) et a permis à plusieurs « organisations du Nord » de mobiliser des fonds pour financer des projets de développement des pêcheries maritimes artisanales. La transformation artisanale, dans une certaine mesure, n'y a pas échappé. L'expérimentation de ces nouvelles formes de coopération a eu pour effet de voir échapper aux structures étatiques, bien que les pouvoirs publics soient les interlocuteurs privilégiés des grandes institutions, la maîtrise d'œuvre des projets de plus en plus importants.

Mais au-delà de cette évidence, la forte pénétration du capital dans le monde de la transformation artisanale, dont la puissance publique est incapable de gérer les excès, est inégale selon les régions littorales (Saint-Louis - Louga et Thiès - Fatick par exemple).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Ce processus a connu un tel succès que le nombre d'organisations (pour accéder aux financements directs) a proliféré. Le foisonnement d'acteurs qui en a résulté est fort complexe. Il soulève bien des interrogations quant à l'efficacité et à la pérennité de leurs actions. De cette diversité d'intermédiaires découlent plusieurs conséquences, dont la perception qu'en ont les bénéficiaires n'est pas la moindre : incohérences, course à la captation des financements, concurrences pour l'accès au capital, enchevêtrement des compétences pour réaliser les objectifs. L'Etat, les sociétés civiles, les communautés des pêcheries, les acteurs privés se livrent une concurrence pour l'accomplissement de missions de services publics, avec d'inextricables problèmes de légitimité d'acteurs.

III.5 Les incertitudes sur les mutations en cours

Si les mutations en cours dans les communautés de pêche en général et celles de la transformation artisanale en particulier augmentent les degrés de liberté de certains acteurs, l'énorme majorité des transformatrices continue néanmoins à privilégier des stratégies prudentes, à court terme, dans le cadre d'un « conformisme social » fort et d'une minimisation des risques. La gestion moderne du centre (ou de l'atelier) de transformation avec maîtrise des innovations, de la gestion et de la commercialisation est encore au stade de balbutiements.

Dans de nombreux centres (ou ateliers) de production, les transformatrices capables d'investir à moyen terme dans la transformation artisanale constituent encore des minorités que les incertitudes de leur environnement socio-économique (conflit de Casamance, rareté des ressources, conflits entre gardes côtes mauritaniens et pêcheurs guet-ndariens) rendent prudentes. L'analyse des évolutions des unités familiales qui s'équipent avec des magasins de stockage, qui achètent un moteur pour équiper leur pirogue, qui construisent des fours à parpaing ou qui misent sur des techniques à haute valeur ajoutée (centre de pêche de Missirah) etc., n'autorise pas à dégager des explications évidentes des changements sur les centres ou ateliers de transformation. Il est possible d'identifier des cas où le capital extérieur a été déterminant (création de quelques îlots de modernité à Kayar, à Pointe Sarenne, à Thiaroye, à Missirah), d'autres où l'initiative individuelle a prévalu, des réussites isolées et des mutations de tout un centre de production etc.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

De façon générale, les appuis à la promotion de l'entreprenariat féminin dans le monde de la transformation artisanale rencontrent plusieurs contraintes (restrictions des bases spatiales, multiplication des cadres d'assistance et d'intervention, dégradation des écosystèmes côtiers, surexploitation des ressources halieutiques, etc.) Cependant, grâce aux systèmes de financements décentralisés et à l'organisation du monde de la production artisanale, des voies nouvelles s'ouvrent et favorisent l'apprentissage à la gestion, la mise en oeuvre de techniques adaptées et la maîtrise des circuits de distribution.

Conclusion

Les communautés de la transformation artisanale sont caractérisées par une très grande diversité ethnique, culturelle, démographique...La croissance urbaine, le chômage, les problèmes de la pêche industrielle, l'accroissement et les difficultés liées à la conservation des mises à terre etc. ont sans cesse marqué l'évolution de leurs effectifs.

Dés le début des années 90, la transformation artisanale et ses acteurs ont été insérés dans une politique de régionalisation des actions de développement. Cette orientation faisait suite aux nombreux échecs enregistrés dans le domaine du développement des pêcheries maritimes, surtout en ce qui concerne les volets relatifs à l'industrialisation, à la mise en place d'une chaîne de froid et à l'équipement (programme de dons parfois inadaptés) des transformatrices et des transformateurs.

Dans la réalité, les espaces identifiés ont été des territoires d'interventions des bailleurs de fonds. Le découpage du littoral sénégalais par de nouvelles structures de « développement », d'« encadrement », de « programmes », de « projets » à renforcer, par le truchement de la régionalisation, la dépendance des pêcheries maritimes vis à vis des financements extérieurs.

Dans l'ensemble, les nouveaux cadres d'intervention ont très peu réalisé leurs objectifs concernant les projets intéressant plus ou moins directement la transformation artisanale.

Cependant, la croissance des effectifs de ce secteur et le rôle de plus en plus stratégique de ses produits dans la satisfaction des besoins alimentaires intérieurs, les brassages ethniques, l'urbanisation, la crise économique et ses multiples facettes, les diverses interventions des secteurs publics ou privés etc. ont contribué à forger des femmes leaders . En outre, tous ces aspects ont

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

favorisé, au sein des sociétés de la transformation artisanale, l'émergence d'une conscience articulée autour de certains intérêts (crédits, équipements, amélioration des conditions de travail...), suscité des revendications (aménagement des aires de transformation, gestion durable des ressources halieutiques) et renforcé leurs pouvoirs de négociation.

Cette dynamique permet, actuellement, aux transformatrices et aux transformateurs de faire face avec des stratégies variées, audacieuses ou prudentes, aux diverses contraintes auxquelles ils sont confrontés.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CONCLUSION GENERALE

La transformation artisanale des produits de la pêche est très ancienne sur le littoral sénégalais. Elle a évolué. D'une production domestique (épargne, conservation et diversification de l'alimentation) la transformation artisanale a orienté ses produits vers l'échange. Son évolution et son intégration dans l'économie marchande ont connu bien des péripéties.

Jusqu'à la tenue de la conférence de la pêche maritime en 1948 à Dakar, la transformation artisanale a été isolée par une économie de traite et une politique de mise en valeur de l'administration coloniale orientée vers les spéculations agricoles.

Après 1948, la période de relance de l'économie coloniale « classique », à la suite des mutations consécutives à la guerre et des échecs de Port Etienne (problèmes de ravitaillement en eau et en main d'œuvre) a contribué à la consécration involontaire de la transformation artisanale comme une production marchande. En effet, les recommandations issues de la conférence avaient uniquement concerné les moyens de production de la pêche artisanale (crédit mutuel maritime, création de coopérative, réduction des taxes douanières, détaxe des produits pétroliers...). L'accroissement des débarquements primait sur tout. Pas de projets, à court ou moyen terme, pour la conservation des « surplus ». Ces conditions ont été particulièrement propices au développement de la transformation artisanale, après les indépendances, à la suite des échecs enregistrés dans les projets de chaîne de froid.

A ce titre, est-il encore besoin de le rappeler, la transformation artisanale traite 30 à 40 % des mises à terre de la pêche maritime artisanale.

Après 1960, malgré son importance reconnue par la puissance publique (discours et résolutions officiels), la transformation artisanale est demeurée dans la pratique sous-estimée et sous quantifiée. Pour longtemps, elle n'est prise ni dans les statistiques officielles, ni dans la comptabilité nationale.

Les préjugés sur la transformation artisanale ont contribué à perpétuer, pendant longtemps, sa dépendance et sa subordination au mareyage. Ils ont fait de la pêche industrielle la pierre angulaire du développement des pêcheries, vers laquelle les

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

investissements ont été orientés en priorité. Aussi la transformation artisanale a t-elle été cantonnée dans des programmes, sans rapport avec les besoins réels (et leurs évolutions) des transformatrices.

Les actions menées en faveur des femmes, depuis les années 1960, et surtout leur intensification relative à partir de 1975, ont favorisé la prise en compte de la question des transformatrices dans la problématique du développement des pêcheries maritimes. Les interventions publiques ou privées ont contribué à la sensibilisation des transformatrices à leurs propres problèmes et leur ont permis d'acquérir une conscience plus grande du rôle important qu'elles jouent dans le développement des pêcheries maritimes.

Sous ce rapport, la régionalisation des actions de développement a contribué au dynamisme, sans précédent, des transformatrices. Celui-ci est aussi à mettre en grande partie sur le compte de la crise des années 1980 et le « recul programmé » de l'Etat, qui ont libéré les énergies et l'esprit d'initiatives des femmes.

Le dynamisme des transformatrices est particulièrement visible au niveau du fort mouvement associatif qu'elles ont su créer dans tous les centres de pêche du littoral sénégalais. A travers leurs associations, elles ont aménagé des espaces à l'intérieur desquels elles ont tenté d'améliorer leurs conditions de vie et faire prévaloir leurs droits (équipement, crédit, formation...).

Aussi, cette dynamique associative des transformatrices est-elle porteuse de mutations. Très diversifiée, elle se compose de groupements féminins, de groupements d'intérêt économique, d'unions de G.I.E., orientés vers des activités relativement lucratives (production, commercialisation des produits, mareyage...).

Cependant, l'analyse des politiques de développement de la transformation artisanale révèle un paradoxe, un aspect de sa situation dans les pêcheries maritimes. C'est l'écart entre les intentions manifestées officiellement (résolutions, recommandations, programmes...) et l'application qui en a été faite dans la pratique.

Le contexte de crise économique est souvent évoqué pour justifier la faiblesse des moyens alloués pour le développement de la transformation artisanale.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Mais la crise n'explique pas tout ! Les insuccès sont autant dûs aux approches conceptuelles maladroites des questions de développement de la transformation artisanale, de la ténacité des préjugés envers ses produits, qu'au type de développement (logique exclusivement productiviste) dans lequel les transformatrices ont été, en partie, intégrées.

La puissance publique n'a pas élaboré de véritables politiques de développement de la transformation artisanale. Dans les faits, les stratégies, les objectifs pensés, conçus ou élaborés, ont été biaisés. Ils ne sont pas fondés sur des indicateurs issus de l'analyse de la situation de la transformation artisanale, de son rôle stratégique dans le développement des pêcheries maritimes artisanales, ainsi que des besoins et des aspirations des transformatrices.

Nous avons vu à quel point les politiques de développement de la transformation artisanale ont été dominées par des dons, ensuite par des projets suscités et financés de l'extérieur, le plus souvent jaloux de leurs prérogatives et sans concertation et coordination.

Par delà ces considérations, la problématique qui se pose est celle de la nature du système économique (libéral à outrance ou maîtrisé) et du type de développement (extraverti, endogène) susceptible de prendre, dans la réalité, les particularités de la transformation artisanale (par rapport à celle du type industriel).

Le monde change. Celui des transformatrices aussi. Leurs conditions de vie anciennes s'effacent au profit d'une ouverture de plus en plus grande. Leur espace social s'élargit en rapport avec l'urbanisation et la mobilité sociale. Prises dans des mutations trop rapides (accroissement et diversité des besoins), les sociétés des transformatrices offrent un visage fort complexe, de contradictions, d'inégalités, de permanences, de contraintes, etc.

L'urbanisation, les agressions marines, l'exploitation des ressources côtières et les conflits qui en résultent, le chômage... sont autant de facteurs qui précarisent de plus en plus le devenir de la transformation artisanale, surtout son support spatial, le littoral.

L'appréciation correcte des données spatiales littorales, espace de déploiement de la transformation artisanale, nous semble indispensable. Une redéfinition des relations entre les différents secteurs d'activités usagers du littoral s'impose. Il faut résoudre durablement les conflits fonciers engendrés par des compétitions de toutes natures (industrielles, agricoles,

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

touristiques, habitat ...) auxquelles se livrent les différents secteurs de l'économie nationale. Dans cette dynamique, le PAPA-Sud augure de bonnes perspectives pour la transformation artisanale.

Par delà cette intégration géographique plus dynamique, la transformation artisanale doit bénéficier d'une meilleure considération. Cette revalorisation se fera essentiellement à partir des besoins des transformatrices (amélioration des conditions de travail et de vie).

Pour que les transformatrices et la transformation participent avec efficience au progrès économique et social du pays, il faut nécessairement une revalorisation globale du travail des femmes et sa reconnaissance comme une contribution majeure au développement de la société dans son ensemble.

Au demeurant, les pêches maritimes sont en pleine mutation. Les besoins mondiaux en protéines animales exigent une exploitation intensive des ressources océaniques ; les progrès de la technique dans le domaine de la construction navale comme dans celui de la détection des poissons ou ceux du stockage, de la conservation et de la commercialisation, ont permis le lancement de véritables navires-usines. Les puissantes méthodes de pêche actuelles conduisent à un appauvrissement progressif des fonds marins.

Que va t-il advenir ? Comment les différentes communautés des pêcheries maritimes (pêcheurs, mareyeurs, transformatrices...) vont-elles faire face aux mutations radicales des économies halieutiques ?

Ces questions se posent aujourd'hui avec une acuité particulière. Elles exigent un travail d'analyse et de réflexion pour mieux comprendre la dynamique des pêcheries maritimes et leurs évolutions possibles.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

ABDALLAH A. et ELOUARD P. (1971). Etude écologique de la plage soulevée du Cap Manuel (Dakar, Sénégal), 6e Congr. Panafr. Préhist Et. Quatern, Dakar : 317-318.

AFRIQUE-AGRICULTURE (1993) : Accords de pêche CEE/ACP. Avis de tempête sur le protocole sénégalais. n° 205 pp. 49-53.

AGUESSY D. (1968). « La femme dakaroise, commerçante au détail sur le marché », in *SANKALE M., THOMAS, L.V. et FOUGEYROLLAS. P., Dakar en devenir*, Paris, Présence africaine, pp. 395-421.

AKADIRI K. (1985). L'emploi des femmes au Sénégal : une étude comparative, [Rapport soumis au Gouvernement de la République du Sénégal], BIT/PECTA, Addis Abeba. 78 p.

ALBARET J. J. (1984). Rapport de mission en Casamance (Sénégal), du 19 mars au 1er avril. Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 12 p.

ALBARET J. J. (1987). Les peuplements de poissons de la Casamance (Sénégal) en période de sécheresse. Rev. Hydrobiol. trop. 20, (3-4) : 291-308.

ANADON M., MASSON D., TREMBLAY M. et TREMBLAY P. A. (1990). Vers un développement rose. Eléments théoriques et méthodologiques d'une recherche sur le rapport des femmes au développement en région, Note de recherche n° 10, Groupe de recherche et d'intervention régionales, Chicoutimi, Université du Québec.

ANDREN L. E. et ALI SALEM El. M. (1980). Sources de pollution marine côtière en Tunisie : facteurs influençant sa distribution et ses effets. Bull. Inst. Sc. Tech.Océanogr. Pêche, Tunisie, S (1-4) : 53-95.

ANGRAND A. P. (1951). Les Lebou de la Presqu'île du Cap-Vert. (Essai sur leur histoire et leurs coutumes). Dakar, Gensul. In 16, 144 p.

ANKER R. (1988). Vers la mesure des activités économiques des femmes, Genève, ILO. 72 p.

ANON. 1986. Rapport du groupe de travail ad hoc sur les stocks démersaux côtiers (Mauritanie, Sénégal, Gambie). COPACE/TECH/86/69 : 181 p.

ANON. (1990). Document de travail sur les ressources démersales et la pêcherie chalutière côtière au Sénégal. Rapp. miméo. CRODT, 39 p.

ARNOUX J. (1949). Sur un essai de motorisation de la pirogue indigène à Saint-Louis, 11 p.

ARNOUX J. (1951). Note sur la pêche à Kayar – Bull. d'information et de documentation n° 12 – section technique des pêches – Service de l'Elevage et des Industries animales au Sénégal. St-Louis, 12 p.

ARNOUX J. (1952). Note sur la pêche à Kayar (Section technique des pêches). In *Bulletin d'Information et de Documentation*. N° 12, Saint-Louis. pp. 1-20.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ARNOUX J. (1952). Note sur la pêche à Kayar (Sénégal). Bulletin des Services de l'Elevage et des Industries Animales de l'AOF, Saint-Louis. pp. 41-53.

ARNOUX J. (1955). La conservation du poisson au Sénégal. In : *Conférence Economique de la Pêche Maritime*, Saint-Louis. pp. 55-62.

ARNOUX J. (1955). La pêche artisanale : Modernisation de l'armement africain : motorisation de la pirogue. Etude de prototypes d'embarcations adaptées aux conditions du pays. In *Conférence économique de la Pêche Maritime*, Saint-Louis. pp. 30-43.

ARNOUX J. (1962). Actions gouvernementales pour la pêche maritime. (Armement artisanal amélioré) par J. ARNOUX, Dakar, - In 4°, 14 p.

AUJAS L. (1931). Les Sérère du Sénégal (mœurs et coutumes de droit privé). Bull. Com. Et. Hist. Scient. AOF. Pp. 293-364.

BA C. (1986). Les Peul du Sénégal. Etude géographique. Abidjan, NEA. 541 p.

BA M. (1993). « L'estuaire du fleuve Sénégal : impact des barrages de Diama et Manantali sur la qualité chimique des eaux » *In Gestion des ressources côtières et littorales du Sénégal*. pp. 157-172.

BA M. R. (1997) « Infrastructures de pêche. La vague japonaise déferle sur la Grande Côte » in *SUD QUOTIDIEN* n°1247 p.5

BA M. R. (2000) « IKAGEL de Mbour fermé à cause des normes européennes. 1400 travailleurs en chômage technique » in *SUD QUOTIDIEN* n°2181 p.4

BABOU B. (1982). La mise en place du Centre de Mareyage de Kayar. Mémoire de fin d'étude – Ecole des Agents Techniques de l'Océanographie et des Pêches Maritimes, Dakar, 20 p.

BAKHAYOKHO M. et KEBE M. (1989). Réaction des pêcheurs face aux variations d'abondance et de disponibilité des ressources : approche méthodologique. In : *La recherche face à la pêche artisanale, Symp. Int. ORSTOM-IFREMER*, Montpellier-France, 3-7 juillet 1989,J. R. Durant, J. Lemoalle Et J. Weber (éds.). Paris, ORSTOM, 1991, t. II : 943-955.

BAKHAYOKHO M. (1990). Les conflits dans les pêcheries artisanales sénégalaises. Contribution à la recherche de solutions au problème actuel entre les pêcheurs au filet maillant dormant et ceux au filet maillant dérivant de fond au large de Joal. *Revue ISRA, Etudes et Documents*, vol.3, n° 1, p. 11.

BAKHAYOKHO M. et KEBE M. (1992). Etude technico- économique comparative de la pêche à la palangre améliorée utilisant le vire-ligne et de la pêche à la palangre traditionnelle. *Cahiers d'information ISRA*. Vol 1 n°1, 1992,17 p.

BALANDIER G. et MERCIER P. (1952). Particularisme et évolution. (Les pêcheurs Lebou du Sénégal). *Dakar-Saint-Louis IFAN. In 8 VIII* 216 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BALTZER F. et LAFOND L. R. (1971). Marais maritimes tropicaux. Rev. Géogr. phys. et Géolog. dyn, (2), vol. XIII, fasc. 2, pp. 173-196.

BARD F. X. , CAYRE P. et DIOUF T. (1988). Les migrations. In : *Ressources, pêche et biologie des thonidés tropicaux de l'Atlantique centre-est.* FAO. Doc. Tech. Pêche, 292 pp 111-156.

BARGEL G. (1996). « Les conceptions endogènes du développement : bases de la planification de projet à caractère participatif. ». in *Agriculture et développement rural.* N° 2. 96 p.

BARRY M. (1985). Contribution à la connaissance de la pêche artisanale sur la petite côte : Description et étude critique du système d'enquête à Mbour et à Joal. Doc. Scient. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, N°137, 40 p.

BARRY M. et GREBER P. (1985). Analyse de la pêche artisanale au Cap-Vert. : Description et étude critique du système d'enquête. Doc. Scient. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 98, 77 p.

BARRY-GERARD M . (1990a). L'échantillonnage des pêches commerciales. Dans Brêthes, J.C. et R.N. O'Boyle (eds.). Méthodes d'évaluation des stocks halieutiques. Projet CIEO – 860060, Centre International d'Exploitation des Océans, Halifax. pp. 45-75

BARRY-GERARD M. (1990b). Le complexe fosse de Kayar-presqu'île du Cap-Vert constitue-t-il un obstacle aux migrations de poissons le long des côtes sénégalaises ? Doc. Scient. Cent. Rech. Océanogr., n°119. 33p.

BARRY-GERAR M. , KEBE M. et THIAM M. (1992). L'exploitation des ressources halieutiques côtières dans les eaux sous juridiction sénégalaise. Atelier sur la gestion des ressources côtières et littorales au Sénégal, IFAN/ISRA/UICN, Gorée 27-29 juillet 1992, 18 p.

BARRY G. M. , DIOUF T. et FONTENEAU A.(1994). L'évaluation des ressources exploitables par la pêche artisanale sénégalaise. T.1, 98p, T. 2, 424p. Paris, ORSTOM.

BARRY-GERARD M. (1994). « Migrations des poissons le long du littoral sénégalais.In : *L'évaluation des ressources exploitables par la pêche artisanale sénégalaise*. Symposium de Dakar du 8 au 13 février 1993. ORSTOM, pp 215-234.

BARUSSEAU J. P. (1983). Essai d'évaluation des transports littoraux sableux sous l'action des houles entre Saint-Louis et Joal (Sénégal). Bulletin de l'ASEQUA, n° 58-59, s.d., Dakar. pp. 31-39.

BARUSSEAU J. P. (1984). Résultats de l'analyse sédimentologique des fonds marins de la Petite Côte (Sénégal). Dakar, CRODT, Archive n° 130, 20 p.

BARUSSEAU J. P. et DESCAMPS C. (1993) « Processus hydro et morpho-sédimentaire et stabilité de la façade du delta. In : *L'après barrages dans la vallée du Sénégal*. Projet CAMPUS, 1989-1992. Collection M.C.D., PUP

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BARTHELEMY E. (1848). Notice historique sur les établissements français des côtes occidentales d'Afrique. Paris, Arthus Bertrand. 90 p.

BASSE A. (1980). Problèmes d'écoulement des produits de la pêche, (organisation du marché de distribution) – Mémoire de fin d'étude – Ecole des agents techniques de l'océanographie et des pêches maritimes, Dakar, 32 p.

BECKER C. et MARTIN V. (1974). Mémoire inédit de DOUMET, 1769 – Le Kayor et les pays voisins au cours de la 2è moitié du XVIIIe s. Bull. IFAN Tome XXXVI. Série B, n° 1. pp. 26-92.

BEKOUTOU D. (1998) « Exploitation abusive de la mer. Le procès des accords pêche ». in *WALFADJRI* n°1865 p.9

BELLEMANS M. S. (1983). Les revenus et la rentabilité des différents engins de pêche artisanale à Mbour. Doc. Sci. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 86, 32p.

BENERIA L. et SEN G. (1981). «Accumulation, Reproduction and Women's Role in Economic Development : Boserup revisited », SIGNS, Journal of Women in Culture and Society, Chicago, The University of Chicago Press, vol. 7, n° 2, pp. 279-298.

BENGA M. L.(1989)« Les groupements d'intérêt économique : les locomotives de la petite initiative privée »in *LE SOLEIL* n°5679 .p.2

BENGA M. L.(1996) « La révolution silencieuse des groupements féminins » in *LE SOLEIL n°7736* pp.7-8

BENGA M. L. (1996) « Femmes et entreprenariat : les groupements féminins veulent aller plus loin » in *LE SOLEIL* n°7918 p.3

BERGERARD P. (1981). La pêche piroguière maritime à la ligne et au filet dormant au Sénégal. CRODT, Rapport interne n° 31, 39 p.

BERRIT G. R. (1952). Esquisse des conditions hydrologiques du Plateau continental du Cap-Vert à la Gambie, Bull. IFAN, XIV A(3), sans éd., Dakar. pp. 735-761.

BERTHELOT S. (1840). De la pêche sur la côte occidentale d'Afrique et des établissements les plus utiles au progrès de cette industrie. Paris, Béthune. 303 p.

BEZIERS R. (1948). L'industrie de la conserve en AOF. Conférence de la pêche maritime. Centre National d'Information Economique. Dakar. pp. 121-132.

BISILLIAT J. (1983). « L'échec de l'intégration des femmes dans quelques projets de développement : un essai d'interprétation », in ELIOU M. Femmes et développement ou les métamorphoses d'un développement au masculin, Eadi-Book, Séries 2, Genève, pp. 39-55.

BLANC A. (1950). La pêche du Cobo sur la Petite Côte du sénégal. In *Bulletin d'Information et de Documentation du Service de l'Elevage*, Dakar. pp. 29-36.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BLANC A. (1951a). L'économie de la mer dans le secteur de la Petite Côte en 1950. In *Bulletin d'Information et de Documentation du Service de l'Elevage*, Dakar. pp. 37-54.

BLANC A. (1951b). « la pêche du cobo (ethmalose fimbriata) sur la Petite Côte du Sénégal ».in *Bull. d'Info. et de D* oc. Service de l'élevage Saint-Louis pp. 33-34.

BLANC A. (1955) . La pêche artisanale : la production, utilisation de la production de poisson frais, poisson conservé, qualités et défectuosités de la production. In : *Conférence économique de la pêche maritime*, Saint-Louis. pp. 19-29.

BOCOUM I. (1954). Les pêcheurs toucouleur, Cahiers William PONTY – VI Sc 7 – Sébikotane, Ecole Normale W. PONTY. 96 p.

BOELY T. , CHABANNE J. et FREON P. (1978). Schémas des cycles migratoires, aires de concentrations et périodes de reproduction des principales espèces de poissons pélagiques côtiers dans la zone sénégalo-mauritanienne, *in rapport du groupe de travail ad hoc sur les poissons pélagiques côtiers ouest africains de la Mauritanie au Libéria (26° N à 5° N) COPACE / PACE Série 78/10*, Rome, F.A.O. 165 p.

BOILAT A. (1844). Documents relatifs à la Sénégambie, Bull. Soc. Géog. Série 3, T.I.

BOILAT A. (1853). Esquisses sénégalaises. Paris, P. BERTRAND. In 8°. 496 p.

BOMPARD C. (1961). Premier Plan quadriennal de développement, 1961-1964, chapitre Pêche, pp. 90-97.

BOUET-WILLAUMEZ E. (1849). Description Nautique des côtes de l'Afrique occidentale, comprises entre le Sénégal et l'équateur. Imprimerie Administrative Paul DUPONT.In *8 – XVI*, 323 p.

BOULEGUE J. (1868). La Sénégambie du milieu du XVe au début du XVIIe siècle, Thèse, S.1.. 319 p.

BOURGEAU J. (1933). Notes sur la coutume des Sérères du Sine Saloum. Bull. Com. Et. Hist. Et Scient. AOF. T. 16. pp. 1-65.

BOUSSO T. (1991). L'Ostréiculture au Sine Saloum, contexte environnemental et bio-économique. Arch. CRODT, 186, 20 p.

BOUTELOUP J. (1960). Vagues marées, courants marins, Paris, PUF, Que sais-je ?, n° 438. 128p.

BOYE M. (1997) « Un pêcheur tué par des gardes mauritaniens , plusieurs autres blessés par balles » in *MATIN* n°261 pp.1-2

BOYER A. (1989). « Le libéralisme est-il antisocial ? Les libéraux sont individualistes mais ils refusent la disparition totale de l'Etat, tout en cherchant à limiter ses pouvoirs », L'individualisme, n° 264, pp. 60-62.

CORESRIA - BIBLIOTHEQUE

BRENDEL R. (1983). Perspectives d'amélioration de la pirogue sénégalaise. DOPM. 16 p.

BRENDEL R. (1990). Analyse de la consommation de carburant des chalutiers de pêche démersale côtière au Sénégal. Conséquence sur la rentabilité des armements et la gestion des pêcheries. Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 121,61 pages.

BRENDEL R. , CHABOUD C. , DUCRET P. , FOUCAULT. et ROJAT D. (1992). Bilan économique du secteur de la pêche au Sénégal en 1987. CRODT/MDM, 45 p.

BRENDEL R., KEBE M. et DEME M. (1992). Modernisation de la pêche artisanale : bilan des tentatives de remplacement et / ou d'amélioration de la pirogue traditionnelle sénégalaise.CRODT. 32 p.

BRENDEL R ., KEBE M. et DEME M. (1993). Etude de la commercialisation des pirogues au Sénégal. Doc. Sci. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 138, 41 p.

BRIGAUD F. (1966). Histoire moderne et contemporaine du Sénégal. Saint-Louis du Sénégal – CRDS – Etudes sénégalaises, n° 9, Fasc. 11, Saint-Louis du Sénégal. 148 p.

BROWN L. R. , FLAVIN C. et FRENCH H. (1998). L'état de la planète. Paris, Economica. 281p.

BRUNET M. (1970). Etudes hydrologiques en Casamance. Rapport définitif ORSTOM, Paris. 87p.

BUDKER P. (1948). L'industrie des requins. Conférence de la pêche maritime. Centre National d'Information Economique, Dakar. pp. 134-1153.

C.E.A.M.P.E.M.N. (1987). Analyse économique du secteur de la pêche. Cellule d'appui au Ministère des pêches et de l'Economie Maritime, République Islamique de Mauritanie, 152 p.

CA DA MOSTO A. (1895). Relation des voyages à la Côte Occidentale d'Afrique, (1455). Paris, LEROUX (Publ. par Ch. SCHEFER). 206 p.

CADENAT J. (1947). Noms vernaculaires des principales formes et animaux marins de côtes de l'AOF, Catalogue II, Sénégal, Dakar – IFAN, 56p.

CADENAT J. (1948). Les bateaux et engins de pêche. Conférence de la pêche maritime. Centre national d'Information Economique. Dakar. pp. 93-115.

CADENAT J. (1951). Poissons de mer du Sénégal. Initiations africaines III, Dakar, IFAN. 345p.

CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE (1989) Sénégal, note de conjoncture, 43 pages.

CAMARA A.(1977) Le néolithique du cap Manuel Dakar. Mémoire de maîtrise Université de Dakar 97p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CAMARA S. (1983). Le rôle des femmes dans la commercialisation du poisson dans la région du Cap-Vert – Mémoire de fin d'études de l'école des Agents Techniques de l'Océanographie et des Pêches Maritimes, Dakar – Thiaroye, 53 p.

CAMARENA L .T. (1985). Résultats de la campagne Petite Côte du Laurent Amaro. Prospection des stocks de poissons pélagiques côtiers le long de la Petite Côte du Sénégal, 23 mai au 1er juin 1984, Dakar, CRODT, Archive n° 135. 13 p.

CAVERIVIERE A. ,THIAM M. et SYLLA A. (1988). Rapport de la première campagne de chalutage stratifié sur le plateau continental sénégalais (10-200 m). N/O Louis SAUGER (30 octobre au 15 novembre 1986). Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, Archive 164 : 112 p.

CAVERIVIERE A. , THIAM M. (1992 a). Indices d'abondance et niveaux d'exploitation des espèces Démersales du plateau continental sénégalais. Estimations à partir des résultats des campagnes de chalutage stratifié (1986-1991). Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, Doc. Sci., n° 132, 147 p.

CAVERIVIERE A. , THIAM M. (1992 b). Les campagnes de chalutage de fond du N/O Louis Sauger. Etudes sur l'échantillonnage et les traitements statistiques pouvant être étendues à l'Atlantique Intertropical Est.. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, Doc. Scient., n° 131, 48 p.

CAVERIVIERE A. (1993). Le poulpe (Octopus vulgaris) au Sénégal : une nouvelle ressource. In : *Evaluation des ressources exploitables par la pêche artisanale sénégalaise*. A. Fonteneau (ed.). ORSTOM éditions, Paris, 12 p.

CAVERIVIERE A. (1994). Comparaison sur une période de 20 ans (1972-1992) des indices d'abondance obtenus sur le plateau continental sénégalais, à partir des campagnes de chalutage de fond. In : *L'évaluation des ressources exploitées par la pêche artisanale au Sénégal*, Symposium, Dakar, 8 au 13 février 1993.

CENIVAL P. de . et MONOD PH. (1938). Description de la Côte d'Afrique de Ceuta au Sénégal par Valentim Fernandes (1506-1507). Paris, Larose, In 8, 216 p.

CHABANNE J. (1987). Le peuplement des fonds durs et sableux du plateau continental sénégambien. Etude de sa pêcherie chalutière. Biologie et dynamique d'une espèce caractéristique : le rouget (Pseudypeneus prayensis). Edition de l'ORSTOM, Collection Etudes et Thèses. Paris, 355 p.

CHABOUD C. (1981). Les mareyeurs du Sénégal. Dakar, CRODT, Doc. Scient. N° 104, 104 p.

CHABOUD C. (1983). Le mareyage au Sénégal. Doc. Sci. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 87, 112 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHABOUD C. et KEBE M. (1986). Les aspects socio-économiques de la pêche artisanale maritime au Sénégal. Mutations technologiques et politiques de développement. In *Actes de la conférence Internationale sur les pêches.* Université du Québec à Rimousky, 10-15 août 1986 : 1059-1077.

CHABOUD C. et KEBE M. (1989a). La distribution en frais du poisson de mer au Sénégal : commerce traditionnel et interventions publiques. Cah. Sci. Hum. 25(1-2) 1989 : 125-143.

CHABOUD C. et KEBE M. (1989b). Les relations entre producteurs et commerçants ou les mareyeurs sont-ils des exploiteurs ? Le cas du Sénégal. In : *La recherche face à la pêche artisanale*, Symp. Int. ORSTOM-IFREMER, Montpellier-France, 3-7 juillet 1989, J. R. Durant, J. Lemoalle et J. Weber (éds). Paris, ORSTOM, 1991, t.II : 593-602.

CHABOUD C. et KEBE M. (1990a). Les migrations de pêche maritime au Sénégal. Impact sur la dynamique de la pêche piroguière, essai d'approche quantitative. In HAAKONSEN J. M. et DIAW, M.C. (éds) : Migrations des pêcheurs en Afrique de l'ouest. DIPA/WP/36 sep. 1991 :56-74.

CHABOUD C. et KEBE M. (1990b). Commercialisation du poisson de mer dans les régions intérieures du Sénégal. Données statistiues. Contrat FAO 695 TCP/SEN/6653(T). Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 300 p.

CHAMBRE DE COMMERCE DE DAKAR. (1965). L'économie du Sénégal : la pêche. Dakar, pp. 83-85.

CHAMPAGNAT C. (1978) ..Marquage et migration des tassergals sur les Côtes du Sénégal et de la Mauritanie par CHAMPAGNAT, C. Dakar, CRODT, Doc. Scient. n° 65. 30p.

CHAMPAGNAT C. et DOMAIN F. (1978). Migration des poissons démersaux le long des Côtes Ouest Africaines de 10 à 24° de latitude Nord. Cahiers ORSTOM. Vol. XVI, n° 3-4, Bondy, pp. 239-261.

CHARNEAU D. (1988). L'économie du thon au Sénégal : intégration nationale et internationalisation de la filière. Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 109, 194p .

CHARPY J. (1958). Fondation de Dakar. 1845-1857-1869 (Préface de Gaston Cusin). Paris, Larose, In 8, 597 p.

CHAUVEAU J. P. et LALOE F. (1982). « La pêche maritime artisanale dans les îles du Saloum (bilan provisoire) » - In *Atelier d'Etude des mangroves et de l'estuaire du Saloum-Sénégal.* Rapport final – UNESCO – Division des sciences de la mer, EPEEC. Dakar, pp. 155-169.

CHAUVEAU J. P. (1982 a). La navigation et la pêche dans l'histoire du littoral sénégambien. Doc. Sci. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 300 p.

CHAUVEAU J. P. (1982 b). Le développement historique de la pêche en mer à St-Louis (Premières hypothèses) – Dakar, CRODT, rapport interne n° 39, 7 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAUVEAU J. P. (1982 c). Rapport interne à propos de la mission effectuée à Saint- Louis du 18 au 23 février 1982 (Histoire, technologie et division sociale du travail) – Dakar, CRODT, rapport interne n° 4, 11 p.

CHAUVEAU J. P. (1983a). Histoire économiques des pêcheries européennes au Sénégal jusqu'aux premières années de l'Indépendance – Dakar, CRODT 1983, 42 p.

CHAUVEAU J. P. (1983b). Sociologie de la pêche maritime artisanale au Sénégal. Dakar, CRODT, Doc. Scient. n° 84, 12 p.

CHAUVEAU J. P. (1984 a). Bibliographie historique du littoral sénégambien et de la pêche maritime (milieu du XV, début du XXe sicècle). Dakar, CRODT, Doc. Sci. n° 92.72 p.

CHAUVEAU J. P. (1984 b). La pêche piroguière au Sénégal. Les leçons de l'histoire. Revue Mer, n° spécial, automne 1984,19 p.

CHAUVEAU J.P., VERDEAUX F. et CHARLES D. F.(1988). Bibliographie sur les communautés de pêcheurs d'Afrique de l'Ouest : sociétés, histoire, développement. DD 30-104 CHA. C.E.D.I.D. ORSTOM. Paris. 204 p.

CHAUVEAU J. P. et SAMBA A. (1988) Un développement sans développeurs ? Historique de la pêche artisanale maritime et des politiques de développement de la pêche au Sénégal. 75 p.

CHERVEL M. et LE GALL M. Manuel d'évaluation économique des projets, la Méthode des effets. Ministère de la Coopération, République Française, 204 pages.

CHEVASSUS-AGNES S. et NDIAYE A. M. (1980) Enquête de consommation alimentaire de l'ORANA 1977 1979. - séminaire sur l'état nutritionnel de la population rurale du Sahel, Paris – Archives ORANA Dakar – 27 p.

CISSE A. et NGOM T. (1968). Monographie de Mbour. Mémoire ENEA, Dakar, 131 p.

CISSE I. (1976). Etude géomorphologique, Secteur de Lompoul. Dakar, Université, Dept. Géog. DES. 96p.

CLAIREAUX H. (1982). « Pêche industrielle contre pêche traditionnelle dans les pays du Tiers-Monde » - La pêche maritime, n° 1254 ; Pp. 507-508.

CLUB SORPTIMIST de DAKAR (1976). Rapport sur la condition de la femme sénégalaise, Dakar. 30 p.

CLUCAS J. (1986). Manutention, conservation et transformation du poisson sous les tropiques. 2ème partie. TDRI G-145, Ed.C.T.A., Wageningen. 85 p.

COLLIN F. (1989). « L'irreprésentable de la différence des sexes » in *DAUNE-RICHARD A.-M., HURTIG M.-C. et PICHEVIN M.-F. (dir.), Catégorisation de sexe et constructions scientifiques*, Aix-en-Provence, Cefup, pp, 27-41.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

COLY L. (1983). Commercialisation des produits de la pêche au marché de Sandaga. Mémoire de fin d'études de l'école des Agents Techniques de l'Océanographie et des pêches maritimes, Dakar, sans éd., 42 p.

CONMAY J. et DURAND M. H. (1983). La transformation artisanale, son rôle dans l'écoulement des produits de la mer au Sénégal – FAO – Rapport sur les pêches n° 268 – Consultation d'experts FAO sur la technologie du poisson en Afrique – Casablanca – 7-11 juin 1981. (& Dakar, CRODT, Doc., Scient. N° 84, Pp. 91-96).

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (1975). Etude complémentaire sur le rôle et la placede la femme sénégalaise dans le développement, (deuxième session ordinaire de 1975, 12 nov. – 11 déc., Dakar, 78 p.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. (1995). Synthèse du rapport d'étape : étude sur l'impact de la dévaluation du franc CFA, novembre 1995. (Sénégal)

COPACE (1978). Les pêches dans l'atlantique Centre-Est. (Les pêches africaines du Nord-Ouest). Problèmes d'aménagement et de développement – Projet COPACE, COPACE/TECH/78/6. – 55 p.

CORBEIL R., MAUNY R. et CHARBONNIER J. (1948). Préhistoire et protohistoire de la Presqu'île du Cap-Vert et de l'extrême Ouest africain. Bulletin de l'Institut Français d'Afrique Noire, Tome X. Dakar, pp. 378-460.

CORMIER M. C. (1981). Le marché au poisson de la Gueule Tapée à Dakar. Dakar, CRODT, Archive n° 85, 90 p.

CORMIER M. C. (1984). Les pêcheurs de la mer. L'exemple des déplacements en Casamance. Communication au colloque littoral, milieux et sociétés, Boulogne sur Mer, Dakar 17 p.

CORMIER M. C. (1985). De la pêche paysanne à la pêche en mer. (Les Diola de Basse Casamance). Doc. Int., CRODT. Dakar – 24 p.

CORMIER-SALEM M. C. (1987). La cueillette des huîtres en Casamance. Place de cette pratique dans le système d'exploitation diola. Doc. Sc. du CRODT-ISRA, 106, 119 p.

CORMIER-SALEM M. C. (1990). Gestion et évolution des espaces aquatiques : la Casamance. Etudes et thèses ORSTOM, 583 p.

CORMIER-SALEM M. C. (1992). Contribution à l'étude géographique et évolution des espaces aquatiques : La Casamance. Ed. ORSTOM 575 p.

COUILLARD M. (1988). « De l'autonomie relative à la dépendance : les femmes malaises et le Développement », Recherches féministes, 1, n° 2, pp. 69-89.

COULIBALY A. L. (1998) « Accords secrets de pêche. Le pillage organisé, le trésor public grugé de 3.6 milliards ». in *SUD QUOTIDIEN* n°1695 p.2

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

COUTEAUX P. (1986). Crevetticulture en Casamance. LE RESTE, FONTANA et SAMBA (Eds). ISRA/CRODT. pp. 257-267.

CRODT. « Dictionnaire des points de débarquement de la pêche artisanale maritime au Sénégal- Soceco-Pechart. Dakar, Archive n° 107, 90 p n.d.

CRODT. (1975). Bibliographie sur les pêches maritimes et l'océanographie appliquée aux pêches en Afrique de l'Ouest. Rome, FAO, COPACE/PACE. 145p.

CRODT. (1978). Recueil des communications présentées par le Centre de Recherches Océanographiques de Dakar – Thiaroye au Symposium sur le courant des Canaries : upwelling et ressources vivantes (las Palmas, 1978), Dakar, Doc. Scient. N° 67, 161 p.

CRODT. (1980). Contribution du Centre Océanographique à la Conférence Internationale sur le comportement des animaux marins : cycle migratoire des poissons le long des côtes du Sénégal et de la Mauritanie. Dakar, Rapport interne n° 118, 14 p.

CRODT. (1981a). Statistiques de débarquement de la pêche maritime piroguière à Kayar de 1974 à1980. Archive n° 104, 35p.

CRODT. (1981b). Statistiques de débarquement de la pêche maritime piroguière à Soumbédioune de 1976 à 1980, Dakar, 38p.

CRODT. (1982 a). Recensements de la pêche artisanale maritime au Sénégal en 1981- Soceco-Pêchart. Dakar, Archive n° 109, 90 p.

CRODT. (1982 b). Statistiques de débarquements de la pêche maritime artisanale piroguière à Yoff en 1979-1980. Dakar, Archive n° 105, 20 p.

CRODT. (1983 a). Statistiques de la pêche maritime sénégalaise en 1982. Arch. Cent. Rech. Océanogr. Dakar -Thiaroye, 120,70 p.

CRODT (1983 b). Recensements de la pêche artisanale maritime au Sénégal en 1982- Soceco-Pêchart. Dakar, Doc. Scient. N° 90, 29 p.

CRODT. (1984). Statistique de la pêche maritime sénégalaise en 1983. Dakar, Archive n° 132, 91 p.

CRODT. (1985a). Approche globale du système pêche dans les régions du Sine-Saloum et de la Casamance. Contribution à l'élaboration d'un plan directeur pour le développement des pêches dans le sud du Sénégal. Convention CRODT/R.I. Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 674 p.

CRODT. (1985b). Recensement de la Pêche Artisanale Maritime Sénégalaise Mai et Septembre 1983 – Soceco-Pechart, Dakar, Doc. Scient. n° 101, 51 p.

CRODT. (1985c). Statistiques de la pêche maritime sénégalaise en 1984. Arch. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 144, 95 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CRODT. (1986). Statistiques de la pêche maritime sénégalaise en 1985. Arch. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 153, 98 p.

CRODT. (1988). Statistiques de la pêche maritime sénégalaise en 1986. Arch. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 159, 94 p.

CRODT. (1989). Statistiques de la pêche maritime sénégalaise en 1987. Arch. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 175, 85 p.

CRODT. (1991). Statistiques de la pêche maritime sénégalaise en 1989. Arch. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 183, 93 p.

CRODT. (1992). La situation des ressources halieutiques en 1991 et recommandations en matière de gestion. Doc. Int. CRODT, 8 p.

CROS J. (1967). Enquêtes alimentaires dans les villages du Sénégal, Archives ORANA, Dakar, 32 p.

CULTRU P. (1910). Histoire du Sénégal du XVe siècle à 1870. Paris, Larose, In 8, 376 p.

CULTRU P. (1913). Premier voyage du Sieur de la Courbe fait à la côte d'Afrique en 1685. Paris, Larose, In 8, 312 p.

CURY P. et ROY C. (1987). Upwelling et pêche des espèces pélagiques côtières de Côte d'Ivoire : une approche globale. Océanol. Acta, 10 : 347-357.

CURY P. et WORMS J. (1988). Migration saisonnière du thiof (Epinephelus aenus) au Sénégal : Influence des upwellings sénégalais et mauritanien. Océanologica acta, vol.11 n°1 :25-36.

CURY P. (1989). Approches modélisatrices des relations à court, moyen et long termes entre la dynamique des stocks de poissons pélagiques côtiers et les fluctuations climatiques. Thèse doctorat. Université Paris 7e – 258 p.

CURY P. et ROY C. (1991).Pêcheries ouest-africaines : variabilité, instabilité et changements. ORSTOM, Paris éd., 525 p.

DACOSTA H. (1989). Précipitations et Ecoulements sur le bassin de la Casamance. Thèse 3e cycle. Univ. Ch.A. Diop, Dakar, 278 p.

DAGENAIS H. (1988). « Pour les femmes, un autre développement », Recherches féministes, vol.1, n° 2, pp. 1-17.

DAGENAIS H. (1994). « Méthodologie féministe pour les femmes et le développement : concepts, contextes et pratiques », in *Marie-France Labrecque (dir.). L'égalité devant soi sexes ; rapports sociaux et développement international*, Ottawa, CRDI, pp. 258-290.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DAUNE-RICHARD A. M. et DEVREUX A. M. (1989). « Catégorisation sociale de sexe et construction sociologique du rapport social entre les sexes », in *DAUNE-RICHARD A.-M. HURTIG M.-C et PICHEVIN M.F. (dir.), Catégorisation de sexe et constructions scientifiques*, Aix-en-Provence, CEFUP, Petite Collection, pp. 67-71.

DEGRANPRE L. (1801). Voyage à la Côte Occidentale de l'Afrique fait pendant les années 1786-1787. Paris, Dentu An XI, Tome I, 226 p., Tome II, 320 p.

DELCOURT J. (1983). Naissance et croissance de Dakar. Dakar, Editions Clairafrique. 112 p.

DEME M. (1983). Les exportations de poisson de la pêche artisanale sénégalaise. Doc, Sci. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 85 : 1-27.

DEME M. (1989). Les effets du soutien financier de l'Etat à la pêche artisanale : le cas du Sénégal. In : *La recherche face à la pêche artisanale*, Smp. Int. ORSTOM-IFREMER, Montpellier-France, 3-7 juillet 1989, J.R

DEME M. ,GNINGUE I. D. , ROY C. et TOURE D.(1990). Variabilité spatio-temporelle de la température, des nitrates et de la chlorophile devant les côtes sénégalaises. Doc. Sci. CRODT n° 122.

DEME M. (1991). Les politiques d'investissement et d'intervention de l'Etat dans le secteur de la pêche depuis l'indépendance : problématique et actions de recherche. Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 128, 27 p.

DEME M. (1992). Motorisation du parc piroguier au Sénégal : Portée et limites. Contribution au séminaire sous-régional CNROP/CIEO sur les pêcheries artisanales en Afrique de l'ouest : méthodologies d'études, possibilités d'aménagement et de développement, Nouadhibou, Mauritanie du 25 au 30 Avril 1992 : 67-73.

DEME M. et KEBE M. (1992). Diagnostic de la chaîne de froid dans le secteur de la pêche au Sénégal. CRODT.

DEMOULIN D. (1967). Etude de morphologie littorale de la Petite Côte de Bargny au marigot de la Nougouna (Sénégal). Mémoire de Maîtrise, Université de Dakar, Dept. de Géog., Dakar. 151p.

DEMOULIN D. et DESCAMPS C. (1968). Stratigraphie et préhistoire du littoral du Cap Manuel. In *Bull. de l'AASNS Dakar*, n° 22. pp. 25-27.

DEROURE F. (1964). La vie quotidienne à Saint-Louis par ses archives, 1779-1809. Bull. IFAN – série B – n° 3-4. pp. 397-437.

DESCAMPS C. (1969). Nouvelles fouilles au Cap Manuel, Février, mars, 1968. Bull. A.S.E.Q.U.A. n° 8, Dakar, 1968 – p. 30 ; et Bull. IFAN, - Vol XXXI, A, n° 1, Dakar. pp. 282-283.

DESCAMPS C. (1972). Contribution à la préhistoire de l'Ouest Sénégalais. Thèse Doctorat IIIe cycle, Paris I. 286 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DESCAMPS C. , THILMANS G. et THOMMERET Y. (1974). Données sur l'édification de l'amas coquiller de Dioron Boumak (Sénégal). Bulletin A.S.E.Q.U.A. – n° 41, Dakar. pp. 67-84.

DESCAMPS C. et THILMANS G. (1979). Les tumulus coquillers des îles du Saloum (Sénégal). Bull. A.S.E.Q.U.A. n° 54-55, Dakar. pp. 81-91.

DESCAMPS C. (1989). La collecte des arches (Anadara senilis L.) dans le Bas-Saloum (Sénégal). Une approche ethnoarchéologique des amas coquilliers. Travaux du LAPMO-Aix en Provence. Pp.131-149.

DIA I. M. (1963). Le rôle du poisson dans l'alimentation et l'économie sénégalaise. Thèse Doct. Vétérinaire, Paris, 92 p.

DIADHIOU H. D. (1992). Mise en place d'un système d'enquête intégré pour le suivi de la pêche artisanale de poisson en Casamance. Doc. Scient. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, n°108 , 133p.

DIAGNE I. (1975) Etat actuel des recherches préhistoriques et protohistoriques dans l'ère Sénégambienne. Mémoire de maîtrise Paris I, 222p.

DIAGNE P. (1998) « La Mauritanie et le droit de pêche des guet-ndariens » in *WALFADJRI* n°1805 pp.10-11

DIALLO S. (1984). Les coopératives de transformation du Cap-Vert – Mémoire de fin d'Etudes de l'Ecole des Agents Techniques de l'Océanographie et des Pêches Maritimes, Dakar, 34 p.

DIAKHATE M. (1988). Ecodynamique des milieux et effets d'impacts potentiels du barrage de Diama dans le delta du Sénégal. Thèse de Doctorat. Univ. Lumière-Lyon 2. 401 p.

DIAKHATE M. S. (1999) « Le directeur d' IKAGEL demande le transfert des femmes transformatrices » in *LE SOLEIL* n° 8818 p.7

DIARRA A. K. (1998) « Comment la filière halieutique du thon a été prise dans le tourbillon. Quelles alternatives face à la situation ? Plus de 2500 emplois menacés et 40 milliards de recettes en jeu ». in *MATIN* n° 550 p.4

DIATTA O. « Le fleuve casamance agonise » in *SUD QUOTIDIEN* n° 1345 p.5S

DIAW A. (1982). Etude critique d'un centre de mareyage : cas de Yoff. Mémoire de fin d'Etudes de l'Ecole des Agents Techniques de l'Océanographie et des Pêches Maritimes, Dakar, 25 p.

DIAW B. (1983). Synthèse des résultats physiques des campagnes de prospection acoustique sur le plateau continental Ouest Africain, 1973-1982, Dakar, CRODT, Archive n° 122. 84p.

DIAW C. (1981). Approche monographique d'une grande senne de plage à Hann. (Dakar) – CRODT, Archive n° 90, 26 p.

ORSTOM - BIBLIOTHEQUE

DIAW C. (1985). Formes d'exploitation du milieu. (Communautés humaines et rapports de production. Première approche dans l'étude des systèmes de production et de distribution dans le secteur de la pêche en Casamance). Rapport de confirmation. Dakar, CRODT, 168 p.

DIAW M. C. (1985). Formes d'exploitation et de distribution dans le secteur des pêches en Casamance. Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye,n° 104, 107 p.

DIAW M. (1998)« La transformation avenir de la pêche ».in *LE SOLEIL* n°8360 pp. 9-10.

DIAW M. (1998) « Pêche. L'équation des ressources ».in *LE SOLEIL* n° 8360 p.10

DIENE M. (1941). Les pêcheurs de Guet Ndar. Cahiers William Ponty, VI – Sébikotane – Ecole Normale W. Ponty. 66 p.

DIENG B. (1996) «Promotion de la femme. Cayar à l'honneur » in *LE SOLEIL* n° 7893 p.3

DIENG B. (1997) « Entreprenariat et management. Les femmes leaders de Cayar à l'école ».in *LE SOLEIL* n°8159 p.7

DIENG S. (1980). Contribution à la connaissance des amas coquillers de la région de Joal , Mémoire de maîtrise, Université de Dakar, Département d'Histoire, Dakar, 78 p.

DIENG S. « Le taux de crédit est un faux problème » in *WALFADJRI* n °2448 p.5

DIOP A. (1976) Contribution à la connaissance des industries paléolithiques post-Acheuléennes dans la presqu'île du Cap vert. Mémoire de maîtrise Univ. de Dakar 190p.

DIOP A. (1983). Le Centre de Mareyage de Kayar après un an de fonctionnement. Mémoire de fin d'études de l'Ecole des Agents Techniques de l'Océanographie et des Pêches Maritimes, Dakar, 35 p.

DIOP A. (2000). Transformation artisanale des produits halieutiques sur la Grande Côte du Sénégal : l'exemple du village de Kayar. Mémoire de DEA. Dept.de Géographie . UCAD 74 p.

DIOP A. B. (1965). Société Toucouleur et migration. Bull. IFAN. n° XVIII, Dakar, 232 p.

DIOP E. S. (1980). Vasières, tannes et cordons sableux. Bull. IFAN, Dakar, série A, n° 1, t. 42, p. 42.

DIOP E. S. (1978). L'estuaire du Saloum et ses bordures (Sénégal). Etude géomorphologique. Thèse de Doctorat de 3e cycle, Université de Strasbourg, 247 p.

DIOP El. H. S. (1975). Etude géomorphologique de la pointe de Sangomar et des îles du Gandoul. Thèse 3e cycle. Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Dakar, Dept. Géog., Dakar. 183p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DIOP N. B. (1976). La pêche artisanale dans la région du Cap-Vert. Mémoire de maîtrise – Université de Dakar, Dépt. De géographie, Dakar, 131 p.

DIOP O. (1983). Approvisionnement de Dakar en produits de mer (poissons) par sa banlieue rurale. – Mémoire de maîtrise – Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Dakar – Département de Géographie, Dakar, 148 p.

DIOP O. 1990. Economie de la transformation artisanale et de la distribution des produits de pêche dans la région de Dakar. Thèse de doctorat de 3e cycle. Dept. de géographie. UCAD. Dakar. 250 p.

DIOP M. 2001 « Hivernage et arrêt du « Joola ». Renchérissement sur les prix au marché Elisabeth DIOUF ». in *SUD QUOTIDIEN* n°2472 p.4

DIOP M. 2001 « Violentes manifestation (sic) à Ngor. Un blessé par balle, des maisons saccagées, plusieurs arrestations ». in *SUD QOTIDIEN* n °2587 p.3

DIOUF A. (1981). Le mouvement coopératif à St- Louis . La transformation des produits halieutiques à St-Louis. Rapport annuel du Service Régional des Pêches Maritimes du Fleuve, Dakar, DOPM, 15 p.

DIOUF A. (1996) « Vous transformez les adversités en opportunités » in *LE SOLEIL* n°7742 p.4

DIOUF A. (1997) « L'objectif de saine émulation largement atteint » in *LE SOLEIL* n°8047 p.4

DIOUF N. (1987). Les techniques artisanales de traitement et conservation du poisson au Sénégal, au Ghana, Bénin et Cameroun. FAO/COPACE/TECH, pp.84-87.

DIOUF P. S. (1987). Le zooplancton de l'estuaire de la Casamance en période de déficit Pluviométrique. Thèse Doct. 3e cycle, Univ. Dakar, 142 p.

DIOUF P. S. et DIALLO A. (1987). Variations spatio-temporelles du zooplancton d'un estuaire hyperhalin. Rev. Hydrobiol. Trop., 20 (3-4) :pp. 257-269.

DIOUF-SENE B. (1987). Le tourisme international : étude géographique de son impact sur la Petite Côte et en Basse Casamance. Doct. 3e Cycle, Univ. Dakar, 318 p.

DIOUF O. (1997) « Les gardes mauritaniens tirent . Un mort en et colère à Saint-Louis ». in *WALFADJRI* n°1703 p.3

DIOUF O. (1997) « Saint-Louis. Le lendemain de meurtre d'un pêcheur. Guet-ndar retrouve ses esprits » in *WALFDJRI* n°1704 p.3

DIOUF O. (1999) « Rush vers un nouveau mode de vie. »in *WALFADJRI* n°2048 p.6

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DIOUF O. (1999) « Interdiction de la ligne marée. Les pêcheurs guet- ndariens dans le désarroi » in *WALFADJRI* n °2848 pp.6-7

DIOUF O. (1999) « Saint- Louis. Les guet- ndariens réclament des parcelles » in *WALFADJRI* n° 2078 p.2

DIOURY F. (1985). Pêche artisanale, pêche industrielle (concurrence ou complémentarité ?). Dakar, CRODT, Doc. Int. 8 p.

DIXON-MUELLER R. et ANKER R. (1989). Evaluation de la contribution des femmes au développement économique, Genève, Bureau international du travail (BIT). 212 p.

DOMAIN F. (1976 a). Les fonds de pêche du plateau continental Ouest Africain entre 17° N et 12°N par DOMAIN – Dakar, CRODT, Doc. Scient. n° 61, 23 p.

DOMAIN F. (1976 b). Les ressources halieutiques de la Côte Ouest Africaine entre 16° N et 24° N – F 1 : MAU/73/0007/-1 – Rome, F.A.O., 24 p.

DOMAIN F. (1977a). Carte sédimentologique du plateau continental sénégambien. Notice explicative n° 68. Bondy, ORSTOM, 1977. 17 p.

DOMAIN F. (1977 b). Description de la sédimentation fine et des formations rocheuses du plateau continental Ouest Africain de 17° N à 12° N. Bulletin ASEQUA, n° 50. Dakar, pp. 11-22.

DOMAIN F. (1977c). Les fonds de pêche du plateau continental Ouest Africain entre 17° N et 12°N. La pêche maritime n° 1191. pp. 351-354

DOMAIN F. (1980). Contribution à la connaissance de l'écologie des poissons démersaux du plateau continental sénégalo-mauritanien. Thèse de Doctorat d'Etat. Paris, 342 p.

DOMINGO J. (1982). «Deux expériences de développement de la pêche maritime au Sénégal » - Les Cahiers d'Outre Mer » n° 137. Bordeaux, janvier. Pp. 35-62.

DOPM. (1977). Documentation sur le projet de port de pêche de St Louis (St Louis port de pêche artisanale moderne, DOPM), Rapport n° 00989, Dakar, 10 p.

DOPM. (1982). Etude des débouchés internationaux. Communauté d'Armement Economique de l'Afrique de l'Ouest - Société Communautaire d'Armement d'Achat et de Commercialisation des produits de la pêche. Puteaux S.C.G.T.E.

DOPM. (1984). « Les japonais et les Sociétés mixtes » - In : *bulletin d'Information sur les pêches Maritimes Etrangères*, ext. Info-fish. Marketing Digest, s.l., 5 p.

DOPM. (1989). Résultats généraux de la pêche maritime sénégalaise, année 1986, 107 p.

DOPM. (1990a). Résultats généraux de la pêche maritime sénégalaise, année 1987, 96 p.

DOPM. (1990b). Résultats généraux de la pêche maritime sénégalaise, année 1988,118 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DOPM. (1991a). Résultats généraux de la pêche maritime sénégalaise, année 1989,115 p.

DOPM. (1991b). Résultats généraux de la pêche maritime sénégalaise de 1954 à 1988.

DOPM. (1992). Résultats généraux de la pêche maritime sénégalaise, année 1990, 112 p.

DOPM. (1993). Résultats généraux de la pêche maritime sénégalaise, année 1991, 109 p.

DOPM. (1994). Résultats généraux de la pêche maritime sénégalaise, année 1992, 102 p.

DOPM. (1995). Résultats généraux de la pêche maritime sénégalaise, année 1993, 118 p.

DOPM. (1996). Résultats généraux de la pêche maritime sénégalaise, année 1994, 115 p.

DOPM. (1997). Résultats généraux de la pêche maritime sénégalaise, année 1995, 112 p.

DOPM. (1998). Résultats généraux de la pêche maritime sénégalaise, année 1996, 107 p.

DOROT M. (1972). Contribution à l'étude des interactions océan atmosphère sur les côtes de l'Ouest Africain. Dakar, ASECNA, Direction de l'exploitation météorologique, n° 24, 82 p.

DOUMENGE F. (1960). L'essor de la pêche maritime dans les mers tropicales. In *Cahiers d'Outre Mer*, Tome XII, 67 p.

DOUMENGE F. (1963). Problèmes et perspectives de l'organisation des économies de pêche Maritime dans les Etats d'Afrique Occidentale en 1962, Géographie de la mer, Bulletin de la section de Géographie, comité des travaux historiques et scientifiques, Ministère de l'Education Nationale, Paris, 120 p.

DURAND M. H. (1981). Aspects socio-économiques de la transformation artisanale du poisson de mer au Sénégal. Dakar, CRODT, Archive n° 103, 95 p.

EL BEKRI A. O. (1825). Relation de Ghanat et des coutumes de ses habitants, traduite littéralement de l'Arabe par Amédée Jaubert. Ex. Revue Publ. pour Sc. de Géog., S.1., 14 p.

EL BEKRI A. O. (1865). Description de l'Afrique, Trad. de Slane, n° VII édit. d'Amérique et d'Orient, s.1., 20 p.

ELOUARD P. , EVIN J. , MARTIN V. et BECKER C. (1974). Kjökkenmodding de Bangalère. Région du Saloum – Sénégal. Bull. A.S.E.Q.U.A., n° 41, Dakar, pp. 85-88.

ELWERTOWSKI J. , GONZALEZ , ALBERDI P. , CHABANNE J. et BOELY T. (1971). Première estimation des ressources pélagiques du plateau continental Nord-Ouest Africain, par ELWERTOWSKI, J., et Alt. Dakar, CRODT, Doc. Scient. n° 42, 33p.

EPEEC. (1982). Atelier d'étude des mangroves et de l'estuaire du Saloum (Sénégal). Rapport tech. UNESCO/UNITE ROSTA BREDA, Dakar, 175 p.

EVERETT G.V.(1976). Développement et planification halieutique dans la région du CO.P.A.C.E : Vue d'ensemble, Rome, F.A.O., 71 p., COPACE/PACE – série 75/4 Fr, 71 p.

ODESRA - BIBLIOTHEQUE

FAO. (1979). Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-est ; Rapport du groupe de travail ad hoc sur les poissons pélagiques côtiers ouest-africains de la Mauritanie au Libéria (26° N à 5° N. COPACE /PACE séries 78/10 : 165 p.

F.A.O. (1984). Bulletin Statistique n° 4 (Capture mondiales 1972-1982). Comité des pêches pour l'Atlantique du Centre-Est, Rome, 215 p.

F.A.O. (1988). Rapport de la consultation d'experts FAO sur la technologie du poisson en Afrique. 25-28 avril 1988, Abidjan. Fisheries Report 400.

FALL I. (1983). Expérimentation des pirogues en fibre de verre – Mémoire de fin d'Etudes de l'école des Agents Techniques de l'Océanographie et des Pêches Maritimes, Dakar, 38 p.

FALL B. (1980). Le centre d'Assistance à la Motorisation des pirogues (CAMP) et les pêcheurs en 1979 – Mémoire de fin d'études de l'Ecole des Agents Techniques de l'Océanographie et des Pêches Maritimes, Dakar, 52 p.

FALL P. (1993) «La furie de la mer fait des sinistrés » in *LE SOLEIL* n °6927 p.5

FALL A. (1998) « Accords secrets dans le secteur de la pêche. Le poisson sénégalais pris dans des deals » in *MATIN* n°524 p.3

FARREL G. , PANHYUIS H. et SECK M. (1989). La dynamique de développement extensif du secteur informel dans une économie sous ajustement, Dakar, BIT. 142 p.

FAURE H. et ELOUARD P. (1967). Schéma des variations du niveau marin de l'océan Atlantique sur la Côte Ouest de l'Afrique depuis 40 000 ans – C.R. – Académie Sciences de Paris, 265, pp. 784 – 787.

FAUSSEY C. (1984). Le travail des femmes au Sénégal à travers la commercialisation du poisson de mer transformé (Mbour). Mémoire DESS Développement. Université de Paris Nanterre. 99 p.

FAYE M. (1982). Etude critique d'une coopérative de pêche au Cap-Vert : Thiaroye – Mémoire de fin d'études de l'Ecole des Agents Techniques de l'Océanographie et des Pêches Maritimes, Dakar, 38 p.

FAYE S. (1983). Le Centre de mareyage de Joal – Mémoire de fin d'études de l'Ecole des Agents Techniques de l'Océanographie et des pêches maritimes, Dakar, 59 p.

FAYE I. (1985). Organisation des circuits de commercialisation des produits marins transformés artisanalement. Mémoire de fin d'études EATOPM. Dakar. 13 p.

FERNANDES V. (1951). Description de la côte occidentale d'Afrique, 1506-1510. Traduction française (Th) Monod, TEXEIRA DA MOTA (A), MAUNY (R). Centro de estudios de Guine Portuguesa, Bissau. 20 p.

ORSTOM - BIBLIOTHEQUE

FEROCEM INTERNATIONAL. (1974). Etude pour l'amélioration des pirogues du Sénégal, par BIGG G.W. – Ministère du développement rural et de l'hydraulique, Direction de l'Océanographie et des Pêches Maritimes. Dakar, 70 p.

FERRARIS J. et SAMBA A. (1992). Variabilité de la pêche artisanale sénégalaise et statistique exploratoire. In : *F. Laloë ed. : Séminfor V, Statistique Impliquée, cinquième séminaire informatique de l'ORSTOM.* Montpellier, 2-4 sept 1991 coll. colloques et séminaires éditions de l'ORSTOM, pp.169-190.

FERRARIS J., FONTENEAU V. et SY BO A. (1993). Structuration de la base de données « Pêche artisanale » et chaîne de traitement informatique. Arch. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, N° 192, 208 p.

FERRARIS J., SAMB B. et THIAM M. (1993). Les statistiques de pêche au CRODT – Description des systèmes de collecte et de traitement des données. Symposium Evaluation des ressources exploitées par la pêche artisanale au Sénégal, Dakar, 8 au 13 février 1993, 65 p.

FONTANA A. et WERBER J. (1983). Aperçu de la situation de la pêche maritime sénégalaise (Déc. 1982) – Dakar, CRODT, Archive n° 121, 34 p.

FONTANA A. (1983). Les ressources en poissons pélagiques côtiers au Sénégal : Etat des stocks et des pêcheries.Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye. 35 p.

FONTENEAU A. et GASCUEL D. (1993). La problématique de l'évaluation des ressources halieutiques de la pêche artisanale sénégalaise : nécessité d'une approche intégrée. Symposium sur l'évaluation des ressources exploitées par la pêche artisanale au Sénégal. pp. 313-322.

FRANCE.PECHE. (1977). Doris de haute mer, un outil pour les pêches du Tiers Monde, n° 222, p. 28.

FRANCE.PECHE. (1978). Pirogue traditionnelle à celle de demain, n° 223, p. 25.

FRANCE.PECHE. (1984). « Le poisson : un élément essentiel de la lutte contre la faim et la malnutrition ». In : *France-pêche, n° 292,* s.l., Pp. 8-17.

FRANCE-PECHE. (1984). «La gestion des ressources halieutiques mondiales » (un impératif pour tous les pays pêcheurs). In : *France-pêche, n° 292,* s.l., pp. 18-20.

FREON P., STEQUERT B. et BOELY T. (1978). La pêche des poissons pélagiques côtiers des îles Bissagos au Nord de la Mauritanie : (description et interactions de pêcheries) – Symposium sur le courant des canaries : upwelling et ressources vivantes. Las Palmas, - Communication n° 93 – Dakar, CRODT, Doc. Scient. n° 67, 1978 – 25 p.

FREON P. et WEBER J. (1983). Djifère au Sénégal. La pêche artisanale en mutation dans un contexte industriel. Rev. Trav. Inst. Pêches marit. 47 (3 et 4) : 261-304,.

FREON P. et LOPEZ J. (1983). Les ressources pélagiques côtières au Sénégal état des stocks et Perspectives en 1981. Dakar, CRODT, Archive n° 127, 83 p.

ORSTOM - BIBLIOTHEQUE

FREON P. (1986). Réponses et adaptations des stocks de clupéidés d'Afrique de l'Ouest à la variabilité du milieu et de l'exploitation : analyse et réflexion à partir de l'exemple du Sénégal, Thèse Doc. Univ. Aix-Marseille, tome 1, 287 p.

GAC J. Y. , CARN M. et SAOS J. L. (1966). L'invasion marine dans la basse vallée du fleuve Sénégal. Revue Hydrobiol. trop. 19 (2) , pp. 93-108.

GARCIA S. , LHOMME F. , CHABANNE J. et FRANQUEVILLE C. (1979). La pêche démersale au Sénégal : historique et potentiel. In « *Rapport du groupe de travail «ad hoc » sur les stocks côtiers démersaux vivant entre le sud de la Mauritanie et le Libéria* ».COPACE/PACE SERIES/78/8/, pp.59-77.

GASSE Y. (1982). «L'entrepreneur moderne : attributs et fonctions », Revue internationale de gestion, vol 7. n° 4, pp. 3-9.

GAYE N.(2001) « Pêche . les exportations menace le secteur » in *WALFADJRI* n°2790 p.3

GERLOTTO F. , FREON P. , STEQUERT B. et LE PHILIPPE V. (1976). Répartition et abondance des poissons pélagiques côtiers du plateau continental Séné-gambien en avril-mai 1976 par GERLOTTO, F., et Alt. Dakar, CRODT, Doc. Scient. N° 62, 55p.

GERLOTTO F. et STEQUERT B. (1978). « La pêche maritime artisanale en Afrique de l'Ouest : Caractéristiques générales ». La Pêche Maritime, n° 1202, - Pp. 278-285.

GERLOTTO F. , MEQUERT B. et BRUGGE W. J. (1979). « La pêche maritime artisanale en Afrique de l'Ouest » : La pêche maritime, n° 121 1, 12 p.

GIBEAU M. L. (1979). Enquête socio- économique du pêcheur artisan sénégalais – Rapport SCET – Dakar, Maheu Noiseux et Cie, 46 p.

GINIEYS M. (1980). Le réseau routier au Sénégal de 1960 à 1980 – Direction Générale des Travaux Publics – Ministère de l'Equipement, Dakar, 50 p.

GNINGUE I. D. , ROY C. et TOURE D. (1990). Variabilité spatio-temporelle de la température des nitrates et de la chlorophylle devant les côtes du Sénégal. Doc. Scient., n° 122, CRODT.

GNINGUE I. D. et DIAW B. (1993). « Circulation et dynamique des sels nutritifs et du phytoplancton devant les côtes sénégalaises ». In *Gestion des ressources côtières et littorales du Sénégal*.- UICN – ISRA – IFAN. pp.141-156.

GOUGENHEIM A. (1950). Canyons sous-marins sur les côtes du Sénégal et de la Mauritanie. Bulletin d'inform. Du C.O.E.C. n° 4. pp. 152-153.

GRAFF P. (1948). Huiles et farines de poisson. Conférence de la pêche maritime. Centre National d'Information Economique, Dakar, pp. 161-174.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

GRASSET C. (1972). Essais comparatifs d' emploi d'une senne tournante et coulissante Adaptée à la pêche piroguière. (Démonstration effectuée à Mbour entre 14 avril et 15 mai 1972) Gouv. du Sénégal, Ministère du Dév. Rural, PNUD/FAO, Dakar, 31 p.

GRAVRAND H. (1983). La civilisation sereer. Coosan. Dakar, NEA, 361 p.

GRUVEL A. et BOUYAT A. (1906). Les pêcheries de la Côte Occidentale d'Afrique. Paris, Challamel, In 8, 261 p.

GRUVEL A. (1908). Les pêcheries des côtes du Sénégal et des rivières du Sud. Paris, Challamel, 245 p.

GRUVEL A. (1913). L'industrie des pêches sur la côte occidentale de l'Afrique. Paris, Larose – In 8, 193 p.

GRUVEL A. et PETIT.(1931). Développement de la pêche indigène au point de vue de l'alimentation. VII Congrès internat. Agric. et Pêche. III, Sect. 1 B, Quest. n° 26, s.l., 7 p.

GUENEAU M. C. (1992) . Afrique. Les petits projets sont-ils efficaces ? Paris, l'harmattan. 230 p.

GUERNIER E. (1949). L'Afrique Occidentale Française. Encyclopédie Coloniale et Maritime. Paris, 2 vol., T. I, 394 p. ; T. II, 40 p.

GUEYE A. (1979). Les Lebou et la pêche artisanale. Agence de Coopération Culturelle et Technique – Thèse vétérinaire, Dakar, 120 p.

GUEYE M. (1995). Sécheresses hydro-climatiques et modifications du milieu naturel dans le bassin de la Casamance. Mémoire de maîtrise. Section de géographie. U.F.R. L.S.H. U.G.B.SL. 105 p.

GUEYE O. (1996) « Affaire du quai de pêche de Rufisque. Mbaye J. DIOP et Alassane D. NDIAYE devant le conseil d'Etat » in *WALFADJRI* n°1277 p.5

GUEYE O. (1996) « Groupements féminins. Comment surmonter les limites ? » in *WALFADJRI* n° 1375 p.5

GUEYE A. « AFRICAMER. Le dépôt de bilan, 2400 emplois sur les quais » in *SUD QUOTIDIEN* n°130 p.1

GUEYE O. (1997) « Aide au développement. Face aux effets pervers. » in *WALFADJRI* n°1505 p.5

GUEYE O. (1997) « Aide au développement . Pourquoi le rendement est faible ? in *WALFADJRI* n°1504 p.5

GUEYE O. (1997) « Contrepartie de l'Union Européenne. Deux ministres se disputent les 7 milliards de la pêche ». in *WALFADJRI* n°1724 p.3

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

GUIGOU B. et LERICOLLAIS A. (1992). «Crise de l'agriculture et marginalisation économique des femmes sereer siin (Sénégal)», Sociétés-Espaces-Temps, n° 1, pp.45-46.

GUILCHER A. (1964). Morphologie littorale et sous marine. Paris, PUF,216 p.

HARDY G. (1921). L'alimentation indigène dans les colonies françaises. Paris, Vigot Frères, 92 p.

HILLENWECK. (1955). Les mutuelles de pêcheurs (au Sénégal). Les secteurs coopératifs pilotes, leur structure, leur cadre juridique ». In : *Conférence Economique de la pêche maritime*, St-Louis, pp. 48-54.

HOORTHE J. E. (1980). Comptes économiques du sous secteur pêche au Sénégal – Dakar, 10 p.

HUGON P. (1990). «L'impact des politiques d'ajustement sur les circuits financiers informels africains », Revue Tiers-Monde, XXXV, n° 122, pp. 325-349.

I.T.A. (1986). Amélioration du séchage solaire des poissons. Expérience de l'I.T.A. Dakar. 16 p.

JAMET J. et LAGOIN Y. (1981) Manuel des pêches maritimes tropicales. Société centrale pour l'équipement du territoire international – Ministère de la Coopération et du Développement. Paris – Tome 1 – Océanographie appliquée aux pêches, 1974, 442 p., Tome II – Engins et méthodes des pêches maritimes, 458 p.

JANNEQUIN de ROCHEFORT C. (1964). Voyage de Lybie au Royaume de Sénégal le long du Niger. Paris, Charles Rouillard, In 8. 14 p. non num. – 228 p.

JOIRE J. (1947). Amas de coquillages du littoral sénégambien dans la banlieue de Saint-Louis. Bull. IFAN n° 9 ,pp. 170 – 340.

JOURNAL OFFICIEL DU SENEGAL.(1981). « Mode de fonctionnement du Centre d'Assistance à la Pêche Artisanale » n° 4851 du Samedi 15 août, pp. 780 et 781.

KABOU A. (1991). Et si l'Afrique refusait le développement, Paris, L'Harmattan. 208 p.

KAMMERER V. (1972). Note explicative sur les observations de la hauteur des vagues dans la zone côtière de Saint-Louis. Projet Navigation Regio 86. Saint-Louis – O.M.V.S. – 02511.

KEBE M. et CHABAUD C. (1984). Le poisson dans les régions d'Oussouye et de Bignona. Evaluation du projet intégré de développement des pêches artisanales en Basse Casamance. Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 93 p.

KEBE M. et SAMBA A. (1993). Les GIE de pêcheurs au Sénégal : bilan diagnostic. In : *HOREMANS B. et SATIA B. (éds) : rapport de l'atelier sur les organisations de pêcheurs en Afrique de l'ouest. Cotonou, programme de développement intégré des pêches artisanales en Afrique de l'ouest. DIPA/WP/*45 pp. 46-62.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

KEBE M. (1982a). L'approvisionnement en poisson de la région du Cap-Vert - Doc. Scient. n° 84 , 39 p.

KEBE M. (1982 b). La pêche cordière au Sénégal - Dakar, CRODT, Doc. Scient. n° 81, 80 p.

KEBE M. (1983). « Mareyage de poisson frais au marché de gros de Gueule Tapée », Dakar, CRODT, n° 85, pp. 29-43.

KEBE M. , BAKHAYOKHO M. et GERARD M. (1991). Etude de l'exploitation des ressources côtières sénégalaises par les unités de pêche artisanale.ATEPAS-PROPECHE/CRODT-ISRA, 77 p.

KEBE M. , BAKHAYOKHO et GERARD M. (1992). Etude de l'exploitation des ressources côtières sénégalaises par les unités de pêche artisanale. Contrat de sous-traitance PROPECHE/CRODT-ISRA, 64 p.

KEBE M. et LERESTE L. (1993). « Conflits liés au secteur des pêches » in *Gestion des ressources côtières et littorales du Sénégal.* Acte de l'atelier de Gorée 27-29 juillet 11992. UICN-ISRA-IFAN.pp.379-392.

KEBE M. (1994). « Principales mutations de la pêche artisanale maritime sénégalaise » in *Evaluation des ressources exploitables pour la pêche artisanale sénégalaise*. Symposium de Dakar du 8 au 13 février 1993. ORSTOM. pp. 43-58.

L'AUTRE AFRIQUE n° 103. France. Le poisson à marée haute. 24-11 au 27-12-1999. p. 48.

LA PECHE MARITIME (1981a). « Projet de complexe de pêche en Casamance (Kafountine) » n° 1239, p. 331.

LA PECHE MARITIME (1981b). « Crédit Maritime, prêt de la BOAD ».n° 1242- pp. 501 et 502.

LA PECHE MARITIME (1981c). «Rôle et fonctionnement du Centre d'Assistance à la Pêche Artisanale au Sénégal » n°1244, p.616.

LABARTHE P. (1802). Voyage au Sénégal pendant les années 1784-1785, Paris, Dentu An X, 262 p.

LABAT J. B. (1728). Nouvelle relation de l'Afrique Occidentale (contenant une description exacte du Sénégal et des pays situés entre le Cap Blanc et la rivière de Serrelionne jusqu'à plus de 300 lieues en avant dans les terres). Paris, Cavelier. (5 tomes) : T.I, 346 p. ; T.II, 376 p. ; T.III, 387 p. ; T.IV, 391 p., T.V, 404 p.

LABRECQUE M. F. (1988). « Femmes, développement et idéologie : un cas au Mexique », Québec, Recherches féministes, vol. 1, n° 2, pp. 53-67.

LAFONT F. (1938). Le Gandoul et les Niominka. Bulletin du Comité d'Etudes Historiques et Scientifiques, T. XXI, Paris, Librairie Larose, pp. 385-458.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LAGOIN Y. et SALMON G. (1967). Etude technique et économique de la Distribution du poisson de mer dans les pays de l'Ouest Africain – Etude régionale. Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères chargé de la Coopération. Paris, 114 p.

LALOË F. (1985). Etude de la précision des estimations de captures et prises par unité d'effort obtenues à l'aide du système d'enquête de la section « Pêche artisanale » du CRODT au Sénégal. Doc. Scient. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, n° 100, 36 p.

LALOË F. et SAMBA A. (1990). La pêche artisanale au Sénégal. Ressources et stratégies de pêche. Thèse de l'univ. Paris Sud (juin 1989). Coll.Etudes et thèses, ORSTOM ed.393 p.

LALOË F. (1992). Collecte d'information sur la pêche artisanale au Sénégal. SEMINFOR 5 : Statistique impliquée, ORSTOM-Montpellier, septembre 91. pp. 37-44.

LAMOUREUX P. (1985). La pêche chalutière étrangère dans les eaux territoriales Sénégambiennes. Analyse de l'exploitation des navires italiens et grecs de 1975 à 1983. Doc. Scient. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, n° 103, 70 p.

LAUREC A. (1990). Les outils de gestion des stocks : performances, limites, évolution. In : *Les rencontres halieutiques de Rennes – La gestion des pêches maritimes françaises : aujourd'hui, demain, Colloque des 23-24 mars 1990, Gascuel, D. 'ed.), ENSA de Rennes,* pp. 10-18.

LAUREC A. et LE GUEN J. C. (1981). Dynamique des populations marines exploitées. CNEXO, Rapports Scientifiques et Techniques. 45, 118 p.

LE HYARIC J. et NDIOR E. (1989). Du volet transformation du poisson par les femmes. Rapport annuel. PAMEZ . C.C.F.D. Ziguinchor. D.O.P.M. Dakar. 13 p.

LE RESTE L. , FONTANA A. et SAMBA A. (1986). L'estuaire de la Casamance : environnement, pêche, socio-économie. ISRA/CRODT, Dakar, 328 p.

LE RESTE L. (1987). Influence de la salinité et du courant sur la taille de migration des crevettes Penaeus notialis dans l'estuaire de la Casamance (Séngal). Rev. Hydrobiol. Trop., 20, 3-4 ,pp. 279-289.

LECA N. (1934). Les pêcheurs de Guet Ndar avec note sur les Wolof, leur parler. Paris, Librairie Larose, 106 p.

LECARME M. (1992). « Territoires du féminin, territoires du masculin : des frontières bien gardées ? Un exemple dakarois », in *BISSILIAT Jeanne, Relations de genre et développement*, Paris, ORSTOM, pp.295-326.

LEMAIRE. (1965). Les voyages du Sieur LEMAIRE aux Iles Canaries, Cap-Vert, Sénégal et Gambiesous Monsieur DANCOURT. Paris, J. Collambat, 236 p.

LEPRUN J. C. , MARIUS C. et PERRAUD E. (1976). Caractérisation de la pédogénèse durant le dernier millénaire sur les amas coquilliers des îles du Saloum (Sénégal). Bull. ASEQUA, 49 : 13-26.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

LEVENEZ J. J. et LOPEZ J. (1982). Résultats de la campagne Echosar IV. (Prospection des stocks de poissons pélagiques côtiers le long des côtes du Sénégal et de la Gambie en saison froide (11 – 24 février 1982)). Dakar, CRODT, Archive n° 119, 51 p.

LEVENEZ J. J. et LOPEZ J. (1983). Résultats de la campagne Echosar V. (Prospection des stocks de poissons pélagiques côtiers le long des côtes du Sénégal et de la Gambie en saison froide (4 au 17 mars 1983)). Dakar, CRODT, Archive n° 124, 33 p.

LEVESQUE P. (1992a). Expérimentations de nouvelles techniques (four chorkor) et améliorations de techniques existantes (four parpaing et au sol). PROPECHE, composante ATEPAS. Secteur transformation. Doc. technique n° 8, 61 p. D.O.P.M. Dakar.

LEVESQUE P. (1992b). Bilan des résultats obtenus à Joal du 30 janvier 1990 au 31 janvier 1992. PROPECHE, composante ATEPAS. Secteur transformation. Doc. technique n° 9. 52 p. DOPM-Dakar.

LLERES B. (1985). Quand les diola se tournent vers la pêche – Dakar, CRODT, Archive n° 135, 23 p.

LLERES B. (1986). La pêche piroguière maritime au Sénégal. Son évolution, son intégration dans l'économie de marché. Thèse de doctorat d'université. Université de Bordeaux III. U.E.R. de géographie, 637 p.

LO-NDIAYE K. (1992). Les politiques gouvernementales de promotion féminine, Dakar, Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. 96p.

LO K. (1999) « Mbour. Un pêcheur meurt noyé. » in *WALFADJRI* n°2048 p.2

LOURDELET E. (1966). La pêche maritime artisanale au Sénégal. Thèse de doctorat en droit. Fac. De Droit et des sciences Eco. Université de Dakar, 295 p.

LY O. K. (1981). Le rôle et les problèmes des femmes dans la transformation et la distribution des produits halieutiques au Sénégal – Séminaire CARFT/OIT/CRAT/SIDA. S.l. 15 p.

LY- NIANG O. K. (1988). «Crise économique et emploi féminin dans l'industrie du Sénégal », Séminaire AFARD/AAWORD sur « la crise en Afrique et les visions des Femmes pour s'en sortir », Dakar. 18 p.

M.F.E.F. (1993). Femmes sénégalaises à l'horizon 2015. Dakar, 239 p.

MARCHAL E. , JOSSE E. , GERLOTTO F. et LOPEZ J. (1982). Résultat des campagnes Echosar I et Echosar II. (Prospection des stocks pélagiques le long des côtes du Sénégal, de la Gambie et de la Mauritanie. Dakar, CRODT, Archive n° 114. 106 p.

MARCHAL E. (1991). Les campagnes acoustiques d'étude des stocks de la région Maroc – Mauritanie – Sénégal. Rapport du groupe de réflexion : analyse des résultats et perspectives de recherches. Paris, ORSTOM. 170 p.

MARCHES TROPICAUX ET MEDITERRANEENS. (1999). Le Sénégal. Pêche pp. 18-21.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

MARTIN V. (1974). Répertoire des sites protohistoriques du Sénégal et de la Gambie. Kaolack, 100 p.

MARTIN V. et BECKER C. (1981). Documents pour servir à l'histoire des îles du Saloum. Ed. Bull. IFAN, Tome 41, Série B, n° 4, pp. 722-772.

MAUNY R., CHARBONNIER J. et CORBEIL R. (1948) Préhistoire et protohistoire de la Presqu'île du Cap Vert et de l'extrême ouest Sénégalais. Bull. IFAN TX pp.378-460.

MAUNY R. (1956). Esmeraldo de Situ Orbis (Côte Occidentale d'Afrique du Sud Marocain au Gabon de Duarte Pacheco Pereira vers 1506-1508). Bissau, Centro de Estudos de Guinée Protuguesa, n° 19, In 8, 226 p.

MAUNY R. (1961). Tableau géographique de l'Ouest Africain au Moyen Age d'après les sources écrites et l'archéologie. Mémoire IFAN n° 61, Dakar, 588 p.

MBAYE A. (1962). « Promotion de la femme sénégalaise : son rôle dans le développement du pays (Sénégal An 2), supplément à Développement et civilisation, pp. 67-69.

MBENGUE J. (2001) « Transformation artisanale du poisson. Une foire sous –régionale pour valoriser les produits » in *WALFADJRI* n°2767 p.6

MBODJ S. (1997) « Promotion de la femme. Cacophonie autour des projets » in *WALFADJRI* n°1469 p.7

MBODJ I. (1998) « Transformation du poisson à Joal. Les mareyeurs dénoncent la concurrence » in *LE SOLEIL* n °8531 p.5

MBOUP A. (1983).La transformation industrielle des produits de la pêche (conservation ou surgélation. Congélation ou fabrication de la farine de poisson). Mémoire de fin d'études de l'école des Agents techniques de l'océanographie et des pêches maritimes, Dakar, 73 p.

METTELIN P. (1985). « Petite production marchande et activités informelles en Afrique noire : état de la problématique analytique », in Culture et développement : *Revue internationale des sciences du développement,* vol. XVII, 1, 1985, pp. 3-28.

MFOM. (1924). L'industrie de la pêche aux colonies. In *Monographies de la « Dépêche Coloniale »,* s.l., Collection Octave, Homberg.

MICALET. (1955). Financement des actions en faveur de la pêche (au Sénégal). In : *Conférence Economique de la pêche maritime*, St-Louis, pp. 44-47.

MICHEL A. (1985). « Femmes et développement en Amérique latine et aux Caraïbes », Recherches Féministes, vol. 1, n° 2, pp.19-38.

MICHEL C. (1934). L'organisation coutumière (sociale et politique) de la collectivité Lebou à Dakar. Bull. Soc. et. Hist et Soc. de l'AOF, T. XVII, n° 3, pp. 510-524.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

MIGNOT-LEFEBVRE Y. (1980). « Promotion féminine en milieu rural africain : de nouvelles Orientations de recherches et d'action », in *Education en Afrique : alternatives*, Toulouse, Privat, pp. 99-11.

MIGNOT-LEFEBVRE Y. (1985). « Les femmes dans l'économie : de l'invisibilité à de nouveaux modes d'organisations », Revue, Tiers-Monde, XXVI, n° 102, pp. 247-260.

MILLET B. (1991). Modélisation numérique de la circulation de marée et de la dispersion du sel dans l'estuaire du fleuve. Doc. CRODT, Dakar, 31 p.

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE. (1959). La Pêche à Saint-Louis. (Situation et perspectives d'avenir). Service de l'Elevage et des industries animales. Centre d'étude des pêches de Saint-Louis. 23 p.

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE ET DE LA COOPERATION. (1961). Conseil des Pêches du Sénégal II, 9 décembre 1960, juillet 1961. République du Sénégal, Secrétariat : Service de l'Océanographie et des Pêches Maritimes, s.l. 123 p.

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE. (1962). Eléments de statistiques de pêche maritime, 1948-1961. Rép. Sén. Service de l'Océanographie et des pêches maritimes. St Louis, In 4, 10 p.

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE. (1963). Comptoirs d'exportation du poisson. Rép. du Sén. Service de l'Océanographie et des pêches maritimes. St Louis, In 4, 24 p.

MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT. (1965). Deuxième plan quadriennal de développement économique et social, 1965-1969. Dakar, 3 vol. – t.1 – Introduction et analyse, 64 p. ; t. II – Plan, pp. 65-386, ; t. III – Programmes régionaux, pp. 389-543, Bibliog. (Chapitre consacré à la pêche, pp. 143-148).

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (1980). Situation économique du Sénégal, 1959-1979- Numéro spécial- Direction de la statistique- République du Sénégal, Dakar.250p.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (1981). Analyse du commerce extérieur du Sénégal, 1981-Direction de la statistique-République du Sénégal, Dakar, 37 p.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (1981). Situation économique du Sénégal, 1981-Direction de la statistique. République du Sénégal, Dakar, 236 p.

MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION (1981). Sixième plan quadriennal de Développement Economique et Social, plan (sixième) 1981-1985. Dakar, République du Sénégal. N.E.D., 421 p.(Chapitre pêche pp. 133-146).

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (1982). Situation économique du Sénégal, 1982 - - Direction de la statistique – République du Sénégal, Dakar, 416 p.

MINISTERE DE l'ECONOMIE ET DES FINANCES (1983). Situation économique du Sénégal, Direction de la Statistique – République du Sénégal, Dakar, sans éd, 515 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, [Direction de la Condition féminine] (1988). Etude sur l'intégration de la composante femme dans les plans et programmes de développement : le cas du Sénégal, Dakar.120 p.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES [Direction de la Statistique] (1990). Recensement de la Population et de l'Habitat du Sénégal, Dakar.40p.

MINISTERE DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE (1991). « Stratégies du gouvernement du Sénégal visant à mieux répondre aux besoins des femmes rurales », communication à la Conférence régionale sur « La promotion économique des femmes rurales », FIDA, Dakar.15p.

MOAL R. , JAMET J. et LAGOIN Y. (1974). Manuel des pêches maritimes tropicales.2 vol. Société Centrale pour l'Equipement du Territoire International. Ministère de la Coopération. Paris, Tome1, 431p ; Tome 2, 447p.

MONDE DIPLOMATIQUE (1997) n° 552. Quand l'Afrique brade son poisson à l'Europe. p.9.

MONOD TH. (1941) Découvertes archéologiques au Sénégal. N. AF n°12

MOOL-MI .(2001) « L'UR SANTA YALLA fête ses dix ans " n°2 p.19

MOOL-MI. (2001) « Amy DIABANG, première présidente de L'UR SANTA YALLA : « je remercie les partenaires de L'UR SANTA YALLA » n°2 P.20

MOOL-MI. (2001) « Adama BADJI, présidente de L'UR SANTA YALLA : consolider les acquis » n°2 p.20

MORAES N. I. (1973). « La Petite Côte d'après Francisco de Lemos Coelho. XVIIème siècle ». Bull. IFAN, Tome XXXV, Série B, Avril, Dakar- Pp. 239-268.

MORNET P. (1946). « Aménagement des centres de pêche au (Sénégal) ». Conférence de la pêche maritime. Centre National d'Information Economique. Dakar, Pp. 208-210.

MPTM – JICA. (1997). Etude sur le programme de développement dans la zone de pêche Nord en République du Sénégal. Projet de rapport définitif. Dakar. 397 p.

MPTM. (1999). Plan Directeur des pêches maritimes. Vol. I (analyse descriptive, politiques et stratégies). Dakar. pp. 1-95.

NDAW S. (1981). Le métier de mareyeur (Sénégal) – Mémoire de fin d'études de l'Ecole des Agents Techniques de l'Océanographie et des Pêches Maritimes, Dakar – 36 p.

NDIAYE H. G. (1975). Les plages anciennes de la Presqu'île du Cap-Vert (Pointe Fann – Pikine), Mémoire de Maîtrise. Université de Dakar, département de géog., Dakar. 149 p.

NDIAYE I. K. (2001) « Les jeunes sèment le désordre » in *LE SOLEIL* n° 9472 p.4

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

NDIAYE S. SB. (1978). La mise en place du réseau routier au Sénégal de 1900 à 1940. Mémoire de maîtrise, Université de Dakar, départ, histoire. Dakar, 111p.

NDIAYE I. (1996) « Pêche. Un centre de formation pour les femmes de FASS BOY » in *LE SOLEIL* n°7801 p.4

NDIAYE M. (1996) « Ministre contre Maire. Pourvu que Dame justice n'en prenne pas des rides » in *WALFADJRI* n°1277 p.5

NDIAYE B. M. (1999) « Trois pêcheurs périssent noyés en mer » in *LE SOLEIL* n°8582 p.6

NDIAYE B. (2001) « Gestion des ressources halieutiques. L'avenir de la pêche est dans la transformation » in *SUD QUOTIDIEN* n°2467 p.3

NIANG K. (1981). Traitement traditionnel des produits de la pêche : cas de la région de Cap Vert. Mémoire de fin d'études de l'EATOPM. Dakar. 36 p.

NIANG B. (1993) « Pêche industrielle. 1000 employés en congé forcé » in *SUD QUOTIDIEN* n° 209 pp.1-3

NIANG B. (1993) « AFRICAMER tombe dans le coma » in *SUD QUOTIDIEN* n°210 p.4

NIANG B. (1997) « Accords de pêche. Le ministre et le trésor se disputent les 47 milliards » in *SUD QUOTIDIEN* n°1206 p.6

NIANG B. (1997)« Le gouvernement intéresse les pêcheurs. L'argent de la pêche sera partagé fifty-fifty » in *SUD QUOTIDIEN* n°1212 p.6

NIANG B. (1999) « L'Angola va restituer le matériel des guet-ndariens » in *SUD QUOTIDIEN* n°1756 p.11

NIANG B. (1999) « Après 20 ans de « pêche au ramassage », un arrêté pour combattre les pêcheurs négriers » in *SUD QUOTIDIEN* n°1756 p.11

NIANG D. S. (1998) « Cap Skirring . Quatre pêcheurs de Yenne périssent en mer ». in *LE SOLEIL* n°8365 p.8

OUDOT C. et ROY C. (1991). Les sels nutritifs au voisinage de Dakar : cycle annuel moyen et variabilité inter-annuelle. Pêcheries ouest-africaines ; Ed. Cury et Roy, ORSTOM, pp. 81-89.

PAGES J. , DEBENAY J. P. et LE BRUSQ J. Y. (1987). L'environnement estuarien de la Casamance. Rev. Hydrobiol. Trop., 20, 3-4 : 191-202.

PAPEC. (1991). Note sur l'état d'avancement de l'exécution du projet. DOPM. Dakar. 13 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

PAVE M. et CHARLES D. E. (1997). La pêche d'Afrique de l'Ouest, elle aussi, a une histoire :chronique d'un « développement » imprévu (1895-1980) pp. 623-650 in : *BECKER C. , MBAYE S.,THIOUB I. (éds), « AOF : réalités et héritages. Sociétés ouest africaines et ordre colonial, 1895-1960*. Dakar. D.A.S, Vol.I (pp.1- 668) Vol II (pp. 669-1273)

PECHART. (1982). Les enquêtes sur la pêche artisanale sénégalaise au Centre de Recherche Océanographique de Dakar-Thiaroye. Arch. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 112p.

PECHE-SENEGAL. (1950). Congrès des Pêches et des Pêcheries sous l'Union Française d'Outre Mer organisé par l'Institut colonial de Marseille, s.1 ; pp. 105-174.

PECHE-SENEGAL. (1951). Bulletin d'information et de Documentation – Avril-mai-juin. Section Technique des pêches. Service de l'Elevage et des Industries animales, Saint-Louis. 144p.

PELCHAT Y. (1992). Question de genre et développement : vers une contribution accrue de la recherche évaluative, Québec, Centre Sahel, Université Laval, Série notes et travaux, n° 27.

PELISSIER P. (1966). Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance. Imprim. Fabrègue, Saint-Yrieix, 939 p.

PEREZ J. M. (1980). La pollution des eaux marines. Gauthiers-Villard, Paris, 253 p.

PERRON M. (1929). « Pêcheries et sécheries en Europe et en AOF ». Bull. de l'Agence Générale des Colonies, n° 245, Melun.

PIRON F. (1989). « Techniques, développement et rapports femmes-hommes au Sahel »,Série Notes et Travaux n° 8, Centre Sahel, Université Laval.

POMERLEAU L. (1988). Intégration de la femme au développement, ACDI. 47 p.

PORTALANO P. (1986). Analyses des séries vent-températures de la mer en surface des côtes sénégalaises. Océanog. Trop., ORSTOM, 21,2 205-227.

POSTEL E. (1947). « Les conserveries de poisson au Sénégal ». La pêche Maritime, n° 826, pp. 118-119.

POSTEL E. (1947). « Les farines et huiles de poisson au Sénégal ». La pêche Maritime, n° 826, pp. 280-281.

POSTEL E. (1947). « Sécheries et fumeries du poisson au Sénégal ». La pêche maritime, n° 829, pp. 18-19.

POSTEL E. (1949). Pêche sur les côtes d'Afrique Occidentale. La campagne du Gérard Treca, Avril-Septembre-Gouv. Général AOF, I.G. Elevage, Dakar. 12 p.

POSTEL E. (1950). Congrès des pêches et des pêcheries dans l'Union Française d'Outre-Mer, Organisé par l'Institut Colonial de Marseille,pp. 105-185.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

RAVISE A. (1970). « Industrie néolithique en os de la région de Saint-louis, Sénégal ».Notes Africaines, n° 128, Dakar, Pp. 97-102.

REBERT J. P. , CREMOUX J. L. , PRIVE P. et CORREA J. B. (1973). Observations océanographiques effectuées en 1973 par REBERT, J.P., et Alt. Dakar, CRODT, Doc. Scient. n° 55. 5 p.

REBERT J. P. et PRIVE M. (1974). Observations de courant sur le plateau continental sénégalais du Cap-Vert au Cap Roxo. Dakar, CRODT, Archive n° 4. 2 p.

REBERT J. P. (1983). Hydrologie et dynamique des eaux du plateau continental sénégalais, Dakar, CRODT, Doc. Scient. n° 89. 99 p.

REIZER C. (1974). Définition d'une politique d'aménagement des ressources halieutiques d'un écosystème aquatique complexe par l'étude de son environnement abiotique et anthropique. Thèse doct. Arlon FUL, vol., 505 p.

REPUBLIQUE DU SENEGAL. (1998). Deuxième projet sectoriel des transports. Etude sur la desserte maritime Dakar – Ziguinchor. Rapport final. Dakar, 108 p.

RIEUCAU J. (1986). « Le Sénégal et la coopération internationale : l'exemple des ressources vivantes de la mer « Afrique Contemporaine » n° 138 – La Documentation Française,Paris, pp. 36-43.

ROSSIGNOL M. et ABOUSSOUAN M. T.(1965). Hydrologie marine côtière de la presqu'île du Cap-Vert. Contribution à l'étude de la productivité des eaux. Doc. Sci. CRODT n° 2, p 166.

ROUCH J. (1925). Traité d'océanographie physique, 3 vols. Paris, Payot, in 8, T.I : les sondages, 256 p. ; T. II : l'eau de mer, 349 p. ; T. III : les mouvements de la mer, 413 p.

ROY C. , JAMIN R. et BA A. O. (1985). Recueil des données de température. (Relevées aux stations côtières du Sénégal de 1947 à 1983). Dakar, CRODT, Archive n° 138. 150 p.

ROY C. (1989). Fluctuation des vents et variabilité de l'upwelling devant les côte du Sénégal. Oceanological Acta 12 (4) 361-369. CRODT

ROY C. (1991). L es upwellings : le cadre physique des pêcheries côtières ouest-africaines. In P. CURY et C. ROY eds Variabilité, instabilité et changement dans les pêcheries ouest-africaines, ORSTOM, Paris 1992.

ROY C. (1992). Réponses des stocks de poissons pélagiques à la dynamique des upwellings en Afrique de l'ouest : analyse et modélisation. Thèse de doctorat Editions ORSTOM collection Etudes et Thèses. Paris 1992.

SAKHO A. A. (1991) « Promotion féminine. Ndioro NDIAYE ne veut pas lâcher la bride » in *LE TEMOIN* n °69 p.4

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SAKHO A. A. (1997) « Affrontements en mer entre piroguiers et chalutiers » in *WALFADJRI* n°1547 p.7

SALL M. .M. et DIOP El. H. S. (1975). Géomorphologie et évolution des lignes de rivages holocène dans les Iles du Saloum (Sénégal). Bull. A.S.E.Q.U.A., n° 50, Dakar. pp. 51-58.

SAMB P.B.(1997) « Transformation des produits de la pêche : un programme d'entrepreneuriat féminin » in *LE SOLEIL* n° 8104 . p.9

SAMBA B. (1994). L'évaluation des ressources exploitables par la pêche artisanale sénégalaise. ORSTOM. pp. 179-189.

SAMBA A. et FONTANA A. (1987). Expérience d'un vire-ligne adapté à la pirogue sénégalaise : résultats et perspectives. Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 15 p.

SARR S. C. (1955). « La pêche artisanale : ses formes traditionnelles, son armement, son Rendement ». In : *Conférence économique de la Pêche Maritime*, St-louis,pSp. 11-18.

SARR D. (1991) « Fédération des groupements féminins. La déchirure » in *SUD HEBDO* n°184 p.5

SARR D. (1991) « Groupement de promotion féminine. Les jeux étaient-ils déjà faits ? » in *SUD HEBDO* n°185 p.5

SARR F. (1998). L'entrepreneuriat féminin au Sénégal. La transformation des rapports de pouvoirs. Paris, L'harmattan, 301 p.

SAVANE M. A. (1986). « sous la direction de », Femmes et développement en Afrique de l'Ouest – Indices des transformations socio-économiques sur le rôle et le statut des femmes, Genève, UNRISD.207 p.

SCHAAN M. A. (1994). Transformation artisanale des produits de la pêche. Quel avenir dans les pays en voie de développement ? Thèse pour le doctorat vétérinaire. Université Paul-Sabatier de TOULOUSE. P 115.

SCHWARTZ M. (1918). «Les pêcheries du Sénégal ». Congrès d'agriculture coloniale, Tome IV, 5e fascicule, Paris Challamel. 12 p.

SECK A. (1983). L'importance du poisson dans l'alimentation de la population sénégalaise . Mémoire de fin d'études de l'Ecole des Agents Techniques de l'Océanographie et des Pêches Maritimes, Dakar, 34 p.

SECK P. A. (1980). Catalogue des engins de pêche artisanale du Sénégal. Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est, COPACE/PACE. Séries 79/16 (Fr).

SECRETARIAT d'ETAT à la PECHE MARITIME. (1982). L'impact du sous secteur de la pêche dans l'économie nationale (Sénégal). Dakar, Soned Afrique, 154 p.

ODDESSRIA - BIBLIOTHEQUE

SECRETARIAT d'ETAT à la PECHE MARITIME. (1982). Plan d'action de la Pêche Sénégalaise 3° phase-Rapport définitif, République du Sénégal, Dakar, Soned-AfriqueS.e.c.t. International, 110 p.

SECRETARIAT d'ETAT à la PECHE MARITIME. (1982). Plan d'action de la Pêche Sénégalaise-Document de synthèse- République du Sénégal, Dakar, Soned Afrique, S.e.c.t. International, 53 p.

SECRETARIAT d'ETAT à la PECHE MARITIME. (1983). Notes sur la situation du CAPAS 6 Centre d'Assistance à la pêche Artisanale au Sénégal – Thiaroye, 14 oct. 14 p.

SECRETARIAT d'ETAT à la PECHE MARITIME. (1984). Rapport annuel et activité – 1983-1984 – Projet Protection et Surveillance des Pêches au Sénégal – République du Sénégal. Dakar, 21 p. dactyl.

SENE M. (1994) « La baie de Hann menacée. L' équation démographique » in *LE SOLEIL* n ° 7090 p.4

SERET B. et OPIC P. (1981). Poissons de mer de l'Ouest Africain Tropical. Paris, I.D.T. ORSTOM, n° 49. 416 p.

SEVERAC A. M. (1972). La tête de la Presqu'île du Cap-Vert. (Etude de géomorphologie littorale), Mémoire de Maîtrise, Université de Strasbourg, Départ. de géog., Strasbourg. 109 p.

SEYE M. (1996) « Un quai de pêche à Mbour . La promesse a été faite par le premier secrétaire du PS » in *LE SOLEIL* n° 7885 p.3

SOCECO-PECHART. (1982). Dictionnaire des points de débarquement de la pêche artisanale sénégalaise en 1981. Arch. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 109, 90p.

SOCECO-PECHART. (1982). Recensements de la pêche artisanale maritime au Sénégal, avril et septembre 1982. Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 83, 38 p.

SOCECO-PECHART. (1983). Recensements de la pêche artisanale maritime au Sénégal, avril et septembre 1981. Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 90, 29 p.

SOCECO-PECHART. (1985). Recensements de la pêche artisanale maritime au Sénégal,mai et septembre 1983. Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 101, 51 p.

SOCECO-PECHART. (1990a). Recensement de le pêche artisanale maritime au Sénégal : Avril et septembre 1988. Arch. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 182, 38 p.

SOCECO-PECHART. (1990b). Recensements de la pêche artisanale maritime au Sénégal, mai et septembre 1985. Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 180, 59 p.

SOCECO-PECHART. (1990c). Recensements de la pêche artisanale maritime au Sénégal, avril et septembre 1985. Doc. Int. Cent. Rech. Océanogr. Dakar-Thiaroye, 181, 49 p.

SOCIETE AFRICAINE d'EDITION. (1983). Le Sénégal en chiffres, Edition 1982-1983. Dakar, 304 p.

ODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SOGREAH. (1981). Rapports sur les sites portuaires de Port Sédar et de Bargny. Grenoble, Dept. des Aménagements portuaires et côtiers. pp. 34-35.

SONED, AFRIQUE. (1980a). Plan d'action de la pêche artisanale. Deuxième phase : perspectives, plan d'action. Rapport provisoire ; Secrétariat d'Etat à la Pêche Maritime. SONED-AFRIQUE SCET International, 106 p.

SONED, AFRIQUE. (1980b). Plan d'action de la pêche sénégalaise, 1° Phase diagnostic – Rapport définitif. Rép. Sén. – Ministre du développement rural. Direction de l'Océanographie et des Pêches maritimes. SCET International, Dakar, 128 p.

SONED, AFRIQUE. (1980c). Plan d'action de la pêche sénégalaise, 1° Phase diagnostic – Rapport définitif. Tome I. les ressources halieutiques sénégalaises (Potentialités, exploitation actuelle, perspectives), Rép. Sén. - Secrétariat d'Etat à la Pêche Maritime. Dakar : SCET International, 116 p.

SONED, AFRIQUE. (1980d). Plan d'action de la pêche sénégalaise, 1° Phase diagnostic – Rapport définitif. Tome II. Analyse du secteur – Rép. Sén. - Secrétariat d'Etat à la Pêche Maritime. Dakar : SCET International, 396 p.

SONED, AFRIQUE. (1980e). Plan d'action de la pêche sénégalaise, 1° Phase diagnostic – Rapport provisoire, Dakar : SCET International, 437 p.

SONOLET L. (1911). « La pêche en Afrique Occidentale ». Pêche moderne, 1er janvier, s.l., pp 78-89.

SOUMARE A. (1996). Etude comparative de l'évolution géomorphologique des bas-estuaires du Sénégal et du Saloum : Approche par les données de terrain et de la télédétection. Doctorat de 3e cycle. Dépt de Géographie. UCAD. 265p.

SOW A. (1984). Les sociétés Indigènes de prévoyance du Sénégal des origines à 1947. Thèse de 3ème cycle. Université de Dakar, Dept. d'Histoire, sans éd., Dakar, 338 p.

SOW F. (1990). « Les Groupements féminins autour de Nabadji Civol (Dept Matam) » in *Diplômées*, [revue trimestrielle de l'Association française des femmes diplômées des Universités], n° 153.

SOW F. (1991). « Les initiatives féminines au Sénégal : une réponse à la crise ?» Communication au colloque sur Etat et Société au Sénégal : crises et dynamiques Sociales, CEAN (Bordeaux) / IFAN-CAD (Dakar). 15 p.

SOW N. (1992). Les politiques gouvernementales de promotion des femmes. Dakar, AFARD (Association des femmes africaines pour la recherche et le développement), 61p.

SPORE .(1999). Gestion durable des zones côtières : littoral fragile, population en danger. n° 82 p.4.

STEQUERT B. et BERGERARD P. (1978). La pêche artisanale au Sénégal (Document présenté à la 1ère réunion d'experts du comité sous régional des pêches) – Dakar, 9 p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

STEQUERT B., BRUGGE W. J. et BERGERARD (1977). La pêche artisanale maritime au Sénégal(étude des résultats de la pêche de 1976 et 1977, aspects biologiques et économiques) –Dakar – CRODT, Doc. Scient. N° 73, 43 p.

SUD QUOTIDIEN (1998) « Construction anarchique sur le domaine maritime. Lettre ouverte au Président de la République » n°1441 p.3

SUD QUOTIDIEN (1998) « Construction anarchique sur le domaine maritime. Une sommation d'arrêt adressée au promoteur. N°1447 p.7

SULPICE J. (1955). « Pêche artisanale et industrielle » (leur situation actuelle au Sénégal, les conditions et leur juxtaposition, leur orientation). In : *Conférence Economique de la Pêche Maritime*, St-Louis, pp. 76-81.

SY A. (1982). Etude géomorphologique des flèches sableuses du littoral sénégalais. T.E.R. de Géographie, Dakar, 103 p.

SY O. I. (1995). Analyse critique des données statistiques fournies par la D.O.P.M. dans le cadre de la pêche artisanale au Sénégal. Mémoire de fin d'études. E.N.E.A. Dakar, 85 p.

TALL K. (1997) « Rufisque :menace sur le littoral » in *LE SOLEIL* n° 8055 p.11

TALL K. (1997) « Collectivité Leboue. La « déclaration de Mbao » adoptée » in *LE SOLEIL* n° 8262 pp.1-10

TALL B. (2001) « Le cri de cœur des pêcheurs kayarois » in *MATIN* du 19-07 p.9

TEISSON C. (1981). Structures hydrologiques observées en période d'upwelling au large de Sénégal. Dakar, CRODT, Archive n° 97, Dakar. 12 p.

TEISSON C. (1982). Application de la théorie d'Ekman à l'étude des courants et des remontées d'eaux profondes, le long des côtes sénégalaises. Dakar, CRODT, Archive n° 106. 79 p.

TEISSON C. (1983). Le phénomène d'upwelling le long des côtes du Sénégal. (Caractéristiques physiques et modélisation). Dakar, CRODT, Archive n° 123. 74 p.

THIAM M. (1979). La pêche chalutière dakaroise : description et analyse du système de récolte des statistiques de pêche (efforts, prises) et du plan d'échantillonnage des espèces. Doc. Int.. CRODT, 18 p.

THIAM M. et CAVERIVIERE A. (1993). Estimation des indices d'abondance des principales espèces démersales du plateau continental sénégalais à partir des campagnes de chalutage stratifié (1986-1992). In : *Evaluation des ressources exploitables par la pêche artisanale sénégalaise.* A. Fonteneau (ed.). ORSTOM éditions, Paris, 19 p.

THIAM V. J. (1941). La pêche à St-Louis du Sénégal. Cahiers William Ponty. Sébikotane. Ecole Normale W. Ponty. 46 p.

THIAM A.(1998) « Sauver la baie de Hann » in *LE SOLEIL* n°8450 p.2

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

THIAW (1982). Les exportations de la pêche sénégalaise – Mémoire de fin d'études de l'Ecole des Agents Techniques de l'Océanographie et des Pêches Maritimes, Dakar, 91 p.

THILMANS G. et DESCAMPS C. (1982). Amas et tumulus coquilliers du delta du Saloum. Recherches Scientifiques dans les parcs nationaux du Sénégal. Mémoires de l'IFAN, Dakar, 92 pp.31 – 50.

THILMANS G. et MORAES N. (1977). « Les passages à la Petite Côte de Pieter Van Den Broecke ». Bull. IFAN B XXXIV ; n°3, Dakar-Pp. 471-492.

THOMAS L. V. (1959). Les Diola (essai et analyse fonctionnelle sur une population de basse Casamance) Mémoire de l'IFAN, n° 55 et 56, vol.1,344 p. vol2,Pp.345-821.

TINKER I. (1979). « Le développement contre les femmes », Questions féministes, 6, pp. 69-86.

TOURE D. 1971. Variations quantitatives du zooplancton dans la région du Cap-Vert de sept. 1970 à août 1971. *Dakar, CRODT, Doc. Scient. n° 39.* 25 p.

TOURE D. (1983). Contribution à l'étude de l'upwelling de la baie de Gorée (Dakar – Sénégal) et de ses conséquences sur le développement de la biomasse phytoplanctonique. Dakar, *CRODT, Doc. Scient. n° 93.* 183 p.

TOURE D. et GNINGUE L. (1991). Variations spatio-temporelles de la biomasse phytoplanctonique sur le plateau continental sénégalais. Pêcheries ouest-africaines, Ed. Cury et Roy, *ORSTOM*, pp. 90-102.

TOURY J. et WANE A. (1970). Le poisson dans la ration alimentaire au Sénégal. (Aspects quantitatifs et qualitatifs. Modes de conservation) – *Bull. de la Commission pour la Nutrition en Afrique*. Dakar, 70 p.

TOUZARD A. (1955). « Commercialisation: poisson frais, poisson conservé.(Ecoulement des produits d'exportation). Bilan commercial des dernières années au Sénégal ». In: *Conférence Economique de la Pêche Maritime*. St-Louis. Pp. 69-75.

UNESCO. (1982). Atelier d'Etudes des mangroves de l'estuaire du Saloum (Sénégal) *Rapport final*. Equipe pluridisciplinaire d'étude des écosystèmes côtiers. Dakar. 175 p.

VAN CHI BONNARDEL R. (1967). L'économie maritime et rurale de Kayar, village sénégalais. *Mémoire de l'IFAN n° 76, Thèse III° cycle*, Dakar,264 p.

VAN CHI BONNARDEL R. (1969). « Les problèmes de la Pêche Maritime au Sénégal ». *Annales de géographie, n° 425*, Paris, pp. 26-58.

VAN CHI BONNARDEL R. (1970). « Aspects récents de l'économie de pêche en Basse Casamance : La crevette de Ziguinchor » *Bulletin de l'IFAN – Tome XXXII, Série B, n° 2*, Dakar, pp. 819-844.

VAN CHI BONNARDEL R. (1970). « Les moyens de transport routier au Sénégal ». in *Bulletin de l'IFAN – Tome XXXII, Série n° 1*, Dakar, pp.63-116.

ORSTOM-BIBLIOTHEQUE

VAN CHI BONNARDEL R. (1971). « Circulation, trafic et transport routiers au Sénégal » in *Bulletin de l'IFAN - Série B, n° 4,* Dakar, pp. 693-746.

VAN CHI BONNARDEL R. (1971). « L'économie de pêche en Basse Casamance (Sénégal) ». in *Revue de géographie de Lyon* 46 (3), pp. 285-316.

VAN CHI BONNARDEL R. (1971). « Le réseau routier sénégalais ». *Bulletin de l'IFAN – Tome XXXIII, Série B, n° 2,* Dakar, pp. 299-337.

VAN CHI BONNARDEL R. (1973). Chances et problèmes du futur complexe de pêche de Djifer Rapport DOPM, Dakar, sans éd., 100 p. dactyl, 1 carte et – Rapport annexe : Migrations de pêcheurs sur l'ensemble du littoral sénégalais, motorisation, modalités, conséquences socio-économiques, *projet SEN/73/09.*, Dakar, 19 p.

VAN CHI BONNARDEL R. (1978). La vie de relations au Sénégal, la circulation des biens. *Mémoire IFAN n° 90,* Dakar, 927 p.

VAN CHI BONNARDEL R. (1979). « Exemple de migrations multiformes intégrées : les migrations des Niominka (îles du Bas-Saloum, Sénégal) » - *Bulletin de l'IFAN – Tome 39, série B, n° 4,* Dakar, pp ; 837-889.

VAN CHI BONNARDEL R. (1980). Rapport n° 1 : Plan d'Action de la Pêche Sénégalaise (phase 1) – (Caractéristiques ethniques et socio-économiques des populations de pêcheurs du littoral sénégalais) Dakar – *D.O.P.M.* 35 p.

VAN CHI BONNARDEL R. (1988), « Saint-Louis du Sénégal : le règne des femmes dans les petites activités », in *COQUERY-VIDROVITCH, Processus d'urbanisation en Afrique*, Paris, L'Harmattan, pp. 150-168.

VILLARD A. (1943). Histoire du Sénégal (préface du Gouverneur Général, Pierre Boisson) Dakar, Maurice Viale, In 16°, 68 p.

WEBER J. (1980). Socio-économie de la pêche artisanale au Sénégal : hypothèses et voies de recherches. Rev. Socio-éco. *ISRA, 4 ; Doc. Cent. Rech. Océanogr.* Dakar-Thiaroye, 84, 3-24.

WEBER J. , CHABOU C. , KEBE M. et CURY R. (1981). Le poisson dans la région de Rufisque : (étude d'implantation d'un centre de mareyage coopératif) – Dakar, *CRODT*, 160 p.

WEBER J. et CHAUVEAU J. P. (1982). Le Centre coopératif de mareyage de Joal (contraintes découlant du choix du site.) Dakar, *CRODT*, 50 p.

WEBER J. (1982). «Pour une approche globale des problèmes de la pêche, l'exemple de la filière du poisson au Sénégal ». (Communication aux consultations des experts de la FAO sur la technologie du poisson en Afrique, tenues à Casablanca du 7 au 11 juin 1982). Dakar, *CRODT, Doc. Scient.* n° 84, pp. 97-109.

WEBER J. (1983). « Socio-économie de la pêche artisanale au Sénégal : hypothèses et voies de recherches » - Dakar. *CRODT, Doc. Scient.* n° 84, *mai* – pp.3-24.

ORSTOM-ISRA - BIBLIOTHEQUE

WEBER J. (1984). Djifère au Sénégal, la pêche artisanale en mutation dans un contexte industriel. Deuxième partie : (Conséquences d'une innovation sur l'organisation économique artisane ou les excès d'une nécessité) – Dakar, *CRODT*, s.d. – 32 p.

WEBER J. (1992). Problématique du développement des pêches. *Sixth international Conference IIFET*-Paris July 6-9, 1992, 9 p.

WORMS J. (1979). Evolution de la pêche cordière au Sénégal de 1963 à1969. Dakar, *CRODT, Rapport interne* n° 15, 9 p.

ZURARA E. G. (1960). Chronique de Guinée (1450-1458). Traduction par BOURBON, L., RICHARD, R. *Mémoire IFAN*, n°60, 302p.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

GLOSSAIRE

Biomasse : masse de matière première vivante, végétale et animale, par unité de surface ou de volume

Célérité : vitesse de propagation d'onde

El nino : à l'origine, courant océanique d'eaux tropicales chaudes se manifestant au cours de l'hiver boréal le long des côtes du Pérou et modifiant en conséquence l'hydroclimat côtier aride. Aujourd'hui le nom « El nino » désigne ces années où l'on observe par ailleurs des anomalies climatiques sur une vaste échelle planétaire

Eocène : période marquant l'aurore des temps actuels ; division stratigraphique de l'ère tertiaire

Eurybathe : organisme marin capable de supporter de grandes différences de profondeur.

Eutrophisation : processus qui, par apports d'éléments nutritifs dans un milieu aquatique, amène la multiplication des êtres vivants qu'il renferme en matière organique et, finalement, une réduction de la quantité d'oxygène dissous

Euryhalin : organisme marin capable de supporter de grandes différences de salinité.

Eurytherme : organisme marin dont la température varie avec celle du milieu.

Miocène : division stratigraphique de l'ère tertiaire

Paléocène : division stratigraphique de l'ère tertiaire

Pélagique : qui vit en pleine eau loin du fond

Phytoplancton : plancton végétal

Plancton : ensemble des être vivants microscopiques ou très petits que les eaux marines ou les eaux douces entraînent dans leur mouvement ; le plancton constitue la principale nourriture de nombreux animaux marins.

Quaternaire : dernière période de l'histoire du globe, juste postérieure au tertiaire

Sciénidé : famille de poissons osseux

Sparidé : famille de poissons à pelviennes insérées sous le thorax, à une seule dorsale (la dorade, le pagre).

Tertiaire : ère géologique ayant duré de 65 M. d'années à 1.8 M. d'années

Thermocline : couche d'eau marine dont la température diminue rapidement avec la profondeur

ODESRA - BIBLIOTHEQUE

LISTE DES CARTES, TABLEAUX ET FIGURES

- **CARTES** **Pages**

1. Centres de transformation artisanale des produits de pêche du littoral sénégalais **52**
2. Données bathymétriques du plateau continental sénégalais **56**
3. Fonds marins du littoral sénégalais **59**
4. Nature des fonds et répartition des communautés demersales le long du littoral sénégalais **62**
5. Mouvements migratoires du mérou bronzé **65**
6. Mouvements migratoires du tassergal **68**
7. Mouvements migratoires du chinchard noir **69**
8. mouvements migratoires de la sardinelle plate **70**
9. Principales masses d'eau de surface **131**
10. Zones d'upwelling le long du littoral ouest atlantique **133**
11. Fleuve Casamance et ses tributaires **146**
12. Sites préhistoriques et protohistoriques du littoral sénégalais **179**
13. Evolution de la distribution géographique de la production artisanale le long du littoral sénégalais (1954 – 1996) **216**
14. Evolution du réseau routier au Sénégal (1953 – 2000) **233**
15. Desserte maritime Dakar – Ziguinchor **234**
16. Circulation intérieure des produits transformés (1985) **245**
17. Circulation intérieure des produits transformés (1995) **246**
18. Circuits de distribution des centres de mareyage (Joal et Kayar) et principales fabriques de glace au Sénégal **279**

- **FIGURES**

1. Coupe du système dunaire sur la Grande Côte **49**
2. Falaise du Cap de Naze **49**
3. Cales à glace sur les pirogues guet- ndariennes (Saint-Louis) **103**
4. Piéges à poissons dans les rivières du sud **108**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

5. Casiers à céphalopodes de fabrication locale **109**
6. Filet filtrant à crevette (Ziguinchor) **115**
7. Pêche à la senne tournante **123**
8. Mécanisme de l'upwelling **130**
9. Evolution de la moyenne mensuelle de la vitesse du vent de 1964 à 1991 le long du littoral sénégalais **135**
10. Evolution de la moyenne annuelle de la vitesse du vent de 1964 à 1991 le long du littoral sénégalais **135**
11. Evolution des moyennes mensuelles de l' IUC de 1964 à 1991 **136**
12. Evolution des moyennes annuelles de l'IUC de 1964 à 1991 **136**
13. Etapes de l'établissement de l'upwelling (Petite Côte) **141**
14. Tonnage des produits de la pêche traités par la transformation artisanale de 1975 à 1996 et évolution en pourcentage **206**
15. Tonnage des produits de la pêche traités par la transformation artisanale de 1975 à 1996 et évolution en pourcentage **207**
16. Evolution (%) des principaux produits transformés le long du littoral sénégalais de 1980 à 1998 **211**
17. Evolution (%) des principaux produits transformés le long du littoral sénégalais de 1980 à 1996 **212**
18. Evolution (%) des principaux produits transformés le long du littoral sénégalais de 1980 à 1996 **213**
19. Extension des aires de transformation artisanale sur la plage de Mbour de 1954 à 1996 **219**
20. Evolution de la population du Sénégal de 1985 à 2015 **224**
21. Réseau des marchés hebdomadaires du département de Podor **247**
22. Exportations des produits transformés par groupes de pays **254**

- **TABLEAUX**

1. Superficie du plateau continental de quelques pays africains **53**
2. Largeur du plateau continental sénégalais **54**
3. Evolution du nombre de pirogues migrantes à Joal entre 1950 et 1984 **72**
4. Evolution du nombre de pirogues migrantes à kayar de 1973 à 1984 **74**
5. Evolution du nombre de pirogues migrantes à Joal de 1981 à 1984 **75**

ODESRIA - BIBLIOTHEQUE

6. Evolution et répartition du nombre de pêcheurs le long du littoral nord (1991-1995) **81**
7. Caractéristiques des types de houles et des types de vagues au large des côtes sénégalaises **84**
8. Vitesses de vent et hauteurs des vagues **85**
9. Dimensions principales des pirogues guet-ndarienne et niominka **87**
10. Influences de la houle sur l'effort de pêche à Yoff (1981) **88**
11. Evolution du nombre de pirogues motorisées de 1960 à 1975 **98**
12. Evolution des livraisons de moteurs 40 chevaux (1979-1984) **100**
13. Caractéristiques des principaux types de lignes de fonds **110**
14. Les filets maillants de fonds utilisés au Sénégal **112**
15. Durée moyenne des saisons d'upwelling le long de la côte ouest africaine **132**
16. Evaluation de la biomasse totale de pélagiques côtiers de 1983 à 1989 **142**
17. Caractéristiques pluviométriques du bassin de la Casamance **149**
18. Salinités maximales en g / l en 1969 **150**
19. Evolution des débarquements de la pêche maritime de 1994 à 1996 **201**
20. Evolution des exportations totales entre 1992 et 1997 **202**
21. Répartition régionale des quantités des produits de la pêche absorbées par la transformation artisanale en 1996 **203**
22. Evolution des exportations par destination en 1992 et en 1997 **204**
23. Evolution de la production artisanale dans les principaux centres de transformation (1962-1996) **215**
24. Destination du poisson de Joal en 1950 **229**
25. Expéditions de poissons secs vers le Sénégal Oriental de 1976 à 1984 **230**
26. Expéditions de poissons frais vers le Sénégal Oriental de 1976 à 1983 **230**
27. Evolution de la production artisanale de Ziguinchor expédiée vers Dakar de 1988 à 1998 **232**
28. Evolution de la consommation intérieure de produits transformés de 1985 à 1996 **237**
29. Distribution des principaux produits transformés par destination en 1995 **242**
30. Distribution des principaux produits transformés par destination en

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

1996 **242**

31. Evolution des principaux produits transformés et exportés de 1995 à 1998 **250**
32. Exportations des produits transformés (tonnes) en 1962 **252**
33. Exportations des produits transformés (tonnes) en 1997 **252**
34. Evolution de la population (millions) et de la consommation per capita (kg/h/an an) dans six pays d'Afrique. **255**
35. Les coopératives de transformation artisanale le long du littoral sénégalais en 1983 **278**
36. Evolution des effectifs de la transformation artisanale de 1991 à 1996 **283**
37. Innovations et améliorations technologiques recensées (1991) **292**
38. Quantités de produits transformés en 1997 (GIE « Mantoulaye GUENE ») **302**
39. Quantités de produits achetés et distribués au Sénégal en 1997 (GIE « Mantoulaye GUENE ») **303**
40. Quantités de produits exportés en 1997 (GIE « Mantoulaye GUENE ») **303**
41. Evolution des effectifs de l'U.R . « SANTA YALLA » (1991-1997) **306**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 1 A

RUFISQUE ET HANN

Consternation chez les pêcheurs

La désolation et la consternation étaient à leur paroxysme hier chez les familles des disparus aussi bien à Rufisque et à Hann suite au naufrage de mercredi dernier, qui a coûté la vie à douze membres de l'équipage d'une pirogue de pêche. Les habitants des quartiers de Thiaw Mbout où 9 pêcheurs ont été porté disparus, Mérina (1) à Rufisque et Lébougui de Yarakh (2) sur la baie de Hann à Dakar ont, sous l'onde du choc, compati à la triste nouvelle qui vient de plonger la liste de ceux qui ont péri en mer. C'est dans cette ambiance de deuil que nous avons rencontré Mbaye Faye, secrétaire à l'Organisation de l'Association des Pêcheurs de la Baie de Hann.

A en croire ses propos, la pirogue qui a échoué vers Sangomar (en haute mer) et, non au large de l'Ile de Gorée comme initialement annoncé, appartient à la famille des embarcations dites de marée (20 m de long) qui peuvent faire 10 à 15 jours en haute mer. Avant de se lancer sans le savoir vers une dernière aventure en haute mer, Ndiaga Faye, le capitaine, avait décidé de confier sa pirogue à son second (juste pour cet ultime voyage), le temps de s'atteler à la construction d'une nouvelle barque de pêche qui prendrait le relais de cette dernière dès le retour du lieutenant et son équipage. De ce voyage, seuls quatre des seize membres de l'équipage sont revenus sur terre mal en point. L'accident est survenu selon lui vers 3H 30 mn du matin (mercredi), dans les circonstances décrites dans notre livraison d'hier. Tous les membres de l'équipage malgré une mer très agitée ont pu tenir jusqu'aux environs de 12H, période à laquelle certains d'entre eux ont disparu par suite de fatigue? La mer a englouti avec elle et les 12 pêcheurs de ses bras de l'embarcation [illegible] deux moteurs Yamaha de 40 et 55 ch, un appareil sondeur et 5 cales de glace. Il convient de souligner [illegible] que tous les membres de l'équipage n'étaient pas dotés de gilets de sauvetage, les pêcheurs estimant [illegible] pour [illegible] pêche en haute mer. Suite à ce drame, le grand temps que nos parents pêcheurs lassent du port du gilet de sauvetage une nécessité afin de parer à ce genre de sinistre.

le soleil ✸ samedi 14 et dimanche 15 janvier 1995 ✸

n° 7389

MBOUR

Les vagues causent des dégâts

Les pêcheurs et mareyeurs de Mbour se sont réveillés dans la stupeur. Le déferlement des eaux maritimes leur a fait subir un important préjudice. Daouda Diop, pêcheur, affirme avoir perdu une pirogue contenant quatre tonnes de glace, huit paniers de yaboy, neuf bidons de soixante litres d'eau et de l'essence estimée à 230.000f, deux caisses glaciaires pour 200.000f chacune ; le préjudice qu'il a subi s'élève à 4.535.000f. Doudou Laye Niang, lui, déclare avoir perdu sa pirogue et son filet ainsi que la corde-anneau d'une valeur totale de 10.600.000f. D'autres pêcheurs on subi d'énormes pertes. Pour Badou Ndoye, le président du collectif local des pêcheurs, ce déferlement est dû au vent qui souffle vers la berge. Les vagues sont très puissantes et destructrices. Au moment précis du déferlement, les pêcheurs passen. la nuit dans leur pirogue pour lutter contre les éléments déchaînés. Des mesures urgentes doivent être prises pour éviter un tel drame.

El Hadji NDIAYE

SUD QUOTIDIEN n° 1320, Mardi 02 Septembre 1997, p.5

CAP SKIRRING

Quatre pêcheurs de Yenn périssent en haute mer

Consternation et désespoir. Ces deux mots suffisent pour caractériser la forte émotion qui régnait dans la famille Diouf de Yenn Guèj. Les visages tristes des dames témoignent de la douleur et de la tristesse. Elles n'ont cessé de se lamenter sur le sort qui s'est jeté sur elles. Des mères de famille : Ndèye Guèye, Fatma Mbaye et Absa Faye, qui viennent de perdre leurs enfants qu'elles n'avaient pas vu depuis plusieurs mois. Quatre pêcheurs d'une même famille (Tamsir Diouf, Ibra Diouf, Baye Salla Diouf et leur cousin Pathé Ndoye), ont péri en haute mer au large du Cap Skirring, victimes d'une noyade. Le récit pathétique de leur soeur, Oumou Diallo Diouf, a encore une fois replongé plusieurs d'entre elles dans le chagrin. Elles ont fondu en larmes. La soeur était partie au Cap Skiring, uniquement pour avoir de leurs nouvelles. Selon elle, ses frères, accompagnés de leur cousin, ont été victimes de la furie de la mer, consécutive à des vents forts qui soufflaient dans la zone. Une mer devenue subitement très agitée. Au même moment, se rendant compte qu'ils ont fait une bonne prise, ils ont eu la présence d'esprit de convoyer le poisson pour soulager un peu la pirogue. Selon leur oncle Khaly Sarr, ils avaient une claire conscience des risques encourus. Mais ce n'est sans compter avec le destin ; nul ne peut y échapper. Ce n'est qu'après avoir lancé les autres filets qu'ils ont été surpris pas une forte houle qui a submergé la pirogue. Avant qu'ils ne terminent de retirer le trop plein d'eau, une deuxième beaucoup plus forte, l'a renversée. Ce qui a été fatal pour eux. La pirogue était alors prise dans une toile de filets. Luttant de toutes leurs forces, pour protéger le plus jeune du froid glacial, ils seront finalement emportés par le flot des vagues. Le seul rescapé, qui a été hospitalisé à l'hôpital de Ziguinchor, allait succomber à ses blessures. Les recherches organisées par leurs collègues pêcheurs n'a rien donné. Ni la pirogue d'un coût de 700.000 FCFA, ni le moteur neuf payé à 1.250.000 FCFA.

Doudou Sarr NIANG

SOLEIL n° 8365, Mardi 21 Avril 1998, p.8

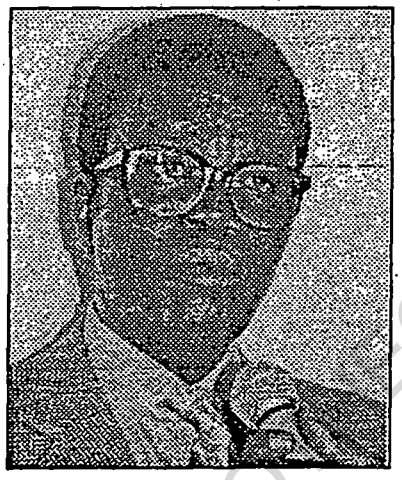
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

QUAI DE PECHE DE RUFISQUE

Le maire saisit le Conseil d'Etat

Le maire de Rufisque vient de saisir le Conseil d'Etat sur l'affaire qui l'oppose au ministre de la Pêche. Mbaye-Jacques Diop demande au Conseil d'Etat de casser la décision du ministre pour «abus de pouvoir et violation de la loi».

Par Ousseynou GUEYE





Entre Mbaye-Jacques Diop et Alassane Dialy Ndiaye, la guerre est ouverte.

UN maire traînant un ministre devant la justice pour abus de pouvoir. C'est sans doute une première au Sénégal et elle est l'œuvre de Mbaye-Jacques Diop, le maire de Rufisque qui, pour régler son conflit avec le ministre de la Pêche et des Transports maritimes à propos de la gestion d'un quai de pêche, a saisi le Conseil d'Etat. Celui-ci devra se prononcer sur la décision du ministre Alassane Dialy Ndiaye de dessaisir la mairie de la gestion du quai de pêche de Rufisque au profit du Projet d'appui à la Petite Côte (Papec). Une affaire qui remonte au mois d'avril dernier lorsque, par arrêté ministériel pris par M. Ndiaye, Mbaye-Jacques Diop se retrouve débarqué de la présidence de la structure de gestion du quai de pêche.

Jugeant la décision «*inadmissible*», le maire de Rufisque avait saisi le président de la République de cette affaire qu'il assimile à «*un règlement de compte politique*». Lettre restée sans doute sans réponse, Mbaye-Jacques Diop a donc décidé de franchi un palier supplémentaire en demandant à ses avocats de porter l'affaire devant les tribunaux. C'est chose faite puisque de source proche du maire de Rufisque, on signale que le Conseil d'Etat a été saisi depuis lundi dernier. La plainte a transité par l'Agence judiciaire de l'Etat.

Ainsi, Mbaye-Jacques Diop a décidé de crever l'abcès. Le maire a demandé à ses conseils de faire «*un recours pour excès de pouvoir*». Trois motifs ont été avancés pour fonder ce recours. Le premier argument a trait à la continuité de l'administration. Les prédécesseurs d'Alassane Dialy Ndiaye au ministère de la Pêche, en l'occurrence Mbaye Diouf et Abdourahmane Sow, avaient déjà pris des actes qui avaient pour objet de confier la gestion du quai de pêche à la Commune de Rufisque, en association avec les fédérations et les Gie des mareyeurs et pêcheurs. Notamment l'arrêté signé le 24 février 1993 par le ministre Mbaye Diouf faisait une délégation de compétence au préfet de Rufisque qui est habilité à prendre des actes.

Dès lors, les partisans du maire estiment que le ministre devient incompétent. C'est pourquoi il a été demandé au Conseil d'Etat de constater la violation de la loi. D'autant que selon les arguments avancés, «*le ministre qui ne peut ignorer les actes pris par ses prédécesseurs, n'a pas pris de nouveaux actes pour les annuler*». Conséquence : l'arrêté pris par le préfet reste toujours valable pour le maire et ses partisans. Autre motif justifiant la saisine du Conseil d'Etat, «*l'inexactitude des motifs qui rend la décision illégale*».

En toile de fond, le maire et ses partisans soulignent à l'intention des magistrats du Conseil d'Etat que l'affaire reste pour l'essentiel politique. Les querelles de leadership au niveau de Rufisque sont ainsi mis en exergue par les partisans du maire qui veulent faire accréditer la thèse d'un règlement de compte politique.

Quoi qu'il en soit, la guerre des chefs va laisser des séquelles profondes au niveau du Parti socialiste à Rufisque au moment où les élections municipales se profilent. Rufisque est plus que jamais divisée en deux camps opposés qui se mènent une lutte à mort. D'un côté, le maire qui dénie à Alassane Dialy Ndiaye toute ingérence dans les affaires de la vieille ville. De l'autre côté, Cora Fall et Pathé Ndiaye qui ont noué alliance avec Alassane Dialy Ndiaye pour barrer la route à Mbaye-Jacques Diop. Tous les ingrédients d'un cocktail explosif sont réunis à Rufisque. A moins que la commission de réconciliation du Ps n'intervienne avec succès pour une médiation entre les frères ennemis. Ce qui apparaît très difficile, compte tenu de la profonde inimitié que se vouent Mbaye-Jacques Diop et Alassane Dialy Ndiaye.

WALFADJ:RI n° 1277, Jeudi 20 Juin 1996, p.5

ANNEXE II B

MINISTRE CONTRE MAIRE

Pourvu que Dame Justice n'en prenne pas des rides

La République ne se porte que mieux lorsque toutes ses institutions fonctionnent normalement. Ainsi, il n'y a rien d'anormal, c'est même salutaire en démocratie qu'un élu local, de surcroît député à l'Assemblée nationale, saisisse le Conseil d'Etat pour contester une décision ministérielle, donc du pouvoir Exécutif. Les trois piliers de la République sont ainsi dans une relation de «travail» dont la conséquence ne peut être qu'un renforcement du système démocratique puisque seul le juge a la légitimité pour dire le droit en donnant un sens à la loi votée par le Parlement, souvent sur demande du pouvoir Exécutif.

Seulement, dans le cas précis qui oppose le maire élu de Rufisque au ministre nommé de la Pêche, ce n'est pas la vertu républicaine qui est magnifiée puisque c'est la basse politique politicienne qui explique à la fois la décision ministérielle (selon le maire) et la plainte du maire. Il s'agit de deux personnalités du Parti socialiste qui, souvent et vigoureusement par alliés et obligés interposés, en viennent aux invectives dès lors qu'il s'agit de prendre une direction d'instance dans leur parti.

Plus politique, Mbaye-Jacques Diop a saisi directement le président de la République pour faire rapporter la décision du ministre lui déniant sa place de président dans la gestion d'un quai de pêche. Cela pose problème dès lors que le maire sert aussi au président des arguments politiques internes au Ps pour contester la décision d'Alassane Dialy Ndiaye. Il s'agit d'une confusion nette du rôle du président de la République avec celle de Président du Parti socialiste. Ce qui, en République, n'est pas vertueux.

Heureusement que le président de la République n'a pris aucune décision pour confirmer ou rapporter la décision du ministre. Cela lui permet de ne pas trancher, avec sa casquette légitimée par le suffrage universel, un différend dont l'un des protagonistes, celui qui l'a saisi, estime qu'il est d'ordre politique interne. Il y aussi qu'en République, il est vertueux de respecter la délégation des pouvoirs. Le ministre assure les pleins pouvoirs qui lui sont confiés par délégation par le chef de l'Etat, seul détenteur du pouvoir Exécutif. Or il est évident que par respect de la République, il ne serait pas vertueux pour le président de rapporter des décisions de ses délégataires de pouvoir pour des raisons de politique interne au parti auquel lui-même appartient.

Reste alors la saisine du pouvoir Judiciaire comme l'a faite le maire. Seulement, on dit en général que lorsque la politique entre dans le prétoire, le droit en sort. Ce qui n'est vrai que lorsqu'il s'agit de la petite politique. Il sera alors intéressant d'écouter les arguments des avocats du maire contre ceux des technocrates du ministère. S'ils rappellent qu'entre Alassane Dialy et Mbaye-Jacques Diop, l'animosité est de rigueur pour des raisons politiques, ils mettront le Conseil d'Etat dans une situation délicate. Par contre, s'ils donnent les preuves technico-administratives qu'il y a abus de pouvoir et que le Conseil d'Etat leur donne raison, eux, les avocats, auront rendu un signalé service à la démocratie. Car il n'auront pas fait entrer la petite politique, celle des coups bas et tordus, dans l'antre de Dame Justice qui n'aime pas prendre des rides.

Mademba NDIAYE

WalfadjriL'AURORE

Jeudi 20 juin 1996 - N° 1277 - PRIX 150 F - 13e ANNEE - ISSN 0850 6000

ANNEXE III

Un quai de pêche à Mbour

La promesse a été faite par le Premier secrétaire du PS

PAGE 3

Le foyer Sainte Marthe de Mbour a abrité samedi dernier le congrès constitutif du SY.NA.P.A.S (Syndicat national des Pêcheurs artisanaux du Sénégal). Des assises présidées par le ministre d'Etat, ministre des Services et des Affaires présidentiels, M. Ousmane Tanor Dieng. Du beau monde pour le baptême de ce syndicat affilié à la CNTS. Le patron de la centrale, Madia Diop, absent, s'est fait représenter par Ibrahima Sarr (secrétaire général du Syndicat des Industries alimentaires) qui, dans son allocution, s'est félicité de *«l'excellence des rapports entre Madia Diop et le premier secrétaire du Parti socialiste»*. Ibrahima Sarr a ensuite salué l'entrée en 65e position du SYNAPAS dans les rangs de la CNTS avant de répertorier les difficultés auxquelles sont confrontés les pêcheurs : l'absence de sécurité des personnes et du matériel d'encadrement, de ligne de crédit, mais aussi l'inexistence d'infrastructures pour la conservation et la transformation du poisson.

Le rapport introductif du congrès a fait ressortir que dans le secteur de la pêche, l'offre du poisson ne couvre pas la demande et les prix montent.

Entre autres revendications, il y a eu la baisse sur les prix du matériel de pêche, le transfert de la pêche au service de l'Elevage pour atténuer les lourdeurs dans l'administration et décourager à la fois certaines pratiques néfastes aux pêcheurs.

Les syndicalistes en ont aussi appelé à la promotion d'une politique d'intégration entre les pêcheurs des différentes régions du Sénégal, cela *«avant d'intégrer l'Afrique»*.

SOLEIL n° 7885,

Lundi 16 Septembre 1996, p.3

M. Ousmane Tanor Dieng a dans son propos noté *«l'importance que les pouvoirs publics accordent à la pêche artisanale, un secteur particulièrement dynamique dont la contribution significative au développement économique et social de notre pays est à la mesure des hommes et des femmes qui le composent»*.

Après avoir dressé le tableau des difficultés, le ministre d'Etat a tenu à préciser que *«la situation n'est pas pour autant dramatique si l'on sait que le secteur a connu un certain essor du fait surtout de l'introduction des techniques de captivité plus performantes, de l'amélioration apportée à la conception des pirogues, de la vulgarisation, de la motorisation et des mesures incitatrices apportées par l'Etat pour l'achat des équipements et du carburant»*.

Pour M. Ousmane Tanor Dieng, beaucoup de choses restent à faire pour gagner le combat de la survie, mais dans un contexte de mondialisation de l'économie impliquant des bouleversements, le partenariat social devient un impératif de premier ordre *«qu'il nous faut cultiver et approfondir à tous les niveaux . C'est à cela que vous invite le chef de l'Etat, le Président Abdou Diouf qui, vous me permettrez de le citer, compte «sur le patriotisme et la capacité d'adaptation des partenaires sociaux ainsi que sur la volonté de trouver les solutions qui vous permettent de sortir de la crise»*.

Le ministre d'Etat a également affirmé la disponibilité du gouvernement à travailler *«sans restrictions»* avec le SYNAPAS.

Profitant des assises, M. Ousmane Tanor Dieng a invité MM Moussa Ndoye et Khadim Tabet à l'unité pour assurer *«une large victoire du PS»* en novembre prochain.

La grande revendication a été la construction d'un quai de pêche à Mbour, elle a reçu un écho favorable auprès du ministres d'Etat qui a promis de s'investir personnellement dans ce sens.

Mamadou SEYE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE IV : Principales espèces débarquées le long du littoral sénégalais (CRODT 1990)

NOMS SCIENTIFIQUES	NOMS COMMERCIAUX	NOMS LOCAUX
Ethmalosa fimbriata	Ethmalose	Cobo - Obo
Sardinella aurita	Sardinelle ronde	Yaboi mbeureug
Sardinella madeerensis	Sardinelle plate	Yaboi tass
Sardinella spp	Sardinelle diverse	Yaboi
Clupeidae spp	Autres Clupeidae	
Pterosmaris melanurus	Picarel	Assan Kamara
Lagocephalus lagocephalus	Poisson globe	Boune fokki
Arius spp.	Machoiron	Kong
Cynoponticus ferox	Congre murene	Siike
Cypsilrus spp.	Poisson Volant	Findo
Ablennes hians	Orphie plate	Soundou soundou
Sphyraena sphyraena	Brochet de mer	Seudeu
Sphyraena guachando	Brochet de mer	Seudeu
Sphyraena piscatorum	Barracuda	Seudeu
Sphyraena spp.	Barracudas divers	Seudeu
Mugil spp.	Mulets	Guiss
Galeoides decadactylus	Plexiglass	Siket Mbao
Polynemidae spp.	Capitaines divers	
Zeus faber mauritanicus	Saint-Pierre	Diamou Ndor
Coryphaenae hyppurus	Coryphene commune	Ndiakhssine
Mycteroperca rubra	Badèche	Yatante
Epinephelus aeneus	Mérou blanc, bronzé	Thiof
Epinephelus guaza	Mérou de Méditerranée	Kauthieu
Epinephelus goreensis	Mérou de Gorée	Doi
Epinephelus caninus	Mérou gris	Rour
Cephalopholis taeniops	Mérou rouge	Khonkhe-Kelle
Serranidae spp.	Méroux divers	
Lutjanus fulgens	Carpe rouge	Yakh
Lutjanidae spp.	Carpe rouge	Yakh
Pomadasys benetti	Croco Tambour	Rum Mbodj
Pomadasys jubelini	Carpe blanche	Sompat
Pomadasys rogeri	Carpe blanche	Yekem
Pomadasys proteti	Pristipome ordinaire	Sompat
Brachydeuterus auritus	Pelon	Fayour
Plectorhyncus mediterraneus	Dorade grise	Banda
Parapristipoma octolineatun	Pristipome doré	Mbeulbete
Pomadasydae spp.	Pomadasydae divers	Sompat
Umbrina canariensis	Ombrine au large	Niaaw neekh
Pseudotolithus typus	Otolithe du Sénégal	Tounoune
Pseudotolithus brachynatus	Otolithe épais	Ngoukeu
Pseudotolithus senegalensis	Otolithe du Sénégal	Feute
Argyrosoma regius	Courbine	Beur
Scianidae spp.	Autres scianidés	
Decapturus rhonchus	Chinchard jaune	Diae
Caranx carangus	Grande carangue	Saka
Caranx spp.	Autres carangues	
Licha amia	Liche amie	Warangal
Campogramma glaycos	Liche vadigo	Tathieu

ODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Trachinotus ovatus	Liche glauque	Khane
Trachurus trachurus	Chinchard noir	Diae bu gnoul
Chloroscombrus chrysurus	Petite carangue	Lagna lagna
Trachinotus spp.	Trachinote	Terai
Selene dorsalis	Mussolini	Fanta Mbaye
Scyris alexandrina	Scyris d'Alexandrie	Yawal
Carangidae spp	Autres carangidés	
Pomatomus saltator	Tassergal	Ngot
Rachycentron canadun	Mafou	Todie
Dentex macrophatalmus	Denté à gros yeux	Mbagne mbagnere
Dentex gibbosus	Denté bassa	Diarégne
Dentex canariensis	Denté à tache rouge	Kibaro ngokh
Dentex spp.	Autres dentés	
Pagellus bellottiti	Pageot	Youfouf
Sparus caeruleostictus	Pagre	Kibaro naar
Pagrus spp.	Pagres divers	
Diplodus spp.	Sars	Siga
Sparidae spp.	Autres saparidés	
Drepane africana	Drépane	Tapandar
Brotula barbata	Brotule	Mori
Diastodon speciosus	Vieille du Sénégal	Dieunou guéweul
Scomber japanicus	Maquereau espagnol	Ouo
Orcynopsis unicolor	Palomette	Sipon
Scombermorus tritor	Maquereau bonite	Ndiouneu
Sarda sarda	Bonite à dos rayé	Oual
Dicentrachus punctatus	Bar	Sauroi
Euthynnus alletteratus	Thonine	Kiri kiri
Trichirus lepturus	Ceinture	Talar
Stromateus fiatola	Demoiselle	Khaussaw
Stromateus triglidae	Grondin	Nawane
Balistes	Balistes	Ndor
Raies	Raies	Lahan Thianker
Scyacius cicrurus	Sole langue	Tapale
Rhinobatus rhinobatos	Raie guitare	Thiauker
Solea spp.	Sole roche	Tapale
Cynoglossus spp.	Sole langue	Tapale
Espadons	Espadons	Ndoug ndoug
Dauphins	Dauphins	Pipi
Requins	Requins	Gainde guedj
Poisson fleuve	Poisson fleuve	Dieunou dekh
Seiches	Seiches	Yeuereudeu
Cephalopodus spp.	Céphalopodes	
Langoustes	Langoustes	Soun
Divers juveniles	Divers juveniles	Yoss
Tilapia	Tilapia	Waas
Polydactylus quadrifilis	Capitaine de mer	Ndiané
Kurex	Coquillages	
Cymbium pepo	Cymbium pepo	Yeet
Mollusques	Mollusques	
Fistularia tabacaria	Trompette	Mbembanne

ANNEXE IV (suite)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE V

Wolf

Lundi 11 janvier 1999 -
n° 2048 - Page 6

Rush vers un nouveau mode de vie

Le rush noté ces dernières années vers la «ligne marée» se justifie par la monétarisation de l'économie maritime guet-ndarienne. Les substantielles retombées financières amassées à chaque campagne de pêche par les milliers de candidats à cette activité halieutique, ont réussi à faire voler en éclats la pratique de la gestion communautaire qui était en cours dans beaucoup de familles de Guet-Ndar.

Les jeunes pêcheurs guet-ndariens qui nourrissent désormais des aspirations sociales qu'ils ne peuvent satisfaire dans la pratique de la pêche artisanale, se tournent vers les bateaux de ramassage. Les délices procurés par les bénéfices de la «ligne marée» font que la plupart des jeunes pêcheurs guet-ndariens refusent désormais de rester d'éternels *surga* (apprentis) dans les flottilles de leur père. Ils aspirent aussi à se prendre en charge, à payer leurs propres matériels de pêche, seuls signes d'honneur et de prestige reconnus dans la communauté guet-ndarienne où le goût de l'ostentation est fort ancré.

«La dévaluation a fait qu'il est difficile désormais d'acquérir un moteur ou une pirogue avec les seuls bénéfices de la pêche artisanale», explique un pêcheur, soutenant que *«seuls les cachets payés par les armateurs coréens nous le permettent»*.

Les retombées financières générées par la «ligne marée» se reflètent aussi dans la quête nourrie par les jeunes pêcheurs, habitués à travailler dans les bateaux de ramassage, à adopter un nouveau standing social d'urbain, même s'ils conservent toujours une mentalité de semi-ruraux. Cette aspiration se ressent dans leur look vestimentaire «américanisé».

Le frémissement noté dans le changement des habitudes comportementales des Guet-Ndariens résultant de leur fort pouvoir économique, fait qu'ils sont devenus de nouvelles figures sociales à Saint-Louis, au même titre que les Baol-Baol. A ce titre, il n'est plus surprenant de les voir se marier en dehors de leur communauté ou aller construire dans d'autres quartiers de Saint-Louis (Hydrobase, Ngallèle, Goxu Mbathie).

Ousmane Diouf

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE VI A

DOSSIER

Réalisé par Ousmane DIOUF

INTERDICTION DE LA LIGNE MAREE

Les pêcheurs guet-ndariens dans le désarroi

L'arraisonnement en Angola de deux bateaux de pêche affrétés par des armateurs coréens intervenu ces derniers jours, a braqué les feux de l'actualité sur les pêcheurs guet-ndariens, principale main-d'œuvre employée à bord de ces navires. La dureté des conditions de vie vécue par ces pêcheurs embarqués dans ces bateaux de pêche pour des campagnes de ramassage de soixante-dix jours, est décriée par tous. Mais les candidats à cette activité de pêche industrielle n'en ont cure. Les substantielles retombées financières amassées durant ces campagnes de pêche compensent les privation endurées à bord.

L'arrêt momentané de ce type d'activité de pêche appelé aussi «ligne marée», décidé par les autorité locales, commence à être durement ressentie par l communauté guet-ndarienne en proie à une crise financière latente. Le vœu partagé, actuellement, pa tous les Guet-Ndariens est de trouver une solutio urgente à cette activité considérée comme un ma nécessaire.

(Correspondance) - Depuis son rapatriement d'Angola, la semaine dernière, Younouss Teuw, un jeune pêcheur du quartier de Guet-Ndar, passe le plus clair de son temps à l'ombre des hangars disséminés le long de la plage. Il faisait partie du groupe des cent quarante-sept pêcheurs guet-ndariens dont le bateau avait été arraisonné en Angola pour défaut de licence de pêche. Les péripéties tumultueuses de leur odyssée maritime à Luanda constituent toujours le menu de toutes les discussions dans ce quartier peuplé en majorité «d'hommes de la mer». Mais Younouss Teuw préfère refermer cette page de leur aventure pour s'interroger sur son avenir lourd d'incertitudes. *«Et maintenant, qu'allons-nous faire pour vivre et assister nos familles ?»*, se demande-t-il, après avoir remercié Dieu de les avoir aidés à sortir indemnes de ce pétrin.

La mine résignée qu'il affiche traduit son sentiment de désarroi face à l'incertitude qui plane désormais sur la pratique de la pêche au ramassage qu'il dit n'avoir jamais cessé de pratiquer depuis son adolescence. Aujourd'hui, il est âgé de vingt-trois ans. Fataliste, il soutient qu'il était dit que son septième embarquement dans les bateaux coréens, qu'il avait débuté depuis l'âge de seize ans, allait se terminer de cette façon. *«Cette année, je n'ai connu que des déboires dans mon métier»*, raconte-t-il, soulignant qu'avant son voyage, les soldats mauritaniens postés à Ndiago (un îlot situé à 17 km de la frontière maritime sénégalo-mauritanienne) lui avaient confisqué son moteur. *«Me voilà encore confronté à cette nouvelle affaire»*, conclut-il sur un ton amer.

L'annonce de la décision des autorités d'interdire tout embarquement à bord des bateaux coréens a plus accentué ses complaintes. L'attente d'un règlement définitif de ce problème imposé par l'administration locale paraît déjà aussi longue, aux yeux des Guet-Ndariens qu'une journée sans poisson. L'inactivité forcée à laquelle sont contraints les pêcheurs guet-ndariens depuis leur retour d'Angola, les plonge dans un profond désarroi. Younouss Teuw fait écho à ce sentiment général lorsqu'il avoue être revenu de son voyage les mains vides, sans argent et sans son matériel de pêche. Ce qui le désole le plus, c'est le fait de ne pouvoir faire face à toutes les créances qu'il avait contractées avant son embarquement, évaluées à plus d'un million de francs. En effet, la pratique du système de crédit, bien rodé au sein de la communauté guet-ndarienne, permet à ces pêcheurs d'acquérir tout à crédit, misant sur les réussites des campagnes de pêche pour rembourser.

(Suite en page 7)

Les pêcheurs guet-ndariens dans le désarroi

(Suite de la page 6) - Le boutiquier du quartier est sollicité pour assurer le ravitaillement de la famille en denrées durant les trois mois que dure la campagne en mer. Les autres matériels de pêche (imperméables, divers autres articles) sont aussi payés à crédit auprès des fournisseurs. *«Nous avons toujours fonctionné de cette façon avec les commerçants qui nous font confiance et qui savent qu'à notre retour tous toutes les dettes seront épongées, quel que soit leur montant»*, explique un pêcheur guet-ndarien. Mais pour cette fois-ci, eux aussi devront patienter avant de rentrer dans leur fonds du fait de la mauvaise tournure prise par cette campagne de pêche.

La crise actuelle qui secoue la «ligne marée», risque à moyen terme de générer de graves répercussions sur la vie économique de ce quartier considéré comme le poumon économique de la ville du Nord. Les prémisses de cette crise financière se font déjà sentir dans le train-train quotidien de Guet-Ndar connu pour ses frasques et son ambiance carnavalesque. Souvent, la fin des campagnes de pêche donnait lieu à des cérémonies fastueuses au cours desquelles d'importantes sommes d'argent sont dépensées sans compter. Cette période est celle réservée à la célébration de toutes les festivités (mariages, baptêmes, noces) et de toutes autres occasions pouvant donner lieu à des réjouissances. Mais pour cette fin d'année, toutes les programmations sont tombées à l'eau.

Ousmane DIOUF

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Walfadjri no 2048
lundi 11 janvier 1999
p. 6

ANNEXE VI B

Un mal nécessaire

Les conditions de la reprise des activités des bateaux coréens font l'objet d'âpres tractations menées par les différentes structures d'encadrement des activités de pêche évoluant à Guet-Ndar. L'arrêt momentané de cette activité de pêche décidée par les autorités locales s'imposait, eu égard à l'anarchie qui s'installait peu à peu dans ce secteur pourvoyeur de recettes considérables. Cependant, les pêcheurs guet-ndariens s'accordent pour dire que cet arrêt ne doit pas se prolonger, au risque d'engendrer une grave crise financière.

Un jeune pêcheur du quartier qui faisait partie de l'expédition mouvementée d'Angola qui a conduit à cet arrêt momentané (voir ci-contre), craint qu'une pause prolongée de la campagne de pêche au ramassage ne marque le déclin économique forcé de Guet-Ndar et même de la ville de Saint-Louis. *«La «ligne marée» est devenue un mal nécessaire à Guet-Ndar et nous devons trouver vite une solution à sa reprise immédiate. Nous savons bien que les armateurs coréens nous exploitent avec la complicité des «intermédiaires»*, reconnaît un pêcheur habitué des campagnes de ramassage, *mais nous sommes contraints de travailler avec eux pour nous assurer une vie convenable grâce aux recettes tirées de cette activité»*. Des sources indiquent qu'elle génère annuellement 3 à 4 milliards de francs dans l'économie guet-ndarienne.

L'importance de la «ligne marée» est aussi appréciée par le président du Conseil supérieur de la collectivité guet-ndarienne, Alioune Chérif Dièye, qui invite à ce propos le gouvernement à s'impliquer vite dans la recherche d'une solution définitive à ce problème qui est en train de perturber le cours normal de la vie à Guet-Ndar. *«Nous ne voulons pas que les bateaux de pêche coréens soient immobilisés trop longtemps»*, plaide-t-il.

Chérif Alioune Dièye, qui est par ailleurs l'imam ratib de la grande mosquée de Guet-Ndar, estime que le quartier aura du mal à se relever des immenses pertes subies du fait des arraisonnements répétitifs des bateaux coréens en Angola. Il en veut pour preuve le lot considérable de pirogues et de moteurs confisqués et les dettes restées impayées auprès des boutiquiers qui auront du mal à renouveler leurs marchandises afin de pouvoir accorder de nouveaux crédits.

Le Conseil supérieur de la collectivité guet-ndarienne avait été mis sur pied au lendemain des incidents tragiques survenus à la lisière de la frontière maritime sénégalo-mauritanienne, au cours desquels des garde côtes mauritaniens avaient saisi des moteurs de pêcheurs guet-ndariens, tuant un d'entre eux. La structure regroupe toutes les notabilités du quartier. Elle envisage de solliciter à nouveau une audience auprès du chef de l'Etat pour lui entretenir de cette affaire. Leur dernier tête à tête avec M. Abdou Diouf remonte au 4 février dernier.

Cependant, l'autorité du conseil supérieur est de plus en plus contestée par une frange des jeunes pêcheurs guet-ndariens. Réunis en assemblée générale l'autre week-end, ils ont désapprouvé la façon dont les membres de cette instance gère le dossier des bateaux coréens. *«Ses membres ne sont intéressés que par la satisfaction de leurs intérêts personnels au détriment de ceux de la communauté»* ont-ils soutenu. Selon eux, la structure a fini de montrer ses limites dans la gestion du problème avec la Mauritanie. *«Aucune des promesses que les membres de cette structure nous avaient rapportées de leur audience avec le chef de l'Etat n'est encore satisfaite»*, ont-ils déploré, soulignant que *«les soldats mauritaniens continuent de confisquer* (leurs) *matériels de pêche»*.

Pour toutes ces considérations, ils ont exigé d'être responsabilisés pour gérer le problème des bateaux coréens. A cet effet, les jeunes pêcheurs guet-ndariens ont préconisé un assainissement des formalités d'embarquement des candidats à la «ligne marée». L'idée est d'ouvrir, à Saint-Louis, un bureau du recrutement chargé de contrôler la validité des contrats de pêche conclus avec les armateurs [illegible]

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

17

Walfdjri n° 2048

Lundi 11 janvier 1999

ANNEXE VII A

Wolf adjpi ...L'AURORE

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES

Vendredi 12 décembre 1997 - N°.1724 - PRIX 200 F - 14e ANNEE - ISSN 0850 6000

CONTREPARTIE DE L'UNION EUROPEENNE

DEUX MINISTRES SE DISPUTENT LES 7 MILLIARDS DE LA PECHE

Six mois après la date prévue, la première tranche de l'enveloppe que l'Union européenne devait verser au Sénégal, au titre de la contrepartie, de l'accord de pêche signé entre les deux parties n'est pas entrée dans les caisses de l'Etat. Une querelle entre le ministère de l'Economie, des Finances et du Plan et le ministère de la Pêche et des Transports maritimes est à l'origine de ce blocage. Alors que les Finances réclament le versement des sommes dans les comptes du Trésor, le ministère de la Pêche voudrait que la moitié de l'argent lui soit directement versée, conformément aux engagements du gouvernement. Sur quatre ans, la compensation versée par l'Union européenne est de 7,2 milliards de francs par an.

PAGE 3





Pape Ousmane Sakho veut tout et Fidiane Dialy Ndiaye • en réclame la moitié, comme convenu dans les accords avec l'Union européenne.

ACTUALITE

CONTREPARTIE DE L'ACCORD DE PECHE AVEC L'UE

Les Finances et la Pêche se disputent les fonds

Sur quel compte mettre l'argent de l'accord de pêche entre l'Ue et le Sénégal ? Quand le ministère des Finances indique les comptes du Trésor, le ministère de la Pêche revendique que sa part lui soit versée. Cette querelle a entraîné le blocage du versement de la première tranche.



Des membres du parlement européens sur la plage de Kayar. Après des acords difficilement conclus, l'argent fait l'objet de convoitises.

L'Union européenne n'a toujours pas versé la première tranche de la contrepartie financière de l'accord de pêche avec le Sénégal. L'accord, d'une durée de quatre ans, prévoit une compensation financière annuelle de 7,2 milliards de francs par an, soit 12 millions d'Ecus. Dans ce cadre, l'Union européenne avait fixé l'échéance du premier versement au 31 juillet dernier. Mais, depuis lors, l'argent de l'Ue se fait toujours désirer, le Trésor public n'ayant pas encore vu la couleur de l'argent. D'où un retard de six mois sur le programme de versement initial.

Ce retard n'est guère imputable à l'Union européenne, souligne une source proche du gouvernement sénégalais qui requiert l'anonymat. Si l'argent n'est pas encore disponible, c'est à cause de dissensions internes au sein du gouvernement sénégalais. *-L'Union européenne a bien saisi les autorités sénégalaises pour chercher à savoir où elle devrait verser l'argent, car plusieurs demandes émanant de différents ministères ont été enregistrées par l'Ue qui ne savait donc pas où verser les fonds-*, révèle notre source. Une vive polémique a même opposé le ministère de la Pêche et des Transports maritimes à celui de l'Economie, des Finances et du Plan. Alors que le Trésor public a communiqué son numéro de compte pour que l'argent y soit versé, le ministère de la Pêche, sur la base de l'arbitrage du président de la République et du Premier ministre, avait réclamé une partie de l'argent.

Dans l'article 2 du protocole d'accord, une déclaration du gouvernement sénégalais précise *-qu'un pourcentage significatif du montant de la contrepartie financière sera affecté à la filière pêche, conformément aux objectifs de développement durable du secteur de la pêche et notamment de la pêche artisanale-*. D'ailleurs, le ministre de la Pêche et des Transports maritimes avait écrit au commissaire européen, Mme Emma Bonino, le 17 avril dernier, pour lui signifier que *-les autorités sénégalaises ont pris la décision d'affecter 50 % de la contrepartie globale au Trésor public et les 50 % restants au secteur de la pêche sur la base des objectifs de développement durable visés dans les rubriques contenues dans le protocole-*.

Alassane Dialy Ndiaye était-il fondé à réclamer directement cet argent ? Du côté du ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, on souligne que seul le Trésor public est habilité à récupérer toute rentrée d'argent. A charge maintenant pour le ministère de le ventiler aux ayants droit. Les procédures comptables n'ont pas changé sur ce point, soulignent nos sources. Mais la suspicion est de rigueur au niveau du secteur de la pêche, où on craint que l'argent soit utilisé ailleurs que pour développer la filière. L'affaire aurait même fait grand bruit au sein du gouvernement, confirment nos interlocuteurs.

En tout cas, face à la confusion qui a semblé s'installer, l'Ue a gardé l'argent dans ses caisses, le temps d'y voir un peu plus clair. Depuis lors, le fonds est immobilisé dans un compte. Mais, au niveau du ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, on espère que la situation va se débloquer avant la fin de l'année.

Oussoynou GUEYE

CESTRIA - BIBLIOTHEQUE

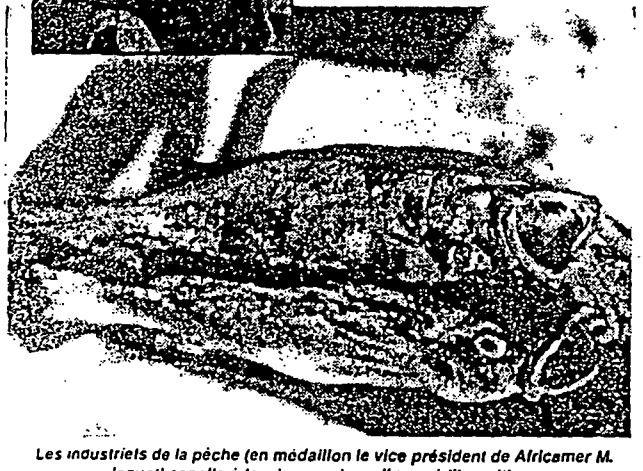
ANNEXE VII B

SUD QUOTIDIEN - N° 1206
MARDI 15 AVRIL 1997
PAGE 6

ACCORDS DE PECHE

Le ministère et le Trésor se disputent les 47 milliards





Les industriels de la pêche (en médaillon le vice président de Africamer M. Jaquot) appelle à la mise en place d'un crédit maritime.

Entre la moue affichée par le Groupement des armateurs et industriels du Sénégal (Gaipes) et le rejet pur et simple décrété par le Collectif national des pêcheurs artisanaux du Sénégal (Cnps), les accords de pêche signés le 26 mars dernier à Dakar font l'objet avant même leur ratification d'un autre débat, plus feutré : à savoir la destination et l'utilisation de la contrepartie financière. Les enjeux ne sont pas minces il est vrai. 11,7 milliards par an, c'est en effet la manne financière générée par les accords de pêche liant le Sénégal et l'Union européenne. Au terme du protocole, 7,8 milliards de F Cfa sont alloués chaque année au Sénégal. A quoi s'ajoutent 3,9 milliards par an au titre du huitième Fonds européen de développement (Fed). Soit une bagatelle de 46,8 milliards de F Cfa pour l'ensemble de la durée des accords valables jusqu'en l'an 2001.

Le 9 avril dernier, saisissant la rencontre entre le patronat et le Premier ministre, le ministre de la pêche et des transports maritimes demandait publiquement que *«cet argent serve d'abord à la pêche»*.

M. Alassane Dialy Ndiaye sait certainement de quoi il parle car cette requête recouvre aujourd'hui une doléance largement revendiquée dans le secteur de la pêche. Si beaucoup de membres du Gaipes (l'organisation ne s'est pas encore publiquement prononcée) notent que l'accord comporte *des «aspects positifs»* (notamment la hausse des débarquements de thon, la baisse de la pêche chalutière, etc), il reste que l'enjeu demeure selon eux *«l'utilisation qui sera faite de la contrepartie financière»*.

Habitué depuis 1974 (année durant laquelle a été conclu le premier protocole de pêche avec l'Union européenne) à gérer exclusivement la manne financière des accords de pêche qui sert entre autres à boucler les fins de mois des fonctionnaires, le Trésor lâchera-t-il cette fois-ci prise pour que cet argent serve d'abord le développement de la filière-pêche?

L'une des principales revendications du secteur a trait aujourd'hui à la mise en place d'un crédit maritime. Annoncé à grand renforts de publicité depuis plusieurs années, sa mise en place se heurte jusqu'à présent à la non disponibilité de fonds. Avec les accords qui viennent d'être signés, l'occasion est enfin offerte selon plusieurs professionnels.

«Ce crédit doit être ouvert aux artisans, mareyeurs, usines, aux armateurs pour que tout le monde soit éligible» **déclare par exemple le vice-président d'Africamer, M. Jean-Claude Jacquot pour qui cette structure est la seule à même de redonner un second souffle à l'industrie de pêche sénégalaise. Celle-ci affronte aujourd'hui deux problèmes majeurs : la rareté de la ressource et le caractère obsolète de la flotte. *«Non seulement on pêche mal, mais on a peu de bateaux en mer»*** **révèle le vice-président d'Africamer.**

Il en résulte une rareté de la ressource qui a atteint des proportions telles que le risque d'un chômage technique à large échelle dans la filière, n'est pas écartée par ce dernier. La plupart des entreprises tourneraient aujourd'hui *«à moins de 25% de leurs capacités»*. Cette situation amène du reste beaucoup de professionnels à plaider également pour la mise en place d'un *«fonds de calamité naturelle»* (un projet similaire est actuellement envisagé dans l'agriculture, Ndlr).

Avec une ressource de plus en plus rare et un armement d'un autre âge, les entreprises de la place ne concoivent plus leur développement de leur chiffre d'affaires que par la hausse de la valeur ajoutée et la valorisation des sous-produits. Face à un environnement aussi difficile, l'argent des accords de pêche doivent en priorité servir à *«contrôler les ressources et à mettre en place un crédit adapté»* clame un patron. Un discours relayé par le ministère de tutelle...

B. NIANG

LE GOUVERNEMENT INTERESSE LS PECHEURS

L'argent de la pêche sera partagé "fifty-fifty"

50% de la contrepartie financière des accords de pêche conclus le 26 mars dernier entre le Sénégal et l'Union européenne iront à la pêche artisanale et industrielle. Au total, c'est une enveloppe de 3,9 milliards qui sera affectée annuellement au secteur de la pêche et cela jusqu'en l'an 2001. Ce qui fait au total la rondelette somme de 15,6 milliards de F Cfa qui vont être injectés dans la filière-pêche dans les quatre prochaines années. Pour une fois, le Trésor public se contentera de seulement 50% de*"l'argent de la pêche"*. On constate que le Premier ministre a évalué hier la contrepartie financière des accords de pêche à 7,8 milliards de F Cfa. Il fait donc l'impasse sur les 3,9 milliards promis au Sénégal en marge de l'accord de pêche, dans le cadre du 8ème Fonds européen du développement (Fed) et que le Trésor public n'a apparemment pas envie de partager avec les pêcheurs. N'empêche, c'est la première fois depuis que le Sénégal a débuté en 1979 à signer des accords de pêche avec l'Union européenne, qu'une partie de la contrepartie financière (qui plus est, la moitié) est affectée directement au développement de la pêche industrielle et artisanale.

Le Premier ministre qui a annoncé hier la nouvelle lors de l'audience accordée aux représentants du monde rural (voir ci-contre), entend ainsi répondre aux doléances, posées par le ministre de la Pêche et des transports maritimes M. Alassane Dialy Ndiaye. Ce dernier, relayant une revendication des pêcheurs (industriels notamment), n'avait pas d'ailleurs hésité le 9 avril dernier, lors de la rencontre gouvernement-patronat, à poser publiquement le problème. Demandant en présence du Premier ministre que *"l'argent des accords de pêche serve d'abord au développement de la filière-pêche"*, il ajoutait, pointant le regard sur le ministre du budget qui représentait le ministre de l'Economie, des finances et du Plan : *"je n'aurai pas l'accord du ministre des finances mais j'aurai celui de l'Economie..."*

Le Premier ministre a donc dû trancher en instituant un partage *"fifty-fifty"*.

L'institution d'un crédit maritime, le renouvellement de l'armement, la réhabilitation ou la construction de ports de débarquements figurent parmi les priorités visées par le ministère de la pêche dans l'utilisation de ces fonds. Mais le Premier ministre a prévenu hier son monde : *"il n'est pas question que ces fonds servent à autre chose qu'au développement du secteur de la pêche"* a-t-il martelé appelant au passage à la *"transparence"* dans la gestion de ces sommes. Une commission regroupant le ministère de la pêche, les représentants des pêcheurs artisanaux et industriels se réunira prochainement pour étudier la meilleure voie pour utiliser cet argent, apprend-t-on d'ailleurs à l'issue de la réunion d'hier.

Bocar NIANG

SUD QUOTIDIEN - N° 1212
JEUDI 24 AVRIL 1997
PAGE 6

COPIE-OBJET

ANNEXE VIII

Walf
Mardi 16 février 1999
N° 2078 - Page 2

SAINT-LOUIS

Toutes les normes d'habitat requises sont violées à Guet-Ndar où cinq pères peuvent cohabiter dans la même concession avec leurs progénitures. Et ainsi, dans la plupart des familles guet-ndariennes, on dort à tour de rôle. D'où leur demande pressante de parcelles à usage d'habitation.

Les Guet-Ndariens réclament des parcelles

(Correspondance) - La délégation du comité ad hoc de la collectivité de Guet-Ndar qui avait été reçue le 4 février de l'année dernière par le président de la République, M. Abdou Diouf, était sortie de cette audience spéciale avec la promesse de voir leur quartier décongestionné. Mais, depuis lors, les 40 000 Guet-Ndariens qui vivent agglutinés sur une superficie s'étendant sur 800 m de long et 300 m de large, attendent toujours d'aménager sur les nouvelles parcelles qui leur avaient été promises. Sans doute, cette doléance chère aux Guet-Ndariens sera, à nouveau, posée par les dignitaires guet-ndariens lors du séjour du chef de l'Etat à Saint-Louis prévu le 25 février prochain. Le secrétaire général du comité ad hoc de la collectivité guet-ndarienne, M. Yeli Fall, a profité du récent comité régional de développement (Crd), présidé par le ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, pour le sensibiliser sur ce problème.

Après avoir informé M. Abdourahmane Sow des décisions qui avaient été arrêtées à l'issue de leur audience avec le chef de l'Etat et l'état actuel de l'application des directives présidentielles, M. Yeli Fall a souligné *«qu'à Guet-Ndar, toutes les normes d'habitat requises en matière d'urbanisme sont violées»*. Pour mieux illustrer ses propos, il dira que c'est seulement dans cette localité où l'on voit près de cinq pères de famille s'entasser dans une même concession avec leurs progénitures. La conséquence de cette situation fait que *«faute de chambres disponibles, la plupart des Guet-Ndariens sont obligés de dormir à tour de rôle»*.

Les Guet-Ndariens qui se satisfont, depuis de longues années, de ces conditions précaires de vie, ne se contentent pas seulement de réclamer des parcelles pour libérer les concessions familiales, mais ils formulent aussi des propositions pour améliorer leur cadre de vie. C'est ainsi que le secrétaire général du comité ad hoc de la collectivité guet-ndarienne a sollicité, auprès des services régionaux de l'Urbanisme, que les réserves foncières situées dans les quartiers de Goxu Mbathie et de l'hydrobase leur soient rétrocédées en priorité. La Fondation internationale de synthèse architecturale (Fisa) basée à Saint-Louis, souligne M. Yeli Fall, avait effectué, à leur demande, des études prouvant qu'il existe encore près de cent vingt-trois mille parcelles disponibles dans ces deux quartiers. En effet, les Guet-Ndariens ne comprennent pas que de vastes superficies soient encore réservées à l'aménagement d'espaces verts ou aérés, alors qu'ils éprouvent encore des difficultés pour trouver un toit décent.

Mais le désir des Guet-Ndariens de disposer d'une parcelle dans la langue de Barbarie se heurte à l'intérêt croissant dont fait l'objet cette zone, de la part des investisseurs touristiques. De par sa position géographique, la langue de Barbarie fait l'objet d'une réelle convoitise chez beaucoup d'opérateurs touristiques. Ainsi, en un laps de temps, elle est devenue un véritable eldorado touristique avec ses hôtels grand standing et ses innombrables auberges et campements.

Le fait que les Guet-Ndariens jettent leur dévolu sur les réserves foncières de Goxu Mbathie et de l'hydrobase, se justifie par la situation géographique de ces deux localités situées dans la langue de Barbarie, sur le littoral. La pêche, principale activité pratiquée par les habitants de la langue de Barbarie commande leur présence sur ce site. Ainsi, l'idéal pour eux serait de ne pas se déplacer vers les nouvelles zones d'habitations aménagées dans le faubourg de Sor à Cité Niakh, Ngallèle ou Darou. Dans un passé récent, le quartier de Guet-Ndar avait fait l'objet de plusieurs programmes de restructuration et de décongestionnement qui ont tous tourné court. A défaut de voir leur doléance satisfaite, les Guet-Ndariens qui continuent d'étouffer dans leur quartier, se contentent de suivre et d'apprécier l'échange épistolaire noué entre l'administration régionale et la municipalité chargée de recaser le trop plein d'habitants de Guet-Ndar. Une preuve, selon un membre du comité ad hoc de Guet-Ndar, *«que le dossier n'est pas enfermé dans un tiroir»*. Le retard dans l'exécution diligente des directives présidentielles serait dû à la demande exponentielle de parcelles. Néanmoins, les Guet-Ndariens ont été avisés par le service du cadastre et de l'enregistrement foncier qu'ils seront recasés dans *«la limite des terrains disponibles, identifiés et lotis»*.

Ousmane DIOUF

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE IX

AFFRONTEMENTS EN MER ENTRE PIROGUIERS ET CHALUTIERS

Les incursions des bateaux de pêche dans la zone qui leur est interdite ne se passent pas toujours sans heurts avec les piroguiers. Entre 1992 et 1997, 247 incidents ont été enregistrés pour des dégâts estimés à 159 millions de francs.

159 millions de dégâts

EN haute mer, les relations ne sont pas toujours fraternelles entre les pêcheurs artisanaux et les chalutiers. Les chiffres révélés, vendredi dernier, par le Projet de surveillance des pêches au Sénégal (Psps) au cour d'une réunion qui regroupait les représentants du ministère de la Pêche, des organisations de pêcheurs industriels et artisanaux, en disent long sur ces relations. Depuis 1992, les observateurs ont noté 247 incidents entre piroguiers et chalutiers. Les statistiques du Psps montrent que le record d'incidents a été battu l'année dernière, période pendant laquelle on a enregistré soixante-six incidents.

Les incidents qui se sont tous déroulés dans la zone des douze miles vont de la collision entre navires et pirogues à la destruction des filets de pêche. Et c'est aux chalutiers que les surveillants imputent la responsabilité de ces incidents. «Les bateaux *de pêche ne doivent pas descendre en-deçà de douze miles* (soit 22,22 km de la côte, Ndlr). *Certains incidents se sont même déroulés à six miles de la côte où ces bateaux étaient venus pêcher*», souligne un professionnel de la pêche. C'est sur la Petite Côte, de Mbour à Cap Skirring, «*où l'on trouve le plus d'espèces pélagiques*».

Les incidents ne sont donc que les conséquences du non respect de la réglementation par les bateaux incriminés dont la plupart battent pavillon européen. Pour prévenir les accrocs en mer, les responsables du Psps envisagent de renforcer les mesures de surveillance. Un vœu qui risque fort d'être pieux à cause du dénuement de cette structure de surveillance qui a vu le jour en 1982 grâce à la coopération canadienne. «*Avec le départ des Canadiens, il y a six ans, nos moyens ont beaucoup diminué*», confie un des responsables du Psps. Pour assurer sa mission de surveillance, le Psps emploie quatre-vingt-trois observateurs dont le travail se déroule à bord des bateaux de pêche dont ils contrôlent les activités en mer. Il travaille en collaboration avec la marine nationale qui possède trois bateaux de surveillance et autant de vedettes. «*Mais parmi ces vedettes, il n'y a qu'une seule qui est opérationnelle. Les deux autres sont tombées en panne depuis quelque temps*», précise-t-on au Psps. Une situation qui ne rassure pas les pêcheurs artisanaux. «*Il ne suffit pas seulement de faire des discours d'intention. L'Etat doit mettre les moyens pour augmenter les capacités de surveillance de la marine. Autrement, nous continuerons d'enregistrer des violations de la législation et des incidents en mer*», assure un professionnel.

Les dégâts matériels causés par ces incidents sont estimés à près de 159 millions de francs. Des dédommagements qu'ils réclament, les plaignants, tous des pêcheurs artisanaux, n'ont reçu à ce jour qu'un peu plus de 41 millions de francs. Une lenteur de procédure dont s'indignent les responsables de la Fédération nationale des pêcheurs artisanaux (Fenagie/Pêche).

A. A. SAKHO

WALFADJ..RI n° 1547, jeudi 15 Mai 1997, p.5

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE X A

APRES [illegible] DE SAISIE

Les pêcheurs Guet-Ndariens retrouvent leur matériel

Le matériel des pêcheurs Guet-Ndariens saisi par les autorités mauritaniennes est restitué à partir d'aujourd'hui, mardi 3 février. Il s'agit d'un lot de pirogues, moteurs et filets dont la valeur est estimée à plus de 100 millions de francs cfa par le ministère de la Pêche et des transports maritimes. La reprise des négociations, pour le renouvellement de l'accord de pêche Sénégal-Mauritanie, suspendues depuis les événements sanglants de 1989 entre les deux pays, va également intervenir au plus tard en avril prochain.

La décision de restituer le matériel des Guet-Ndariens survient au lendemain de la visite effectuée par le ministre de la Pêche et des transports maritimes, Alassane Dialy Ndiaye, en Mauritanie. Ces équipements d'une valeur supérieure à 100 millions de francs cfa ont été confisqués à la suite d'incidents entre pêcheurs guet-ndariens et garde-côtes mauritaniennes intervenus entre novembre 1997 et janvier 1998. L'ordre de retourner les équipements à leurs propriétaires est venu du président mauritanien, Ould Taya, selon Alassane Dialy Ndiaye, qui a tenu hier après-midi une conférence de presse axée principalement sur le sujet. A partir d'aujourd'hui, les pêcheurs concernés (une cinquantaine) peuvent se présenter aux services des Pêches de la Mauritanie, pour entrer en possession de leurs équipements localisés à Ndiago et à Nouakchott.



Demain encore, des conflits avec la Mauritanie

"Au moment de la saisie des équipements, les Mauritaniens ont donné à chaque pêcheur une quittance...Les pêcheurs vont se présenter aux systèmes de surveillance de la Mauritanie et le matériel sera rendu après la présentation des documents. Les responsables de la Psps sont en contact avec leurs homologues de la République islamique de Mauritanie", a estimé le ministre de la Pêche, Alassane Dialy Ndiaye a par la même occasion souhaité que les pêcheurs sénégalais qui exercent en Mauritanie fassent preuve de plus de discipline.

"Des pêcheurs sénégalais peuvent aller en République islamique de Mauritanie, à condition de signer des accords précis. C'est dans le cadre de tels accords que beaucoup de nos compatriotes exercent sous contrat avec des opérateurs économiques mauritaniens.", a affirmé le ministre de la Pêche, qui a mis l'accent sur la raréfaction de la ressource halieutique en Mauritanie. Une raison qui explique, selon lui, la lutte que mène ce pays contre la piraterie. Il répondait ainsi à une question relative à la diminution des stocks de poissons qui pousse les pêcheurs sénégalais à aller au-delà des limites territoriales de leur pays.

Par ailleurs, la visite de Alassane Dialy Ndiaye permet d'entrevoir la reprise prochaine des négociations entre le Sénégal et la Rim pour le renouvellement de la convention de pêche et du protocole d'application qui datent de 1983. Cette convention n'est plus appliquée depuis les événements sanglants de 1989. Les négociations qui devraient commencer entre la fin du mois de mars et le début du mois d'avril, selon les indications données, seront précédées par *"le diagnostic du secteur de la pêche mauritanienne par les autorités de ce pays"*.

Le ministre s'est en outre étendu sur les bonnes dispositions observées du côté mauritanien.

"Nous avons été fortement impressionnés par les liens d'amitié entre les deux pays...Ce que M. Ould Taya a fait est un geste d'apaisement et d'amitié", a-t-il estimé.

Malick Rokhy BA

Sud Quotidien
N°1447 - Mardi 03 Février 1998 - 4

Walf
Mardi 3 février 1998
N° 1766 - Page 6

MAURITANIE - SENEGAL

Le matériel de pêche saisi, restitué

L'équipement saisi sur les Guet-Ndariens par les garde-côtes mauritaniens a été restitué aux autorités sénégalaises.

Le matériel de pêche saisi à l'issue des incidents ayant opposé, en novembre dernier, les pêcheurs guet-ndariens aux services de surveillance des côtes mauritaniennes, sera restitué. Cette révélation a été faite hier par le ministre de la Pêche et des Transports maritimes qui était face à la presse. Ce geste constitue, en fait, le principal résultat de la mission que vient d'effectuer M. Alassane Dialy Ndiaye en Mauritanie.

Le voyage est d'autant plus fructueux que le ministre a obtenu du gouvernement mauritanien l'accord de principe pour la reprise des négociations relatives à la convention de pêche entre les deux pays signée en 1983. «*Depuis 1989* (Ndlr : conflit Sénégal-Mauritanie), *cette convention n'est plus appliquée. Mais le président Taya vient de donner des instructions pour la renégociation de ladite convention. Les travaux vont démarrer d'ici mars-avril, parce que la Mauritanie est en train de faire le diagnostic du secteur de la pêche*», souligne le ministre de la Pêche.

Dans sa présentation, M. Alassane Dialy Ndiaye a tenu à préciser que «du fait de ce *geste d'apaisement de la Mauritanie, il faut que les pêcheurs sénégalais soient disciplinés et respectent la législation mauritanienne en matière de pêche. A défaut, il faudra se limiter à pêcher uniquement dans les eaux sénégalaises*». A bien comprendre le ministre, on dirait que les pêcheurs saint-louisiens prennent trop de liberté, ce qui a engendré le regrettable quiproquo qui s'est terminé par la mort d'un des leurs. Ils doivent donc respecter la loi : «*Les pêcheurs sénégalais peuvent aller pêcher en Mauritanie mais, au préalable, ils faut en négocier les conditions avec les services compétents*», fait remarquer le ministre.

Estimés à plus de cent millions de francs Cfa, les pirogues, filets, moteurs, etc., saisis seront remis à leurs propriétaires au nombre de cinquante. D'ailleurs, les services de surveillance de la pêche des deux pays sont déjà en contact et «*il suffit de se présenter même dès demain* (Ndlr : aujourd'hui) *avec la quittance délivrée par les Mauritaniens, pour entrer en possession de son équipement*», indique le ministre de la Pêche.

S'agissant des fonds résultant de l'accord de pêche avec l'Union européenne, huit milliards de francs Cfa seront versés chaque année au Sénégal. Et pour couper court aux supputations, le ministre a précisé que le président Abdou Diouf a décidé d'allouer quatre milliards au secteur de la pêche et le reste ira au Trésor. «*Pour nous, l'important n'est pas de savoir où sera logé l'argent. La décision appartient au Premier ministre ou au président Abdou Diouf. L'essentiel est que ce fonds soit accessible aux pêcheurs et géré de façon transparente par les acteurs*», a-t-il dit. Dans cet ordre d'idées, le ministre n'a pas caché son ambition de créer un crédit maritime que «*j'appellerai une banque bleue parce que la pêche est un secteur important qui mérite un système financier respectant ses réalités*».

En ce qui concerne la raréfaction des ressources halieutiques, le premier responsable du département de la pêche pense que c'est un problème ressenti à la fois au Sénégal et en Mauritanie. «*Est-ce une diminution permanente ou cyclique ? Nous nous posons la question*». C'est le Conseil interministériel du 5 février prochain sur la pêche qui examinera toutes les difficultés de ce secteur.

Daniel BEKOUTOU

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

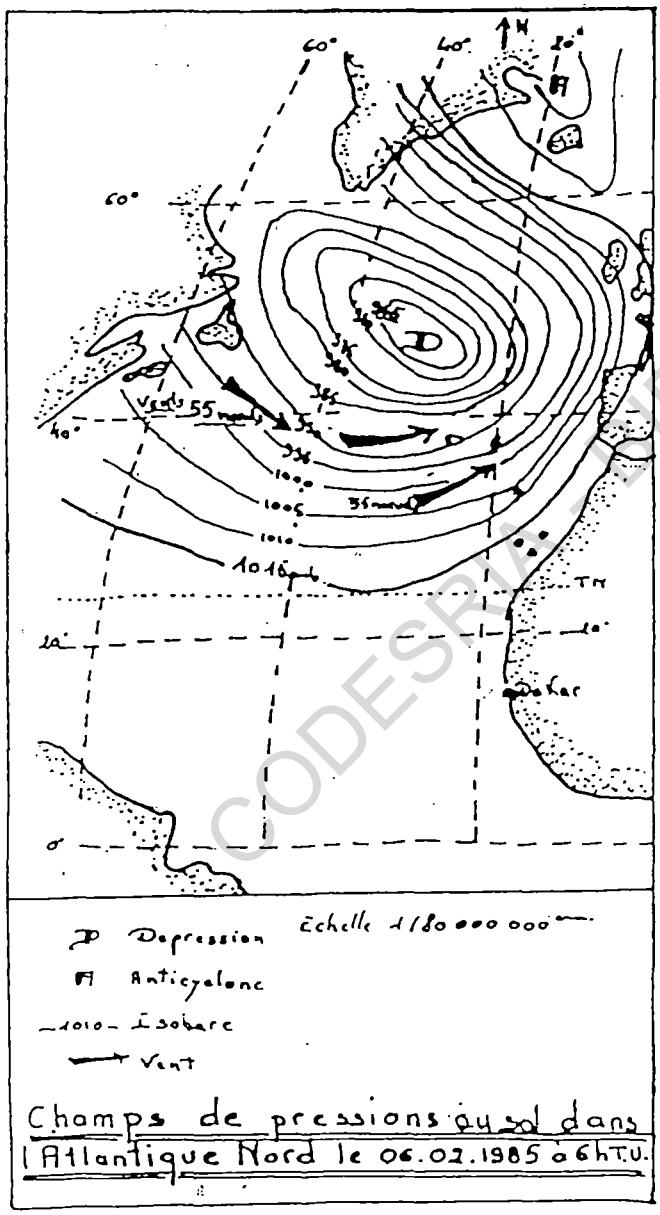
LA MER SE DECHAÎNE

à St-Louis Djiffère et Palmarin

Un mort et des dégats materiels tres importants a Saint-Louis, 110 sinistres a Djiffere, Palmarin-Facao et Palmarin-Diokhanor dans la region de Fatick la mer en furie a encore fait des ravages sur nos cotes

Ce phenomene cyclique a Saint-Louis, s'est manifeste il y a quelques jours a Yoff-Ndénate ou on avait deplore un mort par noyade

(LIRE PAGE 16)



Champs de pressions au sol dans l'Atlantique Nord le 06.02.1985 à 6h T.U.

(Source : A.S.E.C.M.A. Dakar Yoff)

SAINT-LOUIS

Un mort et des dégats matériels

Pendant près de trois jours, la semaine dernière, la mer était encore en furie. Sur tout le front de l'acton de l'Hydrobase à Garu-Bocc, les vagues ont déferlé sur les clôtures des maisons, les renversant et sont même entrées dans les chambres des concessions.

Un jeune pêcheur de 17 ans, Amath Bâ, que le mauvais temps a surpris en haute mer, a été porté disparu et plusieurs autres hommes de la mer ont été blessés, pendant qu'ils tentaient de regagner le rivage, sans trop de dommages.

Les populations prises de panique devant les vagues folles ont cherché refuge chez des parents éloignés du front de mer. Lorsque la fureur des eaux s'est calmée, elles sont revenues relever les palissades ou murs démolis, et reconstruire quelquefois des chambres écroulées.

Ce phénomène, s'il est rare dans dans d'autres endroits du pays, est cyclique à St-Louis, où, pendant plusieurs mois, il engendre la mort d'hommes (heureusement dans des proportions infimes) et cause de nombreuses blessures. En outre, il cause de multiples dégâts matériels.

Le problème est que désormais, il n'y a aucun obstacle entre la mer et les maisons du littoral : les riverains sont ainsi à la merci des vagues, à chaque fois que celles-là ont la manie de s'élever un peu.

A Guet Ndar tout comme à Santhiaba et Gaxu Mbacc, ces jours-ci, l'on ne dort plus que d'un œil.

Maurice NDIAYE

La mer se déchaîne à Yoff

• UN MORT

Depuis jeudi, sur tout le long de la côte, de Guédiawaye, à Soumbédioune, la mer agitée menace les populations de la côte et les pêcheurs qui vont en mer. D'ailleurs, à Yoff Ndénate, la mer a fait une victime et commis d'importants dégâts matériels.

En fait, c'est en voulant sauver des pirogues que 3 saisonniers saint-louisiens s'étaient jetés en mer jeudi à 23 heures. Mais le courant était si fort que l'un d'entre eux, M. Sabir Wade ne en 1949 à St-Louis allait disparaître. En effet, le moteur de sa pirogue s'étant éteint, Sabir n'a pas refait surface. D'ailleurs, son neveu qui a nagé une heure durant pour chercher des secours s'est évanoui une fois sur la plage, ce qui fait que Sabir n'avait aucune chance d'être sauvé. Selon des témoins, la pirogue de Sabir a été retrouvée détruite, à 5 km de Yoff précisément à Diamalaye. Au total 11 pirogues dont le prix unitaire varie entre 900.000 et 1.2000.000 franc, 4 filets à 4 400.000 F la pièce, un moteur de 8 chevaux, 160 caisses de poissons ont été emportés par les flots.

De l'avis des Yoffois, un phénomène d'une telle ampleur ne s'est jamais produit à Yoff.

Mamadou TRAORE

Journal "Le Soleil" - 09.02.198
15.02.198

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XI B



Dégâts des flots : «Les populations attendent une solution durable...».

La furie de la mer fait des sinistrés

La digue de protection maritime de Rufisque, véritable muraille de pierres qui s'étend tout au long de la façade maritime de Rufisque n'a pas su arrêter la fureur de la mer. Des murs défoncés, des maisons envahies et une peur indicible qui s'est emparée des populations est aujourd'hui le constat qui se dégage après ce que d'aucuns osent appeler un mini-raz-de-marée.

De Thiawlène à Keuri Kao, en passant par Mérina, les populations encore sous l'effet du choc dévastateur se sont tournées vers les autorités pour que quelque chose soit fait.

«Le phénomène qui s'est abattu sur le littoral de Rufisque est cyclique. Mais il a eu, cette fois-ci, une ampleur jamais égalée», soutient le délégué de quartier de Thiawlène, M. Baye Ngoné Seck. C'est dans la nuit du lundi que cela a commencé, raconte le doyen Moussa Guèye, conseiller municipal de la zone, et le lendemain vers 11 heures encore, nous avons vu des vagues d'une dizaine de mètres s'abattre sur la digue faisant voler en éclat les blocs de pierre. De mémoire de lébou, nous n'avons jamais vu ça. Quant à Ndèye Niang, une fille du coin, elle soutient que depuis lundi, les gens de Thiawlène n'arrivent pas à dormir de peur d'une récidive de la colère des flots.

La désolation s'est en tout cas installée chez quelques familles. Elles ont vu leurs rations alimentaires détruites par les eaux.

L'érection de la digue de protection maritime avait suscité un immense espoir et l'on pensait que la sécurité s'était installée durablement, pour permettre aux riverains de dormir tranquille.

Pour le moment, on propose de recaser les sinistrés dans des sites plus favorables, car l'on s'inquiète du lassement de la digue de protection qui aurait coûté pourtant plusieurs milliards. Il urge d'assainir la zone devenue également un vaste repaire de serpents.

La solidarité agissant, certaines familles ont été hébergées par d'autres.

Il s'avère aujourd'hui qu'une solution technique doit être trouvée pour endiguer l'érosion maritime du littoral de Rufisque. En trente ans, indique un vieil habitant de Thiawlène, la mer a gagné sur les terres plus d'une centaine de mètres et chaque année elle avance.

Le ministre de la Pêche, M. Abdourahmane Sow, le préfet de Rufisque, M. Bocar Sy, le maire de Rufisque, Me Mbaye Jacques Diop se sont, tour à tour, rendus auprès des populations sinistrées pour leur apporter un réconfort moral et dégager des solutions appropriées.

SOUSPFALL

SOLEIL n° 6927, 09 Juillet 1993, p.5

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XI C

Trois pêcheurs périssent noyés en mer

La mer en furie ces jours-ci a occasionné encore le naufrage de trois pirogues au filet au large des côtes de Saint-Louis. Ce naufrage qui s'est produit dans la nuit du mercredi au jeudi a causé un drame ayant mis le quartier de Guet-Ndar dans la consternation avec la mort de trois pêcheurs de l'une des pirogues. Il s'agit de Dame Diop, Pape Diop à Sor et Gokhou-Bathie et un jeune de 17 ans originaire du Ndiambour, répondant au nom familier, à Guet-Ndar, de «Louga».

Ce drame survient après l'appel lancé mardi dernier par le président de la République sur les mesures à prendre pour protéger les pêcheurs sur les côtes maritimes du Sénégal où ils sont souvent victimes de noyade. Mais à St Louis le mauvais temps n'empêche pas les pêcheurs de Guet-Ndar d'aller en mer. C'est ainsi que n'ayant pas pris de précautions, les pirogues ont chaviré : celles de Massène Diève et les autres avec les victimes, ont perdu leurs matériels de pêche (filets et moteurs hors-bord) Face à cette situation, la collectivité de Guet-Ndar a pris des mesures. Selon Yali Fall, le secrétaire général, *«nous avons contacté l'ASECNA de l'aéroport de Saint-Louis pour avoir quotidiennement le bulletin de météo en vue d'informer les pêcheurs pour qu'ils ne prennent plus de risques en cas de mauvais temps, en évitant aussi d'embarquer quand la mer est agitée. Nous allons faire une sensibilisation tous azimuts au sein de la communauté des pêcheurs afin que toutes les dispositions soient prises pour éviter de pareils drames».*

B. Maurice NDIAYE

Soleil no 8582. Samedi 9-Dimanche 10 janvier 1999. p. 6.

MBOUR

Un pêcheur meurt noyé

(Correspondance) - La communauté des pêcheurs lébous a perdu ce week-end un de ses membres, mort noyé au large de la ville de Mbour. La victime, Samba Ndiaye, âgée d'environ 25 ans, travaillait comme matelot pêcheur dans la pirogue de Ibrahima Sembène. Selon le témoignage de ce dernier, la victime était chargée, dans la matinée de samedi dernier, vers 11 h, d'aller en mer pour réancrer l'une de ses pirogues qui commençait à se télescoper avec d'autres pirogues ancrées dans les environs, sous l'effet de la houle. C'est en regagnant la terre ferme, après avoir accompli sa mission que la victime serait tombée dans l'eau avant de disparaître.

Les autres piroguiers ont aussitôt organisé les recherches qui se sont révélées vaines. Alors le service des pêches a été saisi qui, à son tour, a alerté les sapeurs-pompiers. Ces derniers aussi n'ont pas été plus heureux, car leurs recherches déclenchées jusqu'à la tombée de la nuit n'ont pas permis de trouver le corps de la victime. C'est finalement hier, dimanche, que le cops de Samba Ndiaye a été trouvé par des pêcheurs à la senne qui l'ont pris dans leurs filets. Son corps a été déposé à la morgue du Centre de santé de Mbour.

Des statistiques disponibles, il ressort que cette noyade serait la dixième d'une série enregistrée au niveau du débarcadère de Mbour. Karim LO

Walfadjri no 2048. Lundi 11 janvier 1999. p. 2

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XII : QUANTITES DE POISSONS ABSORBEES PAR LA TRANSFORMATION ARTISANALE EVOLUTION DE 1954 à 1996

Années	Mises à terre de la pêche artisanale (en tonnes)	Produits transformés artisanalement poids sec (en tonnes)	Equivalent en poisson frais (en tonnes)	Proportion de la production absorbée par la transformation artisanale
1954	29 300	3 681	11 043	37,6 %
1955	38 900	3 699	11 097	28,5 %
1956	40 000	4 795	14 385	35,9 %
1957	44 500	5 467	16 401	36,8 %
1958	52 600	5 851	17 553	33,3 %
1959	62 658	9 430	28 290	45 %
1960	79 367	10 336	31 008	39 %
1961	86 957	9 245	27 735	31,8 %
1962	87 600	10 088	30 260	34,5 %
1963	82 000	8 127	24 380	29,7 %
1969	126 000	13 632	40 896	32,4 %
1970	133 000	7 900	23 900	18 %
1971	179 000	8 850	26 550	14,8 %
1974	262 000	27 576	82 728	31,5 %
1975	278 000	35 838	107 514	38,6 %
1976	276 000	32 271	96 813	35 %
1977	211 600	19 791	59 373	28 %
1978	226 700	19 181	57 543	25,3 %
1979	187 769	19 848	59 544	31,7 %
1980	197 600	22 336	67 008	33,5 %
1981	148 500	17 765	53 295	35,8 %
1982	140 300	16 049	48 147	34,3 %
1983	143 200	17 870	53 610	37,4 %
1984	146 064	23 053	69 159	47,3 %
1985	168 751	17 667	53 001	31,4 %
1986	202 937	23 200	69 600	34,2 %
1987	231 811	25 872	77 616	33,4 %
1988	237 020	26 626	79 878	33,7 %
1989	243 508	23 484	70 452	28,9 %
1990	250 813	23 007	69 021	27,5 %
1991	249 724	26 856	80 568	32,2 %
1992	285 798	25 038	75 114	26 %
1993	266 954	23 963	71 889	27 %
1994	282 799	33 615	100 845	35,6 %
1995	266 346	28 574	85 722	32,1 %
1996	327 894	31 556	94 668	28,8 %

Source : D.O.P.M.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XIII: LES DIFFÉRENTS PRODUITS HALIEUTIQUES TRANSFORMÉS LE LONG DU LITTORAL SÉNÉGALAIS.

Spécialités Principales	origines	Espèces utilisées	Techniques de préparation	Production* totale en 1996 (en tonnes)
POISSONS				
Gejj	Saint-Louis, Fass Boye, Mbour, Joal, Kayar, Goudomp, (Casamance)	Arius sp.,... Dentex,Argyrosomus, Muraena, Caranx, Pseudotolithus, Carcharhinus, Trichiurus, Balistes, Tilapia, Saratherodon On peut utiliser toutes les espèces	Fermenté-séché : fermentation à l'air libre ou en saumure, 1 nuit avant éviscération, ouverture en 2, rinçage et séchage. Pour espèces de grande taille, fermentation en anaérobiose par enfouissement, après étêtage pendant 24 à 48h, éviscération et ouverture en 2, suivi de salage et séchage	3000
Salé-séché	Saint-Louis, Fass Boye, Mbour, Joal, Cap-Vert, Casamance	Grosses espèces : Sphyma, Carcharrhinus, Raja, Rhynochobatus	Salé-séché : poisson frais fendu, salage très important (1kg de sel/1 à 2 kg de poisson) à sec ou en saumure 3 à 4 jours puis égouttage et séchage.	2667
Tambajan	Sine-Saloum et estuaires	Petites espèces : Mugil sp., Sardinella Ethmalosa, Tilapia,etc.	Séché-entier : poisson frais mis en saumure légère quelques heures avant séchage.	2771
Yoss	Sine-Saloum Mbao	Anchoa guineensis	Séché-entier : étalé directement au soleil sans saumurage préalable.	134
Keccax	Mbour et Joal St Louis	Sardinella aurita, Sardinella eba, Ethmalosa fimbriata	Braisé-séché : frais, braisé entier, ensuite épluché et étêté, avant saupoudrage de sel fin, et séchage 2 à 3 jours.	18 715
Métora	Mbour, Joal, Casamance (Goudomp)	Grosses espèces et moyennes : Arius, Sphyma, Sardinella Ethmalosa.	Fumé-séché : frais, éviscéré fendu ou débité en gros morceaux fumés à chaud 48 à 72h dans fours à parpaing	3237

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

MOLLUSQUES				
Lamellibranches				
Pagne	Joal, Estuaire des bras de mer	Arca senilis	Cuites à la vapeur ou à l'eau puis séparées de leurs coquilles avant séchage 2 à 3 jours	24
Yokhoss	Joal, îles du Saloum et de la Casamance	Crassostrea gasar	Cueillies sur racines échasses des palétuviers, braisées ou cuites à l'eau, débarrassées des coquilles et séchées	6
Gastéropodes				
Yeet	Mbour, Joal, îles du Saloum, Casamance (Kafountine et estuaires)	Cymbium sp.	Fendu en 2 ou 4 après enlèvement de la coquille, puis fermentation en anaérobiose souvent par enfouissement (1 à 2 jours), puis séchage 3 à 4 jours : lavages fréquents pour enlever le mucus	1089
Touffa	Estuaires du Saloum et de la Casamance	Murex sp.	Séparé de sa coquille, lavé et séché directement ; garde souvent son opercule, Séchage : 3 à 4 jours	9
CRUSTACES				
"Sipakh"	Saint-Louis Casamance	Penaeus sp.	Cuites et séchées ou réduites en poudre.	7

Annexe XIII (suite)

* Les actuelles régions de Ziguinchor et de Kolda étaient naguère regroupées en une seule région : la Casamance.

Source : DOPM

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XIV : EVOLUTION DES PRINCIPAUX PRODUITS DE PECHE TRANFORMES ARTISANALEMENT LE LONG DU LITTORAL SENEGALAIS DE 1980 A 1998 (Tonnes; % de la production totale)

Années	Gejj	Keccax	Métora	Tambajan	Salé-séché	Yeet	Autres	Total
1980	3403 **15,2 %**	6014 **26,9 %**	698 **3,1 %**	3928 **17,6 %**	758 **3,4 %**	7403 **33,1%**	130 **0,62 %**	22336
1981	3496 **19,6 %**	7047 **39,6 %**	680 **3,8 %**	882 **5 %**	219 **1,2 %**	2803 **15,7 %**	309 **1,7 %**	17765
1982	3436 **21,4 %**	6458 **40,2 %**	657 **4 %**	620 **3,8 %**	527 **3,3 %**	1567 **9,7 %**	258 **1,6 %**	16049
1983	3687 **20,6 %**	7949 **44,4 %**	560 **3,1 %**	3949 **22 %**	693 **3,8 %**	924 **5,1 %**	22 **0,1 %**	17870
1984	3106 **13,4 %**	10691 **46,3 %**	442 **1,9 %**	5758 **24,9 %**	1311 **5,6 %**	1365 **5,9 %**	380 **1,6 %**	23053
1985	2703 **15,8 %**	6849 **40 %**	429 **2,5 %**	4956 29 %	810 4,7 %	856 5 %	474 2,7 %	17077
1986	3310 **14,2 %**	11478 **49,4 %**	343 **1,4 %**	5292 **22,8 %**	1116 **4,8 %**	1283 **5,5 %**	378 **1,6 %**	23200
1987	3396 **13 %**	15729 **60,7 %**	306 **1,1 %**	4331 **16,7 %**	665 **2,5 %**	618 **2,3 %**	827 **3,1 %**	25872
1988	2787 **10,4 %**	16474 **61,8 %**	420 **1,5 %**	5454 **20,4 %**	378 **1,4 %**	722 **2,7 %**	391 **1,4 %**	26626
1989	2117 **9 %**	14727 **62,7 %**	298 **1,2 %**	4300 **18,3 %**	587 **2,4 %**	1049 **4,4 %**	406 **1,7 %**	23484
1990	2189 **9,5 %**	14150 **61,5 %**	311 **1,3 %**	3973 **17,2 %**	765 **3,3 %**	1412 **6 %**	206 **0,8 %**	23007

Autres : Pagne, féré-féré, yokhoss, aileron, crevette....

Sources : D.O.P.M. - Service régional des pêches. Dakar

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XIV (suite) : EVOLUTION DES PRINCIPAUX PRODUITS DE PÊCHE TRANSFORMÉS ARTISANALEMENT LE LONG DU LITTORAL SÉNÉGALAIS DE 1991 À 1998. (Tonne ; % de la production totale).

Années	Gejj	Keccax	Métora	Tambaiang	Salé-séché	Yeet	Autres	Total
1991	2864 **10,6 %**	16531 **61,5 %**	155 **0,5 %**	4786 **17,8 %**	745 **2,7 %**	1583 **5,8 %**	192 **0,7 %**	26856
1992	2620 **10,4 %**	16850 **67,2 %**	190 **0,7 %**	3120 **12,4 %**	875 **3,4 %**	1020 **4 %**	363 **1,4 %**	25038
1993	3369 **14 %**	13274 **55,3 %**	281 **1,1 %**	3221 **13,4 %**	907 **3,7 %**	1236 **5,1 %**	1675 **6,9 %**	23963
1994	1933 **5,7 %**	19712 **58,6 %**	92 **0,2 %**	1312 **3,9 %**	1841 **5,4 %**	362 **1 %**	8362 **24,8 %**	33614
1995	2972 **10,4 %**	15367 **53,9 %**	2976 **10,4 %**	3243 **11,3 %**	2760 **9,6 %**	617 **2 %**	536 **1,8 %**	28481
1996	3000 **9,5 %**	18715 **59,3 %**	3236 **10,2 %**	2771 **8,7 %**	2666 **8,4 %**	1089 **3,4 %**	79 **0,2 %**	31556
1997	3243 **8,9 %**	21218 **58,7 %**	3860 **10,6 %**	3263 **9 %**	3611 **9,9 %**	826 **2,2 %**	108 **0,2 %**	36129
1998	3838 **12,4 %**	15738 **50,8 %**	4282 **13,8 %**	2725 **8,8 %**	3214 **10,3 %**	876 **2,8 %**	257 **0,8 %**	30930

En 1994, le tonnage des crevettes séchées était estimé à 3545,5 tonnes et celui du Saly à 4024,5 tonnes.

Sources : D.O.P.M. - Service régional des pêches. Dakar.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XV : EVOLUTION DE LA POPULATION DU SENEGAL (1895-2015)

Dates	Nombre d'habitants	Dates	Nombre d'habitants	Dates	Nombre d'habitants
1895	1 100 000	1968	4 195 000	1981	5 860 000
1914	1 134 000	1969	4 291 000	1982	6 038 000
1925	1 220 000	1970	4 390 000	1983	6 252 000
1936	1 800 000	1971	4 491 000	1985	6 408 000
1955	2 200 000	1972	4 508 000	1986	6 650 000
1960	3 400 000	1973	4 700 000	1988	6 881 900
1961	3 500 000	1974	4 850 000	1990	7 357 000
1962	3 600 000	1975	4 977 000	1991	7 756 000
1963	3 700 000	1976	5 115 000	1995	8 347 000
1964	3 800 000	1977	5 250 000	1996	9 137 000
1965	3 900 000	1978	5 400 000	2001*	10 847 000
1966	4 000 000	1979	5 547 000	2015*	13 602 835
1967	4 100 000	1980	5 700 000		

* Projection.
Sources : Histoire du Sénégal A. VILLARD - Ministère de l 'Économie et des Finances - Direction de la Statistique. Archives nationales du Sénégal. Enquêtes démographiques

RAPPORT ENTRE POPULATION URBAINE RÉGIONALE ET LA POPULATION TOTALE RÉGIONALE EN 1976 ET 1988

Région	Année	%	Population urbaine	Population totale
CAP-VERT	1976	84 96*	832 000 hbts	990 000 hbts
CASAMANCE	1976	17	126 000 hbts	741 000 hbts
DIOURBEL	1976	26*	87 000 hbts	428 000 hbts
FLEUVE	1976	25*	109 000 hbts	531 000 hbts
LOUGA	1976	08	35 000 hbts	420 000 hbts
SENEGAL ORIENTAL	1976	09	25 000 hbts	288 000 hbts
SINE-SALOUM	1976	13	131 000 hbts	1104 000 hbts
THIES	1976	25	173 000 hbts	703 000 hbts
SENEGAL	1976	30	1513 000 hbts	5115 000 hbts

Région	Année	%	Population urbaine	Population totale
DAKAR	1988	96,4	1 446 300 hbts	1 500 500 hbts
THIES	1988	34,1 32*	319 900 hbts	937 400 hbts
DIOURBEL	1988	41,8 38*	257 800 hbts	616 200 hbts
KAOLACK	1988	22,4	180 400 hbts	805 400 hbts
FATICK	1988	10,4	52 500 hbts	503 800 hbts
TAMBACOUNDA	1988	15,9 13,8*	61 100 hbts	383 600 hbts
SAINT-LOUIS	1988	27,5	178 900 hbts	651 200 hbts
LOUGA	1988	13,6 10,8*	66 400 hbts	489 500 hbts
ZIGUINCHOR	1988	37,8	150 400 hbts	398 100 hbts
KOLDA	1988	9,8	57 900 hbts	593 200 hbts
SENEGAL	1988	40,3	2 771 600 hbts	6 881 900 hbts

Sources : Esquisse du PNAT. 1989 - citée par groupement Oscar Afrique/GMP. p. 140
* Chiffres tirés de MBOW L. 1992, p.206.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XVI **LE RESEAU ROUTIER**

Le réseau routier est composé :
- d'un réseau classé géré par la Direction des Travaux Publics du Ministère de l'Equipement et des Transports Terrestres ;
- d'un réseau non classé, situé dans les agglomérations urbaines et géré par les communes.

Classification des routes

La loi n° 74-20 du 24 janvier 1974 et son décret d'application n° 74-718 portent classification du réseau routier national et en fixent le régime domanial ; le classement administratif distingue :
- les routes nationales assurent les liaisons à grande distance entre plusieurs régions administratives ou avec les Etats limitrophes ;
- les routes régionales assurent les liaisons entre différents chefs-lieux de département d'une même région ;
- les routes départementales assurent les liaisons des différents chefs-lieux de communautés rurales à l'intérieur d'un même département ;
- les pistes répertoriées relient les routes départementales aux centres de production agricole ;
- les voiries urbaines assurent les liaisons à l'intérieur des centres urbains.

Le reste du réseau constitue le réseau non classé.

LES ROUTES NATIONALES

Les principales "routes nationales" sont :

- la nationale 1 : Dakar - Mbour - Kaolack - Tambacounda
- la nationale 2 : Dakar - Thiès -Saint-Louis- Dagana - Matam - Bakel
- la nationale 2 bis : Dakar - Thiès - Saint-Louis - Rosso vers la Mauritanie
- la nationale 3 : Thiès - Diourbel - Touba - Dahra - Linguère - Matam
- la nationale 4 : Diourbel - Gossas - Kaolack - Nioro du Rip - Ziguinchor - Mpack vers la Guinée Bissau
- la nationale 5 : Kaolack - Sokone - Karang - Diouloulou - Bignona
- la nationale 6 : Ziguinchor - Tanaff - Kolda - Vélingara - Tambacounda
- la nationale 7 : Matam - Bakel - Tambacounda - Kédougou – vers la République de Guinée

LE RESEAU FERRE

En 1996, le réseau de voie ferrée s'allongeait sur 1034 km. Les principales lignes sont :

- la ligne Dakar - Kidira (section sénégalaise du Dakar-Bamako) : 582,6 km ;
- la ligne Thiès - Saint-Louis : 192,621 km ; (fermée au trafic)
- la ligne Dakar - Thiès : 61,9 km (double voie) ;
- la ligne Guinguinéo - Kaolack : 21,349 km ;
- la ligne Louga - Linguère : 128,52 km (fermée au trafic) ;
- la ligne Diourbel - Touba.

ODDESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XVI (suite) : REPARTITION REGIONALE DU RESEAU CLASSE (Km)

Régions		Routes						
N°		Nationales	Régionales	Départe mentales	Urbaines	Réperto riées	Total	%
1	Dakar	56	21	41	139	48	305	2,1
2	Ziguinchor	192	126	513	16	279	1126	7,7
3	Diourbel	119	85	151	26	162	542	3,7
4	Saint-Louis	916	359	147	17	649	2089	14,3
5	Tambacounda	758	0	2447	0	536	3740	25,7
6	Kaolack	272	56	607	7	493	1435	9,8
7	Thiès	180	94	556	12	119	961	6,6
8	Louga	264	178	333	13	340	1627	11,2
9	Fatick	194	85	268	0	265	813	5,6
10	Kolda	410	189	512	0	825	1939	13,3
Total		3361	1194	5575	230	4216	14576	100

Source : Direction des Travaux Publics, Division de la Planification et de la Programmation, BGDR Décembre 1996.

REPARTITION REGIONALE DES ROUTES REVETUES (Km)

Régions		Routes						
N°		Nationales	Régionales	Départe mentales	Urbaines	Réperto riées	Total	%
1	Dakar	56	21	41	139	34	291	6,6
2	Ziguinchor	192	71	45	16	0	324	7,6
3	Diourbel	119	38	3	26	15	201	4,7
4	Saint-Louis	593	3	55	17	3	671	15,7
5	Tambacounda	405	0	62	0	0	467	10,9
6	Kaolack	272	56	33	7	0	368	8,6
7	Thiès	180	72	200	12	5	469	11
8	Louga	198	160	194	13	27	592	13,9
9	Fatick	194	60	111	0	0	365	8,6
10	Kolda	410	82	25	0	0	517	12,1
Total		2619	563	769	230	84	4265	100

Source : Direction des Travaux Publics, Division de la Planification et de la Programmation, BGDR Décembre 1996.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XVI (suite) :REPARTITION REGIONALE DES ROUTES NON REVETUES (Km)

Régions		Routes						
N°		Nationales	Régionales	Départementales	Urbaines	Réperto riées	Total	%
1	Dakar	0	0	0	0	14	14	0,1
2	Ziguinchor	0	55	468	0	279	802	7,8
3	Diourbel	0	47	147	0	147	341	3,3
4	Saint-Louis	323	356	92	0	647	1417	13,7
5	Tambacounda	353	0	2384	0	535	3273	31,7
6	Kaolack	0	0	574	0	492	1066	10,3
7	Thiès	0	22	356	0	114	492	4,9
8	Louga	66	18	139	0	814	1037	10,1
9	Fatick	0	26	157	0	265	448	4,3
10	Kolda	0	106	488	0	825	1419	13,8
Total		742	631	4806	0	4132	10311	100

Source : Direction des Travaux Publics, Division de la Planification et de la Programmation, BGDR Décembre 1996.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XVII : CHAINE DE FROID POUR LE POISSON FRAIS

Dénomination de l'installation	Date de construction	Montant de l'investissement total (en millions de francs C F A)	Source de financement	Situation juridique
SONAFRIC-AFRICAMER Dakar	1973	538 millions	Prêt Danois et Italien	S.A.
SOFRINORD Saint-Louis	1975/1977	659 millions	Prêt Danois	S.A.
SEN PROTEINE Dakar	1977/1978	256 millions	(1)	S.A.
FRIGO de TOUBA (Touba Mosquée)	1977/1978	146 millions	Prêt Danois	S.A.
YOFF criée	1978	67,5millions	Prêt Danois	S.A.
FRIGO Mole 1 (SAFCOP) Dakar	Rénovation 1978	437 millions	Prêt Danois	St d'économie mixte
FRIGO Tambacouda	1979	109 millions	Prêt Danois et Espagnol	Ne fonctionnait pas en 1985
FRIGO Kolda	1979	106 millions	Prêt Danois	(1)
FRIGO-THON-SOFRIGAL Dakar	1978/80	476 millions	Prêt Danois et Espagnol	S.A.
FRIGO de Fatick	1980	89,9 millions	Prêt danois	Ne fonctionnait pas en 1984
FRIGO de Bambey	1980	56,7 millions	Don Japonais	S.A.
FRIGO de Louga	1980	56,7 millions	Don Japonais	S.A.
Centre de mareyage de Kayar	1981	136 millions	Convention Sénégalo-Canadienne A.C.D.I.	C.A.P.A.S.
Centre de mareyage de Joal	1982	136 millions	Convention Sénégalo-Canadienne A.C.D.I.	C.A.P.A.S
FRIGO de Matam	1983	371 millions	Don Japonais	Ne fonctionnait pas en 1985 (2)
FRIGO de Bakel	1983	371 millions	Don Japonais	
Centre de mareyage de Rufisque	1983	(1)	Convention Sénégalo-Canadienne A.C.D.I.	C.A.P.A.S

(1) Pas d'informations (-Source D.O.P.M- C.A.P.A.S)

(2) Gestion initialement confiée au C.A.P.A.S qui se désista quelques années après.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XVIII : INNOVATIONS ET AMELIORATIONS TECHNOLOGIQUES RECENSEES (12 février – 22 mars 1991)

INNOVATIONS ET AMELIORATIONS TECHNOLOGIQUES	NOM DU SITE DE TRANSFORMATION	ANNEE D'IMPLANTATION	ORIGINE	INTRODUIT PAR QUI ?
Puits traditionnel * 1 en ciment * 2 en fer	Yoff * 1	1940	DON	VILLAGE
	Kayar * 1	1984	DON	PROJET ITA
	Joal (Santhié)	1990	SUBVENTION 80%	PRO-PECHE
	Joal * 2	1980	ACHAT/FABR.LOCALE	TRANSFORMAT.
Sanitaires : Douches et toilettes (Fonctionnel)	Thiaroye	1990	SUBVENTION	PRO-PECHE
	Mbao (Pas fonctionnel)	1990	DON	FAFS/ITA
	Kayar (Pas fonctionnel)	1990	DON	FAO/DIR ENVIR
	Mbaling (Pas fonctionnel)	1978/1979	DON	DOPM
	Usine STPH	1989	CREDIT	SONAGA
Bascule	Mbour	1988	ACHAT	TRANSFORMAT
	Mbaling : Usine STPH	1990	CREDIT	SONAGA
	Joal (Santhié)	1990	ACHAT	TRANSFORMAT
	Joal	?	ACHAT	TRANSFORMAT
	Joal (Tannes)	1990	ACHAT	TRANSFORMAT
	Guet Ndar	1988	DON	CECI
	Kayar	?	ACHAT	PRESIDENTE GIE
Table de tranchage avec bain de lavage en carrelage céramique	Mbaling : Usine STPH	1990	CREDIT	STPH/SONAGA
	Joal : Usine SENMER	1990	CREDIT	DIRE
Palette en bois (20 cm de haut) pour l'arrimage du poisson pendant le salage et l'entreposage	Joal : Usine SENMER	1990	CREDIT	DIRE
Aire de pesage avec remise pour le matériel d'exploitation (bascule, pelle)	Joal (Santhié)	1990	SUBVENTION 80 %	PRO-PECHE
	Guet Ndar	1989	DON	CECI
Aire de réception de la matière première avec dalle en ciment et une toiture	Joal (Santhié)	1990	DON	PRO-PECHE
Aire de séchage avec dalle et murs en ciment	Thiaroye	1980	DON	DOPM
	Lompoul	1982	DON	DOPM
	Tassiner	1974	DON	DOPM
	Pilote	1986	DON	DOPM
	Yoff	1986	DON	DOPM
Remise à combustible en krinting	Joal (Santhié)	1990	DON	PRO-PECHE
Robinet eau courante « SONEES »	Thiaroye	1990	SUBVENTION 80 %	PRO-PECHE
	Mbour	1988	DON	ITA
	Joal : Usine STPH	1990	CREDIT	SOANGA
	Guet Ndar (pas fonctionnel)	1980	DON	DOPM
Entrepôt de stockage en ciment * 1 avec aire de pesage * 2 avec système d'aération * 3 avec étagères de stockage en bois fraqué	Thiaroye *1, * 2	1980/1990	SUBVENTION 80 %	DOPM/PRO-PECHE
	*3	1990	SUBVENTION 80 %	PRO-PECHE
	Yoff * 1	1973	DON	DOPM
	Mbao	1987	DON	FAFS/ITA
	Kayar : • Ancien • Hab. gardien • Nouveau (blanc)	 Avant 1980 1980 1990 (déc)	 DON DON DON	 DOPM DOPM FAO/DIR ENVIR

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

	Mbour* 1 : • Grand • Petit	 1988 1988	 DON DON	 PROJET/ITA PROJET/ITA
	Mbaling* 1 : Site non fonctionnel • Usine STPH	1978/1979 1990	DON CREDIT	DOPM SONAGA
	Joal : Usine SENMER	1990	CREDIT	DIRE
	Joal (Santhié)*1,*2,*3	1990	SUBVENTION 80 %	PRO-PECHE
	Joal	1988	DON	PROJET/ITA
	Lompoul	1982	DON	DOPM
	Tassiner	1968	DON	DOPM
		1989 *3	DON	P.P.I.
	Pilote* 3	1988	DON	P.P.I.
	Mouït* 3	1989/1990	DON	P.P.I.
	Guet Ndar* 1	1980	DON	DOPM
Tentes solaires avec une structure en bois recouverte d'un film polyéthylène	Mbao	1987	DON	FAFS/ITA
	Kayar	1984	DON	PROJET ITA
	Mbour	1988	DON	PROJET/ITA
	Mbaling : Usine STPH	1978/1979	CREDIT	SONAGA
	Joal : Usine SENMER	1990	CREDIT	DIRE
	Joal	1990	DON	CEREER
	Pilote	1987	DON	PROJET/ITA
Séchoirs solaires avec une structure en bois recouvert d'un film de polyéthylène	Pilote	1986	DON	DOPM
Claie de fumage four chorkor en : - bois rouge *1 - bois SAMBA *2 Four de fumage type parpaing en ciment * avec séparations	Joal (Santhié) *1	1990	SUBVENTION 80 %	PRO-PECHE
	Thiaroye *2	1991	DON	CAMP/DOPM
	Mbao	1987	DON	FAFS/ITA
	Kayar	1984	DON	ITA
	Usine STPH	1989	CREDIT	SONAGA
	Joal * (Santhié)	1990	SUBVENTION 80 %	PRO-PECHE
	Joal	?	DON	PROJET/ITA
	Joal * (Tannes)	1990	ACHAT	TRANSFORMAT
	Guet Ndar	1975	DON	DOPM
	Pointe Sarène	1980	DON	DOPM
Four de fumage type ALTONA en fer, avec tiroirs en fer	Mbaling-Usine STPH	1990	CREDIT	SONAGA
	Joal : Usine SENMER	1990	CREDIT	DIRE
Four de fumage type parpaing, en ciment, surmonté d'une barre de fer avec rails pour le déplacement des claies de fumage en métal superposés	Joal	1987	DON	PROJET ITALIEN

ANNEXE XVIII (suite)
Source : RP/ATEPAS n° 23)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Soleil n° 3537. du 15.01.1999

ANNEXE XVIII (SUITE) :
TRANSFORMATION DE PRODUITS HALIEUTIQUES

Des équipements pour des groupements de femmes

PIKINE -Les groupements des femmes transformatrices de produits halieutiques ,"Pinthiourne" de Pikine ont, reçu hier matin, un important don composé de 20 tables de parage et 90 claies de séchage destinées aux quatre associations de femmes de Pikine, Thiaroye et Mbao. La cérémonie a été présidée par le ministre de la Pêche et des Transports maritimes, Alassane Dialy Ndiaye, en présence des autorités locales, notamment le député Maire de Pikine, Demba Seck, le directeur des pêche, M. Ndiaga Guèye, entre autres.

D'un montant global de 9.700.000 frs cet important équipement entre dans le cadre du programme de la caisse d'encouragement à la pêche et à ses industries annexes (CEPIA). Le site de transformation localise à l'Inspection départementale de l'océanographie et des pêches maritimes accueille quatre associations de femmes des quatre sites que compte le département de Pikine. Il s'agit de "Pinthioum Sénégal" (primé 2e lors de la 8e édition du concours du grand prix du chef de l'Etat pour la promotion de la femme), "Pinthioum Badara Lô", "Pinthioum Mbao" et "Pinthioum Demba". Parmi ces quatre groupements, "Pinthioum Sénégal" est sans doute le plus important sur le plan de la productivité. Le site produit en moyenne 303 tonnes de produits finis pour une valeur commerciale estimée à 127 millions de F.CFA. 39% de la production sont destinés au marché de Dakar, 47% aux régions et 14% exportés vers la sous-région.

Ce qui a amené le ministre Alassane Dialy Ndiaye à rappeler l'importance du secteur de la pêche qui demeure le premier poste des échanges avec 170 milliards environ d'exportations. La pêche est aussi un important secteur générateur d'emplois. "On se rend compte également que la pêche artisanale s'est développée de façon rapide malgré ses difficultés", a noté le ministre de la Pêche et des Transports maritimes, selon qui "tant pour la production que pour la commercialisation, il faut du courage pour réussir dans ce secteur" qui utilise environ 70% de femmes. Autant de raisons indiquées par M. Ndiaye et qui ont amené le gouvernement à élaborer un plan directeur, à moyen et long termes, visant à redynamiser la pêche qui "sera désormais pilotée avec une grande finesse". Sa gestion sera rendue plus rationnelle par la formation de tous les acteurs qui tournent autour. L'amélioration de la surveillance et de la protection des eaux maritimes est désormais un impératif ainsi que l'amélioration du secteur de transformation. C'est dans ce cadre d'ailleurs que s'inscrit cet appui aux femmes transformatrices de "Pinthioum" car les claies et tables que vient de leur offrir M. Alassane Dialy Ndiaye visent à contribuer a l'amélioration des conditions de travail et à accroître leur capacité de production. "Si nous voulons que les gens travaillent dans de bonnes conditions d'hygiène, il faut des infrastructures et des équipements adaptés", a reconnu M. Ndiaye. Partout où il y a des sites de transformation, des infrastructures seront aménagées et bien adaptées aux besoins des femmes transformatrices. "Un milliard tiré des accords de pêche sera consacré au financement des activités de la pêche", a révélé le ministre de la Pêche et des Transports maritimes. Plusieurs doléances ont été soulevées par les différents intervenants. Notamment le problème de la vétusté des embarcations qui est la cause de naufrages et bien d'accidents en haute mer. Il faut donc, de l'avis du député maire de Pikine, Demba Seck, changer les vieilles embarcations faites de tronc d'arbre. Ainsi avec le respect du gilet de sauvetage on arrivera, à son avis, à cerner le danger.

Les porte parole des femmes (Fatou Niang, Ndèye Mbaye, Yaba Diop) ainsi que M.Ablaye Fall, président de la Fédération nationale des GIE de pêche, entre autres, ont souhaité la construction d'un quai de débarquement entièrement équipé à Thiaroye. Un voeum que le ministre de la pêche et des transports maritimes a promis d'examiner et de

Adama MBODJ



Des claies de séchage présentées au ministre.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XIX

Témoin no 69 du Mardi 19 Nov. 1991. p 4

NATION

PROMOTION FEMININE

Ndioro Ndiaye ne veut pas lâcher la bride

Rien ne va plus depuis un certain temps entre la puissante fédération nationale des groupements pour la promotion féminine et son ministère de tutelle. La fédération ne reconnaît plus sa protectrice et un projet de deux milliards risque ainsi d'être mis à l'eau.

PAR AMADOU ABDOUL SAKHO

Invraisemblablement, Mme Ndioro Ndiaye le ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant joue un rôle qui ne devait pas être le sien : destabiliser la fédération nationale des groupements de promotion féminine (Fngpf). Cette fédération, créée en octobre 1987, et qui compte 400.000 membres répartis dans 3.614 groupements installés dans toutes les régions du pays, a été mise sous sa tutelle depuis le dernier remaniement ministériel d'avril 1991.

Manifestement, le ministre ne reconnaît pas le bureau de 49 membres qui dirige la Fngpf depuis quatre ans. Pire, Mme Ndioro Ndiaye semble ne pas tenir compte des statuts qui régissent ses protectrices. Une attitude qui n'est pas sans conséquences. Aujourd'hui la fédération connaît des perturbations qui risquent d'aboutir à son éclatement.

La première accusation portée contre le ministre concerne la violation qui stipule que : *"la présidente est la seule personne habilitée à convoquer les réunions"*. Or, le ministre convoque des réunions sans tenir compte de cette disposition statutaire. La présidente reçoit sa convocation aux réunions en même temps que ses autres camarades. Pour manifester leur désaccord avec cette procédure, elle et sept autres présidentes régionales refusent tout bonnement d'assister aux réunions directement convoquées par Ndioro Ndiaye. Pour contourner le bureau démocratiquement élu, ce sont les services compétents de son ministère installés dans les régions qui prennent directement contact avec les militantes de base.

Un nouveau bureau est en train de prendre forme sous l'impulsion du ministre. Jeudi dernier, les membres du bureau ont eu la surprise d'entendre un communiqué à la radio les appelant en assemblée générale les 21 et 22 novembre. Cette assemblée générale, le bureau de la Fngpf l'avait programmée pour le mois de décembre. Le principal point de son ordre du jour sera l'adoption du projet de révision des statuts. *"Ce que Ndioro Ndiaye veut organiser, ce n'est pas une assemblée générale mais plutôt un meeting"*, estime une présidente régionale.

Le bureau brandit les aspirations politiques de Mme Ndioro Ndiaye pour justifier les confusions que cette dernière a déjà provoquées au sein de leur fédération. *"Son parti désigne désormais ses responsables sur la base de leur représentativité. Elle veut avoir un groupe de pression derrière elle. Imaginez 400.000 femmes acquises à sa cause"* ! Une autre de poursuivre : *"Elle sait que nous* (le bureau), *nous n'acceptons pas le rôle qu'elle veut nous faire jouer. C'est pourquoi elle dresse contre nous des personnes qui lui sont fidèles et dont certaines ne sont même pas membres de droit"*.

Actuellement, un projet de financement portant sur deux milliards que la Bad (banque africaine de développement) avait négocié avec la Fngpf (qui veut se constituer en une véritable Ong) se trouve bloqué à cause du refus de la présidente nationale d'apposer sa signature au bas du document. *"Je n'accepte pas qu'elle m'utilise pour signer des engagements dont elle profite. Elle n'a pas accepté de nous laisser mener nos démarches en tant qu'Ong. Son ministère doit nous encadrer, nous préparer le terrain et nous laisser travailler au lieu de vouloir faire tout à notre place"*.

Ce blocage qui risque fort d'annuler le projet n'est qu'un premier pas dans l'anéantissement des nombreux projets et espoirs nourris par ces bonnes dames pour briser le carcan culturel qui veut qu'elles restent au foyer et attendent ce qu'on leur apporte.

BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XIX suite

Sud Hebdo no 184 - 21 Nov. 1991.

FEDERATION DES GROUPEMENTS FEMININS

La déchirure

Par Daba SARR

Le torchon brûle entre Ndioro Ndiaye et le bureau de la Fédération nationale des groupements de promotion féminine du Sénégal. C'est le moins qu'on puisse dire. A la veille des assemblées générales ordinaire et extraordinaire qui démarrent aujourd'hui au stadium Demba Diop, le bureau national a décidé de ne pas participer à ce que sa présidente Aïssa Diène Guèye appelle «le meeting de Ndioro». Selon Mme Guèye, *«l'assemblée générale ne peut se réunir que sur convocation du bureau national, ou sur demande du ministère de tutelle»*, alors que le ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille n'a jamais fait une telle demande. Elle aurait souverainement décidé, de convoquer *«son assemblée générale»* à la suite d'une réunion à laquelle n'auraient participé que 21 membres sur les 49 que compte le bureau national. Or le 22 octobre, la présidente de la fédération avait tenu une réunion durant laquelle 24 membres sur les 33 présents avaient donné leur accord pour l'adoption d'un nouveau statut qui ferait de la Fédération des groupements une organisation non-gouvernementale (Ong). La date de l'assemblée générale était fixée en décembre au cours de cette réunion.

Aïssa Guèye affirme *«le fond du problème, c'est que Ndioro Ndiaye ne veut pas que la fédération devienne une Ong. Elle veut la garder sous sa tutelle, placer ses protégées un peu partout et avoir une forte emprise sur cette importante organisation»*. Et notre interlocutrice de citer quelques exemples pour corroborer ses assertions. Ainsi, d'après Aïssa G. Diène, pour avoir été malade lors d'une tournée du ministre en 90 à l'accueil, la présidente du groupement de Kolda aurait été *«remerciée»*, le chef du service régional du développement communautaire relevé et affecté au service départemental de Matam. Toujours en 90, lors du renouvellement des instances régionales, le ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant aurait appuyé une certaine Ndèye Guèye contre la présidente de Kaolack qui se trouve être également celle de la Fédération nationale, en l'occurence Aïssatou Guèye.

Pour ce qui est de la future présidence de la fédération, les faveurs du ministre iraient à Mme Aminata Mbodj, présidente régionale de la fédération à Saint-Louis, responsable politique à Dagana, proche du Premier ministre.

Interrogée sur ce conflit entre son ministère et le bureau fédéral, Mme Ndioro Ndiaye affirme que c'est à la suite d'une réunion que la majorité des membres du bureau a demandé la tenue de l'assemblée générale de la fédération pour le renouvellement des instances. Selon Mme Ndioro Ndiaye *«quelques membres du bureau ne bénéficient plus de la confiance de la base»*. Si l'on en croit le ministre, il y aurait beaucoup de problèmes d'argent et de gestion au sein du bureau national.

Pour l'adhésion à la fédération chaque groupement doit verser 22 000 F Cfa. Or, il y aurait eu des adhésions massives, sans que les trésorières régionales n'en fussent informées. *«Tout se passe entre la présidente de la fédération et la trésorière nationale, et maintenant la base demande des éclaircissements et veut disposer de son argent»*, souligne Mme Ndioro Ndiaye. Sur la question du soutien qu'elle apporterait à Aminata Mbodj pour la faire élire, Mme Ndioro Ndiaye est catégorique *«je ne soutiens personne, je n'élis pas, le premier ministre non plus»*. Contrairement aux accusations du bureau national, le ministre exprime son désir de voir la fédération des groupements devenir une Ong. *«J'ai moi-même proposé que cette fédération soit autonome»*. N'y a-t-il pas un risque d'éclatement de la fédération ? Non, rassure Mme Ndioro Ndiaye *«la majorité tiendra l'assemblée générale et procédera au renouvellement du bureau national»*. Aïssa D. Guèye est d'un tout autre avis et souligne que pour obtenir la participation de *«la prétendue majorité»*, le ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille aurait employé des méthodes *«très inélégantes»*. D'abord ce ne serait pas les présidentes régionales ou autres qui auraient convoqué les participantes, mais les chefs de service. Ensuite, Ndioro Ndiaye aurait promis aux participantes un financement de leurs projets dans les meilleurs délais, la radiation de la fédération des groupements qui ne participeraient pas. Enfin, toujours selon Aïssa D. Guèye, le ministre aurait distribué des tonnes de riz, de mil et de l'argent pour convaincre les femmes des groupements de participer à l'assemblée générale.

Sur ces derniers points, le directeur de cabinet du ministre et M. Mamadou Guèye nous a certifié que ces accusations étaient fausses, sans fondement aucun.

Quoi qu'il en soit, l'assemblée générale dont l'ouverture est prévue aujourd'hui éclaira notre lanterne (nous l'espérons). Nous y reviendrons dans notre prochaine édition. ■

ANNEXE XIX suite

Sud Hebdo n° 185 du 28 Nov. 1991,

GROUPEMENT DE PROMOTION FEMININE

Les jeux étaient-ils déjà faits ?

Malgré les querelles de tendances et les risques d'éclatement, une partie de la Fédération nationale des groupements de promotion féminine du Sénégal a tenu son assemblée générale les 21 et 22 novembre derniers au stadium Marius Ndiaye. Salle comble, beaucoup de folklore, beaucoup de chants laudatifs à l'endroit des politiques, ces assises avaient plutôt l'allure d'un meeting du Parti socialiste. Après deux jours de travaux, le renouvellement du bureau fédéral a été effectué par les 180 membres du bureau exécutif. Aminata Mbodj, présidente régionale de Saint-Louis, ancienne secrétaire générale du bureau national a été élue par 128 voix contre 16 pour Alimatou Souaré de Ziguinchor. En fait, il n'y a eu aucune surprise à ce niveau, celle que ses adversaires présentaient comme «*la candidate de Mme Ndioro Ndiaye*» a accédé au poste de présidente sans aucun écueil. Durant les deux jours d'assemblée générale, c'était elle qui dirigeait les travaux, chaque fois que son nom était annoncé, elle allait faire son speech sous un tonnerre d'applaudissements, et dans la salle Marius Ndiaye, il y avait quelque chose dans l'air qui indiquait que ce serait elle, et personne d'autre, la future présidente de la fédération des groupements féminins du Sénégal. Pourtant si l'on en croit, l'autre tendance, la candidature et l'élection de Aminata Mbodj sont scandaleuses, ne serait-ce que parce que la région de Saint-Louis n'a jamais versé un franc de droit d'adhésion au compte de la fédération, ouvert à la Caisse nationale de crédit agricole (Cncas) à Dakar. Il semblerait même que dix jours avant l'Assemblée générale, Mme Mbodj aurait essayé de se rattraper et aurait versé 2 940 000 F Cfa au compte de la fédération, et que la présidente et la trésorière lui auraient retourné cet argent.

Si l'élection de la présidente n'a posé aucune difficulté, en revanche celle du reste du bureau ne s'est effectuée qu'après de longs conciliabules pour cause de clivages Nord/Sud, mais aussi parce que les régions de Saint-Louis et de Louga s'étaient taillées une part de lion dans le bureau fédéral. Après de longues concertations, jusque vers 22H, des modifications ont eu lieu et le nouveau bureau adopté.

Durant les deux jours d'assemblée générale, 243 nouveaux groupements ont adhéré à la fédération et leurs représentantes étaient à Marius Ndiaye.

Juste après son élection, la nouvelle présidente s'est exprimée en ces termes face à la presse : «*Nous sommes uniquement motivées par le travail et nous comptons œuvrer pour l'unité et l'entente au sein de notre fédération*».

Cette fédération qui a adopté son nouveau statut d'Ong, aura certainement les coudées plus franches pour traiter notamment avec les bailleurs de fonds qui financent en majorité ses projets. Selon Aminata Mbodj, le grand souhait de la fédération, représentée dans divers cercles de décisions, c'est d'être aussi présente au Conseil économique et social..

De cette assemblée générale, la nouvelle présidente de la fédération et d'autres présidentes régionales, ont dit qu'elle n'a jamais été convoquée par le ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. «*C'est sur notre propre initiative que les dates ont été fixées*», ont-elles affirmé.

Samedi 23 novembre, le lendemain de la clôture de l'assemblée générale des unes, les autres membres de la fédération tenaient une conférence de presse au 14, rue Victor Hugo. Pour dénoncer «*l'irrégularité de la tenue de la soit-disante assemblée générale de la Fédération*» et réaffirmer leur intention d'en tenir une «*légale*», selon Aïssa Diène Guèye au mois de décembre.

«*Nous ne nous laisserons pas faire*», disent-elles en somme.

Des dix présidentes régionales, qui était présente à Marius Ndiaye, qui ne l'était pas ? La question mérite d'être posée. Alors qu'à Marius Ndiaye, huit présidentes régionales ou supposées telles assistaient aux travaux, au 14, rue Victor Hugo, cinq femmes nous ont aussi été présentées comme présidentes régionales. Il s'agissait de celles de Ziguinchor, Fatick, Kaolack, Louga et Diourbel.

Et toutes les cinq affirment que les groupements qu'elles représentent n'ont pas assisté à l'assemblée générale.

«*Relever le défi de la division et tenter le pari possible de l'unité*», dixit Ndioro Ndiaye. Seulement au vu de la détermination des deux tendances, qui chacune a décidé d'aller jusqu'au bout de ses convictions, la tâche ne sera pas aisée.

Daba SARR

Sud He

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XX : STATUT DU GRAND PRIX DU CHEF DE L'ETAT POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

Préambule : Dans le cadre de la politique de promotion de la femme, de la revalorisation des activités et de la créativité féminine, il est créé un prix dénommé « Grand Prix du Président de la République pour la Promotion de la Femme » destiné à récompenser le groupement ou l'association de femmes qui se sera distingué dans un domaine d'activité économique et social de la Nation.

Ce prix attribué par le Président de la République est la marque de tout l'intérêt qu'il accorde à l'intégration de la Femme au processus de développement, convaincu qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir de développement sans la femme.

Chapitre I

Article 1 : Le Ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille est maître d'œuvre de la préparation et de l'organisation du concours à l'issue duquel le prix qui porte chaque année sur un thème bien défini est attribué.

Article 2 : Le concours est ouvert à tous les groupements ou associations de femmes exerçant leurs activités sur le territoire national.

Article 3 : Le Grand Prix du Président de la République pour la Promotion de la Femme est constitué :
- d'une récompense d'un montant de CINQ MILLIONS (5 000 000 F CFA)
- d'un billet et devises pour pèlerinage à la Mecque ou à Rome offert par Madame Elisabeth DIOUF
- d'un diplôme ou certificat de mérite

Chapitre II – LE JURY

Article 4 : Le Jury du concours du « Grand Prix du Président de la République pour la Promotion de la Femme » est présidé par Madame le Ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et comprend :
- un représentant de la Présidence de la République
- un représentant de la Primature
- un représentant des autres Ministères concernés par le thème choisi
- un représentant du Conseil Economique et Social
- la représentante de la Fédération nationale des Groupements féminins du Sénégal
- la présidente de la Fédération nationale des Associations féminines du Sénégal

Article 5 : Le Jury est l'organe de décision du concours du « Grand Prix du Président de la République pour la Promotion de la Femme ». Il est le seul compétent pour la sélection du lauréat. Il délibère valablement lorsqu'au moins les deux tiers des membres sont présents. Il prend ses décisions à la majorité simple des membres présents et statue sur toutes les mesures concernant le fonctionnement du Grand Prix.

Chapitre III – FONCTIONNEMENT

Article 6 : Le concours se déroule en deux phases :
- une première sélection au niveau régional
- une seconde au niveau national.

La sélection au niveau régional est, elle-même, subdivisée en petites présélections qui partiront de la Communauté rurale au Département en passant par l'Arrondissement et la Commune. La sélection au niveau régional se fait par un jury présidé par le gouverneur entouré des membres du Comité Régional de Développement : elle s'opèrera au mois de novembre de chaque année. La sélection au niveau national se fera au mois de février et l'attribution du Prix au mois de mars pendant la Quinzaine nationale de la Femme.

Article 7 : Les dossiers de candidature comprendront :
- une note de présentation du candidat
- le rapport d'évaluation des activités du candidat
- le procès-verbal de délibération du jury régional présidé par le gouverneur de région

COLLECTION - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XX (suite)

Article 8 : Les dossiers de candidature du « Grand Prix du Président de la République pour la Promotion de la Femme » sont déposés au Ministère de la Femme, de l'enfant et de la Famille au plus tard le 15 décembre de chaque année.

Chapitre IV – SELECTION DU LAUREAT

Article 9 : Le lauréat du Grand Prix est choisi parmi les dix (10) candidats issus des sélections régionales. Les critères de choix sont définis en fonction de l'activité considérée annuellement et portent essentiellement au regard de l'importance de l'activité économique nationale sur :

- la performance qui associe la qualité et la quantité,
- l'efficacité en fonction du temps et du délai mis pour effectuer l'activité,
- la technicité qui révèle la capacité d'adaptation et l'utilisation des techniques nouvelles ou traditionnelles dans la production,
- la productivité qui lie la performance au temps,
- le rendement qui fait le parallèle entre l'investissement et les ressources générées en une année,
- la compétitivité qui stimule la création et l'émulation.

Chaque critère fera l'objet d'une notation affectée d'un coefficient de pondération.

Article 10 : Les 10 (dix) candidats du Grand Prix feront l'objet d'une notation et d'un classement par les membres du jury.

Chapitre V – MODIFICATION

Article 11 : Tout Membre du jury peut soumettre des propositions d'amendement au présent statut.
Ces propositions d'amendements ne deviendront effectives qu'après leur adoption à la majorité des deux tiers des membres du jury et leur approbation par le Ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

Chapitre VI – DISPOSITION FINALE

Article 12 : Le présent statut est approuvé par le Ministre de la Femme, de l'enfant et de la Famille.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XX suite

«Vous transformez les adversités en opportunités»

Soleil no 7742 21 Mars 1996 p. 4

Voici le texte du discours prononcé hier par le chef de l'Etat à l'occasion de la remise du Grand Prix du président de la République pour la promotion de la femme.

Comme vous le savez, c'est toujours pour moi un grand plaisir de me retrouver parmi vous pour décerner le Grand Prix du président de la République pour la promotion de la femme, au Groupement féminin qui s'est le plus distingué au cours de l'année écoulée.

Cette distinction demeure un hommage de la nation à l'endroit des femmes qui démontrent chaque jour davantage leur capacité à transformer les adversités en opportunités, à force de générosité, de persévérance et de savoir-faire.

Depuis l'institution du Grand Prix du président de la République pour la promotion de la femme en 1990, les groupements féminins, dans le cadre d'une saine émulation, font preuve d'une grande créativité.

Ils ne cessent de nous surprendre par le dynamisme et l'esprit d'initiative dont ils font montre dans la conduite de leurs activités économiques.

Aujourd'hui et pour la deuxième fois, la région de Ziguinchor est primée à travers les œuvres de l'Union régionale des Groupements d'intérêt économique des femmes transformatrices des produits halieutiques «Santa Yalla» de Ziguinchor, spécialisée aussi dans la production, la transformation et la conservation des céréales, des fruits et légumes. Je voudrais leur présenter toutes mes félicitations, ainsi qu'au groupement classé deuxième : l'Union des Associations féminines de Kandala de Kébémer.

Au demeurant, à travers leur exemple, c'est l'ensemble des groupements et associations des femmes du pays qui doivent se sentir honorés. C'est l'occasion pour moi de me réjouir, à nouveau, de leur implication dans le développement économique et social de notre pays. Je le fais d'autant plus vivement que les femmes ont toujours joué un rôle central dans notre société.

Madame le Ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille,

Je suis heureux de constater que la dynamique de promotion féminine au Sénégal, dont les bases ont été jetées depuis l'indépendance avec l'animation rurale, se renforce et s'approfondit.

Potentiel entreprenarial

En effet, après la révolution opérée avec l'avènement des équipements d'allègement des travaux de la femme, particulièrement en milieu rural, notre politique de promotion féminine a connu des progrès significatifs en plaçant au centre de sa stratégie, le renforcement du pouvoir économique des femmes.

A ce titre, le choix du thème de cette année «Artisanat et Entreprenariat féminin» est on ne peut plus significatif.

Comme vous le savez, à côté de l'agriculture et du secteur informel, l'artisanat constitue un secteur dans lequel les femmes affirment tout leur potentiel entreprenarial, en développant des activités avec maîtrise et compétence.

L'importance de ces différentes activités n'est plus à démontrer : elles ont une finalité à la fois économique et sociale et participent de manière non négligeable à la satisfaction des besoins fondamentaux des populations.

De plus, leur contribution à la création d'emplois, voire à la constitution d'un tissu économique capable de soutenir une dynamique de développement endogène, est remarquable à tout point de vue.

Ainsi, le poids de l'artisanat dans notre économie représente environ 80.000 entreprises et plus de 400.000 personnes actives occupées. On comprend dès lors, l'intérêt que mérite ce secteur et que le gouvernement lui accorde.

De ce point de vue, la création des chambres de métiers, outre qu'elle offre des espaces de concertation, traduit notre volonté d'asseoir les bases d'une responsabilisation plus poussée des artisans dans la définition et la mise en œuvre de la politique de l'artisanat et, au-delà, d'assurer la promotion continue du secteur. Les femmes sont loin d'être oubliées.

Mais dans l'artisanat, comme dans tous les autres domaines, il nous faut avoir un regard plus attentif sur leur place, évaluer leur contribution et prendre les mesures qui répondent à leurs situations spécifiques.

Comme par le passé, le gouvernement poursuivra les efforts qu'il a engagés en vue d'améliorer l'environnement social et économique, permettant à tous les acteurs d'y trouver les moyens de leur épanouissement. A cet égard, favoriser l'éclosion des initiatives et du potentiel des femmes, leur assurer l'encadrement technique et la formation nécessaire, renforcer les mécanismes de financement et les structures d'organisation des femmes entrepreneurs me paraissent des tâches prioritaires.

Aucune de ces tâches n'est facile ni sans coût ; chacune requiert une expertise certaine et un esprit novateur. Toutes exigent des approches et un traitement plus intégrés: C'est pourquoi j'invite le ministre du Commerce, de l'Artisanat et de l'Industrialisation, à se joindre à vous, Madame le Ministre, pour examiner les voies et moyens permettant d'élaborer des programmes d'industrialisation rurale valorisant le potentiel et les ressources des femmes.

D'ores et déjà, il convient d'exploiter les résultats de recherche de l'Institut de Technologie alimentaire (ITA) et de l'Institut sénégalais de Recherche agricole (ISRA), dans le sens du renforcement des capacités techniques et technologiques des femmes et de l'amélioration du système de transformation des produits agricoles et halieutiques.

Activités productives

S'agissant de la mobilisation des ressources financières nécessaires à l'investissement, l'accent devra être mis sur la mise en place de mécanismes de crédit plus souples et mieux adaptés, de sorte à créer une synergie entre les institutions de financement et les entreprises des femmes.

De même, la domiciliation d'une ligne de crédit au Fonds de Promotion économique (FPE) destinée à donner un nouveau souffle aux activités de l'artisanat, grâce aux concours de la Banque ouest-africaine de Développement (BOAD), constitue une opportunité à saisir.

La réalisation de ces actions conjuguées à la mise en œuvre de programmes de formation pertinents, contribuera sans nul doute à créer les conditions d'émergence d'entreprises de femmes capables de faire face aux nouveaux horizons qui s'offrent à elles.

Madame le Ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille,

Je sais que l'action de votre département s'inscrit dans la perspective d'améliorer le rôle et la participaton des femmes dans le secteur privé.

C'est dans cette optique que les projets placés sous votre autorité sont exécutés. Les actions qu'ils développent dans le domaine de l'épargne, du crédit et de la formation soutiennent les activités productives des femmes et renforcent leurs capacités managériales. Je voudrais vous féliciter et vous encourager.

Par ailleurs, vous savez bien que je suis attaché à la création d'une Agence pour les Femmes qui me paraît être l'instrument approprié pour optimiser les ressources en direction des femmes entrepreneurs.

Cependant, quelles que soient les mesures et la volonté politique, rien ne saura remplacer l'esprit entrepreneur qui est à la base de la réussite de tout projet, et l'audace qui en est la marque.

Je ne saurai terminer mon propos sans remercier nos partenaires au développement pour l'appui constant qu'ils apportent à la réalisation de nos programmes en direction des femmes, ni évoquer, encore une fois, la brillante participation de la délégation sénégalaise à la dernière Conférence mondiale des femmes tenue à Beijing au mois de septembre 1995.

Je profite de cette occasion pour vous réaffirmer toute ma satisfaction pour le rôle que notre pays a joué au cours de cette Conférence, et l'engagement du gouvernement tout entier pour le suivi de ses recommandations.

Je suis persuadé que le deuxième Plan d'Action nationale de la Femme dont vous pilotez la préparation avec compétence saura répondre aux aspirations profondes des femmes sénégalaises.

C'est dans cet espoir que je renouvelle mes chaleureuses félicitations aux groupements lauréats et adresse mes encouragements à tous les autres. Bien entendu, je ne terminerai pas sans vous féliciter au nom de Mme Elisabeth Diouf pour l'honneur que vous lui avez fait en lui décernant cette décoration prestigieuse. Comme toujours, elle tachera d'en être digne et je la soutiendrai de toutes mes forces.

Je vous remercie de votre attention.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XX suite Soleil mo

8047 28.3.199

«L'objectif de saine émulation largement atteint»

Voici le texte du discours prononcé par le chef de l'Etat à l'occasion de la remise du Grand Prix.

Nous voici une fois de plus réunis pour procéder à la remise du Grand Prix du président de la République pour la Promotion de la Femme au groupement féminin qui s'est montré le plus méritant au cours de l'année écoulée.

Cette cérémonie tant attendue par toutes les femmes sénégalaises est devenue de nos jours un événement majeur dans la vie de la nation dans la mesure où elle consacre, à chaque fois, les fruits d'un travail exemplaire réalisé au prix d'efforts soutenus pendant plusieurs années.

Elle constitue également un repère, un moment privilégié de communication et d'évaluation du chemin que nous avons parcouru ensemble dans notre combat commun pour le respect de la dignité de la femme et, mieux encore, pour sa promotion.

Pour ma part, ces retrouvailles m'offrent toujours l'agréable occasion de réaffirmer la nécessité d'inscrire dans la dynamique de réalisation de nos objectifs de croissance économique, le culte de l'excellence admirablement incarné par les femmes, gardiennes des plus belles valeurs de notre société.

Et, de fait, la richesse des domaines investis et la diversité des groupements primés depuis 1990 démontrent, s'il en était encore besoin, que l'objectif de saine émulation au sein du mouvement associatif féminin que j'avais assigné au Grand Prix est aujourd'hui largement atteint.

Les mutations économiques et sociales, qui ont marqué notre pays ces dernières années, ont créé chez la femme sénégalaise un choc psychologique favorable à l'affirmation de son génie créateur et à sa plus grande implication dans le processus de développement.

C'est la raison pour laquelle, il me plaît aujourd'hui de rendre un hommage mérité au groupement d'intérêt économique *«GIE Mantoulaye Guène»* de Kayar qui, sous la direction de Mme Ndoumbé Seck, s'est particulièrement distingué dans les activités de pêche, secteur par excellence porteur de croissance.

Madame la présidente,

Madame le ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a rendu un vibrant hommage posthume à votre marraine *«Mme Mantoulaye Guène»*, ancien parlementaire et ancien ministre. Il s'agit là d'un hommage mérité. En effet Mantoulaye Guène a incarné, dans la vie politique au Sénégal, les vertus de bravoure, de détermination et d'engagement dans la lutte pour un développement social véritable et pour la promotion de la femme. C'est dire que, pour qui a connu, comme moi, la capacité de dépassement, la rigueur et la générosité de votre marraine dont vous avez fait votre modèle, la consécration de votre groupement ne saurait être une surprise.

Vous me permettrez donc de vous adresser, ainsi qu'aux membres dudit groupement, mes félicitations les plus chaleureuses pour les performances réalisées et que Madame le ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille vient de décrire avec éloquence. Je voudrais également exprimer mes encouragements à tous les autres groupements qui ont eu à participer à cette compétition avec beaucoup de mérite et gagner les autres prix et accessits. Quant à ceux qui n'ont pas été primés cette fois-ci, je leur dis qu'à force de persévérer, on récolte les fruits de l'effort.

Mesdames, Messieurs,

Le thème retenu cette année, *«Femme dans la Pêche et l'Elevage»*, revêt une double signification.

Comme vous le savez, la situation économique de notre pays est aujourd'hui caractérisée par des résultats encourageants tels que la croissance du produit intérieur brut, la réduction du déficit budgétaire, l'augmentation du volume des investissements, le relèvement du niveau de l'épargne nationale, la maîtrise de l'inflation et l'assainissement des finances publiques. Cependant, il importe de consolider ces acquis par l'amélioration de la compétitivité des produits sénégalais à l'extérieur et l'aménagement, pour les investisseurs nationaux et étrangers, d'un espace attractif au regard des conventions de l'UEMOA et de l'OMC.

C'est dans ce cadre que j'invite les femmes à continuer à se battre pour occuper la place qui leur revient dans le marché qui se profile à l'horizon et, ainsi, tirer le maximum de profit de l'intégration économique de nos Etats.

Les résultats déjà obtenus par les femmes dans l'élevage et la pêche justifient le grand espoir que j'ai de les voir réaliser cet objectif et relever, à leur niveau, le défi de l'intégration.

Par ailleurs, le développement de l'embouche bovine et ovine, la commercialisation des sous-produits de l'élevage et la transformation des produits halieutiques sont des activités dans lesquelles les femmes ont prouvé leur dynamisme et leurs aptitudes à réussir dans le domaine économique.

Ces activités sont d'autant plus importantes qu'elles participent, de manière significative, à l'atteinte de notre objectif d'autosuffisance alimentaire.

La valorisation des potentialités de l'élevage, qui contribue à hauteur de 8 % à la formation du PIB, et de la pêche, qui se place en première ligne de notre économie en termes de recettes d'exportation, devrait faciliter l'enclenchement d'un processus d'entraînement dynamique du reste de l'économie et permettre ainsi à notre pays d'occuper une bonne place sur le marché mondial.

Dès lors, l'amélioration de la productivité des initiatives des femmes dans ces secteurs demeure un impératif.

A ce propos, la création d'un dispositif souple d'appui, le développement de circuits d'approvisionnement et de distribution, la facilitation de l'accès aux moyens de production et aux infrastructures de stockage de même que l'ouverture d'une ligne de crédit adaptée et la mise en œuvre de programmes de formation, me paraissent être des priorités si nous voulons mobiliser tout le potentiel productif des femmes dans le secteur primaire en général et en particulier dans les sous-secteurs de l'élevage et de la pêche.

C'est dans cette perspective que le gouvernement a pris d'importantes mesures sur le plan institutionnel en vue de créer les conditions d'une croissance économique saine et durable. Je puis vous assurer également que l'Etat s'emploiera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour favoriser, soutenir et accompagner l'éclosion des initiatives privées afin d'asseoir les bases d'une responsabilisation plus poussée des acteurs économiques.

C'est pourquoi, j'ai salué la décision du Comité de la Femme de consacrer la Quinzaine nationale de la Femme au thème *«Place et Rôle de la Femme dans la Régionalisation»*.

En effet, thème ne pouvait être plus pertinent, compte tenu non seulement des enjeux politiques de participation aux pouvoirs décisionnels des collectivités locales décentralisées, mais aussi et surtout du rôle moteur et central que les femmes doivent jouer dans le développement économique, social et culturel de leurs localités.

Madame le ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille,

Deux ans après la tenue de la Conférence mondiale des Femmes à Beijing, notre pays s'est résolument engagé à mettre en œuvre les recommandations qui ont sanctionné cette rencontre. C'est grâce à un tel engagement que nous avons pu, entre autres, élaborer, dans les délais requis, un deuxième Plan d'Action national de la Femme qui couvre la période 1997-2001. Outre qu'il prend en charge toutes les préoccupations des femmes, ce document constitue un cadre stratégique global et consensuel pouvant permettre d'orienter, de manière coordonnée, la planification et la réalisation des actions de promotion féminine.

A cet égard, j'ai demandé à M. le Premier ministre de convoquer, dans les toutes prochaines semaines, un Conseil interministériel, en vue d'étudier les conditions de mise en œuvre de cet important document.

De même, je voudrais saisir cette occasion pour lancer un appel solennel à tous nos partenaires au développement pour leur demander de coordonner leurs actions pour pouvoir appuyer, de manière encore plus efficace, la poursuite des objectifs contenus dans le Plan d'Action dont je suivrai personnellement l'application.

Je voudrais surtout profiter de cette opportunité pour leur adresser mes plus sincères remerciements pour l'appui et le concours qu'ils ne cessent d'apporter aux femmes et à l'œuvre de développement économique et social de notre pays.

Je vous remercie de votre aimable attention.



Mme Elisabeth Diouf remettant une distinction à la présidente du groupement «Santa Yalla» de Ziguinchor.

ACTIVITES DE LA BASE

ANNIVERSAIRE

L'UR SANTA YALLA fête ses dix ans

Ziguinchor abrite, les 22 et 23 juillet prochain, les manifestations commémoratives du 10ème anniversaire de l'UR SANTA YALLA. C'est en effet, le 23 juillet 1991, qu'à été mise en place une confédération de GIE dénommée **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** avec 19 GIE pour un effectif de 182 femmes. Aujourd'hui, cette organisation compte 30 GIE regroupant 400 femmes.

Elle émane du projet de pêche artisanale dans la région de Ziguinchor (PAMEZ) ayant pour objectif de . En 1998, le comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) a commencé à appuyer les activités de transformation et de commercialisation des femmes. L'organisation a été constituée afin de pérenniser les acquis obtenus avec le PAMEZ.

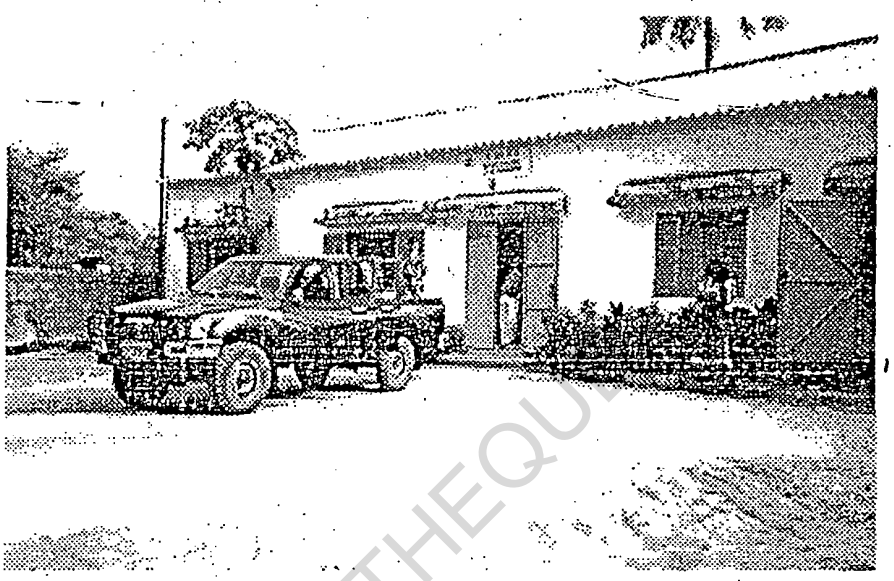
Deux ans après sa création, l'UR Santa Yalla a établi un projet de développement et de consolidation des activités des femmes dans la transformation et la commercialisation des produits halieutiques. Le CCFD, son partenaire privilégié, dans la réalisation du programme triennal de l'UR Santa Yalla, a apporté un appui financier estimé à prés de 192 millions de FCFA.

En terme d'investissements, l'accent a été mis sur les infrastructures de production à savoir un bâtiment comprenant un magasin, deux bureaux et des toilettes, un centre d'accueil d'une capacité de 12 lits, un petit bâtiment servant de magasin et de cuisine, un car urbain de 35 places en service à Ziguinchor, une camionnette frigorifique de 2,5 tonnes, deux pirogues motorisées de 17 mètres pour la pêche à l'ethmalose (cobo), une gestion comptable informatisée depuis 1997 et du matériel audio pour la formation et l'information.

En matière de formation, il s'agit de renforcer les capacités des femmes de l'union et de former des jeunes scolarisés dans le secteur de la transformation.

La valorisation des produits est un autre axe d'intervention qui consiste à assurer la maîtrise des technologies et la diversification, veiller au bon usage des insecticides, améliorer les claies de séchage et les fours de fumage, mettre en place au siège un entrepôt pour la vente des produits en demi — gros, dans de bonnes conditions.

Un crédit revolving a été mis en place grâce à un appui des partenaires qui, au départ, ont accordé à l'URSY une subvention de 6 millions de FCFA.



Le siège de l'Union régionale Santa Yalla à Ziguinchor

L'URSY qui a pu rembourser en 1997 à 100% un crédit de 10 millions de la CNCAS a acquis la confiance de cette institution.

En 2001, un crédit de 15 millions provenant des accords de pêche a servi à l'achat d'une camionnette frigorifique et à compléter le financement des fonds de roulement des femmes.

Membre de la fénagie/pêche, l'URSY a pu accéder à sa ligne de crédit, sur deux années consécutives soit 10 500 000FCFA.

Afin de valoriser son expérience en matière de micro fiance, le GEC Santa yalla a été mis en place pour le petit commerce, la cueillette et la vente de produits agricoles.

Un projet de création d'une mutuelle d'épargne et de crédit pour les femmes de la région de Ziguinchor a été mis en place avec l'appui de la Fondation Africaine pour le Développement (FDA).

Un programme ambitieux est en gestation dans les domaines des investissements productifs de la formation des membres, du renforcement de la micro — finance et de l'amélioration des conditions financières. Il est appuyé par le CCFD, la fondation Jean II pour le Sahel, le Ministère Français des Affaires Etrangères, la municipalité de Ziguinchor, la FDA, le CARITAS Diocésaine de Ziguinchor et la Fénagie/pêche.

PROGRAMME

DIMANCHE 22 JUILLET 2001

9 h 00 cérémonie d'ouverture au siège de la MAIRIE de Ziguinchor

11 h 00 exposition sur la décennie d'activités

13 h 00 pause déjeuner

15 h séance de lutte tradition des femmes de casa et du blouf au stade Pédro GOMIS.

18 h 00 soirée folklorique au stade Pédro GOMIS

LUNDI 23 JUILLET 2001

10 h 00 mairie de Ziguinchor conférence sur le thème rôle de la femme dans le développement socioéconomique en Casamance à partir des années 1990.
Introduction par le Chef de service régional des pêches de Ziguinchor.

13 h 00 pause déjeuner

15 h 00 portes ouvertes au Jardin de NEMA

17 h 00 remise de décoration

18 h 00 cérémonie de clôture

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ACTIVITES DE LA BASE

AMY DIABANG : PREMIERE PRESIDENTE DE L'U R SANTA YALLA

Je remercie les Partenaires de l' UR Santa Yalla

Avant de parler de U R Santa - Yalla, je dois rappeler que j'ai commencé mes activités de dirigeante avec l'encadrement du projet PAMEZ où j'ai eu trois mandants électifs et une décoration.

Depuis 1987 je suis la présidente du G I E Djinabantang de Kafountine et en 1990 je faisais partie des membres élus du bureau national de la FENAGIE — PECHE toujours en 1990 j'étais élue deuxième vice-présidente de l'A G P (organisation initiée et appuyée par le projet P A M E Z) ; je dois aussi souligner qu'un des objectifs du projet était de former et d'insérer les jeunes de la Casamance à la pêche artisanale et dans son exécution, mettre en place un volet transformation appuyé par une O N G française : CCFD .

En 1991 j'ai été décorée à l'ordre national du mérite.

Il faut reconnaître que ces différentes fonctions m'ont permis d'acquérir une certaine expérience dans le fonctionnement d'une organisation d'une part et d'autre part d'avoir une autre vision sur le rôle de la femme dans le développement économique de notre pays.

Après la création de l' A G P en 1990, nous avions reçu une mission du C C F D en la personne de monsieur James SMITH qui nous invitait à réfléchir sur la pérennisations de nos acquis avec le PAMEZ ce qui a motivé de la création des organisation départementales des femmes transformatrices à savoir : le FOGNY — DIABANCOUNDA qui regroupait les G I E des femmes du département de Bignona et JIRINGHOULO pour le département d' Oussouye



Le 23 juillet 1991 nous avons mis en place l'organisation confédérales des femmes transformatrices avec 19 G I E pour 182 femmes dénommée U R Santa — Yalla ce vocable ouolof a fait par fois des surprises pour certains casaçais mais j'avoue qu'il a été choisi démocratiquement à Cap Skiring

En prenant en compte certaines dans le fonctionnement de ces structures nous avions jugé utile de reformuler leur répartition dans l'espace. Ainsi quatre zones ont été définies à savoir :

- Le FOGNY DIABANCOUNDA dans l'arrondissement de Diouloù
- Le BLUFF dans celui de Tendouck
- Le JIRINGHOULO pour Elinkine et Diogué
- JISOF LITT dans la commune de Ziguinchor.

Par rapport aux réalisations pendant mon mandat, j'avoue que je rends grâce à Dieu comme le vocable de notre organisation mais avant d'en citer, je voudrais remercier très sincèrement des organismes tels que ACDI, Union Européenne, A F D, la CARITAS de Ziguinchor, ASACASE, La fondation de Jean Paul II, pour leurs contributions aux différentes réalisations que U R Santa — Yalla a pu comptabiliser dans son actif à savoir :

- Centre d'accueil et de formation qui abrite le siége.
- Logistique de transport pour assurer le fonctionnement de l'Union.
- La formation de ses membres en technologie et gestion
- Le financement des campagnes des femmes membres

Pour conclure, je voudrai féliciter et encourager tous mes collaborateurs et souhaiter plein succès à l'équipe de madame Badji deuxième présidente de U R Santa - Yalla

ADAMA BADJI : PRESIDENTE DE L'U R SANTA-YALLA

Consolider les acquis

Forte de ses 46 ans, Madame Adama Badji est l'actuelle président de l'union régionale Santa Yalla de Ziguinchor.

Cette fonction qu'elle occupe depuis 1999 ne l'empêche pas d'exercer la profession de commerçante de produits halieutiques transformés qu'elle pratique quotidiennement.



A l'occasion de la célébration du 10 anniversaire de la structure ,elle dégage ici le sens de l'événement et dresse un bilan après une décennie d'activités.

EN QUELLE ANNEE AVEZ -VOUS ADHERE A L'UR SANTA YALLA ET QUELLES SONT LES DIFFERENTES FONCTIONS QUE VOUS AVEZ OCCUPEES AU SEIN DE L'ORGANISATION?

J'ai adhéré à l'UR Santa Yalla depuis sa création en 1991, donc je suis membre fondateur.

Lors de mon adhésion j'étais membre simple, deux ans plus tard ,je suis devenue présidente de mon «G.I.E BOCK LIGUEY» , en 1994 présidente du comité de crédit et deux ans plus tard secrétaire générale de l'union .A partir de 1999 je suis présidente de l'UR Santa Yalla.

QUEL BILAN TIREZ -VOUS APRES 10 ANS D'EXISTENCE DU MOUVEMENT : LES ACQUIS ET LES INSUFFISANCES ?

Après 10 ans, je peux dire que L'UR SANTA YALLA a fait du chemin même s'il reste beaucoup de choses à faire .Nous avons compris que l'aide des partenaires diminue progressivement et qu'il nous faut trouver les moyens de participer à la prise en charge de nos besoins.

C'est dans cette perspective que L'UR SANTA YALLA a par exemple acheté un car de transport en commun et un camion frigo.

Nous disposons aussi d'un centre d'accueil dans lequel nous avons ouvert une boutique pour vendre des produits alimentaires.

Un comité de commercialisation a été mis sur pied pour générer des ressources financières aux membres et à l'union. En matière de crédit L'UR SANTA YALLA a une grande expérience et sa politique de crédit lui assure un remboursement de 100%. La solidarité entre les membres est édifiante puisqu'elles s'entraident avec la mise en place des tontines .D'autre part en tant que membres de la fenagie pêche, nos GIE ont eu à bénéficier de deux lignes de crédit cumulées de 15 millions en deux ans, pour 2001 nous avons bénéficiés d'un appui en claies de séchage ,fours, bacs et magasins de stockage provenant de la fenagie pêche.

Pour ce qui est des insuffisances , nous considérons quelles sont timides et auraient pu être plus agressives dans un contexte de concurrence dans les affaires .

QUEL SENS ACCORDEZ VOUS A LA CELEBRATION DU 10 ANNIVERSAIRE DE L'UNION?

La célébration du 10 anniversaire est très importante pour moi et pour tous les autres membres car elle va permettre à L'UR SANTA YALLA de mieux se faire connaître, de montrer la bravoure et la ténacité des femmes malgré les problèmes de notre région, de voir les réalisations qui ont été faites et enfin prouver que les femmes participent au développement économique de la région. Ce sera aussi l'occasion d'observer un arrêt pour voir les acquis afin de mieux les consolider et diagnostiquer nos insuffisances pour leur trouver des solutions et repartir avec plus de conviction et de détermination.

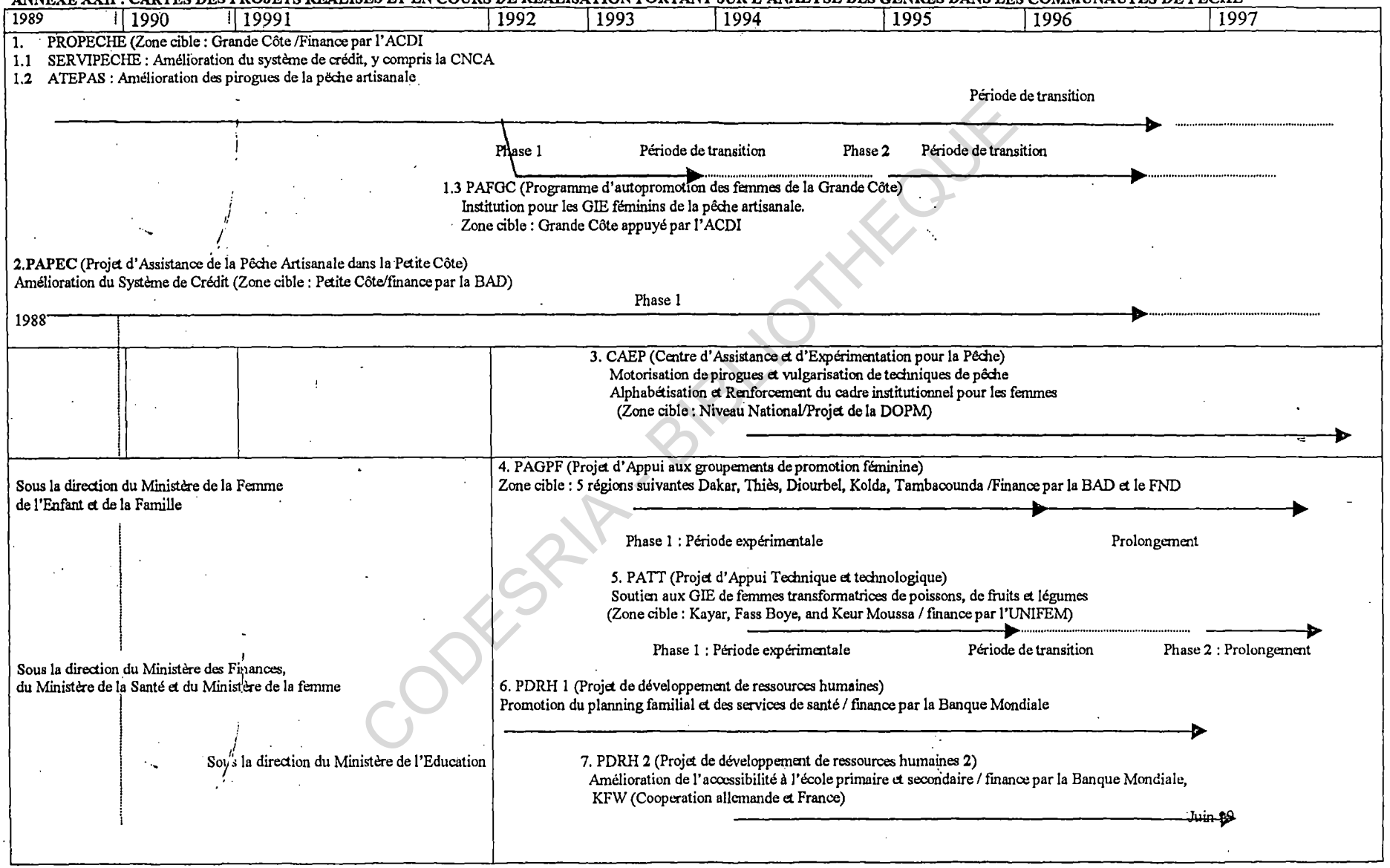
Quelles sont les objectif de L'ur Santa Yalla dans le moyen et long terme ?

Nous allons œuvrer pour la dynamisation de groupement d'épargne et de crédit pour doubler le nombre d'adhérants. Il est à noter que notre nouvelle politique de conquête du marché sous-régional va nous permettre de mieux nous faire connaître et faire apprécier le label santa yalla.

Mool-Mi

DESRIP BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XXII : CARTES DES PROJETS REALISES ET EN COURS DE REALISATION PORTANT SUR L'ANALYSE DES GENRES DANS LES COMMUNAUTES DE PECHE



PROPECHE et PAPEC sous la direction de la DOPM.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XXIII

Sud. Quotidien 2184 – jeudi 13 juillet 2000

IKAGEL DE MBOUR FERMEE A CAUSE DES NORMES EUROPEENNES

1 400 travailleurs en chômage technique

Pour la réouverture de la société de pêche Ikagel fermée depuis le 5 juillet dernier, la direction de l'usine exige le déplacement du site artisanal de transformation de poissons de Mballing (5 km de Mbour). Pour elle, la présence des transformateurs de poissons à côté de l'usine est l'origine de l'existence de vibrions de choléra découverts dans les produits de la société. En attendant les conclusions de l'enquête de la Dopm, une menace pèse sur 1400 emplois.

Depuis le 5 juillet dernier la Direction de l'océanographie et de la pêche maritime (Dopm) du ministère de la pêche a ordonné la fermeture de la société de pêche Ikagel de Mbour. Ikagel est une unité de froid et de traitement de produits halieutiques destinés à l'exportation, le poulpe («*yarank*» en ouolof) notamment. Elle emploie entre 800 (selon la Dopm) et 1400 personnes (selon un responsable de l'usine) pour un investissement de plus de 1855 millions de F Cfa.

Elle a réalisé en 1999 un chiffre d'affaires de 14,5 milliards de F Cfa.

La fermeture de Ikagel fait suite à «*une alerte communautaire lancée le 4 juillet par la Commission européenne*», selon la direction de l'usine.

Cette alerte «*annonçait l'existence de vibrions de choléra, en Italie, dans les produits de la société Ikagel*», poursuit la direction de l'entreprise. Il s'en est suivi un renforcement par les autorités françaises des contrôles sanitaires des produits émanant de la société de pêche.



Avec un chiffre d'affaires de 14,5 milliards de F Cfa en 1999, Ikagel fait partie des premières sociétés de pêche sénégalaise

Pour la direction de la société, cette fermeture est due aux conditions d'hygiène qui sont de mise autour de l'usine depuis l'aménagement à Mballing d'une nouvelle aire de transformation de produits halieutiques destinée aux femmes en lieu et place du site de Mbour «*Tefess*», «*suite à la construction du nouveau quai de pêche de Mbour entamée en septembre 1999, les artisans transformateurs installés à cet emplacement depuis plusieurs années ont été déplacés auprès de l'Usine de la société Ikagel par le maire de Mbour, bien que ce dernier ait été informé du danger que pourrait représenter ce déplacement* «, indiquent les responsables de l'usine.

Pour eux, l'aire de transformation de poissons nouvellement aménagée à Mballing (4 km de Mbour) «*met en péril les conditions d'environnement qui doivent être préservées autour de ce type d'infrastructures sanitaires aux strictes normes européennes de production*»

Mais du côté de la Dopm, on n'est pas pour le moment convaincu par les arguments de Ikagel mettant en cause la présence des transformateurs de produits halieutiques à côté de l'usine. Selon le directeur adjoint de l'océanographie et de la pêche maritime, Moustapha Thiam, «*les sources de contamination peuvent être multiples. Elles peuvent être au personnel ou aux conditions qui sévissent autour de l'usine*». Avec l'enquête de la Dopm, «*des prélèvements d'échantillons seront analysés au laboratoire. La fermeture de l'usine est une mesure conservatoire pour ne pas mettre en péril le tiers*», affirme-t-il.

Pour sa part, Ikagel qui estime avoir envoyé une lettre au ministère de la pêche, Oumar Sarr a déjà averti les autorités. Elle estime être dans l'impossibilité de poursuivre ses activités dans des conditions de production et d'environnement jugées risquées. Ainsi, elle a indiqué son impossibilité à assurer la réouverture de l'établissement tant que les mesures effectives ne seront pas prises. « *Il s'avère par conséquent indispensable qu'un déplacement de ce site artisanal soit effectué vers un cadre plus adapté, d'extrême urgence*», affirme la direction de l'usine.

Malick Rokhy BA

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XXIV

Soleil
n° 8262
15.12
1997
1-10

Collectivité léboue : la «déclaration de Mbao» adoptée

Ce sont des milliers de personnes des deux sexes, venues non seulement des 12 «Pinthie» de Dakar, mais aussi de 117 villages «Lébou» qui ont répondu au rassemblement auquel avait convié le Grand Serigne de Dakar, El Hadj Bassirou Diagne Marème Diop. C'était hier à Mbao, où ils ont été accueillis par le chef de village Moussa Seck, et le maire Babacar Pouye, en présence du Maire de la ville de Pikine Demba Seck. Du Patriarche et chef de village de Ngor Abdoulaye Samb, au Grand «Soumbar» Ndéyi Diambour Abdou Karim Guèye, aux Diaraf, Saltigués, Freys, Ndey Dji Rews, en passant par les Imams, chefs de villages et de quartiers, les cadres et autres autorités tel que le ministre Alassane Dialy Ndiaye, chacun a tenu à prendre part à ce rendez vous historique de communion, d'échanges d'idées, de fraternisation, de solidarité autour de l'essentiel. Celui-ci étant pour El Hadj Bassirou Diagne, le recouvrement des biens dont les «Lébous» ont été spoliés et leur participation à la prise de décisions à tous les niveaux, etc... Dans ce cadre, il a demandé aux pouvoirs publics, la révision de la loi sur le domaine national qui «a été le principal prétexte pour départir la collectivité de son patrimoine, les terres.

La rencontre qui a bénéficié de la sainte bénédiction du khalife de Cheikh Omar Al Foutiyou Tall, El Hadj Thierno Mountakha Ahmed Tall, s'est déroulée en présence de Serigne Mansour Sy Abdoul Aziz Dabbakh, venu représenter le khalife général «Borom Daara-dji». L'occasion était donc propice pour le chef supérieur de la Collectivité léboue de faire un diagnostic sans complaisance des maux dont souffre la communauté, et qui, en plus de ceux précités ont pour noms marginalisation, non implication dans la gestion des affaires locales, et... Or donc le pouvoir est retourné à la base avec la dernière phase de la décentralisation aboutissant à l'entrée en application de la régionalisation que les lébous ont tendance à subir, faute de profiter des opportunités qu'elle offre. A telle enseigne qu'ils ne bénéficient pas des retombées des politiques économiques et sociales mise en œuvre. Outre que «l'information ne passe pas entre les lébous» il y a que l'implication de ces derniers est insuffisante souligne Serigne Ndakaru qui appelle à un réveil, un sursaut collectif.

Ainsi, El Hadj Bassirou Diagne Marème Diop souhaite un changement d'attitude et de comportement de la collectivité, afin qu'une solution soit apportée aux problèmes qui l'assaillent. C'est d'ailleurs l'objet de la déclaration adoptée et lue par Djibril Ndoye de l'Université Cheikh Anta Diop.

Ce document stipule que les «Lébous» réaffirment avec foi, leur appartenance à la Nation sénégalaise, dans sa spécificité culturelle, et leur attachement à l'unité et à la cohésion de celle-ci, et au respect scrupuleux des Institutions républicaines.

Après avoir souligné la destruction accélérée de l'écologie, du fait de la poussée démographique due à l'exode rural, la Déclaration de Mbao fait noter que *«les «Lébou» sont en situation de minoritaires dans la région du Cap-Vert, où ils avaient instauré pourtant un système démocratique ayant un soubassement républicain»*.

Ces facteurs ont rendu les conditions de vie précaires de manière à instaurer, l'Insalubrité, l'Insécurité, le Chômage des Jeunes, etc...

Face à ces agressions de toutes sortes, la Collectivité «lébou», par la *«Déclaration de Mbao»* se fixe les objectifs que sont : Extension des Communautés d'habitation «Lébou», Promotion d'activités économiques pour le compte de ses membres, et la Réhabilitation de sa culture. Dans ce cadre, la déclaration juge *«impérieux pour les «Lébou» de retrouver leurs terres afin de permettre l'extension de leurs localités et de pouvoir reprendre l'activité traditionnelle qu'est l'agriculture»*.

En ce qui concerne la promotion d'activités économiques, la collectivité appelle ses membres à s'impliquer dans les activités traditionnelles que sont la pêche, l'agriculture et l'élevage. De même que le commerce, l'industrie, le transport, etc.

Relativement à la Réhabilitation de la Culture «Lébou», la Collectivité précise que le «Lébou» doit se retrouver dans son passé, les fêtes devant être revalorisées, les «Pinthie» réhabilités dans leurs fonctions de *«Justice de paix»* et d'Education de base.

De ce fait, et plus que jamais, il a été constaté à Mbao que la Collectivité «Lébou» doit s'organiser d'avantage et se mobiliser *«pour la pérennité de ses valeurs traditionnelles et préserver ses intérêts spécifiques, voire son existence»*. Cela à l'heure où les grands défis économiques doivent être relevés. Ce qui ne saurait se faire sans instruments adéquats.

Pour ce faire, elle devra s'adresser aux pouvoirs centraux certes, mais elle devrait en outre profiter des opportunités offertes par la régionalisation, *«en se structurant en GIE, ONG ou autres sociétés commerciales, pour se positionner comme partenaire au développement, afin de s'adapter à la politique de décentralisation»*.

Au plan politique, le Grand Serigne de Dakar a vivement remercié le chef de l'Etat et prié pour que le Tout Puissant l'assiste dans l'exercice de sa mission. El Hadji Bassirou Diagne a également invité la collectivité léboue à préparer dans la cohésion les prochaines consultations électorales.

La rencontre de Mbao a écouté un message de Thierno Mountakha Ahmed Tall qui a indiqué *«qu'elle entre en droite ligne dans les recommandations du Saint Coran, des Hadiths du Prophète Mohamed (PSL). Parce que les objectifs étant de se concerter, d'échanger des idées et projets pour le développement d'un terroir et le bien-être des populations»*. Il a salué les «Lébou» et leur guide, pour leur hospitalité.

Le mot du Serigne Mansour, Khalife général des Tidianes a été délivré par Mansour Dabbakh après les souhaits de bienvenue du chef de village de Mbao, et les prières de Tafsir Sakho.

Signalons que les maires de Bargny et de la Médina, Thianar Ndoye et Ameth Diène ont participé à la cérémonie.

Khaly TALL

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XXIV suite

CONSTRUCTION ANARCHIQUE SUR LE DOMAINE MARITIME

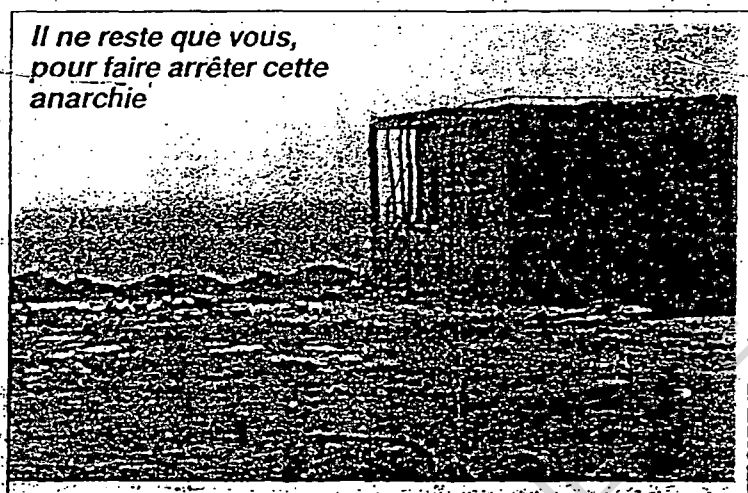
Lettre ouverte au président de la République

Encore une fois, le Domaine public maritime est victime d'une agression insupportable de la part de promoteurs immobiliers prêts à tout pour faire fortune. Cette fois-ci, c'est sur l'une des dernières *«fenêtres»* de la corniche que des irresponsables font surgir une demi douzaine d'immeubles R+1, en travaillant nuit et jour pour, encore une fois, bénéficier du *«fait accompli»*. Mais cette fois-ci, j'espère que pour l'exemple, on leur demandera tout simplement de tout raser.

Monsieur le Président de la République, vous avez souhaité que la corniche de Dakar devienne la plus belle corniche d'Afrique. Votre rêve est celui de milliers de Sénégalais et amis étrangers. Mais ce rêve ne sera réalité que si dès maintenant, nous nous mobilisons pour que le Domaine public maritime soit respecté. Alors, alors seulement, de la pointe des Almadies au futur Mémorial de Gorée, la corniche de Dakar sera la plus belle du monde !

Du beau travail en perspective pour le tout nouveau ministre de l'Urbanisme, s'il sait être vigilant.

PIERRE GOUDIABY ATEPA
Membre de l'Académie internationale d'Architecture



Il ne reste que vous, pour faire arrêter cette anarchie

Sud quotidien
n° 1441
24 01 1998
p. 3

COMMUNIQUE

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE SOKONE (ADES)

Tous les membres du Comité directeur de l'Association pour le Développement du secteur de Sokone (Ades), sont convoqués en réunion aujourd'hui, samedi 24 janvier 1998 à partir de 15 heures à l'Isic, Point E.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

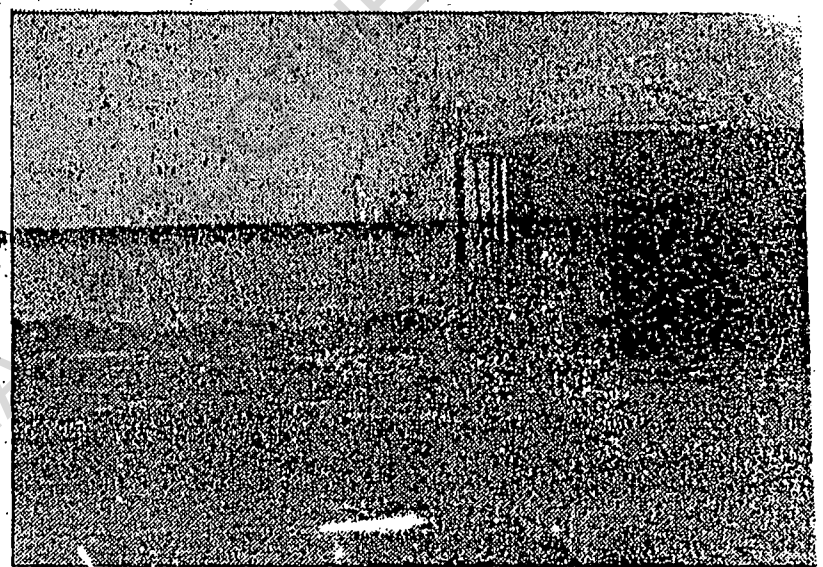
ANNEXE XXIV suite CONSTRUCTION ANARCHIQUE SUR LE DOMANE MARITIME

Une sommation d'arrêt adressée au promoteur

"Suite à notre visite du 26 janvier 1998, il nous a été donné de constater que vous êtes en train de réaliser des villas jumelées R+1 dans la zone du Dpm des Mamelles. Selon notre lecture des plans, il ne vous a pas été autorisé à réaliser des villas R+1 sur la partie haute du terrain sur lequel vous détenez un bail en dû forme. En conséquence, en vertu du code de l'urbanisme (Loi 88-05), nous vous ordonnons d'arrêter les travaux de cette partie, jusqu'à ce que vous nous produisiez les éléments justificatifs. Au cas où cette sommation ne serait pas respectée, nous nous verrons dans l'obligation d'appliquer à votre encontre les mesures coercitives extrêmes prévues par les textes en vigueur".

C'est la teneur d'une sommation de M. Youssouf Boye, chef du service régional de l'urbanisme de Dakar adressée le 27 janvier 1998 à M. Massaer Médoune Sèye, promoteur immobilier à Ouakam. Cette correspondance est la réaction de l'administration à une lettre ouverte au Président de la République, écrite par l'architecte Pierre Goudiaby Atepa et publiée par Sud Quotidien (voir l'édition du samedi 24 janvier 1998).

"Encore une fois le Domaine public maritime est victime d'une agression insupportable de la part de promoteurs immobiliers prêts à tout pour faire fortune. Cette fois ci, c'est sur l'une des dernières "fenêtres" de la corniche que des irresponsables font surgir une demi douzaine d'immeubles R+1, en travaillant nuit et jour pour, encore une fois, bénéficier du "fait accompli". Mais cette fois-ci, j'espère que pour l'exemple, on leur demandera tout simplement de tout raser" avait écrit M. Goudiaby Atepa dans sa lettre ouverte qui appelait le Président de la République à mettre fin à cette situation.



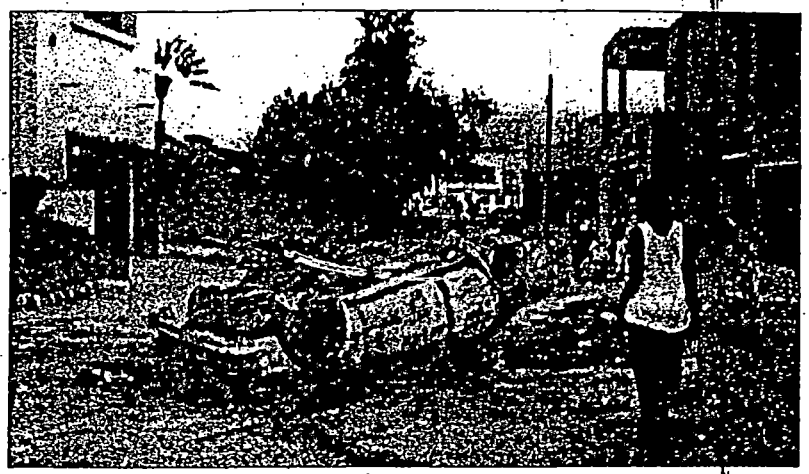
Arrêtez ça

Sud Quotidien
N°1447 - MARDI 03 FÉVRIER 1998 - 7

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les jeunes sèment le désordre

Ils sont là, prêts à l'attaque. Ils, ce sont les gendarmes, revenus, à la tombée de la nuit, camper sur la route de Ngor. Eparpillés, du casino du Cap-Vert à l'entrée de la route qui mène au village, ils semblent inviter les jeunes à une nuit agitée. Ou du moins leur promettre une nuit de feu pour laver l'affront subi quelques minutes auparavant.



Un véhicule calciné, laissé sur le terrain des affrontements.

Ils étaient venus pour maintenir l'ordre troublé par la manifestation des jeunes qui avaient, après la prière du vendredi d'hier, investi la route pour bloquer la circulation. Les odeurs de brûlis et âcres des grenades lacrymogènes envahissaient encore l'atmosphère en fin de soirée. Le spectacle, fait d'amas de pierres, de bacs à ordures et de tout ce qui peut dissuader les automobilistes d'emprunter le circuit, reflète l'idée d'une colère aiguë. Ces derniers, une fois à la hauteur des barricades, ne peuvent s'empêcher de rebrousser chemin. C'est dans cette ambiance tendue que débarque un nommé Abdou Karim Diaw, "expert et directeur de Keur Khadim", selon les explications du gardien de sa maison, et habitant le village. "Il conduisait une voiture de marque BMW de couleur grise et immatriculée Dk-9939-L. Nous l'avons gentiment demandé de rebrousser chemin. A notre grande surprise, il fonce sur nous. C'est alors que nous avons cassé son pare-brise. Il sort une arme, tire sur la foule et blesse mon frère qui est atteint au bras. Je viens de ce pas de l'hôpital", explique Salif Sène, un jeune du village. Entouré de ses camarades, qui ont poursuivi les gendarmes, pierres en main, il jubile pour avoir pris le dessus sur les hommes en bleu.

Les manifestants foncent alors au domicile de M. Diaw. Là, à quelques encablures de l'hôtel Ngor Diarama, le spectacle est désolant. Témoins de l'anéantissement de tant d'efforts fournis par une vie humaine : ordinateurs bousillés, bibliothèques défoncées, matériel électronique et électroménager devenu inerte...Les chambres, aussi bien à l'étage qu'au rez-de-chaussée, ont été visitées par les manifestants en furie. Il faut marcher dans les différentes pièces avec précaution, pour éviter de se blesser, à cause des débris de verre qui ont volé en éclats. Mais aussi, de tomber dans les flaques d'eau. Le début d'incendie a été maîtrisé. Mais, au-dehors, la case de paille flambe encore, et il faut faire face pour éviter sa propagation.

Les jeunes de Ngor ont encore remis ça, pourrait-on dire. Le récurrent problème des terres refait surface. "Ces terres nous appartiennent, depuis nos ancêtres. Nous, jeunes du village, voulons ces terres et à l'heure que nous choisirons. Le problème est très simple : il y a une catégorie d'escrocs, qui veut s'enrichir sur notre dos, en vendant les terrains. Ce que nous n'accepterons jamais. La manifestation d'aujourd'hui a été bien mûrie et préparée depuis quelques jours. Les vieux nous ont donné leur feu vert. Nous ne faisons que défendre nos intérêts. Le maire est en train de vendre notre patrimoine qui s'étale sur plus de 3000 mètres carrés. Les gendarmes n'ont rien à voir dans cette affaire. Tant qu'on ne règle pas le problème, tout en libérant nos sept frères arrêtés, nous remettrons ça", déclare ce jeune, en verve et entouré de ses camarades.

En fait, les jeunes avaient déjà commencé à saboter certaines constructions, en début de semaine, selon des témoignages recueillis sur place. Et les propriétaires ont porté l'affaire à la justice. Le problème semble plus complexe.

Le premier adjoint du maire, Cheikh Djibril Samb, habitant le village, met cette réaction des jeunes sous le compte, non seulement d'une méconnaissance, mais aussi d'une manipulation politique. "Je regrette les faits et présente des excuses aux populations dont les biens ont été attaqués. Nous sommes dans un pays de droit et ces propriétaires, qui ont acquis les maisons à la sueur de leur front, ont le droit d'en disposer comme ils l'entendent. Les terrains que revendiquent ces jeunes sont des plus réguliers, puisque les services de l'urbanisme, du Cadastre peuvent le témoigner. La preuve, une cinquantaine de bâtiments ont été édifiés sur le terrain qu'ils réclament. A la vérité, il faut dire que ces terres ont été vendues à l'Etat qui en a redistribué aux populations autochtones dans le cadre de l'extension du village, mais aussi à d'autres populations. C'est un lotissement vieux de 41 ans", rappelle M. Samb. L'autorité municipale révèle, d'ailleurs, que sur les " 500 demandes adressées aux familles, 470 d'entre-elles ont répondu favorablement à la démarche et qu'un lot de 500 parcelles a été affecté aux 634 familles. C'est donc une trentaine de familles qui sont derrière les jeunes". La conviction de Cheikh Djibril Samb est que "la plupart d'entre eux, encore mineurs, ne peuvent comprendre que leurs ancêtres ont vendu la majeure partie de leurs terres et que certaines personnes leur font croire le contraire". Seulement, poursuit-il, ce processus de vente est irréversible au risque de tout remettre en cause".

Et dans la violence des incidents, une dame du village ne pouvait que manifester son dépit : "les Sénégalais sont devenus fous".

IBRAHIMA KHALILOULLAH NDIAYE

COPYRIGHT SUNUGAL

ANNEXE XXV suite

Sud quotidien n° 2587 - 17-11-2004

ACTUALITE

VIOLENTES MANIFESTATION À NGOR

Un blessé par balle, des maisons saccagées, plusieurs arrestations

Le village de Ngor a vécu hier un après midi très singulier. De violentes manifestations ont opposé les forces de l'ordre aux jeunes du village. De 14 heures jusqu'aux environs de 20 heures, la confrontation a été épique. Ils sont massivement sortis dans les rues pour manifester contre ce qu'ils appellent *"le bradage des terres du village par les autorités locales"*.

Essentiellement composés de jeunes, les manifestants ont érigé des barricades sur la route qui mène entre le croisement des Almadies et le virage de la route de l'aéroport Léopold S. Senghor. Des pneus ont été enflammés sur la route, des blocs de pierres et des amas de gravats ont été érigé sur l'axe routier, ce qui sérieusement perturbé la circulation. Plusieurs automobilistes ont été obligés de rebrousser chemin devant la furie des manifestants. Un automobiliste qui a tenté de forcer le barrage a ouvert le feu, blessant un manifestant à l'épaule. La foule en colère s'est alors déchaînée sur lui, saccageant du coup son véhicule et sa maison située sur les hauteurs de l'hôtel Ngor Diarama. Le blessé a été évacué à l'hôpital alors que la maison du conducteur indélicat, a été incendié et littéralement mise à sac. Aucun habitant de la villa dont les débris étaient encore fumants n'était visible. Seul le gardien qui a assisté médusé au spectacle était sur place. A notre passage au environs de 19 heures 30 minutes, l'homme qui subissait l'invasion des badauds craignait pour sa sécurité. Par ailleurs, d'autres maisons en construction, ont aussi attaquées et les briques cassées.

Des manifestations d'une rare violence ont éclaté hier, vendredi 16 novembre, dans l'après midi, dans les rues du village de Ngor. Les jeunes du village qui soutiennent qu'ils manifestent "*contre la vente des terres*" de la zone se sont livrés à une longue confrontation avec les gendarmes débordés par la tournure des événements. C'est tard dans la soirée que le calme est revenu avec la tombée de la nuit et l'arrivée d'impressionnants renforts des forces de l'ordre.

Selon des témoignages recueillis sur place le conducteur du véhicule serait interpellé par les forces de l'ordre. Les manifestants ont également fait état d'une série d'arrestations dans leurs rangs. Entre mercredi, jour des premières échauffourées et hier, vendredi quelques 16 personnes seraient arrêtées selon des témoignages recueillis sur place et non confirmés de sources officielles.

Rien n'a pu contenir la colère des manifestants qui ont soumis les habitants de tous les environs dans une situation d'Intifada qui aura vécu tout l'après-midi. Ils ont en tout cas donné bien du fil à retordre aux forces de l'ordre qui ont fini par rebrousser chemin devant la cadence des jets de pierres. Dans une atmosphère quasi insurrectionnelle, où les pneus enflammés laissent échapper un nuage de fumée noirâtre, dans le crépitement des pierres, le camion de gendarmes qui ont fait usage de leurs grenades lacrymogènes, sans succès, a été obligé de démarrer en trombe, devant la pression devenue insoutenable. Les manifestants ont alors redoublé les barricades sur tout le long de l'axe, bloquant du coup la circulation.

C'est seulement vers les coups de 19 heures 30 que les forces de l'ordre sont massivement revenues à la charge. Une armada de plusieurs dizaines d'hommes, venue des différentes casernes de gendarmerie renforcée par des éléments de la police ont convergé vers le village. Les hommes en bleu ont utilisé une tactique consistant à remonter l'axe dans le sens croisement des Almadies-aéroport. Par petits groupes, la soldatesque a progressé lentement et difficilement, la nuit tombante. Mais stratégie pour stratégie, les manifestants avaient déjà disparu dans les méandres du village. L'impressionnant dispositif sera finalement réduit aux tâches de régulation de la circulation. Autant dire que l'après-midi a été longue hier à Ngor.

Moussa DIOP

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XXVI : LISTE DES SÉMINAIRES, DES COLLOQUES, DES ÉMISSIONS DES PRESSES PARLÉES LOCALES ET NATIONALES :

- le séminaire du samedi 6 avril 1996 organisé par la Convention des Saint-Louisiens dans la maison de Lille sur le thème : « La pêche : quelle place dans l'économie de la région de Saint-Louis ? Quelles perspectives pour Saint-Louis du Sénégal ? » ;

- le colloque international de Dakar du 25 au 27 mars 1998 consacré à la vision africaine de la mer et ses réalités, organisé par le Ministère de la pêche et des transports maritimes sur deux thèmes principaux : « L'homme africain et les grandes questions océaniques : traditions, mythes et réalités » et « L'activité de la pêche artisanale en Afrique : aspects économiques et socio-culturels ». Ce colloque nous a offert l'opportunité de suivre avec beaucoup d'intérêt l'exposé du Pr El hadj Salif DIOP (dept. de Géographie de l'UCAD) sur « la problématique de la gestion côtière en Afrique ».

- les concertations nationales sur les problèmes de la pêche artisanale des 27 et 28 septembre 2000 organisées par l'association des jeunes pêcheurs de Saint-Louis avec l'appui de l'Agence régionale de Développement, de l'Agence de Développement communal, du Partenariat Lille / Saint-Louis, du Ministère de la pêche et du Bureau d'appui à la Coopération canadienne ;

- la foire ouest-africaine de la transformation artisanale du poisson tenue à Dakar (place de l'obélisque) du 2 au 3 juin 2001 - (pour valoriser les produits) . Y ont participé les pays suivants : Sénégal, Gambie, Mauritanie, Guinée-Bissau, République de Guinée, Mali, Bénin, Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire, Togo, Sierra Léone.

- les émissions de l'Office de la Radio et Télévision du Sénégal (ORTS) :

- Très Gros Plan (TGP) du 23 juin 1997, rediffusé le 12 avril 1998 (21h 30 – 22h 15) et le 20 juin 1999 (22h – 22h 45) consacré aux menaces qui pèsent sur la faune marine dont l'invité fut Haïdar El Ali moniteur de plongée sous-marine.
- Antenne Spéciale du jeudi 3 juillet 1997, en direct de Kayar, à l'occasion de la fête du « Grand Prix du Président de la République » organisée par le GIE Mantoulaye GUENE (Lauréat).
- Dossiers du jour du 29 janvier 1998 consacré à l'appel du gouverneur de Fatick Saliou Sambou adressé (7h 20) aux habitants de Djifer (menacé par la mer) afin qu'ils rejoignent Kadd Diakhanor (site de recasement).
- Magazine du terroir du 17 septembre 1998 consacré aux problèmes de développement de la transformation artisanale (système de crédit, éclairage, insécurité, aires de transformation adaptées...).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE XXVI (Suite)

Par ailleurs, Sud Communication et Téranga FM ont animé diverses émissions ; nous avons retenu :

- Invité de la rédaction (S.C) du 4 juillet 1997 (7h 15 – 7h 25) consacré au contenu des accords de pêche Sénégal – Union Européenne (Accords signés en novembre 1996 et couvrant la période de 1997-2001) ;

- Baatu Mool (La voix des pêcheurs T.F) du mardi 3 novembre 1998 (15h 15 – 16h) consacré aux contraintes de l'exploitation des ressources halieutiques à la frontière sénégalo-mauritanienne.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

PLANCHES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



Une séance d'entretiens avec les chefs de service des Pêches de Thiés et les représentants des transformateurs Burkinabés-Joal

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



Des entretiens avec des vendeurs burkinabés de produits transformés. Marché Central ROOD WOKO de Ouagadougou (Burkina Faso)



Des casiers à céphalopodes à Pointe Sarenne



Une vue des pêcheries-Ziguinchor

ISRIA - BIBLIOTHEQUE



Des cartons de keccax en provenance de Joal dans un magasin du marché central R. WOKO

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



Une scène de pêche à Mbao : la senne de plage



Transformatrices de poissons à Joal (sauce de poisson Nuoc Mam)

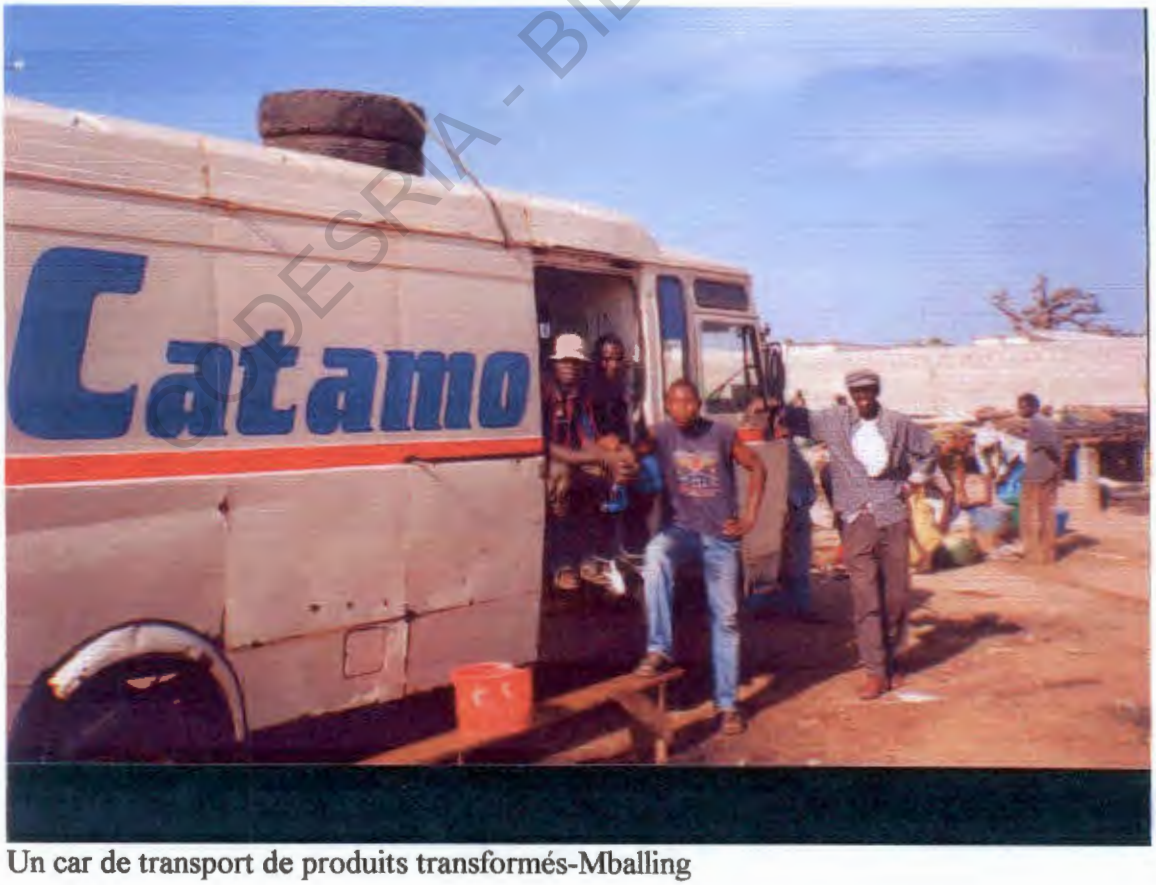
BIBLIOTHEQUE



Transformatrice de poisson à Thiaroye Sur Mer (gejj)



Des auxiliaires de la transformation artisanale emballent des produits traités (yeet) à Mballing



Un car de transport de produits transformés-Mballing

CIDESRIA - BIBLIOTHEQUE



Des auxiliaires de la transformation artisanale en phase de prétraitement (écailler, étêter …) à Mballing



Une détaillante de produits transformés à Thiaroye Gare

ODEFSHA-BIBLIOTHEQUE



Des murets inadaptés, initialement destinés à supporter des lits de séchage-Joal



Une vue des anciennes sécheries et fumeries-Kayar



Le quartier Kelcom des auxiliaires de la transformation artisanale-Joal.



Le centre d'accueil et de formation de l'U.R. Santa Yalla –Ziguinchor



Une vue de l'usine IKAGEL à Mballing : des relations conflictuelles avec la transformation artisanale.



Diokoul (Rufisque) , un ancien site de la transformation artisanale : les transformatrices y ont été déguerpies.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



Exécution du projet japonais : lits de séchage et salles de repos des transformatrices en construction



Exécution du projet japonais : construction de fumoirs améliorés à Kayar.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



Fumoirs de poissons burkinabés à Joal.



Magasin de stockage de produits transformés à Joal

CESRIA - BIBLIOTHEQUE



Une vue des sécheries à Mbao : la faiblesse de l'équipement.



le quai de pêche de Rufisque

COLLECTIA - BIBLIOTHEQUE



Des produits transformés emballés destinés au Burkina



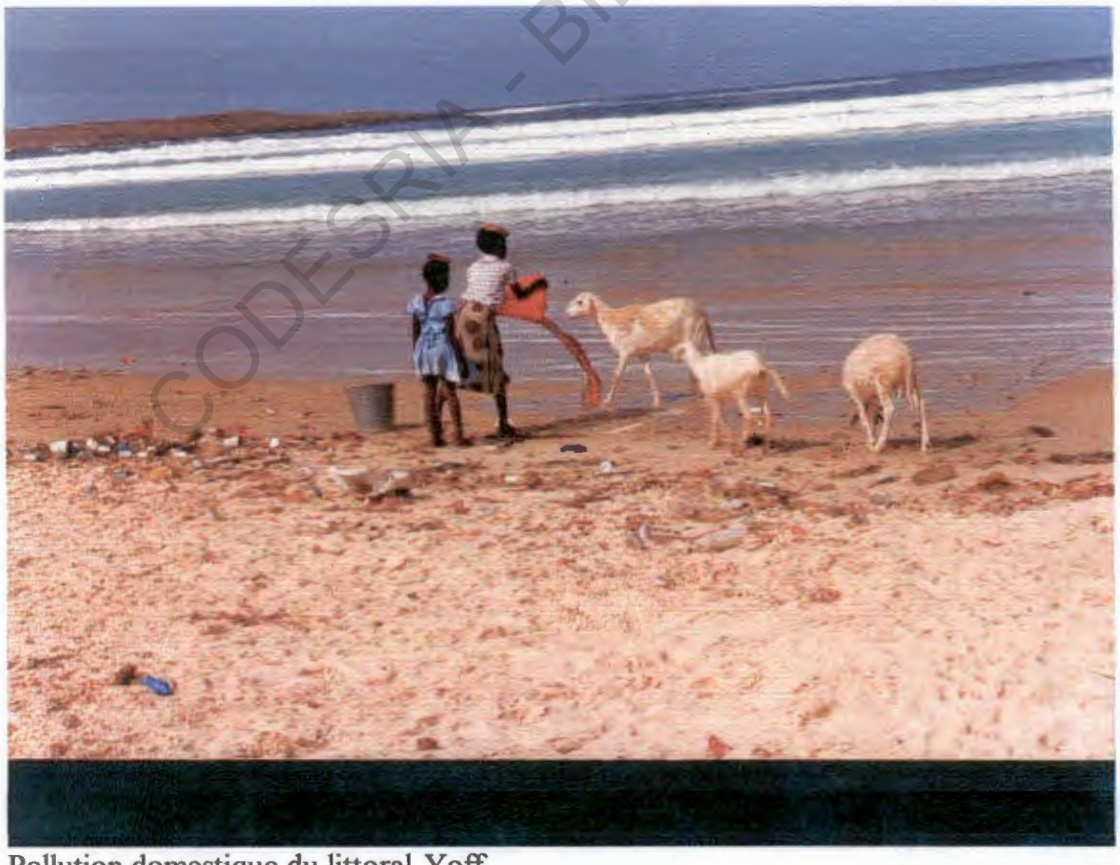
Marché Central R. WOKO de Ouagadougou :

- au premier plan des plateaux de Balance chagés de keccax
- au second plan des emballages de keccax en provenance de Joal



La progression du front urbain à Mbao : des espaces batis, jadis occupés par les transformatrices

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



Pollution domestique du littoral-Yoff

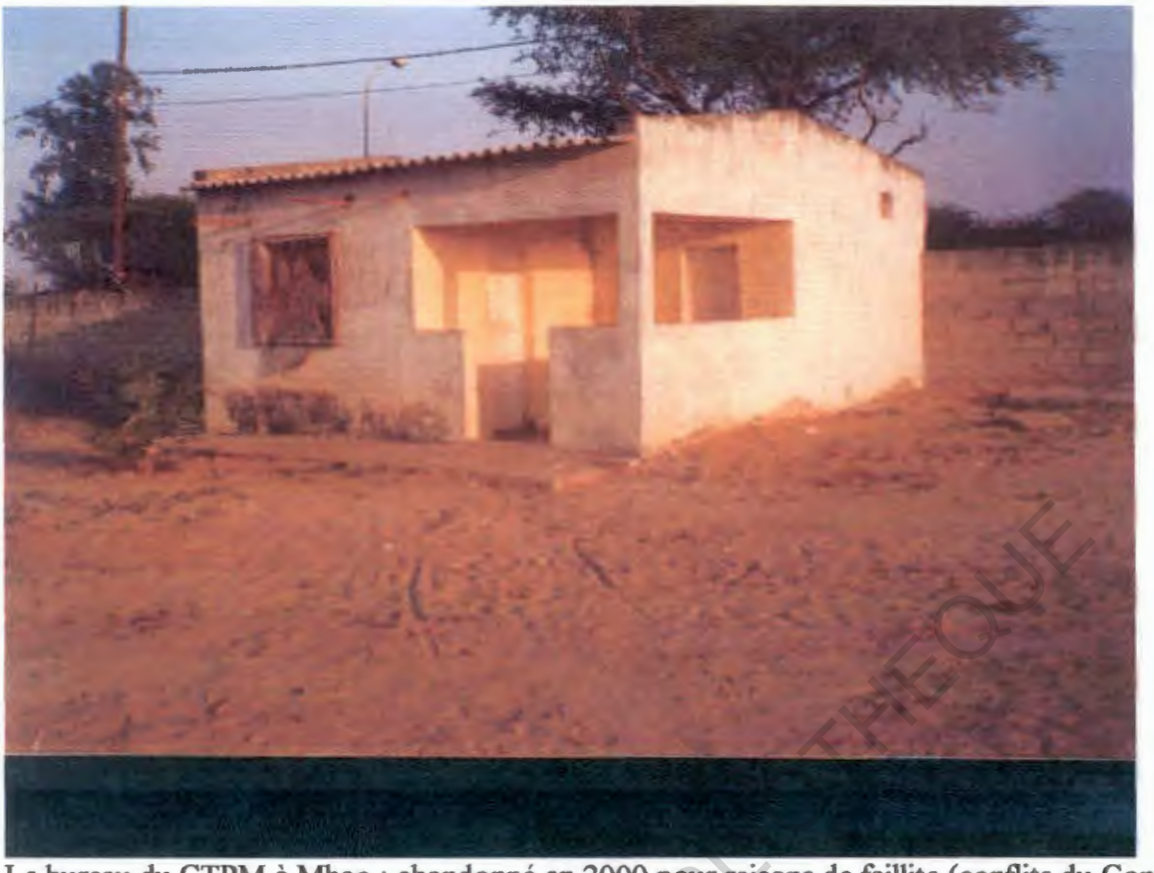


Des habitations détruites par la mer à Mbao



La progression du front urbain à Mbao (Cité Ndèye Marie)

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



Le bureau du CTPM à Mbao : abandonné en 2000 pour raisons de faillite (conflits du Congo et de la R.D.C.)



Des habitations détruites par la mer à Mbao

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Documentation and Information Centre
CODICE
CODESRIA



Habits détruits et pollutions domestiques le long du littoral à Yoff



Des produits transformés (Yoss) destinés à l'exportation-Mbao

© ORSTOM - BIBLIOTHEQUE